Zeitschrift: Tagblatt des Grossen Rates des Kantons Bern
Herausgeber: Grosser Rat des Kantons Bern
Band: - (1993)

Rubrik: Maisession

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 29.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Tagblatt des Grossen Rates des Kantons Bern

Einladung an die Mitglieder des Grossen Rates

Ostermundigen, den 22. April 1993

Frau Grossrätin
Herr Grossrat

Gemäss Artikel 17 der Geschäftsordnung für den Grossen Rat und Grossratsbeschluss vom 16. September 1991 sowie Beschluss der Präsidentenkonferenz vom 19. April 1993 findet die Maisession von

Montag, 3. Mai 1993, 13.45 Uhr, bis Donnerstag, 13. Mai 1993, 16.00 Uhr,

statt. Sie werden eingeladen, sich am Montag, 3. Mai 1993, um 13.45 Uhr im Grossratssaal, Rathaus Bern, einzufinden.

Tagesordnung der ersten Sitzung

1. Eintritt neuer Mitglieder in den Rat; Vereidigung
2. Geschäfte der Staatskanzlei

Im übrigen gemäss Detailprogramm

Mit vorzüglicher Hochachtung
Die Grossratspräsidentin:
Eva-Maria Zbinden-Sulzer

Erste Sitzung

Montag, 3. Mai 1993, 13.45 Uhr

Präsidentin: *Eva-Maria Zbinden-Sulzer,* Ostermundigen

Präsenz: Anwesend sind 182 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Albrecht, Baumann-Bieri, Bay, Brawand, Flück (Brienz), Guggisberg, Hügli, Hutzli, Imdorf, Jakob, Kilchenmann, Knecht-Messerli, Lüthi, Merki, Schmid (Rüti), Sidler-Link, Sinzig, Walker.

Präsidentin. Ich begrüsse Sie herzlich zur Maisession. Insbesondere begrüsse ich Herrn Regierungsrat Annoni, die Presse sowie die interessierten Leute auf der Tribüne. Zuerst möchte ich die Entschuldigungen bekanntgeben. Es handelt sich um Frau Albrecht und Frau Sidler sowie die Herren Neuenschwander, Rychiger, Hari und Sinzig. Einige von ihnen sind während der ganzen Session, andere nur tagweise abwesend. Während der ganzen Session ist auch Herr Imdorf abwesend. Er ist zurzeit im Inselspital und würde sich freuen, wenn er besucht würde. Wir wünschen ihm gute Besserung.

Eintritt neuer Mitglieder in den Rat; Vereidigung

Präsidentin. Frau Heidi Reist-Weber tritt die Nachfolge von Herrn Daniel Lüscher, Herr Alfred Müller von Frau Helen Meyer-Fuhrer an.

Frau Heidi Reist-Weber legt den Eid ab und Herr Alfred Müller legt das Gelübde ab.

Präsidentin. Ich wünsche Ihnen alles Gute und viel Erfolg im Grossen Rat.
Wir kommen zur ordentlichen Traktandenliste. Dazu liegt ein Ordnungsantrag vor.

Ordnungsantrag Weyeneth

Verschiebung der Geschäfte der Finanzkommission betreffend Berner Kantonalbank.

Lutz, Vizepräsident der Finanzkommission. Ich begründe den Ordnungsantrag Weyeneth.
Die Finanzkommission beantragt Ihnen, den Bankenbericht erst nächsten Montag zu diskutieren. Die entsprechenden Unterlagen konnten nur knapp innerhalb der vorgegebenen Frist versandt werden. Sie erhielten den Bericht der Finanzkommission erst einen Tag später als die Presse, was normalerweise nicht unserer Politik entspricht. Es liess sich leider nicht anders organisieren.

Der Bericht wurde praktisch am Abend vor der Pressekonferenz redigiert. Sie erhielten ihn erst am 24. April. Das Büro nahm am 23. April noch zur Motion Hess betreffend die Einsetzung einer parlamentarischen Untersuchungskommission Stellung. Nach der Meinung der Finanzkommission sollten die Fraktionen genügend Zeit haben zur Diskussion des Berichts. Es handelt sich immerhin um ein schwergewichtiges politisches Problem. Ich bitte Sie im Namen der Finanzkommission, dem Verschiebungsantrag zuzustimmen.

Präsidentin. Das Wort wird nicht verlangt. Der Ordnungsantrag Weyeneth wird somit stillschweigend gutgeheissen.

Bericht der Konsultativkommission des Bundesrates und der Kantone Bern und Jura; Erklärung des Regierungsrates

Präsidentin. Herr Regierungsrat Annoni wird einleitend die Erklärung des Regierungsrates verlesen.

Annoni, directeur de la justice. Le gouvernement a pris connaissance du rapport de la commission consultative du Conseil fédéral et des cantons de Berne et du Jura. Il rappelle tout d'abord que le canton de Berne est l'un des mandants de la commission et qu'il lui appartiendra de se prononcer en cette qualité. Il jouit du pouvoir de procéder à un examen critique et il est en droit de faire en sorte que l'appréciation qu'il portera sur les propositions de son mandataire soit prise en considération. La commission consultative a bénéficié d'une totale liberté de propositions, la liberté d'action du canton de Berne reste, elle aussi, entière.
Dans sa première appréciation à l'adresse du Conseil fédéral, le gouvernement fera part de sa préoccupation, il exprimera sa crainte et son espoir quant à l'avenir de la réflexion que lui-même a contribué à mettre en marche. Le gouvernement entend discuter les conclusions du rapport de la commission consultative avec les acteurs politiques du canton du Jura et du canton de Berne, car il s'agit avant tout d'un problème de populations, et non seulement d'un problème d'autorités.
Sur le contenu du rapport, le gouvernement constate que l'affirmation selon laquelle la solution à tous les problèmes est la réunification, n'est pas satisfaisante. 70 pour cent de la population du Jura bernois ne veut pas d'un avenir dans le cadre de la constitution d'un nouveau canton avec le canton du Jura. Que la commission propose néanmoins une telle solution est incompréhensible. Ses conclusions à cet égard sont d'autant plus surprenantes que, depuis quelque temps, on constatait une détente entre séparatistes et anti-séparatistes. Les uns, séparatistes, voulaient abandonner la stratégie de la confrontation et les autres, anti-séparatistes, s'ouvraient à des idées nouvelles, telles l'autonomisation progressive ou d'autres formes de collaboration transfrontalière. Les intellectuels prônaient le dialogue et se mettaient à disposition. Il semblait qu'un nouveau mode de discussion prenait le dessus. Ce phénomène a échappé à la commission, qui n'a surtout pas entendu que ce discours nouveau reléguait la réunification dans le domaine des objectifs non essentiels pour les uns, les séparatistes, ou utopiques pour les autres, les anti-séparatistes.
C'est en vain que l'on cherche dans ce rapport de la commission une réflexion sur les Romands de Bienne ou sur la ville de Bienne. Le gouvernement ne peut en aucune façon accepter l'argument selon lequel Bienne avait été exclue de la procédure plébiscitaire: il faut sortir du modèle de raisonnement des années septante. Vingt ans d'histoire ont créé une situation nouvelle, faite de relations déterminantes tissées entre le Jura bernois et Bienne, surtout pour la population jeune. La commission précise elle-même que son mandat concerne la situation de faits postérieurs au plébiscite. Qu'elle n'ait pas tenu compte de l'interaction entre Bienne et le Jura bernois est d'autant moins compréhensible.
Il appartiendra à la Confédération et aux autres cantons d'apprécier le rôle que doit jouer le canton de Berne pour maintenir l'équilibre entre la Suisse orientale et la Suisse occidentale. Pour sa part, le Grand Conseil a adopté l'article 2 du projet de la nouvelle Constitution qui stipule que «le canton de Berne est l'un des Etats de la Confédération suisse» et qu'«il coopère avec la Confédération et les autres cantons et se considère comme un lien entre la Suisse romande et la Suisse alémanique.» La commission consultative ignore cette détermination, l'option qu'elle constitue pour l'avenir et pour l'ensemble de la Suisse. Le canton de Berne s'est aussi engagé à fond pour la protection des minorités. Le fait qu'une minorité de 6 pour cent décide d'appartenir à une entité politique où la majorité linguistique représente 94 pour cent, que cette minorité linguistique souhaite ce modèle et s'attache à parfaire le modus vivendi, que cette minorité linguistique de 51 000 habitants veuille faire la démonstration qu'il est possible de construire un Etat sur les mêmes bases que sur celles sur lesquelles est construite la Confédération, aurait mérité plus de respect. D'où le sentiment de frustration que le Jura bernois exprime, peut-être de manière très absolue. Sa conviction et celle du gouvernement n'en reste pas moins qu'il faut tourner la page à l'époque où la frontière était interprétée selon des critères traditionnels et oser une approche transcommunautaire. Le gouvernement est sensible au fait que la commission consultative juge la solution communaliste impraticable et dangereuse. Prêter la main à une telle solution pourrait créer des problèmes à d'autres régions en Suisse. Berne a démontré sa volonté de pratiquer des relations transfrontalières. Pour Moutier, l'avenir pourrait être séduisant si, avec les communes qui sont le plus intéressées, il était possible que cette ville devienne le centre du dialogue transfrontalier et transcommunautaire que tout le monde souhaite. En ce qui concerne Vellerat, le gouvernement, fidèle à la ligne qu'il a toujours défendue, est décidé à faire avancer le dossier, attendu qu'il est convaincu que la solution qu'il propose depuis plusieurs années est bloquée contre son gré. La commission consultative en appelle aux autorités et estime que les deux cantons prendraient des risques considérables en se satisfaisant du statu quo. Ce faisant, la commission surestime la marge décisionnelle du gouvernement bernois. Il s'agit bien, en effet, dans ce problème, de respect démocratique: les autorités ne sauraient admettre qu'un objectif soit fixé à l'encontre d'une volonté majoritaire. Au demeurant, Berne ne fait pas obstacle à tout: le canton a fait la preuve qu'il veut chercher des solutions nouvelles. Mais il ne faut pas prendre comme base de discussion des valeurs où il n'y a pas de compromis possible, comme c'est le cas pour la frontière. On ne résoud rien lorsqu'on déplace une frontière de quelques kilomètres. L'approche doit évoluer, il ne faut pas considérer la frontière comme

source de tensions, mais au contraire comme source de synergie et la relativiser.
Le gouvernement va maintenant procéder à un examen très minutieux du rapport de la commission consultative. Il inclura dans sa réflexion les pistes proposées par l'étude de Monsieur Dominique Haenni sur les Romands dans le canton de Berne. Il étudiera divers scénarios et se prononcera sur l'ensemble. Lorsque cette réflexion aura été menée au niveau du gouvernement, avec les acteurs politiques du Jura bernois et de l'ensemble du canton, le Grand Conseil sera informé et tenu au courant.
Le gouvernement est prêt à dialoguer. Il considère que c'est le devoir des autorités des deux cantons de contribuer à instaurer entre eux des relations normales, comme cela est d'usage entre les cantons suisses. Berne et sa population offrent leur contribution à cet effort.

Präsidentin. Ich schlage vor, über diese Erklärung zu debattieren. Aus formellen Gründen muss ich Sie fragen, ob Sie damit einverstanden sind. – Sie widersetzen sich diesem Vorschlag nicht. Ich eröffne die Diskussion und erlaube mir, kurz zu erläutern, warum ich diese Debatte initiiere. Wenn Sie erlauben, bleibe ich am Präsidentinnenpult sitzen, obwohl ich jetzt als Ratsmitglied und nicht als Präsidentin spreche.
Liebe Grossrätinnen und Grossräte, die Berner Bevölkerung hat uns mit dem Auftrag gewählt, dem Kanton nach bestem Wissen und Gewissen Sorge zu tragen. Sie erwartet von uns Stellungnahmen zu aktuellen Themen, die die Menschen im Kanton beschäftigen. Deshalb müssen wir uns heute auch zum Bericht der Konsultativkommission äussern.
C'est une première que le parlement du canton de Berne s'exprime aujourd'hui sur un rapport rédigé par une commission pour le compte du Conseil fédéral. Je suis toutefois d'avis que la population attend ce geste de notre part.
Der Regierungsrat ist meiner Einladung gefolgt, die ich in Absprache mit der Präsidentenkonferenz ergehen liess. Er hat uns heute seine Haltung nochmals dargelegt. Die Ratsmitglieder werden anschliessend die Möglichkeit haben, zuhanden der Öffentlichkeit ihre Wertung des Berichts darzutun. Hoffentlich werden die Stellungnahmen auch in den Meinungsbildungsprozess des Bundesrates einfliessen. Unsere Meinungsäusserungen sollen den interessierten und betroffenen Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern als Orientierungshilfe dienen. Hoffentlich finden sich in den Stellungnahmen auch Perspektiven für die Zukunft. Die Konsultativkommission hat meines Erachtens nämlich keine wirklich visionären Vorstellungen entwickelt. Ihr Bericht ist auf die Geschichte ausgerichtet. Sie befasste sich vor allem mit den Grenzziehungen. Dieses Denken ist überholt. Sie hätte beispielsweise regionale Veränderungen in Rechnung stellen können, die in das «Europa der Regionen» münden. Im weiteren hätte sie in Betracht ziehen sollen, dass die gemeinsame Bewältigung von Alltagsproblemen Spannungen zu entschärfen vermag und zu Lösungen führen kann. Dazu braucht es keinen neuen Kanton.
La commission consultative du Conseil fédéral a présenté un rapport qui entend inciter deux cantons et les autorités fédérales à mobiliser, en pleine récession, de précieuses énergies aux seules fins de procéder à des modifications territoriales. C'est là une option dépassée. Tout l'arc jurassien jusqu'au canton de Vaud traverse des difficultés économiques et structurelles. La solution à ces problèmes passe par la solidarité générale, par la coopération, par l'entente.
So lassen sich vielleicht neue Lösungsansätze finden, die die gesamte Bevölkerung des Juras zu überzeugen vermögen. Dieser Prozess sollte langsam vor sich gehen. Es ist nicht sinnvoll, eine «Parforce-Frist» von sieben Jahren vorzusehen, wie sie von der Kommission vorgeschlagen wird.
Le Conseil fédéral est maintenant nanti d'un rapport fondé sur des schémas de pensée dépassés: la division, la séparation, l'épreuve de force. Le président de la commission, interrogé par la radio DRS, est même allé jusqu'à recommander au gouvernement bernois d'user de son influence pour convaincre une population opposée à toute modification. Pour l'heure, il s'agit de 70 pour cent de la population du Jura bernois.
Dies entspricht nicht demokratischen Verhältnissen, wie wir sie uns wünschen. Die Bevölkerung des Berner Jura und die übrige Bevölkerung des Kantons Bern wird sich nicht an einen Dialog binden lassen, wenn der Rahmen der Diskussion bereits vorgegeben ist.
Le Grand Conseil doit, à mon avis, faire la preuve que le bilinguisme de notre canton et partant, l'imbrication de deux cultures, sont vivants et profitent au pays tout entier. J'espère que vous le prouverez aujourd'hui par vos allocutions. La responsabilité en est principalement portée par nos amis du Jura bernois. Je vous remercie d'ores et déjà de votre engagement et souhaite que vous nous fassiez la démonstration d'un dialogue réussi dans un contexte politique difficile.
Leider verzögerte die bundesrätliche Kommission mit ihrem wenig durchdachten Bericht den Prozess des Zusammenrückens und des gegenseitigen Verstehens um einiges. Sie hat gute Ansätze für einen gemeinsamen Dialog gefährdet. Dieser Dialog soll aber stattfinden, wir wollen ihn, wir eröffnen ihn heute. Ich danke Ihnen.
Zu Beginn gebe ich Herrn Boillat das Wort, der im Namen der Députation spricht.

Boillat. C'est en tant que président de la Députation du Jura bernois et de Bienne romande, mais aussi en tant qu'habitant de ce Jura bernois, en tant que responsable politique de ce coin de pays, que je m'exprime. Non seulement, comme la présidente l'a dit, les gens du Jura bernois, ceux de Bienne, mais aussi ceux de l'ensemble du canton de Berne, attendent de leurs politiciens une prise de position ferme face à ce monument d'irresponsabilité que représente le rapport de la commission consultative. Volontairement, la Députation a évité d'aborder les détails, sur lesquels les opinions de ses membres peuvent diverger, mais elle s'accorde sur un certain nombre de constats que je me permets d'évoquer.
La Députation constate d'abord le manque de discernement et de sens politique des cinq auteurs de ce rapport, qui n'ont rien compris à notre région, au Jura bernois et même à tout le Jura. Elle constate aussi le peu de cas que l'on fait du 70 pour cent des citoyens et des citoyennes du Jura bernois opposés à la réunification. Sommes-nous des citoyens et des citoyennes de deuxième catégorie pour être ainsi traités, j'allais dire sacrifiés? Nous constatons également l'ignorance totale des 23000 Romands du district de Bienne, liés pour beaucoup au Jura bernois, qui ont besoin du Jura bernois, comme le Jura bernois a besoin de Bienne. Sans le Jura bernois, le canton de Berne n'est plus un canton bilingue; ce n'est plus ce trait d'union entre la Suisse romande et la Suisse alémanique.

Nous constatons la provocation issue de ce rapport. Certains parlent de déclaration de guerre, de négation du peuple du Jura bernois. La commission Widmer fait preuve de partialité, ses conclusions sont unilatérales. On fait la part belle à la violence, on donne aux plus revendicatifs, à ceux qui crient le plus fort, comme pour les faire taire: cela s'appelle de la capitulation. Nos cinq soi-disant sages sont obsédés par la réunification et par l'attribution de toute manière de Moutier au canton du Jura. C'est qu'ils prennent leurs désirs pour des réalités et, obsédés par l'objectif imaginé, passent à côté de la problématique de sa réalisation. Le fait que cinq personnalités politiques arrivent à de telles conclusions absurdes, d'un illogisme qu'un élève moyen d'une école moyenne ne saurait se permettre au risque d'obtenir un deux de dissertation, cela inquiète et fait douter une fois de plus du sérieux de cette commission.
Un autre constat: la démarche intellectuelle de la commission dénote un manque de réalisme flagrant. On ne s'appuie que sur certains éléments, ceux qui visent l'objectif visé. On veut faire croire que le Jura bernois subit l'autorité de la Berne cantonale pour mieux l'en détacher: c'est à la limite de l'honnêteté. Il en va de même lorsque la commission interprète le mandat donné, pour mieux étayer sa thèse. On se refuse d'aborder le problème des Romands de Bienne, parce que ce n'est justement pas dans le mandat. La Députation constate que ce rapport n'est non seulement pas une base de travail réaliste, créant par exemple les conditions pour le dialogue revendiqué, mais qu'il marque un important recul dans une évolution qui, il y a quelques semaines encore, s'annonçait pourtant bonne.
Le constat est dur, nos conclusions aussi. Nous rejetons ce rapport, nous le rejetons pour sa finalité et pour les moyens utilisés pour y arriver. Nous nous opposons à la création d'un conseil paritaire pour préparer artificiellement la réunification d'ici l'an 2000 et contre l'avis démocratiquement exprimé par la très forte majorité de la population du Jura bernois. Nous en appelons à un front commun du refus. Au Conseil fédéral, qui porte une responsabilité là-dedans, nous demandons de se distancer d'un tel document provocateur, bafouant la volonté de plus de 70 pour cent d'une population; sinon, qu'il assume la responsabilité de ce qui se passera. Au Conseil-exécutif de notre canton, qui s'est fait piéger, nous demandons de s'abstenir de toute démarche, de renoncer à toute rencontre, à tout entretien, avec le canton du Jura, tant que des bases plus sérieuses pour un dialogue ne seront pas en place. Posons les conditions pour dialoguer, au lieu de fixer d'emblée le but à atteindre. La Députation souhaite être comprise: elle ne s'oppose pas au dialogue, mais elle rappelle qu'on ne peut prôner le dialogue en fixant d'avance le but à atteindre, soit la réunification. On ne peut imposer, et on n'imposera jamais, une solution à l'une des régions concernés; on ne la sacrifiera jamais pour faire plaisir à l'autre. Et nous le disons haut et fort: toute démarche dans le sens voulu par le rapport Widmer ne fera que raviver les passions, exacerber les esprits et inciter, malheureusement, à la violence. Arrêtons de vouloir administrer de force à un malade qui ne l'est pas une thérapie inadéquate. Dans sa conclusion générale, dernière page, le rapport de la commission consultative le dit: «Il n'y a pas de solution miracle». J'ajouterai personnellement que non seulement il n'y a pas de solution miracle, mais il n'y a pas de solution immédiate et ce rapport n'aura eu que le triste mérite de les retarder encore davantage.

Präsidentin. Herr Frainier vertritt die Minderheitsmeinung der Députation.

Frainier. Au-delà des commentaires, parfois passionnés, provoqués par la publication du rapport de la commission consultative du Conseil fédéral et des cantons de Berne et du Jura, il y a lieu de préciser ce qui suit.
La commission Widmer a travaillé en toute indépendance, traitant les parties concernées en toute équité. Chacun a eu la possibilité de donner son point de vue. Les gouvernements des cantons de Berne et du Jura ont été invités à fournir une liste d'interlocuteurs à entendre. La commission a entendu, pris l'avis des partis représentés au Conseil fédéral, comme elle a provoqué des rencontres entre mêmes familles politiques du Jura bernois et du canton du Jura. On peut donc, à juste titre, prétendre qu'avec le rapport de la commission Widmer, le Conseil fédéral dispose d'une analyse de situation élaborée à la suite d'une vaste consultation des acteurs de la vie politique, sociale, économique, religieuse et culturelle des régions concernées. Les propositions contenues dans ce document ne sont pas le résultat d'un compromis, mais constituent l'expression d'une conviction partagée par des magistrats intègres et avisés, particulièrement soucieux de la paix confédérale. Pour le Jura, un immense espoir est né le 7 avril 1993, non pas tant chez ceux qui souhaitaient la réunification que chez ceux qui, ne l'ayant pas voulue lors des plébiscites des années 1974/75, y voient l'occasion d'engager une négociation honnête, raisonnable, loyable et sereine.
L'heure de s'asseoir à la même table est enfin arrivée. La première phase tracée par le rapport préconise le dialogue et la concertation, nous y souscrivons pleinement. Il s'agit de sortir des vaines polémiques, il faut réapprendre à se côtoyer, à discuter, à partager. Lorsque ce processus sera mis en place et portera ses fruits – il faudra certainement plus de sept ans –, les structures s'adapteront d'elles-mêmes. Nous pensons, comme la commission, que la constitution d'un nouveau canton, englobant le Jura-Nord et le Jura-Sud, est la seule solution à terme pour résoudre la question jurassienne.
Venons-en maintenant au cas de Moutier, et là nous citons le rapport de la commission fédérale: «Le cas de la commune de Moutier est le plus délicat. Depuis plusieurs années, ses autorités sont en majorité séparatistes et veulent rejoindre le canton du Jura. Le gouvernement bernois s'y oppose résolument, notamment parce que la ville de Moutier est le chef-lieu du district du même nom. Divers incidents témoignent de la tension qui existe entre les autorités de Moutier et le Conseil-exécutif du canton de Berne.» Pourtant, la commission n'estime pas pouvoir proposer de régler le cas de Moutier dès maintenant, pour lui-même. Plus loin: «C'est pourquoi elle est convaincue que l'intérêt du Jura tout entier commande aux autorités de Moutier de ne rien entreprendre qui puisse compromettre le bon déroulement de la médiation fédérale, et d'attendre le résultat des opérations proposées dans le présent rapport.» Plus loin encore, la commission fait cependant une réserve importante: «La commune de Moutier est en majorité séparatiste et paraît vouloir rejoindre le canton du Jura. S'il s'avérait impossible de créer le futur canton, il s'imposerait alors de régler en priorité et pour lui-même le cas de cette commune, afin de lui permettre, si elle en exprime démocratiquement la volonté, de passer sous la souveraineté du canton du Jura.» Nous faisons nôtres ici les propositions de la commission fédérale de médiation en ce qui concerne le cas de Moutier. Mais chacun

doit savoir que Moutier ira jusqu'au bout de ses revendications.
Il appartient maintenant au Conseil fédéral de se déterminer et de prendre les dispositions nécessaires à l'application des propositions de la commission consultative.

Blaser (Uettligen), Präsident der Paritätischen Kommission für den Berner Jura. Die Paritätische Kommission für den Berner Jura setzte sich im Rahmen ihres Auftrages mit dem Bericht der Konsultativkommission auseinander. Die grosse Mehrheit der Kommission ist zu folgendem Schluss gekommen:
Erstens ist die Aufnahme des Dialogs grundsätzlich zu begrüssen. Es handelt sich um einen positiven Vorschlag der Kommission. Das Ziel dieses Dialogs darf aber nicht schon im voraus diktiert werden. Dies als zweite Bemerkung. Die Dauer des Dialogs sollte auch nicht bereits vorgegeben werden. Der Bericht der Konsultativkommission enthält zuviel und zum Teil auch unnötigen Zündstoff. Drittens geht es in dieser Sache nicht primär um eine territoriale Frage. Vielmehr geht es um die Respektierung und Achtung des Willens der Bevölkerung der betroffenen Region, aber auch des übrigen Kantonsteils. Wie Sie alle wissen, wollen 70 Prozent der Bevölkerung des Berner Jura beim Kanton Bern verbleiben. Viertens sind auch wir der Meinung, dass die Schranken abgebaut werden müssen, um eine enge Zusammenarbeit auf verschiedenen Gebieten zu ermöglichen, so in den Bereichen Wirtschaft, Erziehung und Kultur. Dabei ist auch der benachbarte Kanton Neuenburg nach Möglichkeit einzubeziehen. Fünftens ist der Kanton Bern gewillt, seine Brückenfunktion zwischen deutscher und französischer Schweiz weiterhin wahrzunehmen und zu pflegen, wobei in diesem Zusammenhang die Stadt Biel besondere Beachtung verdient. Im Kanton Bern sind knapp 100000 Einwohnerinnen und Einwohner französischsprachig. Dies entspricht etwa einem Zehntel der Gesamtbevölkerung. Der Kanton Bern hat hierbei nach wie vor eine vornehme Aufgabe wahrzunehmen. Sechstens schliessen wir uns, was die Gemeinde Vellerat anbelangt, den Ausführungen der Regierung an. Unseres Erachtens muss aber auch der Fall Ederswiler beförderlich weiterbehandelt werden. Siebtens ist der Berner Jura bei künftigen Diskussionen in geeigneter Form zu integrieren. Ich persönlich hoffe, dass die hängigen Probleme auf friedliche und demokratische Art gelöst werden können.

Präsidentin. Die Fraktionssprecher haben das Wort.

Marthaler. Die SVP-Fraktion hat sich eingehend mit dem Bericht auseinandergesetzt. Wir sind nicht nur erstaunt und überrascht, sondern auch enttäuscht über den Bericht. Wir weisen die gemachten Vorschläge zurück. Die Einseitigkeit und Oberflächlichkeit des Berichts zeigen, dass nicht verstanden wurde, wie dem Volkswillen Rechnung zu tragen ist. 70 Prozent der Bevölkerung des Berner Jura will beim Kanton Bern verbleiben. Gebietsveränderungen seien nur möglich, wenn in einem demokratischen Entscheidungsprozess die betroffene Region und der betroffene Kanton zustimme. Demgegenüber wird in den Schlussfolgerungen des Berichts das Ziel des Prozesses bereits vorgegeben, was merkwürdig anmutet. Es werden Zugeständnisse an die Gewalt- und Einschüchterungsakte der Separatisten gemacht. Dagegen wehren wir uns. Wir sind verpflichtet, den Volkswillen des Berner Jura zu respektieren und zu schützen. Die Konsultativkommission spricht von einem neu zu bildenden Kanton: Die Bevölkerung des Jura hat sich 1974 für die Bildung eines neuen Kantons entschieden. Diesem haben Volk und Stände 1978 zugestimmt. Seither bauten die Kantone Bern und Jura in vielen Bereichen Beziehungen auf. Es handelt sich vor allem um die Bereiche Wirtschaft, Kultur, Verkehr und Energie. Es ist nicht zweckmässig, nun wieder einen neuen Kanton zu gründen. In Betracht kommen allenfalls Gebietsverschiebungen. In diesem Zusammenhang ist unseres Erachtens auch an die angrenzenden Regionen Erlach, Büren, Nidau und Biel zu denken, welche im Bericht aber überhaupt nicht erwähnt werden. Die Brückenfunktion des Kantons Bern wird völlig ignoriert.
Bei der Jurafrage handelt es sich nicht zuletzt um ein Problem unter den jurassischen Bevölkerungsgruppen, im wesentlichen zwischen dem katholischen Nordjura und dem reformierten Südjura. Es kommt einer Verkennung der Problematik gleich, wenn die Vereinigung des Jura als Schlüssel zur Konfliktlösung propagiert wird. Wenn wir heute den Bericht ablehnen, bekämpfen wir deshalb nicht die andere Sprache, Kultur und Lebensweise der Jurasier. Nein, wir bringen damit die Liebe zum Jura und die Freude zum Ausdruck, mit einer anderen Kultur eine Gemeinschaft bilden zu dürfen. Die Mehrheit der Bevölkerung des Berner Jura lehnt es wie gesagt ab, vom Kanton Bern abgetrennt zu werden.
1970 hiess das Bernervolk einen Zusatz in der Berner Staatsverfassung betreffend die Abspaltung des jurassischen Kantonsgebietes gut. 1984 ratifizierten die Kantonsparlamente in Bern und Delémont ein Konkordat, das die Aufteilung der Vermögenswerte regelt. Die Abtrennung dauerte also 14 Jahre. Im vorliegenden Bericht ist von einer Wiedervereinigungsfrist von sieben Jahren die Rede, was sicher nicht realistisch ist.
Die SVP-Fraktion verschliesst sich einem Dialog zwischen den Kantonen Bern und Jura nicht. Territoriale Ansprüche können aber nicht Gegenstand der Gespräche sein. Es ist nicht Sache der Behörden, sondern allenfalls der betroffenen Bevölkerung des Berner Jura, in einem demokratischen Verfahren Änderungen zu beschliessen. Die SVP-Fraktion ersucht den Regierungsrat, die genannten Grundsätze in den folgenden Gesprächen zu berücksichtigen.

Gerber (Bienne). Le groupe socialiste a pris connaissance du rapport de la commission consultative du Conseil fédéral et des cantons de Berne et du Jura avec intérêt, mais aussi avec un certain étonnement.
Il reconnaît la volonté de la commission d'avoir voulu proposer une solution simple, dont la mise en application serait clairement définie, fondée sur le dialogue et située dans une durée maîtrisable. En préconisant le dialogue, la commission a parfaitement raison. Quelques-uns des membres du groupe de discussion du Jura bernois rencontrent régulièrement des membres du parti socialiste autonome et du parti socialiste du canton du Jura, pour discuter précisément de la question jurassienne, et cela depuis plus d'une année. Mais, aux yeux du groupe socialiste, le rapport ne résiste pas, malgré ses aspects positifs et ses bonnes intentions, à une lecture attentive: il est superficiel, comporte de nombreuses inexactitudes et surtout ne tient pas compte de la situation réelle dans laquelle se trouve la région principalement concernée, à savoir le Jura bernois. Les conditions du dialogue proposées par Monsieur Widmer et ses collègues sont irréalistes. En effet la commission, qui, soit dit en passant, ne comprend aucun socialiste,

mais un membre de l'UDC et un membre du parti libéral, veut forcer ce dialogue, puisqu'un résultat doit être acquis en sept ans, jusqu'en l'an 2000 au plus tard. D'autre part, elle fixe par avance le résultat auquel elle veut qu'il aboutisse. Peut-on encore appeler cela un dialogue? En plus, le Conseil fédéral aurait le pouvoir de désigner, de son propre chef, les délégués au dialogue qui n'auraient pas été présentés par l'un des cantons dans le délai imparti. Et, si le résultat que propose la commission ne pouvait être atteint dans le cadre qu'elle définit, elle promet par avance de sérieux problèmes d'ordre public et semble ainsi céder aux pressions de la violence.
Nous regrettons que la commission n'ait pas mieux cherché à connaître la population du Jura bernois, qu'elle ne l'ait pas mieux écoutée, qu'elle n'ait pas tenu compte des liens séculaires qui l'unissent non seulement au canton du Jura mais aussi à Bienne, Berne, à Soleure, et aux régions limitrophes du canton de Neuchâtel. Les nombreuses réactions émanant du Jura bernois, même si elles sont parfois excessives, montrent que le rapport ne calme pas le jeu, mais au contraire rouvre des blessures. Dans tous les camps, ces derniers mois, un vent nouveau était très nettement perceptible. Dès lors, il est regrettable que le rapport prenne le risque, en négligeant de se fonder sur la réalité présente, de raviver de vieilles rancoeurs et de réduire à néant l'esprit positif qui commençait à s'instaurer ces derniers mois.
Dans le même sens, le groupe socialiste s'est quelque peu étonné de la première réaction du Conseil-exécutif, qu'il a jugée bien véhémente. Je dois ajouter que Monsieur le Conseiller d'Etat Annoni s'est bien rattrapé aujourd'hui et je le remercie d'avoir prôné le dialogue et d'avoir montré que le gouvernement bernois, lui aussi, ne voulait pas imposer sa solution, mais recherchait la solution dans le dialogue. Je dois aussi préciser que mon collègue Hubert Boillat, peut-être emporté par son enthousiasme ou par sa déception, n'a pas reproduit tout à fait fidèlement ce que la Députation du Jura bernois et de Bienne romande a décidé, puisque nous aussi, dans la Députation, sommes pour le dialogue.
Pour sortir de la crise de confiance à l'égard de la commission consultative et de la lassitude que ressentent beaucoup de gens à l'égard du climat politique créé autour de la question jurassienne, le groupe socialiste estime qu'il faut tenter de dépasser les vieilles structures mentales héritées des siècles passés, qui se font jour dans le rapport Widmer. Les frontières cantonales ne sont ni insurmontables ni intangibles.
Le groupe socialiste reconnaît que la prise de position du groupe de discussion du Jura bernois, du groupe socialiste autonome et du parti socialiste jurassiens contient un ensemble de remarques positives, valables tant pour l'avenir immédiat que lointain. Il s'y rallie entièrement. Permettez-moi de rappeler les principales conclusions de cette prise de position suite à la publication du rapport de la commission consultative. Aucune solution durable ne peut être imposée de l'extérieur à l'un quelconque des partenaires dans la question jurassienne: entre autres donc, le Jura bernois doit rester maître de son destin. La défense et la promotion des intérêts de la population jurassienne passe par une approche pragmatique. Il faut commencer par développer et créer, si nécessaire, des structures qui permettent la coopération dans des problèmes concrets – on l'a déjà dit tout à l'heure à cette tribune – tels que la formation, la culture, le recyclage, les services de santé, l'économie régionale. Face aux problèmes de notre époque, les frontières cantonales et même nationales sont vouées à perdre une grande partie de leur importance. Il est donc indispensable de trouver des convergences d'intérêts au-delà des limites territoriales et de définir des domaines de collaboration s'étendant à des ensembles régionaux divers et différenciés, s'ouvrant en particulier sur Bienne, sur tout l'arc jurassien et sur la France voisine.
Pour terminer, nous attachons plus d'importance au processus de dialogue et de concertation proposé par la commission qu'à l'objectif fixé par elle. Dans cette optique, la proposition de la commission consultative du Conseil fédéral et des cantons de Berne et du Jura ne constitue pas une base de travail suffisante.

Bangerter. Die FDP-Fraktion weist den Jurabericht der Konsultativkommission entschieden zurück. Es wird in keiner Weise auf die besonderen Verhältnisse des zweisprachigen Kantons Bern eingegangen. Die Kantone Bern und Jura werden ungleich behandelt, indem der Kanton Jura effektiv begünstigt wird. Dies verstösst schwerwiegend gegen das Wesen unseres Bundesstaates. Aufgrund des Berichts könnte man den Schluss ziehen, dass sich Terroraktionen bezahlt machen. Der Kanton Jura und der Berner Jura können zwar als sprachliche und kulturelle Einheit angesehen werden, weil die beiden Gebiete zusammen mit Biel und der Region Jurasüdfuss bis hin zur Stadt Büren vom Mittelalter bis zur französischen Revolution zum Bistum Basel gehörten. Historisch ist aber ebenfalls beachtenswert, dass sich die Reformation in und um Biel sowie im Berner Jura ausgebreitet hat. Der Nord- und der Südjura entwikkelten sich kulturell, konfessionell und wirtschaftlich also in eine andere Richtung. Auf diese unterschiedliche Entwicklung geht der Bericht nicht ein. Zudem wird Biel mit keinem Wort erwähnt, obwohl es sich bei dieser zweisprachigen Stadt um die Brücke zum Berner Jura handelt.
Es wurde nicht untersucht, wie sich eine Abtrennung des Berner Jura auf Biel auswirken würde. Im Bericht wird mehrmals darauf hingewiesen, dass die Bevölkerung des Berner Jura einen Zusammenschluss mit dem Kanton Jura grossmehrheitlich ablehne. Trotzdem kommen die fünf Kommissionsmitglieder zum Schluss, dass innerhalb von sieben Jahren Gespräche aufzunehmen sind, mit dem Ziel, die drei Bern-jurassischen Amtsbezirke mit dem Kanton Jura zu vereinen. Wie diese Schlussfolgerung beweist, werden von der Kommission die Verhältnisse in unserem zweisprachigen Kanton und unsere Mentalität nicht nur verkannt, sondern auch in unzulässiger Weise missachtet. Gespräche sollen und müssen geführt werden, das Ziel der Verhandlungen darf aber nicht bereits vorgegeben sein. Die Zusammenarbeit ist anzustreben. Diese ist aber auch über die Kantonsgrenze hinaus möglich.
Der Bericht wurde einseitig abgefasst. Die verschiedenen Gebiete und Bevölkerungskreise wurden nicht gleich miteinbezogen, weshalb er nicht als Grundlage zur Lösung des Juraproblems dienen kann.

Eggimann. Ich spreche im Namen der FL/JB-Fraktion.
Fünf weise Männer dachten über das Juraproblem nach und unterbreiteten Vorschläge. Ihre Weisheit haben sie vor allem durch die nötige Distanz gewonnen. Aufgrund der «Altersdistanz» konnten sie das Wesentliche vom Unwesentlichen unterscheiden. Sie haben sich nicht in Details verloren. Die fünf Männer hatten auch die nötige räumliche Distanz – das Juraproblem wird in Zürich an-

ders erfasst als in Biel. Übrigens wird auch im Emmental bereits anders darüber nachgedacht. Interessanterweise verdrängen wir berndeutsch sprechenden Berner das Juraproblem gerne. Am liebsten wollten wir nicht darüber nachdenken. – Mit der nötigen Distanz wurde ein Bericht ausgearbeitet, der durch seine Klarheit und Einfachheit besticht. Leider ist seine Einfachheit doch ein wenig zu simpel. Angehört wurden 107 Personen. Für die Befragungen wurden nur sieben Tage investiert. Es ist unmöglich, in so kurzer Zeit ein differenziertes Resultat zu erzielen. Der Bericht weist gravierende Mängel auf. So wurde die Stadt Biel übergangen, was unverständlich ist. Wird die Stadt Biel miteinbezogen, wird alles etwas komplizierter. Ich kann auch nicht begreifen, warum ausgerechnet der Historiker Sigmund Widmer undifferenziert von der historischen Einheit des Jura berichtet. Im historischen Atlas der Schweiz finden wir eine Karte über das Bistum Basel im 18. Jahrhundert: Der Berner Jura ist mit einer anderen Farbe eingezeichnet als das übrige Gebiet. Schon damals hatte dieses Gebiet Verbindungen zu Bern und Biel. Leider wurden derartige Tatsachen nicht beachtet. Ich frage mich, ob es sich die Weisen nicht doch ein wenig zu einfach gemacht haben.
Sollten wir deshalb den Bericht nicht ernst nehmen? Meines Erachtens müssen wir ihm trotzdem Beachtung schenken. Meine Damen und Herren, es ist nämlich nicht auszuschliessen, dass die Schlussfolgerungen dieses Berichts den meisten Schweizern einleuchten, auch wenn wir Berner sie verwerfen. Es wird ein demokratisches Vorgehen aufgezeigt, ein Dialog sei zu führen, die Zusammenarbeit zu fördern. Vorgesehen wird schliesslich die Bildung eines grösseren Kantons. Aussenstehende beurteilen diesen Bericht sicher anders als wir. Die Berner Regierung reagierte schnell und erbost. Warum eigentlich? Es erstaunt nicht, wenn die Bern-Jurassier heftig reagierten. Dies ist auch auf innenpolitische Gründe zurückzuführen. Denken wir aber doch auch ein wenig an die Aussenpolitik. Schlagen wir jetzt mit unserer Reaktion nicht einfach, kaum liegt der Bericht vor, die Tür zu? Es sieht fast so aus, als hätten wir vor der Demokratie Angst. Die Berner Regierung hätte auch anders reagieren können, indem sie beispielsweise für den weisen Bericht sich bedankt hätte. Schliesslich ist jeder vorgeschlagene Schritt durch eine Volksabstimmung abgesichert. Die Regierung hätte zum Ausdruck bringen können, dass auch sie für einen Dialog und für Zusammenarbeit sei und sich eigentlich vor dem Resultat des Berichts nicht fürchte. Warum hat die Berner Regierung nicht so reagiert? Traut sie der Bevölkerung des Berner Jura doch nicht ganz über den Weg?
Die FL war immer der Meinung, dass nur die Bürger und Bürgerinnen des Jura das Problem lösen können. Wir berndeutsch sprechenden Berner können dazu nur Hilfe leisten. Diese Grundidee ist auch im Bericht Widmer enthalten. Die Bevölkerung des Berner Jura soll Garantien erhalten, dass nichts über ihre Köpfe hinweg entschieden wird. Lesen Sie in diesem Zusammenhang nochmals Punkt 76 des Berichts. Wenn sich der Berner Jura im Verlaufe eines längeren Prozesses plötzlich gegen den Verbleib beim Kanton Bern entscheiden würde, wäre dies zu respektieren. Es würde uns leid tun, wenn dieses Gebiet abgetrennt würde. Es wäre schade, wenn wir unsere welschen Mitbürger und Mitbürgerinnen verlieren würden, es wäre schade, wenn die Schweiz einen zweisprachigen Kanton verlieren würde. Wir dürfen jetzt trotzdem nicht von vornherein einen Prozess blockieren. Der Bericht schlägt ungeschickterweise eine Vereinigung des Berner Jura mit dem Kanton Jura vor. Die Weisen sind offenbar in ihrer freien Meditation zur Einsicht gelangt, dass dies die beste Lösung wäre. Die Vereinigung soll zudem innert sieben Jahren verwirklicht werden, was natürlich völlig weltfremd und unrealistisch ist. Sehr wahrscheinlich handelt es sich bei diesem Vorschlag um eine Art Utopie, die richtungweisend sein sollte. Wir dürfen die eingeleiteten Bemühungen aber jetzt nicht blockieren, nur weil wir das Fernziel der Kommission nicht akzeptieren können. Im Jura ist ein wichtiger Prozess einzuleiten. Meiner Meinung nach muss etwas geschehen. Gott sei Dank wurde uns gleichzeitig der Bericht Haenni (Les romands dans le canton de Berne) vorgelegt, der nahelegt, die Grenze zwischen den Kantonen Jura und Bern sei zu relativieren. Ohne intensivere Zusammenarbeit mit dem Kanton Jura wird der Berner Jura wahrscheinlich auf Dauer nicht existieren können. Diese Tatsache scheint uns vordringlich zu sein. Ob diese Zusammenarbeit unter Umständen irgendeinmal zu einem grösseren Kanton Jura führen könnte, bleibt offen. Auf jeden Fall dürfen wir uns von diesem Gedanken nicht abschrecken lassen.
Abschliessend noch folgende Bemerkung: Offenbar ist es heute in der Schweiz immer noch möglich, dass unterschiedliche Fahnen und Wappen das Zusammenleben von Menschen vergiften können. Hoffentlich wird sich dies bald ändern. Unsere Fraktion hat dafür wenig Verständnis.

Gugger Fritz. Ich spreche im Namen der EVP/LdU-Fraktion.
Der Bericht löste im ganzen Kanton heftige Reaktionen aus. Der Kanton lebt, und zwar vom Oberland bis Moutier. Es gibt offensichtlich alte Wunden. Wir dürfen jetzt die Gelassenheit nicht verlieren und müssen unserer Bernerart treu bleiben. Der Bericht der Konsultativkommission darf nicht überbewertet werden. Wir bedauern, dass die Kommission Widmer einen Papiertiger geboren hat. Es wäre hilfreicher gewesen, wenn sie eine Kartontaube geschaffen hätte. Die Kommission war offenbar mit dieser schwierigen Aufgabe etwas überfordert. Wir werden der Sache aber nicht gerecht, wenn wir jetzt nur Kritik üben. Die Kritiker sind ja oft wie Hühner, die zu gackern beginnen, wenn die anderen Eier legen. Die Kommission hat zumindest zwei brauchbare Eier gelegt: Erstens hat sie erkannt, dass eine sofortige Lösung unmöglich ist. Wenn es Früchte geben soll, müssen sie noch reifen. Sehr wahrscheinlich wird es dazu sogar noch einen Generationenwechsel brauchen. Zweitens ist es richtig, dass die heutige Situation nicht endgültig sein kann. Wie sich die Lage ändern soll, ist offen. Jeder lebende Organismus wandelt sich. Der Gesundungsprozess muss im Innern einsetzen. Der Kanton Bern und die übrige Schweiz haben auch eine Aufgabe: Sie müssen die gelegten Eier ausbrüten und haben dafür zu sorgen, dass die demokratischen Spielregeln eingehalten und Ordnung und Sicherheit allerseits garantiert werden können.
Nach der Meinung der Kommission ist die Jurafrage in einer Sackgasse steckengeblieben. Dies trifft nicht zu. Eine Lösung bahnt sich an, der Weg dazu ist aber lang und mühsam.
Trotz einzelnen guten Gedanken hat der Bericht das Ziel verfehlt. Der Dialog wird eher behindert als gefördert. Die Geschichte wird zuwenig berücksichtigt. Ignoriert wird vor allem die momentane Realität. Unsere Fraktion lehnt den Bericht ab, weil er mehr Öl ins Feuer giesst, als er zur Problemlösung beiträgt.

Aellen. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le rapport de la commission consultative du Conseil fédéral et des cantons de Berne et du Jura n'a laissé personne indifférent dans notre région. Mis au pilori par les uns, apprécié par les autres, il a eu pour effet de rappeler que la question jurassienne exacerbait encore aujourd'hui les sensibilités. Chacun a réagi, parfois violemment, mais avec son coeur et aussi avec ses tripes. Les réactions prouvent qu'il y a encore dans cette région un antagonisme réel, un risque certain d'affrontement.
Le groupe autonomisme et vert comprend parfaitement, même s'il ne les approuve pas, les réflexions négatives à ce rapport. Encore une fois, cette attitude fort compréhensible peut déboucher sur une solution qui peut être constructive, qui peut être bénéficiaire pour toute notre région. Elle montre en effet que les habitants des districts de Moutier, Courtelary et La Neuveville doivent réfléchir dès maintenant à leur avenir. Pour notre groupe, il est impératif qu'ils mènent cette réflexion de manière approfondie, sans à priori et sans passion excessive. Pour notre part, nous voulons retirer de ce rapport l'idée principale que les gens doivent maintenant dialoguer. Ce dialogue, cette réflexion sur notre destin, sur notre situation actuelle, sur nos envies futures, doit d'abord se faire – et cela est primordial – entre ressortissants du Jura bernois. Parallèlement, des contacts, des concertations doivent avoir lieu avec nos voisins du canton du Jura. Le rapport, avec raison, a souligné les points de convergence qu'il y avait entre nos deux régions. Tout n'est pas divisé chez nous: il existe encore des associations qui exercent leurs activités sur les deux territoires, par-delà les frontières; elles ont fait fi de leurs antagonismes et privilégié la défense de leurs intérêts communs. Enfin, il faut souligner ici que nos deux régions parlent la même langue, connaissent les mêmes difficultés économiques, ont le même tissu industriel, que sur les grands sujets de politique fédérale elles votent de la même manière et que des membres d'une même famille habitent aussi bien le canton de Berne que celui du Jura.
Tout cela fait penser à notre groupe que les éléments sont rassemblés pour que nous puissions maintenant entamer un dialogue que la raison commande. Nous sommes également persuadés, comme la commission et un bon nombre de nos concitoyens et concitoyennes, qu'aucune solution définitive ne peut être imposée à qui que ce soit. Nous attachons dès lors peut-être plus d'importance au processus de dialogue et de concertation proposé par la commission qu'à l'objectif, qui devra néanmoins être discuté et appréhendé dans le calme et la sérénité. Il nous semble, à ce sujet, hautement dangereux de déjà faire maintenant un plébiscite des propositions futures qui pourraient sortir des discussions. Nous souhaitons vivement que ce conseil interrégional des sages voie le jour. Parallèlement, des groupes de travail pourraient plancher sur des sujets concrets, tels la formation, le recyclage, la culture, les services de santé, l'économie régionale. Dans la partie francophone, il est nécessaire de mettre en place les états-généraux de la région, pour qu'anti-séparatistes et autonomistes discutent de l'avenir de ce coin de pays.
Un des reproches qui revient le plus lors des discussions est celui de dire que la population francophone n'a pas été consultée par la commission. Nous constatons simplement que dans l'histoire de la mise en place des institutions politiques propres à notre région, de l'ARP en passant par la FJB, la population a été appelée à sanctionner par un vote ce qui avait été conçu à Berne. On n'a souvent pas pris le temps de la réflexion et de la discussion. Ne faut-il d'ailleurs pas rechercher l'échec de l'actuelle FJB dans ce fait et ce processus? Il y a eu certes consultation des partis politiques, mais est-ce suffisant? D'où l'idée d'une réflexion approfondie, qui doit avoir lieu pour permettre à notre population de se prendre en main réellement.
L'autre grief important, formulé à l'encontre du rapport, est la situation des francophones biennois. Nous pensons, quant à nous, qu'avec une région forte au Nord de Bienne, même faisant partie d'une entité cantonale différente et propre à renforcer la position des francophones biennois, on évitera ainsi l'encerclement linguistique dont nous percevons les effets à Péry, Reuchenette, La Heutte et Evilard. Enfin, nous connaissons les difficultés qu'a la ville de Bienne à faire participer financièrement les communes avoisinantes à ses infrastructures sportives et culturelles. Des conventions pourraient être passées, à notre sens, plus facilement avec un Etat voisin. Nous ne voulons pas, dans tous les cas, être les prisonniers des francophones biennois, de la politique de l'Etat de Berne face à la Suisse.
Nous pouvons prendre en compte certains facteurs, mais nous n'accepterons jamais que le statu quo préconisé par certains ne s'en tienne qu'à ces aspects-là. Même le canton de Berne, dans sa future Constitution, a vu la nécessité de réserver une place particulière au Jura bernois, en le traitant différemment des autres régions. Il parle déjà maintenant d'une politique d'autonomisation de la région. L'appétit venant en mangeant, on ne sait pas sur quoi pourrait déboucher cette nouvelle politique.
Il ne faudrait pas qu'à l'avenir les arguments cités plus haut – francophones biennois, fonction de pont du canton de Berne – soient un obstacle au départ des districts francophones. Notre groupe est obligé de constater que la position du gouvernement est parfois ambiguë. En acceptant la création de cette commission et en nommant deux personnes de son choix, il y avait un risque à prendre; on ne pouvait tout de même pas désigner ces commissaires en leur disant d'emblée: c'est le statu quo que nous voulons. Il s'agit maintenant de savoir si nous voulons les pistes ou certaines pistes recommandées par la commission. Ne peut-il pas y avoir un concensus entre la Confédération, le canton de Berne et celui du Jura, sur les propositions de dialogue à entreprendre, sur les collaborations intercantonales à mener? Pour nous, l'objectif reste le même et nous ne renions nullement nos idées politiques. Cependant, nous sommes prêts à participer activement à toute démarche visant à apaiser les esprits, à rétablir ensuite le débat démocratique, à rechercher les modalités de collaborations institutionnelles à mettre en place dans la région jurassienne.
Notre groupe vous demande, malgré votre émotion compréhensible, de tenir compte des propositions de dialogue émises par la commission. Il vous prie de tout faire pour mettre en place, avec la Confédération et le canton du Jura, des instruments, des ponts, des convergences. Ce rapport, même s'il peut paraître provocateur, a au moins le mérite de proposer certaines pistes. Discutez-les avec vos partenaires, mais surtout ne jetez pas ce rapport purement et simplement à la cheminée.

Präsidentin. Die Einzelredner haben das Wort.

Wehrlin. Ich möchte Ihnen, liebe Ratsmitglieder, vorab eine Frage stellen: Wenn wir einem sogenannten Rat der Weisen den Auftrag erteilen, einen Bericht über ein aktuelles, brennendes Thema zu schreiben, was erhof-

fen Sie sich davon? Sollten die Weisen die Richtigkeit des Status quo bestätigen? Sollte die Kommission Ihre Meinung bekräftigen? Erwarten Sie wie Frau Zbinden Visionen, die wir selber nicht haben? Erwarten Sie einen nicht kontroversen Bericht, vergleichbar mit einem lauen Frühlingslüftchen? Meine Damen und Herren, diesfalls dürfen Sie keinen Bericht in Auftrag geben. Welchen Stellenwert geben Sie ihm? Wie lesen Sie ihn? Durchsuchen Sie ihn nach Reizworten? Brauchen Sie ihn, damit Sie selber nichts tun müssen, oder dient er Ihnen als Arbeitsinstrument und als Diskussionsgrundlage? Liebe Ratsmitglieder, nicht der Bericht der fünf Weisen birgt eine Gefahr. Die Angelegenheit wird erst gefährlich, wenn wir den Bericht unter dem Vorwand seiner Unbrauchbarkeit von uns weisen und so den Dialog verschütten und blockieren. Darin liegt die grosse Gefahr.
Die ersten heftigen Reaktionen auf diesen Bericht haben mich sehr beängstigt. Nach der heutigen Erklärung der Regierung und der Debatte hier im Grossen Rat bin ich wieder etwas ruhiger geworden. Es blitzt und donnert zwar noch. Man gibt zwar noch zu verstehen, dass man nötigenfalls über Artillerie verfügen würde. Im gesamten wurde heute aber doch recht vernünftig gesprochen.
Der Bericht ist mangelhaft; so wurde Biel ausgeklammert und religiösen Spannungen keine Beachtung geschenkt. Wollte die Kommission wirklich nur eine Lösung propagieren, hätte sie es etwas geschickter angestellt, indem sie diese nicht so deutlich favorisiert hätte. Im Bericht werde nicht von der richtigen Fragestellung ausgegangen, wird behauptet. Bauen wir aber auf der richtigen Fragestellung auf? Ich war auch für das schöne Bekenntnis zur Zweisprachigkeit in der neuen Kantonsverfassung. Wenn wir aber ehrlich sind, müssen wir zugeben, dass es sich dabei leider mehr um Historie als um gelebte Gegenwart handelt. Dies zeigt sich auch im Grossratssaal: Es soll sich jetzt niemand persönlich angegriffen fühlen, wenn ich darauf hinweise, dass in diesem Rat die französischen Voten häufig wenig Beachtung finden. Dies trifft zum Teil sogar bei französischen Regierungsratsvoten zu. Wird sind also nicht einmal bereit, unseren französischsprachigen Ratsmitgliedern richtig zuzuhören. Der Kanton kann sich zwar zur Zweisprachigkeit bekennen. Wir sind aber häufig nicht in der Lage, den Bedürfnissen der Französischsprachigen in der Praxis genügend Rechnung zu tragen. Ich verlange keine «Prise de position ferme». Wir sollten aber unbedingt auf den Dialog eintreten. Der überregionale Rat für die Zusammenarbeit muss gutgeheissen werden. Die Vorschläge der Kommission der Weisen sollten mit etwas mehr Distanz geprüft werden.

Galli. Drei Regionen sind vom Jurabericht der Kommission Widmer betroffen: Der bernische Südjura selbst, der übrige Kanton Bern und bis zu einem gewissen Grad auch der Kanton Jura. Der Bericht ist unter Berücksichtigung der unterschiedlichen Betroffenheit zu werten. Wir CVP-Grossräte sind grundsätzlich der Ansicht, dass die Schweiz im Vergleich zur gesamten Völkergemeinschaft einen ausserordentlich weiten Handlungsspielraum bietet. Was die Ausbildung und Berufsausübung anbelangt, ist es nicht unbedingt massgebend, ob eine Person in Bern, Zürich, Neuenburg oder im Jura wohnt. Es gibt in der Schweiz bedeutungsvollere Probleme als die Frage des Verlaufs der Kantonsgrenzen. Ich erinnere an Themen wie Arbeitsplatzsicherung, Umweltschutz, Bildungschancen, Verhältnis zu Europa, Integration der Frauen, sozialer Frieden und so weiter. Nationale und binationale Grenzen sind immer mehr oder weniger willkürlich. Bisher brachten wir in der Schweiz die Sprachen-, Völker- und Religionsvielfalt immer besser als andernorts über die Runde. Auch in der neuen Verfassung wird dieser Vielfalt erneut Rechnung getragen. Sicher sind regionale und kulturelle Identitäten für die Verwurzelung der Betroffenen enorm wichtig. Je grösser ein Kanton aber ist, desto mehr verschiedene Identitäten gibt es, was für die persönliche Entwicklung der Menschen ausserordentlich gute Voraussetzungen bietet. Der Kanton Bern ist Schnittstelle zweier grosser Sprachkulturen. Nicht nur das Einheitliche, sondern auch das Verbindende stellt einen befruchtenden Wert dar.
Grenzüberschreitendes Handeln gibt es in der Schweiz und im Kanton Bern nicht nur im Südjura. Es handelt sich um eine Selbstverständlichkeit. Dieser Punkt des Widmer-Berichts ist also nichts Ausserordentliches.
Wenn sich die Bevölkerung einer Region mit einer klaren Mehrheit von den Chancen der erwähnten Pluralität der Kulturen absetzen will, ist dies bis zu einem gewissen Grad zu respektieren, soweit dadurch nicht die Substanz der Demokratie gefährdet wird. Sollte die südjurassische Bevölkerung mit einer Initiative die Abtrennung ihres Gebietes verlangen, muss dieser Forderung nachgelebt werden, auch wenn wir die Abspaltung bedauern würden. Im Südjura herrschen aber keine klaren Verhältnisse. Die Pro- und Kontrameinungen halten sich auch nicht in etwa die Waage, wie dies im Bericht behauptet wird, ansonsten sicher schon lange eine entsprechende Initiative lanciert worden wäre. In dieser Hinsicht werden im Bericht bereits zu schnell Schlüsse gezogen.
Zurzeit ist seitens der Regierung, was den Berner Jura betrifft, eine Neuorientierung im Gang. Die Autonomie des Berner Jura soll erweitert werden. Diese Neuorientierung sollte unseres Erachtens mit Priorität vorangetrieben werden.
Wir bedauern die eingleisige Sicht der Kommission Widmer. Die Abtrennung des Berner Jura ist nicht die einzige Lösung, die in Frage kommt. Wir unterstützen den Regierungsrat in seiner Meinung, dass mehrere Dialogoptionen offenzuhalten sind.
Hier machen wir auch deutlich, dass unsererseits – nicht wie in der Zeitung steht – nie konfessionelle Anliegen Anlass bieten würden, einen erweiterten Kanton Jura zu unterstützen. Wir distanzieren uns von solchen Äusserungen. Konfessionelle Unterschiede dürfen unseres Erachtens in dieser Frage überhaupt keine Rolle spielen. Hier ist absolute Toleranz gefordert.
Wir bedauern nochmals die Zielrichtung des Berichts. Die aktuellen Bemühungen seitens der Regierung werden nicht in Rechnung gestellt. In dieser Frage vertreten wir nicht in allen Punkten die frühere Stellungnahme der CVP Schweiz. Wir teilen vielmehr die Meinung der Regierung, welche zum Dialog bereit ist. Wir sind also für die Fortsetzung des Dialogs mit offenen Optionen, um so mehr als wir glauben, dass die kommenden Generationen vermehrt überregional und grenzüberschreitend denken werden. Sollten sich später die Mehrheitsverhältnisse im Südjura eindeutig ändern, werden wir zu gegebener Zeit über eine Abspaltung demokratisch befinden können. Eine derartige Übung wurde vom Kanton Bern bereits einmal durchgeführt, so dass sie nicht unbedingt schon heute von einer paritätischen Kommission für einen erweiterten Kanton Jura vorbereitet werden muss.

Külling. Ich war enttäuscht über den Bericht Widmer. Er wurde nicht sorgfältig genug ausgearbeitet. Die Mei-

nung der Bern-Jurassier wurde zuwenig respektiert. Der Bericht vermittelt den Eindruck, die Südjurassier hätten eine fehlerhafte Auffassung, weil sie immer noch beim Kanton Bern verbleiben möchten. Sie haben sich 1959 für den Kanton Bern entschieden und möchten hier in Frieden leben. Der Entscheid von 1959 wurde 1978 in Zweifel gezogen. Es wurde wieder abgestimmt. Heute wird der Entscheid von 1978 erneut in Zweifel gezogen. Auf der anderen Seite werden die Gewaltakte der Separatisten als Verzweiflungsaktionen dargestellt und dadurch beschönigt.
Ich habe eine vielfältige Beziehung zum Jura. Zum ersten Mal hielt ich mich 1947 im Jura auf, als der Grosse Rat leider den Wiedererwägungsantrag der Jurassier nicht gutgeheissen und gegen Möckli entschieden hatte. Im Verlauf von 20 Jahren habe ich den Jura unter anderem auch mit meinen Schülern regelmässig aufgesucht und zum Beispiel den FDP-Gemeindepräsidenten von Tramelan und den ehemaligen SP-Grossrat Bühler zu den Schülern reden lassen. Ich habe die Jurafrage also immer wieder thematisiert. Interessanterweise wird Herr Bühler im Bericht überhaupt nicht zitiert. Ich habe mich mit der Jurafrage 1965 auch wissenschaftlich auseinandergesetzt. Die Resultate der Studie finden sich im Jahrbuch 1965 der Politischen Wissenschaft. Ich untersuchte damals den Einfluss des wirtschaftlichen, sprachlichen und konfessionellen Aspekts auf die Jurafrage. Wie sich zeigte, ist der konfessionelle Aspekt in dieser Angelegenheit zentral. Ich habe in einzelnen Gemeinden recherchiert und dabei entdeckt, dass beispielsweise auf Wahllisten vier von 16 CVP-Vertretern systematisch gestrichen wurden. Es handelte sich um Vertreter, die nicht separatistisch waren. Sie wurden durch je zwei Vertreter der SP und FDP ersetzt, die separatistisch waren. Es wurde damals also eine geheime Wahlempfehlung abgegeben. Auf diese Weise wurde das Wahlergebnis beeinflusst. Die Antiseparatisten wurden überrumpelt. Die meisten Stimmen, die für die separatistischen SP- und FDP-Vertreter abgegeben wurden, fanden sich auf den CVP-Listen. Ich verstehe den Unmut der CVP, der durch dieses Manöver ausgelöst wurde. Die Katholiken wurden im Jura lange Zeit ungerecht behandelt. Man wählte nur freisinnige und nicht konservative Katholiken zu Regierungsvertretern. Wir dürfen den Bern-Jurassiern heute aber nicht Unrecht tun, indem wir ihre eindeutige Willenskundgebung nicht zur Kenntnis nehmen. Ich widersetze mich selbstverständlich einem Dialog nicht. Auch die Bern-Jurassier verschliessen sich diesem nicht. Es muss aber ein echter Dialog geführt werden. Das Resultat darf nicht aufgezwungen werden, wie dies der Bericht vorsieht. Ich appelliere an die Ratsmitglieder, den Bundesrat, die Presse und die gesamte Öffentlichkeit, endlich die Meinung der Bern-Jurassier zur Kenntnis zu nehmen.

Daetwyler. Beaucoup de choses ont déjà été dites cet après-midi, ce qui me permettra d'être bref. Le point fondamental du rapport est qu'il a une conception du fédéralisme qui était peut-être justifiée en 1830, mais qui ne l'est plus maintenant et qui le sera encore moins dans dix à quinze ans, alors que nous sommes de plus en plus appelés à intensifier la collaboration intercantonale. Je n'y reviendrai pas.
J'aimerais répondre maintenant aux propos de Monsieur Eggimann, d'ailleurs très différenciés. Je ne peux que l'approuver lorsqu'il dit que le problème du Jura bernois ne peut être résolu que par – je cite librement – ce que veulent les citoyens de la région. C'est précisément là que pèche fondamentalement le rapport de la commission Widmer. Je ne citerai qu'un élément de ce rapport, à savoir le point 107 «les mesures en cas d'échec»: donc, si le Jura bernois ne voulait pas de la réunification, «si cette hypothèse devait se réaliser, la Confédération et les deux cantons prendraient des risques considérables en se satisfaisant du statu quo. La tension remontrait aussitôt et des problèmes sérieux d'ordre public ne tarderaient pas à surgir. C'est pourquoi la commission considère de son devoir de dire dans quel ordre de préférence elle mettrait les autres solutions envisagées ici.» Là on prête au gouvernement des capacités d'influencer la population qu'il pouvait peut-être avoir au 19e siècle ou, au mieux, à une époque où on ne connaissait pas le suffrage universel, mais qui représente véritablement une monstruosité à notre époque.
Notre collègue Wehrlin a beaucoup parlé de dialogue et nous sommes tous, je crois, partisans de ce dialogue. Néanmoins le grand tort de ce rapport est de rendre le dialogue quasiment impossible en mettant des conditions telles qu'il est totalement vidé de sa substance, puisqu'on fixe l'objectif du dialogue, on fixe le temps qu'il faut pour y arriver. Que reste-t-il à discuter? Il ne s'agit plus alors d'un dialogue, mais d'une simple négociation des conditions d'une reddition. Monsieur Wehrlin a également appelé à constituer ce conseil des sages. Ce conseil devrait donc être désigné par les deux gouvernements et, si jamais un des deux gouvernements ne désignait pas les neuf membres de sa partie dans un temps acceptable, ce serait au Conseil fédéral de désigner lui-même les membres. J'aimerais rappeler ici qu'au 19e siècle, tout comme dans les montagnes neuchâteloises, le vallon de Saint-Imier – les autres régions du Jura bernois peut-être moins – a été le haut lieu de l'anarchisme. Certes, nous ne sommes plus anarchistes aujourd'hui; néanmoins ce passage historique a laissé des traces dans notre mentalité collective. Si l'on voulait chercher un blocage, on ne ferait pas mieux que de vouloir imposer à la population concernée des gens pour la représenter et qui devraient lui dire ce qu'elle doit faire. Le simple vocable de sages est déjà, dans cette perspective-là, crispant au possible, pour ne pas employer d'autres adjectifs.
En résumé, le Jura bernois fait partie du canton de Berne, il est important que le canton, comme on l'a dit, reste bilingue. Le Jura bernois fait aussi partie de l'arc jurassien et a à cet effet des intérêts convergents avec le canton du Jura, mais également avec le canton de Neuchâtel, avec Bienne et la Franche-Comté. C'est dans cette perspective-là qu'il faut envisager à long terme un règlement de la question.

Zesiger. Einleitend ein Zitat: «Ich bin überrascht über die harte Reaktion der Berner. Niemand in unserer Kommission hat damit gerechnet.» So hat sich Sigmund Widmer in einem Interview der «BZ» am 8. April geäussert. Liebe Frauen und Männer, mich überrascht nicht die Reaktion der Berner, sondern diese Äusserung von Herrn Widmer. Ich frage mich ernsthaft, wie die Kommission die Lage beurteilt hat, wenn diese Reaktion der Berner nicht erwartet wurde. Hat die Kommission die Angelegenheit überhaupt richtig beurteilt, wenn sie jetzt ob dem Brummen des Bären überrascht ist? – Ich glaube eher nicht. Als gebürtiger Seeländer und einer, der von 1970 bis 1979 in Nidau und Biel die Schulen besucht hat, die Geburtswehen des Kantons Jura also kennt, fühle ich mich von diesem Bericht sehr betroffen, auch wenn ich heute hier im Parlament als Vertreter des Emmentals

auftrete. Ich kenne den Berner Jura. Ich bin erstaunt über die Kriterien, nach welchen die Kommission die Situation beurteilt. Ich bin weiss Gott nicht ein Mensch, der nicht fähig ist, unter eine Angelegenheit einen Strich zu ziehen und nach vorne zu schauen. Die Art und Weise, wie die Kommission mit historischen und staatspolitischen Dimensionen der ganzen Problematik umgeht, gibt mir zu denken. Gewisse Probleme wurden einfach übergangen, demokratische Entscheide werden in Frage gestellt. Dies alles unter dem Titel der Vermeidung gegenseitiger Provokation und der Dialogförderung. Als Mitglied der Verfassungskommission bin ich masslos enttäuscht darüber, dass die Anstrengungen, Bemühungen und konstruktiven Vorschläge für einen Ausbau der politischen Rechte des Berner Jura von der Konsultativkommission ignoriert werden. Im weiteren werden die jüngsten Gewaltakte der Separatisten, wenn nicht legitimiert, so doch mindestens relativiert. Dies erschüttert mich sehr. Wo bleibt die umfassende rechtliche und politische Beurteilung der Situation? Wo bleibt das Gefühl für die Angelegenheit? Gegen einen vertiefenden Dialog wehrt sich niemand. Niemand will Lösungen verhindern. Auf dieser die Gefühle der Bern-Jurassier ignorierenden Basis kann aber nicht aufgebaut werden. Auf diese Weise können wir nicht nach Lösungen suchen – im Gegenteil: Alte Wunden werden wieder aufgerissen. Die Kommission Widmer hat ihren Auftrag klar überinterpretiert. Statt wirklich hängige Probleme anzugehen, hat sie einen politisch überhaupt nicht diskutablen Vorschlag unterbreitet. Sie versteigt sich in Theorien. Es wird lediglich Öl ins Feuer gegossen. Unter dem Titel «Generationenwechsel» wird suggeriert, dass die jüngere Generation im Berner Jura der Problematik nuancierter und toleranter gegenüberstehe. Mit diesem Argument kann der Kommissionsvorschlag sehr wohl begründet werden. Bei näherer Untersuchung der Meinungsumfrage stellt sich aber heraus, dass von den 107 Befragten nur zwei jünger als 35 Jahre alt waren. Zudem wurden diese beiden Personen als politische Exponenten zur Stellungnahme aufgeboten. Es fragt sich, wie repräsentativ diese Umfrage ist. Ich möchte selber nicht Öl ins Feuer giessen. Trotzdem fordere ich den Regierungsrat auf, den Bericht umfassend zurückzuweisen und sich mit allen Mitteln für einen echten Dialog einzusetzen.

Widmer. Ich spreche als Stadtratspräsident von Biel. In der Stadt Biel leben rund 20000 Romands. Zurzeit sind die Deutschsprachigen in der Überzahl. Wir Deutsch- und Welschschweizer ertragen einander in dieser Stadt sehr gut. Es stellte sich noch nie die Frage einer Trennung der verschiedenen Sprachgebiete. In Biel wurde der Bericht der Konsultativkommission mit Entrüstung zur Kenntnis genommen. Das Bieler Parlament verabschiedete in der Sitzung vom 22. April einstimmig eine Resolution an die Kommission Widmer, in welcher der Bericht umfassend zurückgewiesen wird. Die gleiche Grundhaltung nimmt auch die Stadtregierung ein, die Herrn Bundesrat Koller nahegelegt hat, den Bericht zurückzunehmen. Er wird aufgefordert, die Stadt Biel bei den weiteren Diskussionen zu begrüssen.
Warum lehnt die Stadt Biel den Bericht ab? In diesem wird nicht berücksichtigt, dass zwischen dem Berner Jura und dem übrigen Kanton Bern noch eine Stadt liegt, die über 50000 Einwohner zählt. Die Kommission ist nicht seriös und objektiv vorgegangen. Für die gegenwärtige Entwicklung des Jura hat die Stadt Biel eine zentrale Funktion. Im Bericht wurde die Brückenfunktion von Biel völlig ignoriert. Es wird eine Aufspaltung eines Gebietes vorgeschlagen, dessen ideologisches Zentrum die Stadt Biel ist. Diese Lösung ist gesucht. Wir Bieler erwarten, dass in Zukunft kompetente und objektiv denkende Personen zu diesen kapitalen Fragen Stellung nehmen. In derartige Kommissionen sollten Personen mit einem Rechtsempfinden Einsitz nehmen, welches dem heutigen Zeitgeist entspricht. Ich bitte Sie, mit uns zusammen den Bericht einstimmig zurückzuweisen, unsere Meinung zu unterstützen und die Aufspaltung einer zusammengehörenden Region zu verhindern.

Verdon. La démarche intellectuelle de la commission me paraît contestable à plus d'un titre. Je qualifie même le rapport Widmer de superficiel et léger à maints égards.
Premièrement, les sources citées représentent deux bouquins et une série d'auditions, 107 il est vrai. C'est mince, à mon avis, pour un rapport qui est censé être porteur d'avenir pour le Jura bernois. Secondement, les analyses économiques, points 40 et 41, et des mentalités, 43 à 45, sont superficielles. Le rapport susmentionné n'est pas une étude universitaire mais un écrit politique. Habituellement, les politiciens fondent leurs décisions sur des études approfondies. Troisièmement, autre élément léger, la commission n'informe pas précisément le lecteur sur les choix démocratiques de la population du Jura bernois depuis vingt ans. Un petit tableau aurait aisément fourni cette statistique que je qualifie d'élémentaire. Quatrièmement, une analyse des huit actes de violence, cités sous le point 21, semble à mes yeux indispensable. D'une part, ces actes sont toujours issus des milieux séparatistes, leur attribuant – à juste titre à mon avis, et ces derniers mois surtout – une image très négative auprès du peuple suisse et des médias. D'autre part, la commission admet, comme base du dialogue, le respect des choix populaires. Pourquoi n'a-t-elle pas analysé cette aspiration à la paix et à la tranquilité de 70 pour cent d'un peuple? Dans une démocratie, la pression d'actes violents ne doit jamais conduire à l'abdication, sans quoi l'on risque, indirectement, d'encourager la recherche de tensions et la violence. Depuis plusieurs années, le cadre dans lequel le Jura bernois doit évoluer est marqué par ces agressions. Il y est répondu par des voix démocratiques et non-violentes. L'aspiration à la paix du Jura bernois et son refus à la contre-réaction violente méritaient d'être soulevés et étudiés par la commission. Cinquièmement, la méthode consistant à auditionner 107 personnalités est contestable. En effet, bon nombre des auditionnés appartiennent au canton du Jura. Parmi les Jurassiens bernois restants, le séparatisme est représenté. N'y a-t-il dès lors surreprésentation du mouvement séparatiste? Il est toujours délicat de n'entendre que l'élite d'une population: une telle audition ne permet pas de saisir les sensibilités d'un peuple – et c'est bien là l'essentiel – ni d'être exhaustive. Les commissaires ont-ils rencontré les populations concernées, se sont-ils efforcés de les écouter, afin d'en percevoir le pouls? Sixièmement, le rapport Haenni est passé sous silence: pour quelle raison son auteur n'a-t-il pas été entendu? La démarche nous paraît pour le moins très surprenante. Septièmement, le rapport révèle des fautes et des contradictions qui sont fort choquantes. Il suffit de considérer la liste des auditionnés. Parmi les contradictions, tout d'abord, l'aspect temporel, au point 46 du rapport qui parle des blessures profondes et mal cicatrisées: comment parvient-on ensuite, au chapitre des conclusions, à fixer un échéancier à

sept ans, au point 50? Ensuite, la commission semble confondre une certaine insatisfaction, révélée chez les Jurassiens bernois, avec le choix de la voie séparatiste, notamment parmi la jeune génération. N'allez-vous pas trop vite en besogne, Messieurs les membres de la commission? Le désir – et les faits le confirment aujourd'hui – de collaboration et de développement de relations intercantonales ne doivent pas être confondues avec la réunification. Enfin, le rapport ne mentionne pas les phénomènes comme le pluralisme et le bilinguisme dans le canton de Berne. Huitièmement, le rapport de la commission consultative a d'emblée écarté des variantes pourtant envisageables. Cette position semble être un parti-pris déplorable.
J'en viens au fond du problème jurassien, qui n'a, à mon sens, pas été perçu dans son entier et avec acuité. Premièrement, le peuple jurassien bernois a, avec une majorité de 70 pour cent, toujours confirmé son choix. Ensuite, le Jura bernois est agressé de l'extérieur. Le pouls de la population n'a pas été considéré. Enfin, la condition absolue doit être qu'on ne donne pas au Jura bernois un dialogue où l'objectif final est déjà défini.
J'en conclurai par la trêve qui est proposée par la commission et évidemment acceptée par le Jura bernois. Encore faut-il, et j'insiste là-dessus, que les réalités suivent les mots. Durant bon nombre d'années, le Jura bernois n'a pas eu beaucoup d'expériences positives en la matière.

Voiblet. Déception, stupéfaction, surprise, scandale, indignation, rejet, prime à la violence, révolte, coup bas porté à une région, commission de la honte, déclaration de guerre, assassinat du peuple du Jura bernois, voilà quelques mots exprimés par le Jura bernois pour qualifier le rapport unilatéral élaboré par la commission consultative fédérale. C'est vrai, nous politiciens du Jura bernois, sommes très critiques par rapport au canton de Berne. Toutefois, laissez-nous le droit de défendre les intérêts des trois districts francophones, sans pour autant nous faire passer pour des séparatistes cachés.
Ceci dit, revenons au rapport de la commission soi-disant de consultation. Je ne vais pas m'exprimer sur l'analyse erronée de la commission concernant le problème linguistique ou culturel, voire religieux, mais sur deux points: la jeunesse et le délai de sept ans fixé pour organiser de nouveaux plébiscites, et ceci à l'encontre de 70 pour cent de la population du Jura bernois.
Le rapport des cinq sages base sa conclusion sur la relève des générations et estime que les générations futures seront acquises aux thèses séparatistes. A quelle jeunesse la commission fait-elle référence? Son analyse est utopique, sans fondement, et provient directement des thèses du Rassemblement jurassien. Dans tous les cas, cette affirmation n'est pas sortie de la bouche des jeunes de notre région. Comme l'a souligné Monsieur Zesiger, sur les 107 personnes entendues par la commission fédérale, seules 2 avaient moins de 35 ans. Qui s'est exprimé au nom de la jeunesse du Jura bernois? Cette question reste ouverte. Oui, il existe une véritable jeunesse du Jura bernois, mais on a clairement voulu éviter de lui donner la parole. Aurait-on peur de sa réaction, qui aurait pu rendre caduques les thèses de Delémont. La question reste également posée.
La commission propose, sans rire, que de nouveaux plébiscites soient organisés dans le courant de la décennie à venir. Cette proposition aura une résultante catastrophique pour le Jura bernois. En effet, les cinq sages, en cas d'acceptation dudit rapport par le Conseil fédéral, auront sonné le glas pour le développement économique des trois districts francophones. L'économie de notre région n'avait pas besoin de ce coup bas. Quelle entreprise nationale ou internationale accepterait de venir s'établir dans une région qui va connaître, durant sept ans, un combat politique, des actes terroristes, un conflit confessionnel, et toutes sortes d'actes de terreur. Messieurs les membres de la commission consultative, vous n'avez pas fait preuve de sagesse, mais avez subi la pression médiatique orchestrée par Delémont. Si le rapport est approuvé, le travail considérable dans le domaine de l'économie accompli au Jura bernois par des personnalités séparatistes et anti-séparatistes sera anéanti. Le Jura bernois a su, depuis la création du canton du Jura, se prendre en main et se créer des institutions performantes, telle que l'Office du tourisme du Jura bernois ou la Chambre d'économie publique. Oui, le Jura bernois existe et veut la paix. Le Conseil fédéral n'a plus qu'une chose à faire: mettre aux oubliettes ce rapport unilatéral qui, au lieu d'apporter des solutions, met le Jura bernois en état de siège.
Quelques mots encore concernant les interventions de cet après-midi. Tous les intervenants proposent un dialogue auquel les partis souscrivent. Les autonomistes ont clairement déclaré que leur dialogue avait un objectif bien défini: la réunification. A cette intention, je remercie le gouvernement pour sa position de fermeté, sans équivoque. Toutefois, attention aux démarches de complaisance qui pourraient dériver sur des revendications territoriales.

Präsidentin. Wir sind am Schluss der Debatte über den Jurabericht der Konsultativkommission angelangt. Ich danke allen Rednerinnen und Rednern. Insbesondere danke ich Herrn Justizdirektor Annoni für die Verlesung der Regierungserklärung.

032/93

Motion Rey-Kühni – Suppleantinnen und Suppleanten für ständige Kommissionen

Wortlaut der Motion vom 27. Januar 1993

Das Grossratsgesetz ist in dem Sinn zu ändern, dass für die ständigen Kommissionen aus jeder in der Kommission vertretenen Fraktion – je nach Stärke der Vertretung – ein/e bis zwei Suppleanten/innen zu wählen sind. Die Geschäftsordnung für den Grossen Rat ist entsprechend anzupassen.
Begründung: Die Mitarbeit in den ständigen Kommissionen, insbesondere der Finanzkommission, ist mit einem grossen Arbeitsaufwand und einer grossen Zahl von zusätzlichen Sitzungstagen verbunden, so dass es immer wieder zu unvermeidlichen Absenzen kommt. Diese Situation ist unbefriedigend.
Ein System von festgewählten Suppleantinnen und Suppleanten könnte Abhilfe schaffen. Gleichzeitig würde damit die Kontinuität der Arbeit nach Ablauf der Amtszeit eines Kommissionsmitgliedes gewährleistet und der «Nachwuchs» gefördert, d.h. neuen Grossrätinnen und Grossräten die Möglichkeit gegeben, sich allmählich in die Materie einzuarbeiten. In der Verfassungskommission hat sich dieses System sehr gut bewährt.

(48 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Büros des Grossen Rates vom 18. März 1993

1. Die Geschäftsordnung ermöglicht es einem Mitglied einer besonderen Kommission, sich durch ein anderes Ratsmitglied aus derselben Fraktion oder Partei, das der Kommission nicht angehört, vertreten zu lassen (Art. 46 GO). Von dieser 1989 neu geschaffenen Möglichkeit ist seit Inkrafttreten der Geschäftsordnung immer wieder Gebrauch gemacht worden.
2. Die Vertretungsregelung nach Artikel 46 der Geschäftsordnung gilt nur für besondere Kommissionen, hingegen nicht für ständige Kommissionen.
3. Die Einführung von Suppleantinnen und Suppleanten wurde auch von der Verfassungskommission diskutiert, wenngleich in einem anderen Zusammenhang. Es ging dabei um die Wahl von Stellvertreterinnen und Stellvertretern für Ratsmitglieder (vgl. Zwischenbericht, S. 98). Eine Mehrheit lehnte den Vorschlag ab, so dass dieser im Verlauf der weiteren Kommissionsarbeiten nicht mehr weiterverfolgt wurde.
4. Das System der Ersatzmitglieder ist im Bereich der kantonalen Gerichtsbehörden eingeführt. Punktuelle Stellvertreterlösungen sind in den Parlamenten der Kantone Luzern und Graubünden bekannt.
5. Ein Suppleantensystem kennt neu der Nationalrat für die Sachbereichskommissionen – allerdings nicht für die Geschäftsprüfungs- und Finanzkommission. Artikel 19 Absatz 2 des Geschäftsreglementes lautet wie folgt: «Aus jeder in einer ständigen Kommission nach Artikel 15 Absatz 1 Ziffern 3–12 vertretenen Fraktion werden so viele Suppleanten gewählt, als die Fraktion Mitglieder in der Kommission hat, mindestens aber zwei Suppleanten, höchstens sechs Suppleanten aus jeder Fraktion. Die Fraktionen bestimmen, welche Suppleanten abwesende Kommissionsmitglieder an Sitzungen vertreten.» Begründet wurde die Einführung damit, dass die Bestellung von Suppleanten der angestrebten Effizienz, Qualität und Kontinuität der Kommissionsarbeit diene. Ständige Vertreter seien besser auf die Arbeit in der Kommission vorbereitet als kurzfristig aufgebotene. Zudem erhielten die Ratsmitglieder ein breiteres Aktionsfeld, wenn sie nicht nur in ein bis zwei Kommissionen Einsitz nehmen könnten, sondern darüber hinaus auch über die Arbeiten von ein bis zwei weiteren ständigen Kommissionen ständig auf dem laufenden gehalten würden.
6. Ein Suppleantensystem ergibt nur Sinn bei ständigen Kommissionen. Bezogen auf die heutigen Verhältnisse im Grossen Rat wären dies die drei Aufsichtskommissionen und die drei übrigen ständigen Kommissionen.
7. Die drei Aufsichtskommissionen des Grossen Rates sind in den sensitivsten Bereichen tätig. Sie befassen sich mit der Geschäftsführung und mit dem Finanzgebaren von Regierung und Justizbehörden. Darin unterscheiden sie sich von den Sachbereichskommissionen, die prioritär Vorlagen im Kompetenzbereich des Grossen Rates behandeln. Angesichts der besonderen Stellung und Aufgaben der Aufsichtskommissionen sollte das Suppleantensystem nicht auf diese Organe angewendet werden.
8. Eine Einführung ständiger Vertretungen bei den Sachbereichskommissionen ist hingegegen sinnvoll. Das Suppleantensystem würde das heutige Vertretungssystem ersetzen, das mehr Nach- als Vorteile aufweist. Das heute praktizierte Vertretungssystem hat zwei Nachteile: Kurzfristig aufgebotene Vertretungen sind in vielen Fällen Behelfslösungen. Die Ratsmitglieder haben häufig keine Zeit mehr, die Unterlagen zu studieren und die Sitzungen vorzubereiten. Die Sekretariatsführung wird durch Vertretungen erschwert, weil häufig erst an der Sitzung bekannt wird, wer die Stellvertretung übernimmt. Ein Vorteil besteht darin, dass die Vertretung das Stimmengewicht der Fraktion in der Kommission sicherstellt.
9. Es hängt von der konkreten Ausgestaltung ab, ob das Suppleantensystem administrativen Mehraufwand mit sich bringt, der erhebliche Kosten verursacht. In Anbetracht der finanziellen Lage müsste allenfalls eine Lösung ins Auge gefasst werden, die kostenneutral ist. Eine kostenneutrale Lösung bestünde darin, dass jedes Kommissionsmitglied eine Stellvertreterin bzw. einen Stellvertreter hat, der oder dem es bei Bedarf die Sitzungsunterlagen zustellt. Es wäre zudem Aufgabe des Kommissionsmitglieds, seine Stellvertretung über die Arbeiten auf dem laufenden zu halten.
Antrag: Annahme als Postulat

Rey-Kühni. Für die ständigen Kommissionen soll ein Suppleantensystem eingeführt werden. Pro Fraktion sind ein bis zwei Suppleantinnen oder Suppleanten fest zu wählen. Die Mitarbeit in ständigen Kommissionen bedingt einen äusserst grossen Arbeitsaufwand, was doch recht häufig zu Absenzen führt. Mit einem Suppleantensystem könnten wir dieser Situation gerecht werden. Zudem würde es ermöglichen, dass sich die Suppleanten, die ja noch nicht der entsprechenden Kommission angehören, nach und nach in die Materie einarbeiten und so später relativ problemlos die Nachfolge antreten könnten. Das Suppleantensystem hat sich beispielsweise in der Verfassungskommission sehr gut bewährt.
Das Büro des Grossen Rates möchte den Vorstoss nur als Postulat entgegennehmen. Das Suppleantensystem sei nur für die sogenannten Sachbereichskommissionen vorzusehen. Diese Kommissionen müssen aber erst noch eingeführt werden. Das Büro spricht sich gegen ein festes Stellvertretungssystem für die JUKO, FIKO und GPK aus, weil die drei Aufsichtskommissionen in äusserst sensitiven Bereichen tätig seien. Der Kreis der Eingeweihten soll offenbar nicht zu weit ausgedehnt werden. Meines Erachtens würde aber insbesondere die FIKO und die GPK von einem Suppleantensystem profitieren. Wir wissen noch nicht, ob die Sachbereichskommissionen tatsächlich eingeführt werden. Ob allenfalls für sie ein Suppleantensystem zum Zug käme, steht ebenfalls noch nirgends geschrieben. Ich verlange nicht, dass für jedes Mitglied der Aufsichtskommissionen eine feste Vertreterin oder ein fester Vertreter gewählt wird. Vielmehr sind pro Fraktion ein bis zwei Vertreter vorzusehen. Der Kreis der Eingeweihten würde also nicht allzu fest ausgeweitet. Der administrative Aufwand wäre nicht viel grösser. Mit diesem System könnte aber die Kontinuität der Arbeiten gewährleistet werden.
Ich möchte an meiner Motion an sich festhalten. Bevor ich mich aber definitiv entscheide, will ich zuerst noch die anderen Meinungen, insbesondere diejenigen der Mitglieder der betroffenen Kommissionen anhören.

Präsidentin. Die Fraktionssprecherinnen und -sprecher haben das Wort.

Omar-Amberg. Die EVP/LdU-Fraktion ist mit dem Büro der Meinung, dass für die drei ständigen Aufsichtskommissionen kein Suppleantensystem einzuführen ist. Dies hauptsächlich aus zwei Gründen: Erstens sind die

Sitzungsdaten der entsprechenden Kommissionen meistens schon ein Jahr im voraus bekannt, so dass den Mitgliedern zuzumuten ist, sich diese Daten freizuhalten. Zweitens muss sich ein Kommissionsmitglied erfahrungsgemäss sehr intensiv und lange in eine Materie einarbeiten, bevor es seine Aufsichtsfunktion tatsächlich wahrnehmen kann. Eine Kommission, die über mehrere Jahre hinweg zusammenarbeitet, macht einen Bewusstseins- und Lernprozess durch. Erst mit der Zeit ist es den Kommissionsmitgliedern möglich, tiefere Zusammenhänge zu erfassen und grundlegendere Probleme anzugehen. Dieser längerfristige Lernprozess im analytischen Denken und in der politischen Gesprächskultur ist wenig dazu angetan, sich bei den Sitzungen vertreten zu lassen. Mit der Kompetenzordnung der neuen Verfassung wird vor allem auch die GPK von vielen Tagesgeschäften entlastet werden, so dass sie sich mehr der eigentlichen Verwaltungskontrolle widmen werden kann. Ich bin mir als GPK-Mitglied sehr bewusst, wie limitiert unsere Möglichkeiten als Aufsichtsinstanz sind. Ich setzte mich deshalb gezielt für einen besseren Wissensstand der GPK-Mitglieder ein. Es sind neue Instrumente für eine effiziente Verwaltungskontrolle zu schaffen. Wir haben aber noch einen langen Weg vor uns. Ein gesundes Staatswesen braucht ein ebenso gesundes und starkes Kontrollorgan. Mit einem Suppleantensystem erreichen wir nichts – im Gegenteil: Die Arbeiten werden dadurch eher gehemmt. Unsere Fraktion lehnt sowohl die Motion als auch das Postulat ab, soweit mit dem Vorstoss ein Suppleantensystem für die drei ständigen Aufsichtskommissionen gefordert wird.

Wenger (Langnau). Ich spreche im Namen der SVP-Fraktion. Ich möchte die Frage der Einführung eines Suppleantensystems etwas differenzierter beurteilen. Als ehemaliges GPK-Mitglied muss ich mich gegen dieses System aussprechen. Wenn ich mir den Arbeitsablauf der GPK vor Augen führe, kann ich mir nicht vorstellen, wie ein derartiges System funktionieren sollte. Ich gehe davon aus, dass in der JUKO und in der FIKO ähnlich vorgegangen wird wie in der GPK. Bezeichnenderweise wird auch auf Bundesebene für die GPK und FIKO kein festes Suppleantensytem vorgesehen. Das System mag für ständige Sachbereichskommissionen allenfalls in Frage kommen. Diese gibt es aber zurzeit noch nicht. Im Vernehmlassungsentwurf für die Änderung des Grossratsgesetzes werden entsprechende Kommissionen vorgesehen. Beschlossen sind sie noch nicht. Weil sich das System einerseits für die ständigen Aufsichtskommissionen nicht eignet, die Sachbereichskommissionen anderseits noch gar nicht eingeführt worden sind, lehnt die SVP-Fraktion sowohl die Motion als auch das Postulat ab.

Emmenegger. Die FDP-Fraktion lehnt sowohl die Motion als auch das Postulat ab. In der schriftlichen Antwort des Büros werden die Argumente recht gut aufgeführt. Frau Omar hat noch eingehender erklärt, warum der Vorstoss abzulehnen ist. Warum lehnt unsere Fraktion auch das Postulat ab? Wie die Motion Rey-Kühni vorsieht, ist insbesondere für die Finanzkommission, aber auch für die beiden anderen ständigen Aufsichtskommissionen ein Suppleantensystem einzuführen. Das Büro spricht sich klar gegen diese Forderung aus, schlägt aber vor, dass das System allenfalls später im Zusammenhang mit Sachbereichskommissionen wieder diskutiert werden sollte. Es würde sich dabei aber nicht um ein ständiges, sondern um ein Ad-hoc-Suppleantensystem handeln, wie wir es heute bereits kennen. Der Vorstoss ist auch als Postulat abzulehnen, weil die Zielsetzung der Motionärin gar nicht erfüllt werden kann.

Hess. Die FL/JB-Fraktion unterstützt den Vorstoss sowohl als Motion als auch als Postulat. Ich fühle mich als Mitglied der GPK häufig nicht als Eingeweihten, sondern als Verurteilten. Verurteilt zu mehr Arbeit, mehr Verantwortung. Es wäre sinnvoll, ein Suppleantensystem einzuführen. Was die Präsenz bei GPK-Sitzungen anbelangt, muss ich darauf hinweisen, dass regelmässig zwei bis drei Mitglieder fehlen. Ich wäre manchmal froh, wenn ich mich vertreten lassen könnte. Die Mitglieder sollten sich natürlich nur im Ausnahmefall vertreten lassen. Wir sollten uns jetzt nicht aufspielen, indem wir vorgeben, in einem wahnsinnig sensitiven Bereich tätig zu sein. Wir wissen alle haargenau, wie wir uns jeweils in eine Materie einlesen müssen. Warum sollte dies nicht auch ein Vertreter oder eine Vertreterin tun können? Das einzige Argument, welches gegen ein Suppleantensystem spricht, ist der sensitive Tätigkeitsbereich der Aufsichtskommissionen. Dieses Argument ist aber an den Haaren herbeigezogen. Wie wir sehen, bewährt sich das System auf Bundesebene bei den Sachbereichskommissionen gut. Die Effizienz, Kontinuität und Qualität der Kommissionsarbeit konnten verbessert werden. Ich bitte Sie, den Vorstoss zu unterstützen.

Rey-Kühni. Ich halte an der Motion fest. Was die Sachbereichskommissionen betrifft, werden wir zu einem späteren Zeitpunkt wieder über das System diskutieren können. Insbesondere in der FIKO und der GPK sollten Mitglieder kurzfristig vertreten werden können. Frau Omar, auch wenn die Sitzungsdaten ein Jahr im voraus bekanntgegeben werden, sind Absenzen nicht immer zu vermeiden; so kann es vorkommen, dass sich ein Mitglied zum Beispiel krankheitshalber entschuldigen muss. Für diese Fälle ist es von Vorteil, feste Suppleantinnen und Suppleanten vorzusehen, die sich bis zu einem gewissen Grad bereits vorgängig in die Materie einarbeiten können.

Abstimmung

Für Annahme der Motion	48 Stimmen
Dagegen	81 Stimmen

037/93

Motion Omar-Amberg – Änderung der Geschäftsordnung für den Grossen Rat

Wortlaut der Motion vom 27. Januar 1993

Bei Stimmengleichheit im zweiten Wahlgang ist ein dritter Wahlgang mit eventuellem Stichentscheid des Ratspräsidenten anzuschliessen.
Begründung: Jeder Losentscheid einer Wahl ist ein höchst unbefriedigendes Wahlergebnis. Wir beantragen deshalb, die Geschäftsordnung des Grossen Rates so zu ändern, dass anstelle eines Losentscheides nach dem zweiten Wahlgang ein dritter Wahlgang erfolgt und bei nochmaliger Stimmengleichheit der/die Präsident/Präsidentin den Stichentscheid gibt.

(5 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Büros des Grossen Rates vom 18. März 1993

1. Das Büro nimmt bei der Beantwortung der Motion eine Zweiteilung vor, weil das Anliegen selber ebenfalls teilbar ist.
2. Dritter Wahlgang (oder Stichwahl)
a) Das Modell eines weiteren Wahlganges bei Stimmengleichheit im vorherigen Wahlgang ist im Parlamentsrecht verschiedener Kantone vorgesehen. Das Büro erwähnt zum Beleg drei Beispiele: Nach der Geschäftsordnung des Grossen Rates des Kantons Aargau wird bei Stimmengleichheit die Wahl für die stimmengleichen Kandidaten wiederholt. Sind die Stimmenzahlen auch in der Wiederholung gleich, entscheidet das Los. Nach der Geschäftsordnung des Landrates des Kantons Basel-Landschaft findet bei Stimmengleichheit ein dritter Wahlgang statt. Das Geschäftsreglement des Kantonsrats des Kantons Solothurn sieht bei Stimmengleichheit in denjenigen Fällen eine Stichwahl vor, wenn neben den Gleichrangierten noch weitere Kandidaten Stimmen erhalten haben, in den anderen Fällen der Stimmengleichheit entscheidet das Los.
b) Eine Stichwahl nach einem Wahlgang mit Stimmengleichheit ist aus wahlarithmetischen Überlegungen sinnvoll, wenn sich die Ausgangslage in der Stichwahl anders präsentiert als im vorherigen Wahlgang. Dies ist dann der Fall, wenn die Stimmen für bisher erfolgreiche und gescheiterte Kandidaturen in der Stichwahl einer anderen Kandidatur zufliessen werden.
c) Eine Stichwahl bei gleicher Ausgangslage rechnet mit einer veränderten Stimmabgabe einzelner Ratsmitglieder (Wechselwählerinnen und -wähler) oder mit einer veränderten Präsenz im Sitzungssaal (Wahlbeteiligung). Tatsächlich kann eine andere Zusammensetzung des Grossen Rates einen Einfluss auf das Ergebnis nehmen. Es ist auch richtig, dass eine unentschiedene Wahl bei einzelnen Ratsmitgliedern zu einem Überdenken der Stimmabgabe und zu einem veränderten Wahlverhalten führen kann. Derartige Überlegungen lassen sich indes bei jeder Abstimmung und Wahl anstellen, und damit kann die Verbindlichkeit jeder parlamentarischen Entscheidung in Zweifel gezogen werden.
d) Die Abklärungen zeigen auf, dass die heutige Regelung mit zweiten Wahlgängen in einzelnen Fällen befriedigen, in anderen eben nicht befriedigen kann. Das Büro würde sich einer Lösung, wie sie der Kanton Solothurn kennt, nicht verschliessen. Es ist für Annahme der Motion im Sinne der Ausführungen.
3. Stichentscheid anstatt Losentscheid
a) Die Geschäftsordnung hält in Artikel 99 Absatz 1 unmissverständlich fest, dass Wahlen schriftlich und geheim vorgenommen werden. Die Ratspräsidentin oder der Ratspräsident nimmt an den Wahlen teil.
b) Ein Stichentscheid der Ratspräsidentin oder des Ratspräsidenten wäre aus mehreren Gründen problematisch: 1. Der offene Stichentscheid bedeutet ein Abweichen vom Grundsatz der geheimen Wahl; 2. die Ratspräsidentin oder der Ratspräsident wäre das einzige Mitglied des Grossen Rates, dessen Stimmabgabe bekannt würde; 3. diese Stimme würde doppelt zählen.
c) Ein Blick über die Kantonsgrenzen zeigt, dass mit Ausnahme von Appenzell Ausserrhoden und Innerrhoden alle Kantone geheime Richterwahlen kennen. Mit Ausnahme der erwähnten Kantone sowie des Kantons Genf entscheidet bei Stimmengleichheit das Los. Bei Stimmengleichheit trifft in den Kantonen Appenzell die vorsitzende Person den Stichentscheid. Im Kanton Genf ist bei Stimmengleichheit diejenige Person gewählt, die das höhere Alter hat.
d) Im Kanton Bern ist der Losentscheid bei Stimmengleichheit auch bei anderen Wahlen rechtlich vorgesehen: Regierungsrats-, Ständerats- und Bezirksbeamtenwahlen. Praktiziert wird er zudem bei Gemeinderatswahlen nach Majorz.
e) Bei Bundesratswahlen entscheidet ebenfalls das Los, wenn die Stichwahl unentschieden ausgeht.
f) Die Abklärungen haben ergeben, dass eine Neuregelung im Sinne des Vorschlags von Frau Omar problematisch ist. Das Büro kann sich dieser Idee jedenfalls nicht anschliessen und lehnt die Motion in diesem Punkt ab.
4. Zur Behandlung der Motion im Grossen Rat: Das Büro beantragt dem Grossen Rat getrennte Abstimmung über die beiden Punkte.
Anträge:
Punkt «dritter Wahlgang»: Annahme als Postulat
Punkt «Stichentscheid»: Ablehnung

Omar-Amberg. Vorweg möchte ich der Staatskanzlei und dem Büro des Grossen Rates für die gründliche Beantwortung meiner Motion danken.
Warum halte ich einen Losentscheid für unbefriedigend? Bei einer Wahl sollte das politische Verfahren bis zum Schluss durchgespielt werden. Es ist nicht befriedigend, wenn eine Wahl schlussendlich durch das Los entschieden wird. Durch den Losentscheid wird eine politische Wahl zu einer zufälligen Wahl. Mit der Einführung eines dritten Wahlgangs würde es viel seltener zu einem Losentscheid kommen. Der zweite Punkt meiner Motion – Stichentscheid des Ratspräsidenten bzw. der Ratspräsidentin bei Stimmengleichheit nach dem dritten Wahlgang – wird vom Büro des Grossen Rates abgelehnt. Die Ablehnungsbegründung hat mich überzeugt, weshalb ich diesen Punkt meiner Motion zurückziehe. Am ersten Punkt (dritter Wahlgang) halte ich fest. Die Wahrscheinlichkeit eines Losentscheids kann mit einem dritten Wahlgang erheblich herabgesetzt werden. Folgendes Argument des Büros gewichte ich besonders: Stimmengleichheit nach dem zweiten Wahlgang lässt bei den Fraktionen gewissermassen ein rotes Licht aufleuchten. Sie werden ihre Leute für den dritten Wahlgang mobilisieren, was mehrheitlich zu einem neuen Ergebnis führen wird. Dadurch wird der zweite Wahlgang nicht in Zweifel gezogen. Es handelt sich dabei nicht um ein äusserst tiefgründiges politisches Argument. Ein dritter Wahlgang wird in den meisten Fällen die Situation klären, so dass auf einen Losentscheid verzichtet werden kann. Ich bitte Sie deshalb, den ersten Punkt (dritter Wahlgang) als Motion zu überweisen, wie dies in der Antwort der Staatskanzlei und des Büros nahegelegt wird. Leider wird dieser Vorschlag vom Büro wieder relativiert, indem es beantragt, den ersten Punkt nicht als Motion, sondern als Postulat zu überweisen.

Probst. Ich spreche im Namen der SVP-Fraktion. Ich bin froh um die Ausführungen von Frau Omar und glaube, dass wir uns mit einem dritten Wahlgang auf dem richtigen Weg befinden. Unsere Fraktion beurteilte den Vorstoss unter Einbezug des zweiten Punktes (Stichentscheid) und ist zum Schluss gekommen, der erste Punkt sei als Postulat zu überweisen und der zweite sei abzulehnen. Ich kann mir vorstellen, dass die SVP-Fraktion nun, nachdem der zweite Punkt zurückgezogen worden ist, bereit wäre, den ersten Punkt als Motion zu überweisen. Der Losentscheid befriedigt nicht. Mit einem dritten Wahlgang ist die Wahrscheinlichkeit grösser, dass eine

echte politische Wahl stattfindet. Ich halte trotzdem an der Fraktionsmeinung fest und beantrage, den ersten Punkt als Postulat zu überweisen.

Seiler (Moosseedorf). Ich spreche im Namen der SP-Fraktion. Anlass zu dieser Motion gab die kürzlich erfolgte Oberrichter-Ersatzwahl, die für niemanden befriedigend ausgefallen ist, auch nicht für diejenigen, deren Kandidat schlussendlich gewählt wurde. Wir sind deshalb froh um den Vorstoss von Frau Omar und unterschreiben die Ausführungen des Büros. Die SP-Fraktion beantragt Ihnen, den ersten Punkt als Motion zu überweisen.

Büschi. Angesichts der lockeren Besetzung – ich spreche nicht von lockerer Präsenz – hier in diesem Saal fasse ich mich kurz: Die FDP-Fraktion hätte den Antrag des Büros unterstützt. Nachdem Frau Omar den zweiten Punkt zurückgezogen hat, erlaube ich mir, im Namen meiner Fraktion zu beantragen, den ersten Punkt als Motion zu überweisen.

Präsidentin. Frau Omar hat den zweiten Punkt (Stichentscheid) zurückgezogen. Wir stimmen über den ersten Punkt (dritter Wahlgang) ab.

Abstimmung

Für Annahme der Motion (Pkt. 1) Grosse Mehrheit

024/93

Postulat Bhend – Mehr ständige Kommissionen

Wortlaut des Postulats vom 25. Januar 1993

Bei der bevorstehenden Revision des Grossratsgesetzes ist die Schaffung von weiteren ständigen Kommissionen zu prüfen.
Begründung: Die heute übliche Zusammenstellung von immer neuen besonderen Kommissionen ist aufwendig und bringt wenig Kontinuität. Die Arbeit des Kantonsparlamentes wird effizienter, wenn die Geschäfte durch ständige Kommissionen vorberaten werden. Die Mitglieder dieser ständigen Kommissionen können sich mit Schwergewicht ihrem Arbeitsgebiet widmen. Ständige Kommissionen erhalten mehr Sachkompetenz, müssen sich nicht immer wieder neu organisieren und sind flexibler. Die stark beanspruchte Geschäftsprüfungskommission wird von der Vorberatung der Direktionsgeschäfte entlastet und kann sich vermehrt den übrigen Aufgaben widmen.
Es ist zu überprüfen, ob nur für einen Teil oder für alle Ratsgeschäfte ständige Kommissionen geschaffen werden sollen. Die Erfahrungen, die in den eidgenössischen Räten mit der Einführung von neuen ständigen Kommissionen gemacht wurden, sind bei den Vorarbeiten miteinzubeziehen.

(47 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Büros des Grossen Rates vom 18. März 1993

1. Ein Parlament muss die ihm durch Verfassung und Gesetzgebung übertragenen Befugnisse wirksam wahrnehmen können. Kommissionen dienen zur Vorbereitung der Beratungen des Grossen Rates. Sie nehmen deshalb eine Schlüsselrolle in der parlamentarischen Willensbildung ein. Die Ausgestaltung des Kommissionensystems hat sich primär an der Zielsetzung hoher Wirksamkeit auszurichten.
2. Der Grosse Rat wird durch die neue Verfassung in seinen Befugnissen, seiner Verantwortung und seiner Stellung aufgewertet. Der Grosse Rat muss abklären, ob das heutige Kommissionensystem den damit verbundenen Entwicklungen Rechnung trägt. Änderungen sind in Aussicht zu nehmen, wenn das heutige System den Aufgaben und Anforderungen der nächsten Jahre nicht mehr gerecht wird.
3. Das heutige Kommissionensystem ist das Ergebnis der Parlamentsreform 1988/89. Die Besondere Untersuchungskommission diagnostizierte in ihrem Bericht von 1986 Schwachstellen in den Bereichen der parlamentarischen Verwaltungskontrolle und Finanzaufsicht. Sie verlangte eine Zweiteilung der Staatswirtschaftskommission und eine bessere Instrumentierung der Aufsichtskommissionen. Der Grosse Rat folgte den Forderungen der BUK; die Parlamentsreform erfüllte den Auftrag.
4. Es gab vor der Parlamentsreform drei Kommissionen, welche die Aufgaben, Vorlagen, Geschäfte eines spezifischen Sachbereichs der Verwaltung vorberieten: Die Kantonalbank-, die Verkehrs- und die Energiekommission (vgl. Art. 40–42 der GO vom 16. 2. 1983). Die Kantonalbankkommission beriet die Geschäfte der Kantonalbank, für die der Grosse Rat zuständig war, vor. Die Verkehrskommission behandelte die den Verkehr betreffenden Geschäfte und Finanzierungsgeschäfte, während die Energiekommission zusätzlich zu den Ausgabenbeschlüssen auch noch Berichte, Leitsätze, Konzessionsgesuche, Gesetzgebungsvorlagen usw. vorberiet. Der Grosse Rat hob die drei ständigen Kommissionen im Zuge der Parlamentsreform auf.
5. Die Parlamentsreform 1988/89 änderte dagegen nichts am Grundsatz, wonach Gesetzgebungsvorlagen in der Regel durch besondere Kommissionen vorzuberaten sind (vgl. Art. 45 GO). Allerdings besteht je länger je mehr die Tendenz, Erlasse den beiden Aufsichtskommissionen – Geschäftsprüfungskommission und Finanzkommission – zur Vorberatung zuzuweisen. Eine Zuweisung, die aus Effizienz-, Termin- und Kostenüberlegungen erfolgt.
6. Die Kernaufgaben einer Geschäftsprüfungskommission sind die Kontrolle der Geschäftsführung von Regierung und Verwaltung sowie die Kontrolle der Wirksamkeit der Verwaltungstätigkeit. Die Behandlung der Ausgabenbeschlüsse, vieler Grossratsbeschlüsse und verschiedener Erlasse schränkt die Geschäftsprüfungskommission in ihrer Geschäftsprüfung ein. Die Übertragung der Vorberatung von Direktionsgeschäften und Erlassen an Sachbereichskommissionen könnte ein Beitrag zur verstärkten Wahrnehmung der Kontrollfunktion durch die GPK sein.
7. Will der Grosse Rat in den Bereichen der politischen Planung und der Gesetzgebung seinen Sachverstand erhöhen, bietet sich das Instrument der ständigen Sachbereichskommission an. Diese erlaubt es Kommissionsmitgliedern, sich zu spezialisieren, und sie ermöglicht es Spezialistinnen und Spezialisten der Fraktionen, ihr Wissen gezielt einzusetzen.
8. Die Schaffung von ständigen Kommissionen für einen Teilbereich der Verwaltungstätigkeit wäre allerdings inkonsequent. Damit erhielte ein Teilbereich eine andere Stellung als andere Teilbereiche. Die unterschiedliche Behandlung ist sachlich kaum zu rechtfertigen, besteht doch für alle Bereiche derselbe Handlungsbedarf nach mehr Sachverstand, besserer Mitwirkung des Parla-

mentes an der Gesetzgebung und der politischen Planung. Hinzu kommt, dass mit einer partiellen Lösung die saubere Trennung der Aufgabenbereiche von GPK und Sachbereichskommissionen nicht vorgenommen würde. Die GPK müsste weiterhin Kreditgeschäfte einzelner Direktionen vorberaten und könnte sich deshalb nicht vollumfänglich ihren Kontrollaufgaben widmen.
9. In vielen Parlamenten grösserer und kleinerer Staaten erfolgt die Arbeitserledigung überwiegend oder ausschliesslich durch ständige Kommissionen, Ausschüsse, Komitees usw.
10. Das Kommissionensystem des Bundes wurde im Rahmen der letzten Parlamentsreform 1991 geändert. Neben der Finanz- und der Geschäftsprüfungskommission wurde ein flächendeckendes System von zehn ständigen Kommissionen aufgebaut, welche die Gesetzgebungs- und Initiativfunktion des Parlamentes stärken sollen.
11. Das Kommissionenwesen der Kantone ist ein Spiegelbild des helvetischen Föderalismus. Generell kann festgehalten werden, dass in anderen Kantonen genauso wie heute im Kanton Bern ein System mit ständigen und besonderen (Spezial-/ad hoc-) Kommissionen besteht. Unterschiede gibt es in bezug auf die Grösse und Ausgestaltung des Systems ständiger Kommissionen. Einige Kantone kennen neben den Aufsichtskommissionen eine Vielzahl von Sachbereichskommissionen; andere beschränken sich auf ein Minimum. Ein System mit flächendeckenden Sachbereichskommissionen findet sich auf der Ebene der Kantone nicht (vgl. Stadlin: Die Parlamente der Schweizer Kantone, synoptische Tabelle XI).
12. Der Vernehmlassungsentwurf für eine Teilrevision des Grossratsgesetzes enthält als Variantenvorschlag die Verankerung von fünf flächendeckenden Sachbereichskommissionen. Der Grosse Rat wird anlässlich der Beratungen der Vorlage Gelegenheit haben, sich mit dem Anliegen von Grossrat Bhend auseinanderzusetzen.
Antrag: Annahme des Postulats

Matti. Si je prends aujourd'hui la parole au nom du parti radical, c'est pour m'opposer à la création de nouvelles commissions permanentes et à leur inscription dans la loi sur le Grand Conseil. Mon opposition à cette proposition est motivée par plusieurs arguments.
Tout d'abord, il faut relever que par le passé de telles commissions ont existé, par exemple énergie ou transports, et que, si on les a supprimées, c'est qu'il y avait bien une raison. Pourquoi aujourd'hui revenir en arrière, alors que rien ne le justifie? Surtout, je suis d'avis que la création de commissions permanentes aura une conséquence grave, qui sera de créer deux catégories de députés, ceux qui sont dans les commissions et ceux qui ne le sont pas. D'un côté, en quelque sorte, les spécialistes et, de l'autre, les amateurs. Cela n'est, à mon avis, pas souhaitable, car les députés se doivent d'être polyvalents et si possible au courant de tous les problèmes de ce canton. Autre argument qui milite contre ces commissions permanentes: c'est le fait que les mandats dans de telles commissions devraient obligatoirement s'étendre sur une législature au moins. Dans ce contexte – on rejoint ce que j'ai dit tout à l'heure – ce blocage des mandats pour une durée d'au moins quatre ans entraînera obligatoirement une spécialisation qui n'est pas souhaitable. Je suis d'accord avec mon collègue Bhend quand il parle de rechercher un maximum d'efficacité dans le travail de préparation du parlement, mais je diverge totalement sur les moyens d'obtenir cette efficacité accrue. Personnellement, je vois dans l'instauration de commissions permanentes un surcroît de paperasses administratives, mais en aucun cas un meilleur rendement du travail parlementaire.
C'est pourquoi je vous demande de rejeter le postulat.

Zesiger. Die Haltung der SVP-Fraktion bezüglich dieses Postulats ist sehr «durchzogen». Die Fraktion hat dem Postulat sehr knapp, bei vielen Enthaltungen zugestimmt. Im Rahmen der Vernehmlassung zur Revision des Grossratsgesetzes hat sie sich hingegen mehrheitlich gegen die Einführung von Sachbereichskommissionen ausgesprochen. Die einen erhoffen sich von derartigen Kommissionen mehr Sachkompetenz, die anderen befürchten, dass sich die Kompetenzen dieser Kommissionen überschneiden würden. Die SVP-Fraktion unterstützt also das Postulat mit einer hauchdünnen Mehrheit. Dies könnte einer Stimmfreigabe gleichkommen.

Hess. In der FL/JB-Fraktion wurden ebenfalls verschiedene Argumente gewichtet und gegeneinander abgewogen. Nach unserer Meinung ist das Postulat eher abzulehnen. Ich habe in den Jahren 1986 bis 1990 meine Erfahrungen mit Sachbereichskommissionen gemacht. Wenn beispielsweise die Verkehrskommission eine Lösung vorschlug, war es kaum mehr möglich, im Rat als kleine Gruppierung eine andere Lösung zu vertreten. Die Sache war gelaufen. Ich habe auch erlebt, dass die Ratsmitglieder in Erst- und Zweitklassparlamentarier eingeteilt wurden. Diese Gefahr hat uns unter anderem dazu bewogen, das Postulat abzulehnen. Um Kompetenzprobleme zu vermeiden, müsste gegebenenfalls ein flächendeckendes Netz von ständigen Kommissionen eingeführt werden. Jeder Direktion müsste eine Kommission zugeteilt werden, damit die GPK auch wirklich von den Direktionsgeschäften entlastet würde. Aufgrund der neuen Verfassung, insbesondere der Finanzkompetenzerhöhung des Regierungsrates werden die FIKO und die GPK etwas entlastet. Wir sollten jetzt einmal abwarten und beobachten, wie stark diese Kommissionen zukünftig entlastet werden.
Letzte Woche hat sich folgendes ereignet: Eine vorberatende Grossratskommission tagte, um eine Dekretsänderung zu diskutieren. Das Wort verlangte niemand, die Beratung dauerte sechs Minuten. 21 Leute sind für diese kurze Sitzung nach Bern gefahren. So etwas ist störend und ist zukünftig zu vermeiden. Wir fragten uns, ob der unterlaufene Fehler nicht im organisatorischen Bereich zu suchen ist. Änderungen, die wirklich unbestritten sind, weil sie beispielsweise bereits im Rahmen der Verfassungsdiskussion abgesegnet wurden, sollten anschliessend an einer Plenumssitzung beraten werden. Mit organisatorischen Verbesserungen könnten derartige Vorfälle vermieden werden, ohne dass wir Sachbereichskommissionen einführen.

Bhend. Wie Herr Hess bereits erwähnt hat, kamen letzte Woche 21 Kommissionsmitglieder speziell zusammen, um nur sechs Minuten zu tagen. Vorher wurde in den Fraktionen besprochen, wer in die Kommission abgeordnet wird, das Büro des Grossen Rats ernannte schliesslich die Kommission und wählte deren Präsidium. Die Infrastruktur musste aufgebaut, Termine mussten festgesetzt werden. Das Sekretariat und die Mitglieder mussten dokumentiert werden. Die Leute reisten an und wieder ab. Es war nicht das erste Mal, dass sich so etwas zugetragen hat. Die Kommission hätte

ohne weiteres mehrere gleichartige Geschäfte vorberaten können, wie dies auch bei den ständigen Kommissionen üblich ist. Wie Sie dem Sessionsprogramm entnehmen können, werden unter der Ruprik «Bestellung von Kommissionen» verschiedene Geschäfte den ständigen Kommissionen zugewiesen. Die Zuteilung entspricht aber nicht dem Pflichtenheft der betreffenden Kommissionen. Die GPK und die FIKO haben eigentlich nicht die Aufgabe, Gesetze vorzuberaten. Es ist klar, warum diese trotzdem damit beauftragt werden. Ich möchte dieses Vorgehen auch nicht kritisieren. Es handelt sich um kleine, unkomplizierte Vorlagen, die vernünftigerweise von einer ständigen Kommission vorzuberaten sind. Es manifestiert sich hier aber das Bedürfnis nach ständigen Kommissionen. Wenn Sie anderer Meinung sind, müssen Sie mir erklären, wie man dieses Problem anders angehen soll. Die gegenwärtige Handhabung ist nicht korrekt. Den Aufsichtskommissionen werden Aufgaben übertragen, die eigentlich nicht in ihren Zuständigkeitsbereich fallen. Sie haben sich nicht um diese zusätzlichen Aufgaben gerissen; sie haben sie übernommen, um dem Grossen Rat einen Dienst zu erweisen. Ständige Sachbereichskommissionen haben wesentliche Vorteile, die Nachteile wurden heute bereits erwähnt. Werden derartige Kommissionen eingesetzt, kann der zeitliche Ablauf der Beratung eines Geschäfts wesentlich beschleunigt werden. Eine vorbestehende Kommission mit einem festen Sitzungsrhythmus kann Geschäfte in kürzerer Zeit behandeln. Ihre Effizienz ist grösser als diejenige der eigens eingesetzten Kommissionen. Wer bereits einmal eine Kommission präsidiert hat, weiss, mit welchem Arbeitsaufwand die Organisation der ganzen Infrastruktur für eine Sitzung verbunden ist.

Das geltende System ist etwas vorsintflutlich. Es ist eine Illusion zu meinen, ein Grossrat könne auf jedem Gebiet kompetent sein. Jedes Ratsmitglied spezialisiert sich bis zu einem gewissen Grad, was vernünftig ist. Diese Grundtendenz ist weiterzuverfolgen, indem wir ständige Sachbereichskommissionen einführen. Die Kommissionen werden sich ein Fachwissen aneignen können und werden Ansprechpartner für die Regierung sein. Heute hat die Regierung im Rat keine direkten Ansprechpartner, ausser die GPK, FIKO und JUKO. Das Parlament würde durch eine feste Aufgabenverteilung gestärkt. Es könnte auch bei längerfristigen Angelegenheiten mitsprechen, was heute nicht möglich ist, weil in der Regel keine entsprechende Kommission zuständig ist.

Der Grosse Rat ist ein Milizparlament und wird es auch bleiben. Der Milizgedanke spricht aber nicht gegen die Einführung ständiger Sachbereichskommissionen. Das neue Kommissionssystem muss ja nicht auf die Spitze getrieben werden. Es geht lediglich darum, dem unbefriedigenden Zustand etwas entgegenzuwirken.

Ich reichte mein Postulat im Januar 1993 ein. Im Februar beschlossen wir, das Grossratsgesetz zu revidieren. In der Revisionsvorlage wird die Einführung von Sachbereichskommissionen vorgeschlagen. Meine Grundidee deckt sich mit dem Revisionsvorschlag. Ich verwende nur andere Begriffe. Schlagen Sie die Tür zur Revision des Grossratsgesetzes jetzt nicht zu und unterstützen Sie mein Postulat.

Einige Bemerkungen zu den Argumenten meiner Vorredner: Herr Hess wies auf seine schlechten Erfahrungen mit den Sachbereichskommissionen in der Zeit vor 1990 hin. Es handelte sich damals aber nicht um eigentliche Sachbereichskommissionen, sondern beispielsweise um eine Verkehrskommission, die nur gerade für den engen Bereich Verkehr zuständig war. Die in der Revision vorgeschlagenen Kommissionen decken aber jeweils einen grösseren Bereich ab, weshalb der Vergleich nicht ganz stichhaltig ist. Herr Matti hat Bedenken geäussert, weil der Papierberg grösser werde. Meines Erachtens wird der Papierberg aber kleiner. Mit der Einführung zusätzlicher ständiger Kommissionen wird die Organisation vereinfacht. Herr Zesiger wies auf das Problem der Kompetenzüberschneidungen hin: Die Zuständigkeitsbereiche der neuen Kommissionen können klar umschrieben werden, so dass sich dieses Problem gar nicht stellt. Bedenken Sie doch die unklare Zuständigkeitsordnung, die wir gegenwärtig haben. Wie bereits erwähnt, müssen gewisse ständige Kommissionen Aufgaben übernehmen, die in ihrem Pflichtenheft nicht erwähnt sind.

Mein Postulat ist im Prinzip mit der Revisionsvorlage zum Grossratsgesetz bereits erfüllt. – Ich bitte Sie, meinem Postulat zuzustimmen.

Abstimmung

Für Annahme des Postulats	60 Stimmen
Dagegen	54 Stimmen

Schluss der Sitzung um 16.29 Uhr

Die Redaktorinnen:

Catherine Graf Lutz (f)
Annette Fröhlicher (d)

Zweite Sitzung

Dienstag, 4. Mai 1993, 9.00 Uhr

Präsidentin: *Eva-Maria Zbinden-Sulzer,* Ostermundigen

Präsenz: Anwesend sind 178 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aebi, Albrecht, von Allmen, Bay, Berthoud, Brawand, Flück-Lehner, Gallati, Houriet, Hügli, Imdorf, Kilchenmann, Lüthi, Margot, Schwander, Sidler (Port), Sidler-Link, Siegenthaler (Oberwangen), Sinzig, Verdon, Walker, Wehrlin.

Petitionen und Eingaben

Allenbach, Präsident der Justizkommission. Die Justizkommission hat an ihrer Sitzung vom 30. März 1993 folgende Eingaben in Anwendung von Artikel 57 Absatz 4 des Grossratsgesetzes direkt erledigt: 1. Eingabe von Herrn Ulrich Frauchiger, Madiswil, vom 14. November 1992 und 12. März 1993; 2. Eingabe von Frau Magdalena Beyeler, Bern, vom 3. März 1993; 3. diverse Eingaben von Herrn Henri Rupp, Genf; 4. Eingabe von Herrn Werner Schär, Hergiswil, vom 22. Januar 1993; 5. Eingabe von Herrn Ernst Zwahlen, Heitiboden, vom 3. Februar 1993; 6. Eingabe von Frau R. Fuhrer-Mahler, Arch, vom 9. März 1993. – Die Ratsmitglieder können die Akten bei der Staatskanzlei einsehen. Ich bitte Sie um Kenntnisnahme.

038/93

Dringliche Interpellation Jenni (Bern) – Bettelbriefe von Mitgliedern des Regierungsrates an Staatszulieferer zugungsten ihrer Parteien

039/93

Dringliche Motion Jenni (Bern) – Antrag auf Einsetzung einer Parlamentarischen Untersuchungskommission (PUK) gemäss Artikel 25 des Grossratsgesetzes und Artikel 49 der Geschäftsordnung in Verbindung mit Artikel 62 der Geschäftsordnung

Wortlaut der Interpellation vom 9. Februar 1993

Wie dem «Bund» Nr. 144/32 vom 9. Februar 1993 entnommen werden kann, hat Herr Regierungsrat Dr. Ueli Augsburger ein offizielles Schreiben der SVP-Sektion Bern-Innenstadt, ausgehend von deren Präsidenten Daniel von Känel, mitunterzeichnet, mit welchem die Firma Ascom über deren PR- und Informationschef um eine Spende für eine Veranstaltung dieser SVP-Sektion angefragt wurde.
Nun handelt es sich bei der Firma Ascom bekanntermassen um einen häufigen Zulieferer und Auftragsempfänger des Staates Bern, dem es einfühlendermassen schwer fallen dürfte, derartigen Parteispendenbitten des kantonalen Finanzdirektors abweisend zu begegnen. Die Spende wurde denn auch geleistet, und dieser Sachverhalt kam dank interner Kontroversen der SVP ausnahmsweise auch an den Tag.
Angesichts der Selbstverständlichkeit, mit der die Betroffenen das Vorkommnis werten (tatsächlich wird nur die angebliche Eigenmächtigkeit des SVP-Sektionspräsidenten als irregulär empfunden), ist die Annahme naheliegend, dass es sich um keinen Einzelfall handelt. Derartiges Verhalten, zum System erhoben, wird gegenwärtig in Italien im Rahmen der Untersuchungen «mani pulite» unter dem Stichwort «Tangentopoli» unter die Lupe genommen. Das bernische Vorkommnis unterscheidet sich davon qualitativ nicht wesentlich.
Der Regierungsrat wird deshalb um die dringliche Beantwortung folgender Fragen gebeten:
1) Wie qualifiziert er das Verhalten des Finanzdirektors?
2) Was gedenkt er zu tun, um vergangene derartige Vorkommnisse abzuklären und deren Wiederholung in Zukunft zu unterbinden?
3) Inwieweit gedenkt er strafrechtliche Aspekte dieses Verhaltens zur Anzeige zu bringen?
4) Ist er bereit, der Einsetzung einer Parlamentarischen Untersuchungskommission (PUK) zuzustimmen, die derartige Vorkommnisse abzuklären hat?
5) Erscheint ihm ein Regierungsratsmitglied, das sich solcher Umtriebigkeiten befleissigt, weiterhin als tragbar?

Schriftliche Antwort des Regierungsrates vom 21. April 1993

1. Allgemeines
Das vom Interpellanten angesprochene Schreiben vom 6. Juli 1992 der SVP-Stadt Bern, Sektion Innenstadt, an die Ascom AG, das durch Herrn Regierungsrat Dr. U. Augsburger unterzeichnet ist, hat folgenden Wortlaut: «Bezugnehmend auf unser Gespräch erlaube ich mir, mit einer Bitte an Sie zu gelangen. Meine Sektion SVP Innenstadt führt am 24. August 1992 im ‹National› eine öffentliche Veranstaltung mit Herrn Nationalrat Dr. Christoph Blocher zum Thema ‹EWR/EG: Ja oder nein?› durch. Die Saalmiete allein kostet rund 1000 Franken, und die Sektion möchte noch einige Inserate in Tageszeitungen erscheinen lassen, um mit dieser Veranstaltung eine breite Öffentlichkeit anzusprechen. Darf ich nun mit der Bitte an Sie gelangen, dass Ihre Unternehmung der Sektion einen substantiellen Kostenbeitrag beisteuert in der Meinung, dass Sie eine offene Diskussion zu diesem Thema unterstützen. Für wohlwollende Prüfung dieses Gesuches danke ich Ihnen im Namen der Sektion recht herzlich.»
Es handelt sich nicht um eine bedingungslos gewährte Parteispende, sondern um einen Unkostenbeitrag für die Durchführung einer öffentlichen politischen Veranstaltung im Hinblick auf eine eidgenössische Abstimmungsvorlage.
2. Die einzelnen Fragen können aufgrund der obenstehenden Ausführungen wie folgt beantwortet werden:
Ziffern 1 und 5: Es ist nicht Sache des Regierungsrates, parteipolitische Aktivitäten seiner Mitglieder zu beurteilen.
Ziffern 2 und 3: Die Sachlage ist geklärt. Weitere Massnahmen sind nicht erforderlich.
Ziffer 4: Der Brief an die Ascom AG und die entsprechenden Fakten sind bekannt. Nach Ansicht des Regierungsrates sind Abklärungen durch eine parlamentarische Untersuchungskommission nicht erforderlich. Der Entscheid in dieser Sache liegt beim Grossen Rat.

Wortlaut der Motion vom 9. Februar 1993

Wie dem «Bund» Nr. 144/32 vom 9. Februar 1993 entnommen werden kann, hat Herr Regierungsrat Dr. Ueli Augsburger unter Verwendung seiner amtlichen Eigen-

schaft einen häufigen Zulieferer und Auftragnehmer des Staates, die Firma Ascom, um eine Spende für einen Anlass der SVP-Sektion Bern-Innenstadt ersucht. Aus naheliegenden Gründen entzog sich diese Firma dem Ansinnen nicht.
Derartige Parteifinanzierungsmethoden durch Auftragnehmer des Staates werden gegenwärtig in Italien unter dem Stichwort «Tangentopoli» untersucht. Es ist kaum anzunehmen, dass hier ein Einzelfall vorliegt, und es liegt auf der Hand, dass derartige Praktiken auch hierzulande als überaus fragwürdig und für die Glaubwürdigkeit der staatlichen Institutionen gefährlich betrachtet werden müssen.
Aus diesem Grund wird die Einsetzung einer Parlamentarischen Untersuchungskommission beantragt, die derartige Praktiken durch hohe Verantwortungsträger des Staates abzuklären und Massnahmen zur Abhilfe vorzuschlagen hat.

Schriftliche Stellungnahme des Büros des Grossen Rates vom 23. April 1993

A. Einleitung
Es wird auf Buchstaben A der Antwort des Büros zum Vorstoss 041/93 Hess verwiesen.
B. Die rechtlichen Voraussetzungen zur Einsetzung einer PUK
Es wird auf Buchstaben B der Antwort des Büros zum Vorstoss 041/93 Hess verwiesen.
C. Die Haltung des Büros zur Motion Jenni (Bern)
1. Grossrat Jenni möchte aus Anlass der «Bettelbriefaktion eines Mitglieds des Regierungsrates an einen Staatszulieferer» die vermuteten Praktiken hoher staatlicher Verantwortungsträger durch eine PUK abklären und Massnahmen zur Abhilfe vorschlagen lassen.
2. Im Zentrum der Kritik des Motionärs steht die Unterschrift von Herrn Regierungsrat Augsburger unter dem Schreiben der SVP Stadt Bern Sektion Innenstadt vom 6. Juli 1992 an die Firma Ascom betreffend «Christoph Blocher im ‹National›». Darin gelangt Herr Augsburger namens der Sektion mit der Bitte an die Ascom, dass die Unternehmung der Sektion einen substantiellen Kostenbeitrag an eine öffentliche Veranstaltung zum Thema «EWR/EG: Ja oder nein?» beisteuere. Der Motionär vermutet, dass das Verhalten von Herrn Regierungsrat Augsburger kein Einzelfall ist. Er glaubt, dass andere staatliche Verantwortungsträger ebenfalls solche «Praktiken» anwenden.
3. Die Korrespondenz zwischen einer Untersektion einer Partei (Verein) und einer Firma (AG) findet im nichtstaatlichen Raum statt. Es hindert keine gesetzliche Bestimmung eine Partei, ein Spendengesuch zu stellen. Es steht einem Unternehmen offen, für eine Partei zu spenden. Die Tatsache, dass ein Regierungsmitglied das Schreiben unterzeichnet hat, macht das Ereignis nicht automatisch zu einem Vorkommnis der Staatsverwaltung. Herr Regierungsrat Augsburger ist Mitglied der SVP der Stadt Bern. Aufgrund seines Wohnortes gehört er der Untersektion Bern Süd an. In seiner Eigenschaft als Parteimitglied kann er unterschreiben. Weil sein Name in der Öffentlichkeit bekannt ist, bietet seine Unterschrift aus der Sicht der Untersektion eher Gewähr dafür, dass ein Unternehmen spendet. Eher ungewöhnlich mutet es prima vista an, wenn das Mitglied einer Untersektion das Spendengesuch für einen Anlass unterzeichnet, der von einer anderen Untersektion organisiert wird. Man erwartet im Normalfall die Unterschrift eines Funktionsträgers – Sektionspräsident oder Sektionsvorstandsmitglied gemäss Statuten – der organisierenden Untersektion auf dem Brief. Aufgrund der Äusserung des Sektionspräsidenten der Untersektion, Daniel von Känel, gegenüber der Zeitung «Der Bund» kann gesagt werden: Die Unterschrift des Finanzdirektors unter das Schreiben an die Ascom verschaffte der Untersektion eine Spende, welche diese im Falle einer anderen Unterschrift nicht in dem Umfang erhalten hätte.
4. Die Motion Jenni (Bern) verlangt eine PUK in einer Angelegenheit, die zurzeit nicht Gegenstand von Abklärungen des Parlamentes ist. Bei der Motion wäre es also denkbar, die Bearbeitung der Fragen der Aufsichtskommission zu überlassen. Die Geschäftsführung des Regierungsrates und der Verwaltung fällt in den Kontrollbereich der GPK (vgl. Art. 21 GRG). Das Büro gab deshalb der Kommission Gelegenheit zur Stellungnahme. Mit Schreiben vom 23. März 1993 lud die Ratspräsidentin die GPK ein, ihre Haltung zum Vorstoss bekanntzugeben. Die GPK verschliesst sich Abklärungen nicht grundsätzlich.
5. Das Büro ist der Auffassung, dass im vorliegenden Fall die Voraussetzungen für das Einsetzen einer PUK nicht vorliegen. Es handelt sich nicht um ein Ereignis von grosser Tragweite. Es liegt kein Ereignis der Staatsverwaltung vor. Es sind im Moment keine weiteren Anhaltspunkte erkennbar, die auf eine weitverbreitete «Bettelbrief-Praxis» hoher Verantwortungsträger der Staatsverwaltung schliessen lassen. Das Büro ist aus diesen Gründen gegen eine besondere Klärung der Frage durch eine PUK.
6. Das Büro ist sich bewusst, dass nicht alle Zweifel ausgeräumt sind. Es erwartet deshalb, dass die GPK im Rahmen ihrer Zuständigkeiten und Kompetenzen Abklärungen über den Problemkreis vornimmt.
D. Antrag
Das Büro beantragt dem Grossen Rat, die Motion 039/93 Jenni (Bern) sei abzulehnen.

Präsidentin. Wir behandeln die beiden Vorstösse von Herrn Jenni gemeinsam.

Jenni (Bern). Es handelt sich nicht um ein Ereignis von grosser Tragweite. Eigentlich ist gar nichts passiert. Ein Altersheimverwalter hat einer Firma, die als Lieferantin für seine Institution in Frage kommt, geschrieben, sie möge doch so gut sein und seine Partei mit einer entsprechende Spende berücksichtigen. Die Untersuchung dieses Vorfalls unter dem Titel «mani pulite» in Milano trug zur Aufdeckung des grossen Skandalkomplexes bei, der, wie Sie alle wissen, in Italien gegenwärtig unter dem Namen «Tangentopoli» unter die Lupe genommen wird. Welche Folgen dies hatte und was alles dabei herausgekommen ist, wissen Sie ebenfalls. Also kein Ereignis von grosser Tragweite? Es handle sich im vorliegenden Fall um kein Ereignis von grosser Tragweite, schreibt das Büro des Grossen Rates. Was ist passiert? Der Finanzdirektor des Kantons Bern schreibt einer Firma, die als Lieferantin für den Kanton Bern in Frage gekommen ist und weiterhin kommen wird, ob sie so gut sein würde, einer Sektion seiner Partei einen Betrag für die Organisation einer Veranstaltung zu überweisen. Kein Ereignis von grosser Tragweite? Keine denkbaren Parallelen? Wie will das Büro wissen, wenn es die Forderung nach einer Untersuchung ablehnt, ob das Ereignis nicht die klassische Spitze des Eisbergs sei? War nicht auffällig, mit welcher Selbstverständlichkeit der Brief geschrieben und mit welcher Selbstverständlichkeit erwar-

tet wurde, dass dadurch eine Spende erwirkt werden kann? Wer ist in der Lage zu sagen, ob nicht weitere solche Briefe geschrieben wurden, da sie doch hierzulande mit einer solchen Selbstverständlichkeit betrachtet werden? Sogar dem Büro scheint es nicht wohl zu sein, und der GPK ist, wie ich weiss, noch weniger wohl bei dieser Angelegenheit. Das Büro schreibt in seiner Antwort, weil der Name der betreffenden Person – Finanzdirektor Ueli Augsburger – in der Öffentlichkeit bekannt sei, «bietet seine Unterschrift eher Gewähr dafür, dass ein Unternehmen spendet», darum ging es ja wohl schliesslich. «Die Unterschrift des Finanzdirektors unter das Schreiben an die Ascom verschaffte der Untersektion eine Spende, welche diese im Falle einer anderen Unterschrift nicht in dem Umfang erhalten hätte.» Kann man da wirklich behaupten, wie es das Büro tut, das sei parteipolitisches, also sozusagen privates Handeln? Als Herr Craxi bestimmten Zulieferern des Staates schrieb, es wäre vielleicht gut, wenn sie seiner Partei Spenden zukommen liessen, so tat er dies nicht als Vertreter des italienischen Staats, sondern als sogenannte Privatperson. Kein staatliches Handeln? Kein Bezug zu staatlichem Handeln? Meinen Sie nicht auch, solche Interpretationen wirken leicht lächerlich?
Die GPK war durchaus für Vorabklärungen in diesem Fall. Das wäre sachlich geboten gewesen. Die GPK ist sogar der Meinung, es sei ein politischer Entscheid, wenn das Büro Ablehnung der Motion beantrage – ein politischer Entscheid, der offenbar dazu dient, Verhaltensweisen zu decken, die man aus verschiedenen, mir sehr einsehbaren Gründen nicht untersucht haben will. Wenn das Büro schreibt, es sei «sich bewusst, dass nicht alle Zweifel ausgeräumt sind», frage ich mich, weshalb es dann das, was die Spitze eines Eisbergs sein kann, nicht untersuchen lassen will. Vor vielen Jahren hat mir ein Universitätsprofessor gesagt, es gebe einen Unterschied zwischen der Korruption in der Schweiz und in anderen Ländern. In gewissen anderen Ländern werde Korruption von luschen Figuren mit leicht mafiosem Einschlag und Einfluss betrieben; in der Schweiz hingegen sei dies nicht der Fall, hier werde Korruption von durchaus honorigen Männern betrieben, die es gut meinten. Offenbar stimmt dieser Unterschied, und offenbar will man deswegen keine Untersuchung. Aus dem gleichen Grund findet auch die Regierung in ihrer lausigen Antwort auf meine Interpellation, «es sei nicht Sache des Regierungsrates, parteipolitische Aktivitäten seiner Mitglieder zu beurteilen. Die Sachlage ist geklärt.» Das Büro sagt gleichzeitig, es blieben noch Zweifel offen. Also ist offenbar geklärt, dass Zweifel offen bleiben. Aber untersuchen will man die Sache trotzdem nicht. Solche Verhaltensweisen sind nicht sehr vertrauensbildend in bezug auf diesen Staat; die Bevölkerung hat kein Verständnis dafür, und sie müssen unbedingt untersuchen werden. Auch wenn die 1000 Franken für die Untersektion der SVP Stadt Bern nicht alle Welt gewesen sind, muss man doch sagen: Genau bei solchen Dingen fängt es an. Man schreibt solche Briefe, weil man weiss, dass der betreffende Betrieb fast spenden muss, da er ja nicht weiss, ob ihm sonst Nachteile erwachsen könnten oder er in ein schlechtes Licht gestellt würde. Was der eine tut, macht der andere auch, das Unrechtsbewusstsein schwindet – man sieht ja im vorliegenden Fall, dass kein Unrechtsbewusstsein vorhanden ist, bei der Regierung schon gar nicht, bei Regierungsrat Augsburger offensichtlich auch nicht, und dem Büro ist es nicht unbedingt wohl, aber das Unrechtsbewusstsein ist auch da nicht geweckt. Genau so aber entsteht das System der Staatskorruption, entstehen Systeme, wie sie in Italien unter dem Namen «Tangentopoli» jetzt untersucht werden: Alle Beteiligten meinten letztlich, es sei an sich nichts Schlimmes, jeder mache es, und es sei normal. Das unterhöhlt das Vertrauen in den Staat, in die Regierung und stösst bei der Bevölkerung nicht mehr auf Verständnis.
Ich bitte Sie ernsthaft, diesen Fall zu untersuchen, zu untersuchen, ob nicht, wie sogar die GPK in ihrer Stellungnahme schreibt, die Spitze eines Eisberges vorliegen könnte, und ganz klar zu machen, dass es sich allenfalls um einen Einzelfall handelt und demzufolge als Einzelfall behandelt wird. Die entsprechenden Abklärungen müssen erfolgen, damit solche Verhaltensweisen nicht einreissen und das Vertrauen in den Staat nicht unterminiert wird. Ich bitte Sie also, Vorabklärungen einzuleiten, eine PUK einzusetzen. Es handelt sich nicht um ein parteipolitisches, sondern um ein staatliches Handeln, und es ist nicht ein Ereignis von geringer Tragweite, sondern es kann der Anfang von Ereignissen von sehr grosser Tragweite für den Staat sein.

Bieri, Sprecher des Büros des Grossen Rates. Die Antwort auf die Motion Jenni (Bern) ist vom Ratssekretariat zusammen mit dem Büro des Grossen Rates ausgearbeitet worden. Da sie ausführlich ausgefallen ist, erübrigt es sich, die einzelnen Punkte zu wiederholen. Immerhin möchte ich auf den Vorwurf Herrn Jennis eingehen, wonach das Büro die Angelegenheit nicht untersuchen wolle. So kann man diesen Vorwurf nicht stehenlassen. Das Ratssekretariat und das Büro kamen nach reiflicher Prüfung der Angelegenheit zum Schluss, dass die Voraussetzungen für die Einsetzung einer besonderen Untersuchungskommission in keiner Art und Weise erfüllt sind. Andrerseits können wir heute, soweit wir die Angelegenheit kennen, auch nicht die allerletzten Zweifel ausräumen. Deshalb wünschten wir, dass sich die Geschäftsprüfungskommission im Rahmen ihrer Zuständigkeit und Kompetenzen der Angelegenheit annimmt und Abklärungen trifft. Der Präsident der GPK, Herr Fritz Baumann, hat uns dies zugesichert. Wir meinen deshalb, es seien jetzt zunächst diese Abklärungen abzuwarten. Sollte wider Erwarten doch noch Handlungsbedarf für eine PUK entstehen, kann immer noch darauf zurückgekommen werden. Jetzt aber, ich wiederhole es, sind die Voraussetzungen für die Einsetzung einer PUK nicht erfüllt. Deshalb bitte ich Sie im Namen des Büros, die Motion Jenni (Bern) abzulehnen.

Präsidentin. Herr Jenni ist von der Antwort des Regierungsrates auf seine Interpellation nicht befriedigt. Wir stimmen über die Motion Jenni (Bern) ab.

Abstimmung

Für Annahme der Motion	Minderheit
Dagegen	Mehrheit

Lotteriegesetz

Beilage Nr. 22

Zweite Lesung

Präsidentin. Kommissionspräsident Bieri verzichtet auf das Wort.

Detailberatung

Art. 1 – 24

Angenommen

Art. 24 (neu)

Antrag Gilgen-Müller

Marginale. Lottospielzeiten
Es kann von Oktober bis Ende März Lotto gespielt werden.

Gilgen-Müller. Ich habe mir erlaubt, in der Kommission einen Eventualantrag zu stellen, der dann sehr knapp, mit 10 zu 9 Stimmen, abgelehnt wurde. Deshalb fände ich es gut, wenn auch im Grossen Rat darüber diskutiert würde.
Ich brauche wohl nicht wieder bei Null anzufangen und zu sagen, dass die Spielleidenschaft nicht unbedingt ein förderungswürdiges Laster ist. Ich habe andere Bedenken. Als Präsidentin einer Dachorganisation von Vereinen in Ostermundigen stellte ich den Vereinen im Rahmen einer Umfrage speziell die Frage, was sie von der Idee hielten, das ganze Jahr über Lotto spielen zu können. Dabei stellte sich folgendes heraus – damit argumentierten wir auch in der Kommission: Die kleinen Vereine schliessen sich mehr und mehr zusammen – ein Jodlerklub mit 10 bis 20 Leuten beispielsweise kann ja unmöglich allein ein attraktives Lotto organisieren –, und entsprechend werden dann die Säle zugeteilt. Kann man nun das ganze Jahr über Lotto spielen, so befürchten die kleinen Vereine, in einer schlechten Zeit Lotto spielen zu müssen, also beispielsweise in den Sommermonaten, in den Herbstferien usw. In den Antworten sagten die Vereine denn auch ganz deutlich, sie wären froh, wenn die Spielzeiten ausgedehnt werden könnten, damit die Saalbelegungen besser koordiniert werden können; aber sie möchten auf keinen Fall damit rechnen müssen, schlechte Lottozeiten zugeteilt zu erhalten. Deshalb seien die Monate Oktober bis März für das Lottospielen vorzusehen. Dieses Anliegen habe ich nun mit meinem Antrag aufgenommen. Ich bitte Sie, dem zuzustimmen. Soviel ich weiss, wurden auch in den letzten Jahren kaum Gesuche um Verlängerungen gestellt, obwohl dies möglich gewesen wäre.

Schneider. Ich rede nicht im Namen der SP-Fraktion, sondern als Einzelsprecher und Kommissionsmitglied. Ich war bereits in der Kommission der Meinung, Artikel 24 passe nicht mehr in die heutige Gesetzgebungslandschaft. Es ist ein Anachronismus, in einer Zeit, da das Spielbankenverbot aufgehoben wurde, dem Spielteufel ein Bein stellen zu wollen, indem zeitliche Beschränkungen im Gesetz verankert werden. Bis jetzt waren nur die Monate Oktober und November und ausnahmsweise noch der Januar für Lottospiele vorgesehen. Frau Gilgen möchte jetzt die Spielzeit auf das sogenannte Winterhalbjahr, also die Monate Oktober bis und mit März, ausdehnen – das Winterhalbjahr beginnt eigentlich am 21. September und endet am 21. März. Ich frage mich: Kann sich jemand vorstellen, dass ein Verein ausserhalb dieser sechs Monate Lotto spielen will? Wenn ich an die Situation in meinem Dorf denke, wäre es schlicht undenkbar, im Mai, Juni oder Juli, wenn die Leute sich zum Teil an den Stränden in Italien sonnen, Lotto spielen zu wollen. Es kann ja niemand, auch die Kleinen nicht, dazu gezwungen werden, im Sommer ein Lottospiel zu organisieren; das Datum können die Vereine selber festlegen, wenn sie einen Saal und das weitere organisieren können. Wichtig in diesem Gesetz sind die Artikel 19 und 21, die verhindern sollen, dass die Lottospiele weder in bezug auf Preise ausufern noch durch Profis durchgeführt werden. Eine zeitliche Einschränkung auf das Winterhalbjahr scheint mir völlig unnötig zu sein. Damit kämen wir nur wieder in die Situation, dass ein Verein eine Ausnahme für den 30. September oder den 2. April beispielsweise beantragt, weil die Wochenenden entsprechend liegen. Das würde die Statthalterämter unnütz belasten. Lassen wir also Artikel 24, wie er ist, in der Gewissheit, dass im Sommerhalbjahr niemand Lotto spielen will.

Fuhrer. Die grosse Mehrheit der freisinnigen Fraktion ist gegen einen Artikel 24 mit zeitlichen Einschränkungen. Es genügt völlig, wenn der Regierungsstatthalter eine Bewilligung geben kann. Ich habe Verständnis für das Anliegen von Frau Gilgen. Sie sieht die Sache aber rein aus der Sicht einer bernischen Agglomeration. Im Sommer gehen die Bewohner der Stadt und Agglomeration Bern aber nicht nur an die italienischen Strände, sondern sehr oft auch in unsere Touristikgebiete, wo es, angesichts der Vielzahl von Gästen, durchaus möglich wäre, auch im Sommer ein Lotto zu organisieren. Und davon könnten die Vereine dort ganz wesentlich profitieren. Dazu kommt ein weiteres. Im «Stadtanzeiger» werden während des ganzen Jahres Car-Fahrten mit zum Beispiel «Gold-Lotto in Zofingen», «Metzger-Lotto in xy» angeboten, und daran zeigt sich doch schlicht und einfach ein Bedürfnis: Die Carfahrer gingen nicht dorthin, wenn kein Interesse dafür vorhanden wäre. Aus diesen Gründen finden die Fraktion und ich den Antrag Gilgen-Müller überflüssig. Wir brauchen wirklich nicht das hinterste und letzte vorzuschreiben.

Siegrist. Je suis d'un avis contraire à ce que Madame Gilgen a obtenu comme réponse à son amendement. J'ai personnellement mené une petite enquête auprès de nos sociétés, qui sont, elles, de l'avis qu'il ne faut pas restreindre le temps des lotos. Juste au moment où la loi fédérale sur les casinos vient de passer, il serait mauvais que le canton de Berne se singularise, encore une fois, en mettant des bornes à la pratique des lotos. C'est la raison pour laquelle je vous demande de ne pas accepter l'amendement de Madame Gilgen.

Hofer. Auch unsere Fraktion hat sich noch einmal mit dem Antrag Gilgen-Müller auseinandergesetzt, der zugegebenermassen in der Kommission ganz knapp abgelehnt worden war. Wir liessen uns dann jedoch von den Argumenten überzeugen, wonach in den verschiedenen Landesteilen unter Umständen unterschiedliche Lottospielzeiten gewählt werden. Auf dem Land werden die Termine anlässlich sogenannter Vereinskonventen manchmal für zwei Jahre im voraus festgelegt. Man sollte die Spielzeiten nun nicht mehr einschränken. Mehr Sorgen bereitet uns die Tendenz in Landgemeinden, Mehrzwecksäle vermehrt fremden Durchführern für Lottospiele zur Verfügung zu stellen. Wir bedauern diese Entwicklung, vor allem bedauern wir, dass Vereine je länger desto mehr auswärtige Firmen, allenfalls Profis, anstellen, um unter dem Namen Superlotto einen Anlass durchzuführen, wobei der Gewinn letztlich nicht in ihre eigene Kasse fliesst, sondern in jene der Profis. Ich gehe jedoch davon aus, dass die Polizeidirektion diesbezüglich «dr Märe zum Oug luegt».
Ich bitte Sie, den Antrag Gilgen-Müller abzulehnen.

Bieri, Präsident der Kommission. Der Antrag Gilgen-Müller wurde in der Kommission nach recht langen Beratungen knapp mit zehn zu neun Stimmen abgelehnt. In den Kommissionsberatungen wurden von den Unterstützern des Antrags nicht nur Überlegungen in bezug auf allfällige Spielsüchte angestellt, eine Rolle spielte vielmehr auch, dass Grosslottos den Dorfvereinen in kleineren Ortschaften Probleme schaffen würden, wenn die Spielzeiten ausgedehnt werden. Die Kommission stimmte dann jedoch der Fassung der ersten Lesung zu.

Widmer, Polizei- und Militärdirektor. Ich verstehe das Anliegen von Frau Gilgen, ähnliche Überlegungen wurden auch in der vorberatenden ausserparlamentarischen Kommission, in der Polizeidirektion und im Regierungsrat angestellt. In der ersten Lesung wurde in der Kommission für die Freigabe plädiert, der Grosse Rat stimmte dem zu. Es könnte für kleinere Gemeinden und Vereine tatsächlich Probleme geben, wenn die Spielzeiten freigegeben werden. Andrerseits sind Sie in der ersten Lesung den Überlegungen gefolgt, wonach nur das absolut Notwendige gesetzlich geregelt werden soll. Herr Hofer sagte eben, man solle dann der «Märe zum Oug luege». «Der Märe zum Oug luege» müssen natürlich auch die Gemeinden, indem sie die Gemeindesäle nicht auswärtigen Grosslotto-Veranstaltern zur Verfügung stellen.
Ich bitte Sie, dem Antrag der Kommission zuzustimmen.

Abstimmung

Für den Antrag Gilgen-Müller	41 Stimmen
Dagegen	81 Stimmen

Art. 26 – 47

Angenommen

Art. 48 Abs. 1 und 2 Bst. a – h

Angenommen

Art. 48 Abs. 2 Bst. h (neu)

Antrag Steinlin

Unterstützung der Unabhängigkeit und Vielfalt der Information.
Buchstabe h wird zu Buchstabe i usw.

Steinlin. Ich möchte zuerst meine Interessenbindungen offenlegen. Ich bin Verwaltungsratspräsident der «Berner Tagwacht». Wenn Sie jedoch Artikel 48 genauer ansehen, werden Sie feststellen, dass es hier in diesem Saal nicht manchen gibt, der nicht irgendwelche Interessen mit diesem Artikel verbinden könnte.
Ich komme etwas spät, ich weiss. Aber es hat sich eine neue Situation ergeben. Bis vor kurzem konnte man damit rechnen, dass uns der Regierungsrat demnächst das Mediengesetz vorlegen wird, das eine Medienförderung enthält. Dieses Mediengesetz ist zurückgestellt worden, und ich kann mir vorstellen, dass es noch einige Jahre dauern wird, bis es uns auf den Tisch gelegt wird. Schon in der Expertenkommission zu diesem Mediengesetz wurde die Medienförderung über den Lotteriefonds diskutiert. Dabei wurde insofern unterteilt, als man sagte, Film und Buch seien über den Lotteriefonds, periodische Medien hingegen über eine separate Lösung in einem speziellen Gesetz zu fördern. Diese Lösung ist nun unsicher geworden, und deshalb plädiere ich für eine vorläufige Lösung; sonst könnte es bezüglich Vielfalt und Unabhängigkeit der Presse bald einmal zu spät sein. Ich verlange in einem zusätzlichen Buchstaben die Unterstützung der Unabhängigkeit und Vielfalt der Informationen. Das ist keine grundsätzliche Neuerung gegenüber bisher. Es gibt jetzt schon eine nicht abschliessende Aufzählung; die Publikationen sind bereits enthalten, so dass man sagen kann, was ich verlange, sei lediglich eine weitere Entwicklung. Sollten Sie das Gefühl haben, es gebe dadurch einen grossen Einbruch, so muss ich Sie auf Artikel 50 verweisen, der eine Anzahl Sicherungen enthält: Es gibt keine Betriebsbeiträge, keine wiederkehrenden Leistungen und keine Ansprüche. Es werden also keine grossen Dinge angerissen werden können. Was wäre demgegenüber möglich? Möglich wären Stipendien für die Weiterbildung im Medienbereich, was den kleineren Zeitungen und den Lokalradios erlaubte, Leute für eine Weiterbildung freizustellen – dies ist hier im Rat schon mehrmals als wichtig erachtet worden. Möglich wäre, bei technischen Erneuerungen im Einzelfall allenfalls Darlehen oder Beiträge zu gewähren. Angesichts des rasanten Wandels in der technischen Herstellung der Medienerzeugnisse wäre dies sicher nicht völlig abwegig. Schliesslich könnte man sich auch Beiträge für besondere Anlässe in bestimmten Regionen – Beilagen, Sondersendungen – vorstellen, womit eine Regionenförderung verbunden wäre.
Die Formulierung meines Antrags stammt wortwörtlich aus der neuen Kantonsverfassung Artikel 46, der eine Verpflichtung zur Unterstützung der Unabhängigkeit und Vielfalt der Informationen statuiert. Tun wir nicht bald etwas, so ist die Existenz verschiedener Zeitungen wegen des Inserateeinbruchs der letzten Zeit gefährdet. Es gibt einen Verdrängungsprozess, der gerade auf dem Platz Bern sehr manifest und in vollem Gange ist: An den beiden grossen Berner Zeitungen beteiligen sich einerseits «Tagesanzeiger» und Ringier, es gibt praktisch ein Monopol bei den Presse-Werbeagenturen, und das ist eine Konzentration, die dazu führen könnte, dass während der Sessionen plötzlich nur noch eine Zeitung aufliegt. Dann aber wäre ein Handeln schon zu spät. Diese Entwicklung trifft aber nicht nur den «Bund» oder die «Tagwacht», sondern auch eine Vielzahl regionaler Zeitungen.
Man kann sich fragen, ob es überhaupt nötig sei, eine solche Ergänzung explizit aufzunehmen. Man könnte das Anliegen ja auch unter den bereits angeführten Publikationen subsumieren. Ich erinnere mich jedoch noch an die Diskussionen über die Unterstützung des Radio jura bernois im Zusammenhang mit der Finanzaffäre. Damals wurde sehr kritisiert, dass keine explizite gesetzliche Grundlage für die diesbezüglichen Beiträge besteht. Daraus möchte ich die Konsequenzen ziehen. Die explizite Erwähnung würde zusätzlich durch die neue Verfassung abgestützt. Die von mir vorgeschlagene Ergänzung hat sehr gut Platz im Artikel 48. Ich bitte Sie, ihr zuzustimmen.

Emmenegger. Die FDP-Fraktion lehnte diesen Antrag mit einer Gegenstimme ab. Weshalb? Der Antragsteller erwähnte das sich in Vorbereitung befindliche Mediengesetz, in dem auch die Medienförderung geregelt werden soll. Das Anliegen sollte deshalb im Rahmen dieses Mediengesetzes diskutiert werden. Die Medienförderung kann und darf nicht Aufgabe des neuen Lotteriegesetzes sein, sie darf nicht sozusagen durch die Hintertür eingeschmuggelt werden mit dem Argument, das Mediengesetz sei noch nicht bereit. Das fänden wir falsch. Denn die Voraussetzungen der Medienförderung, das

Für und Wider und Wie und Wann, sind, gestützt auf die neue Verfassung, vom Grossen Rat zu diskutieren und auszuarbeiten.
Eine letzte Bemerkung. Dass gewisse Medien Schwierigkeiten haben, ist uns klar. Aber ob, was Herr Steinlin vorschlägt, der richtige Weg sei, bezweifeln wir sehr, beziehungsweise möchten wir mindestens im Rahmen eines Mediengesetzes diskutieren und nicht im Rahmen des Lotteriegesetzes.

Hofer. Die SVP-Fraktion kann sich im Prinzip den Ausführungen Herrn Emmeneggers anschliessen. Im Kommentar zu Artikel 48 wird erwähnt, dass der Katalog der Verwendungszwecke nicht abschliessend sei. Herr Steinlin sagte selber, sein Antrag komme etwas spät. Wir konnten daher nicht alles genau abklären. Aber wir können uns vorstellen, dass für Spezialfälle, wie Herr Steinlin sie eben nannte, allenfalls andere Gesetze herangezogen werden könnten. Aus diesem Grund empfehlen wir ebenfalls Ablehnung des Antrags Steinlin.

Steinlin. Ich danke für die Erklärungen meiner Vorredner. Der Erklärung der freisinnigen Fraktion entnehme ich, dass sie vehement dafür ist, dass ein Mediengesetz vorgelegt wird, sobald die neue Kantonsverfassung angenommen worden ist, damit der Verfassungsartikel erfüllt werden kann. Wenn man so argumentiert, verstehe ich, wenn gesagt wird, es sei nicht nötig, für ein halbes oder ganzes Jahr eine Übergangslösung einzuführen. Von Hintertür aber ist keine Rede. Denn ich will es ja explizit klarstellen, damit man nachher nicht sagen kann, es sei eine unklare Situation. Deshalb, Herr Hofer, möchte ich mich auch nicht auf die in Buchstabe h erwähnten Publikationen und auf die nicht abschliessende Aufzählung kaprizieren. Ich möchte die Sache vielmehr klar darstellen. Lehnt man den Antrag ab, muss man dann einfach mit einer Unklarheit leben.

Emmenegger. Das war nun dialektisch hervorragend, Herr Steinlin! Wenn ich hier sagte, das Thema müsse im Rahmen eines Mediengesetzes diskutiert werden und es bestünden Für und Wider einer Medienförderung, kann daraus nicht geschlossen werden, ich hätte damit bereits zum voraus für Eintreten auf ein Medienförderungsgesetz plädiert. Diesen Schluss darf man nicht ziehen. Ich wollte lediglich das Problem aufzeigen.

Widmer, Polizei- und Militärdirektor. Ich bitte Sie aus den bereits erwähnten Gründen, den Antrag Steinlin abzulehnen. Herr Steinlin sagte deutlich, die Übergangslösung sollte geschaffen werden, um Weiterbildungsstipendien, Beiträge für technische Erneuerungen und einmalige Beiträge an Sonderbeilagen oder -sendungen gewähren zu können. An sich ist der Antrag verständlich, aber man sollte, wenn dies laut Staatsverfassung eine Staatsaufgabe sein soll, dafür nicht Lotteriegelder einsetzen. Natürlich ist es eine Grundsatzfrage, ob man dies für eine Übergangslösung tun wolle. Ich beantrage Ihnen jedoch, dies nicht zu tun und den Antrag Steinlin abzulehnen.

Abstimmung

Für den Antrag Steinlin	66 Stimmen
Dagegen	80 Stimmen

Präsidentin. Artikel 48 ist damit bereinigt.

Art. 49 – 54 Abs. 2

Angenommen

Art. 54 Abs. 3 (neu)

Antrag Probst

Die Erziehungsdirektion kann Beiträge für eigene Projekte einsetzen, wenn diese einem übergeordneten Interesse des Sports entsprechen und nicht von einzelnen Sportverbänden initiiert werden können.

Probst. Es ist immer gut, wenn man sich gleich zu Beginn dafür entschuldigt, einen Antrag gestellt zu haben. Ich weiss auch, dass wir in der zweiten Lesung sind. Ich war nicht Kommissionsmitglied, glaube aber festgestellt zu haben, dass im Bereich Sport etwas Wesentliches fehlt. Es fehlt die Möglichkeit, dass die Erziehungsdirektion Dinge initiieren kann, die nicht von einzelnen Verbänden initiiert werden können, weil sie in der Regel – und ich rede hier aus Erfahrung – fächer- oder disziplinübergreifend sind. Aus dieser Sicht ist mein Antrag mit grosser Wahrscheinlichkeit sinnvoll, auch wenn er im falschen Zeitpunkt, nämlich erst in der zweiten Lesung, kommt. Hier im Rat sitzen zwei Vertreter, die die Sportmaterie sehr gut kennen: Herr Hansruedi Wyss, der Präsident der beratenden Kommission Sport, und Herr Fritz Baumann, Mitglied der KTSK. Ich wäre froh, wenn sie aus ihrer Sicht aufzeigen könnten, ob der Antrag sinnvoll ist oder nicht.
Wird der Antrag nicht in die neue Gesetzgebung aufgenommen, heisst das für mich, dass Regierung und Verwaltung im Bereich des Sports weder innovativ und initiativ sein noch sich aus eigenem Antrieb für Projekte einsetzen und Aktivitäten fördern sollen. Das dünkte mich sehr schade. Ich habe bereits herausgespürt, dass man Artikel 54 Absatz 3 eigentlich nicht gerne sieht. Überlegen Sie sich meinen Antrag trotzdem gut. Aus langjähriger Erfahrung weiss ich, dass er sinnvoll ist. Ohne ihn wird man nach einiger Zeit das Gesetz revidieren müssen. Ich bitte Sie, dem Antrag zuzustimmen und damit die Gesetzesmaschinerie zu vereinfachen, und ich bitte auch den Kommissionspräsidenten für das nötige Verständnis.

Wyss (Langenthal). Der Antrag Probst ist von der Sache her vollständig richtig. Leider hat das kantonale Amt für Sport den verhängnisvollen Mangel in diesem Gesetz erst festgestellt, als man an die Erarbeitung der Verordnung für den Vollzug ging, und das war nach der Kommissionssitzung zur zweiten Lesung. Die Fachkommission für Sport und die KTSK gingen in ihrer Vernehmlassung zum Lotteriegesetz davon aus, dass Artikel 54 Absatz 2 Buchstabe e, wonach «besondere Massnahmen zur Förderung des Sports» aus dem Fonds unterstützt werden können, die Weiterführung der jetzigen Praxis erlaube. Beim Sport-Toto-Fonds bestehen seit Jahren klare Leitplanken, die zur Zufriedenheit aller funktionieren; es gibt eine Verordnung, es gibt Richtlinien des Regierungsrates, und es ist ein Leitbild über die Sportförderung in Arbeit. Sollte es, weil die Kommission den Antrag nicht diskutieren konnte, aus rechtlichen Gründen nicht möglich sein, den Antrag zu überweisen – ich persönlich unterstütze ihn –, möchte ich zuhanden des Protokolls festhalten, was unter Sportförderung festgelegt wurde und wovon man ausgeht. Ich wäre froh, wenn der Kommissions- und der Regierungspräsident zu dieser Frage noch Stellung nehmen könnten.

Wir haben ein Gesetz über die Förderung von Turnen und Sport aus dem Jahr 1985. Es legt in drei Artikeln fest, wo der Kanton Unterstützung leisten kann. Gemäss diesem Gesetz können in Abstimmung mit eidgenössischen Vorschriften Ergänzungsbestimmungen erlassen werden, was in der Verordnung über die Förderung des Freizeitsports dann auch geschah. Darin heisst es in Artikel 4: «Der Staat kann aus Sport-Toto-Mitteln Aktivitäten im Rahmen des Freizeitsportes finanziell unterstützen.» Das scheint mir ein sehr wichtiger Punkt zu sein. Die Verordnung führte dazu, dass das kantonale Amt für Sport heute unkompliziert Sportförderung betreiben kann. Angesichts der angespannten Finanzlage ist eine andere denn eine Finanzierung über diesen Fonds auch kaum denkbar. Für alle Bereiche, die nicht gesetzlich geregelt sind – beispielsweise der Jugendsport unter zehn Jahren und vor allem der Seniorensport, der in Zukunft an Bedeutung gewinnen wird –, ist es unabdingbar, dem kantonalen Amt für Sport gewisse Möglichkeiten zu geben, Projekte und Konzepte zu initiieren. Wenn man nur davon ausgeht, dass jemand von aussen Mittel aus dem Sport-Toto-Fonds auslösen kann, wäre es beispielsweise nicht mehr möglich, ein Projekt wie die Drogenprävention durch Sport – ein solches läuft in Bern – zu unterstützen.
Aus der Sicht der Fachkommission für Sport muss das kantonale Amt für Sport in Zusammenarbeit mit Vereinen und Verbänden solche Projekte weiterhin aufgreifen, initiieren und auch realisieren können. Vor allem sportübergreifende Projekte, wie Alterssport oder das eben erwähnte Drogenpräventions-Projekt. Neben den sportspezifischen Interessen der Verbände kann das kantonale Amt auch einen gewissen Gegenpol markieren, was mir im Gesamtinteresse wichtig zu sein scheint.
Diese Denkweise hat sich im Jugend + Sport seit zwanzig Jahren bewährt. Der Staat unterstützt den Sport subsidiär, und ich fände es sehr schade, wenn dies mit der jetzigen Gesetzeskonstruktion nicht mehr möglich sein sollte. Deshalb wäre ich froh, wenn sich der Kommissionspräsident und der Regierungspräsident dazu noch äussern würden. Sollte Artikel 54 Absatz 2 Buchstabe e eine solche Unterstützung nicht erlauben, möchte ich Sie dringend bitten, dem Antrag Probst zuzustimmen.

Morgenthaler. Wir konnten den Antrag in der SP-Fraktion nicht diskutieren. Trotzdem glaube ich im Namen der Fraktion sagen zu dürfen, dass wir diesem Antrag nicht zustimmen, und zwar aus folgenden Gründen nicht: Der Staat sollte eigentlich nicht in eigener Regie Projekte auf die Beine stellen. Die Ziele des Antrags Probst könnten trotzdem erfüllt werden. Der Staat kann und wird sich auch für neue Konzepte einsetzen, dies jedoch im Rahmen der gegenwärtigen Regelung. Ich bitte Sie also, den Antrag Probst abzulehnen.

Hofer. Herr Probst hat seinen Antrag gestern bei uns zur Diskussion gestellt. Wir fanden, wenn er ihn wirklich für sinnvoll halte, solle er ihn ins Plenum bringen. Ich kann jetzt die Meinung unserer Fraktion noch nicht abschliessend bekannt geben. Zunächst möchten wir noch die Meinung beispielsweise von Fritz Baumann, der Mitglied der KTSK ist, und jene des Polizeidirektors darüber hören, ob das, was der Antrag Probst will, nicht bereits in einem anderen Artikel geregelt ist.

Emmenegger. Ich kann an die Ausführungen meines Vorredners anschliessen. Ich habe gegenüber diesem Ergänzungsantrag aus gesetzessystematischen Gründen etwas Bedenken. Die Artikel 53, 54 und 55 sagen etwas über die Verteilung der Sport-Toto-Gelder und über den Sportfonds aus und enthalten ergänzende Bestimmungen. Wer über den Sportfonds verfügen kann, darüber steht nichts. Nun soll plötzlich, völlig unmotiviert, die Erziehungsdirektion ins Spiel gebracht werden. Das verstehe ich nicht. Es müsste sonst gesagt werden, wer sonst noch Beiträge erhalten kann. Wie mein Vorredner warte auch ich gespannt auf diesbezügliche Erklärungen.
Ein weiterer Kritikpunkt betrifft die Formulierung. Was ist mit dem «übergeordneten Interesse des Sportes» gemeint? Und wie ist es, wenn in diesen Bereichen nichts passiert: Muss da tatsächlich die Erziehungsdirektion handeln? Die bisher genannten Beispiele haben mich nicht überzeugt.

Baumann (Uetendorf). Ich wurde aufgefordert, sozusagen in eigener Sache, das heisst als Mitglied der KTSK etwas zu sagen. Ich kann nur feststellen, was Herr Wyss bereits sagte: Diese Sache ist bei der Erziehungsdirektion unters Eis gegangen. Bis jetzt konnte das kantonale Sportamt Projekte, die nicht durch Dritte aufgegriffen wurden, initiieren, sie mit Sport-Toto-Geldern unterstützen und danach an Dritte weitergeben. Auch ich meine, der Antrag sollte überwiesen werden, sofern der Regierungspräsident nicht bestätigen kann, dass das Anliegen bereits im Text enthalten ist, bzw. wie bisher gehandhabt werden kann.
Im weiteren kann ich mich den Ausführungen von Hansruedi Wyss anschliessen.

Probst. Ein Problem besteht natürlich schon darin, dass die Polizeidirektion über eine Regelung befinden muss, die eigentlich zur Erziehungsdirektion gehört. Hier besteht ein Interessenkonflikt, ich mute jedoch dem Polizeidirektor durchaus das nötige Verständnis für die Anliegen des Sports zu.
Es wurde gefragt, was mit den übergeordneten Interessen gemeint sei. Damit sind Aktionen, Aktivitäten, Massnahmen, Anliegen gemeint, die von einem Sportverband allein nicht ausgeführt und geregelt werden können. Nehmen Sie das kantonale Sportzentrum oder die kantonale Sportförderung: Das sind Dinge, die ein einzelner Verband nicht initiiert, weil er daran kein unmittelbares Interesse hat. Also muss dies eine andere Instanz, nämlich die ED, wahrnehmen, und sie hat dies bis dato auch getan.
Zur Gesetzessystematik will ich mich nicht äussern. Ich bin sofort bereit, den Antrag zurückzuziehen, wenn zugesichert werden kann, dass die ED Anliegen mit übergeordnetem oder disziplinübergreifendem Charakter realisieren kann. Mir geht es vor allem um eine Vereinfachung des Verfahrens, darum also, dass man nicht in einigen Monaten bereits wieder eine Kommission berufen muss, um das Gesetz wegen dieser Lücke abzuändern.

Bieri, Präsident der Kommission. Die zweite Lesung dieses Gesetzes hat eigentlich wider Erwarten in der letzten Woche eine recht grosse Hektik ausgelöst. Ich kann mir ein paar Vorbemerkungen nicht verkneifen. Immerhin war seit 1988 eine Arbeitsgruppe unter der Leitung des Verwaltungsrichters Lorenz Meyer an der Arbeit, es gab ein Vernehmlassungs- und ein Mitberichtsverfahren, die Erziehungsdirektion war immer einbezogen, und wenn nun das Amt für Sport letzte Woche eine derartige Aufregung verursacht hat, habe ich etwas Mühe, das zu ver-

stehen. Der Antrag Probst ist zudem sehr spät eingereicht worden – was uns allerdings nicht hindern soll, ihn nun zu behandeln; wir wollen nicht unnötigerweise formalistisch sein.
Zum Antrag selber folgendes: Die Verfolgung eigener Projekte des Staates widerspricht dem Geist des Lotteriegesetzes und damit auch dem Einsatz der Lotteriegelder. Eigentlich sollten die private Initiative und die private Trägerschaft im Vordergrund stehen. Kommen aus diesen Kreisen Anliegen, sollen diese aus den Sportfondsmitteln gefördert werden. Aber es sollen nicht einzelne Direktionen oder gar Ämter Aktivitäten entwickeln oder sogar eigene Projekte ausarbeiten – das könnte ja sehr weit gehen. Das will nun nicht heissen, dass mit der Ablehnung des Antrags Probst diese Stellen zur Untätigkeit verurteilt sind; das ist nicht die Meinung. Meines Erachtens haben wir eine Lösung im Artikel 54 Absatz 2 Buchstabe e – «besondere Massnahmen zur Förderung des Sportes» –, worunter sehr wohl die Ausarbeitung eigener Konzepte auf dem Amt für Sport verstanden werden kann. Dem Anliegen Probst ist, wie mich dünkt, hier Rechnung getragen. In diesem Sinn bitte ich Herrn Probst, seinen Antrag zurückzuziehen.

Widmer, Polizei- und Militärdirektor. Ich kann mich den Ausführungen des Kommissionspräsidenten anschliessen und möchte Herrn Probst ebenfalls bitten, seinen Antrag zurückzuziehen. Der Antrag passt schon rein systematisch nicht in das Gesetz. Es wäre auch gefährlich, wenn Ämter oder einzelne Direktionen selber tätig würden bezüglich Projekten – mit Konzepten ist es etwas anderes; hierzu haben wir ein aktuelles Beispiel mit der Sportstättenplanung.
Ich wurde von verschiedenen Rednern aufgefordert, zuhanden des Protokolls eine Erklärung abzugeben. Ich tue dies gern. Nach meinem Dafürhalten deckt Artikel 54 Absatz 2 Buchstabe e das Anliegen Herrn Probsts ab. Wir möchten durch eigene Planungen und Konzepte allerdings nicht etwa die Privatinitiative lähmen, deren Aktivitäten sollen nach wie vor aus dem Sportfonds unterstützt werden.
Ich bitte Sie, den Antrag abzulehnen, falls er nicht zurückgezogen wird.

Probst. Ich entnehme den Ausführungen des Kommissionspräsidenten und des Regierungspräsidenten, dass der Buchstabe e in Artikel 54 Absatz 2 gleichwertig ist mit meinem Antrag. Ich ziehe somit diesen Antrag zurück.

Präsidentin. Herr Probst hat seinen Antrag zurückgezogen. Artikel 54 ist somit angenommen.

Art. 55 Abs. 1

Gleichlautender Antrag Hofer/Liniger

Der Regierungsrat setzt für die Vorbereitung der Geschäfte des Sportfonds eine Kommission ein.

Antrag Probst

Der Regierungsrat setzt für die Vorbereitung und den Entscheid der Geschäfte des Sportfonds eine Kommission ein.

Morgenthaler. Ich vertrete Herrn Liniger, möchte aber gleichzeitig im Namen der SP-Fraktion sprechen. Wir sind für die Beibehaltung der bisherigen Regelung, deshalb der Antrag. Bis jetzt half die kantonale Sportkommission die Gelder des Sportfonds verwalten, was sich bewährt hat. Die Kann-Formulierung lässt den Verdacht aufkommen, dass die Kommission ausgeschaltet werden und die Fondsgelder allenfalls von einzelnen Personen verteilt werden sollen, was unseres Erachtens keine gute Lösung wäre. Es ist wichtig, die Sportfondsgelder breit abgestützt zu verteilen; auf diesem Gebiet soll keine sogenannte Eigendynamik von Amtsstellen entstehen. Dem Antrag Probst können wir nicht zustimmen. Die Kommission soll beratend wirken und nicht Entscheide fällen.
Ich bitte Sie, dem Antrag Liniger/Hofer zuzustimmen.

Hofer. Dieser Antrag wurde in der Kommission bereits behandelt, wobei wir vielleicht nicht unbedingt genügend Informationen über die bisherige Praxis hatten. Das war der Grund, weshalb die Kommission den Antrag Liniger recht knapp ablehnte.
In der ersten Lesung wurde dieser Punkt nicht diskutiert. Nachdem wir jetzt die Praxis kennen, die dem Antrag Liniger entspricht, ist die SVP-Fraktion geschlossen dafür, es nicht der Direktion oder der Regierung zu überlassen, die bestehende Kommission allenfalls aufzuheben. Diese soll vielmehr bestehen bleiben. Die Kantonale Turn- und Sportkommission befasst sich mit einem breit gefächerten Gebiet. Wir befürchten nun in unserer Fraktion, es könnten plötzlich einzelne Personen entscheiden. Deshalb bitte ich Sie namens der Fraktion, dem Antrag Liniger/Hofer zuzustimmen.

Probst. Ich ziehe meinen Antrag zugunsten des Antrags Liniger/Hofer zurück. Wie kam ich zu meinem Antrag? Ich habe seinerzeit die sogenannte Effista-Übung in der ED und vor allem im Amt für Sport mit Akribie mitverfolgt, ich habe mitgelitten und gesehen, was passiert. Artikel 55 enthält nun wirklich einen Management-Nonsens: Der Erziehungsdirektor hat künftig das Vergnügen, tausend und mehr Gesuche zu unterschreiben, was ein anderer viel besser und schneller tun kann, da er sie anders beurteilen kann. Dem wollte ich mit meinem Antrag vorbeugen. Die Verwaltung soll nicht unnötig mit Entscheiden belastet werden. Ein Beispiel: Wenn 500 Fussballclubs je ein Dutzend Bälle bestellen, müsste der Erziehungsdirektor die entsprechenden 500 Gesuche unterschreiben. Ob dies in der heutigen Zeit sinnvoll sei, dies zu beurteilen muss ich Ihnen überlassen.
Ich ziehe meinen Antrag zurück, weil ich glaube, dass der Antrag Liniger/Hofer schon einiges verbessert, weil danach die Geschäfte wenigstens vorbereitet werden. Der Erziehungsdirektor wird sie dann nur noch unterschreiben. Das ist ja auch eine sportliche Tätigkeit... Es gehört nicht zum modernen Management, Entscheide auf eine Ebene zu nehmen, auf die sie nicht mehr gehören. Ich bitte Sie, dem Antrag Liniger/Hofer zuzustimmen.

Wyss (Langenthal). Ich möchte als Einzelsprecher zu Artikel 55 folgendes sagen und Heinz Probsts Aussagen noch etwas präzisieren. Der Erziehungsdirektor müsste die tausend Gesuche dann nicht nur einmal, sondern bei der Auszahlung noch ein zweites Mal unterschreiben. Das haben wir gemäss der Konstruktion dieses Gesetzes im Prinzip in Artikel 39 beschlossen.
Ich möchte nun noch einmal auf den Unterschied zwischen dem Lotterie- und dem Sport-Toto-Fonds aufmerksam machen. Die Antragsteller, die eine Kommis-

sion verlangen, gehen möglicherweise von falschen Tatsachen aus. Die KTSK verfügt heute über 50 Prozent der Mittel – nachzulesen in der Toto-Verordnung. Neu werden es 100 Prozent sein, indem das, was die ED intern entschieden hat – 40 Prozent der Mittel –, was im Fonds der Staatskanzlei und der Militärdirektion war – immerhin 4 oder 5 Prozent – nun ebenfalls über die KTSK läuft. Die 50 Prozent beinhalteten bis jetzt etwa 400 Geschäfte pro Jahr. Aufgerechnet wären es in Zukunft etwa an die 1000. Da fragt sich natürlich, ob die KTSK in der Lage sei, dies sowohl quantitativ wie qualitativ zu bewältigen. Für den Bereich Sportunterstützung hat das kantonale Amt für Sport eine Stelle zur Verfügung. In Zukunft wird es also recht viel zusätzliche Administration geben. Deshalb wäre aus meiner Sicht die Lösung der Kommission offener, erlaubte sie doch allenfalls die Bildung von Unterausschüssen zur Vorbereitung der Geschäfte. So absolut und aus der Angst heraus formuliert, es könnte jemand allein entscheiden, wirkt die Bestimmung sehr einengend.

Bieri, Präsident der Kommission. Obwohl der Antrag Probst zurückgezogen ist, möchte ich dazu folgendes bemerken: Verbesserungen wären auch mit organisatorischen Massnahmen und Delegationen der Direktion zum Amt möglich.
Gegen den Antrag Hofer/Liniger muss ich mich als Kommissionspräsident wehren, hat ihn die Kommission doch mit 11 zu 7 Stimmen abgelehnt. Da die Mehrheiten offenbar ändern und auch ich festgestellt habe, dass die Formulierung des Antrags Hofer/Liniger wenigstens eine Einheit zwischen Vortrag und Gesetzestext bringt, wehre ich mich nicht mehr allzu sehr dagegen.

Widmer, Polizei- und Militärdirektor. Wie der Kommissionspräsident finde auch ich es schade, dass das Amt für Sport derart spät erwacht ist und solche Fragen nicht vorher auf den Tisch gelegt hat. Beachten Sie bitte den Wortlaut des Artikels 39 Absatz 2: «Der Regierungsrat kann einen Teil seiner Ausgabenbefugnisse den Direktionen übertragen.» Mit diesem Artikel und auch mit dem Finanzhaushaltgesetz sind folglich Delegationen möglich. Regierungsrat Schmid muss also nicht unbedingt tausend Gesuche und Verfügungen zweimal unterschreiben. Insofern bin ich froh, dass Herr Probst seinen Antrag zurückgezogen hat. Wollen Sie den Status quo beibehalten, müssen Sie dem Antrag Hofer/Liniger zustimmen. Wir wählten lediglich eine etwas offenere Formulierung. Es besteht ja bereits eine Kommission, und wir wollten dem Regierungsrat ermöglichen, allenfalls ein anderes System einzuführen. Ich wehre mich wie der Kommissionspräsident ebenfalls nicht grundsätzlich gegen den Antrag Hofer/Liniger.

Präsidentin. Der Antrag Probst ist zurückgezogen.

Abstimmung

Für den Antrag Hofer/Liniger Mehrheit

Art. 55 Abs. 2, Art. 56 – 69 Abs. 2

Angenommen

Art. 69 Abs. 3

Antrag Jenni (Bern)

Zweiter Satz streichen

Art. 70 Abs. 1

Antrag Jenni (Bern)

... kann Verwaltungsgerichtsbeschwerde erhoben werden.

Jenni (Bern). Ich begründe gleichzeitig auch meinen Antrag zu Artikel 70 Absatz 1, da er in den selben Zusammenhang gehört.
Dieses Gesetz sieht ein Doppelsystem vor. Einerseits gibt es Mitglieder der öffentlichrechtlichen Genossenschaft Seva, die intern wirken können und auch in bezug auf sich selber und die Verteilung der Gelder untereinander selber Beschlüsse fassen können. Andrerseits gibt es eine Kategorie gemeinnütziger Organisationen im weitesten Sinn, die nicht Mitglieder der Seva sind oder es aufgrund der Bestimmungen des Artikels 59 nicht werden können; sie sind darauf angewiesen, Gesuche zu stellen. Es besteht also eine an sich gesetzlich begründete und bis zu einem gewissen Grad auch begründbare Ungleichheit zwischen den Organisationen, die betroffen oder an den aus den Lotterien resultierenden Geldern interessiert sein können. Daher ist ein möglichst guter Rechtsschutz wichtig. So müssen innerhalb der Genossenschaft gefasste Beschlüsse weitergezogen werden können, zunächst einmal an die Polizei- und Militärdirektion – das ist an sich möglich –, wobei diese die Beschlüsse auch auf eine allfällige Unangemessenheit und nicht nur auf einfache Rechtsverletzungen sollte prüfen können. Mit anderen Worten: die Polizei- und Militärdirektion sollte gegenüber der Genossenschaft eine volle Überprüfungsmöglichkeit von Rügen haben. Gemäss Artikel 69 Absatz 2 steht das Beschwerderecht auch abgewiesenen Bewerbern um die Mitgliedschaft zu. Gerade weil es wegen des Doppelsystems Organisationen gibt, die abgewiesen werden, weil sie die Bestimmungen des Artikels 59 nicht erfüllen, sollten Entscheide nicht nur in erster Instanz – durch die Polizei- und Militärdirektion – auf ihre Unangemessenheit überprüft werden können, sondern, wenn diese den Entscheid stützt, auch von einer nicht politischen Instanz, also durch das Verwaltungsgericht. Das ist der Sinn meines Antrags zu Artikel 70 Absatz 1.
Eine angemessene Kontrolle über die Genossenschaft öffentlichen Rechts ist nur mit der Möglichkeit einer sauberen Rechtsüberprüfung garantiert. Es sollte nicht nur der Regierungsrat nach politischer Opportunität überprüfen, sondern auch das Verwaltungsgericht, da es um sehr delikate Fragen geht. Das Gesetz wird ja nicht zuletzt auch deswegen revidiert, weil es mit der Seva im Zusammenhang mit der seinerzeitigen Finanzaffäre unbefriedigende Zustände gab. Nun soll eine saubere Grundlage geschaffen werden. Es wurde immer wieder gerügt, bestimmte juristische Personen seien bei der Seva Mitglied, andere nicht, es gebe einen privilegierten Kreis. Die Durchlässigkeit, die Zulassung zur Mitgliedschaft, sollte in einem sauberen Rechtsverfahren prüfbar sein und nicht im Geruch eines politischen Opportunitätsentscheids des Regierungsrates stehen.
Mein Antrag entspricht übrigens auch dem, was man in anderen Rechtsgebieten tut, nämlich dem Versuch, den Regierungsrat zu entlasten. – Ich bitte Sie, den klaren Schnitt zu tun, Ihrem Willen, nach Recht statt nach Opportunität zu entscheiden, Ausdruck zu geben und meinem Antrag zuzustimmen.

Emmenegger. Ich habe mit diesem Antrag aus folgendem hauptsächlichen Grund Mühe: Der Antrag liegt

heute morgen auf dem Tisch, und er beinhaltet eine einschneidende Veränderung, eine Umkehr dessen, was hier vorgelegt worden ist, dass nämlich nicht justitiable Entscheide von der Polizeidirektion in Form eines Beschwerdeverfahrens überprüft werden sollen. Es ist nicht richtig, am Tag der zweiten Lesung einen solchen Antrag zu bringen und ihn wortreich zu begründen in der Hoffnung, man merke den Puck nicht und sage lokker ja dazu. Ich empfehle Ihnen, den Antrag allein schon deshalb abzulehnen. Der Antrag ist im übrigen auch materiell nicht in Ordnung. Wie Sie sich erinnern, hatten wir das Problem bereits vor nicht allzu langer Zeit. Hier wird wiederum verlangt, Dinge auf die Justizbehörden zu verlagern, die sie nicht vernünftig entscheiden können. Das Wort vom Rechtsmittelstaat drängt sich hier wiederum auf.

Hess. Herr Emmenegger, ich hörte von Ihnen schon bessere Voten. Der Antrag Jenni (Bern) lag in der zweiten Lesung der Kommission vor und wurde intensiv diskutiert. Ich selber war in der vorberatenden ausserparlamentarischen Kommission, die sich mit dieser Frage ebenfalls auseinandersetzte. Hören Sie bitte gut zu, was der Präsident der ausserparlamentarischen Kommission, Verwaltungsrichter Lorenz Meyer, dazu sagte: «Wir waren in der Arbeitsgruppe der Ansicht, auch hier solle der Regierungsrat letztinstanzlich entscheiden. Es handelt sich allerdings um einen Grenzfall. Es geht in erster Linie um die Frage, ob neue Genossenschafter in die Seva aufgenommen werden sollen oder nicht, also um die Auslegung von Artikel 59, der sehr viel zu diskutieren gegeben hat. Ob man die Kriterien enger oder weiter fasst, ist nach unserer Meinung eher eine politische als eine rechtliche Frage. Allerdings wäre hier die Einführung der Verwaltungsgerichtsbeschwerde möglich.» Wer die Kriterien im Artikel 59 genau kennt, weiss, dass die Aufnahme neuer Mitglieder in die Seva fein gesagt eine qualifizierte Willkür beinhalten wird. Wir stritten bereits in der Kommission darüber, ob die Bernische Theatergenossenschaft die Kriterien erfülle oder nicht. Wenn wir die Sache beim Regierungsrat belassen, muss praktisch jeder Regierungsrat in den Ausstand treten, weil jeder irgendwo irgendwie, sei es mit Kommissionen, sei es mit Sitzen in Aufsichtskommissionen, sei es mit sonstigen Verflechtungen direkte Interessen von Vereinen und Klubs hat, die aufgenommen würden. Ich erwähne als Beispiel die Verkehrsverbände.
Wir müssen Kollege Jenni zubilligen, ein sehr feines politisches Gspüri zu haben. Wenn wir die von Kommission und Regierungsrat vorgeschlagene Lösung belassen, schaffen wir mehr Probleme als wir lösen; dessen müssen Sie sich bewusst sein. Grundsätzlich, vom Gesetz her, ist es zweite Wahl, denn wir haben nach wie vor Genossenschafter, die dadurch, dass sie Genossenschafter sind, privilegiert werden, und wir haben andere, die Gesuche stellen müssen. Es wird, und das hat mir Lorenz Meyer bestätigt, einen Run geben, Genossenschafter zu werden, und es wird ein Gerangel um die Gelder geben. Bereits wurden Verbänden mit der Argumentation, sie seien nicht Genossenschafter, höhere Beiträge ausgerichtet, was laut Dekret nicht möglich wäre. Es geht hier also um einen ganz heiklen politischen Punkt.
Daher sind wir der Meinung, es bestehe ein Anrecht darauf, Genossenschafter zu sein, wenn man die Kriterien erfüllt. Letztlich muss hier die Verwaltungsgerichtsbeschwerde enthalten sein, wenn nicht Tag für Tag der Vorwurf erhoben werden soll, es werde gemischelt, Leute würden bevorzugt. Ich könnte mir vorstellen, dass der Regierungsrat noch froh sein könnte, wenn das Verwaltungsgericht die Kriterien in Artikel 59 auslegen helfen würde. Denn da ist Sprengstoff enthalten, das garantiere ich Ihnen. – Ich bin für den Antrag Jenni (Bern).

Emmenegger. Ich nehme den Vorwurf, der Antrag sei der Kommission nicht vorgelegen, zurück; ich habe ihn tatsächlich erst heute morgen erhalten. Nichts destotrotz hätte der Antrag bis letzte Woche eingereicht werden können.
Zur Sache. Sie haben die Antwort eben gegeben, Herr Hess, indem Sie sagten, bei der Zugehörigkeit zur Genossenschaft gehe es um eine heikle politische Entscheidung. Genau aus diesem Grund, weil es ein politischer Punkt ist, kann das nicht dem Verwaltungsgericht zugeordnet werden kann. Hätten Sie gesagt, es gehe um einen klar justitiablen Punkt, der anhand der gesetzlichen Grundlagen entschieden werden müsse, wäre es etwas anderes. Dort aber, wo politische Fragen zur Diskussion stehen, muss politisch entschieden werden. Das politische Entscheidungsgremium ist entweder die Direktion oder der Regierungsrat. Aus diesem Grund wehre ich mich gegen Ihre Argumentation, Herr Jenni und Herr Hess, obwohl ich durchaus einsehe, dass die Frage schwierig sein könnte.

Hess. Herr Emmenegger, wenn Sie so argumentieren, sind Sie damit einverstanden, dass nach Söideckeli-Söihäfeli entschieden wird.

Präsidentin. Herr Emmenegger verlangt noch einmal das Wort. Ich mache ihn darauf aufmerksam, dass man sich nach Geschäftsordnung nur zweimal zum gleichen Thema äussern kann.

Emmenegger. Entschuldigung, aber Herr Hess hat eben sehr simplifizierend argumentiert, wenn er sagte, politische Entscheide seien «Söihäfeli-Söideckeli»-Politik. Das lasse ich zumindest für uns und für mich nicht gelten.

Jenni (Bern). Ich komme nur zum zweiten und nicht zum dritten Mal, Frau Präsidentin, ans Rednerpult. – Ein heikler politischer Entscheid, wie Herr Hess gesagt hat, ist nicht der Umstand, dass man die Voraussetzungen des Artikels 59 nur politisch entscheiden könnte, sondern ein heikler politischer Entscheid wird es, wenn man die politische Behörde mit diesen Entscheiden beauftragt. Dann kann das passieren, was Herr Hess mit einem drastischen Ausdruck recht direkt umschrieben hat. Das Verwaltungsgericht kann ohne weiteres entscheiden, ob beispielsweise ein Verein ausschliesslich gemeinnützige oder wohltätige Zwecke verfolgt; solche Entscheide muss es in anderen Fällen auch fällen, zum Beispiel in Fragen des Steuerrechts. Es ist dem Verwaltungsgericht ohne weiteres möglich, bei Organisationen zu entscheiden, ob deren gesamtschweizerischer oder internationaler Charakter gegenüber der eigenständigen Tätigkeit im Kanton Bern überwiegt oder nicht; überwiegt er, darf die Organisation nicht als Mitglied aufgenommen werden. Das sind justitiable Punkte, bei denen bereits in vielen Hinsichten eine Praxis besteht. Politisch heikel wird es, wenn man statt dem Verwaltungsgericht die politische Behörde entscheiden lässt, denn da kommen Elemente hinein, die einen solchen Entscheid heikel werden lassen. Es geht hier sicher nicht um die Stärkung des Rechtsmittelstaats, das Rechtsmittel ist vorhanden,

nur leider das falsche. Es ist der Regierungsrat, die politische Behörde, anstelle des Verwaltungsgerichts, der juristischen Behörde.
Nachdem die Kommission die Frage aufgrund einer Rückweisung in der ersten Lesung noch einmal geprüft hat, sollten wir nun nicht Gefahr laufen, das falsche Rechtsmittel zu instaurieren.

Hofer. Fast die gleiche Diskussion haben wir in der Kommission bereits in extenso geführt. Auf meine Frage, ob der Entwurf der Kommission hundertprozentig mit dem Verwaltungsrechtspflegegesetz übereinstimme, sagte mir Verwaltungsrichter Lorenz Meyer gemäss Protokoll wörtlich: «Das ist der Fall.» Herr Emmenegger bestätigte: «Wo es um Rechtsansprüche geht, will man das Verwaltungsgericht als oberste Instanz einsetzen; wo es um politische Fragen geht, den Regierungsrat.»
Die entsprechenden Anträge von Herrn Jenni vereinigten übrigens in der Kommission nur ein oder zwei Stimmen auf sich.

Steinlin. Wenn wir schon einmal das Glück haben, eine spontane Diskussion führen zu können, will ich auch mitmachen. – Ich möchte etwas beitragen, da auf Bundesebene ähnlich diskutiert wird. Der Bundesrat hat eine Anzahl Verwaltungsbeschwerden zu entscheiden und braucht für einige, weil sie politische Implikationen aufweisen oder Empfindlichkeiten tangieren, sehr viel Zeit. In der Verwaltungs- und Regierungsreform wird nun die Idee vertreten, der Bundesrat sei davon zu entlasten. Auch mich dünkt, es sei nicht Regierungssache, über Verwaltungsbeschwerden zu regieren; vielmehr sollte Recht gesprochen und gesagt werden, was richtig und was falsch ist, und man sollte nicht versuchen, noch ein wenig Politik hineinzubringen. Diese Konsequenz scheint auf Bundesebene zu ziehen. Auf der kantonalen Ebene könnte man nun ähnlich überlegen. Wir müssen uns fragen, ob der Regierungsrat wirklich die ideale Instanz dafür sei, Verwaltungsbeschwerden zu entscheiden; wäre es nicht gescheiter, sie dem Verwaltungsgericht zu überlassen? Ich komme zum Schluss: Der Regierungsrat sollte nicht über Beschwerden regieren, sondern über die Gesetzgebung, in seinen Entscheiden in der Rechtsanwendung, und die Verwaltungsbeschwerden, die Überprüfung des Rechts, dem Gericht überlassen.

Bieri, Präsident der Kommission. In Artikel 70 Absatz 1 ist der zweite Satz in der zweiten Kommissionssitzung gestrichen worden, und dies im Blick auf die Menschenrechtskonvention, das heisst, weil man sich durchaus Bereiche vorstellen kann, in denen ein Entscheid an ein Gericht weitergezogen werden müsste. Die Kommission hat sich also am Anfang der Sitzung zur zweiten Lesung sehr intensiv mit den Rechtsschutzfragen auseinandergesetzt, mit jenen Fragen also, die der Grosse Rat in der ersten Lesung an die Kommission zurückgewiesen hatte. Nach eingehenden Beratungen kam die Kommission zu der nun vorliegenden Formulierung, die mit deutlicher Mehrheit beschlossen wurde. Wir fanden, es sei angemessener, bei den politischen Entscheiden, die hier zu fällen sind, den Regierungsrat anstelle des Gerichts einzusetzen. Dasselbe gilt für Artikel 69 Absatz 3 zweiter Satz. Ich bitte Sie im Namen der Kommission, die beiden Anträge Jenni (Bern) abzulehnen.

Widmer, Polizei- und Militärdirektor. Ein paar Worte zum Antrag Jenni (Bern) zu Artikel 69 Absatz 3. Herr Jenni, wir haben die Frage auch in der Kommission diskutiert und dabei gesehen, dass man der Seva einen gewissen Ermessensspielraum geben sollte. Sollten dabei gravierende Überschreitungen passieren, sollte ein Missbrauch festgestellt werden, kann dies angefochten werden. Ich bitte den Rat daher, den Antrag Jenni abzulehnen.
In bezug auf den Antrag Jenni zu Artikel 70 Absatz 1 schliesse ich mich den Überlegungen des Kommissionspräsidenten an.
Herr Hess, es handelt sich tatsächlich um einen heiklen Bereich. Aber das heisst nicht, es werde nach qualifizierter Willkür entschieden. Diesen Vorwurf weise ich zurück. Wie wollen wir die Sache handhaben? Bei der Aufnahme neuer Genossenschafter werden wir ein Mitberichtsverfahren bei den Fachdirektionen durchführen. Ich überlege mir auch, allenfalls eine direktionsübergreifende Arbeitsgruppe einzusetzen, damit die zu erfüllenden Kriterien gründlich geprüft und alle mit gleichen Ellen gemessen werden. Ich sehe die Gefahr, aber ich bitte Sie, auch diesen Antrag abzulehnen.

Abstimmung

Für den Antrag Jenni (Bern) zu Artikel 69 Absatz 3	Minderheit
Für den Antrag Regierungsrat/Kommission	Mehrheit
Für den Antrag Jenni (Bern) zu Artikel 70 Absatz 1	Minderheit
Für den Antrag Regierungsrat/Kommission	Mehrheit

Art. 70 Abs. 2 und 3, Art. 71 – 83

Angenommen

Art. 84

Bieri, Präsident der Kommission. Ich möchte Sie auf zwei Punkte hinweisen. Zum einen muss die Numerierung der Artikel angepasst werden. Zum andern geht es um Artikel 84 selber. Gemäss Artikel 84 sind zwei Artikel des Gesetzes vom 14. Mai 1969 über Handel, Gewerbe und Industrie (Gewerbegesetz) zu ändern. Das Gewerbegesetz wird jedoch durch das neue Gesetz über Handel und Gewerbe vom 4. November 1992 aufgehoben. Die Referendumsfrist für dieses Gesetz lief ungenutzt ab; es ist vorgesehen, das HGG auf den 1. Juli 1993 in Kraft zu setzen. Damit hat der Grosse Rat keinen Handlungsspielraum mehr zur Änderung des Gewerbegesetzes. Deshalb beantrage ich Ihnen, auch im Auftrag der Redaktionskommission, die Streichung von Artikel 84 Lotteriegesetz.

Präsidentin. Dieser Antrag wird nicht bestritten. Er ist somit stillschweigend angenommen.

Art. 85 und 86

Angenommen

Titel und Ingress

Angenommen

Kein Rückkommen

Schlussabstimmung

Für Annahme des Gesetzesentwurfs in zweiter Lesung	130 Stimmen
Dagegen	3 Stimmen

Neues Lotteriegesetz Artikel 80: Übernahmevertrag zwischen der heutigen Seva-Lotteriegenossenschaft und der zu gründenden öffentlichrechtlichen Seva-Lotteriegenossenschaft, handelnd und vertreten durch den Regierungsrat des Kantons Bern

Beilage Nr. 21, Geschäft 0873

Bieri, Präsident der Kommission. Aufgrund des soeben verabschiedeten Lotteriegesetzes haben wir mit Artikel 80 einen Übernahmevertrag zu genehmigen, der als Vertragsentwurf vorliegt und der den Übergang von der alten zur neuen Seva-Genossenschaft regelt. Auf die Ermittlung eines Preises nach kaufmännischen Grundsätzen ist verzichtet worden. Der Übernahmepreis von 2,7 Mio. Franken scheint uns eine Lösung zu sein, die auch für den Kanton sehr günstig ist. In der vorberatenden Kommission wurde der Übernahmevertrag diskutiert, wobei auftauchende Fragen geklärt werden konnten, und einstimmig verabschiedet. Ich beantrage Ihnen, dem Geschäft ebenfalls zuzustimmen.

Abstimmung

Für Genehmigung des Geschäfts 0873 112 Stimmen (Einstimmigkeit)

Autobahnpolizei: Gehälter des Verwaltungs- und Betriebspersonals; Nachkredit 1992

Beilage Nr. 21, Geschäft 0770

Genehmigt

Direktionssekretariat: Kostenvergütung für Straf- und Massnahmenvollzug; Nachkredit 1992

Beilage Nr. 21, Geschäft 0771

Genehmigt

Direktionssekretariat: Gehälter des Verwaltungspersonals und Arbeitgeberbeiträge an Sozialversicherungen

Beilage Nr. 21, Geschäft 0772

Genehmigt

214/92

Motion Gurtner – Für eine quartierbezogene, zivile Nutzung des Berner Kasernenareals

Wortlaut der Motion vom 2. November 1992

Das Kasernenareal in der Stadt Bern ist im Besitze des Kantons. Seit 1901 besteht mit dem Bund ein Nutzungsvertrag, der 1930 erneuert und seither mit rund 20 Nachtragungen laufend verlängert wurde. Ein grosser Teil der Kaserne wird nicht mehr genutzt (z.B. Stallungen). Zudem ist es nicht mehr zeitgemäss, eine Militärkaserne mitten in einem Wohnquartier zu betreiben.
Obwohl das Breitenrain-Quartier dringend Kinderspielmöglichkeiten, Naherholungsraum und Räume für kulturelle Nutzung benötigt und in der Region auch grosse Wohnungsnot herrscht, steht das Areal der Bevölkerung nur am Rande zur Verfügung. Zudem ist das Quartier durch PendlerInnenverkehr stark belastet. Es besteht ein grosses Bedürfnis nach einer zivilen Nutzung des Kasernenareals.
In verschiedenen Schweizer Städten sind die Stadtkasernen längst umgenutzt. In Basel und Zürich entstand in den Räumlichkeiten der ehemaligen Kaserne ein Kulturzentrum mit Ateliers, Theater, Restaurant, Quartierbibliothek, Kurs- und Versammlungslokalen und einem gedeckten Kinderspielplatz. Konzerte, Theater und vieles mehr finden heute im Quartierzentrum statt. In Zug befindet sich in der ehemaligen Kaserne eine Bibliothek.
Durch internationale und nationale Abrüstungsbemühungen sinkt der Raumbedarf der Schweizer Armee. Sie ist deshalb problemlos in der Lage, auf die Berner Kaserne zu verzichten. Der finanzielle Nutzen für den Kanton Bern in Form von Entschädigungen durch den Bund ist gering. Eine zivile Nutzung würde mit einiger Sicherheit mehr Ertrag abwerfen als die militärische, selbst wenn kulturellen und sozialen Bedürfnissen des Quartiers in grossem Masse Rechnung getragen würde.
Der Regierungsrat wird deshalb aufgefordert, beim Bund vorstellig zu werden, damit das Kasernenareal im Berner Breitenrain quartierbezogen und zivil genutzt wird. Der Vertrag mit dem Bund ist per nächstmöglichen Termin zu kündigen bzw. nicht mehr zu erneuern.

(3 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 17. März 1993

In der Armee 95 wird man anteilmässig weniger Infanteristen ausbilden. Dies ermöglicht, auf Ende 1994 einzelne Infanterie-Rekrutenschulen zugunsten von Rekrutenschulen anderer Waffengattungen aufzuheben. In enger Absprache mit dem Regierungsrat und zum grossen Bedauern weiter Kreise im Kanton Bern hat das Eidgenössische Militärdepartement 1992 aufgrund dessen entschieden, ab 1995 auf dem Waffenplatz Bern keine Infanterierekruten mehr auszubilden. Das heisst aber nicht, die Kaserne Bern bleibe ab diesem Zeitpunkt unbelegt, im Gegenteil.
Weil Bern, wie zwischen Bund und Kanton abgesprochen, ab 1995 reiner Versorgungstruppen-Waffenplatz wird, sind schon 1990 die Versorgungstruppen-Rekrutenschulen von Freiburg nach Bern umgezogen. Die Überbelegung des Waffenplatzes Bern, die sich seither aus dem Nebeneinander von Infanterie- und Versorgungstruppen-Rekrutenschulen ergab, bedingte, jeweils drei Versorgungsrekruten-Kompanien in Gemeindeunterkünften rings um Bern unterzubringen. Erst wenn die Berner Infanterie-Rekrutenschule entfallen wird, können diese bisher provisorisch umquartierten Versorgungsrekruten jene Unterkünfte in der Kaserne Bern beziehen, die man ihnen seit 1990 zugedacht hat. Dann werden die Versorgungstruppen konzeptgemäss endlich soweit sein, ihre Rekruten von der Berner Kaserne aus in bequemer Fussmarschdistanz auf den einfach, aber modern ausgebauten Versorgungstruppen-Ausbildungsanlagen an der Bolligenstrasse zeitgemäss und effizient auszubilden. Dort sind übrigens auch die Motorfahrzeuge abgestellt und findet die Fahrerausbildung statt.
Das Gesagte und der Umstand, dass neben den Versorgungstruppen-Rekrutenschulen auch die Unteroffiziers- und Offiziersschulen der Versorgungstruppen, aber

auch die Fourierschulen die Kaserne Bern militärisch standortgemäss nutzen, belegt den Stellenwert und die Bedeutung des trotz seiner zentralen Lage erprobtermassen versorgungstruppentauglichen Standortes Bern als einen der vierzig vollgenutzten Waffenplätze der Armee.
Den Waffenplatzvertrag zu kündigen und die Berner Kasernenanlagen zivil umzunutzen, lehnt der Regierungsrat, gestützt auf seine obigen Ausführungen und überzeugt davon, damit weder die kulturelle Entfaltung des Berner Nordquartiers zu hindern noch dessen Wohnqualität zu mindern, entschieden ab. Dies widerspräche den Zielsetzungen der bisherigen Zusammenarbeit mit dem Eidgenössischen Militärdepartement und verstiesse demzufolge gegen Treu und Glauben. Ein ziviles Umnutzen der Berner Kasernen liesse sich nur erwägen, wenn sie Gewähr böte, innert nützlicher Frist und mit verantwortbarem Aufwand einen gleichermassen lagebevorteilten Ersatzstandort zu finden, was unter den gegenwärtigen Umständen kaum möglich scheint.
Im übrigen bleibe abschliessend nicht unerwähnt, dass
- Militärpräsenz erwiesenermassen in den Standortgemeinden beachtliche Summen Geldes freisetzt,
- es ideal ist, wenn Angehörige der Armee, sofern es die Ausbildung zulässt, nicht fernab jeglicher Zivilisation, sondern als Teil von Land und Leuten ihres Dienstortes, inmitten unserer Dörfer und Städte, Dienst leisten,
- die zentrale Lage des Versorgungstruppen-Waffenplatzes Bern es unzähligen jungen, hier dienstleistenden Mitbürgern aus allen Teilen der Schweiz erlaubt, im Ausgang ohne grossen Aufwand die Bundesstadt zu erleben und kennenzulernen.

Gegenwärtige Verhandlungen mit den Bundesbehörden bezwecken, die Kasernenanlagen zu sanieren und den gewandelten Unterkunfts- und Ausbildungsbedürfnissen anzupassen. Dies sollte es, wie auf andern Waffenplätzen auch, den Quartiersportvereinen möglich machen, die Anlage mitzubenützen.
Aus den dargelegten Gründen beantragt der Regierungsrat die Ablehnung der Motion.

Gurtner. Mit dieser Motion möchte ich erreichen, dass das Berner Kasernenareal im Breitenrain in eine quartierbezogene, zivile Nutzung umgewandelt wird. Auf dem Kasernenareal liegen Räumlichkeiten und Flächen entweder brach oder werden untergenutzt. Andrerseits besteht auf dem Platz Bern ein enormes Raumbedürfnis für verschiedenste kulturelle Anliegen und Projekte. Mit einer zivilen Nutzung könnte diesem Missverhältnis abgeholfen werden. Mindestens Teile des Kasernenareals sollten zivil genutzt und in diesem Sinn freigegeben werden; ich meine in erster Linie die Wiesen, die Stallungen und die alte Reithalle.
Der Berner Stadtrat hat am vergangenen Donnerstag ein gleichlautendes Postulat überwiesen. Damit muss der Gemeinderat nicht nur eine zivile Nutzung prüfen, der Stadtrat hat auch ein klares Signal gegeben. Für den Regierungsrat ist also die Gelegenheit günstig, mit dem Gemeinderat das Gespräch aufzunehmen und sich ernsthafte Gedanken über eine zivile Nutzung zu machen. Die Zeit ist auch deshalb günstig, weil gemäss Armeeleitbild 95 die Armee ohnehin abgebaut werden soll.
Der Boden des Kasernenareals gehört dem Kanton Bern. Laut Antwort Regierungsrat Widmers auf eine Frage in der Fragestunde kann der Vertrag auf Ende 1993 gekündigt werden; ab 1995 würde somit die Kaserne zur Verfügung stehen. Jetzt sind Verhandlungen zu führen. Bei einer Erneuerung des Vertrags wäre die Minimalforderung die, mindestens vier Teile des nicht mehr genutzten Areals für eine zivile Nutzung freizugeben. Dass dies möglich ist, haben die Diskussionen in den achtziger Jahren um ein Armee-Museum gezeigt. Damals wären die Räumlichkeiten selbstverständlich zur Verfügung gestanden. Im Zentrum der Diskussion standen da auch die Stallungen und die Reithalle. Dieser Gebäudekomplex ist heute kaum mehr genutzt. Eine Umnutzung wäre also durchaus möglich. Das Armee-Museum scheiterte seinerzeit übrigens am Widerstand der Quartierbevölkerung.
In der Stadt Bern gibt es viele und verschiedenartigste Raumbedürfnisse. Es mangelt zum Beispiel an günstigem Wohnraum, preiswerten Ateliers für Künstlerinnen und Künstler, Kultur- und Freiräumen. In der Stadt sind mehrere Tausend Menschen arbeitslos. Sinnvolle Beschäftigungsprogramme und Räumlichkeiten hierfür sind kaum absehbar. Für die Frauennotschlafstelle, für ein grösseres Frauenhaus, für Kinderkrippen und Bildungszwecke wird in der Stadt Bern immer wieder nach geeigneten Räumlichkeiten gesucht. Es fehlt seit Jahren an günstigem Raum für den Lehrlings- und Vereinssport. Einige dieser Raumbedürfnisse könnten problemlos auf dem grossen Kasernenareal erfüllt werden. Die Kaserne steht leer, es wäre geradezu unvernünftig, diese Fläche, die in staatlichem Besitz ist, einfach brach liegen zu lassen. Je nach Nutzungsabsichten müssten ein paar bauliche Sanierungen geleistet werden, das ist klar. Im Rahmen von Arbeitsbeschaffungsprogrammen sind Gewerkschaften und die Stadt Bern auf der Suche nach Möglichkeiten für sinnvolle Weiterbildungsprogramme im Bereich von Renovationen oder bauökologischen Sanierungen. Ein erster Schritt in dieser Richtung könnte mit einer zivilen Nutzung des Areals ebenfalls getan werden.
In verschiedenen anderen Schweizer Städten sind Stadtkasernen längst umgenutzt, in Basel beispielsweise sind in den Räumlichkeiten der ehemaligen Kaserne ein Schul- und Kulturzentrum mit Ateliers, Theater, Restaurants und einer Quartierbibliothek untergebracht. In Zürich befinden sich in einem Teil der Gebäulichkeiten kantonale Arbeitsplätze, in einem anderen Teil ist Raum für kulturelle Projekte. In der ehemaligen Zuger Kaserne befindet sich heute die städtische und kantonale Bibliothek. In Konstanz schliesslich ist die Kaserne sogar umgewandelt worden in günstigen Wohnraum. Auch in Bern wäre so etwas möglich, zumal die Kaserne aus verschiedenen Gebäuden besteht. Die bisherigen Unterkünfte könnten sicher mit relativ wenig Aufwand in Wohnungen umgewandelt werden.
Ich bin von der Antwort des Regierungsrates enttäuscht. Er signalisiert keine Bereitschaft, nicht einmal für eine teilweise Umnutzung; dafür wird mit dem Argument von Hin- und Herschieben verschiedenster Versorgungstruppen, Rekrutenschulen und Kompanien zu beweisen versucht, dass die Kaserne genutzt wird und besetzt ist. Ich bitte den Grossen Rat, nach dem Entscheid im Stadtrat dem vorliegenden Vorstoss ebenfalls zuzustimmen.

Kaufmann (Bern). Wer das Berner Kasernenareal etwas näher kennt und beispielsweise im Berner Nordquartier wohnt, stellt fest, dass das Gelände mit einem hohen Zaun abgesteckt ist. Auf einer Tafel ist zu lesen, was auf diesem Gelände erlaubt ist und was nicht erlaubt ist. Man weiss auch – ich sage dies als Quartierbewohner mit Erfahrung auf diesem Gebiet –, wie schwierig es ist,

auf dem Areal, einer der wenigen grossen Grünflächen in diesem Quartier, eine eigentliche durchmischte Nutzung zu erreichen, gerade wegen des Zauns und der Verbotstafel. Es geht bei diesem Vorstoss um folgendes: Der Kanton Bern soll mit dem Bund und wahrscheinlich auch mit der Stadt Bern in Verhandlungen treten, damit wieder einmal kreativ darüber nachgedacht wird, was mit einem solchen Gelände, mit solchen Gebäulichkeiten, die notabene bereits heute nicht mehr alle militärisch genutzt werden, und mit der Grünfläche im Interesse der Allgemeinheit gemacht werden könnte. Das wäre unter Umständen sogar im Interesse der Armee; denn wäre sie etwas weniger von Zäunen umgeben, wäre dies vielleicht für ihre Akzeptanz auch von Nutzen. Insofern ist die SP-Fraktion der Meinung, der Vorstoss müsse unbedingt überwiesen werden. Es handelt sich ja nicht um einen Vorstoss, der bereits verpflichtend festlegt, was mit dem Gelände passieren soll, er setzt vielmehr ein Signal Richtung Verhandlungen, neuen Verträgen zwischen dem EMD, dem Kanton Bern und allenfalls der Stadt Bern. Es tut also niemandem, auch der Regierung des Kantons Bern nicht weh, wenn in dieser Richtung etwas geschähe.
Der Vorstoss hat zusätzliche Brisanz erhalten, weil in der letzten Woche der Berner Stadtrat den Gemeinderat auf die gleiche Art und Weise verpflichtete, das Gelände etwas näher anzuschauen. Der Gemeinderat wird also dem Regierungsrat des Kantons Bern Vorstellungen in der genau gleichen Sache unterbreiten. Es wäre daher völlig unvernünftig, die Chance, über das Gelände nachzudenken, ungenutzt verstreichen zu lassen.
Aus diesen Gründen bittet Sie die SP-Fraktion, den Vorstoss zu überweisen. Man könnte allenfalls darüber diskutieren, ob man punktweise abstimmen könnte, wobei der erste Teil des Vorstosses, die Verpflichtung, mit den Bundesbehörden in Kontakt zu treten, als Motion, und der zweite Teil, die Diskussion über die Verträge, als Postulat zu überweisen wäre. Das gäbe der Regierung etwas mehr Spielraum.
Eine letzte Bemerkung aus der Sicht der Stadt Bern. Das Kasernenareal ist in der Stadt Bern, im Stadtplanungsamt, im Rahmen des Stadtentwicklungskonzepts und anderen planerischen Diskussionen längst kein Tabu mehr; man spricht schon lange darüber, wie eine bessere Nutzung zu erreichen wäre, wie einzelne Gebäulichkeiten entweder im Gewerbe- oder im Wohnbereich genutzt und wie die Grünfläche öffentlich zugänglich gemacht werden könnte. Insofern diskutieren wir hier nichts Revolutionäres und ist der Vorstoss absolut akzeptabel.

von Arx. Im Namen der Fraktion Freie Liste/Junges Bern kann ich Ihnen das, was Herr Kaufmann eben sagte, wärmstens empfehlen. Ich bin, um meine Interessenbindung offenzulegen, Mitarbeiter des EMD und müsste demnach den Vorstoss vehement bekämpfen. Ich tue das nicht, weil ich gegen die Methode des Türenzuschlagens bin. Wir waren enttäuscht von der recht absoluten Antwort des Regierungsrates, wobei ich sagen muss, dass auch Frau Gurtner zum Teil von falschen Voraussetzungen ausgegangen ist. Sie sagte, das Kasernenareal werde vom EMD nicht mehr benutzt. Dem ist nicht so. Aber wir haben hier eine einmalige Chance, ein in die Stadt integriertes Areal raumplanerisch zu gestalten, und zwar in einem Miteinander und Ergänzen, statt in einem Gegeneinander und Ausschliessen. Gerade raumplanerisch müssen wir – Zivile wie Militär – uns vermehrt die Frage nach anderen Lösungen stellen. Es gibt sicher Installationen, die gemeinsam genutzt werden könnten, wobei wir uns bewusst sind, dass solche Lösungen anspruchsvoller sind.
In diesem Sinn bitten wir Frau Gurtner, den Vorstoss zweizuteilen, wie das Herr Kaufmann angeregt hat. Es sollen Verhandlungen aufgenommen werden für eine Um- und Mehrfachnutzung dort, wo es geht, und dies soll als Motion überwiesen werden, während der zweite Teil als Postulat überwiesen werden sollte. Ich bitte Sie, eine Türe offen zu lassen, einer sinnvollen Raumplanung eine Chance zu geben und zu ermöglichen, dass die verschiedenen Institutionen miteinander reden. Das wären wir eigentlich allen Teilen schuldig.

Vizepräsident Bieri übernimmt den Vorsitz.

Weidmann. Ich kann mich, zusammen mit der FDP-Fraktion, mit meinen Vorrednern nicht einig erklären. Die Antwort des Regierungsrates allein genügte, die Motion abzulehnen. Ich habe mir aber noch ein paar Zusatzinformationen in der kantonalen Militärdirektion geholt. Die Kaserne Bern ist mit 200000 Übernachtungen mit Abstand die bestbesetzte Kaserne in der Schweiz. In der genannten Zahl sind nicht nur Versorgungstruppen, sondern alle Waffengattungen inbegriffen, die Kurse und Weiterbildungen durchführen. Der Liegenschaftsertrag belief sich im Jahr 1992 auf 1,025 Mio. Franken; das zeigt, dass die Kaserne nicht, wie gesagt wurde, mehrheitlich leer steht. Auch was den Pendlerverkehr anbelangt, gehe ich mit Frau Gurtner nicht ganz einig. Nach meinen Informationen benutzen die dort stationierten Truppen ihre Fahrzeuge nur im äussersten Fall, der Pendlerverkehr wird also nicht noch vergrössert. Noch ein Wort zu den Spielmöglichkeiten. Ich habe vor über dreissig Jahren während 13 Jahren neben der Kaserne gewohnt. Unsere Kinder konnten ohne weiteres auf der grossen, grünen Kasernenwiese spielen; ich denke nicht, dass sich das heute geändert hat. Man sollte also nicht Dinge sagen, die nicht der Wahrheit entsprechen. – Aus diesen Gründen bitte ich den Rat, die Motion abzulehnen.

Begert. Die SVP-Fraktion lehnt die Motion ab und ist gegen eine punktweise Abstimmung. Herr Weidmann hat mir bereits ein paar Argumente vorweggenommen. Ergänzend kann ich sagen, dass die Kaserne Bern in der Bevölkerung, auch des Quartiers, relativ beliebt ist. Die Quartierbevölkerung lebt mit dieser Kaserne, fragen Sie nur die Restaurants darum herum. Auch das scheint mir ein wesentlicher Punkt zu sein. Die Soldaten sind ebenfalls gerne in dieser Kaserne, weil sie stadtnah gelegen ist. Frau Gurtner sagte, die Räumlichkeiten könnten mit wenig Aufwand in Wohn- und Gewerberäume umfunktioniert werden. Das stimmt nicht. Ich würde jedenfalls nur ungern in solchen Räumlichkeiten wohnen, da sie von den Dimensionen her ganz anders sind, als man es sich gewohnt ist. Herr Kaufmann hat den Zaun erwähnt. Im Gelände stehen militärische Fahrzeuge, und da muss man verstehen, dass alles versucht wird, damit sie nicht beschädigt werden und keine Unfälle passieren. Die Grünanlagen können bereits von den Kindern genutzt werden, Herr Weidmann wies darauf hin.
Ich bitte Sie, die Motion abzulehnen.

Waber. Ich bin immer wieder erstaunt, mit welcher Hartnäckigkeit die von mir aus gesehen rechte und linke Seite Armee-Motionen einreicht und immer wieder mit dem gleichen daherkommt. Am 6. Juni werden wir über

die Waffenplätze abstimmen, und hier versucht man nun, einen Waffenplatz in der Stadt Bern schon jetzt zu eliminieren. Wollte man ihn an einen anderen Ort verlagern, wäre man mit Sicherheit auch dagegen. Man behauptet ferner, die Belastung des Quartiers durch Pendlerinnen und Pendler sei sehr gross. Das aber hat mit der Armee nichts zu tun, die Armee versucht sich sowohl in der Stadt wie in der Kaserne ökologisch zu verhalten, was man von den Pendlerinnen und Pendlern nicht unbedingt sagen kann. Eine zivile Nutzung, so wurde weiter gesagt, würde mit Sicherheit mehr Ertrag abwerfen. Wenn ich heute in der «Tagwacht» lese, wie bei Hausbesetzungen argumentiert wird – Argumentationen, die darin gipfeln, das Recht auf Wohnen sei vor das Recht auf Eigentum zu stellen –, läuft es mir kalt den Rücken hinab. Hat man in der Kaserne einmal eine zivile Nutzung, wird gar nichts mehr möglich sein, wird die Armee sich hintanstellen müssen. Wir befinden uns in einer klar inszenierten ideologischen Debatte, die Drahtzieher geben sich auch immer wieder zu erkennen. Durch ein Hintertürchen wird etwas vorgelegt, das dem Anspruch der Demokratie und unserer Gesetze nicht entspricht, während die Armee doch ganz klar das Recht hat, das fragliche Areal zu nutzen. Mit Begriffen wie «raumplanerische Nutzung» werden Zonen für Hüttendörfer, für billiges Wohnen usw. verlangt. Hören wir doch einmal damit auf; denn ein sehr grosser Prozentsatz der Bevölkerung muss Mietzins bezahlen – das Wohnen ist sicher ein Grundbedarf – und sich an die Spielregeln halten. Man kann einfach nicht verlangen, dass die Allgemeinheit plötzlich für ein paar wenige Leute Raum zur Verfügung stellen und ihn letztlich dann auch noch bezahlen muss. Lehnen Sie die Motion ab!

Wasserfallen. Die Stossrichtung der Motion ist klar: zivile Nutzung, Vertrag künden, keine Kaserne mehr in der Stadt Bern. Diese Stossrichtung, Frau Gurtner, ist ganz klar gegen die Armee gerichtet. Der 6. Juni lässt grüssen! Der Gemeinderat der Stadt Bern hat das Postulat im Stadtrat zur Ablehnung empfohlen; leider ist es trotzdem überwiesen worden. Es ist aber klar, dass aus rechtlichen Gründen, weil es nicht in den Kompetenzbereich der Stadt fällt, die Stadt selber an und für sich gar nichts tun kann. Das war einer unter anderen Gründen, die den Gemeinderat zum Ablehnungsantrag bewogen haben.
Herr Kaufmann, Sie haben Ihre Ansicht bezüglich Nutzung des Kasernenareals, aber dieser Ansicht sind noch lange nicht alle Nordquartierbewohner. Es gibt dort viele Leute, die mit dieser Kaserne leben und leben können. Die Gastwirtschaftsbetriebe sind bereits angesprochen worden. Nach meinen Informationen finden viele Leute im Nordquartier, die Kaserne passe gut in dieses Quartier. All diese Gründe können nur zum einen Schluss führen: Die Motion muss abgelehnt werden, auch in Form eines Postulates.

Kaufmann (Bern). Es gibt eine Krankheit in diesem Land: Jedesmal, wenn im Zusammenhang mit der Armee ein Vorstoss, eine Idee oder auch nur die Möglichkeit zur Entkrampfung der Beziehungen zwischen Armee und Zivilbevölkerung vorgebracht wird, wittert man gleich Landesverrat und Abschaffung der Armee. Der 6. Juni ist nicht von unserer Seite angezogen worden. Wir werden am 7. Juni sehen, wer mit welchem Denken vor dem Volk Recht hatte. Aber es geht hier ja nicht um das. Wenn Gemeinderat Wasserfallen sagt, er habe das Postulat als Gemeinderat im Stadtrat abgelehnt, so stimmt das. Aber das Parlament der Stadt Bern, Herr Gemeinderat Wasserfallen, erteilte dem Gemeinderat mit der Überweisung des Postulats den Auftrag, beim Kanton Bern in dieser Sache vorstellig zu werden. Diesen Parlamentsbeschluss kann man nun nicht sozusagen hintenherum im Grossen Rat rückgängig machen. Im Gegenteil, Herr Wasserfallen wäre eigentlich verpflichtet, hier den Beschluss seines Parlaments zu vertreten. Mich dünkt völlig daneben, Herr Wasserfallen, wenn Sie als Gemeinderat der Stadt im Grossen Rat genau das Gegenteil dessen vertreten, was der Stadtrat beschlossen hat.
Zum Argument Nordquartierbewohner, Herr Waber und andere haben davon gesprochen. Wir im Nordquartier finden die Kaserne nicht «daneben»; sie hat tatsächlich einen wichtigen Stellenwert. Wir wollen die Kaserne und die EMD-Nutzung nicht aus dem Quartier hinauswerfen, sondern wir wollen dieses Gelände optimal nutzen, nebst der militärischen auch eine zivile Nutzung ermöglichen – zumindest ich habe diese Möglichkeit nicht ausgeschlossen. Nach Meinung der SP-Fraktion soll denn auch der zweite Punkt der Motion, die Vertragskündigung, höchstens als Postulat überwiesen werden. Verhandeln hingegen sollte man auf jeden Fall. Diesbezüglich möchte ich richtig verstanden werden.

Gurtner. Ich bin bereit, über die Motion in zwei Teilen abstimmen zu lassen. Das Begehren, Verhandlungen mit dem Bund aufzunehmen, wäre demnach als Motion und der Punkt Kündigung des Vertrags als Postulat zu überweisen.
Noch ein paar Bemerkungen zur Diskussion. Ich habe in meiner Begründung nicht gesagt, das ganze Areal müsse umgenutzt werden. Vielmehr betonte ich, es sei mindestens eine teilweise zivile Nutzung vorzusehen, und zwar für die Grünfläche, die für das Quartier sehr wichtig wäre, für die Stallungen und die Reithalle. Denjenigen, die mir entgegenhielten, es stimme nicht, dass die Kaserne ungenutzt oder wenig genutzt werde, möchte ich noch einmal die seinerzeitige Diskussion um das Armee-Museum in Erinnerung rufen. Damals war man sofort bereit, Platz abzutreten. Meinen Vorstoss sehe ich nicht als Beitrag zur Abschaffung der Armee. Mir geht es tatsächlich in erster Linie darum, in der Stadt Bern Räumlichkeiten für kulturelle Projekte zu schaffen, und dies dort, wo Räumlichkeiten brach liegen. Eine teilweise gemischte Nutzung wäre durchaus möglich.

Widmer, Polizei- und Militärdirektor. Ich habe dieser Diskussion mit Interesse zugehört, und ich bin erstaunt und überrascht, zunächst einmal von der Motionärin. Sie stellte, was ihr gutes Recht ist, Fragen, und ich habe diese Fragen beantwortet. Ich wies darauf hin, wie die Kaserne belegt wird, welche Einnahmen daraus resultieren und wann der Vertrag allenfalls gekündigt werden kann. Ich bin nun erstaunt und überrascht über den Titel Ihrer Motion, Frau Gurtner. Die Stossrichtung Ihrer Motion, die vier letzten Zeilen, mit denen Sie dem Regierungsrat einen Auftrag erteilen wollen, könnte man eindeutig so überschreiben: «39 Waffenplätze sind genug». Genau das ist die Stossrichtung. Sie wollen mit dem zweiten Teil Ihrer Motion erreichen, dass der Vertrag gekündigt wird. Und das ist nicht identisch mit dem, was Sie hier sagten und von verschiedenen Votanten aufgenommen wurde. Es wurde gerügt, dass die Armee nicht ein Miteinander wolle. Meine Damen und Herren, es gibt in der Schweiz sehr viele gute Beispiele, da das Miteinander funktioniert, die Armee mit der Zivilbevölkerung zusammenarbeitet und man zusammenleben

kann. Aber ich erinnere Sie an den Aufruf letztes Jahr im Nordquartier zu einer nicht legalen Demonstration; das Gelände wurde illegal besetzt, es wurde campiert und viel Dreck hinterlassen. Diesem Aufruf wurde allerdings nicht im erwarteten Ausmass Folge geleistet, aber immerhin wurde das Gelände besetzt – Herr Kaufmann, es ist nicht von ungefähr, wenn man solche Areale einzäunt.
Ich bitte Sie, die Motion in beiden Teilen abzulehnen, denn die Stossrichtung geht nicht in die zivile Nutzung, man will vielmehr die Armee nicht mehr.

Bieri, Vizepräsident. Wir stimmen punktweise ab. Punkt 1 lautet: «Der Regierungsrat wird aufgefordert, beim Bund vorstellig zu werden, damit das Kasernenareal (...) quartierbezogen und zivil genutzt wird.» Punkt 2 lautet: «Der Vertrag mit dem Bund ist per nächstmöglichen Termin zu kündigen bzw. nicht mehr zu erneuern.»

Abstimmung

Für Annahme von Pkt. 1 als Motion	Minderheit
Dagegen	Mehrheit
Für Annahme von Pkt. 2 als Postulat	Minderheit
Dagegen	Mehrheit

Gesetz über das Fürsorgewesen (Änderung)

Beilage Nr. 23

Erste Lesung

Eintretensfrage

Omar-Amberg, Sprecherin der Geschäftsprüfungskommission. Die Änderung des Fürsorgegesetzes ist in der Geschäftsprüfungskommission vorberaten worden, weil es nicht um eine brisante Sache geht, sondern lediglich um eine Anpassung, die wegen der Fondsauflösung nötig wurde. Mit dem neuen Artikel 136a wird ein Fonds für Suchtprobleme geschaffen, also eine Spezialfinanzierung.
In der GPK freute uns, dass mit dem neuen Fonds das Schwergewicht auf die Prävention (legale und illegale Drogen) gelegt werden soll. Gespiesen wird der Fonds aus den Geldern der Eidgenössischen Alkoholverwaltung sowie aus den Patentabgaben des Gastwirtschaftsgesetzes. Die GPK empfiehlt Ihnen, der Gesetzesänderung zuzustimmen.

Probst. Ich spreche hier als Präsident der Kommission Gastgewerbegesetz. Ich bin für Eintreten und Zustimmung zur Gesetzesänderung, möchte aber zuhanden der Materialien noch etwas Wesentliches sagen. Im Vortrag wird gesagt, wie der heutige Gastgewerbefonds künftig aufgeteilt werden könnte. Das ist eine Vorwegnahme einer Entscheidung, die der Grosse Rat erst im Juni treffen wird. Die Kommission Gastgewerbegesetz hat diesen Punkt jedoch bereits materiell behandelt. Ich möchte demnach nur deponieren, dass hier nicht etwas vorweggenommen werden kann, das erst im Juni vom Grossen Rat entschieden wird. Es gibt in bezug auf den Gastgewerbefonds mit Sicherheit Änderungen. Gemäss Artikel 136a soll der Suchtprobleme-Fonds aus dem Reinertrag der Eidgenössischen Alkoholverwaltung und aus Fondszinsen geäufnet werden. Als drittes gäbe es neu Abgaben gemäss Gastgewerbegesetz.

Eintreten wird stillschweigend beschlossen.

Detailberatung

Art. 136a

Angenommen

Titel und Ingress

Angenommen

Kein Rückkommen

Schlussabstimmung

Für Annahme der Gesetzesänderung in erster Lesung	114 Stimmen (Einstimmigkeit)

Gesetz über Spitäler und Schulen für Spitalberufe (Spitalgesetz) (Änderung)

Beilage Nr. 24

Erste Lesung

Eintretensfrage

Salzmann, Präsident der Kommission. Bei dieser Änderung handelt es sich um eine Massnahme des Massnahmenpakets Haushaltgleichgewicht 1993–1996, die den Staat mit rund 18 Mio. Franken entlasten sollte. Anders ausgedrückt: die Massnahme belastet die Spitalträger mit rund 18 Mio. Franken. Die Gesetzesänderung führt zu einem höheren, nach Steuerkraft differenzierten Selbstbehalt bei der Spitaldefizitfinanzierung der Bezirks- und Regionalspitäler. Bis jetzt übernahm der Staat 80 Prozent der subventionsberechtigten Defizite, so dass den Spitalverbänden nur 20 Prozent verblieben. Gemäss Gesetzesänderung übernimmt der Staat, je nach Steuerkraft, mindestens 53 oder höchstens 68 Prozent der Defizite. Den Spitälern bleibt somit ein Selbstbehalt von 32 bis 47 Prozent. Dieser Schlüssel gilt übrigens seit Jahren bei den Investitionen für Bau- und Einrichtungskosten (Artikel 43). Es liegt ein Abänderungsantrag vor, der diesen Verteilschlüssel betrifft, ich werde später darauf eingehen.
Die Vorlage fand in der Kommission grundsätzlich Unterstützung. Formell werden die Kosten vom Kanton auf die Spitalträger überwälzt. Der höhere Selbstbehalt könnte aber zu einer Sensibilisierung der Spitalträger und damit zu einer grösseren Kostendisziplin führen. In der Kommission kam folgendes klar zum Ausdruck: Wenn die Spitäler mehr belastet werden, so müssten sie konsequenterweise auch mehr Kompetenzen erhalten, was Strukturveränderungen bedingte. Die vorliegende Änderung beinhaltet zwar keine Strukturveränderung, sie sollte jedoch dazu beitragen, dass die Spitalverbände nach allen Möglichkeiten suchen, um die Kosten zu senken. Die Kompetenzen sind sicher nicht so gross, aber ich bin überzeugt, dass die Spitalverbände bei internen Anschaffungen Kosten sparen könnten, oder aber sie müssten die Bettenbelegungen prüfen und einzelne Abteilungen reduziert führen, beispielsweise in Ferienzeiten, in Zeiten also, die das Spital selber festlegen kann. Das hätte natürlich auch Konsequenzen für das Personal, die aber lösbar sein sollten.
Bei dieser Gesetzesänderung haben allerdings die Spitalverbände keinen Einfluss auf die Kosten der staatlichen Spitäler, sie haben auch keinen Einfluss und keine Kompetenzen, in ihren Spitälern den Stellenbestand zu

ändern. Einsparungen liessen sich also nur, wie ich bereits erwähnt habe, bei internen Anschaffungen und bei der Bettenbelegung erwirken. Trotz des fehlenden Einflusses auf die staatlichen Spitäler kann festgestellt werden, dass die Rechnungen 92 der öffentlichen Spitäler (Insel, psychiatrische Kliniken) besser als budgetiert ausfielen. Eine Ausnahme bildet das Frauenspital. Zurzeit laufen Modellversuche, und auch die Spitalplanung wird neu überprüft. Damit sollten die vorhin angesprochenen Strukturveränderungen möglich werden. Selbstverständlich kann man noch keine Schlüsse aus den Modellversuchen ziehen; in zwei, drei Jahren wird man mehr wissen. Mit diesen Strukturveränderungen müsste den Spitalträgern unbedingt mehr Autonomie, aber auch mehr Verantwortung gegeben werden. Dies ist mit der heutigen Änderung nur sehr beschränkt möglich.
In der Kommission wurde auch kritisiert, der neue Selbstbehalt berücksichtige die bevölkerungsschwachen Randregionen und die geographische Lage zu wenig. Im Protokoll ist festgehalten, dass der Regierungsrat in der künftigen Spitalplanung diesen Anliegen besser Rechnung tragen solle.
Nach eingehender Diskussion ist die Kommission auf die Gesetzesänderung eingetreten und hat ihr mit 15 gegen 3 Stimmen bei 2 Enthaltungen zugestimmt. Ich bitte, ebenfalls auf die Vorlage einzutreten und ihr zuzustimmen.

Blaser (Uettligen). Die FDP-Fraktion ist für Eintreten auf die Vorlage. Die Gesetzesänderung ist Bestandteil des Sparprogramms, das seinerzeit vom Grossen Rat verabschiedet wurde. Nachdem man A sagte, sollte man jetzt auch B sagen, sonst werden alle Sparabsichten des Kantons illusorisch. Zum Antrag Michel wird unsere Fraktion in der Detailberatung Stellung nehmen.

Stoffer. Die SP-Fraktion ist ebenfalls für Eintreten. Die Einführung eines differenzierten Selbstbehalts bei der Spitaldefizitfinanzierung führt zu einer Mehrbelastung der Gemeinden von 18, beziehungsweise zu einer Entlastung des Kantons um 18 Mio. Franken, was nicht ganz das gleiche ist. Dem kann man aus unserer Sicht zustimmen, weil es diesmal nicht um eine lineare Erhöhung, sondern um einen Selbstbehalt geht, der nach der Steuerkraft der jeweiligen Gemeinde bemessen wird. Eine der wichtigsten, für uns ausschlaggebenden positiven Punkte dieser Änderung liegt darin, dass die Spitalträger mit der neuen Finanzierungsart soweit gebracht werden können, mehr über ihre Kosten nachzudenken und sich endlich sparsamer zu verhalten. Wichtig ist aber gleichzeitig, dass die Spitalträger auch mehr Kompetenzen erhalten. Das ist wahrscheinlich einer der Schwachpunkte dieses Gesetzes, dass die Kompetenzen nicht gleichzeitig mit der Kostenbeteiligungserhöhung gewährt werden können. Wie in der Kommission gesagt worden ist, wird dieses Problem wahrscheinlich mit der Einführung eines neuen Finanzierungsmodells, das jetzt getestet wird, gelöst werden können.
Auch bei uns ist das Problem der Randregionen zur Sprache gekommen. Leider ist Werner Imdorf krank und kann sich dazu nicht äussern; ihm war das ein grosses Anliegen. Herr Michel hat sich aber, wie Sie gesehen haben, ebenfalls mit diesem Thema befasst. Ich persönlich hoffe, das Gesetz werde nicht dazu führen, dass ärmere Gemeindeverbände ein schlechtes und reiche Gemeindeverbände ein gutes Spital führen dürfen. Ich denke, der Gesundheitsdirektor werde für dieses Problem ein Medikament und eine Therapie finden.
Mit dem vorgeschlagenen Termin für das Inkrafttreten sind wir einverstanden. Ich bitte Sie um Eintreten und Zustimmung.

Präsidentin Zbinden-Sulzer übernimmt wieder den Vorsitz.

Aellen. Le groupe autonomiste et vert avait clairement exprimé sa position lors de la discussion par le Grand Conseil du plan de mesures «Equilibre des finances 1993–1996». La modification qu'on nous propose est la conséquence de l'adoption de ce plan de mesures. Elle n'est, une nouvelle fois, rien d'autre qu'un transfert des charges du canton vers les communes. Notre groupe ne peut accepter cette solution facile, d'autant plus que la situation financière de nos communes devient, elle aussi, de plus en plus préoccupante. En fait, on ne s'attaque pas ici d'une manière ou d'une autre au coût exorbitant de la santé. Aucune mesure n'est proposée pour assainir ce gouffre financier. Il vaudrait la peine de réfléchir à ce problème, d'autant plus que nos communes, au même titre que le canton, et même si elles font partie d'un syndicat, ne peuvent pas influencer directement sur les causes des déficits. Enfin, il peut paraître juste de charger les communes financièrement bien loties et de décharger celles qui ont des difficultés; mais dans ce domaine, n'encourage-t-on pas les investissements communaux parfois inconsidérés et inutiles? De plus, ce qui me paraît le plus injuste, c'est que les communes situées au milieu des deux cas de figure subissent des sorts bien différents: il s'agira tout de même de trouver une solution équitable pour ces communes-là.
Le groupe autonomiste et vert, sans s'opposer formellement à l'entrée en matière, n'accepte pas cette modification de la loi sur les hôpitaux et les écoles préparant aux professions hospitalières et le décret sur les hôpitaux. Il ne peut admettre des dispositions qui mettent de plus en plus les finances de nos communes en péril.

Omar-Amberg. Die LdU/EVP-Fraktion stimmt der Gesetzesänderung zu, wie schon bei der entsprechenden Massnahme Haushaltgleichgewicht bekundet. Wir finden die Neuaufteilung der Betriebsdefizite mit differenzierten Ansätzen für den Selbstbehalt nach der Steuerkraft der Gemeinden wichtig und richtig, ebenso wie die damit verbundene vermehrte Eigenverantwortlichkeit, die noch ausgebaut werden muss. Neben den vordergründigen Einsparungen von Kantonsausgaben soll aber zusammen mit dem neuen Finanzierungsmodell und verschiedenen integralen Überprüfungen das Spitalwesen im Kanton langsam und sachte auf ein neues Gleis geschoben werden. Neue Gleise, die das Preisbewusstsein der Gemeinden und der Gemeindeverbände wieder mehr in den Vordergrund rücken. Unsere Fraktion hat keine Einwände zu dieser Vorlage. Zum Antrag Michel wollen wir uns zuerst noch die Argumente anhören; wir neigen aber eher zur Ablehnung.

Blaser (Münsingen). Die SVP-Fraktion ist ebenfalls für Eintreten. Es sind nun einige Bedenken bezüglich der finanziellen Mehrbelastung der Gemeinden geäussert worden. Die SVP nimmt diese Bedenken ernst. Es ist kein Pappenstiel, wenn auf die Gemeinden 18 Mio. Franken abgewälzt werden. Es sind jetzt neue Finanzierungsmodelle in Erprobung, über deren breite Streuung wir froh sind. Wir wissen daher auch, dass die Mehrbelastung der Gemeinden in der vorgesehenen Form eine Übergangslösung darstellt. Mit den definitiven Finanzie-

rungsmodellen wird auch die gesetzliche Grundlage mit der Finanzierung der Spitäler geändert und die Übergangslösung wieder aufgehoben werden müssen. Trotz der Bedenken sind in der Fraktion keine Anträge auf Nichteintreten gestellt worden. Zum Antrag Michel werden wir uns später äussern.

Bohler. Ich kann mich dem einhelligen Kreis der Eintretensbefürworter im Namen der Freien Liste anschliessen. Uns gefällt das Stichwort «Sensibilisierung der Spitalträger», wir finden die differenzierten Ansätze gut.

Präsidentin. Die Einzelsprecher und -sprecherinnen haben das Wort.

Bartlome. Die Vorlage geht grundsätzlich in die richtige Richtung, kommt aber zum falschen Zeitpunkt und sollte parallel dazu ergänzt werden mit mehr Kompetenzen für die Spitalverbände.
Die Vorlage ist grundsätzlich richtig, weil die Verantwortung über die Ausgaben soweit möglich nach unten delegiert wird, dorthin, wo die finanziellen Konsequenzen auch selber gespürt und begründet werden müssen. Zum falschen Zeitpunkt kommt die Vorlage deshalb, weil sich das Umfeld seit der Zustimmung zu den 271 Massnahmen – ich nenne sie nicht Sparmassnahmen, im vorliegenden Fall handelt es sich sicher um keine solche – geändert hat. Der Zeitpunkt für solche Massnahmen ist in gewissen Augen natürlich immer falsch, das ist mir auch klar. Aber hier hätte man aus verschiedenen Gründen zuwarten können: Gegenwärtig werden Versuche mit Spitalfinanzierungssystemen durchgeführt; ferner sind das Projekt «Spitax», die Neuregelung der Ärzteabgaben in den Spitälern, und die Spitalplanung in Bearbeitung. Deren Ergebnisse sollte man nun abwarten. Schliesslich wäre eine Verschiebung auch dadurch gerechtfertigt, dass bei den Betroffenen keine Vernehmlassung durchgeführt worden ist. Wenn die Spitalverbände mehr Verantwortung übernehmen sollen, sollte man ihnen auch mehr Kompetenzen gewähren. Es geht in den Spitalverbänden einerseits darum, Ausgaben zu sparen. Das ist möglich, die Kosten sind in den Griff zu bekommen. Ich darf hier das Spital Münsingen erwähnen, in dem ich lange Jahre tätig war. Wir haben in den letzten zehn, zwölf Jahren das Defizit nie überschritten, und man weiss, dass die Gesundheitsdirektion das Defizit immer genau anschaut. Ohne eine Massnahme, wie sie nun vorgeschlagen wird, haben wir also wirtschaftlich gehandelt und das Defizit weiter als nötig nach unten drücken können. Das ist auch bei anderen Spitälern so. Bei den Kompetenzen geht es aber andrerseits auch um Verbesserungen auf der Einnahmenseite. Dort kann man keine Kosten senken, aber man kann das Defizit vermindern. Hier sind den Spitalverbänden durch Verträge mit der Gesundheitsdirektion über die ihnen zugewiesene Aufgabenverteilung Grenzen gesetzt. Es gäbe verschiedene Möglichkeiten, Stichwort zusätzliche Disziplinen in den Bezirksspitälern, Belegarztsystem, Computertomographie usw. Grundsätzlich sind die Spitalverbände frei, wenn sie das alles selber bezahlen. Aber es kann ja sicher nicht der Sinn der Spitalplanung und -koordination sein, dass alle alles, was sie wollen, machen können.
Aus diesen Gründen wäre es besser gewesen, wenn man mit der Gesetzesänderung zugewartet hätte, bis die Ergebnisse mit den neuen Finanzierungsmodellen und die neue Spitalplanung auf dem Tisch liegen und den Spitalverbänden mehr Kompetenzen zugebilligt werden können. Ich habe in der Kommission aus diesen Gründen im Hinblick auf eine Verschiebung einen Antrag auf Nichteintreten gestellt; da dieser klar abgelehnt worden ist, verzichte ich darauf, ihn heute noch einmal zu stellen.

Hier wird die Beratung dieses Geschäfts unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 11.55 Uhr.

Die Redaktorinnen:

Gertrud Lutz Zaman (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Dritte Sitzung

Mittwoch, 5. Mai 1993, 9.00 Uhr

Präsidentin: *Eva-Maria Zbinden-Sulzer,* Ostermundigen

Präsenz: Anwesend sind 175 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aebi, Albrecht, von Allmen, Bartlome, Bay, Daetwyler, Flück-Lehner, Gallati, Geissbühler (Bern), Graf (Ursenbach), Hari, Hofer, Hügli, Imdorf, Janett-Merz, Lüthi, Neuenschwander, Schmid (Rüti), Sidler-Link, Siegenthaler (Oberwangen), Sinzig, Wasserfallen, Widmer.

Gesetz über Spitäler und Schulen für Spitalberufe (Spitalgesetz) (Änderung)

Fortsetzung

Zesiger. Es dürfte Sie nicht erstaunen, dass aus dem Emmental einige kritische Töne zu dieser Änderung des Spitalgesetzes, respektive des Spitaldekretes zu hören sind. Ich spreche nicht für mich allein, sondern ich spreche im Namen der Region Emmental, im Namen vieler Gemeinden, die sich schon frühzeitig gegen die Art und Weise des Vollzugs dieser Massnahme gewehrt haben. Sie haben dem Regierungsrat ihre Bedenken schriftlich zukommen lassen. Es liegt mir daran, hier ganz klar festzuhalten, dass weder die Gemeinden noch die betroffenen Spitäler im Emmental die Sparpolitik des Regierungsrates torpedieren wollen. Es ist keineswegs so, dass uns das Verständnis für diese Politik fehlt. Es ist aber angezeigt, einige grundsätzliche Fragen aufzuwerfen. Den Spitalverbänden und den Gemeinden wird mit Recht fehlendes Kostenbewusstsein vorgeworfen. Der Regierungsrat verspricht sich vom vermehrten finanziellen Druck einen Spareffekt bei den wachgerüttelten Gemeinden und Spitaldelegierten oder Verwaltungskommissionen. Gegen dieses Argument ist vordergründig kaum etwas einzuwenden. Die Tendenz ist sicher richtig. Es drängt sich aber sogleich folgende Frage auf: Haben die Spitalverbände auch den gesetzlichen Spielraum, tatsächlich Einsparungen zu realisieren? Würden wir uns bei dieser Vorlage im Bereich der Investitionsbeiträge befinden, so könnte man diese Frage sicher mit einem Ja beantworten. Es geht aber nicht um Investitionsbeiträge, sondern um Betriebskostenbeiträge. In diesem Bereich ist der Handlungsspielraum gemäss meinen detaillierten Abklärungen sehr beschränkt. Mit anderen Worten: Unter der aktuellen Gesetzgebung, unter der aktuellen Spitalplanung handelt es sich bei dieser Massnahme eben doch um eine reine Überwälzung der Kosten vom Kanton auf die Gemeinden, ohne dass die Gemeinden ein entsprechendes Sparpotential anzapfen könnten.
Es wird immer wieder auf die neue Spitalplanung verwiesen, die 1994 spruchreif werde. Mit ihr werde den Gemeinden dann der nötige Spielraum zugestanden. Das habe ich der Presse entnommen. Insider sprechen aber im Zusammenhang mit der neuen Spitalplanung von ganz anderen zeitlichen Dimensionen, nämlich davon, dass die Arbeiten noch sechs oder sieben Jahre dauern werden. Zudem wissen wir alle, dass zur Zeit Modellversuche laufen, die sich über mehrere Jahre erstrecken. Auf das Resultat dieser Versuche will man ja dann erst aufbauen.
Ich erlaube mir, dem Gesundheits- und Fürsorgedirektor zwei Fragen zu stellen. Erstens: Wann ist im Zusammenhang mit der neuen Spitalplanung mit konkreten Vorschlägen und Anträgen zur Kompetenzerweiterung der Gemeinden und Spitalverbände zu rechnen? Wann werden sich für die Gemeinden wirklich Sparmöglichkeiten eröffnen? Zweitens: In welcher Form sieht der Regierungsrat die Kompetenzerweiterungen? Wie sehen derartige Massnahmen oder Gesetzesänderungen konkret aus?
Ein weiterer Problemkreis, der uns in diesem Zusammenhang beschäftigt, betrifft die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden. Mit einigem Befremden haben wir festgestellt, dass der Kanton die Gemeinden einerseits im Bereich der Regional- und Bezirksspitäler stärker belasten und die finanzielle Verantwortung delegieren will. Gleichzeitig macht er keine Anstalten, im Gegenzug die Gemeinden in bezug auf die Beiträge an die rein staatlichen Betriebe zu entlasten. Das läge nicht zuletzt im Interesse einer sinnvollen Aufgabenentflechtung und Kostentransparenz. Viele unserer Gemeinden wären sehr wohl bereit, zusätzliche Aufgaben zu übernehmen, wenn der Kanton seine Aufgaben in seinem eigenen Bereich verstärkt wahrnehmen würde. Deshalb eine dritte Frage: Ist der Regierungsrat bereit, Artikel 55 Absatz 1 Buchstabe a im Rahmen der neuen Spitalplanung zu überprüfen? Ist der Regierungsrat somit auch bereit, eine Senkung der Gemeindebeiträge an die rein staatlichen Betriebe ins Auge zu fassen?
Zusammenfassend stelle ich im Namen der betroffenen Emmentaler Gemeinden fest, dass man eigentlich erwartet hätte, die Massnahme werde mit der Spitalplanung koordiniert und damit zu einem späteren Zeitpunkt vorgelegt. Parallel zur Kostenüberwälzung hätte man sich mehr Kompetenzen erhofft. Und schliesslich hätte man erwartet, dass der Regierungsrat Anstalten machen würde, im staatlichen Bereich seine Aufgaben verstärkt wahrzunehmen. Alle diese Vorbehalte würden eigentlich ausreichen, um einen Rückweisungsantrag zu stellen. Wenn ich im Moment darauf verzichte, so deshalb, weil ich grosses Verständnis für die Situation des Regierungsrates angesichts der Finanzlage des Kantons habe. An dieser Stelle habe ich allerdings aufzeigen wollen, dass wir noch einige Pfeile im Köcher haben.

Joder. Die bernischen Spitäler, zusammengefasst im Verband Bernischer Krankenhäuser (VBK), sind nicht grundsätzlich gegen diese Vorlage. Ich möchte aber aus Sicht des VBK auf ein Problem hinweisen. Die Gesetzesvorlage bedeutet eine Mehrbelastung der Gemeinden im Umfang von 18 Millionen. Die Gemeinden sind zugleich die Spitalträger. Wir befürchten nun einen erhöhten Druck seitens der Träger auf die Leitung der Spitäler. Die Spitalleitung wird jedoch nicht reagieren können, weil sie in verschiedene kantonale Vorgaben eingebunden ist, zum Beispiel im Rahmen von Budgetrichtlinien oder Kreisschreiben. Der Stellenplan ist vom Kanton im Detail vorgegeben, ebenso der Teuerungsausgleich und die Beförderungsquote. Kleinere Investitionen zulasten der laufenden Betriebsrechnung müssen bewilligt sein. Die Spitalleitung kann nicht reagieren. Wir hoffen, dass die Versuche zu den Finanzierungsmodellen, die seit dem 1. Januar 1993 für drei Jahre laufen und an denen zwölf bernische Spitäler beteiligt sind, so ausgewertet werden können, dass ein vermehrter unternehmerischer Handlungsspielraum für das einzelne Spital ge-

schaffen wird. Wir hoffen auch, dass das gleiche Anliegen bei der kommenden Spitalplanung berücksichtigt wird.
In diesem Sinn, also mit diesen Auflagen für die Zukunft, bin ich für Eintreten auf die Vorlage.

Rychen. Ich erinnere daran, dass wir in der Dezembersession 1991 und in der Januarsession 1992 sehr eingehend über den Massnahmenplan Haushaltgleichgewicht 1993–1996 diskutiert haben. Ich habe damals dem Massnahmenplan zugestimmt. Es wurde uns damals von der Regierungsbank aus zugesichert, dass wir Gelegenheit haben würden, uns zu den einzelnen Vorlagen zu äussern.
Ich stelle fest, dass zu dieser Vorlage kein Vernehmlassungsverfahren durchgeführt wurde. Im Vortrag sind die Gründe aufgeführt. Es geht jedoch hier nicht um eine Sparmassnahme, sondern um die Verlagerung von knapp 19 Mio. Franken vom Staat auf die Gemeinden. Das wäre eigentlich Grund genug gewesen, ein Vernehmlassungsverfahren durchzuführen. Aus dem Vortrag ist ersichtlich, dass die Vorlage nicht nur eine finanzpolitische, sondern auch eine spitalpolitische Zielsetzung verfolgt. Das ist meiner Meinung nach als Unterwanderung der Spitalplanung zu betrachten. Wir haben darüber zu diskutieren, ob dies annehmbar ist oder nicht. Mit diesen bedeutenden finanzpolitischen Massnahmen betreibt man Strukturpolitik, und dies in einem äusserst komplexen Gebiet wie dem Spitalwesen. Ich stufe dieses Vorgehen als unsorgfältig und undemokratisch ein. Herr Zesiger hat bereits auf die Kompetenzordnung aufmerksam gemacht. Man will die Gemeinden dazu verpflichten, 19 Mio. Franken mehr zu bezahlen, aber bezüglich Kompetenzen bleiben sie eingeschränkt. Die Vorlage sieht keine Kompetenzverschiebung vor. Offenbar will der Kanton Bern wie bisher vom grünen Tisch aus seine Kompetenzen ausüben, obschon er finanziell sehr stark entlastet wird. Die vorgeschlagene Gesetzes- und Dekretsänderung ist für die Gemeinden nur dann tauglich und annehmbar, wenn in der gleichen Vorlage auch die Kompetenzen vom Kanton zu den Gemeinden verlagert werden.
Ich weise die Gesetzes- und Dekretsänderung zur Neuüberarbeitung zurück und stelle entsprechenden Antrag. Eine Rückweisung zur Überarbeitung drängt sich auf, weil darauf hinzuwirken ist, dass im Gegenzug die Beiträge der Gemeinden an die staatlichen Aufgaben im Gesundheitswesen, zum Beispiel an das Inselspital, das Frauenspital, die Psychiatrischen Kliniken usw., reduziert werden. Diese Massnahmen drängen sich aus Gründen der Gerechtigkeit auf. Im Namen der bernischen Gemeinden muss ich die Vorlage in dieser Form zurückweisen.

Salzmann, Präsident der Kommission. Ich nehme zu einigen Äusserungen in der Eintretensdebatte Stellung. Zuerst zum Zeitpunkt: Wir wissen alle, aus welchen Gründen diese Massnahme vorgeschlagen wird und wie es dazu gekommen ist. Wir könnten den Titel «Notlage» setzen. Man versucht, die Kosten des Kantons zu senken, und zwar sofort. Man kann nicht auf die Spitalplanung warten. Man muss die Notbremse ziehen, um die Kosten des Kantons zu senken.
Zu den Kompetenzen: Ich habe bereits beim Eintreten ganz klar gesagt, dass es sich hier tatsächlich um eine Überwälzung handelt und bei den Spitalträgern höhere Beiträge geholt werden. Gleichzeitig erwähnte ich, wo die Spitalträger Kompetenzen haben, etwa bei internen Anschaffungen. Bezüglich des Stellenplafonds sind sie nicht frei. Aber ich halte fest: Stellen zu reduzieren, ist nicht ausgeschlossen.
Man darf dies nicht einzig als Überwälzung betrachten, sondern auch als Chance für die Spitalträger. Sie können intern oder in regionaler Zusammenarbeit versuchen, Stellen abzutauschen. Sie können genau abklären, welche Leistungen sie selber und welche Leistungen die anderen Spitäler erbringen sollen. Ich betrachte es als Chance, dass bereits im Hinblick auf die Spitalplanung von unten nach oben gesteuert werden kann. Die Spitalverbände können sagen, in welche Richtung sie gehen wollen. Sonst kommt dann von oben die Anweisung, es dürfe nur noch dies oder jenes gemacht werden.
Zu den Kosten selber: Man überwälzt 18 Millionen auf die Spitalträger. Das trifft zu. Man muss aber klar sehen, dass es nicht ganz richtig ist, wenn man heute von den 18 Millionen ausgeht. Die Spitäler und die Gemeinden können zwar sagen, sie wollten nichts ändern. In diesem Fall bleibt es bei diesem Betrag. Aber man möchte hier den Anreiz geben, die Kosten aus eigenem Antrieb zu reduzieren. Man kann dies tun. Bereits haben verschiedene Spitalträger diesem Anliegen Rechnung getragen, indem sie zu sparen versuchen. Man muss Anreize geben, damit noch mehr gespart wird. Wenn von nirgendwoher ein Druck kommt, ist man auch weniger geneigt, eine Sparanstrengung zu unternehmen, wie wir alle wissen.
Aus diesen Gründen ersuche ich Sie, auf diese Gesetzesänderung einzutreten und ihr zuzustimmen.

Fehr, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Ich möchte vorab dem Kommissionspräsidenten danken für die umfassende Darstellung der Vorlage. Den verschiedenen Votantinnen und Votanten danke ich dafür, dass sie sich letztlich für Eintreten ausgesprochen haben.
Es geht um eine der wichtigen Massnahmen zur Wiederherstellung des Haushaltgleichgewichts, die der Rat grundsätzlich beschlossen hat. Wir unterbreiten diese Vorlage zeitgerecht. Die Auswirkungen entsprechen genau Ihrem seinerzeitigen Auftrag. Die Vorlage kann auf den 1. Januar 1994 in Kraft treten, wenn sie heute in erster Lesung verabschiedet wird.
Herr Bartlome und Herr Rychen haben beanstandet, dass es kein Vernehmlassungsverfahren gegeben habe. Das trifft nicht zu. Wir haben im Jahr 1990 eine Vernehmlassung durchgeführt. Damals war vorgesehen, den heutigen Selbstbehalt von 20 Prozent zu verdoppeln. Diese Absicht stiess auf Kritik. Damals war freilich noch nicht klar, wie das Gesetz über den Finanzausgleich aussehen würde. Zudem wurde kritisiert, dass die Wirkung undifferenziert gewesen wäre. Die Kritik aus der Vernehmlassung haben wir aufgenommen. Wir präsentieren daher heute eine Vorlage mit einem differenzierten Selbstbehalt.
Zur Angemessenheit und zum Verhältnis zwischen Kanton und Gemeinden: Ich erinnere daran, dass der Staat nur 32 Prozent aus dem Betrieb der staatlichen Spitäler in die Lastenverteilung einbringt. Die Bezirks- und Regionalspitäler bringen zur Zeit noch 80 Prozent ein. Dieser Satz soll jetzt etwas gesenkt werden, aber kein Spitalverband wird einen Selbstbehalt von 68 Prozent haben, wie dies beim Staat für seine eigenen Betriebe der Fall ist. Das muss man berücksichtigen. Ich erinnere ausserdem daran, dass bei der Lastenverteilung 60 Prozent vom Staat übernommen werden. 40 Prozent werden der Gesamtheit der Gemeinden belastet. Die Belastung des Staatshaushaltes ist nach wie vor gross. Dass es eine

Verschiebung gibt, bestreite ich nicht. Aber sie ist geeignet, zu sensibilisieren und das Kostenbewusstsein zu stärken.
Was die Kompetenzen der Trägerschaften anbelangt, hat der Kommissionspräsident zu Recht ausgeführt, dass diese hinsichtlich des Leistungsauftrages selbstverständlich begrenzt sind. Bezüglich der Art und Weise, wie man den Leistungsauftrag erfüllt, gibt es jedoch durchaus einen Spielraum. Das möchte ich auch an die Adresse von Herrn Joder sagen. Die Vorgaben, die wir machen, sind in aller Regel Maxima in irgendeine Richtung. Es handelt sich nicht um Minimalvorschriften. Sehr häufig hatte ich Gespräche mit Vertretungen von Trägerschaften zu führen, weil es um die Überschreitung von Maxima ging. Es kam eigentlich selten vor, dass jemand unter den Maximalstandard gehen wollte. Dass es Möglichkeiten gibt, ersieht man auch aus den Abrechnungen des letzten Jahres. Wir haben praktisch auf der ganzen Breite deutliche Unterschreitungen. Ich anerkenne ausdrücklich, dass viele Trägerschaften Anstrengungen unternommen haben, um Einsparungen zu realisieren.
Zum Votum von Herrn Zesiger: Ich kann bestätigen, dass im März eine ganze Reihe von Briefen aus seiner Region eingegangen ist. Die Regierung hat das Geschäft allerdings bereits im November des letzten Jahres verabschiedet. Damals wurde es dem Grossen Rat zugeleitet. Zu den Fragen von Herrn Zesiger: Bezüglich Zeithorizont bei der Spitalplanung kann ich die Aussagen aus der letzten Session anlässlich der Genehmigung des Kredits zur integralen Überprüfung im stationären Bereich bestätigen. Wir werden dem Grossen Rat bis Ende 1994 eine entsprechende Vorlage unterbreiten. Es wird neu festzulegen sein, wieviele Betten von welcher Kategorie in welcher Region betrieben werden sollen. Es gibt bisher keinen Verzug bei der Bearbeitung dieses Projekts. Das wird Auswirkungen auf die Aufgabenübertragungen haben. Ich komme damit zur zweiten Frage von Herrn Zesiger: Ich kann die Anträge nicht vorwegnehmen. Es wird darum gehen, die Aufgabenübertragungen anzupassen, beispielsweise durch Aufhebung bestimmter Abteilungen in gewissen Spitälern. Ich kann mir sogar vorstellen, dass man Trägerschaften überdenkt und zusammenfasst. Es gibt bereits Initiativen einzelner Spitäler, die prüfen, wie sie ihre Leistungen optimaler erbringen könnten in engerer Zusammenarbeit mit anderen Spitälern. Ich werde indessen diese Bemühungen an dieser Stelle nicht breitschlagen. Nur so viel: Im Raum Biel gibt es den Plan, das Regionalspital und das Kinderspital Wildermett einer gemeinsamen Führung und Trägerschaft zu unterstellen. In diesem Rahmen werden sich die Vorschläge bewegen.
Generell zur Aufgabenteilung verweise ich auf das zweite Massnahmenpaket zur Wiederherstellung des Haushaltgleichgewichts. Sie werden dieses Paket im Juni diskutieren. Ein Projekt im Rahmen dieses Pakets sieht die Überprüfung der Aufgabenteilung in ihrer ganzen Breite, nicht allein im Spitalwesen, vor. Ein weiteres Projekt will das Lastenverteilungssystem einer vertieften Beurteilung unterziehen. In diesem Zusammenhang wird auch die Lastenverteilung im Spitalwesen zur Diskussion stehen. Wie verschiedene Votanten richtigerweise betont haben, wird im Rahmen der Modellversuche abgeklärt, wie die Betriebskosten anders als durch Defizitdeckungen abgegolten werden können. Man wird wertvolle Erfahrungen sammeln. Wenn ein schlüssiges Ergebnis vorliegt, wird man die Gesetzgebung bezüglich der Betriebskostendeckung anpassen müssen. Ich hoffe sehr, dass wir in dieser Beziehung ein neues Modell finden werden. Denn die gegenwärtige Regelung ist auch für uns nicht sehr befriedigend.
Zum Rückweisungsantrag von Herrn Rychen: Er hat ihn mündlich formuliert. Leider liegt er nicht schriftlich vor. Die Auflagen, die damit verbunden wären, sind nicht bekannt. Ich ersuche Sie, diesen Antrag abzulehnen. Wenn wir nicht in der Lage wären, diese Massnahme umzusetzen, glauben Sie im Ernst, dass es dann gelingen werde, Struktureingriffe via Spitalplanung zu realisieren, die viel einschneidender sind als die Korrektur der Kostenverteilung? Sie setzen mit Ihrem heutigen Entscheid ein Zeichen, sei dies in die eine oder in die andere Richtung. Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten und den Rückweisungsantrag abzulehnen.

Präsidentin. Eintreten ist nicht bestritten.

Detailberatung

Präsidentin. Herr Rychen wird gebeten, nochmals die Auflagen zu formulieren, die mit seinem mündlich gestellten Rückweisungsantrag verbunden sind.

Rychen. Ich habe meinen Antrag tatsächlich nicht schriftlich eingereicht. Den Antrag möchte ich wie folgt formulieren: Die Vorlage sei an die Regierung zurückzuweisen mit den folgenden Auflagen: Erstens sei die Kompetenzregelung zwischen Kanton und Gemeinden in dieser Frage neu zu ordnen. Zweitens sei – wenn schon eine Umverteilung vorgenommen werden solle – eine andere Vorlage auszuarbeiten, die weniger als 19 Mio. Franken zulasten der Gemeinden ausmacht. Drittens sei in dieser speziellen Frage ein Vernehmlassungsverfahren durchzuführen.
Ich möchte noch folgendes beifügen: Bereits in der letzten Session diskutierten wir über ein Gesetz, das Einführungsgesetz zur AHV, bei dem nicht von einer Sparmassnahme, sondern ausschliesslich von einer Umverteilung vom Staat auf die Gemeinden gesprochen werden konnte.

Salzmann, Präsident der Kommission. Ich brauche nicht mehr weit auszuholen. Herr Rychen möchte den Entscheid über die Kostentragung mit der Kompetenzfrage verbinden, also die Spitalplanung abwarten. Wie ich bereits erwähnt habe, haben die Spitalträger bereits heute mehr Kompetenzen, als man annimmt. Sie können untereinander zusammenarbeiten. Das gilt auch für die Gemeinden. Man hätte viele Kompetenzen, aber man muss sie auch wahrnehmen wollen. Ich erachte es als Chance, dass die Spitalverbände von sich aus die Entwicklung steuern können.
Für die Gemeinden, die stärker belastet werden, habe ich volles Verständnis. Es gibt freilich auch solche, die entlastet werden. Von ihnen hört man hier weniger. Dass man von jenen hört, die zusätzlich belastet werden, ist begreiflich.
Ich ersuche Sie, den Rückweisungsantrag abzulehnen.

Fehr, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Zum Punkt Vernehmlassung noch eine Bemerkung: Ich beharre darauf, dass eine Vernehmlassung genau zu diesem Thema stattgefunden hat, und zwar im Jahr 1990. Wir sind auf die Antworten eingegangen. Es ist nicht üblich, eine bereinigte Vorlage einer neuen Vernehmlassung zu unterziehen, schon gar nicht dann, wenn man den Einwen-

dungen in wesentlichen Punkten gefolgt ist. Verfahrensmässig war unser Vorgehen absolut korrekt.
Ich möchte auch noch darauf hinweisen, dass Sie im Zusammenhang mit dem Massnahmenplan Haushaltgleichgewicht Fristen gesetzt haben. Eine weitere Vernehmlassung durchzuführen, wäre gar nicht möglich gewesen. Denn wir hätten die Fristen nicht einhalten können.

Abstimmung

Für den Antrag auf Rückweisung	Minderheit
Dagegen	Mehrheit

Art. 52 Abs. 1

Antrag Michel

... Einrichtungskosten (Artikel 43 Absatz 3 und Artikel 46 Absatz 2). Die maximale Belastung eines Spitalverbandes darf dabei nicht mehr als das Doppelte der mittleren Belastung aller Spitalverbände betragen.

Michel. Gegen die Zielsetzung der Vorlage, mit erhöhtem finanziellem Engagement der Betriebsträger mehr Anreize für eine wirtschaftliche Betriebsführung zu schaffen, ist nichts einzuwenden. Ebensowenig gegen den Grundsatz, Entscheidkompetenzen und finanzielle Verantwortung näher zusammenzubringen, also vermehrt bei den Spitalträgern zu konzentrieren. Es gilt aber, noch folgende Überlegungen einzubeziehen. Die Vorlage hat nicht nur finanzpolitische, sondern vielmehr auch spitalplanerische Zielsetzungen. Wir wissen, dass die Spitalplanung zur Zeit überarbeitet wird. Das Resultat müssen wir abwarten. Trotz höherer finanzieller Belastung räumt diese Vorlage den Spitalträgern keinen zusätzlichen Handlungsspielraum ein. Sie erhalten den nötigen unternehmerischen Spielraum noch nicht, es findet nur eine Umlagerung statt.
Ich komme zum wesentlichen Punkt. Das Ziel des Lastenausgleichs im Spitalwesen darf nicht darin bestehen, Ungleichgewichte zu schaffen. Die Höhe der Selbstbehalte – die entsprechenden Zahlen haben Sie studieren können – zeigt nämlich auf, dass nicht die zahlreichen Spitäler in den grossen Agglomerationen betroffen sind, sondern die eher schwach besiedelten Gebiete in den Randregionen. Aufgrund dieser ungleichen Verteilung mache ich Ihnen beliebt, die zusätzliche Belastung eines Spitalverbandes im Maximum auf 15,6 Prozent oder das Doppelte des Kantonsdurchschnitts zu begrenzen. Diese Kostenverteilung finden wir beispielsweise beim Gesetz über den öffentlichen Verkehr in Artikel 12 Absatz 2. Dort wird sie im Interesse einer gerechteren Verteilung angewendet. Die vorgeschlagene Variante würde die Entlastung des Staates um rund 288000 Franken verringern. Das ist mir bewusst. Gleichzeitig würde die Gesamtheit der übrigen Spitalverbände die Entlastung der Träger, die über dem doppelten Durchschnitt liegen, zu tragen haben. Einige gerundete Zahlen: Der Amtsbezirk Saanen würde um rund 200000 Franken entlastet, Obersimmental um rund 118000 und Oberhasli um rund 159000 Franken. Die Entlastung dieser drei Amtsbezirke würde total 480000 Franken betragen. Die Gemeinden würden zusammen via Lastenausgleich mit 192000 Franken belastet.
Ich bin mir bewusst, dass dieser Antrag in der Kommission nicht vorgelegen ist. Ich hatte ihn anlässlich der Kommissionssitzung nicht bereit. Trotzdem ersuche ich Sie, dem Antrag zuzustimmen. Sollte allenfalls ein formeller Einwand bestehen, bin ich damit einverstanden, den Artikel und meinen Antrag in die Kommission zurückzuweisen.

Stoffer. Die sozialdemokratische Fraktion lehnt den Antrag Michel in der vorliegenden Form mehrheitlich ab. Wir finden aber, der Artikel könne zur weiteren Prüfung in die Kommission zurückgenommen werden. Der Antrag lag in der Kommission nicht vor. Wenn die Änderung so angenommen würde, wie Herr Michel sie formuliert hat, hätte dies zur Folge, dass der Defizitanteil, den die betreffenden Spitalträger nicht übernehmen müssten, in den Lastenausgleich gelangen würde, also von den anderen Gemeinden getragen werden müsste. Man muss sich überlegen, ob diese Ungleichbehandlung gegenüber den anderen Gemeinden gerechtfertigt wäre.

Blaser (Münsingen). Wir haben uns in der SVP-Fraktion eingehend über den Antrag Michel unterhalten. Es geht nicht um einen Systemwechsel. Wir bleiben dem System der Überwälzung der 18 Millionen auf die Gemeinden treu. Es geht lediglich um eine Begrenzung der Beiträge für die am stärksten belasteten Gemeinden. Diese Maximalbelastung hält sich in gewissen Grenzen, so dass das System nicht darunter leidet. Aus diesen Gründen hat sich bei uns eine Mehrheit für den Antrag Michel ausgesprochen.

Hutzli. Die Diskussion über diesen Antrag hat in der FDP-Fraktion folgendes Ergebnis gezeitigt: Die eine Hälfte findet, man müsse den Antrag prüfen, aber nicht tel quel annehmen. Man möchte ihn also in die Kommission zurückweisen. Die Kommission hätte die Konsequenzen abzuklären und entsprechend Antrag zu stellen. Die andere Hälfte der Fraktion ist der Meinung, man solle den Antrag ablehnen. Wir dürfen nicht bei allen Sachgebieten einen Finanzausgleich einbauen. Wir haben klare Regelungen zum Finanzausgleich in entsprechenden Erlassen. Man sollte die Gesetzgebung einigermassen überblickbar und einfach ausgestalten. Man kann nicht überall noch Ausgleichsmöglichkeiten einbauen. Im Interesse einer verständlichen Gesetzgebung lehnen wir diesen Antrag ab. Im übrigen wird die Problematik der Randregionen im Zusammenhang mit der Spitalplanung ein weiteres Mal auf den Tisch kommen. Ich fasse zusammen: Die FDP ist der Meinung, der Antrag solle entweder abgelehnt oder aber in die Kommission zurückgewiesen werden.

Bohler. Die Freie Liste findet, man solle nicht unbedingt Ausnahmen machen. Ich habe alle Sympathie für das Oberland, da ich selber ein «Heruntergekommener» bin, wie ich jeweils sage. Allenfalls könnten wir uns mit einer Rücknahme in die Kommission einverstanden erklären. Noch eher aber sind wir für Ablehnung.

Salzmann, Präsident der Kommission. Der Antrag ist in der Kommission nicht gestellt worden. Somit kann ich hier auch nicht die Meinung der Kommission vertreten. Persönlich möchte ich festhalten, dass der Antrag zwar für verschiedene Gemeinden eine Erleichterung bringen würde. Er bedeutet aber eine Ungleichheit, indem die Gesamtheit der Gemeinden die Differenz tragen müsste.
Für mich ist noch ein anderer Punkt massgebend. Persönlich habe ich Bedenken wegen der Verzerrung, die

entstehen würde. Mit der vorgeschlagenen Gesetzesänderung würde man die Beiträge an die Kosten genau gleich handhaben wie die Investitionen nach Artikel 43 des Spitalgesetzes. Bei den Investitionen beläuft sich der Selbstbehalt auf 32 bis 47 Prozent. Bei den Defizitbeiträgen kämen wir neu auf den gleichen Stand. Wenn wir nun nochmals korrigieren, ergäbe sich eine Verzerrung. Beim Eintreten habe ich erwähnt, dass die Randgebiete im Moment tatsächlich zu wenig berücksichtigt werden. Aber ich bin der Auffassung, dass diese Aspekte im Zusammenhang mit der Spitalplanung einbezogen werden müssen. Man kann bei der Spitalplanung eine wirkliche Gleichstellung erreichen. Heute wollen wir die Beträge nach Steuerkraft abgestuft abwälzen. Wenn wir nun beim Gesetz auch noch korrigieren, führt das zu einer Ungleichbehandlung.
Aus diesen Gründen empfehle ich persönlich, den Antrag Michel abzulehnen und den Artikel 52 in der vorgelegten Form anzunehmen. Sollte der Rat entscheiden, den Artikel an die Kommission zurückzuweisen, bin ich aber selbstverständlich bereit, die mit dem Antrag Michel aufgeworfenen Fragen zu prüfen. Der Entscheid liegt beim Rat.

Fehr, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Ich kann mich den Ausführungen des Kommissionspräsidenten integral anschliessen. Man sollte nicht eine Regelung, die man neu schafft, sogleich wieder abschwächen. Die Auswirkungen sind zwar recht gross. Insgesamt ginge es gemäss den Zahlen für das Jahr 1991 um eine Entlastung der drei betroffenen Amtsbezirke in der Grössenordnung von einer halben Million Franken. Dieser Betrag würde in den Lastenausgleich fallen, müsste also zulasten der Gesamtheit der Gemeinden gehen. Das wäre die hauptsächliche Auswirkung der Annahme dieses Antrags.
Zustimmen sollten Sie dem Antrag auf gar keinen Fall. Er wäre noch überprüfungsbedürftig für den Fall, dass man tatsächlich in die vorgeschlagene Richtung gehen möchte. Es ist die Rede davon, die maximale Belastung eines Spitalverbandes dürfe das Doppelte der mittleren Belastung nicht überschreiten. Wie ist das gemeint? Ich kenne zwar die Ideen von Herrn Michel und von Herrn Imdorf, der heute abwesend ist, aber nur so weit sie in der Kommission präsentiert wurden. Es ging um eine Veränderung der heutigen Situation in bezug auf die Selbstbehalte. Aufgrund der beantragten Formulierung wird indessen nicht klar, ob es nur um die Selbstbehalte geht oder auch um die Anteile, die jede Gemeinde via Lastenverteilung übernehmen muss. Eine derartige Formulierung darf auf keinen Fall beschlossen werden, weil keine Bezugsgrösse angegeben wird. Wenn man ein derartiges Entgegenkommen überhaupt ernsthaft in Betracht ziehen wollte, müsste man sich überlegen, ob es nicht als Übergangsbestimmung für einige Jahre ausgestaltet werden sollte.
Ich schliesse mich der Meinung des Kommissionspräsidenten an. Ich wäre froh, wenn Sie heute entscheiden und den Antrag ablehnen würden. Alternative wäre die Rückweisung an die Kommission.

Präsidentin. Wir befinden zuerst darüber, ob der Artikel an die Kommission zurückgewiesen werden solle. Wird diese Frage verneint, stimmen wir über den Antrag ab.

Abstimmung

Für den Antrag auf Rückweisung Mehrheit

Art. 52 Abs. 2–4, Titel und Ingress

Angenommen

Kein Rückkommen

Schlussabstimmung

Für Annahme des Gesetzesentwurfs in erster Lesung 96 Stimmen
Dagegen 18 Stimmen

Psychiatrische Universitätsklinik Bern (PUK), Psychiatrische Klinik Münsingen (PKM) und Psychiatrische Klinik Bellelay (CPB): Informatikvorhaben BESIS-2; Realisierungsbewilligung und Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 3361

Baumann (Uetendorf), Präsident der Geschäftsprüfungskommission. Die GPK beantragt Ihnen im Einvernehmen mit der Regierung, dieses Geschäft von der Traktandenliste abzusetzen. Die Kommission behandelte das Geschäft bereits vor längerer Zeit. Sie verabschiedete es mit dem Antrag auf Rückweisung. In der Zwischenzeit wurde uns das Geschäft in neuer Form zugeleitet. Wir haben es kurz beraten und zurückgegeben mit der Auflage, einen neuen Vortrag zu erstellen. Die Regierung wird dieser Auflage nachkommen. Sie wird in den nächsten Tagen den neuen Vortrag verabschieden. Die Geschäftsprüfungskommission wird an der nächsten Sitzung zum neuen Vortrag wieder Stellung nehmen können. Sie wird das Geschäft zuhanden der Junisession verabschieden.
Ich ersuche Sie, dem Antrag auf Absetzung des Geschäfts 3361 von der Traktandenliste zuzustimmen.

Präsidentin. Der Gesundheits- und Fürsorgedirektor hat signalisiert, dass die Regierung mit diesem Vorgehen einverstanden ist. Es liegt ein mit dem Antrag der GPK identischer Antrag Schibler vor. Eine Diskussion über das Geschäft erübrigt sich.

Abschluss eines Vertrages über die Zusammenarbeit im Spitalbereich mit dem Kanton Basel-Stadt rückwirkend auf den 1. Januar 1993

Beilage Nr. 21, Geschäft 0406

Präsidentin. Dieses Geschäft ist unbestritten, untersteht aber dem fakultativen Referendum.

Abstimmung

Für Genehmigung des Geschäfts 0406 117 Stimmen (Einstimmigkeit)

Abschluss eines Vertrages über die Zusammenarbeit im Spitalbereich mit dem Kanton Jura rückwirkend auf den 1. Januar 1993

Beilage Nr. 21, Geschäft 0408

Genehmigt

Stiftung Arbeiterheim Tannenhof, Gampelen: Erneuerungs- und Ergänzungsmassnahmen; Projektierungs- und Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0694

Genehmigt

Genossenschaft Oberaargauisches Pflegeheim Wiedlisbach: Erneuerung der Personensuchanlage und Telefonzentrale; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0695

Genehmigt

Gemeinnützige Gesellschaft des Amtsbezirks Courtelary; Erwerb und Umbau der Liegenschaft Hotel Croix-Bleue, Tramelan, für die Errichtung eines Wohnheims für die berufliche Wiedereingliederung Alkoholkranker; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0696

Präsidentin. Dieses Geschäft untersteht dem fakultativen Referendum.

Abstimmung

Für Genehmigung des Geschäfts 0696 120 Stimmen (Einstimmigkeit)

Erhöhung des Stellenetats der Gesundheits- und Fürsorgedirektion infolge Aufhebung des Fonds zur Krankheitsbekämpfung und Integration der Kantonalen Koordinationsstelle für Aids-Probleme ins Kantonsarztamt

Beilage Nr. 21, Geschäft 0801

Baumann (Uetendorf), Präsident der Geschäftsprüfungskommission. In der GPK gingen die Meinungen zu diesem Geschäft auseinander, weshalb wir eine Minderheitssprecherin und einen Mehrheitssprecher bestimmt haben. Ich spreche für die Mehrheit.
Allen ist bekannt, dass der Fonds zur Krankheitsbekämpfung per 31. Dezember 1993 aufgehoben wird. Auf diesen Zeitpunkt hin muss für die kantonale Koordinationsstelle für Aids-Probleme, die 1987 zulasten des Fonds geschaffen wurde, eine Anschlusslösung gefunden werden. Die vorgeschlagene Anschlusslösung sieht vor, dass die Koordinationsstelle neu ins Kantonsarztamt integriert wird. Das ist im neuen Organisationsdekret der Gesundheits- und Fürsorgedirektion bereits so vorgesehen. Dieses Dekret ist durch den Grossen Rat verabschiedet worden. Mit dem vorliegenden Beschluss hat nun der Rat noch den Stellenetat der Gesundheits- und Fürsorgedirektion um 180 Stellenpunkte zu erhöhen. Die heutige Chefarztstelle zu 168 Stellenpunkten wird aufgehoben. Für die 180 Stellenpunkte werden nur noch die heutigen Stellen des Adjunkts und der Verwaltungsbeamtin ins Kantonsarztamt integriert. Für den Staat resultiert netto eine Einsparung.
Leider ist die ärztliche Versorgung von Aids-Patienten kein Spezialfall mehr. Diese Versorgung ist weiterhin dringend nötig. Deshalb ist vorgesehen, die Stützpunktärzte den Regionalspitälern bzw. dem Inselspital zu übertragen und über das Konto 3620, d.h. über den Lastenausgleich zu finanzieren.
Die Mehrheit der Geschäftsprüfungskommission beantragt Ihnen, dem Geschäft zuzustimmen.

Präsidentin. Es liegt ein Ablehnungsantrag der GPK-Minderheit vor, den wir allerdings nicht schriftlich erhalten haben.

Omar-Amberg, Sprecherin der Minderheit der Geschäftsprüfungskommission. Herr Baumann hat ausgeführt, dass es um eine Umlagerung von Stellen bei der Gesundheits- und Fürsorgedirektion als Folge der Auflösung des Fonds zur Krankheitsbekämpfung geht, dies verbunden mit einer kleinen Einsparung für den Kanton, wie zuzugeben ist. Man könnte meinen, es gehe um ein Routinegeschäft, wenn nicht der Grossratsbeschluss vom Mai 1987 wäre, mit dem seinerzeit die Koordinationsstelle geschaffen wurde. Damals war das eine Pioniertat, indem der Kanton weitsichtig, rechtzeitig und sachgerecht eine Koordinationsstelle bildete, die zur Aufgabe hatte, regionale Stützpunkte zu schaffen. Diese Stützpunkte wurden ins Leben gerufen, nämlich in Biel, Burgdorf, Langenthal, Thun und Interlaken. Sie laufen so gut und selbständig, dass sie als Assistentenstellen den Spitälern übergeben werden können und damit in den Lastenausgleich gelangen. Fazit: Die eigentliche Aufgabe ist erfüllt.
Dazu kommt, dass im Punkt 7 des damaligen Grossratsbeschlusses stand, diese Aufgabe sei befristet bis Ende 1995. In Punkt 8 wurde nachgedoppelt, in die laufenden Auswertungen sei immer auch die Frage einzuschliessen, ob das Bedürfnis für die Koordinationsstelle noch vorhanden sei. Aufgrund von Abklärungsgesprächen in der Verwaltung sowie der Auswertung sämtlicher Unterlagen und Publikationen der Koordinationsstelle stelle ich fest, dass die Aufgabe dieser Stelle, insbesondere die Aufklärungsarbeit, erfüllt ist und die Ziele erreicht sind. Diese Aufgaben können ruhig in die Hände gelegt werden, die heute schon sowohl die fachliche wie die administrative Oberaufsicht führen, nämlich in die Hände der Medizinischen Poliklinik des Inselspitals, respektive ihrer spezialisierten HIV-Sprechstunde. Die Zusammenarbeit mit allen Stützpunkten, mit dem Contact, mit der Aids-Hilfe, mit dem Kanton und besonders auch mit dem Bundesamt für Gesundheitswesen funktioniert bestens. Der Umgang mit dieser furchtbaren neuen Krankheit konnte enttabuisiert und normalisiert werden, wenn auch noch keine Heilungsmöglichkeiten bestehen. Das einfache Meldewesen und die Epidemiologie, die weiterhin teilweise Aufgabe des Kantons bleiben, erfordern sicher kein zusätzliches Organ mehr. Das gilt umso eher, als von den drei Mitarbeitern der Aids-Koordinationsstelle zwei sicher und einer fast sicher nicht mehr zur Verfügung stehen werden. Das Argument der Gesundheitsdirektion, die Adjunktenstelle sei bei der Reorganisation der Direktion vorgesehen gewesen und eigentlich bereits abgesegnet, verpflichtet uns erst recht, die neue Stellenschaffung auf ihren Inhalt abzuklopfen. Wir dürfen auf keinen Fall zulassen, dass quasi auf Vorrat Adjunktenstellen geschaffen und zementiert werden. Jedenfalls hat die ausweichende Umschreibung der Aufgaben der neuen Stelle nicht alle GPK-Mitglieder überzeugen können.
Namens der GPK-Minderheit bitte ich Sie, die Stellenschaffung abzulehnen. Die Zeiten für derartige Verwaltungsaufstockungen, die nicht mehr einer dringenden

oder sogar dringendsten Aufgabe entsprechen, sind vorbei. Da werden Gelder gebunden, die an anderen Orten, beispielsweise in der Medizinischen Poliklinik, sinnvoller eingesetzt werden können.

Streit. Nachdem wir in der letzten Session das Gesundheitsgesetz geändert haben und keine Rede davon war, dass hier wieder zusätzliche Stellenpunkte geschaffen werden müssen, war ich schon ein bisschen erstaunt zu lesen, dass die bestehenden 168 Stellenpunkte durch 180 neue ersetzt werden sollen. Dies zu einem Zeitpunkt, da der Regierungsratsbeschluss vom April 1987 ohnehin schon bald, Ende 1995, abläuft. Frau Omar hat ausführlich begründet, weshalb dieses Geschäft abgelehnt werden sollte. Wir haben in der SVP-Fraktion nicht darüber diskutiert. Trotzdem bitte ich Sie, dieses Geschäft nicht zu genehmigen.

Vermot-Mangold. Die SP-Fraktion hat sehr wenig Verständnis für den Ablehnungsantrag von Frau Omar. Dieses Verständnis ist umso geringer, als der Grosse Rat anlässlich der zweiten Lesung der Gesundheitsgesetzänderung und beim Organisationsdekret vom September 1992 der Koordinationsstelle zugestimmt hat. Das Argument der Kosteneinsparungen ist vom Kommissionspräsidenten erwähnt worden, und es erübrigt sich, nochmals darauf einzugehen.
Folgende Punkte scheinen mir im Zusammenhang mit der Koordinationsstelle, die beibehalten, unterstützt und reanimiert werden muss, ganz wichtig. Der Kanton kann sich aus der Koordinationsarbeit nicht einfach verabschieden. Er muss eine Art «unité de doctrine», die vom BAG vorgegeben ist, mittragen und vermitteln. Frau Omar hat gesagt, die Stützpunktärzte seien nun integriert ins Inselspital. Aber diese Stützpunktärzte müssen informiert werden. Sie haben nicht nur diagnostische und therapeutische Aufgaben zu leisten. Sie müssen vielmehr auch Präventionsaufgaben übernehmen. Dazu benötigen sie Informationen und Statistiken sowie Diskussionen mit einer Koordinationsstelle, die dafür sorgt, dass Klarheit besteht im Bereich HIV und Aids. Sie wissen selber alle, dass es viele verschiedene Organisationen gibt, die mit ganz unterschiedlichen Forderungen zu diesen Fragen Stellung nehmen. Hier braucht es eine Koordinationsstelle, welche die Richtlinien des Kantons formuliert. Die Koordinationsstelle braucht es aber auch für andere Aufgaben, die nicht durch die Stützpunktärzte gelöst werden können, beispielsweise die Koordination innerhalb der Verwaltung, mit dem Contact oder der Aids-Hilfe, etwa wenn es um Fragen wie Spritzenabgabe, Spritzenautomaten usw. geht. Das Thema Spritzenabgabe in den Gefängnissen ist ein sehr grosses Problem. Derartige Aufgaben muss die Koordinationsstelle übernehmen und weiterführen. Es braucht zudem eine fachliche Oberaufsicht, Koordination zwischen den Stützpunktärzten sowie Aus- und Weiterbildung. Das ist im Vortrag festgehalten. Die Ärzte haben daneben sehr viele andere Aufgaben. Wir von der Aids-Hilfe – ich lege meine Interessenbindung hiermit offen – brauchen eine derartige Koordinationsstelle, genauso die anderen professionellen Stellen im Kanton. Wir benötigen auch Beratung in juristischen Fragen, beispielsweise im Zusammenhang mit Versicherungen oder wenn Herr X, eine Person in Bolivien, wissen möchte, wie man Medikamente gegen Aids nach Bolivien schicken kann. Auch derartige, scheinbar weniger wichtige Fragen, müssen von der Koordinationsstelle geklärt werden können. Die Koordinationsstelle hat nach wie vor sehr unterschiedliche, weitreichende Aufgaben. Das Pflichtenheft ist nicht bereinigt, wenn nun die neue Stelle ins Kantonsarztamt integriert werden soll. Das Pflichtenheft muss noch erweitert werden.
Frau Omar hat ausgeführt, das Inselspital könne eigentlich diese Aufgaben übernehmen. Ich habe hier eine Kopie des jüngsten Jahresberichts des Inselspitals. Da ist ganz klar festgehalten, dass gerade die Koordinationsaufgaben nicht übernommen werden können. Die Stellen sind trotz dem Vorhandensein von 710 Stellenprozenten mit ihren Aufgaben im Zusammenhang mit der Aids-Sprechstunde überlastet und können ausgerechnet die Koordinationsaufgaben nicht übernehmen. Die Koordinationsstelle wurde bis zum Jahr 1995 befristet. Als sie 1987 geschaffen wurde, wusste man noch nicht, wie sich die ganze Angelegenheit entwickeln würde. Wir haben heute zwar nicht mehr die rasant ansteigenden Zahlen von Ansteckungen. Aber wir haben eine steigende Zahl von Aids-Kranken. Deshalb braucht es die Betreuung in diesem Bereich weiterhin.
Ich bin sehr dafür, dass die bisherige Stelle evaluiert wird, damit man weiss, wie es weiter gehen und wie die Koordination wahrgenommen werden soll. Ich bitte Sie dringend, den Ablehnungsantrag zu verwerfen und die Koordinationsstelle beizubehalten.

Galli. Wie wir gehört haben, ist die Aids-Koordinationsstelle an sich bis zum Jahr 1995 geschaffen worden. Dannzumal hätte man zu entscheiden gehabt, ob sie weiterzuführen sei. Nun wird die Aufgabe im Herbst von Prof. Bürgi abgegeben. Die Arbeiten müssen aber so oder so weitergeführt werden. Es ist vorgesehen, dass der Kantonsarzt diese Aufgaben übernehmen wird. Es ist ganz klar festzuhalten, dass es nicht um operationelle Aufgaben an Ort und Stelle geht, wie viele offenbar meinen. Vielmehr geht es um Aufgaben des Staates, beispielsweise um Koordination. Diese Aufgaben sind gesundheitspolitischer Natur. Es geht um Fragen der Epidemienbekämpfung, Fragen der Prävention, aber auch um medizinische Aspekte, um Fortbildung, Überwachung und Kontrolle des Meldewesens. Das sind nicht Aufgaben, die man auf Dauer extern lösen kann. Der Kantonsarzt muss hier direkt etwas zu sagen haben.
Heute behandelt der Kantonsarzt pro Jahr über 1700 Drogensubstitutionsprogrammfälle, die ihm gemeldet werden. Darunter sind immer mehr Aids-Fälle. Man kann sich vorstellen, was das heisst. Es geht um eine Arbeit rund um die Uhr. Damit verbunden sind Fragen der Prophylaxe, die gemäss unseren Aufträgen vom Kanton mitgetragen werden sollten.
Im Organisationsdekret haben wir der neuen Situation, den neuen Stellen zugestimmt. Diese Änderung wurde damals nicht kritisiert. Wir waren einverstanden damit, dass der Kantonsarzt diese Aufgaben übernehmen soll. Schliesslich haben wir es hier mit Epidiemiefragen zu tun, die uns alle oder unsere Kinder treffen können. Hier haben der Kantonsarzt und der Kanton Verantwortung wahrzunehmen, und zwar direkt und mit Hilfe eigener Leute. Etwas anderes wäre nicht zu verantworten. Wir sind erstaunt über die Attacke gegen die verbesserte Führung des Kantonsarztamtes in diesen Fragen. Wir haben im Vertrauen darauf dem Dekret zugestimmt, dass diese Lösung auch angenommen würde. Betroffen wären davon schliesslich die Kranken, die Mediziner und die Betreuer. Der Kantonsarzt muss neben den bisherigen Fällen auch die neuen wirklich gut bearbeiten kön-

nen, nicht bloss mit einer schnellen Unterschrift. Hier geht es um mehr als eine blosse Routinearbeit.
Aus diesen Gründen lehnen wir den von Frau Omar begründeten Ablehnungsantrag ab.

Guggisberg. Ich spreche hier anstelle von Frau Janett, die für die FDP-Fraktion hätte Stellung nehmen sollen. Wir sind der Meinung, dass die Koordinationsstelle nötig ist. Aber wir haben keine einstimmige Meinung. Im Vortrag heisst es: «Mit der Integration der Zentrale der Koordinationsstelle in das Kantonsarztamt wird eine Chefarztstelle à 168 Stellenpunkte vollumfänglich eingespart.» Wenn wir aber hinten den Antrag lesen, steht dort: «Übertragen und somit in das ordentliche Stellenbewirtschaftungssystem aufgenommen werden sollen die Stellen des bisherigen Stellvertreters des Chefarztes, eines Adjunkten à 120 Stellenpunkte, und einer Verwaltungsbeamtin à 60 Punkte.» Die Stellen sind schon da, sie werden nur übertragen. Eingespart wird eine Chefarztstelle. Jedenfalls verstehe ich die Sache so. Ich bin aber gespannt auf die Ausführungen seitens des Regierungsrates.
Was mich an der ganzen Sache schockiert, ist folgendes. In einem Zeitungsartikel habe ich kürzlich gelesen, dass wir in bezug auf Aids am Beginn einer Seuche stehen. Es wäre falsch, in dieser Situation dem Kanton die Koordinationsstelle wegzunehmen.

Fehr, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Ich möchte Sie bitten, dem Antrag der GPK-Mehrheit zu folgen. Materiell möchte ich nicht mehr weit ausholen. Herr Baumann, Frau Omar und Herr Guggisberg haben dargelegt, welche Aufgaben es zu erfüllen gilt. Die Stützpunkte – weder der universitäre am Inselspital noch die regionalen – können die Koordinationsaufgaben nicht wahrnehmen. Es geht um Koordination im Kanton zwischen all jenen, die draussen mit den Patienten arbeiten, sowie mit den anderen Kantonen und dem Bund.
Zum Formellen: Ich bin nicht besonders empfindlich. Aber wenn Sie diesem Geschäft jetzt nicht zustimmen, wäre dies eine ganz grosse Ungerechtigkeit. Weshalb gibt es dieses Geschäft überhaupt? Wie Herr Guggisberg richtig gesagt hat, sind diese Stellen vorhanden. Man hat sich einzig entschlossen, im Zug der Reorganisation den Grossratsbeschluss aus dem Jahr 1987 abzulösen, und zwar wie folgt: Was an den Patientinnen und Patienten passiert, wird den Spitälern übertragen, die Aufgabenübertragung an diese Insitutionen wird entsprechend angepasst. Was hingegen an Koordinationsaufgaben zu leisten ist, wird ins Kantonsarztamt integriert. Das haben Sie mit dem Organisationsdekret der Gesundheits- und Fürsorgedirektion so beschlossen. Wir haben eine Amtsvorsteherstelle eingespart, wie Herr Guggisberg zu Recht festgestellt hat. Wir haben weiter gemäss dem Wunsch des Grossen Rates per Ende 1993 frist- und sachgerecht die Vorlage zur Auflösung des Fonds zur Krankheitsbekämpfung präsentiert. Weil man diesen Fonds aufhebt – und nur aus diesem Grund –, muss man für die verbleibenden Stellen aus rein formellen Gründen die erforderlichen Stellenpunkte schaffen. Es handelt sich um eine formelle Banalität. Ich empfinde es als ungerecht, wenn dieses Geschäft nun abgelehnt werden soll. Den Fonds zur Krankheitsbekämpfung abzuschaffen, hat uns keine Freude gemacht. Aber wir haben dieses Geschäft loyal und fristgerecht unterbreitet. Auch das Stellenmoratorium hat aus meiner Sicht viele Fragezeichen aufgeworfen. Wir haben es loyal ausgeführt. In allen diesen Fragen haben wir uns korrekt verhalten. Ich bitte Sie, dasselbe zu tun. Stimmen Sie dieser Formalität zu.

Abstimmung

Für Genehmigung des Geschäfts 0801	87 Stimmen
Dagegen	32 Stimmen

Einwohnergemeinde Muri: Altersheim Muri-Gümligen; Gesamtsanierung; Einbezug der Bau- und Einrichtungskosten in die Lastenverteilung

Beilage Nr. 21, Geschäft 0610

Genehmigt

Übertragung einer staatlichen Aufgabe an den Gemeindeverband Betagtenzentrum Laupen; Vertragsabschluss

Beilage Nr. 21, Geschäft 0612

Präsidentin. Dieses Geschäft untersteht dem fakultativen Referendum.

Abstimmung

Für Genehmigung des Geschäfts 0612	110 Stimmen (Einstimmigkeit)

Gemeindeverband Regionalspital Langenthal: Sanierung der Küche; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0613

Präsidentin. Dieses Geschäft untersteht dem fakultativen Referendum.

Abstimmung

Für Genehmigung des Geschäfts 0613	108 Stimmen (Einstimmigkeit)

Gemeindeverband Regionalspital Langenthal: Wäschereianschluss an die ZWB; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0614

Genehmigt

Gemeindeverband Regionalspital Langenthal: Ersatz der Notstromanlage; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0615

Genehmigt

Psychiatrische Universitätsklinik Bern: Nachkredit 1992 (Kreditverschiebung)

Beilage Nr. 21, Geschäft 0894

Genehmigt

253/92

Interpellation Imdorf – Öffentliche Spitäler im Kanton Bern; rückläufiger Anteil an Privat- und Halbprivatpatienten

Wortlaut der Interpellation vom 7. Dezember 1992

Die Krankenkassen-Pauschalen für Behandlung und Pensionszuschlag decken den durchschnittlichen Aufwand der öffentlichen Spitäler noch zu rund 40 Prozent. Gemäss Artikel 23 Spitaldekret müssen dagegen die Tarife für Patienten der privaten und halbprivaten Abteilungen kostendeckend sein.
Die schlechte Wirtschaftslage und die für 1993 vorgesehenen namhaften Erhöhungen der Krankenkassen-Prämien dürften dazu führen, dass sich zahlreiche Personen aus Kostengründen nur noch für die allgemeine statt wie bis anhin für die halbprivate oder private Abteilung versichern werden. Vom entsprechenden Rückgang an halbprivaten/privaten Pflegetagen werden in erster Linie die öffentlichen Spitäler betroffen sein.
Die hievor beschriebene Situation wird zu weiteren Ertragsausfällen in den Spitalrechnungen führen, bei nur unwesentlichem Rückgang der Betriebsaufwendungen. Die daraus resultierenden höheren Defizite müssen zulasten des Staates und der Gemeinden getragen werden.
Der Regierungsrat wird um Beantwortung folgender Fragen ersucht:
1. Sind in dieser Situation bereits konkrete Massnahmen vorgesehen?
2. Ist der Regierungsrat bereit, von derartigen Klassenwechseln besonders betroffenen Spitälern höhere jährliche Defizit-Zuwachsraten zu bewilligen, oder wird die Spitaltätigkeit (bei gesamthaft gleichbleibenden Leistungen) entsprechend dem Ertragsausfall zu reduzieren sein?
3. In welchem Rahmen sollen allenfalls die Trägerschaften (Gemeinden) diesbezüglich künftig noch zusätzlich belastet werden?

Dringlichkeit abgelehnt am 21. Januar 1993

Schriftliche Antwort des Regierungsrates vom 10. März 1993

Der Regierungsrat teilt die Meinung des Interpellanten, dass in den öffentlichen Spitälern in den nächsten Jahren mit einem Rückgang der halbprivaten/privaten Pflegetage zu rechnen ist. Das Ausmass des Rückgangs und der damit verbundene Ertragsausfall können allerdings zum jetzigen Zeitpunkt nicht beziffert werden.
Zu den Fragen des Interpellanten im einzelnen:
1. Artikel 23 Absatz 3 Spitaldekret sieht vor, dass die Patienten der Privatabteilung die durchschnittlichen Selbstkosten des Spitals deckende Taxen bezahlen müssen. Der Regierungsrat beabsichtigt nicht, diese Gesetzesbestimmung zu ändern, um die für die Halbprivat-/Privatabteilung Versicherten tendenziell zu entlasten. Hingegen hat er bereits in verschiedenen Bereichen Massnahmen getroffen, eingeleitet oder vorgesehen, welche den Kostenanstieg in den öffentlichen Spitälern dämpfen. Zu nennen sind die Durchsetzung restriktiver Budgetvorgaben und Stellenplannormen, die Erhöhung des Selbstbehalts der Spitalträger am Betriebsdefizit, die Erprobung neuer Finanzierungsmodelle und die integrale Überprüfung des gesamten stationären Bereichs. Niedrigere Kosten kämen Gemeinden und Staat in Form von niedrigeren Spitaldefiziten zugute, Halbprivat-/Privatversicherten in Form von niedrigeren Spital- und Prämienrechnungen.
2. Ein verstärkter und anhaltender Trend von Privat- und Halbprivat-Versicherten zur Versicherung in der Allgemeinen Abteilung müsste bei gleichem Aufwand zu schlechteren Gesamtkostendeckungsgraden und höheren Spitaldefiziten führen. Aufgrund der Finanzsituation von Kanton und Gemeinden ist auszuschliessen, dass diese längerfristig wesentliche höhere Defizite übernehmen können. Weitergehende Massnahmen im Sinne eines Leistungsabbaus könnten dann nicht ausgeschlossen werden.
Die gültige Spitalgesetzgebung bietet keine Handhabe, höhere Spitaldefizite aufgrund eines kleineren Anteils von Halbprivat- und Privatpflegetagen von der Lastenverteilung auszuschliessen. Höhere Defizit-Zuwachsraten müssen deshalb zugestanden werden, sofern ein Spital die kantonalen Vorgaben im Ausgaben- und Tarifbereich einhält.
3. Die Trägerschaften haben sich im Rahmen des Selbstbehaltes an den Spitaldefiziten zu beteiligen. Dem Parlament ist eine Vorlage für eine differenzierte Erhöhung des Selbstbehaltes zugeleitet worden, welche aber nicht im Zusammenhang mit der vom Interpellanten aufgegriffenen Entwicklung steht. Weitergehende Belastungen aufgrund eines Rückganges an halbprivaten/privaten Pflegetagen sind zurzeit nicht vorgesenen.

Präsidentin. Der Interpellant erklärt sich teilweise befriedigt von der Antwort des Regierungsrates.

206/92

Interpellation Teuscher – Radioaktive Emissionen von Industrie- und Gewerbebetrieben

Wortlaut der Interpellation vom 2. November 1992

Wie verschiedenen Presseartikeln zu entnehmen war, gelangen durch die Firma «MB-Microtec» in Niederwangen grosse Mengen des radioaktiven Wasserstoff-Isotopes Tritium in die Umwelt. Dies führt in der näheren Umgebung der Firma zu einem 200 bis 1000 mal höheren Tritiumniederschlag als in anderen Gebieten des Kantons Bern. Selbst in der Stadt Bern ist noch ein rund dreifach erhöhter Tritiumniederschlag feststellbar. Da Tritium chemisch identisch reagiert wie normaler, nicht radioaktiver Wasserstoff, baut der menschliche Körper Tritium an Stelle des normalen Wasserstoffes in den Zellen ein. Dadurch werden diese Zellen einer dauernden zusätzlichen Strahlenbelastung ausgesetzt. Jede noch so kleine Zusatzbelastung durch radioaktive Strahlung erhöht das Risiko von Krebserkrankungen und Veränderungen des Erbmaterials.
In diesem Zusammenhang bitte ich den Regierungsrat, folgende Fragen zu beantworten:
- Gibt es im Kanton Bern weitere Betriebe, bei denen radioaktive Stoffe freigesetzt werden können?
- Falls ja, welche Betriebe sind dies?
- Welche radioaktiven Stoffe werden von diesen Betrieben freigesetzt und wie gross sind die Mengen?
- Ist bekannt, welche Mengen radioaktiver Stoffe im Falle eines grösstmöglichen Unfalles aus den im Kanton Bern gelegenen, mit radioaktiven Stoffen arbeitenden Betrieben freigesetzt werden könnten?
- Liegen für diese Betriebe Szenarien vor, wie im Falle eines solchen Unfalles die Bevölkerung geschützt und eventuell evakuiert werden kann?
- Ist die Bevölkerung der Standortgemeinden und der betroffenen Regionen über die Gefahren, die von die-

sen Betrieben ausgehen können, und das Verhalten bei einem Unfall informiert?
- Gemäss dem Bericht im «rem-Bulletin» vom Oktober 1992 darf die «mb-microtec» zehnmal mehr Tritium freisetzen als die Radium-Chemie AG in Teufen und hundertmal mehr als die Cerberus AG in Volketswil. Ist der Regierungsrat bereit, sich bei den zuständigen Bundesstellen dafür einzusetzen, dass die erlaubten Emissionen der Firma «MB-Microtec» massiv reduziert werden, um damit die Bevölkerung vor dieser zusätzlichen Strahlenbelastung zu schützen?

(6 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Antwort des Regierungsrates vom 24. März 1993

1. Im Kanton Bern gibt es weitere Betriebe, die mit radioaktiven Stoffen arbeiten. Sie erhalten die entsprechende Bewilligung vom Bundesamt für Gesundheitswesen. Der Kanton erhält eine Kopie dieser Bewilligung, die zuständigenorts in der Gesundheits- und Fürsorgedirektion notifiziert und aufbewahrt wird.
2. Grundsätzlich dürfen Betriebe keine radioaktiven Stoffe an die Umgebung abgeben. Ausnahmen werden in den Bewilligungen des Bundesamtes für Gesundheitswesen geregelt und Abgabelimiten unter Berücksichtigung individueller Gegebenheiten und eventueller anderer Emittenten festgelegt.
3. Unter Annahme realistischer Zwischenfälle in Betrieben, die mit radioaktiven Stoffen arbeiten, kann die Freisetzung von Radioaktivität abgeschätzt werden. Im Falle der Firma MB-Microtec bleiben radiologische Auswirkungen auf den Betrieb und schlimmstenfalls die unmittelbare Umgebung beschränkt. Eine Evakuation der Bevölkerung bei einem Zwischenfall mit radioaktiven Stoffen ist nach Auffassung der Bewilligungsbehörde kaum in Betracht zu ziehen. Bei einer Gefahr erhöhter Radioaktivität für die Bevölkerung wird die Nationale Alarmzentrale (NAZ) aktiv.
4. Beim Bau des Betriebes in Niederwangen wurde 1979 beim Eidgenössischen Institut für Reaktorforschung in Würenlingen (heute Paul Scherrer Institut PSI) ein Gutachten in Auftrag gegeben, das die Auswirkungen von möglichen Zwischenfällen untersuchen sollte. Die damals angenommenen Ausbreitungsfaktoren konnten zwischenzeitlich durch die Messungen der Sektion Überwachung der Radioaktivität (SUeR) verifiziert werden.
Bei jedem von der Strahlenschutz-Aufsichtsbehörde (SUVA) überprüften Szenario würden die heute noch gültigen Dosisgrenzwerte für Einzelpersonen der Bevölkerung 5 mSv/Jahr (500 mrem/Jahr) aber auch die zukünftigen Limiten gemäss neuer Strahlenschutzverordnung STRAVO (in Vernehmlassung) 1 mSv/Jahr (100 mrem/Jahr) nicht überschritten. Eine Gefährdung der Bevölkerung besteht also nicht. In jedem Fall müsste der Betrieb die SUVA, die NAZ sowie die Gemeinde informieren. Gegebenenfalls würde die NAZ Verhaltensmassnahmen anordnen. Bei einem Brandereignis würde die Feuerwehr Bern zusätzlich die Gemeinde informieren.
Im Kanton Bern besteht zudem ein «Konzept für den Schutz der Bevölkerung im Kanton Bern bei Gefährdung durch Radioaktivität in Friedenszeiten» der Zentralstelle für Katastrophenhilfe und Gesamtverteidigung des Kantons Bern ZKG. Dieses Konzept ist vor allem in Zusammenhang mit dem Betrieb von Kernkraftwerken in der Schweiz und im Ausland entstanden. Es ist allgemein abgefasst und gilt infolgedessen auch als Basis für den Schutz der Bevölkerung in anderen Fällen von Gefährdung durch Radioaktivität.
5. Die Information der Öffentlichkeit über Umweltradioaktivität und Strahlenschutz im Normalfall ist Aufgabe des Bundesamtes für Gesundheitswesen, das hierzu regelmässige Berichte veröffentlicht. Für Zwischenfälle (z. B. KKW-Unfall, Zwischenfälle in Betrieben, Transportunfälle), die eine Freisetzung von Radioaktivität und damit eine Gefährdung von Umwelt und Bevölkerung zur Folge haben können, ist die NAZ in Zürich zuständig. Sie verfügt über eine ständig besetzte Alarmstelle Radioaktivität mit einem Pikettdienst. Bei einer Gefährdung durch Radioaktivität beschafft sie die nötigen Informationen zur Beurteilung der Lage, orientiert bzw. warnt Behörden und Katastrophenorgane, bietet eine Messorganisation auf, alarmiert bei einer Gefährdung die Bevölkerung und kann allfällige Schutzmassnahmen anordnen oder vorschlagen, wozu sie mit den kantonalen und lokalen Behörden im Kontakt ist.
Die Information der Öffentlichkeit einschliesslich der entsprechenden Standortgemeinden in Katastrophenfällen ist im Artikel 11 der «Verordnung über die Katastrophenhilfe und Gesamtverteidigung im Kanton Bern (VKG)» definiert. Damit verbunden ist die Frage der Führung in ausserordentlichen Lagen, die im «Gesetz über die Katastrophenhilfe und Gesamtverteidigung im Kanton Bern» und in der dazu gehörigen Verordnung geregelt ist. Aufgrund dieser rechtlichen Grundlagen bestehen in den Gemeinden des Kantons Bern Nothilfeorganisationen und Gemeindeführungsorganisationen für die Bewältigung von Katastrophen. Auf Stufe Bezirk, Landesteil und Kanton sind analoge Führungsstäbe gebildet und in der Lage, rechtzeitig die nötigen Schutzmassnahmen oder allfälligen Rettungsmassnahmen anzuordnen und zu koordinieren.
6. Die Abgabelimiten für die Firma MB-Microtec wurden 1984 festgelegt und seither nicht verändert (Abluft: Tritium-Wasserdampf gleich 37 TBq/Jahr (1 kCi/Jahr); Tritium-Gas = 370 TBq/Jahr (10 kCi/Jahr); Abwasser = 0,7 GBq/Woche (20 mCi/Woche).
1990 hat der Betrieb 24 TBq Tritium-Wasserdampf an die Abluft abgegeben. Gemäss den Messungen der SUeR führten diese Abgaben dazu, dass im Jahresmittel 1990 nur 1,5 Prozent des Immissionsgrenzwertes erreicht wurden.
Es trifft zu, dass für andere Betriebe niedrigere Abgabelimiten festgelegt wurden. Dabei wurde berücksichtigt, was mit einem vertretbaren Aufwand zurückgehalten werden kann (Optimierung), die Abgabehöhe an die Abluft, die Topografie sowie der Wasserverbrauch des Betriebes bei den Abgaben an das Abwasser. Die Firma MB-Microtec bemüht sich, ihre Arbeitsabläufe zu optimieren und die Abgaben an die Umwelt trotz gesteigerter Produktion zu reduzieren. So wurde eine Tritium-Rückgewinnungsanlage für die Abluft der Vakuumpumpen installiert.
Im Wangental werden in der Nahumgebung der Firma seit 1982 durch die Sektion Überwachung der Radioaktivität des Bundesamtes für Gesundheitswesen an vier Stellen der Niederschlag und an einer Stelle die Luftfeuchtigkeit kontinuierlich gesammelt und alle 14 Tage auf Tritium untersucht. Diese Messungen in der Umgebung von MB-Microtec ergeben, dass sowohl die Radioaktivitätsabgaben des Betriebes wie auch die daraus resultierenden Immissionen in der Nahumgebung im Rahmen der erlaubten Grenz- und Richtwerte liegen und dass die Strahlendosen der in der Nähe des Betriebes

wohnenden oder arbeitenden Personen zwar zum Teil messbar, nicht aber unzulässig oder gar gefährlich sind. Sie liegen deutlich unter dem gesetzlichen Richtwert von 0,5 milli-Sievert/Jahr und es besteht somit auch für Kleinkinder keine Gefährdung.
In Anbetracht dieser Situation ist der Regierungsrat des Kantons Bern der Auffassung, dass
1) die für die Überwachung von radioaktiven Emissionen zuständigen Bundesstellen ihrer Aufgabe vollumfänglich nachkommen und eine lückenlose Kontrolle über die Tritiumbelastung in der Umgebung der Firma MB-Microtec sichergestellt ist;
2) weitergehende Massnahmen als die bereits durchgeführten und sonst noch vorbereiteten Schutz- und Sicherheitsvorkehrungen nicht notwendig sind.

Teuscher. Der Regierungsrat hat wohl noch nie so ausführlich auf einen Vorstoss von mir geantwortet. In diesem Fall muss ich aber sagen: Weniger wäre vielleicht mehr gewesen. Denn auf meine präzisen Fragen sind zwar lange, aber keine präzisen Antworten erfolgt. Ein Beispiel: Die Regierung bejaht, dass im Kanton Bern neben der Firma MB-Microtec in Niederwangen auch noch andere Betriebe radioaktive Stoffe emittieren. Zur Frage, um welche Betriebe es sich handelt, umfasst die Antwort fünf Zeilen, in welchen kein einziger Betrieb genannt wird. Ich verstehe nicht, weshalb die Regierung diese Namen geheimhält. Meiner Meinung nach haben die Leute, die in der Nähe eines Betriebes wohnen, der radioaktive Stoffe emittiert, das Recht auf Information. Oder hätten Sie sich vorstellen können, dass die Firma MB-Microtec radioaktives Tritium ausstösst? Es ist doch gerade das Problem bei der Radioaktivität, dass niemand weiss, welche Betriebe radioaktive Stoffe produzieren. Radioaktivität riecht man nicht, und man sieht sie nicht. Aber Radioaktivität kann ein enormes Risiko bedeuten.
Der Regierungsrat verschanzt sich meiner Meinung nach hinter den Bundesbehörden, wenn er beispielsweise sagt, bei einem erhöhten Risiko werde die Nationale Alarmzentrale informiert. Was nützt das, wenn die Bevölkerung nichts weiss. Reicht die Zeit noch, wenn die Intervention einer nationalen Zentrale von Zürich aus abgewartet werden muss?
Ich erachte es schlicht als Skandal, dass die kantonalen Behörden nicht bereit sind, die Bevölkerung in der Nähe von Betrieben, die radioaktive Stoffe emittieren, zu informieren. Es geht nicht um Panikmache, sondern darum, dass die Leute das Recht haben zu wissen, ob radioaktive Stoffe emittiert werden. Denn Radioaktivität bedeutet immer ein erhöhtes Risiko für die Gesundheit. Die Leute sollen selber entscheiden können, ob sie ein derartiges Risiko auf sich nehmen wollen oder nicht. Von der Antwort des Regierungsrates bin ich teilweise befriedigt.

Präsidentin. Die Interpellantin erklärt sich teilweise befriedigt von der Antwort des Regierungsrates.

239/92

Interpellation Rey-Kühni – Recht auf den eigenen Tod

Wortlaut der Interpellation vom 7. Dezember 1992

In Erlangen, Bundesrepublik Deutschland, ist vor kurzem der Versuch gestartet worden, die Leiche einer hirntoten, in der 14. Woche schwangeren Frau so lange künstlich zu beatmen und zu durchbluten, bis das Kind selbständig lebensfähig wäre. Der Körper der Frau hat den Fötus dann allerdings nach 5 Wochen ausgestossen, und die Frau durfte endgültig sterben. Wie der Presse zu entnehmen war, gab es einen ähnlichen Fall bereits in Zürich.
Die Richtlinien der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften halten fest, dass nach Feststellung des Hirntodes «der Arzt befugt ist», die künstliche Beatmung abzusetzen und die Organentnahme zulässig ist. Sie sagen aber nichts darüber aus, wie lange ein hirntoter Mensch zwecks Organentnahme künstlich funktionstüchtig erhalten werden darf.
In diesem Zusammenhang frage ich den Regierungsrat:
1. Sind auch im Kanton Bern derartige Versuche mit hirntoten Schwangeren bereits gemacht worden?
2. Wie lange darf ein hirntoter Mensch, z.B. zwecks Organentnahme, beatmet und der Kreislauf künstlich aufrechterhalten werden?
3. Wie lange darf eine hirntote Schwangere derart «behandelt» werden?

Schriftliche Antwort des Regierungsrates vom 24. März 1993

Zu den aufgeworfenen Fragen nimmt der Regierungsrat wie folgt Stellung:
1. Im Kanton Bern sind bislang keine «Versuche mit hirntoten Schwangeren» durchgeführt worden.
2. In den Richtlinien der Akademie der Medizinischen Wissenschaften wird keine zeitliche Begrenzung der Behandlung hirntoter Organspender im Hinblick auf eine Organentnahme festgehalten. Nach Feststellen des Hirntodes dauert es im Kanton Bern durchschnittlich ungefähr 12 Stunden, bis die Organentnahme durchgeführt wird.
3. Im Kanton Bern wurde bis heute bei keiner Schwangeren im Hinblick auf eine Organentnahme die Diagnose «Hirntod» gestellt. Im Hinblick auf Organentnahmen bei «hirntoten Schwangeren» ergeben sich fachlich keine anderen Überlegungen, als sie in den Richtlinien der Akademie der Medizinischen Wissenschaften enthalten sind.

Rey-Kühni. In Erlangen in der Bundesrepublik Deutschland wurde im letzten Jahr der Leichnam einer Frau, die bei einem Verkehrsunfall ums Leben kam, wochenlang künstlich beatmet und durchblutet, weil diese Frau schwanger gewesen war. Man wollte versuchen, den Fötus in diesem Leichnam auszubrüten. Meine Frage, ob auch im Kanton Bern schon derartige Experimente durchgeführt worden seien, beantwortet die Regierung mit nein. Ich bin froh darüber. Allerdings geht die Regierung auf meine dritte Frage nicht ein. Ich fragte, wie lange eine gehirntote Schwangere an den Schläuchen «behandelt» werden dürfe. Die Antwort nimmt Bezug auf Organtransplantationen. Doch geht es hier nicht um Organtransplantationen, sondern darum, wie lange man den Körper einer verstorbenen Schwangeren als Brutkasten für einen Fötus missbrauchen darf. Es geht um die grundsätzliche Frage, ob man all das machen soll, was technisch machbar ist, um die Experimentierfreudigkeit von Wissenschafterinnen und Wissenschaftern, von Ärztinnen und Ärzten. Ich bin von der Antwort nur teilweise befriedigt, weil die dritte Frage nicht beantwortet worden ist, und behalte mir vor, einen Vorstoss zu machen, damit die bestehende Gesetzeslücke geschlossen werden kann.

Präsidentin. Die Interpellantin erklärt sich teilweise befriedigt von der Antwort des Regierungsrates.

058/93

Dringliche Motion Blaser (Uettligen) – Neuregelung der Spitalplanung; Aufwertung der Regionen

Wortlaut der Motion vom 15. März 1993

Im Rahmen der vorgesehenen Überprüfung und Anpassung der Spitalplanung aus dem Jahre 1978 wird der Regierungsrat aufgefordert, durch Einführung neuer Strukturen die Rolle der seinerzeit geschaffenen Spitalregionen aufzuwerten.

Begründung: Gemäss Spitalplanung 1978 ist der Kanton Bern in sechs Spitalregionen aufgeteilt. Als «Zentrum» der Regionen wurde je Region ein Krankenhaus – in der Region Bern zwei Krankenhäuser – als Regionalspital bestimmt. Gegenüber dem Bezirksspital, welches in der Regel aus den Abteilungen Medizin, Chirurgie und Geburten besteht, verfügt das Regionalspital über zusätzliche Disziplinen mit den hiefür erforderlichen Einrichtungen und Apparaturen, sowie Personaldotierungen.

Der damals wohl erhoffte Erfolg zu einer engen Zusammenarbeit innerhalb der Region hat sich m.E. nicht oder nicht genügend eingestellt, dies namentlich darum, weil die entsprechenden Strukturen und rechtlichen Grundlagen fehlen. Die Situation der regionalen engen Zusammenarbeit ist dringend revisionsbedürftig, um kostensparende Synergie-Effekte zu erreichen. Es handelt sich im wesentlichen um folgende Ziele:

- Erreichung eine optimalen Bettenbelegung
- Koordination des Notfalldienstes und anderer Bereiche
- Optimale Auslastung von Kapazitäten in bezug auf Bauten, Einrichtungen/Apparaturen, Infrastrukturen, Personal aller Bereiche usw.

Die Stellung der Regionalspitäler ist so zu stärken, dass sie die beabsichtigte Koordination innerhalb der Region realisieren können. In diesem Zusammenhang wird auf die Vorschläge des VBK, welche anlässlich der Pressekonferenz vom 10. Februar 1992 erläutert wurden, hingewiesen.

(28 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 7. April 1993

(1) Vor dem Hintergrund von unklaren, teilweise widersprüchlichen Entwicklungen bei der Inanspruchnahme des stationären Angebotes und angesichts rasch wachsender Defizite im Staatshaushalt hat der Grosse Rat im Rahmen des Massnahmenplanes Haushaltgleichgewicht 1993–1996 den Regierungsrat mit der Prüfung und Umsetzung von verschiedenen strukturverändernden Massnahmen zur Kostensenkung und Qualitätssicherung im stationären Akut- und Langzeitbereich beauftragt. Zusätzliches Gewicht erhalten diese Aufträge durch zwei weitere parlamentarische Vorstösse zum selben Thema:

– Motion Blaser (M 040/91): Bernische Spitalplanung: Erarbeitung neuer Grundsätze (als Postulat überwiesen).

– Motion Bittner-Fluri (M 358/91): C-Bettenbelegung in bernischen öffentlichen Spitälern, Alters-, Kranken- und Pflegeheimen (als Motion überwiesen).

(2) Mit Regierungsratsbeschluss 0850 vom 26. Februar 1992 hat der Regierungsrat die Gesundheits- und Fürsorgedirektion beauftragt, eine gesamthafte Überprüfung der Angebotskapazitäten in den verschiedenen Bettenkategorien des stationären Akut- und Langzeitbereiches unter Einbezug der ambulanten Kapazitäten durchzuführen. Mit den Regierungsratsbeschlüssen 3251 und 3252 vom 26. August 1992 nahm der Regierungsrat sodann Kenntnis von der entsprechenden Projektorganisation und setzte zwei Gremien mit Vertreterinnen und Vertretern der hauptsächlichen Partner des Gesundheits- und Sozialwesens sowie mit Experten ein. Die Aufgabe der Gremien besteht darin, aus fachlicher und politischer Sicht zu den von der Gesundheits- und Fürsorgedirektion unter Beizug von Gutachtern erarbeiteten Unterlagen Stellung zu nehmen und Anregungen zu machen. Der Grosse Rat hat dem zur Finanzierung des Projekts benötigten Verpflichtungskredit in der Märzsession 1993 zugestimmt.

(3) Die in der Begründung zur Motion beschriebenen Probleme des dezentralen Versorgungssystems im stationären Akutbereich werden im Rahmen des erwähnten Projektes im Detail untersucht. Allerdings erachtet es der Regierungsrat nicht als sinnvoll, diese Fragen isoliert zu prüfen. Er ist vielmehr der Auffassung, dass das stationäre Versorgungssystem unter Einbezug der ambulanten Kapazitäten in einer Gesamtschau zu untersuchen und zu diskutieren ist.

(4) Der Regierungsrat ist deshalb der Meinung, dass die vom Motionär angesprochenen Probleme sowie dessen skizzierte planerische Zielvorgaben auf der Grundlage der erwähnten umfassenden Analysen zu prüfen sind. In diesem Zusammenhang werden allerdings verschiedene Lösungsansätze zu erörtern sein. Die Festlegung auf bestimmte planerische Vorgaben und institutionelle Strukturen im jetzigen Zeitpunkt ist verfrüht. Es ist vorgesehen, dass der Grosse Rat Ende 1994 die Massnahmen zur Ausrichtung des Angebotes auf neue Gegebenheiten genehmigen soll. Der in der Motion erwähnte Verband Bernischer Krankenhäuser VBK ist in den Gremien der Projektorganisation vertreten; der Einbezug seiner Vorschläge ist damit gewährleistet.

Der Regierungsrat beantragt Annahme der Motion als Postulat.

Blaser (Uettligen). Ich danke der Regierung für die grundsätzlich positive Aufnahme meines Vorstosses. Bekanntlich hat der Grosse Rat in der Märzsession einen Kredit von einer knappen Million gesprochen mit dem Auftrag, die Spitalplanung aus dem Jahr 1978 zu überarbeiten. In der damaligen Begründung ist ausdrücklich erwähnt, dass unter anderem auch strukturelle Massnahmen geplant sind. Ich bin der Meinung, der Inhalt dieser Massnahmen sei zu konkretisieren. Aus diesem Grund habe ich in meiner Motion eine enge Zusammenarbeit auf regionaler Ebene gefordert. Ich verzichte darauf, die wesentlichen Ziele zu wiederholen und verweise auf den Motionstext.

In welcher Form diese Zusammenarbeit erfolgen soll, wird Gegenstand der laufenden Analysen sein müssen. Eine Möglichkeit wäre, die bestehenden Spitalverbände auf die Regionen auszudehnen, womit sich automatisch neue Organisationsformen ergeben würden. Ich bin überzeugt, dass man damit einige Probleme besser in den Griff bekommen könnte und eine Kostensenkung resultieren würde. Dass eine derartige Entwicklung nicht unrealistisch ist, beweist das Beispiel des oberen Simmentals: Die Spitäler Saanen und Zweisimmen haben

dort sogar unter Einbezug des Spitals von Château d'Oex im Kanton Waadt von der Basis her eine Zusammenarbeit eingeleitet. Das betreffende Konzept besteht, wobei man mit namhaften Einsparungen rechnet. Das ist ein Beispiel, das genau in die Richtung geht, wie ich sie in meiner Motion vorschlage.
Nachdem die Regierung der Prüfung meiner Vorschläge zugestimmt hat, kann ich mich mit der Umwandlung in ein Postulat einverstanden erklären. Ich ersuche Sie, das Postulat anzunehmen.

Präsidentin. Der Motionär hat seinen Vorstoss in ein Postulat umgewandelt.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates Mehrheit

Frutigen: Erstellung des Schulzentrums Widi, 1. Etappe; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0816

Antrag Gerber (Thun)

Rückweisung mit der Auflage
1. Die Vorlage ist ohne den Teil für die gewerbliche Berufsschule unverzüglich nach Überarbeitung dem Grossen Rat wieder vorzulegen.
2. Es ist abzuklären, welcher Schulraum in Zukunft für die gewerblichen Berufsschulen im Kanton Bern benötigt wird.
3. Es ist nach den vom Grossen Rat bereits überwiesenen Motionen nach den Schlussfolgerungen des «Berichtes über die Schulorganisation im Berufsschulwesen» ein Konzept Berufsschulorganisation auszuarbeiten und dem Grossen Rat vorzulegen.

Wyss (Kirchberg), Sprecher der Geschäftsprüfungskommission. Dieses Geschäft hat in den letzten Wochen ziemlich viel zu reden gegeben. In der GPK löste es eine recht umfangreiche Diskussion aus. Es lagen sowohl ein Rückweisungs- wie ein Ablehnungsantrag vor. Die GPK hat dem Geschäft mit neun zu vier Stimmen bei zwei Enthaltungen zugestimmt.
Worum geht es? Der Raumbedarf der Primarschule ist ausgewiesen. Die zunehmenden Schülerzahlen belegen es. Im neuen Schulzentrum können Räume geschaffen werden für Schulzimmer und Nebenräume. Dieser Teil des Geschäfts gab zu keinen Diskussionen Anlass. Es ist zudem vorgesehen, Raum für die kaufmännische und gewerbliche Berufsschule zu schaffen. Dieser Teil gab zu reden, und er wird sicher auch hier eine Diskussion auslösen. Schon jetzt gibt es in Frutigen eine kaufmännische und gewerbliche Berufsschule. Somit geht es nicht darum, etwas Neues zu schaffen. Vielmehr soll die bestehende Schule im neuen Zentrum zusammengefasst werden. Heute ist sie an verschiedenen Standorten in Frutigen untergebracht. Zu reden gab in der GPK unter anderem die vorzeitige Baubewilligung. Man wusste nicht recht, ob nun gebaut werde oder nicht. Ich kann Ihnen versichern, dass mit dem Bau noch nicht begonnen worden ist. Die vorzeitige Baubewilligung wurde zwar erteilt. Aber in Frutigen wurde gesagt, man wolle mit dem Beginn der Bauarbeiten noch zuwarten, bis der Grosse Rat entschieden habe. Die Bauarbeiten sind vergeben, und man kann sofort mit dem Bau beginnen.
Im Vortrag haben Sie lesen können, dass es um drei Etappen geht. Wir haben hier über die erste Bauetappe in der Grössenordnung von 11 Millionen zu entscheiden. Gesamthaft beläuft sich die Investition für alle drei Etappen auf rund 22,5 Mio. Franken. Nach meinen Informationen ist aber nicht sicher, ob alle drei Etappen auch realisiert werden. Diese Frage hat keinen Einfluss auf die erste Etappe. Welche finanziellen Auswirkungen hat das Geschäft für den Kanton? Der Staatsbeitrag an die Baukosten für die Primarschule beläuft sich auf 1 159 000 Franken. Der Beitrag an die kaufmännische und gewerbliche Berufsschule beträgt 2 077 000 Franken. Dazu kommen rund 79 000 Franken jährliche Betriebskosten. In der ersten Etappe kann der Raumbedarf für die kaufmännische und gewerbliche Berufsschule gedeckt werden. Der Turnunterricht für die betreffenden Klassen kann in bestehenden Turnhallen erfolgen.
Wie erwähnt hat das Geschäft in der GPK Diskussionen ausgelöst. Die Gegenargumente, die in der Kommission geäussert wurden, decken sich mit den Auflagen im Rückweisungsantrag von Herrn Gerber. Man verwies auf die Motion Wyss, die eine Planung zum Raumbedarf der Berufsschulen verlangt. Diese Planung liegt noch nicht vor. Es wurde argumentiert, man müsse abwarten, bis diese Planung vorliege. Es wurde auf den Rückgang der Schülerzahlen in den Berufsschulen hingewiesen. Dieser Rückgang kann belegt werden.
Das Geschäft wurde bis zum Neujahr von der Volkswirtschaftsdirektion behandelt. Seither gehört es in den Verantwortungsbereich der Erziehungsdirektion.
Folgende Gründe, die für das Geschäft sprechen, überzeugten eine Mehrheit der GPK. Frutigen hatte in der Planung dieses Schulzentrums jederzeit die Unterstützung des Kantons. Man war behilflich und erklärte stets, man werde diesen Bau erstellen können. Es wäre sicher unverständlich, wenn man nun im letzten Augenblick rechtsumkehrt machen würde. Wir haben hier ein ausführungsreifes Projekt. Wir wissen alle, in welcher wirtschaftlichen Situation wir stecken. Wir haben im Rat auch bereits über Arbeitsbeschaffungsmassnahmen gesprochen. Eine Mehrheit des Grossen Rates war allerdings der Meinung, das bringe nichts, man solle besser ausführungsreife Projekte realisieren. Dieses Projekt gehört zu jenen Vorhaben, die sich im Rohr befinden. Meiner Meinung nach ist die Realisierung auch angesichts der Schülerzahlen und in Erwartung der diesbezüglichen Studie vertretbar. Wie der Erziehungsdirektor in der GPK ausgeführt hat, ist es wichtig, dass man unter den Berufsschulen koordiniert. Das betrifft alle Schulen im Kanton, hier speziell die Berufsschulen des Oberlandes. Die Zeiten müssen vorbei sein, da der eine versuchte, dem anderen die Schüler abspenstig zu machen, damit seine Schule weiterhin bestehen konnte. Ich bin überzeugt, dass man mit den Standorten Thun, Interlaken und Zweisimmen Lösungen finden kann. Man wird untereinander abtauschen und die vorhandenen Räume sinnvoll nutzen können. Der Standort Frutigen gleich neben dem Bahnhof ist ideal. Er ist mit den öffentlichen Verkehrsmitteln gut erreichbar. Zum Projekt Interlaken hatten wir vor einigen Jahren eine Volksabstimmung. Es wurde redimensioniert und man hat Lösungen gefunden. Es wird nicht in der seinerzeit beschlossenen Grösse realisiert. Man hat gehört, dass die kaufmännische Berufsschule Spiez geschlossen werden soll. Grössere Opposition gegen diesen Plan hat man noch nicht ausmachen können.
Namens der GPK beantrage ich Ihnen, dem Geschäft zuzustimmen.

Gerber (Thun). Erlauben Sie mir einige Vorbemerkungen. In der letzten Zeit ist im Bildungswesen viel gespart worden. Im allgemeinen sind die Grenzen des Sparens erreicht. Was im Bildungswesen fälschlicherweise gespart wird, wirkt sich in der Zukunft negativ aus. Das ist meine Grundhaltung. Aber ich bin überzeugt, dass man die Mittel effizient einsetzen muss, gerade in Zeiten der Geldknappheit.
Zu den Berufsschulen im Kanton Bern: Wir haben gegenwärtig zu viele Schulen, zu viele Lehrer, zu viele Klassen und zu wenig Lehrlinge und Lehrtöchter. Diese Tendenz wird sich in Zukunft noch verstärken. Wenn ich nun meinen Rückweisungsantrag begründe, richte ich mich in keiner Art und Weise gegen das Frutigtal oder das Oberland. Es geht auch nicht darum, dringend notwendige Investitionen, die sich im Rohr befinden, wie wir gehört haben, einfach zu verhindern. Ich wäre der letzte, der so etwas tun möchte. Es ist auch nicht etwa so, dass ich hier in eigener Sache spreche, wie mir etwa vorgeworfen wurde. Vielmehr sorge ich mich um die Entwicklung im Berufsbildungswesen. Es kommen immer mehr Aufgaben auf uns zu: Stützkurse, Anlehre, Berufsmatur, Freifächer usw., aber wir haben immer weniger Geld. Die Budgets werden rigoros zusammengestrichen. Irgendeinmal geht das nicht mehr auf.
Zur Vorgeschichte dieses Geschäfts: Der Grosse Rat hat bereits diverse Vorstösse zum Berufsbildungswesen überwiesen, unter anderem die Motionen Kohler und Wyss. Die Motion Kohler verlangte im Jahr 1988, dass die ganze Schulorganisation zu überprüfen und sie bei neuen Kreditbegehren gesamtheitlich aufzuzeigen sei. Die Auslastung sollte jeweils festgelegt werden. Im betreffenden Bericht über die Schulorganisation im Berufsschulwesen aus dem Jahr 1989 gab es bestimmte Schlussfolgerungen. In der Planung wurde seither nicht viel geändert. Wenn man die Schlussfolgerungen des Berichts beachtet hätte, wäre diese Vorlage gar nicht in dieser Form möglich gewesen. Sie läuft dem Bericht in weiten Teilen entgegen. Man präjudiziert mit der Vorlage gewisse Dinge, obwohl man gar nicht weiss, in welche Richtung die Entwicklung geht. Wenn man sagt, es sei nun zu spät, weil man schon zehn Jahre geplant habe, ist zu sagen: So gesehen kommen wir immer zu spät. Hier könnte man allerdings noch eine Weiche stellen. Das kantonale Amt für Berufsbildung, damals noch in der Volkswirtschaftsdirektion angesiedelt, verfügte über diesen Bericht, und trotzdem ermunterte es die Leute in Frutigen, mit der Planung fortzufahren, wie der GPK-Sprecher berichtet hat. Das geht in keiner Art und Weise auf. Ich möchte dem Erziehungsdirektor eine Frage stellen: Ist man wirklich bereit, mehr Geld für die Berufsbildung auszugeben, und zwar einzig aus regionalpolitischen Gründen? Aus finanzpolitischer und schulorganisatorischer Sicht muss man diese Vorlage zurückweisen.
In der Vorlage heisst es, die Bedürfnisse seien ausgewiesen. Ich bestreite das. Die Schülerzahlen sind derart zurückgegangen, dass man bereits zwei Berufe, die Maurer und die Mechaniker, aus Frutigen weggenommen hat. Die Klassen erreichten den Bestand von zehn Schülern nicht mehr, so dass der Bund überhaupt nichts mehr daran zahlte. Gegenwärtig ist in Frutigen ein Beruf fest verankert, die Zimmerleute. Auch bei den Schreinern, die in vier oberländischen Schulen ausgebildet werden, hat man Bestandesprobleme.
Im Projekt für diese kleine Schule sind zwei Informatikräume enthalten. Gemäss dem Bericht über die Schulorganisation müsste man für einen Raum ungefähr 15000 Lektionen anbieten können, damit der Bund überhaupt Beiträge leistet.
Wie gesagt worden ist, haben wir im Oberland gewisse Absprachen getroffen, gerade für Zweisimmen. Das ging so weit, dass wir die vorhandenen Lehrlinge aufgeteilt haben, um die für Bundessubventionen massgebende Grenze von zehn Schülern zu erreichen. Damit spart man aber nichts, und von Effizienz kann nicht gesprochen werden. Es handelt sich lediglich um eine Umverteilung.
Wie wird es mit den Schülerzahlen weitergehen? 1986 hatten wir im Kanton 28000 Lehrverhältnisse, 1992 waren es 23000, also ungefähr 5000 weniger. Das entspricht den Schülerzahlen von zwei grossen Berufsschulen. Die Entwicklung wird weiter in diese Richtung gehen. 1990 hatten wir 51000 16jährige Jugendliche. Bis ins Jahr 1996 wird diese Zahl auf 40000 sinken. Das sind keine Annahmen, sondern diese Kinder sind auf der Welt. Bis zum Jahr 2005 wird die Zahl um etwa 1000 auf 41000 steigen. Wir haben also in den nächsten 10 bis 15 Jahren mit einer Abnahme von rund 10000 Jugendlichen pro Jahrgang zu rechnen. Wieviele von ihnen eine Berufslehre absolvieren werden, weiss man noch nicht, weil der Trend in Richtung Mittelschulen unvermindert anhält. Es gibt also viele offene Fragen. Man muss sich überlegen, ob man noch Neuinvestitionen tätigen will, die dann Folgeinvestitionen auslösen.
Die Lehrlinge haben Anspruch auf ein Angebot an Freifächern. Dies bedingt eine gewisse Grösse der einzelnen Berufsschule. Nur so kann man diese Freifächer in einem finanziell sinnvollen Rahmen durchführen. Ich bin sicher, dass wir in den nächsten 10 bis 15 Jahren ausreichenden Schulraum haben. Im Oberland will man nun bauen, während man im Unterland schliessen will. In der Berufsschulorganisation herrscht ein Durcheinander. Zudem wird von allen Kreisen, auch vom Gewerbe, verlangt, die Klassenzahlen zu erhöhen, also Richtung Bestand von 18 Schülern pro Klasse zu gehen. Diese Gleichungen gehen nicht auf. Man hat dann kostspielige Strukturen, aber in den Budgets fehlen die Mittel für die Folgekosten. Ich weise darauf hin, dass wir im Rat vermutlich noch Diskussionen über Vorstösse zu kleineren Berufsschulen haben werden, beispielsweise zu Herzogenbuchsee. Die Schule, die man dort schliessen will, ist von den Klassen- und Schülerzahlen her nicht kleiner als jene, die man in Frutigen eröffnen will. Auch diese Rechnung geht nicht auf.
Zu den Folgekosten für den Kanton: Wenn Sie dem Geschäft zustimmen, müssen Sie wissen, dass dies Folgekosten hat. Ich mache darauf aufmerksam, dass die Sekundarschulstufe II neu nicht mehr dem jetzigen Kostenverteiler unterliegt, indem die Gemeinden gemäss einem neuen Dekret nicht mehr partizipieren und die Kosten für diese Stufe voll vom Kanton zu tragen sind. Zudem werden gemäss den bestehenden Strukturen an allen Berufsschulen die gleichen Berufe geführt werden. Das bedeutet an allen Schulen teure Investitionen, etwa bezüglich CAD, Autogewerbe, Bauberufe. Das geht nicht nur in die Tausende, sondern in die Hunderttausende von Franken. Der Regierungsrat hat in seinem zweiten Spar- und Massnahmenpaket darauf hingewiesen, er wolle die Schulstrukturen straffen. Ich nehme an, dass er das vorliegende Geschäft davon ausgenommen hat und die entsprechenden Grundsätze noch nicht gelten. Wenn man mit dem Sparpaket so umgeht, kann es nicht gut kommen.
Ich ersuche Sie, meinen Rückweisungsantrag mit den formulierten Auflagen zu untertützen.

Vizepräsident Bieri übernimmt den Vorsitz.

Blatter (Bolligen). Für unsere Fraktion ist es klar, dass dieses Geschäft nicht nur unter dem Gesichtspunkt der Förderung eines Randgebietes zu beurteilen ist. Auch Projekte aus Randgebieten haben die Nagelprobe der Bonität zu bestehen. In der LdU/EVP-Fraktion haben wir dieses Projekt eingehend besprochen. Ich tanze jetzt vielleicht aus der Reihe, wenn ich daran denke, dass sich vor allem Oberländer zu Wort melden werden. Auch zähle ich nicht zu den direkt Betroffenen, weder als Gewerbelehrer noch als Oberländer. In unserer Fraktion kamen wir grossmehrheitlich zum Schluss, dem Projekt sei zuzustimmen.
Es ist vielleicht gar nicht schlecht, wenn wir nun dank dem vorliegenden Rückweisungsantrag das Projekt nochmals unter die Lupe nehmen und gewisse grundsätzliche Fragen stellen. Es ist nicht so, dass wir einfach allem zustimmen, das zufälligerweise in einem Randgebiet projektiert wird. Wir haben grosse Vorbehalte gegenüber Projekten, die aus umweltschützerischen oder anderen Gründen nicht akzeptiert werden können. Im Gegensatz zu anderen Projekten, über die wir noch sprechen werden – ich verweise auf die Metzgereifachschule in Spiez –, haben wir es der Fairness der Frutiger zu verdanken, dass wir nicht einfach nur noch nicken dürfen und etwas akzeptieren müssen, das bereits eingeweiht ist. Fairerweise wurde mit dem ersten Spatenstich, der ungefähr in einer Woche stattfinden soll, zugewartet, bis die Sache durch den Beschluss des Grossen Rates auch rechtlich abgesichert ist.
Wir stimmen dem Geschäft zu – und zwar nicht nur dem Teil, der die Primarschule betrifft. Wenn ich Herrn Gerber richtig verstanden habe, geht es bei seinem Rückweisungsantrag ausschliesslich um die Berufsschule. Die übrigen Ausbauwünsche sind nicht unter Beschuss gekommen. Eine Rückweisung käme einem Wortbruch gegenüber den Behörden von Frutigen gleich. Wir haben Mühe mit dem Argument der Systemblindheit der regierungsrätlichen Instanzen, wonach sie etwas initiiert und durchgezogen hätten, unabhängig von den Entwicklungen, die sich in der Zwischenzeit in der Finanzpolitik ergeben haben. Die verschiedenen mit diesem Geschäft befassten Ämter waren immer offen für neue, kritische Voten. Ich erinnere an die Motion Wyss, die man nicht einfach links liegengelassen hat. Man hat den Bedürfnisnachweis immer à jour gebracht, auch in der Region Oberland. Wir haben die Argumente, die wir gehört haben, abzuwägen. Dabei lassen wir uns nicht nur von Managementüberlegungen leiten. Schliesslich geht es um junge Menschen, die einen Anspruch haben auf eine gute, optimale Ausbildung. Wenn dieses Projekt jetzt einfach wegen mangelnder Effizienz unter Beschuss kommt, bereitet mir das Mühe. Gerade im Erziehungsbereich höre ich Worte wie «Straffung» nicht gerne. Für mich, der an einer anderen Front im Bildungsbereich tätig ist, zählen vor allem die pädagogischen Überlegungen. Man hat sich in Frutigen bemüht, einen Synergieeffekt zu erzielen, indem verschiedene Schultypen unter einem Dach untergebracht werden sollen. Ich könnte mir vorstellen, dass ein Primarschüler, der sieht, wie Schreiner ausgebildet werden und dass dies eine attraktive Sache ist, sich eher motiviert fühlt, einen derartigen Beruf zu wählen. Man hat heute erkannt, dass es wichtig ist, verschiedene Schultypen und -stufen unter einem Dach zu betreiben.
Es werden anschliessend noch Oberländer das Wort ergreifen, die das Projekt minutiös studiert haben. Ich überlasse es ihnen, weitere Ausführungen zu machen. Wir sehen in der Fraktion keinen Anlass, zu diesem späten Zeitpunkt ein ausgewiesenes Projekt in einer durch grössere Vorhaben wahrhaftig nicht verwöhnten Ortschaft und Talschaft mit Argumenten, die bereits sorgfältig geprüft worden sind, in Frage zu stellen. Aus diesen Gründen stimmt die EVP/LdU-Fraktion diesem Geschäft zu.

Schmid (Frutigen). Ich kann vorweg sagen, dass die SVP-Fraktion dieses Projekt einstimmig unterstützt. Der Projektbeschrieb, den wir erhalten haben, ist etwas umfangreich ausgefallen. Ein ganzes Zentrum ist da vorgestellt. Es gilt festzuhalten, dass es heute nur um den Sektor A geht. Dieser Ausschnitt war Gegenstand einer Abstimmungsvorlage der Gemeinde Frutigen im Jahr 1991. Das Volk hat die Vorlage gut aufgenommen. Was auf der Skizze sonst noch aufgeführt ist, sind Zukunftsträume, die wir in einigen Jahren auch noch zu realisieren versuchen werden.
Das Projekt ist ausführungsreif. Ich brauche nicht zu sagen, was das in der heutigen Zeit bedeutet. Wir können schon morgen mit dem Bauen beginnen. Ich möchte aber klipp und klar festhalten: Mit dem Bau wurde nicht begonnen. Wir Grossräte haben versucht, die Gemeinde davon zu überzeugen, dass nicht begonnen werden dürfe, weil wir hier nicht ein bereits angefangenes Geschäft vertreten wollten. Ich hätte mir in dieser Beziehung nicht gerne Vorwürfe machen lassen wollen. Der Gemeinde bin ich dankbar, dass sie sich daran gehalten hat.
Der Rückweisungsantrag von Herrn Gerber hört sich ganz einfach an. Man solle das Projekt ohne die Berufsschule neu planen und erneut dem Rat vorlegen. Das ist leicht gesagt. Aber die Primarschule platzt aus allen Nähten. Wir haben bereits 400000 Franken verplant. Wenn wir das Projekt um die Berufsschule redimensionieren müssen, erfordert das eine neue Planung. Das leuchtet sicher ein.
Die Zusicherung, am Berufsschul-Standort Frutigen werde festgehalten, wurde in den letzten Jahren mehrmals bestätigt. Im Jahr 1992 hat uns das kantonale Amt für Berufsbildung geschrieben: «Vor allem mit Rücksicht auf die wirtschaftliche Entwicklung des Kandertales sind wir bereit, auch in der künftigen Berufsschulorganisation an Frutigen als Standort einer gewerblichen und einer kaufmännischen Schule festzuhalten.» Das ist uns also mehrmals zugesichert worden. Ich möchte betonen, dass es sich nicht um eine neue Schule handelt. Herr Gerber hat gesagt, am einen Ort schliesse man eine Schule, am andern eröffne man eine. Unsere Gewerbeschule besteht, solange ich mich zurückerinnern kann, ebenso das KV. Mit einer Neueröffnung hat dieses Geschäft nichts zu tun. Unsere Schulen werden im Milizsystem geführt. Das heisst, wir hatten bisher keine festangestellten Schulvorsteher und dergleichen. Das war ein Vorteil. Denn man konnte den Lehrerbestand den Schülerbeständen anpassen, nicht umgekehrt. Hier besteht ein Unterschied, und wir haben profitiert davon. Dieses System ist preisgünstiger. Eine Studie hat im Zusammenhang mit der Berufsschule Zweisimmen ergeben, dass ein Schüler in der Berufsschule Interlaken 5600 Franken kostet, in Thun 5200 Franken, in Zweisimmen 4100 und in Frutigen 3700 Franken. Das wurde so errechnet, und ich nehme an, dass die Urheber dieser Zahlen rechnen konnten. Der Neubau in Frutigen verursacht Mehrkosten von 153 Franken und einigen Rappen pro Schüler.

Wenn der Rückweisungsantrag angenommen würde, hätte dies ganz klar zum Ziel, die Schulzentren zu vergrössern und zu stärken. Wenn man sagt, die Befürworter des Rückweisungsantrages würden nicht in eigener Sache sprechen, so erlaube ich mir, dies ein ganz klein wenig zu bezweifeln. Vermehrt sparen in den Berufsschulen kann man genausogut in Thun, wo man 2000 Schüler und rund 150 Lehrer hat. Wir müssen sparen. Aber ich wehre mich dagegen, einmal mehr unsere Region auszuhöhlen. Alle politischen Parteien und sämtliche Richtlinien der Regierung sagen immer das Gegenteil: Man müsse zu den Randgebieten Sorge tragen. Unsere Schulanlage wird 100 Meter neben dem Bahnhof sein. Die Zugfahrt von Spiez oder von Thun nach Frutigen dauert genauso lange wie umgekehrt.
Es ist richtig, die Schulen zu koordinieren. Ich weiss, dass Frutigen und Thun heute ganz gut zusammenarbeiten. Wenn man sagt, die Schülerzahlen aus Frutigen seien am Sinken, muss man wissen, dass in Thun eine Maurerklasse unterrichtet wird mit 13 Schülern. Von ihnen kommen 10 aus dem Frutigtal. Das sind Tatsachen, die uns dazu bringen, uns für die Schule in Frutigen einzusetzen.
Ich danke der Erziehungsdirektion und der GPK dafür, dass sie das Geschäft befürworten. Vorbereitet wurde es zu einem wesentlichen Teil von der Volkswirtschaftsdirektion. Ich habe Bedenken, ob man in Zukunft derartige Vorhaben überhaupt noch verwirklichen kann, wenn in unserer Verwaltung niemand mehr zuständig sein soll, um einer Gemeinde oder einer Region gegenüber zu erklären, dass sie ein bestimmtes Projekt planen könne und dass mit Beiträgen in einer gewissen Grössenordnung gerechnet werden dürfe. Ich ersuche den Rat, dem Geschäft zuzustimmen.

Hess. Ich stellte bereits in der GPK einen Rückweisungsantrag mit der Begründung, es müsse ein inhaltliches Konzept vorliegen, damit wir wissen, wo in Zukunft welche Schwerpunkte bei den Berufsschulen im Kanton gesetzt werden sollen. Die Situation in bezug auf das Projekt Widi ist nicht ganz einfach. Die Gemeinde Frutigen hat in einer Abstimmung, die offenbar relativ viel Öffentlichkeitsarbeit erforderte, dem Projekt zugestimmt. Die Leute sind in den Startlöchern, um den Spatenstich zu vollziehen. Weshalb unterstützt die Fraktion Freie Liste/Junges Bern den Rückweisungsantrag Gerber? Ich rufe Ihnen nochmals zwei Zahlen in Erinnerung: Laut Verwaltungsbericht gaben wir im Jahr 1986 für die Berufsbildung 53 Millionen aus, im Jahr 1991 75 Millionen. Der Aufwand stieg in dieser Zeit um rund die Hälfte. In der gleichen Zeit sank die Zahl der Lehrverhältnisse von 28000 auf 23000. Und es wird so weitergehen. Der «Kampf» um jeden einzelnen Schüler und jede einzelne Schülerin ist offenbar so stark im Gange, dass einzelne Vorsteher der Berufsschulen ihre Schüler ködern gehen.
In Frutigen werden noch die Forstwarte des Kantons Wallis ausgebildet. Das Wallis will künftig diese Schüler bei sich behalten und nicht mehr nach Frutigen schicken.
Wenn man von der Sachlage bei den Berufsschulen her urteilt, muss man dem Rückweisungsantrag von Herrn Gerber zustimmen. Man kann durchaus regionalpolitische Argumente geltend machen und sagen, man müsse die regionale Wirtschaft fördern und dem Baugewerbe in Frutigen Aufträge geben. Dann muss man aber klar sehen, dass wir zur Erstellung eines Baus ja sagen, von dem schlussendlich niemand weiss, wer und was darin untergebracht wird.
Man müsste in folgende Richtung gehen: Die Berufsschulen, namentlich jene im Oberland, sollten sich ein gemeinsames Dach geben. Einzelne Zentren müssten sich spezialisieren auf einzelne Berufsrichtungen. Warum soll Frutigen im Bereich Holz nicht noch stärker werden? Wenn wir in Frutigen den Neubau erstellen – und ich zweifle eigentlich nicht an der Ablehnung des Rückweisungsantrages –, muss doch Gewähr bestehen, dass die Worte von Regierungsrat Schmid in der GPK ernst genommen werden. Er sagte: «Wichtig ist, dass in Frutigen nicht eine selbständige Berufsschule geschaffen wird, sondern dass sie der grösseren Einheit Thun unterstellt wird.» Man müsste zumindest die Koordination noch verbessern.
Ein letztes Wort: Ich habe gestützt auf die Zusatzakten, die ich in der GPK einsah, feststellen können, dass die Kreise, die nun ans Mikrofon kommen werden, verschiedentlich nach Bern gepilgert sind. Verschiedene Regierungsräte und verschiedene Gremien wurden angegangen. Es fand eine richtige Wallfahrt nach Bern statt mit der Bitte: Gebt uns diese Bauaufträge. Meiner Meinung nach dürfen wir die Augen nicht verschliessen vor dem Umfeld, in dem derartige, zuvorderst in der Pipeline steckende Projekte stehen, und einfach sagen: Allez hopp, bauen!
Unsere Fraktion wird aus diesen Gründen den Antrag Gerber unterstützen. Ich danke Herrn Gerber für seine sehr kritischen und guten Voten zu diesem Thema.

Allenbach. Im Namen der FDP-Fraktion empfehle ich Ihnen, dem Antrag von Regierungsrat und Geschäftsprüfungskommission zu folgen und dem Geschäft zuzustimmen. Zum Rückweisungsantrag von Herrn Gerber möchte ich folgendes sagen. Die Region und die Gemeinde Frutigen haben in einem jahrelangen Abklärungs- und Planungsprozess zusammen mit dem Biga, dem Amt für Berufsbildung sowie den Direktionen für Erziehung und Volkswirtschaft dieses Geschäft mit einem Aufwand von fast 400000 Franken auf den heutigen Stand gebracht. Das Projekt war bereits vor einem Jahr bereit. Wir mussten wegen des Projekts Campus II der Berufsschule Bern zuwarten. Heute sind wir an der Reihe.
Ich möchte spontan auf eine Äusserung von Herrn Hess reagieren. Er hat gefordert, dass man sich spezialisieren müsse. Genau das tun wir. Ich werde darauf zurückkommen. Die Forstwarte aus dem Kanton Wallis bleiben nicht aus. Da handelt es sich um eine Fehlinformation. Die Walliser haben inzwischen festgestellt, dass eine eigene Lösung für sie viel teurer zu stehen kommt. Und das Biga sagt nach wie vor, die Walliser müssten nach Frutigen kommen, das ja sehr nahe liege, Stichwort NEAT. Uns sticht es in die Nase, wenn man uns vorhält, wir würden wallfahrten. Der eine oder andere hat sich sicher bei der Regierung für das Projekt eingesetzt, auf legalem und flottem Weg. Jedenfalls haben wir jene Methoden, die gewisse Lehrer vor einem Jahr angewendet haben, indem sie während der Schulzeit für ihren Lehrerlohn und ihren Teuerungsausgleich demonstrieren kamen, nicht angewendet. So viel zum Thema Wallfahrten.
Dass wir die Baubewilligung haben und über ein baureifes Projekt verfügen, ist bereits gesagt worden. Wenn der Grosse Rat bei solchen Geschäften Rückweisung beschliesst, kann man das Projekt nicht einfach ein bisschen abändern. Wer sich damit befasst, wird das erkennen. Mit der Annahme des Rückweisungsantrages würden Sie gegen Treu und Glauben verstossen, und zwar gegenüber einer ganzen Region, der Gemeinde Fruti-

gen und ihren Bürgern. Ich vertraue darauf, dass Sie so etwas nicht tun werden. Dem Erziehungsdirektor und seinen Mitarbeitern möchte ich danken für ihre bisherige klare und sachliche Haltung diesem Geschäft gegenüber. Ich hoffe, dass dies auch heute so bleibt.
Das Schulzentrum Widi ist nicht nur wegen Treu und Glauben gerechtfertigt. Ich möchte dies mit einigen wenigen Argumenten belegen. Bis vor kurzem hat die Berufsschule Frutigen vier Berufe ausgebildet: Zimmerleute, Schreiner, Mechaniker und Maurer. Die Mechaniker und die Maurer haben wir abgegeben, weil die Abnahme der Schülerzahlen derart gross war, dass ein Beharren auf der Weiterführung dieser Klassen keinen Zweck hatte. Wir haben sie an die Berufsschule Thun abgegeben, und zwar nicht erst heute, sondern bereits vor zwei Jahren. Wir haben uns spezialisiert auf Zimmerleute – hier sind wir die stärkste Region –, auf die Schreiner, wo wir auf Unterstützung hoffen, sowie auf Forstwarte. Wir wollen nicht alles. Vielmehr wollen wir uns spezialisieren. Genau das, was verlangt wird, haben wir bereits gemacht. Da soll jemand noch sagen, die Gewerbeschule Frutigen und das Amt für Berufsbildung hätten gar nichts gemacht und alles einfach schlittern lassen. Das ist nicht wahr. Das Projekt trägt genau diesen Aspekten Rechnung. Man kann ohne weiteres verlangen, man müsse die Schulen im Kanton neu zusammenstellen und die Schüler neu verteilen. Das könnte man noch in manchen Bereichen tun. Man könnte Bauland in der Schweiz nur gerade den Zürchern oder innerhalb des Kantons Bern nur gerade den grossen Zentren zuteilen. Bei uns oben hätten wir noch das Grasland und könnten schauen, wie wir weiterkämen. So einfach ist es nicht. Es handelt sich um eine regionalpolitische Frage. Dazu müssen wir stehen. Dass das Ganze teurer zu stehen komme, bestreite ich. Es gibt Zahlen, die das Gegenteil belegen. Ich gebe ein Beispiel, ohne dass ich damit andere Berufsschulen angreifen möchte. Das Amt für Berufsbildung hat im Jahr 1989 ausgerechnet, wieviel die Lehrlinge aus Frutigen kosten, wenn wir sie an eine andere Schule schicken müssten. Für Schüler an der Berufsschule Thun muss die Gemeinde 1290 Franken pro Schüler bezahlen. Nach dem Neubau Widi wird ein Schüler in Frutigen die Gemeinde 886 Franken kosten. Es gibt andere Schulen wie Lyss, die ähnlich günstig sind, während Langnau mit 1700 Franken fast den doppelten Betrag auslegen muss. Das ist kein Angriff auf die Schule in Langnau. Dort herrschen andere Verhältnisse, und auch die Langnauer müssen für ihre Region kämpfen. Man kann nicht sagen, Frutigen bringe regionalpolitisch nichts und koste nur viel. Es ist gerade umgekehrt. Die kleinen Schulen sind meistens günstiger, weil sie einen viel wirtschaftlicheren Betrieb aufweisen. Wir haben heute 115 Gewerbeschüler und 87 kaufmännische Schüler. Diesen 202 Schülerinnen und Schülern möchte man in neuen Räumlichkeiten ein anständiges Ausbildungsprogramm bieten, wie das andernorts auch üblich ist. Die Schule in Frutigen stammt aus dem Jahr 1931. Man hat nie etwas daran geändert.
Sie haben nun wohl genügend Informationen erhalten. Ich bitte Sie, mit der Region Kandertal und dem Frutigland Solidarität zu zeigen und dem Geschäft zuzustimmen.

Präsidentin Zbinden-Sulzer übernimmt wieder den Vorsitz.

Wyss (Langenthal). Zu den Ausführungen von Herrn Allenbach betreffend Kosten möchte ich folgendes zu bedenken geben: Man darf die Kosten einer bestehenden Schule wie Frutigen nicht mit den Kosten nach dem Neubau vergleichen. Es kommt dazu, dass an den grösseren Schulen ein anderes Angebot an Freifächern, an Zusatzunterricht – beispielsweise im Bereich der Berufsmittelschule – besteht, weshalb die Kosten in Thun oder Bern logischerweise höher sind.
Was wir hier beschliessen, ist ein Widersinn. Ich kann es nicht anders sagen. Wir betreiben einmal mehr Regionalpolitik, statt auf das Ganze zu schauen. Sie haben gehört, dass genügend Berufsschulraum vorhanden ist. Wenn wir nun in Frutigen Raum schaffen für theoretisch 20 Klassen – je zwei Schulzimmer für Berufskunde und Allgemeinbildung an je fünf Wochentagen –, dann ist das zusätzlicher Raum. Bei sinkenden Schülerzahlen ist es konsequenterweise so, dass wir Berufsschullehrer immer kleinere Klassen unterrichten. Es ist ein Widerspruch, wenn der Rat das Raumangebot vergrössert und gleichzeitig die Finanzen für die Schulen kürzt. Wie sollen wir an den Berufsschulen den Unterricht noch gewährleisten, wenn die Finanzen für die kleineren Klassen nicht zur Verfügung stehen? Ich mache den Stundenplan für eine Schule. Es ist ein Unsinn, von uns zu verlangen, für gewisse Unterrichtsfächer allgemeinbildender Art müssten mehrere Berufe zusammengefasst werden – im praktischen Unterricht ist dies ohnehin nicht möglich.
Was hier beschlossen werden soll, steht im klaren Gegensatz zu überwiesenen Motionen, vor allem zu jener meines Vorgängers Peter Kohler, die anlässlich der Bewilligung der Gewerbeschule Huttwil eingereicht wurde. Zudem widerspricht das Geschäft den Bestimmungen des Bundesgesetzes über die Berufsbildung, wo es in Artikel 32 heisst, die Berufsschulen müssten in Zentren errichtet werden, in denen Berufsgruppen zusammengefasst werden können. Es sollen nicht Schulen für Einzelberufe gemacht werden, denn es ist nicht sinnvoll, eine auf einen einzigen Beruf abgestützte Berufsschule zu betreiben. Die Investitionen dafür wären nicht angemessen.
Ich unterstütze den Rückweisungsantrag, weil ich selber auch betroffen bin. Auch an unserer Schule hat es leeren Schulraum. Der Regierungsrat müsste endlich den Mut haben, die Berufe im Kanton neu aufzuteilen. Es wird nicht mehr so sein wie früher, als man überall Schulzimmer hatte, die mit Berufsschulklassen überfüllt waren.
Ich möchte dem Erziehungsdirektor zwei Fragen stellen. Erstens zu den Einrichtungen: Es werden im Projekt zwei Informatikräume ausgewiesen. Braucht es für diese Klassenzahl wirklich je einen Informatikraum für die Gewerbeschule und das KV? Ich finde das übertrieben. An unserer Schule müssen die Computer nach drei, vier Jahren ersetzt werden. Angesichts dieser Tatsache handelt es sich um eine Luxusinvestition. Ist es zweitens sinnvoll, für eine derartige Kleinschule zwei Vorsteherräume vorzusehen? Ich nehme an, dass es für die Gewerbeschule und das KV je einen Vorsteher als Leiter braucht. Auch das hat finanzielle Folgen, weil diese Leute höher eingestuft werden.
Ich bitte Sie nochmals, den Rückweisungsantrag zu unterstützen.

Waber. Wir befinden uns im Dilemma. Das gilt auch für mich persönlich. Wir wissen ganz genau, dass wir hier ja sagen zu einer Planungsleiche. Wir sagen ja zu einem Projekt, das im Rahmen einer Gesamtplanung und im Rahmen der Koordination nicht richtig ist. Die Herren Wyss und Gerber haben das als Fachleute dargestellt.

Ich möchte begründen, weshalb ich trotzdem ja stimme. Man kann nicht ein Projekt so weit gedeihen lassen, die Arbeiten unter Vorbehalt schon vergeben – hier hat sich die Gemeinde absolut korrekt verhalten – und am Schluss, eine Woche vor Baubeginn, nein sagen. Ich stimme dem Geschäft zu, weil es so weit vorangetrieben worden ist, im Wissen darum, dass dies falsch ist. Ich übernehme damit fünf Promille der Gesamtverantwortung des Grossen Rates.

Weyeneth. Ich möchte mich eigentlich nicht zu diesem Geschäft äussern. Herr Allenbach hat aufgerufen zur Solidarität mit dem Randgebiet. Er ist dort in verschiedenen Sparten tätig. *(Die Präsidentin ersucht den Votanten, zum Thema zu sprechen.)* Ich komme sogleich zum Thema. *(Heiterkeit)*
Nachdem ich gehört habe, dass eine Delegation aus Frutigen auf der Tribüne sitzt, möchte ich aus der Sicht der Finanzkommission eine Bemerkung machen. Ich bin einverstanden, wenn der Kanton zu seinen Randregionen schaut. Den Frutigern möchte ich allerdings ans Herz legen, vielleicht bei den nächsten Anleihensabstimmungen, wenn also der Kanton um das Geld bittet, um all die Begehren der Randgebiete zu bezahlen, auch mitzuhelfen.

Wyss (Kirchberg), Sprecher der Geschäftsprüfungskommission. Ich nehme an, dass diese Botschaft auf der Tribüne angekommen ist und auch befolgt werden wird.
In der Diskussion wurden keine neuen Aspekte angesprochen. Die direkt Betroffenen haben sich geäussert. Das ist ihr gutes Recht. Eine Bemerkung zum Votum von Herrn Gerber: Auch ich habe die sinkenden Schülerzahlen erwähnt. Die Kurve zeigt allerdings jetzt nach oben. Man darf davon ausgehen, dass die Schülerzahlen in den nächsten Jahren etwas ansteigen werden, wenn auch nicht auf die frühere Höhe. Vergegenwärtigen Sie sich die Diskussionen über den Numerus clausus an der Universität. Wir werden uns darüber noch zu unterhalten haben. Von daher gesehen könnte es in den nächsten Jahren dem einen oder dem anderen in den Sinn kommen, einen gewerblichen oder einen kaufmännischen Beruf zu erlernen. Wenn es in der letzten Zeit rückwärts gegangen ist, darf man das nicht allzu negativ werten.
Es handelt sich nicht um eine Neueröffnung. Diese Gewerbeschule hat schon bisher bestanden. Es geht um einen Ersatz. Wenn dieses Geschäft zur Überprüfung zurückgewiesen wird, so ist uns allen klar, dass neu geplant werden muss. Es wurden bis jetzt 400000 Franken eingesetzt. Wenn man das Ganze neu planen muss, ist mindestens eine Million Franken verloren. Diese Million finden wir im Kanton Bern auch nicht einfach auf der Strasse. Wir müssen abwägen, welches Vorgehen sinnvoller ist.
Ich beantrage Ihnen nochmals, dem Geschäft zuzustimmen.

Schmid, Erziehungsdirektor. Im Namen der Regierung bitte ich Sie, dem Geschäft zuzustimmen. Es geht darum, dass der Kanton gegenüber den Gemeinden ein anständiger Vertragspartner bleibt. Bedenken Sie, wieviele Zusicherungen bei der Behandlung dieses Geschäfts gemacht worden sind, unter anderem auch von der Geschäftsprüfungskommission am 29. September des letzten Jahres, als sie von der Erteilung der vorzeitigen Baubewilligung Kenntnis nahm. Der Kanton hat bei der ganzen Planung mitgeholfen, ohne je die rote Lampe aufleuchten zu lassen. Nun, da der erste Spatenstich bereits vorbereitet ist, können wir nicht sagen: Die Situation hat sich völlig verändert.
Wir wollen eine optimale Nutzung der Investition sicherstellen. Dafür wird die Regierung sorgen. Wir werden in Frutigen nicht zwei Vorsteher belassen. Vielmehr werden wir Frutigen mit Thun zusammenlegen. Es darf nicht so weit kommen, dass man sich gegenseitig einzelne Schüler «ausreisst» und überall mit sehr kleinen Klassenbeständen Schule hält. Das wäre zu teuer und stünde in keinem Verhältnis zu den hier zu tätigenden Investitionen. Wir wollen kein Präjudiz schaffen. Im Fall von Frutigen ist zu berücksichtigen, was wir im Oberland sonst noch alles tun, um Überkapazitäten zu vermeiden.
Wallfahrten zum Erziehungsdirektor haben keine stattgefunden, Herr Hess. Hätten sie stattgefunden, so wären sie eher von kontraproduktiver Wirkung gewesen. Herr Wyss, der Mut, auch unangenehme Entscheidungen zu treffen, fehlt mir nicht. Aber hier würde eine derartige Entscheidung gegen die Vernunft verstossen. Vernunft sollte ein Handlungsprinzip für staatliche Organe darstellen. Zur Frage der Informatikräume: Die Bedürfnisse des gewerblich-industriellen Teils sind ganz andere als jene des kaufmännischen Teils der Schule. Deshalb sind zwei Räume erforderlich, um die Schule so betreiben zu können, wie wir das erwarten.
Zur allgemeinen Situation: Der Auftrag des Kantons besteht darin, qualitativ gute Berufsschulen bereitzustellen. Wir müssen dafür sorgen, dass die Berufsschulen attraktiver werden, als sie es bis anhin waren. Sie werden vor allem dann attraktiver, wenn wir jenen, die unsere Berufsbildung durchlaufen, die Möglichkeit geben, in eine höhere Ausbildung zu gelangen. Die Zahlen sind hier dargestellt worden. Wir hatten einen Rückgang der Zahl der Berufsschüler vom Jahr 1986 bis zum Jahr 1992 um rund 20 Prozent. Ich bin der Letzte zu bestreiten, dass wir die Strukturen überprüfen und bereinigen müssen. Wir haben ein sehr dezentralisiertes Berufsbildungswesen. Wir wollen es nicht zentralisieren. Aber wir wollen die Dezentralisation massvoll ausgestalten. Dazu wird es harte Entscheidungen brauchen. Den Grossen Rat bitte ich, auch bei diesen harten Entscheidungen zum Erziehungsdirektor zu stehen. Der Auftrag, die Gesamtsituation zu überprüfen, wurde im Februar dieses Jahres von der Erziehungsdirektion erteilt. Der abtretende Vorsteher des Amtes für Berufsbildung wird bis zum Spätsommer entsprechende Grundlagen bereitstellen. Im Oberland haben bereits erste, harte Verhandlungen stattgefunden. Grossrat Ritschard war Zeuge. Ich bin dankbar dafür, dass nach einer zähen Vorphase in Interlaken nun das Verständnis dafür vorhanden ist, dass man das seinerzeit vom Volk angenommene Projekt erheblich reduzieren muss. Man kommt also auf den bereits gefassten Ausbaubeschluss zurück und nimmt Anpassungen im Sinn einer Redimensionierung vor. Zudem wird die kaufmännische Berufsbildung in Spiez überprüft. Erste Signale sind gegenüber der Gemeinde ausgesendet worden. Im Zusammenhang mit dem Planungsauftrag werden wir diese Situation genau unter die Lupe nehmen. Es würde nichts bringen, jetzt einige Monate zuzuwarten, bis wir die Ergebnisse haben. Die Überprüfung des Projekts Frutigen würde bedeuten, dass man den Planungsprozess neu starten müsste. Das ist nicht vertretbar und auch kaum zumutbar. Gemäss dem Prinzip von Treu und Glauben, aber auch weil wir zu diesem Projekt stehen und für eine optimale Nutzung werden sorgen können, ersuche ich Sie, dem Antrag der Regierung zuzustimmen.

Präsidentin. Wir stimmen zuerst über den Rückweisungsantrag Gerber (Thun) ab.

Abstimmung

Für Rückweisung des Geschäfts 0816	Minderheit
Dagegen	Mehrheit

Präsidentin. Das Geschäft untersteht dem fakultativen Referendum.

Abstimmung

Für Genehmigung des Geschäfts 0816	101 Stimmen
Dagegen	21 Stimmen

Bern: Universität; Investitionsbeitrag an die Stiftung Berner Studentenheim (Mensa) für die Sanierung der Kühlanlage und der technischen Kücheneinrichtung; Kredit, Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0822

Genehmigt

Aarwangen: Neubau einer Doppelturnhalle mit Aussenanlagen; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0823

Genehmigt

Münsingen: Umbau und Erweiterung Primarschulanlage Schlossmatt; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0824

Genehmigt

Schüpfen: Schulhausneubau; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0825

Genehmigt

Spiez: Erweiterung der Schulanlage Spiezwiler mit einem Neubautrakt Primarschule/Kindergarten, Neubau Turnhalle; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0826

Genehmigt

Spiez: Neubau Primarschule Räumli; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0827

Genehmigt

Vauffelin: Neubau einer Turnhalle; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0828

Genehmigt

Schulgemeinde Wald: Erweiterung der Primarschulanlage, Neubau Turnhalle; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0829

Genehmigt

Bern: Universität; Philosophisch-naturwissenschaftliche Fakultät; Institut für Organische Chemie (IOC), Anschaffung eines hochauflösenden 500 MHz Magnetresonanzgerätes; Kredit, Zahlungskredit 1993

Beilage Nr. 21, Geschäft 0910

Genehmigt

Bern: Gewerblich-Industrielle Berufsschule GIBB: Sporthalle Wankdorf; Staatsbeitrag, Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0912

Präsidentin. Dieses Geschäft untersteht dem fakultativen Referendum.

Abstimmung

Für Genehmigung des Geschäfts 0912	109 Stimmen
Dagegen	2 Stimmen

Spiez: Neubau und Parkhaus der Schweizerischen Fachschule für das Metzgereigewerbe; Staatsbeitrag (Verpflichtungskredit)

Beilage Nr. 21, Geschäft 0913

Antrag der GPK

Der Staatsbeitrag ist um den vom Regierungsrat mit RRB 3559 vom 16. September 1992 zusätzlich bewilligten Zinskostenbeitrag von 75000 Franken zu kürzen.

Antrag Ith

Ablehnung

Antrag Rey-Kühni

Eventualantrag zum Ablehnungsantrag Ith:
Sollte dem Antrag auf Ablehnung des Geschäftes nicht zugestimmt werden, so ist der Staatsbeitrag um den Betrag zu kürzen, der an das Parkhaus geleistet würde.

Wyss (Kirchberg), Sprecher der Geschäftsprüfungskommission. Dieses Geschäft hat in der GPK grosse Diskussionen ausgelöst, wie man wohl sagen darf. Die Kommission beriet das Geschäft an zwei Sitzungen. Zwischen der ersten und der zweiten Sitzung kamen keine neuen Aspekte zum Vorschein. Der einzige Unterschied bestand darin, dass der Bau an der zweiten Sitzung eingeweiht war. Damit habe ich auch schon aufgezeigt, worin die Problematik bei diesem Geschäft liegt. Bei Frutigen und bei anderen Geschäften diskutierten wir über vorzeitige Baubewilligungen. Sowohl die GPK wie der Rat taten sich in letzter Zeit schwer mit derartigen Geschäften. Wenn der Grosse Rat im nachhinein einen Kre-

dit sprechen muss für ein Vorhaben, das bereits ausgeführt und eingeweiht ist, ist es verständlich, dass dies Diskussionen auslöst. Es handelt sich um ein Geschäft, das bis zum Neujahr von der Volkswirtschaftsdirektion betreut wurde. Die Mitarbeiter der Erziehungsdirektion, die nun aufgrund der Neuorganisation zuständig ist, hatten nicht viel Zeit, sich in das Ganze einzuarbeiten. Sie haben es gemacht, und das verdient Anerkennung.
In Spiez wurde ein Neubau für die seit 40 Jahren bestehende Metzgereifachschule erstellt. Der Kanton Bern setzte sich bereits vor 40 Jahren für eine Metzgereifachschule in unseren Kanton ein. Es werden zahlreiche Kurse, beispielsweise Einführungskurse durchgeführt. An dieser Ausgangslage hat sich seither nichts geändert. Zu den Kosten, die dem Kanton erwachsen: Es sind 2273140 Franken. Die gesetzliche Grundlage für diesen Beitrag ist vorhanden, wie Sie im Vortrag nachlesen können. Der Neubau musste wegen Platzmangels und wegen neuer Anforderungen an die Ausbildung im Metzgereigewerbe erstellt werden. Es handelt sich um die einzige Metzgereifachschule in der Schweiz. Wir haben erfahren, dass diese Schule europaweit einen guten Namen hat. Man weiss somit nicht nur in der Schweiz, dass es diese Schule gibt. Das hat auch Auswirkungen auf den Tourismus, was sicher unbestritten ist.
Ein Diskussionspunkt ist das Parkhaus, das dazugehört. Wohl ist in Spiez ein Bahnhof in der Nähe. Aber dieses Zentrum ist recht weit vom Bahnhof entfernt, wie jene erfahren konnten, die es zu Fuss aufgesucht haben. Weil es ein schweizerisches Zentrum ist, reist ein grosser Teil der Leute mit dem Auto an. Es ist sinnvoll, den Parkraum zur Verfügung zu stellen, damit die Autos nicht irgendwo herumstehen. Wenn Sie das Parkhaus mit den übereinanderliegenden Parkflächen besichtigt haben, so haben Sie feststellen können, dass es sinnvoll angelegt ist und seinen Zweck erfüllt. Es ist recht eng im Bereich dieser Anlage, so dass keine oberirdischen Parkplätze hätten erstellt werden können. Aus diesen Gründen ist das Parkhaus sicher berechtigt.
Wie kam es so weit, dass der Kredit erst jetzt dem Rat vorliegt? Eines muss man klarstellen: Es ist nicht etwa so, dass man diese Sache vom Metzgereigewerbe her verschlafen und erst letztes Jahr gemerkt hätte, man könne am Ende vom Kanton noch einen Beitrag erhältlich machen. Die Gesuche wurden fristgerecht eingereicht. Bereits 1991, als man mit den Planungen begann, erklärte man den zuständigen Personen, dass es länger dauern könnte, bis der notwendige Kredit in der GPK und im Grossen Rat behandelt werde. Man sprach davon, dass es 1994 werden könne. Eine vorzeitige Baubewilligung wurde erteilt mit dem Hinweis, dass der Kredit durch das finanzkompetente Organ erst noch gesprochen werden müsse. Der Metzgermeisterverband erklärte damals, dass er auf den Zinskosten – sie werden im Vortrag mit 75000 Franken ausgewiesen – nicht beharre, falls die Abwicklung des Geschäfts länger dauern würde. Im Vortrag haben Sie lesen können, dass die Vorlage dann hauptsächlich wegen des Geschäfts Campus II hinausgeschoben wurde.
Ich beantrage Ihnen namens der GPK, diesem Geschäft samt dem Zusatzantrag der GPK, die Zinskosten seien durch den Kanton nicht zu übernehmen, zuzustimmen. Es ist ein Schönheitsfehler, dass wir erst im nachhinein über diesen Beitrag diskutieren. Ich betone aber nochmals, dass seitens der Metzgermeister keine Fehler gemacht wurden. Es waren andere Umstände, die dazu geführt haben, dass das Geschäft erst nach der Einweihung vorliegt.

Ith. Ich nehme nicht für die GPK, sondern für die SP-Fraktion Stellung. Wir stimmen heute über einen Verpflichtungskredit zu einem Projekt ab, zu dem wir nichts mehr zu sagen haben. Wie Herr Wyss ausgeführt hat, wurde die Metzgereifachschule bereits am 15. April eingeweiht. Es geht um eine sehr vorzeitige Baubewilligung und um einen sehr vorzeitigen Baubeginn. Dem Vortrag können Sie entnehmen, dass der Neubau «infolge der technischen Entwicklung und der steigenden Anforderungen dringend wünschbar» sei. Hier stellt sich die Frage: War das Projekt nun «dringend» oder «wünschbar»? Die beiden Begriffe passen meiner Meinung nach nicht zusammen. Im Januar 1991 wurde – aus Gründen der Sparsamkeit und um einen Unterbruch der Kurstätigkeit zu vermeiden – die vorzeitige Baubewilligung erteilt. Wir wissen, dass eine vorzeitige Baubewilligung immer auf das Risiko des Bauträgers hin erfolgt und kein Präjudiz für die Ausrichtung der Subventionen bedeutet. Der Plafond der staatlichen Baubeiträge beläuft sich auf 10 Millionen pro Jahr. Wie dem Vortrag zu entnehmen ist, musste das Projekt Campus II vorgezogen werden. Darauf ist die Verzögerung bei der Behandlung dieses Geschäfts zurückzuführen. Es stellt sich aber die Frage, ob mit dem «dringend Wünschbaren» nicht hätte zugewartet werden sollen. Die Metzgereifachschule verzichtete auf die auflaufenden Zinsen. Trotzdem will der Kanton diese Kosten übernehmen. Offensichtlich können wir uns das noch leisten. Zudem wurde ein Investitionshilfedarlehen im Rahmen der Berggebiets- und Tourismusförderung von 400000 Franken ausgerichtet, was gemäss den Zusatzakten einen «erstmaligen, einmaligen Sonderfall» darstellt. Es ist nicht ganz klar, was an dieser Metzgereifachschule erstmalig und einmalig ist. Es handelt sich laut den Akten um eine Solidaritätsaktion – Solidarität offensichtlich für das Hotel, das dank der Metzgereifachschule einen Ganzjahresbetrieb aufrechterhalten kann, obwohl es heute völlig unabhängig von der Schule ist. Auch der Bund hat ein zinsloses Investitionshilfedarlehen von 400000 Franken gesprochen. Die Möglichkeiten für finanzielle Zuschüsse der öffentlichen Hand wurden also voll ausgereizt, selbst dort, wo die Fachschule gar nichts verlangt hat. Gemäss den Worten von Regierungsrat Siegenthaler an der zweiten GPK-Sitzung ist man an die Grenzen des rechtlich Möglichen gegangen. Man hat die Grenzen zwar nicht überschritten, aber man hat sie bis zum letzten Rappen ausgereizt.
Weshalb nun mein Ablehnungsantrag? Wenn wir als Grossrätinnen und Grossräte ernst genommen werden wollen, müssen wir zu einem Geschäft, das unseren Staat gut 2 Mio. Franken kostet, etwas zu sagen haben. Man hätte prüfen können, ob es nicht eine billigere Parkmöglichkeit gegeben hätte als das Parkhaus, das glatt eine Million gekostet hat. Interessant wäre es auch zu erfahren, weshalb offensichtlich keine Absprachen bezüglich Raumnutzung mit anderen Schulen stattgefunden haben, beispielsweise mit der Gewerbeschule Thun. Vielleicht kann Herr Gerber diesbezüglich noch einige Ergänzungen anbringen.
Wir haben keine Möglichkeit, das Geschäft mit Auflagen zurückzuweisen. Es ist fixfertig gebaut. Wir können keine Abklärungen verlangen, beispielsweise zu den Raumbedürfnissen oder aber zur Frage, ob nicht andere Kantone ebenfalls verpflichtet werden könnten, Kosten zu übernehmen. Anders als etwa bei der Försterschule Lyss besteht hier keine Stiftung, aufgrund welcher die Kantone verpflichtet sind, Beiträge an die Schule zu übernehmen. Vielmehr macht es der Kanton Bern ganz allein.

Und wir sind stolz, dass wir im Kanton Bern die einzige Metzgereifachschule in der Schweiz haben. Die anderen Kantone sind wahrscheinlich froh über unsere Grosszügigkeit.
Wir haben nur die Möglichkeit, Ja und Amen zu sagen oder aber das Geschäft aus den erwähnten Gründen abzulehnen. Das Geschäft untersteht übrigens dem fakultativen Referendum. Stellen Sie sich einmal vor, das Referendum würde tatsächlich ergriffen gegen etwas, das bereits fixfertig ist. Das Volk, der Souverän, hätte mit gutem Recht das Gefühl, die Politikerinnen und Politiker machten ohnehin, was sie wollten. Die Staatsverdrossenheit würde damit ganz sicher nicht kleiner. Zudem stelle ich die Frage, ob hier nicht etwas übereilt gebaut wurde. In der letzten Session haben wir uns ausgiebig über Biella-Neher unterhalten. Einige Parallelen drängen sich auf. Es gibt noch andere Geschäfte, bei denen man wie hier sagt: Wenn wir heute nochmals beginnen würden, würden wir es anders machen. Bei Frutigen haben wir soeben eine Gelegenheit verpasst, die Entwicklung noch rechtzeitig zu stoppen. Bei diesem Geschäft ist es zu spät dazu. Weil wir nicht Marionetten sein sollten, sondern Politikerinnen und Politiker sein wollen, die etwas zu sagen haben, bitte ich Sie, meinem Ablehnungsantrag zu folgen.

Rey-Kühni. Ich bitte Sie, dem Hauptantrag von Frau Ith auf Ablehnung des Geschäfts zuzustimmen. Für den Fall, dass der Ablehnungsantrag verworfen wird, bitte ich Sie, den Subventionsbetrag um den Beitrag, der auf das Parkhaus entfällt, zu kürzen. Das Projekt von insgesamt elf Millionen umfasst unter anderem ein Parkhaus für eine Million. Ich sehe wirklich nicht ein, weshalb man vom Kanton her auch dieses Parkhaus subventionieren soll. Spiez ist ausserordentlich gut erschlossen durch den öffentlichen Verkehr. Niemand im Rat kann behaupten, das Parkhaus liege im Interesse der Berufsbildung. Gemäss meinen Berechnungen geht es um einen Betrag von rund 85000 Franken, den der Kanton an das Parkhaus leisten würde. Das kann ich nicht akzeptieren.
Ich ersuche Sie, dem Eventualantrag zuzustimmen, falls der Hauptantrag auf Ablehnung nicht durchkommt.

Schwander. Als Sprecher der SVP-Fraktion und als Vertreter der Fleischwirtschaft bitte ich Sie, sowohl den Antrag der GPK wie die Anträge von Frau Ith und Frau Rey abzulehnen. Ich begreife es gut, wenn man nach der Lektüre der Zeitungen gegen dieses Geschäfts ist. Auf den ersten Blick sieht es etwa so aus: Der Verband Schweizerischer Metzgermeister stellt ein Kurszentrum auf, lädt zum Einweihungsakt einen Regierungsrat ein, der eine Ansprache hält, und zuletzt verlangt er noch Subventionen. Wer aber den Ablauf dieses Geschäfts näher betrachtet, stellt fest, dass es anders ist.
Ich komme nicht darum herum, einige Daten aufzulisten. Das ist nicht ein Geschäft, das im Schnellverfahren durchgezogen wurde. Bereits 1984 gab es erste Kontakte mit dem Kanton Bern. 1987 hatte man das erste Raumprogramm. Im Jahr 1989 reichte der Verband ein überarbeitetes Raumprogramm, ein Vorprojekt und einen Kostenvoranschlag ein. Der Neubau soll zur vollständigen Trennung zwischen Hotel und Fachschule führen. Einzig das Parkhaus wird gemeinsam genutzt. Spiez ist zwar mit der Bahn oder mit dem Schiff zu erreichen. Doch die Besucher kommen aus der ganzen Schweiz, die meisten von ihnen mit dem Auto. Für sie muss Platz geschaffen werden. So viel zum Parkhaus.

Am 20. November 1989 teilte das kantonale Amt für Berufsbildung dem Verband mit, dass der Beitrag des Bundes 30 Prozent der anrechenbaren Kosten und der Beitrag des Kantons 35 Prozent an die nach Abzug der Bundesbeiträge verbleibenden Kosten betrage. Gleichzeitig signalisierte der Kanton, dass das Geschäft im Lauf des Jahres 1991 dem Grossen Rat unterbreitet werde. Bereits am 15. Dezember 1989 erfolgte die Mitteilung von Herrn Friedrich vom kantonalen Amt für Berufsbildung, die Subventionsberechtigung des ABZ in Spiez sei unbestritten. Der Kanton fördere die Weiterbildungskonzepte, und ab 1991 könne man eventuell mit einer Vorschusszahlung rechnen. Das weitere Vorgehen wurde vom Kanton bekanntgegeben, die definitiven Unterlagen wurden dem Bund eingereicht und geprüft. Die Bauherrschaft erhielt die Mitteilung der definitiven Zahlen für die Subvention. Die Bestätigung des Beitrages sei lediglich noch eine Formsache, wurde gesagt. Zahlreiche andere Bauvorhaben im Kanton wurden im gleichen Verfahren ausgeführt, sofern besondere Gründe gegeben waren. Mit diesen Vorgaben stimmte die Abgeordnetenversammlung des Verbandes Schweizerischer Metzgermeister am 9. Mai 1990 mit 120 zu 8 Stimmen dem Projekt samt Finanzierungsplan zu. Am 20. März 1991 fanden wiederum Gespräche mit dem kantonalen Amt für Berufsbildung statt. Herr Amacher orientierte damals, wegen grösserer Bauvorhaben in der Stadt Bern hätten die Prioritäten neu festgelegt werden müssen, weshalb die für 1991 vorgesehene Bewilligung der Staatsbeiträge durch den Grossen Rat auf das Jahr 1993 verschoben werde. Für die Verantwortlichen des VSM war das sicher keine leichte Situation. Sie haben das ABZ bauen müssen und erhielten dafür eine vorzeitige Baubewilligung. Denn das Hotel wurde auf den 1. Januar 1993 verpachtet. Das konnte nicht von einem Tag auf den andern geändert werden. Zudem durfte das Kursprogramm nicht unterbrochen werden. Wenn man das Geschäft verfolgt, muss man feststellen, dass der VSM alles getan hat, um einen reibungslosen Ablauf zu ermöglichen. Die grossen Verzögerungen in bezug auf den definitiven Entscheid des Grossen Rates darf man jedenfalls nicht den Verantwortlichen des Metzgermeisterverbandes anlasten. Sie haben immer wieder versucht, das Beste aus den widrigen Umständen zu machen.
Der Kanton gab verschiedentlich Zusicherungen ab. Herr Schmid (Frutigen) hat bei der Beratung des Projekts Frutigen heute morgen schon darauf hingewiesen, dass man bei der Abwicklung derartiger Geschäfte auf die kantonalen Beamten vertrauen muss. Man muss auf sie zählen können. Der Ablehnungsantrag ist mir unverständlich. Ich bedaure das. Hier wird für eine Berufsgattung etwas geleistet, das andere Berufe längst erhalten haben. Unser Nachwuchs hat ebenfalls Anspruch auf eine gut ausgebaute, den heutigen Anforderungen entsprechende Ausbildungsstätte. Es wäre schade, wenn ausgerechnet die ausgewiesenen Bedürfnisse der Fleischbranche nicht mit einem Staatsbeitrag unterstützt würden.
Das Zentrum in Spiez hat nicht nur nationale, sondern europäische Bedeutung. Es ist die einzige Ausbildungsstätte in der Schweiz. Der Kanton Bern hat sich seit 1984 für den Verbleib der Schule in Spiez eingesetzt. Olten und Aarau waren Standortkonkurrenten mit einer zentraleren Lage. Der Kanton Bern argumentierte, dass in Spiez IHAG-Darlehen zugunsten des Berggebietes als zusätzliche Unterstützung angeboten werden können. Die Branche erbringt grosse Eigenleistungen, beim Bau von 50 Prozent, beim Betrieb von 80 Prozent. Der Kanton

Bern bezahlt keine Betriebsbeiträge. Das muss deutlich gesagt werden.
Der Standort Spiez bringt Impulse für den Tourismus im Oberland. Die Fachschule in diesem schönen Gebiet ist beste Werbung für das Oberland und den Kanton Bern. Die Erhaltung und der Ausbau von Arbeitsplätzen im Lehrkörper, in der Verwaltung, im Labor usw. sind ebenfalls zu erwähnen. Spiez liegt in einer Region, die vom Personalabbau des EMD besonders stark betroffen ist. Im Bericht des Regierungsrates über die Gegenmassnahmen sind die Aus- und Weiterbildungsmöglichkeiten aufgezeigt worden. Mit der einmaligen Unterstützung des ABZ durch den Kanton könnten diesen schönen Worten auch Taten folgen. Das Raumangebot der Schule steht auch branchenfremden Kreisen zu vertretbaren Konditionen offen. Dies einige zusätzliche Gründe, die für die Gutheissung des Geschäfts sprechen.
Ich weiss, dass allen Ratskolleginnen und -kollegen eine gute Ausbildung unserer Jugend am Herzen liegt, sicher auch in bezug auf die Fleischbranche. Ich bitte Sie im Namen der SVP, aber auch im Namen unseres Berufsnachwuchses, die Ablehnungs- und Abänderungsanträge zu verwerfen. Folgen Sie dem vernünftigen Vorschlag des Regierungsrates.

Hier werden die Beratungen dieses Geschäfts unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 12.00 Uhr

Der Redaktor:
Fredi Hänni

Vierte Sitzung

Mittwoch, 5. Mai 1993, 13.45 Uhr

Präsidentin: *Eva-Maria Zbinden-Sulzer,* Ostermundigen

Präsenz: Anwesend sind 169 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aebi, Aeschbacher, Albrecht, von Allmen, Bartlome, Bay, Brodmann, Daetwyler, Flück-Lehner, Gallati, Galli, Geissbühler (Bern), Graf (Ursenbach), Gugger Walter, Hari, Hügli, Imdorf, Jakob, König (Fraubrunnen), Lüthi, Meyer, Michel, Neuenschwander, Rychiger, Schmid (Rüti), Sidler (Port), Sidler-Link, Siegenthaler (Oberwangen), Sinzig, Steiner-Schmutz, Widmer.

Spiez: Neubau und Parkhaus der Schweizerischen Fachschule für das Metzgereigewerbe; Staatsbeitrag (Verpflichtungskredit)

Fortsetzung

Gerber (Thun). Die FDP-Fraktion unterstützt den Antrag der Geschäftsprüfungskommission mit grosser Mehrheit. Ich möchte Ihnen kurz erläutern, warum wir dem Kredit zustimmen. Die Fachschule für das Metzgereigewerbe in Spiez ist die einzige derartige Schule in der Schweiz. Die technologische Entwicklung und die steigenden Anforderungen bedingen nach 40 Jahren eine Erneuerung. Die grossen Eigenleistungen der Metzgerschaft müssen einbezogen und gewürdigt werden. Wenn sich ein Verband so stark für die Fort- und Weiterbildung der gelernten Berufsleute einsetzt, so muss diese Initiative begrüsst und unterstützt werden. Es würde anderen Berufsverbänden gut anstehen, auch eine solche Initiative zu zeigen.
Es handelt sich nicht um einen illegalen vorzeitigen Baubeginn. Das Geschäft wurde wegen anderen prioritären Geschäften zurückgestellt. Das kantonale Amt für Berufsbildung hat mitgeteilt, gegen den vorzeitigen Baubeginn sei nichts einzuwenden, falls der Verband diesen ohne Zusicherung eines Staatsbeitrags verantworten könne. Die Metzgerschaft hat die Unsicherheit in Kauf genommen. Zudem hat die zuständige Direktion die Aktivitäten zur Planung und Realisierung begrüsst und unterstützt. Die grosse Mehrheit der Fraktion stimmt dem Kreditbegehren zu.
Eine Minderheit hat Verständnis und Sympathie für den Ablehnungsantrag Ith und wird sich der Stimme enthalten oder gegen das Geschäft stimmen. Der Kredit wurde auf den Stufen Bund und Kanton mit der Lehrlingsausbildung, mit Einführungskursen und der Fachlehrerausbildung begründet. Es gibt in Langenthal, Bern und Thun Schulen, die über Metzgerei-Fachräume verfügen. Es ist schade, dass nicht über eine gemeinsame Lösung gesprochen wurde. Die Berufsschulen pflegen zum Teil eine gute, effiziente und kostengünstige Zusammenarbeit mit vielen Verbänden. Es ist schade, wenn gewisse Kurse doppelt geführt und damit nicht voll ausgelastet werden.
Unsere Fraktion lehnt den Eventualantrag Rey-Kühni einhellig ab. Er bezieht sich nur auf ein Teilproblem. Es wäre falsch, in diesem Geschäft das Auto in den Vordergrund zu stellen.

Hess. Unsere Fraktion lehnt das Geschäft ab. Ich möchte eine grundsätzliche Bemerkung dazu machen.

Soll der Grosse Rat einem Bau zustimmen, der bereits eingeweiht wurde? Das macht die heutige Diskussion im Grossen Rat im Prinzip zur Farce. Wir werden auch zukünftig vorzeitige Baubewilligungen im Auge behalten. Bei Schulhausbauten werden die Gemeinden darauf aufmerksam gemacht, erst durch die Zustimmung des Grossen Rates sei mit einer Finanzierung durch den Staat zu rechnen.
Als dieses Geschäft geplant wurde, sahen die Rahmenbedingungen noch anders aus. Welchen Preis will man bezahlen, um Schulen oder Anlässe in den Kanton Bern zu holen? Der Antrag der Geschäftsprüfungskommission, den Staatsbeitrag um 75000 Franken zu reduzieren, ist die Minimalvariante. Dass man überhaupt auf die Idee kam, einen Zinskostenbeitrag in dieser Höhe zu geben – meines Wissens ohne rechtliche Grundlage –, finden wir problematisch. Weitere Darlehen wurden zinsfrei gewährt. Würde man die Zinserlasse ausrechnen, käme man auf ansehnliche Beiträge. Wie Frau Ith schon gesagt hat, wurden die Grenzen der Subventionierungsmöglichkeiten bis aufs Äusserste strapaziert.
Aus einem Zeitungsartikel erfuhr ich, auch die Coop und die Migros seien als Einmieterinnen im Zentrum zu Hause. Dass diese Betriebe einen Beitrag gesprochen hätten, konnte ich nicht feststellen. Ebensowenig wurden andere Kantone an dieser Schule beteiligt. Wir werden auch über die Försterschule in Lyss sprechen. Diese wird von allen Kantonen getragen. Es sollte nicht das Ziel sein, dass ein Kanton andere Kantone zu Vorzugsbedingungen einlädt. Das Geschäft sollte nicht um jeden Preis erzwungen werden. Es wurde erwähnt, auch andere Standorte hätten sich für diesen Bau interessiert. Mit einer solchen Argumentation kann man alles begründen. Wir setzen uns für eine vertiefte und qualifizierte Prüfung solcher Geschäfte ein. Aus diesen Gründen stimmen wir dem Rückweisungsantrag zu. Auch die Eventualanträge würden wir unterstützen.

Jenni (Bern). Wir unterstützen den Ablehnungsantrag zu diesem Geschäft. Im Notfall würden wir auch den Eventualantrag unterstützen. Der Grosse Rat wurde in eine unmögliche Situation gebracht. Es handelt sich nicht einfach um eine unglückliche Verkettung von Umständen. Es wurde klar auf die Entstehung dieser Situation spekuliert. Besonders empörend ist das in einer Zeit, in der man jedes Geschäft sehr genau betrachten muss. Subventionswürdigere Geschäfte werden sehr streng beurteilt. Beim vorliegenden Geschäft wurde offenbar jeder Wunschbedarf erfüllt. Günstigere Lösungen wurden nicht gesucht. Man fragte sich nicht, ob ein Verzicht auf die Parkhalle möglich gewesen wäre. Bewusst wandte man eine «Alles-oder-nichts-Taktik» an. Jetzt hofft man, der Kanton werde alles schlucken. Die Situation ist inakzeptabel. Es ist eine Ohrfeige für diejenigen, die auch auf Subventionen angewiesen sind und mit knappen Mitteln auskommen müssen. Für ein solches Vorhaben, das in der Botschaft nur als wünschbar bezeichnet wird, soll ein derart grosser Aufwand betrieben werden. Dieses gemeine Spiel mit den Zuständigkeiten des Grossen Rates und den öffentlichen Mitteln akzeptieren wir nicht. Wir bitten Sie, das Geschäft abzulehnen.

Präsidentin. Das Wort haben die Einzelsprecherinnen und Einzelsprecher.

Knecht-Messerli. Ich unterstütze das Votum von Fritz Schwander. Die kantonale SVP-Fraktion hat die Fachschule besichtigt. Sie ist gut und zweckmässig gebaut worden. Wir sind froh, dass die Schule in Spiez bleiben konnte und nicht nach Solothurn umverlegt wurde. Wir Spiezer sind stolz auf die Schule. Sie ist eine Trägerin unserer Wirtschaft. Auf die Arbeitsplätze, die sie unseren Frauen, unserer Jugend und unseren Männern bietet, sind wir dringend angewiesen. Mit Arbeitsplätzen sind wir in Spiez nicht gerade gesegnet. Fabriken haben wir keine.
Sicher wurden bei der Einweihung und Eröffnung der Schule kleine Fehler gemacht. Wo diese Fehler gemacht wurden, und wer sie gemacht hat, weiss ich nicht. Man wollte sparen und die Kurstätigkeiten nicht unterbrechen. Durch diese Schule wird Spiez bekannt. Ab und zu kommen die Metzger mit ihren Familien wieder zurück nach Spiez. Im grossen und ganzen hat man knapp gerechnet und sich viel Mühe gegeben. Ich bitte Sie, den ganzen Betrag zu sprechen und auf die Verhinderer keine Rücksicht zu nehmen.

Oehrli. Ich möchte nicht für die Metzger eine Lanze brechen und glaube auch nicht, dass das Kalbfleisch aufgrund meines Votums teurer wird. Es ist nicht in Ordnung, wenn wir über einen Bau entscheiden müssen, der bereits eingeweiht worden ist. In der Geschäftsprüfungskommission haben wir diesen Umstand eingehend diskutiert. Die Bauherrschaft ist aber an der heutigen Situation nicht schuld. Sie hat rechtmässig über eine vorzeitige Baubewilligung verfügt. Es wurde schnell vorwärts gemacht. Das wäre heute an manch anderem Ort auch notwendig. Wir dürfen hier als Grossräte keinen politischen Racheakt ausüben und müssen dem Geschäft zustimmen.

Schwarz. Herr Hess, es trifft nicht zu, dass die Coop und die Migros eingemietet seien. Sie sind mitbeteiligt! Es handelt sich um ein Ausbildungszentrum der schweizerischen Fleischwirtschaft. Die beiden Betriebe haben wesentliche Beträge zu sehr günstigen Bedingungen zur Verfügung gestellt. Wir sollten mit der Wahrheit umgehen. Sie sollten jetzt nicht dort hinten Gespräche führen, Herr Hess, Sie sollten mir zuhören. *(Heiterkeit)*
Herr Jenni spricht von einem Wunschbedarf. Wir beide haben im alten Hotel Belvedere das Baugesetz erarbeitet. Wenn Sie die Anlage betrachten, stellen Sie fest, dass sie zumindest zweckmässig ist. Wie im Vortrag steht, hat das Biga die Kosten anerkannt. Das Biga ist nicht irgendwer. Es beteiligt sich wesentlich an dem Projekt. Sie sprechen von einem gemeinen Spiel mit dem Geld der Berner Bürgerinnen und Bürger. Das ist nicht in Ordnung. Wenn wir die 75000 Franken streichen würden, so dass der Eindruck entsteht, jemand habe noch den roten Stift angesetzt, würden wir einen Präzedenzfall schaffen. Die Vorlage ist ausgewogen. Hier wurde ein Vorhaben realisiert, nicht nur geplant. Das sollte man nicht bestrafen. Ich bitte Sie, dem Geschäft zuzustimmen.

Wyss (Kirchberg), Sprecher der Geschäftsprüfungskommission. Mit gewissen Argumenten wurde unsorgfältig «umeghöiet». Ein gewisses Unbehagen ist klar da. Das hat sich in den Geprächen der Geschäftsprüfungskommission und auch in der heutigen Debatte gezeigt. Dass der Kanton keine Gelegenheit hatte, etwas zum Geschäft zu sagen, stimmt nicht. Die vorzeitige Baubewilligung wurde gegeben. Wir sprechen heute noch den Kredit. Bei der Einreichung wurde das Gesuch von den zuständigen Stellen geprüft. Auch bei anderen Geschäften

des Grossen Rates merkt man nicht immer, ob eine vorzeitige Baubewilligung schon gegeben wurde. Wir diskutieren auch nicht über die Länge und die Breite einer Turnhalle oder eines Schulhauses. Das wurde vorher geprüft. Im Grossen Rat geht es um den Kredit. Der Metzgerverband ging das Risiko ein. Dass bis zur Behandlung des Geschäfts so viel Zeit verging, ist nicht seine Schuld.

Schmid, Erziehungsdirektor. Auch die Regierung ersucht Sie, dem Geschäft zuzustimmen. Die Ausgangslage hat sich verändert. Noch vor kurzer Zeit – vielleicht auch noch im jetzigen Zeitpunkt – hätte ein heftiges Werben um den Bau eines solchen Zentrums zwischen den Kantonen und den Regionen eingesetzt. Wenn sich der Volkswirtschaftsdirektor nicht darum bemüht hätte, das Zentrum in Spiez zu behalten, wäre ihm das zum Vorwurf gemacht worden. Ich habe ein gewisses Verständnis für das Murren im Grossen Rat über einige Verwaltungsabläufe. Das Murren darf aber nicht zu einer Ablehnung des Geschäfts führen.
Es handelt sich um ein privates Zentrum. Der Bedarf ist unbestritten. Herr Gerber ist bisher der einzige, der behauptet, das Zentrum hätte mit einer Berufsschule kombiniert werden können. Es geht um ein schweizerisches Weiterbildungszentrum mit Einrichtungen, die in den Grundausbildungen nicht angeboten werden. Das Zentrum wird intensiv genutzt. Pro Jahr durchlaufen etwa 3000 Schüler die Kurse. 150 Kurstage sind ausgewiesen. An Spitzentagen sind 120 Schüler oder mehr anwesend. Der Bedarf ist kaum zu bestreiten.
Es ist schwierig, für solche Betriebe eine volkswirtschaftliche Rechnung zu machen. Zweifelsohne wäre ein gutes Kosten-Nutzen-Verhältnis für den Kanton Bern und die Region nachweisbar. Denken Sie an die Arbeitsplätze, an das umgesetzte Geld. Indirekt spielt auch der Hotelbetrieb eine Rolle. Das Zentrum ist für den Kanton volkswirtschaftlich interessant. Berücksichtigen Sie das bitte bei der Meinungsbildung mit.
Es geht um einen Investitionsbeitrag. Im Gegensatz zur Försterschule in Lyss werden für den Kanton keine Folgekosten anfallen. Es handelt sich um eine einmalige Investition über 10, 15 oder 20 Jahre. Der Betrieb wird selbsttragend sein. Daher sind Absprachen mit anderen Kantonen kaum realistisch. Wenn ich einen Beitrag an das Zentrum verlangte, würde ich ausgelacht. Sie würden mir die Gegenrechnung sofort präsentieren. Auch eine Absprache mit anderen Schulen würde kaum etwas bringen.
In der Abwicklung ist nicht alles nach unseren Vorstellungen gelaufen. Das kann man nicht dem Metzgermeisterverband vorwerfen, sondern allenfalls der Berner Verwaltung. Ich bitte Sie, nicht aus diesem Grund das Geschäft abzulehnen, nach dem Motto, «wir sind froh, dass die Schule bei uns ist, aber um die Finanzierung müsst ihr euch selbst kümmern.» Zum Problem Zinsausfallvergütung: Einerseits wird gesagt, der Metzgermeisterverband sei bereit, die entstehenden Zinsen selbst zu tragen. Anderseits heisst es, der Kanton habe 75000 Franken Zinskostenbeitrag geleistet. Das wirkt tatsächlich nicht besonders intelligent. Gestützt auf die Abläufe, die nicht von den Metzgermeistern zu verantworten sind, führte man neue Beitragsverhandlungen. Der Kanton hat hier einen grossen Ermessensspielraum. Herr Hess, es stimmt nicht, dass das Geschäft rechtlich unsauber sei. Das Ermessen wurde so ausgeübt, wie es in vergleichbaren Geschäften der Fall war. Es wäre falsch, in diesem Fall ein Exempel zu statuieren. Der Beitrag von 75000 Franken ist ein Zusatzbeitrag, der gestützt auf veränderte Verhältnisse neu festgelegt wurde.
Zur Parkplatzfrage: Vor der Planung der Erweiterung des Neubaus fanden Verhandlungen zwischen der Bauherrschaft, dem Kanton und der Gemeinde Spiez statt. Die Überbauungsordnung sah vor, dass die bestehenden oberirdischen Parkplätze dem Erweiterungsbau weichen müssten. Zwangsläufig musste das Parkplatzproblem gelöst werden. Man hat es im Rahmen der kantonalen Vorschriften und denjenigen der Gemeinde gelöst. Es ist unfair, wenn man jetzt mit den Parkplätzen nichts zu tun haben will. Die Lösung des Parkplatzproblems mit dem Bau des Parkhauses war Voraussetzung für die Realisierung des Projekts. Verschliessen Sie bitte Ihre Augen nicht: Auch in anderen Zentren kommen viele Schüler mit dem Wagen zur Schule. Ob man will oder nicht, die Parkplatzfrage muss gelöst werden. Dies umsomehr, als die öffentliche Hand detaillierte Vorschriften erlässt. Ich kenne den Weg zwischen dem Bahnhof Spiez und dem Zentrum. Ohne Gepäck ist der Weg zwar gangbar. Es kann aber nicht behauptet werden, das Zentrum sei voll dem öffentlichen Verkehr angeschlossen. Dass ein Besucher aus dem Kanton Graubünden mit dem Wagen kommt, können wir einfach nicht verbieten, jedenfalls heute noch nicht. All die Anträge, die Korrekturen des vom Kanton zugesicherten Betrags verlangen, sind unbeholfen und fehl am Platz. Man bestraft die falschen. Ich bitte Sie, dem Geschäft zuzustimmen.

Präsidentin. Wir stimmen zuerst über den Antrag der Geschäftsprüfungskommission ab, dann über den Antrag Ith und eventuell über den Antrag Rey-Kühni. Das Geschäft unterliegt dem fakultativen Referendum.

Abstimmung

Für den Antrag der GPK	69 Stimmen
Dagegen	61 Stimmen
Für den Antrag Ith auf Ablehnung	43 Stimmen
Dagegen	88 Stimmen
Für den Eventualantrag Rey-Kühni	Minderheit
Dagegen	Mehrheit
Für Genehmigung des Geschäfts 0913	92 Stimmen
Dagegen	34 Stimmen

Biel: Neubau von zwei Dreifachturnhallen der Gewerblichen Berufsschule Biel; Staatsbeitrag, Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0914

Präsidentin. Das Geschäft ist unbestritten. Es unterliegt dem fakultativen Referendum.

Abstimmung

Für Genehmigung des Geschäfts 0914	128 Stimmen (Einstimmigkeit)

Fortführung «Bielerseeprojekt»; Zahlungs- und Verpflichtungskredit 1993/94

Beilage Nr. 21, Geschäft 0915

Genehmigt

Universität: Nachkredit pro 1993 auf Konto 20505061 Anschaffung von Maschinen, Geräten, Fahrzeugen, übrigem Mobiliar; Projekt Rasterelektronenmikroskop Anatomisches Institut

Beilage Nr. 21, Geschäft 0514

Genehmigt

Nachkredite pro 1992 auf diversen Besoldungskonti sowie für Betriebskostenbeiträge an Gemeindegymnasien

Beilage Nr. 21, Geschäft 0830

Genehmigt

051/93

Dringliches Postulat Schibler – Kornhaus Burgdorf

054/93

Dringliche Interpellation Blatter (Bolligen) – Existenzsicherung für das Kornhaus Burgdorf

Wortlaut des Postulats Schibler vom 15. März 1993

Die Stimmberechtigten der Stadt Burgdorf haben am 7. März 1993 die Vorlage betreffend Nachfinanzierung des Kornhauses in der Höhe von knapp 1,5 Mio. Franken abgelehnt. Damit ist die weitere Existenz des im August 1991 eröffneten schweizerischen Zentrums für Volkskultur ernsthaft gefährdet. Die 1984 gegründete Stiftung steht nicht nur ohne Mittel da, sie ist nicht mehr in der Lage, die restlichen, seit langem anstehenden Bauabrechnungen zu bezahlen. Zu den massgebenden Stiftungsträgern gehört ebenfalls der Kanton Bern.
Alle bisherigen Besucher haben sich begeistert gezeigt über die Art und Weise, wie das wertvolle Ausstellungsgut optisch und akustisch präsentiert wird. Grosse Kreise, auch in unserem Kanton, sind der Auffassung, dass dieses neue, in unserem Lande einzigartige Zentrum unbedingt erhalten werden sollte.
Zwei Tatsachen dürften in der heutigen Zeit feststehen:
a) Es ist äusserst schwierig, Nachfinanzierungsvorlagen – vor allem aus dem kulturellen Bereich – in Volksabstimmungen durchzubringen, so gut sie auch begründet sind und so sehr sich auch die Behörden für sie engagieren.
b) Momentan sind die Aussichten wenig rosig, von der Wirtschaft grössere Sponsorenbeiträge zu bekommen.
Ich bitte deshalb den Regierungsrat zu prüfen, ob er angesichts der prekären Situation nicht bereit ist, dem Grossen Rat so bald als möglich die Sprechung eines letzten ausserordentlichen Beitrags aus dem Lotteriefonds für das Kornhaus Burgdorf zu beantragen. Die Überprüfung hat die jetzt noch mögliche Eigenleistung der Stadt Burgdorf, die Besitzerin der Liegenschaft ist, und die den neuen Gegebenheiten angepasste Betriebsführung der Stiftung zu beinhalten.

(29 Mitunterzeichner/innen)

Wortlaut der Interpellation Blatter (Bolligen) vom 15. März 1993

Durch die Ablehnung des Nachfinanzierungsbeitrages von 1,5 Millionen ist das Kornhaus Burgdorf bekanntlich in seiner Weiterexistenz ernsthaft gefährdet. Da das Kornhaus durch seine Sammlungen für die Folklore und Volkskultur unseres Kantons überregionale Bedeutung hat, wäre eine Existenzsicherung sicher auch im Interesse des Kantons.
Ich bitte den Regierungsrat um die Beantwortung folgender Fragen:
– Sieht der Regierungsrat trotz eigener Finanzprobleme eine Möglichkeit, einen Beitrag zur Existenzsicherung des Kornhauses Burgdorf zu leisten?
– In welcher Richtung müssten künftig die Bestrebungen im Konzept gehen, damit die Wirtschaftlichkeit des Kornhauses längerfristig verbessert werden kann (gemeinsame Aktivitäten beispielsweise mit dem Ballenberg und ähnlicher Einrichtungen)?

(4 Mitunterzeichner/innen)

Gemeinsame schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 31. März 1993

Sowohl das Postulat Schibler als auch die Interpellation Blatter (Bolligen) verfolgen in bezug auf das Kornhaus Burgdorf die gleichen Ziele. Die beiden Vorstösse werden daher gemeinsam beantwortet.
Als Mitglied der Kornhaus-Stiftung hat der Kanton Bern bereits bedeutende finanzielle Beiträge an die Realisierung eines schweizerischen Zentrums für Volkskultur in Burgdorf geleistet. In der heutigen Lage ist der Regierungsrat der Ansicht, dass alles unternommen werden muss, um die weitere Erfüllung des Stiftungszwecks zu gewährleisten. Er betont allerdings, dass die Verpflichtungen der verschiedenen Partner von Anfang an festgelegt worden sind. So hat der Kanton Bern gemäss seiner Absichtserklärung anlässlich des Stiftungsbeitritts 1986 einen ersten Kredit von 3,85 Mio. Franken bewilligt (2,85 Mio. Franken aus dem Staatshaushalt und 1 Mio. Franken aus dem Lotteriefonds).
Während der Realisierungsarbeiten zeigte sich, dass die Umbaukosten höher ausfallen würden als ursprünglich vorgesehen. Angesichts dieser Tatsache hat der Kanton Bern einen zweiten Kredit (ausserordentlicher Zusatzkredit) von 2,1 Mio. Franken aus dem Lotteriefonds bewilligt.
Mit dem Postulat Schibler sowie der Interpellation Blatter (Bolligen) soll ein dritter Kredit bewilligt werden (ausserordentlicher Zusatzkredit). Zu diesen Anträgen folgende Bemerkungen:
Das Gebäude, das die Sammlung der Stiftung beherbergt, ist nach wie vor Eigentum der Stadt Burgdorf. Die Gemeinde Burgdorf hat deutlich gemacht, dass sie Eigentümerin des Kornhausgebäudes bleiben will, hat sie doch im Verlaufe der Verhandlungen das Baurecht, das sie der Stiftung ursprünglich gewähren wollte, in ein Nutzniessungsrecht umgewandelt.
Aus diesen Gründen ist der Regierungsrat der Ansicht, dass sich ein dritter Kredit nicht rechtfertigt und dass es an der Gemeinde Burgdorf als ebenfalls wichtigem Stiftungsmitglied ist, die sich aufdrängenden Massnahmen zu treffen. Der Regierungsrat verweist darauf, dass er die nötigen Schritte unternommen hat, um sowohl die Interessen des Kantons als auch den Zweck der Stiftung aufrechtzuerhalten.
Aufgrund dieser Erwägungen beantragt der Regierungsrat, das Postulat Schibler abzulehnen.

Schibler. Die Ausgangslage für mein Anliegen ist in mehrfacher Hinsicht ungünstig. Die Stimmberechtigten der Stadt Burgdorf haben vor zwei Monaten eine Nachfinanzierungsvorlage abgelehnt. In der Junisession 1991 hat der Grosse Rat ohne Diskussion einen Nachkredit des Kantons in der Höhe von 2,1 Mio. Franken geneh-

migt. Ein Passus wurde beigefügt, wonach es sich um den abschliessenden Investitionsbeitrag handle. Einige Ratsmitglieder, insbesondere Mitglieder der Geschäftsprüfungskommission und der Finanzkommission fragten mich maliziös, ob ich noch alle Tassen im Schrank habe. Aber ich kann Sie beruhigen, es ist nicht so schlimm. Ich habe schon einige Male erlebt, wie der Grosse Rat auf seine Entscheide zurückkam.
Das finanzpolitische Umfeld ist denkbar schlecht. Um den Finanzhaushalt wieder ins Gleichgewicht zu bringen, haben wir eine Reihe von Sparmassnahmen beschlossen, die in allen Bereichen zu greifen beginnen. Zu Recht stellt man sich die Frage, ob es richtig sei, für ein museal geprägtes schweizerisches Zentrum für Volkskultur einen weiteren Beitrag zu sprechen. Denn anderseits sind viele Bürgerinnen und Bürger von erheblichen Einschränkungen betroffen. Die Wirtschaftslage ist unerfreulich, und der lang ersehnte Aufschwung lässt auf sich warten. Die Regierung lehnt meinen Vorstoss ab mit dem Argument, es sei Sache der Stadt Burgdorf, das Zentrum aus seiner misslichen Lage zu befreien.
Zumindest ein Faktor spricht für mein Anliegen. Bei der Eröffnung Ende August 1991 waren glücklicherweise viele von Ihnen anwesend. Infolge der damaligen Euphorie, der Grundstimmung 700 Jahre Eidgenossenschaft – 800 Jahre Bern und eines Anflugs barocker Festfreude hat man alle Mitglieder des Grossen Rates zur Einweihung eingeladen. Wer dabei war, konnte sich davon überzeugen, dass die knapp 6 Mio. Franken, die der Kanton bis dahin geleistet hatte, gut angelegt worden waren. Auch von aussen gesehen gehört das prächtig restaurierte Gebäude zu den schönsten Bauten der Stadt Burgdorf. Der Wermutstropfen: Die Kosten waren wesentlich höher als geplant. Das Kornhaus ist aber bei weitem nicht das einzige Objekt, bei welchem die tatsächlichen Kosten den Voranschlag überstiegen.
Die Mehrkosten sind keineswegs auf eine Fehlplanung zurückzuführen. Die Bausubstanz der über 200 Jahre alten Liegenschaft war bedeutend schlechter als angenommen. Der Kanton Bern als Eigentümer bis 1861 und die Stadt Burgdorf seit 1861 haben sich bezüglich Unterhalt sehr zurückgehalten. Das rächt sich nun. Aufgrund behördlicher Auflagen – ich denke vor allem an Denkmalpflege und Kulturgüterschutz – sind nachträglich erhebliche Projekterweiterungen und Anpassungen vorgenommen worden. Man wollte nicht einfach ein weiteres Heimatmuseum schaffen. Um ein attraktives Haus zu erhalten, hat man die neusten optischen und akustischen Ausstellungstechniken zum Zuge kommen lassen. Während der Bauzeit hat man verschiedene Nutzungsverbesserungen vorgenommen. Schliesslich verweise ich auf die Bauteuerung.
Viele unter Ihnen werden sich nun fragen, warum die Stimmberechtigten den Nachfinanzierungskredit ablehnten. Ist es nicht schizophren, wenn einerseits die Verantwortlichen von Bund, Kanton, Banken, Unternehmen, gemeinnützigen Organisationen und unzählige Privatpersonen mehr als 15 Mio. Franken an Spenden locker machen können und die Stimmberechtigten anderseits eine Nachfinanzierungsvorlage ablehnen? Wie wir wissen, geht die Politik nicht immer vorgezeichnete, rationale Wege. Andere Faktoren spielen mit.
Von mir aus gesehen haben drei Faktoren zum Nein geführt. Finanzvorlagen haben es in der gegenwärtigen Zeit besonders schwer. Das haben wir mit unserer Anleihe im letzten Dezember auch erfahren. Nachfinanzierungen sind praktisch chancenlos. Die Stimmberechtigten reagieren sehr ungehalten, mögen die Vorlagen noch so gut begründet sein. Zweitens kamen zu den ausstehenden Handwerkerrechnungen von rund 1,1 Mio. Franken die Betriebsdefizite aus den Jahren 1991 und 1992 dazu. Drittens muss man das lokalpolitische Szenario einer Kleinstadt sehen: Viele Stimmberechtigte wollten dem Stiftungsrat wegen der Übermarchung und dem Betriebsdefizit zweifelsohne einen Denkzettel verabreichen.
In Burgdorf haben wir seit 20 Jahren keine Schiessanlage, keine überdachte Kunsteisbahn und kein saniertes Fussballstadion mehr. Möglicherweise steigen auch die Fussballer nach 30 Jahren in der ersten Liga ab. Zu allem Übel wollen die Tennisleute das Schweizerische Leistungszentrum ins Waadtland verlegen. Von den sogenannten Grossprojekten der letzten Zeit konnten nur das Parkhaus Oberstadt – notabene ebenfalls mit einer Kreditüberschreitung von 1,5 Mio. Franken – und das Kornhaus realisiert werden. Das weckt die Neider. Erich Kästner würde sagen: «Die Missgunst feiert Urständ.»
Alle sprechen davon, dass das neue Zentrum mit Sitz in unserem Kanton unbedingt erhalten werden sollte. Man kann aber nicht nur davon sprechen. Man sollte etwas tun dafür. Daher habe ich eine Woche nach der Abstimmung dieses Postulat eingereicht. Ist es richtig, wenn die Stimmberechtigten der Stadt Burgdorf alleine über das Schicksal einer Institution von nationaler Bedeutung entscheiden? Mit meinem Postulat will ich auf keinen Fall bewirken, dass der gesamte ausstehende Happen von 1,5 Mio. Franken nochmals vom Kanton, das heisst vom Lotteriefonds, übernommen werden sollte. In meinem Postulat halte ich fest, die Überprüfung habe mögliche Eigenleistungen der Stadt Burgdorf und die Betriebsführung zu beinhalten. Der Stiftungsrat scheint nun die Betriebsführung in den Griff zu bekommen. Die Zeit der Höhenflüge, die wesentlich auf Schätzungen der Fachleute beruhten, ist vorbei. Die rezessive Wirtschaftslage drückt auch hier wie im Verkehrshaus Luzern auf den Besucherstrom. Die Frequenzen sind aber nach wie vor gut. Die wärmere Jahreszeit ist angebrochen. Viele öffentliche und geschlossene Veranstaltungen beleben das Kornhaus. Eine Einschränkung der Öffnungszeiten in den besucherarmen Wintermonaten ist nicht auszuschliessen. Burgdorf wird nicht darum herumkommen, den grössten Brocken des fehlenden Betrags zu übernehmen, beispielsweise die ausstehenden Handwerkerrechnungen. Kanton und Stadt als wichtigste Stiftungsträger sollten gemeinsam eine Art Finanzierungsplan erarbeiten. Weitere Finanzierungsmöglichkeiten, bis hin zu einer «Kaffeerahmdeckeli-Aktion», sollten einbezogen werden. Schlussendlich würde für den Lotteriefonds nur noch ein relativ kleiner Betrag übrig bleiben. Sicher müssten auch die Volksmusikverbände aus dem Busch geklopft werden.
Die Regierung lehnt mein Postulat ab und verweist auf das grosse Engagement des Kantons in Sachen Kornhaus Burgdorf. Für diese Haltung habe ich ein gewisses Verständnis. Dennoch finde ich es schade, dass sie sich meiner Herangehensweise von vornherein verschliesst. Es geht um ein Postulat, um einen blossen Prüfungsauftrag. Sollte das ausgehandelte finanzielle Rettungskonzept nicht befriedigen, könnten die Regierung und der Grosse Rat immer noch Korrekturen vornehmen.
Offenbar ist es das Schicksal von Berner Museumsinstitutionen mit nationaler Bedeutung, in der Anfangsphase finanzielle Durststrecken überwinden zu müssen. Um das ganze Anfangswerk zu retten, sind ausserordentliche Massnahmen notwendig. Beim Ballenberg

war die Lage ähnlich. Ein Loch von 7 Mio. Franken wurde durch eine von den eidgenössischen Räten angenommene Motion gestopft. Ich hoffe, im Fall Kornhaus Burgdorf komme dasselbe Drehbuch zum Tragen. Dazu braucht es aber eine ausserordentliche Massnahme. In diesem Sinne bitte ich Sie – wenn auch zähneknirschend –, dem Postulat zuzustimmen.

Blatter (Bern). In dieser Frage bin ich Realist und Idealist in einem. Realist bin ich insofern, als ich sehe, wie der Kanton dankend abwinkt. Daher habe ich eine offen gehaltene Interpellation eingereicht. Es ist nicht Aufgabe des Kantons, in Burgdorf den Scherbenhaufen zusammenzufegen. Es freut uns nicht, dass mit zu grossen Kellen angerichtet wurde. Zum Beispiel wurden zur Einweihung über 1000 Gäste eingeladen. Nun ist ein Ende mit Schrecken in die Nähe gerückt.
Anderseits bin ich Idealist. Kulturkonzepte, sofern ein Konzept vorliegt und die Infrastruktur vertretbar ist, sind förderungswürdig. Der Kanton muss solche Projekte subsidiär unterstützen. Es geht mir vor allem um die Kultur im ganzen Kanton. Ich bin von der Antwort der Regierung nicht befriedigt.

Salzmann. Ich spreche als Bürger einer Nachbargemeinde zu diesem Geschäft. Es war für mich nicht einfach, die unterschiedlichen Antworten zusammenzubringen. Wie die SVP bin ich der Ansicht, man könne das Kornhaus nicht mehr finanziell unterstützen. Wie der Antwort zu entnehmen ist, hat der Staat seinen Beitrag geleistet. Der erste Kredit betrug 3,8 Mio. Franken. Beim zweiten Beitrag von 2,1 Mio. Franken kam seitens der Geschäftsprüfungskommission klar zum Ausdruck, dass es sich um den Maximalbetrag handelt. Weitere Teuerungen könnten nicht mehr berücksichtigt werden. Man hatte uns damals auch versichert, es sollte möglich sein, mit diesem Beitrag den ganzen Betrieb zu führen. Die Finanznot der Stiftung ist bedauerlich. Die meisten von uns stehen für die Volkskultur ein. Wir würden eine Weiterführung des Kornhauses begrüssen. Auch wenn wir heute keinen weiteren Beitrag sprechen können, wird sich ein Weg für das Kornhaus finden. Heute ist der Ball klar bei Burgdorf. Burgdorfs Stadtpräsident hat mir gesagt, er sei der Hoffnung, eine Lösung könne gefunden werden.
Ich war auch an der Einweihung anwesend. Damals wurde uns aber eine ganz andere Rechnung vorgetragen. Man nahm an, ihr Glauben schenken zu können. Es geht jetzt nicht darum, nach Schuldigen zu suchen. Die Stadt Burgdorf muss in Zusammenarbeit mit dem Stiftungsrat eine Lösung suchen. Im Namen der SVP beantrage ich Ihnen, das Postulat abzulehnen.

Buser. Gestatten Sie mir, meine Interessenbindung bekanntzugeben. Als Stadtrat von Burgdorf vertrete ich die Interessen der Institution, eines schweizerischen Zentrums für Volkskultur, und der Stadt. Im Postulat von Herrn Schibler lesen Sie vom Entscheid des Burgdorfer Souveräns, der einen Nachkredit von 1,5 Mio. Franken abgelehnt hat. Dieser Entscheid ist politisch begründbar. Die Kosten der Betriebsdefizite der letzten eineinhalb Jahre betragen 400000 Franken. Nur 1,1 Mio. Franken sind eigentliche Mehrkosten für die Teuerung und die Anpassungsmassnahmen für das 220 Jahre alte Gebäude. Die Ablehnung ist nicht verwunderlich. Burgdorf bezahlt, wie der Kanton, schon 100000 Franken an das Betriebsdefizit als jährlichen Unkostenbeitrag. Wie die Regierung feststellt, hat der Kanton seine Beiträge an die Mehrkosten schon geleistet. Dass die Regierung nicht schon wieder einen Kredit sprechen will, ist durchaus plausibel.
Warum bin ich trotzdem für die Unterstützung des Postulats? Ich bin zumindest für die moralische Unterstützung des Zentrums mit einer volkswirtschaftlich überregionalen Bedeutung hinsichtlich einer gesunden Zukunft. Einige Zahlen: Bund und Kanton haben zusammen 9,45 Mio. Franken für die Denkmalpflege und 1,85 Mio. Franken für den Kulturgüterschutz bezahlt. Die privaten Spenden betrugen 3,3 Mio. Franken. Über 80 Prozent der Gesamtkosten sind fremdfinanziert und damit zinslos. Die Gemeinde Burgdorf hat 4 Mio. bezahlt. Im Mehrkostenanteil fehlt noch 1 Million. Das muss von Burgdorf noch bezahlt werden, sonst wird das Zentrum Konkurs machen.
Gemäss dem Nutzniessungsvertrag mit der Stiftung bleibt die Stadt Burgdorf Eigentümerin des Gebäudes. Betreiberin des Zentrums ist aber die Stiftung. Im ersten Betriebsjahr wurden immerhin 40000 Besucher gezählt. Wenn das Defizit nicht durch gezielte Massnahmen verkleinert werden kann, muss die Stiftung Konkurs machen. Damit wäre weder der Volkswirtschaft noch der Standortgemeinde ein Dienst erwiesen. Ein grosser Schaden von total 12 Millionen Subventionsgelder und 7,5 Millionen Burgdorfer Steuergelder, davon 3,5 Millionen private Spendengelder, würde entstehen.
Es wurde gesagt, die Einweihung sei sehr aufwendig gewesen. Als Verantwortlicher des Organisationskomitees Bauten stelle ich fest, dass die Einweihung einen Überschuss von 80000 Franken gebracht hat, der vollumfänglich in die Kasse des Kornhauses floss. Der Kanton ist jetzt sowohl in seinem als auch im Interesse des Bundes bemüht, die Idee weiterhin zu unterstützen. Die Regierung als Partnerin und Subventionsgeberin hilft mit geeigneten Massnahmen, den Betrieb weiterzuführen. Die Zielsetzung des Postulats ist bekannt, aber der direkte Handlungsbedarf bleibt bei der Stiftung und der Standortgemeinde. Wir meinen, damit seien alle Massnahmen zur Sicherung der Zukunft des Gebäudes ergriffen worden. Dienlich ist nicht die Ablehnung des Postulats, sondern der geschickte Rückzug.

Kiener (Heimiswil). Im Namen der SP-Fraktion beantrage ich Ihnen, das Postulat Schibler abzulehnen. Auch ich wohne in einer Nachbargemeinde von Burgdorf. Nach reiflicher Prüfung der Unterlagen sind wir zum Schluss gekommen, es gebe im Moment keine andere Lösung. Das Kornhaus ist ein Fass ohne Boden. Im Moment müssen wir «Halt!» sagen. Vielleicht können wir zu einem späteren Zeitpunkt, wenn die Lage wieder anders ist, nochmals über einen Beitrag sprechen. Wir schliessen uns der Begründung der Regierung an. Der Kanton hat bereits rund 6 Mio. Franken geleistet. Damals hiess es, dies sei der letzte Kredit. Die Initiative muss jetzt von der Stadt Burgdorf ergriffen werden, was offenbar schon gemacht wurde. Das mag hart sein. Wir bedauern das und hoffen, die Stiftung könne erhalten bleiben. Im Moment sind die Vorzeichen einfach schlecht.
Das Kornhaus geniesst in der Bevölkerung einen grossen Rückhalt. Dennoch wurde der Kredit in der Volksabstimmung abgelehnt. Man muss nach den Gründen fragen. Warum wird etwas, was in der Bevölkerung an Rückhalt gewinnt, abgelehnt? Die Probleme liegen tiefer. Die Art des Wirtschaftens wird von der Bevölkerung nicht mehr goutiert. Ein Umdenken steht an, ein Neuanfang muss gemacht werden. Das Vertrauen in den Stiftungsrat ist auch in der Stadt Burgdorf nicht mehr gege-

ben. Unter diesen Voraussetzungen wäre es nicht gut, wenn wir das Geld vom Kanton aus sprechen würden.
Trotz der misslichen Lage, trotz der laufenden Defizite, trotz des Fehlens einer zuverlässigen Schlussabrechnung gibt es immer noch Leute im Verein zur Unterstützung des Kornhauses, die gegnüber ihren Mitgliedern behaupten, das Kornhaus sei finanziell selbsttragend. Das wurde den Freunden des Kornhauses in einem Schreiben noch im April mitgeteilt. Das kann hinten und vorne nicht stimmen! Es kommt erst noch aus der Feder eines Mitglieds des Stiftungsrates. Das ist nicht nur eine Beschönigung, sondern eine krasse Fehlinterpretation der Situation. Es stellt sich die Frage, ob die nötige Sachkompetenz bei den Mitgliedern des Stiftungsrates vorliegt. Auch wenn man den Betrag sprechen würde, wäre nicht gewährleistet, dass es mit dem Kornhaus gut käme. Eine Flurbereinigung im Stiftungsrat ist vonnöten. Personelle Wechsel müssen gemacht, Verantwortlichkeiten müssen überprüft werden. Auch das Betriebskonzept muss überprüft werden. Dass man weiterhin mit einem Direktor funktioniert, kann ich mir nicht vorstellen. Ist das für einen Betrieb in dieser Grössenordnung überhaupt notwendig? Das Betriebskonzept muss massiv redimensioniert werden. Wenn all das gemacht worden ist und immer noch zuwenig Geld vorhanden ist, kann man den Kanton noch einmal anfragen. Es ist an der Stadt Burgdorf, sich der Sache anzunehmen. Ich hoffe, in Zukunft werde man mehr Wert auf Sachkompetenz anstatt auf auswärtige Prominenz legen. Die Rettung des Kornhauses könnte auch Aufgabe der privaten Initiative sein. Warum muss immer der Staat geradestehen, wenn etwas nicht ganz gelingt? Ich erinnere an die 900 Personen, die an der Eröffnungsfeier teilnahmen. Wenn diese Personen einen Beitrag spenden würden, käme schon einiges zusammen. Vor allem den Folkloreverbänden wäre es zuzumuten, auf ihren Entscheid zurückzukommen und den Kornhausfranken zu sprechen. Wenn irgendwo die private Initiative am Platz ist, dann hier. Erst wenn auch das nicht reicht, wären wir zu einer weiteren Prüfung bereit. So hart das für die Stiftung sein mag, müssen wir den Antrag ablehnen.

Weyeneth. Dankbar stelle ich fest, dass der Regierungsrat offenbar noch alle Tassen im Schrank hat und das Postulat ablehnt. Noch dankbarer wäre ich, wenn er sich seinerzeit aufgrund der damaligen Angaben gar nicht darauf eingelassen hätte. Ich erinnere mich an die erste Auseinandersetzung in der Staatswirtschaftskommission mit der damaligen Erziehungsdirektorin über die Frage, ob die Voraussetzungen für eine derart massive Subventionierung gegeben seien. Die Vorstellungen zur Erhaltung und Zugänglichmachung des Kornhauses, die damals auf den Tisch gelegt wurden, waren recht vage. In einem zweiten Durchgang hat die Finanzkommission den Zusatzkredit von 2,1 Mio. Franken recht grosszügig bewilligt. Und siehe da, wenn wieder etwas fehlt, ist der Adressat wiederum der Staat Bern.
Grundsätzlich müssen solche Vorhaben vorgängig eingehender geprüft werden, auch wenn es sich um Gelder aus dem Lotteriefonds handelt. Wenn man schliesslich eine solche Situation vorfinden muss, drängt sich die Annahme auf, es sei offenbar zu einfach, die Mittel des Staates Bern zu erhalten. Ich möchte Herrn Erziehungsdirektor fragen, wann die Gelder, die nicht für die Denkmalpflege vorgesehen sind, zurückgefordert werden müssen. Es mutet seltsam an, wenn die Volksmusikfreunde nicht bereit sind, einen Franken pro Mitglied auf den Tisch zu blättern. Man glaubt aber, der Staat Bern stünde als Goldesel für Fehlplanungen jederzeit bereit. Ich bitte Sie, das Postulat abzulehnen und den Ball dorthin zu spielen, wo er hin gehört, nämlich in die Stadt Burgdorf.

Schmid, Erziehungsdirektor. Der Kanton Bern und seine Behörden haben sich der Stadt Burgdorf gegenüber grosszügig verhalten. Anfänglich wurden 3,85 Mio., später, im Rahmen eines ausserordentlichen Zusatzkredites, 2,1 Mio. Franken gesprochen. Diese Grosszügigkeit sucht in den letzten Jahren ihresgleichen. Trotz gewisser Bedenken, die damals vorhanden waren, steht die Regierung zu ihrem Beitrag und zur Idee des Zentrums für Volkskultur. Wir glauben nach wie vor, dass eine gesamtschweizerisch wertvolle Sache realisiert wurde, die weiterbetrieben werden muss. Die Regierung will nicht mit der Grosszügigkeit des Kantons spielen oder gar Missbrauch betreiben lassen. Sie setzt sich dafür ein, dass der Kanton nicht für dumm verkauft wird und dass nicht diejenigen belohnt werden, die sich nicht an die gegenseitigen Zusicherungen halten. Das ist beim Souverän der Stadt Burgdorf, der durch seine Behörden vertreten war, der Fall.
Auf die Beiträge an das Gebäude hat die Stadt Burgdorf als Eigentümerin klar das Recht. Über diese Beiträge diskutieren wir nicht. Ein erheblicher Anteil wurde zum Zweck der Errichtung des Zentrums für Volkskultur gesprochen. Wenn das Verhalten der Stadt Burgdorf dazu führen sollte, dass der Stiftungszweck nicht mehr weitergeführt werden kann oder in Frage gestellt werden sollte, wird sich die Regierung im Sinne von Herrn Weyeneth Gedanken machen müssen. Ich danke ihm für seine Feststellung, wir hätten noch alle Tassen im Schrank.
Wir schreiben in der Antwort, dass wir die nötigen Schritte unternommen haben, um sowohl die Interessen des Kantons als auch den Zweck der Stiftung aufrechtzuerhalten. Wir haben uns darauf vorbereitet, allenfalls den Rechtsweg zu beschreiten, wenn der Stiftungszweck grundsätzlich in Frage gestellt werden sollte. Ich hoffe, es müsse nicht soweit kommen. Die Behörden der Stadt Burgdorf versuchen derzeit, die Sache wieder ins Lot zu bringen. Es wäre keine gute Basis für den Betrieb, wenn der Kanton in die Lücke springen würde. Wir würden den Behörden der Stadt Burgdorf im Endeffekt keinen guten Dienst erweisen, wenn wir das Postulat annehmen würden. Ich stelle klar fest, dass der Staat keinen Rappen an die Verpflichtungen leisten wird, die wir von der Stadt Burgdorf erwarten. Wir sind es den Stimmberechtigten und den Behörden der Stadt Burgdorf schuldig, diese Klarheit zu schaffen. Wir stehen nach wie vor klar zum Zentrum. Wir werden dafür sorgen, dass unsere Vorschläge zum Betriebskonzept realisiert werden. Wir sind aber nicht bereit, Verpflichtungen zu übernehmen, die gemäss gegenseitiger Vereinbarung von der Stadt Burgdorf getragen werden müssen. Viele Schweizer Orte würden das Zentrum sehr gerne übernehmen. Ich hoffe, der Standort müsse nicht in Frage gestellt werden. Ich bin davon überzeugt, dass Burgdorf selbst das Geschäft bereinigen kann. Ich bitte Sie aus diesen Gründen, das Postulat abzulehnen.

Präsidentin. Herr Blatter (Bolligen) ist von der Antwort des Regierungsrats auf seine Interpellation nicht befriedigt. Wir stimmen über das Postulat Schibler ab.

Abstimmung

Für Annahme des Postulats Schibler	Minderheit
Dagegen	Mehrheit

Amt für Landwirtschaft: Informatikvorhaben GELAN (Gesamtprojekt EDV Landwirtschaft); Zusatzkredit und Ausgabenbewilligung, Nachkredit 1993

Beilage Nr. 21, Geschäft 0835
Genehmigt

Gemeinde Hasliberg: Genehmigung des Wasserversorgungsprojektes Reuti, 1. Teil; Grundsatzbeschluss

Beilage Nr. 21, Geschäft 0836
Genehmigt

Diemtigen: Bodenverbesserung; Genehmigung des generellen Projektes der Wasserversorgung Horben–Riedern, 1. Ausbau; Grundsatzbeschluss

Beilage Nr. 21, Geschäft 0837
Genehmigt

Seehof: Genehmigung des Güterwegprojektes Wandgraben; Grundsatzbeschluss

Beilage Nr. 21, Geschäft 0838
Genehmigt

Gemeinden Ipsach, Port und Aegerten: Genehmigung des Gesamtmeliorationsprojektes Ipsach-Port-Aegerten (IPA); Grundsatzbeschluss

Beilage Nr. 21, Geschäft 0839
Genehmigt

Romont: Wasserversorgung Romont, Etappe 1992; Genehmigung des Detailprojektes; Staatsbeitrag für die Einwohnergemeinde Romont; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0840
Genehmigt

Trub: Waldwegprojekt «Brandösch»; Projektgenehmigung, Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0841
Genehmigt

Wirtschaftsförderung: Vertragsgenehmigung; Kaufvertrag Gemeinde Zwingen, Industriezone «Ried», Parzelle 1714

Beilage Nr. 21, Geschäft 0842
Genehmigt

Wirtschaftsförderung: Vertragsgenehmigung; Kaufvertrag Josef Bühler, Metallbau, Laufen, Gemeinde Zwingen, Industriezone «Ried», Parzelle Nr. 1535

Beilage Nr. 21, Geschäft 0843

Antrag Rey-Kühni

Das Rückkaufsrecht ist auf zehn Jahre auszudehnen

Flück (Brienz), Sprecher der Geschäftsprüfungskommission. In den frühen 80er Jahren hat der Staat Bern in enger Zusammenarbeit mit dem Gemeinderat Zwingen die Planung und Erschliessung der Industriezone «Ried» durchgeführt. Industrieland wurde ausgeschieden und parzellenweise veräussert. Im vorliegenden Geschäft geht es um die letzte Parzelle, die vom Kanton an einen neuen Eigentümer gehen soll. Die Parzelle ist 3019 Quadratmeter gross und soll zum Preis von 170 Franken pro Quadratmeter verkauft werden. Der Bodenpreis wurde von der Geschäftsprüfungskommission überprüft und als angemessen beurteilt. Kaufinteressentin ist die Einzelfirma Josef Bühler, die sich bis heute in der Kernzone von Laufen befand. Es handelt sich um einen Metallbaubetrieb, der sich als Kleinbetrieb erfreulich entwickeln konnte. Für seine Weiterentwicklung hat der Betrieb Interesse am Erwerb einer Parzelle angemeldet. Im Februar 1993 wurde ein Kaufvertrag zwischen Herrn Bühler und dem Kanton Bern unter Vorbehalt der Genehmigung durch den Grossen Rat abgeschlossen.
Das Rückkaufsrecht wurde dem Kanton für eine Dauer von fünf Jahren – bis zum 30. Juni 1997 – eingeräumt. Das Rückkaufsrecht soll auch auf einen allfälligen Rechtsnachfolger übertragen werden können. Wenn das Laufental zum Kanton Baselland wechseln würde, hätte der Kanton Baselland anstelle des Kantons Bern das Rückkaufsrecht. Der Kanton kann sein Rückkaufsrecht ausüben, wenn der Käufer das Objekt an Dritte verkaufen will, wenn er das Objekt zu einem anderen Zweck als im Vertrag festgehalten verwenden will oder wenn der Käufer mit dem Bau innert zwei Jahren noch nicht begonnen hat.
Die Geschäftsprüfungskommission beantragt Ihnen einstimmig, dem Geschäft zuzustimmen.

Rey-Kühni. Uns gefällt einzig ein Punkt in diesem Geschäft nicht. Es handelt sich um die kurze Dauer des Rückkaufsrechts. Theoretisch wäre es möglich, dass der Käufer der Parzelle zwar innert zwei Jahren mit dem Bau beginnen würde. Kurz nach dem Ablauf der vier Jahre könnte er das Grundstück mit Gewinn weiterverkaufen. Das finden wir nicht richtig. Wir beantragen daher, das Rückkaufsrecht auf zehn Jahre auszudehnen, um einer missbräuchlichen Verwendung vorzubeugen. Wir bitten Sie, dem Zusatzantrag zuzustimmen.

Siegenthaler, Volkswirtschaftsdirektor. Tatsächlich gibt es eine Differenz zwischen den Geschäften 0842 und 0843. Der Kaufvertrag mit der Gemeinde Zwingen enthält eine Rückkaufsklausel von zehn Jahren. Beim Vertrag mit der Privatfirma beträgt die Dauer fünf Jahre. Diese Abweichung ist nicht einmalig oder erstmalig. Beim Geschäft mit der Gemeinde Zwingen ist meines Wissens kein Bauvorhaben vorhanden. Die Gemeinde weiss nicht, was mit der Parzelle geschehen soll. Bis zur Realisierung eines Vorhabens kann es durchaus längere Zeit dauern. Bei der Parzelle, die von der Firma Bühler gekauft werden soll, liegt ein Baugesuch – datiert auf

den 22. April 1993 – vor. Unmittelbar nach der Genehmigung durch den Grossen Rat will man mit dem Bau beginnen. Das bedeutet auch eine Ankurbelung der Wirtschaft und die Schaffung von Arbeitsplätzen. Wir sind der Meinung, in einem Geschäft mit nachweisbarem Projektbeginn seien fünf Jahre durchaus angemessen. Bei der jetzigen wirtschaftlichen Lage ist die Chance nicht gross, eine solche Parzelle mit einem Quadratmeterpreis von 170 Franken weiterverkaufen zu können. Ich bitte Sie, dem Geschäft im Sinne des Antrags des Regierungsrates zuzustimmen.

Abstimmung

Für den Antrag Rey-Kühni	Minderheit
Dagegen	Mehrheit
Für Genehmigung des Geschäfts 0843	Mehrheit

Finanzielle Beteiligung an den Baukosten der neuen Interkantonalen Försterschule in Lyss; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 1007

Antrag der Minderheit der GPK

Ablehnung

Oehrli, Sprecher der Mehrheit der Geschäftsprüfungskommission. Das Geschäft ist an sich bekannt. Die Geschäftsprüfungskommission ist mehrheitlich der Meinung, das Geschäft sollte endlich überwiesen werden, damit mit dem Bau begonnen werden kann. Im März 1992 haben wir einen Planungskredit von 255000 Franken bewilligt. In der Schweiz gibt es eine Försterschule in Lyss und eine in Maienfeld. Die Försterschule in Lyss ist eine Stiftung. Beteiligt sind mit dem Kanton Bern zusammen elf Kantone. Daher kann der Kanton Bern nicht alleine entscheiden. Die zehn anderen Kantone unterstützen das Projekt an diesem Standort. Das Forstgesetz und die interkantonalen Vereinbarungen verpflichten die Kantone, sich an einer Schule zu beteiligen. Ein Nein zum Geschäft würde auch einen Widerspruch zum Gesetz und zu den Vereinbarungen bedeuten.
Der Bedarf für die Schule ist ausgewiesen. Die Klassen umfassen 30 Schüler. Wer eine Ahnung vom Unterrichten hat, weiss, dass das sehr grosse Klassen sind. Die 51 Lektionen sollen auf 40 Lektionen reduziert werden, und die Anzahl der Schüler pro Klasse auf deren 24. Ein gravierender Nachteil der heutigen Schule sind die Wartezeiten für französischsprechende Interessenten von bis zu sechs Jahren. Die Ablehnung des Geschäfts wäre dem Brückenschlag über den Röstigraben nicht förderlich. Die bestehende Försterschule kann aufgrund des See- und Flussufergesetzes nicht mehr ausgebaut werden. Daher muss auf einen neuen Standort ausgewichen werden. Dazu kommen die immer grösser werdenden Anforderungen an die zukünftigen Forstleute. Das bedingt unter Umständen eine Verlängerung der Ausbildung. Der Bedarf an Förstern nimmt zu, weil im Gegensatz zu früher immer weniger Bauern im Nebenerwerb im Wald arbeiten. Es trifft nicht zu, dass Forstingenieure ausgebildet werden. Wenn man von Förstern spricht, so sind die Revierförster, die Gruppenführer gemeint. Es sind diejenigen Leute, die im Wald «chrampfe», die hegen und pflegen, die den Wald für die nächste Generation erhalten. Es sind Praktiker, deren Hände schmutzig werden, die die Auswirkungen von Hitze und Kälte zu spüren bekommen, die tagtäglich der Unfallgefahr ausgesetzt sind. Dieser Beruf figuriert nach wie vor auf der obersten Zeile der Statistik über die Berufsunfälle. Niemand kann bestreiten, dass die Ausbildung in diesem Bereich noch vermehrt wichtig werden wird.
Das Projekt ist vernünftig. Der Standort Lyss ist in bezug auf die beteiligten Kantone optimal gelegen. Das Raumprogramm ist nicht übertrieben. Selbst der Bund bestätigt das. Zum Teil wird das Internat in Frage gestellt. Wenn man aber berücksichtigt, dass Schüler aus elf Kantonen diese Schule besuchen, wird die Notwendigkeit eines Internats offensichtlich. Beim Gebäude wird es sich um einen mehrstöckigen Holzbau handeln. Das ist eine Besonderheit und auch eine sehr gute Reklame für das Schweizer Holz. Auch die Energieversorgung ist nach den heutigen Vorstellungen vorbildlich. Es handelt sich um eine Holzheizung mit Sonnenkollektoren, also um einheimische, erneuerbare Energie. Das Projekt bringt auch wirtschaftliche Vorteile. Mit den 6,1 Mio. Franken, die der Kanton Bern beipflichtet, kann ein siebenfaches Investitionsvolumen ausgelöst werden. Die Försterschule Lyss garantiert auch einen Umsatz von 5 Mio. Franken im Jahr. Zudem erhält die Försterschule 20 Arbeitsplätze. Mit dem Bau könnte noch in diesem Jahr begonnen werden. Das Projekt würde sofort arbeitswirksam. Das ist gerade in der heutigen Zeit auch wichtig.
Im Januar 1993 haben wir eine Motion Sidler (Port) überwiesen, welche die Försterschule ausdrücklich als ein zu realisierendes Vorhaben erwähnte. Eine Ablehnung des Geschäfts würde einen Imageverlust des Kantons Bern mindestens bei den zehn anderen Kantonen bedeuten. Das Gerangel um einen neuen Standort ginge wieder los. Der Verlust der Arbeitsplätze und des Nettoinvestitionsvolumens von 35 Mio. Franken darf nicht ausser Betracht gelassen werden. Falls ein neuer Standort gewählt würde, gingen 40 bis 50 Prozent der Bundessubventionen verloren. Bundessubventionen in der Höhe von 14,3 Mio. Franken sind zugesichert worden. Aus diesen Gründen beantragt die Mehrheit der Mitglieder der Geschäftsprüfungskommission, dem Geschäft zuzustimmen.

Baumann-Bieri, Sprecherin der Minderheit der Geschäftsprüfungskommission. Uns ist bewusst, dass unser Antrag in einer sehr späten Phase eingebracht wird. Wir wissen auch, dass wir bei der Stiftung und der Gemeinde Lyss nicht auf viel Verständnis stossen werden. Immerhin sind bei diesem Geschäft von Anfang an sehr grosse Vorbehalte vorhanden gewesen. In der Geschäftsprüfungskommission haben wir in mehreren Sitzungen über das Geschäft diskutiert. Wir haben Zusatzfragen und Zusatzanträge gestellt, die zu zusätzlichen Abklärungen geführt haben. Vor einem Jahr, als es um den Projektierungskredit ging, hat man das Geschäft kurzfristig von der Traktandenliste gestrichen. Bei unseren Zusatzfragen ging es vor allem um die Abklärung von Alternativen. Wir wussten schon vor einem Jahr um die Auslastungsschwierigkeiten unserer sieben Landwirtschaftsschulen. Nach der Intervention der Geschäftsprüfungskommission hat man Abklärungen bei der Seelandschule Ins gemacht. Wir haben dem Projektierungskredit wie der Grosse Rat zugestimmt. Es war ein Fehler, weder in der Geschäftsprüfungskommission noch im Grossen Rat detaillierte Angaben darüber zu verlangen, wer die Abklärungen gemacht hat. Bis heute habe ich keine genaue Berichterstattung darüber erhalten, was eine Intergration in eine bestehende Land-

wirtschaftsschule oder die Benützung einer Landwirtschaftsschule für die Försterschule bedeuten würden. Wir haben nie eine Aufstellung über den anfallenden Sanierungs- oder Ausbaubedarf erhalten. Ebensowenig wissen wir, ob die Försterschule allenfalls gewisse Abstriche an ihrem gewünschten Raumprogramm machen müsste.
Inzwischen haben wir den Bericht zum Geschäft «Biella Neher» behandelt. Ich nehme an, man sei etwas kritischer geworden. Ich akzeptiere nicht mehr, dass Bedürfnis- und Raumabklärungen nur noch von der beantragenden Direktion gemacht werden. Wie wir wissen, ist der Blickwinkel in einem solchen Fall einfach zu eng. Der Überblick über alle Liegenschaften des Kantons ist nicht vorhanden.
Ein Neubau der Försterschule bedeutete, dass in Lyss zwei Schulen weitergeführt und somit zwei Gebäudekomplexe unterhalten werden müssten. Die alte Schule würde als Ausbildungsort für Forstpersonal weiterbestehen. Die Folgekosten für die beiden Schulen trägt zwar nicht der Kanton Bern alleine. Was wir weiterhin alleine werden tragen müssen, sind die Folge- und Sanierungskosten, die bei unseren sieben Landwirtschaftsschulen anfallen. Daher wäre es an der Zeit, diese endlich besser auszulasten.
Der Anteil des Kantons Bern an der neuen Schule wurde im Laufe des Projekts immer grösser. Bei anderen Baugeschäften ist das nicht der Fall. Im Vortrag zum Projektierungskredit war von 4 Mio. Franken die Rede. In einem späteren Schreiben der Forstdirektion ging es um 5,2 Mio. Franken. Heute sprechen wir von 6,1 Mio. Franken, weil man vom Standortkanton die Übernahme der Vorleistungen für die Landerwerbskosten erwartet. Es ist nicht einfach, ein solches Projekt, das von einer Stiftung geplant wird, in den Griff zu bekommen. Die einzelnen Kantone werden nur für ihre Anteile zur Kasse gebeten. Niemand ist für das Bremsen zuständig. Im Stiftungsrat sitzt zwar ein Kantonsbeamter. Auch die Regierungsmitglieder trafen sich ab und zu. Wir wissen genau, wie das ist, wenn man zusammen das Mittagessen einnimmt: Niemand will Dreck in die Suppe streuen. Wir können es uns heute nicht mehr leisten, ein Geschäft eine solche Eigendynamik annehmen zu lassen.
Die Minderheit der Geschäftsprüfungskommission übernimmt nun die unangenehme Bremsfunktion. Die Geschäftsprüfungskommission hat die Försterschule besucht und sich überzeugen lassen, dass sie sehr dynamisch geführt wird. Das Internat und die Schulräume werden weitervermietet, wenn sie nicht durch die Schultätigkeiten ausgelastet werden. Das zeigt aber auch, dass die Schule nicht das ganze Jahr über ausgelastet wird. Das wirft die Frage auf, ob nicht organisatorisch etwas zu machen gewesen wäre. All diese Fragen können wir nicht beantworten, weil sie nie durch eine unabhängige Stelle beantwortet wurden.
Bedenken Sie bitte folgendes: Ein Neubau der Försterschule wäre die angenehmste, die schönste Lösung für alle, nicht zuletzt auch für das Gewerbe. Doch wir werden die heutige Schule auch in Zukunft nicht auslasten können. Wie sie tatsächlich ausgelastet werden könnte, ist nicht bekannt. Wir werden weiterhin sieben Landwirtschaftsschulen haben, die nicht ausgelastet sind. Eine Ablehnung bedeutet nicht die Vertreibung der Försterschule aus dem Kanton Bern. Ich bin überzeugt, eine Lösung wäre gefunden worden, wäre der Wille vorhanden gewesen.
Wir haben heute bei zwei Geschäften gehört, der Antrag auf Rückweisung oder auf Ablehnung komme zu spät. Wenn wir davon ausgehen müssen, dass nicht mehr nein gesagt werden kann, weil schon zuviel verplant wurde, dann müssen wir uns auch darauf verlassen können, dass die nötigen Abklärungen seriös gemacht wurden. Wir müssen uns darauf verlassen können, dass die antragstellende Direktion auf die Entwicklung im Kanton Bern und in anderen Kantonen reagiert. Ich bitte Sie, wie die Minderheit der Geschäftsprüfungskommission den Verpflichtungskredit abzulehnen.

Hofer. Die Geschäftsprüfungskommission hat sich bereits im Zusammenhang mit dem Projektierungskredit schwer getan. Wie Frau Baumann ausgeführt hat, wurden viele Fragen aufgeworfen. Diese wurden aber hinreichend beantwortet. Das hat im Grossen Rat zu einem diskussionslosen Beschluss geführt. Unsere Fraktion ist vom Ablehnungsantrag der Minderheit der Geschäftsprüfungskommission überrascht. Geändert hat seit der Genehmigung des Projektierungskredits nichts. Herr Oehrli hat das Geschäft ins richtige Licht gerückt. Darüber bin ich froh. Man kann alles immer wieder in Frage stellen. Ich erwarte von Herrn Liniger, der in Lyss wohnhaft ist und im Gemeinderat tätig ist, Ausführungen über den Standort.
Zu den Alternativen: Wir stehen nicht alleine da. Wir sind in ein Konkordat von elf Kantonen eingebunden. Eingehende Abklärungen zum Beispiel im landwirtschaftlichen Bildungs- und Beratungszentrum Ins haben ergeben, dass nicht wesentlich tiefere Kosten entstehen würden. Auch in Ins müsste gebaut werden. Abgesehen davon würden sich Landbeschaffungsprobleme stellen, was sich wiederum auf den zeitlichen Ablauf auswirken würde.
Zur Diskussion stand auch die Schule in Rüti. Ich gehöre übrigens keiner Aufsichtskommission eines solchen Zentrums an. In Rüti ist ein neues Internat mit 104 Plätzen im Bau. Der entstehende Raum deckt die Bedürfnisse des Ausbildungszentrums. Wie Sie wissen, hat man mit neuen Schultypen angefangen. Die intergrierte Berufsmittelschule dauert zweieinhalb Jahre, der Mittelschul-Block eineinhalb Jahre. Es werden auch Schülerinnen und Schüler aus anderen Kantonen unterrichtet. Eine engere Zusammenarbeit mit der Ingenieurschule in absehbarer Zeit ist durchaus möglich. Dadurch könnten zusätzliche Platz- und Raumbedürfnisse entstehen. Auch die Geflügelzuchtschule wird auf die Rüti verlegt. Die anderen beteiligten Kantone freuen sich nicht darüber.
Nachdem der auf die neue Ausbildung ausgerichtete Neubau der anderen Försterschule in Maienfeld praktisch fertiggestellt ist, sind unsere Konkordatskantone im Rückstand. Wir müssen also weiterschreiten. Der Standort Lyss ist aus meiner Sicht ideal. Er liegt zwischen den verschiedenen Waldtypen im Oberland, im Emmental, im Jura und den Konkordatskantonen der Westschweiz. Das Risiko, Frau Baumann, die Schule könnte trotz allem in einem anderen Kanton gebaut werden, ist nicht von der Hand zu weisen. Der Kanton Bern ist von Gesetzes wegen verpflichtet, mitzumachen. Es wäre verrückt, wenn der Kanton Bern 6 Mio. Franken an einen anderen Kanton bezahlen müsste.
Aus der bisherigen Schule soll ein zukünftiges Aus- und Weiterbildungszentrum für das Forstpersonal werden. Lyss ist auch für die Försterschule prädestiniert, weil die Schweizerische Holzfachschule in der Nähe gelegen ist. Folglich könnten zwischen der neuen Schule, der alten Schule und der Holzfachschule Synergien entstehen. Das könnte die Betriebskosten positiv beeinflussen.

Zum Teil könnten dieselben Lehrkräfte unterrichten. In der momentanen rezessiven Phase können wir mit einem Beitrag von 6 Mio. Franken ein Investitionsvolumen von 41 Millionen auslösen, 21 Arbeitsplätze schaffen und mit einem jährlichen Umsatz von 5 Mio. Franken – zum Teil aus anderen Kantonen – rechnen. Ich bin daher zur Überzeugung gelangt, dass wir die Gelegenheit beim Schopf packen und dem Kredit zustimmen müssen. Was wollen wir noch mehr? Ich empfehle Ihnen im Namen der SVP-Fraktion dringend, dem Geschäft zuzustimmen und damit den anderen mitbeteiligten Kantonen zu zeigen, dass wir noch an die Zukunft glauben.

Boillat. La fraction radicale appuie ce projet. Comme il a déjà été dit à cette tribune, c'est une étude sérieuse qui nous est présentée, une étude qui a duré suffisamment d'années pour que nous fassions confiance à ce projet.
Il y a d'abord la nécessité de cette nouvelle école. Elle a été démontrée par notre collègue Oehrli; même Madame Baumann admet qu'il y a nécessité d'une nouvelle école. Quant à son implantation, il nous semble également que le site de Lyss s'y prête particulièrement bien. On l'a déjà dit aussi, c'est à la frontière linguistique, c'est bien situé au point de vue accès ferroviaire; nous avons ensuite la chance de pouvoir acheter à Lyss un terrain à un prix favorable, puisqu'il est de 75 francs le mètre carré. Evidemment, nous avons trop d'écoles d'agriculture actuellement dans ce canton, mais lorsqu'on parle éventuellement de l'Ecole d'agriculture d'Anet pour y implanter cette école forestière, Anet n'est pas, et de loin, une solution idéale. On nous dit d'ailleurs, dans ce projet, qu'aménager Anet coûterait aussi cher que la construction de la nouvelle école à Lyss. Il y a un autre argument également qui pousse la fraction radicale à accepter ce projet, ce sont aussi, comme cela a déjà été relevé, les avantages économiques pour notre canton, qui investit une somme relativement modeste pour un projet, finalement, de plus de 40 millions.
Aussi nous vous recommandons d'accepter ce projet, et de suivre ainsi la majorité de la commission.

Präsidentin. Das Wort haben die Einzelsprecher.

Liniger. Wir halten die Kritik an diesem Geschäft erstens für eine Kritik am falschen Objekt und zweitens für eine Kritik zum falschen Zeitpunkt. Die Försterschule ist eine Stiftung, getragen von elf Kantonen. Was heute morgen an der Metzgereifachschule bemängelt wurde, wird im vorliegenden Fall gut gelöst. Zehn Kantone bezahlen zusätzlich an die Schule, und zwar sowohl an den Bau als auch an den Betrieb. Der Kanton Bern hat seinerzeit Vorleistungen auch finanzieller Art erbracht und zur Gründung beigetragen. Wir sind heute noch stolz darauf, dass sich die Schule in Lyss befindet. Die Bevölkerung steht hinter der Schule. Das hat sie am 17. Mai 1992 bewiesen, indem sie mit grosser Mehrheit der Überbauungsordnung zugestimmt hat. Die Vorteile des Standortes Lyss wurden von meinen Vorrednern bereits erwähnt. Auch im Vortrag werden sie gut dargestellt. Ich möchte nichts wiederholen.
Zur volkswirtschaftlichen und beschäftigungspolitischen Bedeutung des Vorhabens: Das Seeland leidet unter einer überdurchschnittlich hohen Arbeitslosigkeit. Biel hat eine Quote von 9,3 Prozent. In Lyss allein sind 300 Personen arbeitslos. Im Kanton würde für 41 Mio. Franken gebaut. Der Kanton würde 6,1 Mio. Franken bezahlen. Der grösste Teil der Arbeit bliebe im Kanton und in der Region. Dürfen wir nicht für einmal egoistisch zugunsten des Kantons Bern denken? Weiter sichern wir 21 gute Arbeitsplätze in Lyss, abgesehen von der Beschäftigung, welche der Schulbetrieb auslöst. Warum erwähne ich das? Bei einer Ablehnung besteht die Gefahr der Abwanderung der Schule in einen anderen Kanton. Damit will ich keinen Erpressungsversuch machen. Ich glaube kaum, die anderen Kantone würden sich einen Standort vorschreiben lassen. Es wäre schlimm, unverantwortbar, unverständlich, wenn nicht gar eine Katastrophe, wenn die Försterschule von Lyss wegziehen würde.
Am alten Standort ist ein Ausbau unmöglich, da das Gebäude in einer Schutzzone liegt. Die Chance, am alten Standort einen neuen Schultyp einzurichten, ist ein weiteres Plus. Der Grosse Rat hat in der Märzsession 1992 dem Projektierungskredit kritiklos zugestimmt. Die Kosten waren damals schon bekannt. Es ist daher auch eine Frage von Treu und Glauben für den Grossen Rat. Ich ersuche Sie, dem Geschäft zuzustimmen.

Bangerter. Frau Baumann, Ihr Ablehnungsantrag erstaunt mich. Ihre Partei will Arbeitsplätze erhalten und schaffen. Mit Ihrem Ablehnungsantrag gefährden und verhindern Sie Arbeitsplätze. Vorabklärungen müssen in der Projektierungsphase stattfinden, nicht bei Baubeginn. Der Kanton Bern kann mit 6 Mio. Franken ein Investitionsvolumen von 41 Mio. Franken auslösen. Dieses Geld wird auf jeden Fall ausgegeben, wenn nicht im Kanton Bern, dann im Kanton Neuenburg oder Freiburg. Andere Kantone warten auf die Möglichkeit, eine solche Schule zu bauen. Der Kanton Bern muss seine 6 Mio. Franken auch bezahlen, wenn die Schule anderswo gebaut wird. Sparen können wir also nichts. Eine Kostenbeteiligung von nur 6 von insgesamt 41 Millionen für Arbeit – nicht für Beschäftigung – ist für den Kanton Bern äusserst vorteilhaft.
Bei der Projektierung wurden die Standort- und die Kostenfrage ausgiebig diskutiert, auch im Grossen Rat. Die Projektierung ist abgeschlossen, der Landkauf kann erfolgen, der Baubeginn ist möglich. Der Standort Lyss liegt auch verkehrsmässig ideal. Die Jura-, Mittelland- und Auenwälder liegen praktisch vor der Haustüre. Die notwendige Infrastruktur, zum Beispiel Turnhallen, ist vorhanden. Frau Baumann will im jetzigen Zeitpunkt, an welchem der Startschuss gegeben werden könnte, wieder zu planen beginnen. Dabei gibt es in Lyss 300 Arbeitslose, die zum Teil schon ausgesteuert sind. Frau Baumann, haben Sie den Eindruck, Beschäftigungsprogramme kämen den Kanton Bern volkswirtschaftlich günstiger zu stehen? Befriedigt Beschäftigung mehr als Arbeit?
Der Kanton Bern kann nur gewinnen. Die Schule bietet Arbeitsplätze für immerhin 21 Personen und wird einen jährlichen Umsatz von 5 Mio. Franken mit sich bringen. Das sind positive Wirtschaftsimpulse! Und solche haben wir im Seeland nötig. Die Arbeitslosigkeit ist in der Region Biel/Seeland höher als im übrigen Kantonsgebiet. Ich bitte Sie daher, dem Bau der Försterschule Lyss zuzustimmen.

Baumann-Bieri. Es ist kaum möglich zu schweigen, wenn man so heftig angesprochen wurde. Frau Bangerter ist erstaunt, dass ausgerechnet ich als Mitglied der SP-Fraktion einen solchen Antrag stelle. Ich bin nicht erstaunt, dass Frau Bangerter so spricht. Dass es der Bauwirtschaft Impulse gibt und gut für die Beschäftigungslage ist, wenn wir überall neue Schulhäuser bauen, ist mir bewusst. Wenn sie zugehört hätte, wüsste sie, worum es mir mit meinem Antrag geht. Auch im Gros-

sen Rat müssen langsam aber sicher Überlegungen angestellt werden. Es geht nicht nur darum, momentane Impulse zu geben. Was machen wir mit den Häusern, die wir heute bewilligen, in den nächsten Jahren? Welche Folgekosten werden anfallen? Das als kurze Erwiderung auf die von mir aus gesehen massiven und etwas übertriebenen Vorwürfe.

Siegenthaler, Volkswirtschaftsdirektor. Herr Oehrli hat das Wesentliche zum Geschäft in materieller Hinsicht gesagt. Ich möchte einige weitere Gedanken einbringen. Die Interkantonale Försterschule in Lyss hat sachlich, wirtschaftlich und politisch einen hohen Stellenwert für unseren Kanton. Holz hat Zukunft. Es ist einer der wenigen, wenn nicht der einzige erneuerbare Rohstoff unseres Landes. Die Grundholzpreise sind praktisch auf dem EG-Niveau. Das lässt sich nicht wegdiskutieren. Wir sind also in Europa konkurrenzfähig, wenn der Export notwendig werden sollte. Die EG-Länder importieren 50 Prozent ihres Holzbedarfs aus Drittländern. Zum Teil sind es Tropenländer der Dritten Welt. Der «Holzweg» ist in diesem Zusammenhang für uns der richtige Weg.
Wirtschaftlich passt dieses Projekt unter die anderen Projekte, über die wir momentan sprechen. Auch der Investitionsbonus des Bundes zielt auf Projekte dieser Art ab. Das Vorhaben kann sofort angegangen werden, die Folgekosten sind nicht höher als die schon heute anfallenden Kosten. Das Projekt wird stark durch Dritte finanziert. Der Kanton Bern hat einen Anteil von 8,5 Einheiten, der Kanton Waadt von 6. Der Kanton Aargau bezahlt über 4 und der Kanton Wallis über 3 Millionen.
Das Geschäft hat politisch einen hohen Stellenwert. Es gibt kaum eine Schule in der Schweiz, die eine so enge Zusammenarbeit zwischen der deutschen und der welschen Schweiz aufweist. Das hängt auch mit dem Direktor zusammen, der Neuenburger ist. Wir können in Lyss eine Brücke zur Westschweiz schlagen. Im Januar 1993 fand eine Zusammenkunft zur Bedürfnisabklärung statt. Der Vertreter des Kantons Jura sagte, es sei ein gutes Projekt und Lyss sei ein guter Standort. Auch Frau Regierungsrätin Lang aus Zürich steht voll inter dem Projekt. Sie wäre bereit gewesen, auf den Vorwegbeitrag des Kantons Bern für den Landkauf zu verzichten. Der Kanton Bern darf sich mit diesem Projekt zeigen lassen.
Zu den Alternativen: Die Alternativen wurden nicht in allen Details geprüft. Das gebe ich offen zu. Wir stellten fest, dass wir wieder bei Null anfangen müssten und das Projekt kaum wesentlich billiger zu stehen gekommen wäre. Dann hätte man auch wieder grundsätzlich über den Standort sprechen müssen. Das macht mir Sorgen. An der erwähnten Zusammenkunft stellte ich fest, dass man Lyss für den richtigen Standort hält.
Wir möchten durch den Bau selbst auch zeigen, wie man mit Holz bauen kann. Man kann mit Holz mehrstöckig bauen. Das hat Pioniercharakter. Zuerst überlegte man, ob eine Bauruine benutzt werden könnte. Man muss sich in einer solchen Schule auch zeigen können. Ich komme zum Schluss, dass man hinter diesem Projekt stehen kann und soll.
Die Schule ist für die nächsten Jahre eindeutig ausgelastet. Das können wir belegen, Frau Baumann. Vier Klassen zu 24 Schüler wurden schon zusammengestellt. Französischsprechende Schüler müssen bis zu 6 Jahren warten. Wir haben einen versteckten Numerus clausus. Frau Baumann sagt, niemand habe bremsen wollen. Natürlich fällt der Betrag von 41 Mio. Franken ins Gewicht. Die Schule wird mit einem Kostendeckungsgrad von gut 50 Prozent geführt. Das ist nicht an manchen Orten zu finden. Wer in der Lage ist, eine Schule so zu führen, kann auch ein seriöses Projekt auf die Beine stellen. Ich bitte den Rat, dem Geschäft in der vorliegenden Form zuzustimmen. Es trifft nicht zu, dass man heute erstmals darüber spricht. Das Projekt darf sich sehen lassen und ist für den Kanton Bern ein gutes Aushängeschild. Ich bitte Sie, zuzustimmen.

Abstimmung

Für den Antrag der GPK-Minderheit	22 Stimmen
Für Genehmigung des Geschäfts 1007	108 Stimmen

Amt für Berufsbildung: Betriebsbeiträge an Gemeinden und private Institutionen, rückwirkende Nachzahlung der Teuerungszulage 1992

Beilage Nr. 21, Geschäft 0844

Genehmigt

223/92

Motion Sumi – Erhaltung der Ausmerzaktionen

Wortlaut der Motion vom 5. November 1992

Der Regierungsrat wird beauftragt,
1. die Erhaltung der Ausmerzaktionen für Ausmerzvieh sicherzustellen und neu zu gestalten;
2. die dafür zu verwendenden Mittel in der bisherigen Grössenordnung zur Verfügung zu stellen.

Begründung:
– Wie der Presse entnommen werden konnte, sollen die Ausmerzaktionen mit der heutigen Unterstützung durch die Kantone abgeschafft werden.
– Da der Landwirt heute gerade beim Schlachtvieh nicht durchwegs in der Lage ist, die Marktlage zu überblicken, würde es unweigerlich zu einem Preiszusammenbruch führen.
– Die Abschaffung der Ausmerzaktionen würde auch viele Austritte aus den Viehzuchtgenossenschaften zur Folge haben. Dies würde unseren Zuchtanstrengungen einen grossen Schaden zufügen.
– Ich erinnere auch an die Nichtmilchlieferanten, die gezwungen sind, Aufzucht zu betreiben. Auch diese benötigen unbedingt eine Sicherung des Absatzes.
– Mit den geforderten und bisher gewährten Mitteln wäre weiterhin eine organisierte Vermarktung möglich, die zum Schutz des Produzenten dringend nötig ist.

(37 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 10. Februar 1993

Über die Ausmerzaktionen werden im Kanton Bern pro Jahr bis gegen 40000 Stück Rindvieh abgesetzt. Das sind rund ein Drittel der Ausmerztiere der Schweiz. Für die Landwirte sind diese Veranstaltungen von existentieller Bedeutung, können doch die Tiere mit Übernahme- und Preisgarantie vermarktet werden. Wegen fehlender Produktionsalternativen und stockendem Absatz bei Nutz- und Zuchtvieh ist vor allem die Berglandwirtschaft auf diese gut funktionierende Viehabsatzveranstaltung angewiesen.
Durch die vom Bund beschlossene Abschaffung der Ausmerzaktionen auf den 1. Januar 1995 werden die or-

ganisierten Schlachtviehmärkte an Bedeutung verlieren, somit werden die Bauern den Marktkräften noch vermehrt ausgeliefert sein.
Schwerwiegende Auswirkungen wird die Streichung auch auf die eigentliche Zucht haben. Eine Abkoppelung der Zucht von den viehwirtschaftlichen Massnahmen bedeutet ein drastisches Zurückgehen des Herdebuchbestandes. Der Berglandwirtschaft wird damit ein lebenswichtiger Betriebszweig entzogen.
Zu Punkt 1: Die Anliegen und Befürchtungen des Motionärs sind berechtigt. Der Agrarkanton Bern ist auch weiterhin an einer effizienten Vermarktung des Zucht- und Schlachtviehs im Interesse vor allem der Berglandwirtschaft angewiesen. Die Sichtbarmachung des Angebotes und der Nachfrage bringt für die Produzenten wie auch für die Abnehmer nicht zu unterschätzende Vorteile. Wirtschaftlich spielt der Erlös aus Zucht- und Schlachtvieh gerade für Betriebe in Randgebieten eine grosse Rolle. Der Regierungsrat ist bereit, zusammen mit Bund und den anderen Kantonen sowie den zuständigen Organisationen die zukünftige Organisation des Schlachtviehmarktes abzuklären und entsprechende Vorschläge auszuarbeiten. Dabei müssen die Resultate der zu diesem Themenkreis eingesetzten ausserparlamentarischen Arbeitsgruppen «Viehwirtschaft» des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartementes einbezogen werden.
Davon ausgehend, dass der Motionär mit der geforderten «Erhaltung der Ausmerzaktionen für Ausmerzvieh» eine geeignete, wirksame Ersatzmassnahme meint, kann dieser Punkt als Motion angenommen werden.
Zu Punkt 2: Wie stark sich der Kanton Bern inskünftig finanziell an der Viehvermarktung beteiligen kann, hängt von der Ausgestaltung der Nachfolgelösung ab. Wegen der finanziellen Probleme des Kantons dürften allerdings die Aufwendungen kaum in der bisherigen Grössenordnung sein. Der Regierungsrat kann aufgrund der dargelegten Umstände und Ungewissheiten keine Zusicherung geben, in welchem Umfang die Nachfolgelösung durch den Kanton unterstützt werden kann. Er ist sich aber der Bedeutung des überwachten Viehabsatzes für die bernische Landwirtschaft bewusst und erachtet das Einführen geeigneter Ersatzmassnahmen zu den bisherigen Ausmerzaktionen als absolut notwendig.
Antrag
Punkt 1: Annahme der Motion
Punkt 2: Annahme als Postulat

Präsidentin. Herr Sumi ist mit der Beurteilung der Regierung einverstanden. Die SP-Fraktion bestreitet das Postulat.

Baumann-Bieri. Die letzte Motion, welche die Ausmerzaktionen betraf, nämlich die Motion Schmid, haben wir noch unterstützt. Sie war unbestritten und schon erfüllt. Es wurde vom Kanton verlangt, er solle sich beim Bund für die Beibehaltung der Ausmerzaktionen einsetzen. Nachdem der Bund einen Entscheid gegen die Ausmerzaktionen gefällt hat, ist die Situation eine andere. Ausmerzaktionen, wie wir sie heute kennen, haben in Zukunft keinen Platz mehr. Da mich einige Landwirte gestern von ihrer Ansicht überzeugen wollten, las ich im siebten Landwirtschaftsbericht die Bedeutung der Ausmerzaktionen nach. Die grosse Bedeutung der Aktionen für das Berggebiet ist unbestritten. In einem Nebensatz steht, die Ausmerzaktionen würden sich stimulierend auf die Schlachtviehproduktion auswirken, weil sie eine produktgebundene Stütze seien. Das sei im derzeit gesättigten Schlachtviehmarkt unerwünscht. Die Aktionen passen nicht mehr in die heutige Landschaft. Schon im siebten Landwirtschaftsbericht wird darauf hingewiesen, dass die Aktionen abgeschafft werden. Man will alle produktgebundenen Massnahmen in allgemeine Direktzahlungen umwandeln.
Man kann nicht Massnahmen, die in Direktzahlungen führen, auch in der alten Form beibehalten. Abgesehen davon waren solche Ausmerzaktionen nie über jeden Zweifel erhaben. Man konnte damit auch Missbrauch treiben.
Herr Sumi verlangt vom Kanton, etwas weiterzuführen, was der Bund abschaffen will. Er verlangt, der Kanton solle mit Staatsangestellten den Markt organisieren. Bis jetzt hat der Bund zwischen 45 und 50 Mio. Franken jährlich für Ausmerzaktionen aufgewendet. Was der Kanton geleistet hat, konnte ich nicht ausfindig machen. Ich schätze den Betrag auf etwa 10 Mio. Franken. Mir ist schleierhaft, warum der Kanton für eine aufzuhebende Massnahme nach wie vor gleich viele Mittel ins Budget aufnehmen soll. Wenn Sie meinen, der Kanton solle zusätzliche Mittel oder Massnahmen zur Verfügung stellen, so verlangen Sie doch bitte zukunftsgerichtete Massnahmen. Die Ausmerzaktionen sind weder GATT-verträglich noch vertragen sie sich mit der neuen Landwirtschaftspolitik. Verlangen Sie Beiträge für ökologische Leistungen. Die Mehrheit der SP-Fraktion ist der Meinung, die Motion könne weder in Punkt eins noch in Punkt zwei angenommen werden.

Sumi. Ich verlange die Erhaltung der Ausmerzaktionen. Wir können das Kind auch anders nennen. Wir können auch von der Schlachtviehorganisation sprechen. Nicht nur das Berggebiet, sondern der ganze Kanton, ist betroffen. Den zweiten Punkt wandle ich in ein Postulat um. Dort verlange ich, dass die Mittel, die bisher zur Verfügung standen, vom Kanton weiterhin zur Verfügung gestellt werden sollen. Die Mittel beliefen sich meines Wissens auf 5 Mio. Franken. Der Kanton bezahlte 24 oder 26 Rappen pro Franken, und der Bund bezahlte den Rest. Ich danke dem Regierungsrat, dass er den ersten Punkt entgegengenommen hat.
Im zweiten Punkt gebe ich ungern nach. Ich tue es aber der Sache zuliebe. Frau Baumann sagt, die Ausmerzaktionen hätten keinen Platz mehr. Ich verlange nicht mehr die Ausmerzaktionen als solche, sondern die Erhaltung der Vermarktung. Das ist ein wesentlicher Punkt. Wir brauchen eine Stelle, die zentral gesteuert ist, die mit den Metzgern verhandelt und die Plätze bestimmt, auf welche wir unsere Tiere bringen können. Der Bauer ist immer zu gutgläubig. Ab September verlieren wir zehn Rappen pro Liter Milch. Wir werden durch den Wegfall der Ausmerzaktionen viel Geld verlieren. Es wird gesagt, wir würden dafür Direktzahlungen erhalten. Wir wissen aber nicht, wie lange wir diese Zahlungen erhalten werden.
Die Erfahrung mit der Zucht zeigt, dass wir nach wie vor Vieh haben werden, das wir über die Organisation verwerten können müssen. Wir können das Vieh nur auf den Markt bringen, wenn wir die Sache koordiniert angehen. Der Grossmetzger muss uns das Vieh auf den betreffenden Plätzen abkaufen können. In meiner Gemeinde kauft der Metzger selbst kein einziges Stück Vieh mehr. Daher ist eine solche Organisation notwendig.
Frau Baumann sagt, die Ausmerzaktion wirke marktfördernd. Das stimmt nicht. Wenn keine Beiträge mehr bezahlt werden, besteht auch kein Reiz, mehr Tiere aufzu-

ziehen. Es geht nur um das Vieh, das uns nicht richtig gerät. Auch in der besten Zucht gibt es Vieh, das nicht als Nutzvieh verkauft werden kann. Daher ist eine solche Organisation notwendig. Ich ersuche Sie, der Motion, respektive dem Postulat zuzustimmen.

Geissbühler (Schwarzenbach). Die SVP-Fraktion unterstützt die Motion wie die Regierung. Vorderhand geht es nicht um die Ausrichtung von Beiträgen. Es geht um die Aufrechterhaltung der bisherigen Organisation für den Viehabsatz im Sinn der bisherigen Ausmerzaktionen. Die Organisation für den Viehabsatz ist für einen grossen Teil unserer Viehproduzenten von enormer Bedeutung. Auf der Abnehmerseite besteht heute eine grosse Machtkonzentration. Es gibt einige wenige grosse Abnehmer. Damit wir den Abnehmern mit einem gewissen Gewicht entgegentreten und in Sachen Preisbildung mitbestimmen können, muss das Angebot zusammengefasst werden können. Um das zu verwirklichen, sind Organisation und Überwachung der Schlachtviehmärkte unerlässlich. Die Hilfe unseres Landwirtschaftsamtes und der zuständigen Fachorganisationen ist notwendig. Ich versichere Ihnen, dass diese Massnahmen in keiner Art und Weise eine Anheizung der Produktion bewirken werden. Ich bitte Sie dringend um Zustimmung zum Vorstoss im Sinne der Regierung. Punkt eins soll als Motion, Punkt zwei als Postulat überwiesen werden.

Hutzli. Die FDP folgt dem Regierungsrat. Wir hätten einer Motion in Punkt zwei nicht zustimmen können. Ich erlaube mir noch zwei kritische Bemerkungen zum Vorstoss. Es ist von einer effizienten Vermarktung die Rede, die sichergestellt werden soll. Wir möchten festhalten, dass das mit Markt nichts zu tun hat. Auch im Rahmen der kantonalen Landwirtschaftspolitik sollte man wieder auf einen Markt zusteuern. Unter Markt ist eine Produktion zu verstehen, die einer Nachfrage folgt. Das ist bei der Viehproduktion im Berggebiet im Moment nicht der Fall.
Die zweite Bemerkung betrifft den Transport von Futtermitteln aus dem Mittelland ins Oberland. Uns fehlen die Zahlen, aber die Tatsache ist bekannt: Grosse Mengen von Futtermitteln werden ins Oberland transportiert. Dadurch wird die Viehproduktion aufgebläht. Der Kanton wird aufgerufen zu verhindern, dass die Bergbauern in ein Loch stürzen. Wir bitten die Volkswirtschaftsdirektion, ein Auge auf den Futtermitteltourismus zu werfen, damit dieser sukzessive zurückgedämmt werden kann. In diesem Sinn unterstützen wir den Vorstoss.

Kaufmann (Bern). Einerseits habe ich Mühe mit dem Vorstoss, anderseits habe ich Sympathie dafür. Mühe habe ich, weil man im Vorstoss bezüglich der neuen agrarpolitischn Landschaft mit einem relativ alten Zopf kommt. Der Zopf passt nicht mehr in die Landschaft, umso weniger als der Bund den Zopf bereits abgeschnitten hat. Wenn es um neue Möglichkeiten der Ausgestaltung der Landwirtschaftspolitik geht, zum Beispiel um ökologische Leistungen, wird sowohl auf eidgenössischer Ebene als auch im Grossen Rat seitens der Landwirtschaft gebremst. Auf neues, wie auf die Belohnung ökologischer Leistungen, lässt man sich nicht ein. Etwas Altbewährtes will man hingegen retten. Auch das macht mir Mühe.
Die Berglandwirtschaft ist keine aufgeblähte Landwirtschaft. Der grösste Teil des Viehs wird nicht im Berggebiet produziert. Der Überfluss entsteht an Orten mit Strukturen, die mit denjenigen der Berglandwirtschaft nichts zu tun haben. Für die Berglandwirtschaft ist es gut, wenn eine Möglichkeit gefördert wird, nicht gut geratenes Vieh abzusetzen.
Wie soll gefördert werden? Die Regierung will den ersten Punkt als Motion und den zweiten als Postulat übernehmen. Wenn wir die Punkte so überweisen, bauen wir – nach freisinnigem Wortlaut – wieder Begehrlichkeiten ein, die Millionen von Franken auslösen. Die Haltung der FDP in dieser Sache erstaunt mich sehr. Und das in einer Zeit, in welcher wir die grösste Mühe haben, Sparmassnahmen durchzusetzen. Ich verstehe nicht, warum der Regierungsrat den ersten Punkt als Motion übernehmen will.
Wenn ich den Punkt eins und die Antwort der Regierung dazu lese, stelle ich fest, dass die Regierung von sich aus nicht soweit ginge, wie das der Motionär verlangt. Nächstens werden wir uns darüber streiten müssen, ob es um den Motionstext oder um die Antwort der Regierung geht. Wenn ich die Antwort zu Punkt eins lese, kann auch dieser höchstens in Postulatsform überwiesen werden. Im Gegensatz zur SP-Fraktion könnte ich Punkt eins in Postulatsform zustimmen. Ebenso unterstütze ich Punkt zwei. Ich möchte aber klar festhalten, dass das kantonale System noch gründlich überlegt werden müsste. Im Sinne der Selbstorganisation und der Umverteilung müsste der Pool auch seitens der Landwirtschaft gespiesen werden. Der Staat müsste relativ zurückhaltend bleiben. Im Sinn einer Hilfe zur Selbsthilfe könnte man eine kantonale Ausmerzmöglichkeit tatsächlich diskutieren und auf eine realistische Basis stellen.

Beutler. Eigentlich wollte ich mich nicht äussern, damit nicht wieder gesagt wird, die Oberländer stünden vor dem Mikrofon Schlange. Einige Argumente bewegen mich dazu, nach vorne zu kommen. Frau Baumann, Beiträge an das Produkt sind GATT-konform. Wir haben das gründlich abgeklärt. Sie können den Kopf schütteln, wie Sie wollen. Wir haben vermutlich nicht dieselben Informationsquellen. Im Kanton Bern werden jährlich etwa 40000 Stück Vieh ausgemerzt. Die Stückzahl geht von alleine zurück. Daher kann man von den bisherigen Kosten ausgehen. Frau Baumann, Sie sollten darüber informiert sein, dass der Bundesrat drei Kommissionen einsetzt. Eine davon beschäftigt sich mit der Viehwirtschaft und dem Viehabsatz. Die Kommission ist auf gutem Weg, wieder eine Schlachtvermarktungsorganisation auf die Beine zu stellen. Dabei handelt es sich um ein rein organisatorisches Instrument. Auch die Kantone müssen mithelfen. Der Kanton hat eine Kommission eingesetzt, die wahrscheinlich Vorschläge machen wird. Das hat den Motionär zu Recht veranlasst, durch den Vorstoss eine rechtliche Grundlage zu schaffen.
Die Umwandlung in Direktzahlungen ist im Moment reines Wunschdenken. Nach dem Entscheid vom letzten Dienstag wird ab 1994 nur zu 50 Prozent ausgeglichen. Ich bin skeptisch, ob gemeinwirtschaftliche Leistungen insbesondere im Berggebiet abgegolten werden. Erst wenn andere Leute diese Leistungen ausführen müssen, wird man merken, was sie kosten. Ich ersuche Sie, dem Vorstoss im Sinne des Motionärs Rechnung zu tragen. Angesichts der Zahl von 40000, oder vielleicht eines Tages nur noch 30000 Stück Vieh, wird verständlich, dass wir die Ausmerzung nicht selbst organisieren können. Würden die Plätze zusammengelegt, müssten grosse Distanzen zurückgelegt werden. Wenn im Oberland nur noch vier Plätze vorhanden sein sollten, müsste allenfalls der jetzt noch vorgesehene Beitrag als Distanzen-

beitrag, als Spesenentschädigung ausgerichtet werden. Von einer Weiterführung wie bis anhin kann nicht die Rede sein, vor allem weil uns der Bund ganz eindeutig im Stich gelassen hat. Er weiss heute noch nicht, was er mit seinem Entscheid angerichtet hat. Er hat dem Berggebiet, das einseitig auf das Einkommen aus Fleisch und Milch angewiesen ist, einen schweren Schlag versetzt.

Siegenthaler, Volkswirtschaftsdirektor. Die Streichung der Ausmerzaktionen trifft in erster Linie Mittel- und Kleinbetriebe im Berggebiet. Für das Jahr 1994 wird man noch nicht bereit sein, die Direktzahlungen auszurichten. Ursprünglich war der Sinn der Ausmerzaktion, für die Zucht ungeeignete Tiere vom Markt zu entfernen und dabei dem Bauern etwas zukommen zu lassen. Die Aktion wurde im Laufe der letzten Jahre zur wichtigsten Viehabsatzmassnahme im Berggebiet – ob das richtig sei oder nicht, bleibe dahingestellt. Die Ausmerzaktionen verschwinden nun von heute auf morgen. Die jungen Landwirte lernen in den Schulen, wie ein Budget erstellt wird. Von einem Tag auf den anderen heisst es: «1995 gibt es keine Ausmerzaktionen mehr.» Dieser Punkt bewegt uns zur Gegensteuer.
Entscheidend ist auch die auf das Landwirtschaftsgesetz abgestützte Schlachtviehverordnung. Der Viehproduzent hat eine Preis- und Absatzgarantie. Auf die Preisgarantie komme ich noch zu sprechen. Der Landwirt ist berechtigt, sein Tier abzusetzen. Wie soll das gemacht werden, wenn die Tiere nicht zentral zusammengeführt und dem importberechtigten Handel zugeteilt werden können? Wenn ein Tier keinen Käufer findet, soll es dem importberechtigten Händler, gemessen an seinen Importkontingenten, zugeteilt werden. Ich habe das einige Jahre miterlebt. Das will man weiterhin gewähren. Daran will im Moment niemand rütteln. Darum sind zentrale Marktveranstaltungen notwendig.
Unser Hauptanliegen ist es, weiterhin im Berggebiet zentrale Marktveranstaltungen durchzuführen, damit überschüssige Tiere abgesetzt werden können, Herr Sumi. Aber nicht in der bisherigen Form. Die Märkte können nicht mehr in jeder Ortschaft durchgeführt werden, sondern müssen zentralisiert werden. Herr Sumi verlangt, man solle kantonale Beiträge in der bisherigen Grössenordnung ausrichten. Bis jetzt haben wir jährlich rund 5 Mio. Franken geleistet. Insgesamt haben die Bergbauern 20 Mio. Franken erhalten. Der Kanton hat – angepasst an seine Finanzkraft – ein Viertel des Betrags finanziert. Ob diese Grössenordnung beibehalten wird, ist für mich auch fraglich. Vielleicht braucht es einen Anreiz, damit die Tiere hingeführt werden. Vielleicht muss man sogar für den Käufer einen Anreiz schaffen. Eine gewisse Flexibilität müsste vorhanden sein. Ich bitte Sie, den Punkt eins als Motion anzunehmen, weil wir verpflichtet sind, in der Richtung zu gehen. Mit der Annahme von Punkt zwei kann der notwendige Spielraum geschaffen werden.
In bezug auf das Fleisch spielt der Markt, Herr Hutzli. Im Gegensatz zum Milchmarkt gibt es keine festen Preise und Kontingente. Je nach Angebot und Nachfrage variieren die Preise. Beim grossen Schlachtvieh sind die Preise gleich hoch wie vor 20 Jahren. In welchem Sektor ist das sonst noch zu finden? Es ist nicht richtig zu sagen, der Markt spiele nicht. Ich weiss, Sie haben es etwas anders gemeint. In Sachen Futtertourismus ist der Höhepunkt überschritten. Die Schlachtviehproduzenten sind aufgrund der hohen Preise an Futtermitteln nicht mehr so interessiert wie früher. Es gibt Bestimmungen noch und noch – Gewässerschutz, Düngergrossvieheinheiten –, die verhindern, dass ein Betrieb im Berggebiet bedeutend mehr Tiere hat, als es seine Fläche zulässt. Der Futtertourismus ist in den nächsten Jahren eindeutig in der Abnahme begriffen. Er hat tatsächlich existiert, das stelle ich nicht in Abrede.
In Sachen Ökologie hat man im Kanton Bern einiges gemacht, Herr Kaufmann. Man ist auch weiterhin bereit dazu. Ich bin froh, dass Sie im Vorstoss auch etwas Positives für das Berggebiet sehen. Wir haben klar einen Auftrag und sind nicht frei. Die von Herrn Oehrli genannte Arbeitsgruppe ist am Werk. Der Bund hat noch nicht entschieden, ob er weiterhin zentrale Marktveranstaltungen durchführen will. Zugegeben, wir könnten eine treffendere Formulierung finden. Etwa, der Kanton solle sich beim Bund für die Weiterführung eines Systems für die Vermarktung von Tieren engagieren. Darum geht es letztendlich. Das werden wir auch in erster Linie machen. Ich bin auch Mitglied der von Herrn Beutler angesprochenen Expertenkommission. Ich bitte Sie, dem Vorstoss im Sinne der Regierung zuzustimmen.

Abstimmung

Für Annahme von Pkt. 1 als Motion	70 Stimmen
Dagegen	39 Stimmen
Für Annahme von Pkt. 2 als Postulat	73 Stimmen
Dagegen	16 Stimmen

242/92

Postulat Meyer-Fuhrer – Frauenarbeitslosigkeit

259/92

Postulat Schärer – Spezielle Massnahmen zugunsten arbeitsloser Lehrabgängerinnen und Lehrabgänger

---

Wortlaut des Postulates Meyer-Fuhrer vom 7. Dezember 1991

Es ist eine bekannte Tatsache, dass bei erhöhter Arbeitslosigkeit die Frauen speziell betroffen sind. Die nach wie vor bestehenden Bildungs- und Ausbildungsdefizite von Frauen machen sie in der Regel zu schwerer vermittelbaren Arbeitslosen. Es kommt oft erschwerend dazu, dass Frauen wegen Familienpflichten, besonders wenn sie alleinerziehend sind, mehr Mühe haben, eine neue zumutbare Stelle zu finden.
Der Kanton wird eingeladen, Programme zur Weiterbildung und Umschulung von langzeitarbeitslosen Frauen zu entwickeln. Diese Programme sollen dem Lebensrhythmus von Frauen, insbesondere Müttern entsprechen (Teilzeit oder Angebot von Kinderbetreuung). Betriebe und Institutionen, die Frauen aus solchen Kursen einstellen, sollen Einarbeitungszuschüsse erhalten.

(43 Mitunterzeichner/innen)

Wortlaut des Postulates Schärer vom 8. Dezember 1992

Vor Ende November betrug die Zahl arbeitsloser LehrabgängerInnen nun über 600. Dabei sind diejenigen, welche Anfang November die RS abgeschlossen haben, noch nicht mitgezählt. Die genannten Arbeitslosen unterliegen besonders schwierigen Bedingungen, da sie wegen ihrer Stellenlosigkeit sich keine Berufspraxis aneignen können, andrerseits bei ihren Bewerbungen gerade wegen ihrer fehlenden Praxis abgewiesen werden.

Es ist zudem auch insofern eine besonders schwierige Situation für diese jungen Leute, als dass sie nun, nach 9 Jahren obligatorischer Schulzeit und 3 bis 4 Jahren Berufsausbildung, nicht in der Lage sind, ins Berufsleben einzusteigen und auch materiell sich eine selbständige Perspektive zu erarbeiten.
Aus diesen Gründen wird der Regierungsrat beauftragt, nach neuen Möglichkeiten – auch in andern Kantonen und international – zu suchen, dieser speziellen Art von Arbeitslosigkeit zu begegnen. Eine Zusammenarbeit mit den Arbeitgebern in dieser Hinsicht wäre zu prüfen und über die Resultate Bericht zu erstatten.

(47 Mitunterzeichner/innen)

Gemeinsame schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 17. März 1993

Die angespannte Arbeitsmarktlage trifft vor allem die unter 40jährigen Männer und Frauen. Deren Anteil an den Arbeitslosen beträgt nahezu drei Viertel. Bei Frauen, jugendlichen Erstbeschäftigten, aber auch bei Älteren und Ausländern stellen sich zusätzliche Probleme ein. Der Regierungsrat ist bereit, aktive und präventive Massnahmen zugunsten dieser Personengruppen im Rahmen der finanziellen und personellen Möglichkeiten zu fördern und dabei auch neue Möglichkeiten zu suchen und zu realisieren. Er vertritt jedoch die Auffassung, dass vorab die der Mehrheit aller Arbeitslosen offenstehenden Eingliederungsmassnahmen sicherzustellen sind.
Die Postulate Meyer-Fuhrer und Schärer verlangen beide Massnahmen zur Weiterbildung, Umschulung und Eingliederung besonderer von Arbeitslosigkeit betroffenen Personengruppen und werden deshalb gemeinsam beantwortet.
1. Frauenarbeitslosigkeit: Das prozentuale Verhältnis der von Arbeitslosigkeit betroffenen Frauen und Männern ist annähernd gleich und hat sich gegenüber dem Vorjahr kaum verändert. Die Beschäftigungsmöglichkeiten in den laufenden Beschäftigungsprogrammen sind vielseitig und erfordern in vielen Fällen keinen besonderen körperlichen Einsatz. Ein grosser Teil der vor allem in Bern und Biel angebotenen Einsätze steht Frauen und Männern gleichermassen offen. Kinderhütedienste für arbeitslose Frauen werden gegenwärtig integriert in bestehenden Programmen oder selbständig in Bern und Biel angeboten. In bestimmten Programmen sind nahezu ausschliesslich Frauen eingesetzt. Weitere Projektideen bestehen beispielsweise auch für die Zusammenführung von Frauen aus städtischen und ländlichen Gegenden im Rahmen besonderer Beschäftigungsprogramme für arbeitslose Stadtfrauen auf dem Land. Das breite Angebot an Weiterbildungskursen steht Frauen und Männern gleichermassen offen.
2. Arbeitslose Lehrabgängerinnen und Lehrabgänger: Der Regierungsrat hat sich in seiner Antwort vom 17. Juni 1992 zur Interpellation Hurni-Wilhelm vom 16. März 1992 zur Lage auf dem Arbeitsmarkt bezüglich Jugendarbeitslosigkeit, im besonderen der arbeitslosen Lehrabgängerinnen und Lehrabgänger, eingehend geäussert. Im letzten Jahr wurde bei der Jugendarbeitslosigkeit ein starker Anstieg verzeichnet. Ende Januar 1993 waren 553 Lehrabgängerinnen und Lehrabgänger als arbeitslos gemeldet. Gegenüber dem Ende September 1992 ermittelten Höchststand von 656 nahm die Zahl jedoch um 103 Personen ab. Der grösste Teil der betroffenen Personen hat eine Berufslehre in den Bereichen Büro, Handel und Verwaltung abgeschlossen. Für Arbeitslose aus diesem Wirtschaftszweig besteht bereits heute das grösste Angebot an Kollektivkursen. Jugendlichen stehen ausserdem sämtliche für Arbeitslose durchgeführte Weiterbildungskurse und Beschäftigungsprogramme offen. Der gezielte Besuch von Individualkursen nach erfolgter Abklärung durch die Berufs- und Laufbahnberatung wird als sinnvolle und erfolgversprechende Massnahme zur Anpassung des beruflichen Qualifikationsprofils gefördert. Dies gilt besonders für jugendliche Arbeitslose, denen auf dem Arbeitsmarkt meist nur die fehlende Berufserfahrung vorgehalten wird. Besondere Kurse für arbeitslose Lehrabgängerinnen und Lehrabgänger bestehen noch keine. Sofern das vorhandene Angebot an Weiterbildungsmöglichkeiten nicht ausreichen sollte, können zusätzliche Kurse in enger Zusammenarbeit mit Arbeitgeber- und Arbeitnehmerverbänden sowie den Berufsschulen konzipiert und durchgeführt werden. Dabei sollen auch neue Wege beschritten werden können. Eine verstärkte interkantonale und internationale Zusammenarbeit auf diesem Gebiet ist notwendig und ist im Rahmen des Verbandes Schweizerischer Arbeitsämter (VSAA) zusammen mit dem Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (Biga) eingeleitet. Der Regierungsrat ist bereit, auch neuartige weitere Projekte aktiv zu unterstützen.
Antrag: Annahme der Postulate Meyer-Fuhrer und Schärer.

Abstimmung

Für Annahme des Postulats Meyer-Fuhrer	Mehrheit
Für Annahme des Postulats Schärer	Mehrheit

207/92

Postulat Siegenthaler (Münchenbuchsee) – Ölfeuerungskontrolle

Wortlaut des Postulates vom 2. November 1992

Im Kanton Bern werden jährlich rund 40 Prozent der Ölbrenner durch Servicefirmen mit Serviceabonnementen gewartet. Die Inhaber von Abonnementen leisten somit einen wesentlichen Beitrag zur Luftreinhaltung. In den meisten Abonnementen ist auch eine vorschriftsgemässe Ölfeuerungskontrolle enthalten. Das Kiga anerkennt jedoch bis heute diese durchgeführten Kontrollen nicht. Die Gemeinden sind nach der Verordnung «über die Kontrolle der Feuerungsanlagen mit Heizöl extra leicht» beauftragt, die Ölfeuerungskontrollen durchzuführen. Es ist nicht einzusehen, warum eine unbedingte Kontrolle durch die Behörde durchzuführen ist, wenn diese gleichzeitig auch von Ölfeuerungskontrollfirmen vorgenommen werden.
Bei der jährlichen Abgaskontrolle der Motorfahrzeuge, die vom Garagegewerbe vorgenommen wird, besteht auch keine Nachkontrollpflicht. Weiter kommt dazu, dass die Gemeinden Kosten einsparen können, wenn bereits rund 40 Prozent der Ölbrenner auf privater Basis gewartet werden.
Der Regierungsrat wird aufgefordert, das Kiga zu beauftragen, Richtlinien zu erarbeiten, die die Anerkennung von Ölbrennerservicefirmen zur abschliessenden Ölfeuerungskontrolle ermächtigen.

(14 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 17. März 1993

Aufgrund von Artikel 13 der eidgenössischen Luftreinhalte-Verordnung (LRV) müssen die rund 97000 Feuerungsanlagen im Kanton Bern periodisch alle zwei Jahre kontrolliert werden. Der Vollzug dieser Kontrolle ist an die Gemeinden delegiert und erfolgt durch die kommunalen Feuerungskontrolleure. Die Kosten für die Kontrollmessungen werden nach dem Verursacherprinzip (Artikel 2 des Bundesgesetzes über den Umweltschutz) dem Anlagebetreiber überbunden. Dabei sollen die Kontrollgebühren so angesetz werden, dass die Feuerungskontrolle sowohl für die Gemeinden als auch für den Kanton kostenneutral ist. Mit Ausnahme der beiden Kantone Basel-Stadt und Schaffhausen wird die Feuerungskontrolle heute in der ganzen Schweiz nach diesem Vorgehensmuster vollzogen.
Der Postulant vermerkt richtig, dass von den 97000 Feuerungen im Kanton Bern zurzeit ungefähr 39000 Anlagen (ca. 40%) im Rahmen eines Serviceabonnements durch Fachfirmen gewartet werden. Das entspricht einem jährlichen Auftragsvolumen von 15,6 Mio. Franken für die Feuerungsbranche. Wie die Statistik der Kontrollresultate über mehrere Jahre zeigt, ist der Abschluss eine Serviceabonnementes aber keine Garantie dafür, dass diese Feuerungen lufthygienisch und energetisch einwandfrei betrieben werden. So mussten in den vergangenen Jahren jeweils im Durchschnitt über 6000 Anlagen mit Serviceverträgen von Privatfirmen (ca. 15%) beanstandet werden. Einzelne Servicestellen haben den Durchschnittswert der Beanstandungen erheblich überschritten, was zu berechtigten Demarchen seitens des Kantons geführt hat.
Mit der Revision der LRV im letzten Jahr wurden die Emissionsbegrenzungen für Feuerungsanlagen erheblich verschärft. Dei Auswertung der bisherigen Kontrollresultate lässt den Schluss zu , dass über 45 Prozent der Feuerungsanlagen im Kanton Bern künftig diesen Anforderungen nicht mehr genügen werden. Ein grosser Anteil dieser zu beanstandenden Anlagen kann durch eine sogenannte sanfte Sanierung (Leistungsreduktion, Abdichten des Heizkessels usw.) den verschärften Anforderungen angepasst werden. Damit diese Feuerungen nicht unnötigerweise einfach ausgewechselt werden, fordert die Beurteilung der Anlagen vom Kontrollorgan eine sehr gute Ausbildung und ein neutrales Verhalten gegenüber dem Heizungsbesitzer. Wie die Praxis zeigt, besteht ein grundsätzlicher Interessenskonflikt: Des öfteren wird dem Hausbesitzer einfach eine neue Feuerung offeriert, ohne dass vorher fachmännisch abgeklärt wird, ob die bestehende Anlage mit vernünftigem Aufwand saniert werden kann. In solchen Fällen entspricht die neutrale Beratung durch den Feuerungskontrolleur einem echten Bedürfnis.
Aus diesem Grunde wurde im Jahre 1990 eine vom Biga anerkannte Berufsprüfung für den/die Feuerungskontrolleur/in eingeführt. Die Anforderungen zum Erlangen dieses eidgenössischen Fachausweises sind sehr hoch. Aus dem Kanton Bern hat sich bisher ein einziger Servicemonteur zu dieser Prüfung entschlossen. Demgegenüber sind heute bereits 40 Feuerungskontrolleure aus dem Kanton Bern Inhaber des eidgenössischen Fachausweises, so dass die Kontrolltätigkeit zurzeit in 138 Gemeinden durch geprüfte Kontrolleure ausgeführt wird. Es ist vorgesehen, dass bis zum Jahre 1996 sämtliche Kontrolleure des Kantons Bern die Berufsprüfung absolviert haben. Von den 190 im Kanton Bern tätigen Feuerungskontrolleuren sind 90 Prozent auf privatwirtschaftlicher Basis tätig (Kaminfegermeister, nebenamtliche Privatpersonen usw.) und nur 10 Prozent führen die Feuerungskontrolle als Gemeindeangestellte durch. Eine weitergehende Privatisierung ist demzufolge kaum mehr möglich.
Die Feuerungskontrolle, wie sie heute durchgeführt wird, lässt sich ohne weiteres mit der Abgaskontrolle der Motorfahrzeuge vergleichen: Obwohl die jährliche Abgaskontrolle der Motorfahrzeuge durch das Garagegewerbe durchgeführt wird, ist eine periodische Prüfung der Fahrzeuge durch das kantonale Strassenverkehrsamt oder den TCS, analog der amtlichen Feuerungskontrolle, vorgeschrieben.
Der Regierungsrat überprüft laufend, inwieweit die in der LRV vorgeschriebene Mess- und Kontrolltätigkeit privatisiert werden kann. So werden schon heute im Kanton Bern Grossfeuerungen, Holzfeuerungen und andere Industrie- und Gewerbeanlagen im Auftrag des Kantons durch neutrale Privatfirmen (Ingenierunternehmungen, Messgemeinschaften usw.) kontrolliert und gemessen. Im vorliegenden Fall betrachtet der Regierungsrat die heutige Lösung als zweckmässig. Die Praxis zeigt, dass die neutrale Beratung durch die Feuerungskontrolleure sinnvoll ist und vom überwiegenden Teil der Heizungsbesitzer begrüsst wird. Einer generellen Anerkennung der Servicefirmen als «abschliessende Feuerungskontrolle», wie dies gefordert wird, kann aufgrund der dargelegten Verhältnisse zum heutigen Zeitpunkt nicht stattgegeben werden. Eine derartige Anerkennung kann in Betracht gezogen werden, wenn
- die in den nächsten Jahren aufgrund der verschärften LRV zu erwartenden Sanierungswelle bei Feuerungsanlagen abgeebbt ist;
- das Servicegewerbe den entsprechenden Ausbildungsstand erreicht hat;
- die Beanstandungsquote der Feuerungsanlagen mit Serviceabonnement unter die 5 Prozent-Grenze gefallen ist.

In diesem Sinne ist der Regierungsrat bereit, das Postulat anzunehmen und das Anliegen des Postulanten zum gegebenen Zeitpunkt erneut zu prüfen.

Abstimmung

Für Annahme des Postulats Mehrheit

257/92

Interpellation Aellen – EEE: l'après 6 décembre?

Texte de l'interpellation du 8 décembre 1992

La votation sur l'EEE a révélé le fossé profond qui existe entre la Suisse romande et la Suisse allemande. Le canton de Berne n'échappe pas à cette situation.
Les cantons romands pour échapper au marasme économique annoncé vont, semble-t-il, prendre toutes sortes d'initiatives. On a parlé d'accords bilatéraux, d'intensification des relations transfrontalières, notamment dans la région lémanique (Valais, Vaud, Genève, Savoie) et l'arc jurassien (Jura, Neuchâtel, Vaud, Franche-Comté). Le Jura sud semble donc bien isolé, lui qui a voté massivement oui à l'accord, et dont l'économie convalescente risque une terrible rechute.
Le gouvernement est prié de répondre aux questions suivantes:

1. Entend-il s'associer aux démarches futures qu'entreprendront les gouvernements romands pour qu'ainsi la volonté des districts francophones soit respectée?
2. Qu'envisage-t-il d'entreprendre pour que le chômage cesse de progresser chez nous voire qu'il retombe à la moyenne du triangle d'or?
3. Au-delà des déclarations d'intention, quelles sont les mesures pratiques qu'il peut prendre pour que notre région ne soit pas réduite à la longue à être une réserve d'Indiens?
4. Ne pense-t-il pas qu'il faudrait créer une cellule de crise ou un organisme chargé de traiter en priorité ces problèmes en vue de négociations futures?
5. Le canton se targue d'être un lien entre la Suisse alémanique et la Suisse romande. Le gouvernement entend-il défendre énergiquement les aspirations des districts francophones face à la Suisse allemande?
6. Si les démarches entreprises devaient échouer, le gouvernement ne pense-t-il pas qu'il serait temps de donner sa chance au Jura sud et de le laisser suivre sa propre voie?

(2 cosignataires)

Réponse écrite du Conseil-exécutif du 17 mars 1993

Le Conseil-exécutif s'est exprimé, dans sa réponse commune aux interpellations urgentes des députés Büschi (P 270/92) et Sinzig (I 265/92) sur les conséquences du rejet de l'accord EEE. Il tient à compléter les points développés dans ladite réponse de la manière suivante:
1. Les cantons ont jusqu'à ce jour très étroitement coopéré dans toutes les questions liées à l'intégration européenne. Cette coopération, qui s'est d'ailleurs poursuivie après le vote sur l'EEE, a porté ses fruits. Les cantons romands y ont contribué pour une bonne part, de même que le canton de Berne dont les efforts ont été largement reconnus. En ce qui concerne les problèmes spécifiquement régionaux, le canton de Berne continue de prendre part aux travaux de la Communauté de travail du Jura ainsi qu'à ceux du Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France.
2. Le Conseil-exécutif s'est engagé en particulier en faveur du Jura bernois dans une politique de promotion économique très active avec le lancement, en 1988 déjà, d'un Programme d'impulsion. Le Grand Conseil a approuvé un crédit de 4,5 millions de francs pour la mise en œuvre de ce programme.
Le 1er juillet 1992, le Conseil-exécutif a décidé de poursuivre et d'intensifier son effort en accordant, à titre de financement spécial, le même montant en faveur de ce programme pour une nouvelle période de cinq ans (fonds d'encouragement à l'économie). Par ces mesures le gouvernement cantonal veut soutenir la création et l'implantation d'entreprises dans le Jura bernois afin de diversifier son tissu industriel. Les efforts consentis durant les quinze dernières années ont permis de créer plus de 4000 emplois.
3. La construction de la N16, l'acquisition d'un terrain industriel de plus de 23000 mètres carrés à Reconvilier, l'aide à la viabilisation de zones industrielles communales (Villeret, Court, etc.), le développement de l'Ecole d'ingénieurs de Saint-Imier, la politique de promotion économique et le soutien de cette dernière au SIAMS, sont autant d'exemples attestant que le canton a pour objectif un développement durable de l'économie du Jura bernois.
4. Le Conseil-exécutif veut voir se renforcer la collaboration entre la Confédération et les cantons dans la perspective de négociations futures. Cette collaboration doit se poursuivre dans le cadre du Groupe de contact des cantons, qui s'occupe depuis 1989 des questions liées à l'intégration européenne. La création d'une cellule de crise, comme le suggère l'auteur de l'interpellation, n'est de ce fait pas nécessaire.
5. Le Conseil-exécutif a maintes fois rappelé que le canton de Berne veut assumer pleinement son rôle de trait d'union entre la Suisse romande et la Suisse alémanique et qu'il défend bien entendu aussi les intérêts des districts romands. Les objectifs et les moyens à mettre en œuvre aux échelons intercantonal, cantonal et régional sont définis dans le programme gouvernemental de législature, qui est soumis à l'approbation du Grand Conseil.
6. Même après le vote sur l'EEE, les pouvoirs publics du canton de Berne se doivent de respecter dans leur action la diversité des différentes régions du canton, et en particulier du Jura bernois. Il importe avant tout de viser une répartition équitable de la qualité de vie. Le maintien de la diversité en Europe – que le Conseil-exécutif a également appuyé dans son rapport sur l'EEE – implique, à l'échelon cantonal, que les identités régionales soient respectées et développées.

Präsidentin. Herr Aellen ist von der Antwort befriedigt.

266/92

Interpellation Ruf – Separatbeziehungen einiger Kantone zur EG/Beteiligung des Kantons Bern

Wortlaut der Interpellation vom 10. Dezember 1992

Nach verschiedenen Zeitungsberichten reagieren «9 Grenzkantone» auf das EWR-Nein mit der Bildung einer «Groupe de Concertation». Ziel dieser vom jurassischen Regierungsrat François Lachat «präsentierten» Gruppe ist die Schaffung von Kantonsvertretungen in Brüssel und das Abschliessen von Verträgen in bestimmten Bereichen mit dem benachbarten Ausland. Der Gruppe gehören die beiden Basel, Jura, Neuenburg, Waadt, Genf, Wallis Solothurn und Bern an.
Fragen an den Regierungsrat:
1. Ist es nicht eine Missachtung des Volkswillen und des Mehrheitsentscheides, wenn man gleich nach dem Nein zum EWR eine Gruppe ins Leben ruft, die lauthals das EWR-Nein beklagt und den Eindruck erweckt, sie respektieren den Mehrheitsentscheid nicht?
2. Der Regierungsrat des Kantons Bern nimmt erstaunlicherweise an dieser Aktion teil. 52,4 Prozent der Stimmbürgerinnen und Stimmbürger des Kantons Bern haben nach umfassender Information und in Kenntnis aller Fakten den EWR-Vertrag abgelehnt. Ist der Regierungsrat bereit, diesen demokratischen Entscheid vollumfänglich zu respektieren?
3. Wenn ja, verbietet sich deshalb nicht ein Mitmachen in der genannten «Groupe de Concertation», die offenbar den Volksentscheid nicht respektiert?

Schriftliche Antwort des Regierungsrates vom 17. März 1993

1. Beim «Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France» handelt es sich nicht um ein Gremium, das – wie der Interpellant annimmt – im Anschluss an das EWR-Nein vom 6. Dezember 1992 geschaffen wurde. Es besteht seit dem 11. Oktober 1982

und setzt sich aus den schweizerischen Grenzkantonen zu Frankreich zusammen. Es befasst sich mit der Koordinierung gemeinsamer Aktivitäten im Grenzraum in den Bereichen Wirtschaft (Standortbedingungen, Arbeitsmarkt, Grenzgänger, Tourismus), Verkehr (Strasse, Schiene), Raumplanung, Schulwesen und Kultur. Der Kanton Bern ist gemeinsam mit acht weiteren Kantonen (SO, BS, BL, VD, VS, GE, NE, JU) Mitglieder dieses Gremiums; Einsitz hat auch der Bund.
2. Die Beteiligung des Kantons Bern an dessen Aktivitäten hat sich bewährt; sie hat nichts mit dem EWR-Entscheid zu tun. Unter den Mitgliedern des «Groupe de concertation» befinden sich sieben Kantone, die dem EWR-Abkommen zugestimmt haben; diese haben an der Sitzung vom 8. Dezember 1992 ihre Enttäuschung kundgetan.
3. Der Regierungsrat ist der Auffassung, dass der Zusammenarbeit im Grenzraum eine grosse praktische Bedeutung zukommt und im Interesse der dort ansässigen Bevölkerung liegt, gerade in Zeiten wirtschaftlicher Rezession und steigender Arbeitslosigkeit. Der Kanton Bern wird sich deshalb weiterhin an den Arbeiten des «Groupe de concertation» beteiligen und sich zur optimalen Nutzung dieses regionalpolitischen Instrumentes einsetzen.

Präsidentin. Herr Ruf ist von der Antwort teilweise befriedigt.

222/92

Interpellation Verdon – Relance et promotion de l'économie

Texte de l'interpellation du 4 novembre 1992

Le lundi 2 novembre 1992, le conseiller fédéral J-P. Delamuraz a convoqué les états généraux de l'économie en séance. Une délégation représentant les directeurs de l'économie publique, de même que les partenaires économiques et sociaux de notre pays ont ainsi été reçus. L'objectif de cette réunion concernait essentiellement la relance et la promotion de l'économie, face à la forte augmentation du chômage.
Quelle position et quelle stratégie notre gouvernement a-t-il défendues devant la Conférence des directeurs de l'économie publique et devant le Conseil fédéral?

Réponse écrite du Conseil-exécutif du 17 mars 1993

L'invitation à la réunion dont il est fait mention dans l'interpellation était adressée entre autres à la Conférence des chefs des Départements cantonaux de l'économie publique (CDEP), qui y a délégué les membres de son comité. Le directeur de l'économie publique du canton de Berne ne faisant pas partie de ce comité, aucune prise de position n'a été émise de la part du canton de Berne lors de cette réunion.
Le Conseil-exécutif suit de près les efforts entrepris à l'échelon fédéral en vue d'améliorer la situation économique. Il est favorable à toute forme de consultation entre la Confédération et les cantons. Il a également souligné à maintes occasions que les améliorations des conditions-cadre étaient en premier lieu du ressort de la Confédération (économie nationale) et que les obstacles et entraves créés par le canton lui-même devaient être supprimés. En ce qui concerne les stratégies envisagées par le canton de Berne, nous vous renvoyons au rapport du Conseil-exécutif intitulé «Stratégies et mesures visant à conforter la position de l'économie bernoise» et publié en février 1993. Ce rapport montre que les objectifs cantonaux concordent avec les mesures fédérales et il prévoit la mise en œuvre de ces mesures à l'échelon cantonal.

Präsidentin. Herr Verdon ist von der Antwort befriedigt.

Schluss der Sitzung um 16.25 Uhr

Die Redaktorinnen:

Monika Hager (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Fünfte Sitzung

Donnerstag, 6. Mai 1993, 9.00 Uhr

Präsidentin: *Eva-Maria Zbinden-Sulzer,* Ostermundigen

Präsenz: Anwesend sind 173 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Albrecht, Bay, Begert, Blaser (Münsingen), Emmenegger, Flück-Lehner, Gallati, Geissbühler (Bern), Gilgen-Müller, Hari, Hügli, Imdorf, Kilchenmann, Lüthi, Matti, Probst, Rickenbacher, Rychen, Rychiger, Schibler, Schwander, Sidler-Link, Sinzig, Sutter, Wasserfallen, Wehrlin, Weidmann.

027/92

Postulat urgent Aellen – Information et chômage

Texte du postulat du 27 janvier 1993

D'après certaines déclarations, l'information aux chômeurs passe mal dans certaines communes. Parfois, les responsables de ces services se contentent du strict minimum, soit qu'ils soient dépassés par l'ampleur de la tâche, soit qu'ils soient incomplètement formés dans ce domaine. Il faut en effet avoir un minimum d'enthousiasme et de disponibilité pour dialoguer avec nos concitoyennes et concitoyens frappés par le chômage. La chose n'est pas si facile que l'on croit. Si certaines municipalités font de gros efforts, d'autres s'en tiennent au strict nécessaire. D'autre part, certains conseils communaux ne planifient pas à long terme des programmes d'occupation destinés aux chômeurs en fin de droit. Ils agissent au coup par coup et sont souvent pris au dépourvu. Enfin, la collaboration entre les services cantonaux laisse également à désirer. Ainsi, la promotion économique annonce pour la partie française du canton la création de 200 emplois, mais ne communique rien au Service régional de placement.

Par conséquent, je demande au gouvernement

a) d'envisager la possiblité d'organiser des cours de perfectionnement pour les employés communaux responsables des chômeurs afin de les aider dans leur tâche;
b) de rappeler aux communes les devoirs qu'elles ont à l'égard des chômeurs en fin de droit;
c) de prendre les mesures nécessaires pour que l'information passe mieux entre les services cantonaux s'occupant de l'emploi.

(2 cosignataires)

Réponse écrite du Conseil-exécutif du 7 avril 1993

Le chômage ayant dépassé tous les records et ne cessant de croître, il est nécessaire que les offices communaux du travail soient en mesure d'accomplir leurs tâches avec le maximum d'efficacité, en en particulier de fournir aux chômeurs des informations et des renseignements corrects. Le perfectionnement professionnel des responsables des offices du travail revêt donc une importance décisive.

1. Cours de perfectionnement pour employés communaux: il est renvoyé au chiffre 5 de la réponse commune du 17 février 1993 que le Conseil-exécutif a donnée aux postulats Blatter et Liniger.

2. Devoirs des communes à l'égard des chômeurs en fin de droit: Les prestations de services de l'office du travail sont dues aussi bien aux chômeurs touchant les indemnités qu'aux chômeurs arrivés en fin de droit. L'arrêté fédéral urgent adopté par les chambres fédérales en date du 16 mars 1993 permet d'encourager l'occupation de chômeurs qui n'ont pas encore épuisé leur droit aux indemnités dans des programmes appropriés grâce à la possibilité de subventionner ces programmes jusqu'à 100 pour cent. Ces derniers mois, l'Office cantonal de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OCIAMT) a organisé avec les préfets des séances d'information par district pour promouvoir des programmes d'occupation supplémentaires, séances auxquelles ont participé non seulement les services communaux concernés mais aussi les conseillers communaux compétents. Vu les résultats positifs, il est prévu de développer ce type d'information.

3. Amélioration du flux de l'information entre les services cantonaux: Les questions importantes et essentielles des domaines politiques ressortissant à l'OCIAMT et à l'Office du développement économique (ODECO) sont discutées avec le directeur de l'économie publique au cours d'une conférence trimestrielle propre à la Direction. Cette rencontre régulière, instaurée au début de cette année, permet de renforcer les contacts et de favoriser les échanges d'information. L'OCIAMT a par ailleurs transformé le Service régional de placement de Reconvilier en un Centre régional du Jura bernois. Cette mesure permet, dans un domaine d'exécution touchant aussi bien les travailleurs que les employeurs, de renforcer et d'intensifier l'information entre les autorités de la région agissant dans le domaine de l'emploi.

Le Conseil-exécutif considère que les requêtes du postulat sont satisfaites.

Proposition: accepter et classer le postulat.

Aellen. C'est une rencontre entre les responsables du Service régional de placement du Jura bernois et la Députation qui m'a poussé à déposer ce postulat. Il a été question, lors de cet échange de vues, particulièrement d'information.

Je me réjouis que le gouvernement s'investisse dans ce domaine. Malheureusement, malgré toutes les bonnes volontés, il reste encore quelques points noirs. Plusieurs chômeurs ont pris contact avec moi après le dépôt du postulat. Tous constatent que l'information est parfois incomplète, qu'ils sont déboussolés et désemparés devant cette situation. Ils ne savent souvent pas quoi faire et ils aimeraient être aidés dans leurs démarches par des conseils simples et efficaces. Force est de constater que certains offices communaux du travail ne prennent pas la peine d'informer les travailleurs et que d'autres – il faut le souligner ici – font un excellent travail. Des petites choses, ne demandant pas un investissement considérable, pourraient être mises en place: par exemple, tableaux d'information avec les adresses et les numéros de téléphone des services régionaux, conseils permanents sous forme d'affiches, présentoirs pour les prospectus informatifs à l'intention des chômeurs. Enfin, certains préposés devraient une bonne fois changer d'attitude et ne pas continuer à considérer tous les gens au chômage comme des profiteurs ou des fainéants. Je me réjouis également de voir s'accélérer la mise en place des programmes d'occupation et s'instaurer une collaboration entre certaines communes. C'est d'ailleurs le cas pour les municipalités de Tavannes, Reconvilier, Saicourt, Bévilard, Malleray, qui ont confié la responsabilité de cette tâche à notre collègue Voiblet. Moutier, pour sa part, a mis sur pied une cellule de chômage.

Mais d'autres communes n'ont encore rien entrepris et se contentent d'un simple contrôle. Je remarque avec satisfaction qu'il existe dans le domaine de l'information entre les services cantonaux une conférence trimestrielle propre à la Direction de l'économie publique. Il faudrait alors que l'information passe à la base également. Il me semble qu'on a commencé d'aller dans une bonne direction; à mes yeux toutefois, cela n'est pas suffisant et on peut toujours améliorer cette situation.
C'est la raison pour laquelle je m'oppose au simple classement de ce postulat. Je pourrais éventuellement revoir ma position au vu des réponses que j'obtiendrai aux questions suivantes: Monsieur le directeur de l'économie publique, êtes-vous prêt à intensifier la formation des employés des offices communaux, êtes-vous prêt à intensifier les séances d'information pour promouvoir des programmes d'occupation supplémentaies et enfin êtes-vous prêt à encore améliorer le flux des informations au sein des services de l'administration cantonale? Je vous prie dans tous les cas d'accepter ce postulat, qui n'a d'autre but que d'aider des hommes et des femmes souvent désemparés par cette plaie qu'est le chômage.

Siegenthaler, Volkswirtschaftsdirektor. Zwischen der Absicht und der Auffassung von Herrn Aellen und den Arbeiten und Absichten bezüglich Information durch Kanton, Gemeinden und Arbeitsämter gibt es meines Erachtens keine wesentlichen Differenzen. Es ist eine Daueraufgabe unserer Direktion in einer Zeit hoher Arbeitslosigkeit, Information und Ausbildung zu verbessern. Wir sind daran, es zu tun. In der Antwort auf die Vorstösse Blatter (Bern) und Liniger haben wir bereits gesagt, was alles gemacht wird, was wir verbessern möchten. Aber es gibt auch Grenzen. In unserem System von Bund, Kanton und Gemeinden wird es wahrscheinlich nie möglich sein, jede Information ganz klar bis zu jedem Gemeindebeamten weiterzutragen.
Zum Punkt c des Postulats kann ich sagen: Intern haben wir eine eindeutige Verbesserung, indem wir, seit der Schaffung der neuen Direktion, jetzt regelmässige Rapporte haben zwischen dem kantonalen Amt für wirtschaftliche Entwicklung und dem Kiga. Das wird sich nachher auch umsetzen in der Arbeit gegenüber den Arbeitsvermittlungsstellen der Gemeinden.
Wir werden also diese Arbeiten ständig überprüfen und verbessern, soweit es nötig ist. Aber es gibt auch eine Art Holschuld. Die Gemeinden müssen die Informationen auch holen.
Wir anerkennen die Bedeutung des Vorstosses. Aber im Sinn der Ökonomisierung der Kräfte und weil wir in dieser Richtung weiterhin etwas tun, schiene es mir richtig, den Vorstoss abzuschreiben.

Aellen. Le directeur de l'économie publique a répondu de manière satisfaisante aux questions que je lui avais posées. Je ne m'oppose donc plus au classement de ce postulat.

Abstimmung

Für Annahme des Postulats	53 Stimmen
Dagegen	3 Stimmen
	(Viele Enthaltungen)
Für Abschreibung des Postulats	61 Stimmen
	(Einstimmigkeit bei vielen Enthaltungen)

040/93

Dringliche Interpellation Salzmann – Butterzentrale Burgdorf

Wortlaut der Interpellation vom 9. März 1993

Wie wir der Presse entnehmen konnten, ist vorgesehen, die Tore der Butterzentrale zu schliessen. Der Zeitpunkt der endgültigen Schliessung ist allerdings nicht bekannt und kann oder will von den verantwortlichen Instanzen nicht bekannt gegeben werden.
Ein solches Vorgehen hat für die Region schwerwiegende Folgen, handelt es sich doch um ca. 60 Arbeitsplätze. Die Verlegung und Abwanderung solcher Betriebe in die Agglomeration Bern oder sogar in andere Kantone ist für den Wirtschaftsstandort Emmental nicht förderlich. Die Behörden in der Region machen sich ernsthaft Sorgen.
Ich bitte daher die Regierung um die Beantwortung folgender Fragen:
1. Hat der Regierungsrat von dieser Absicht Kenntnis?
2. Ist dieses Vorhaben auf die finanzpolitische Kürzung zurückzuführen (Milchrechnung)?
3. Könnte diese Massnahme sogar mit der angedrohten Milchpreissenkung im Zusammenhang stehen (weniger Marge für Milchverwertungsbetriebe)?
4. Was unternimmt der Regierungsrat, um den Wirtschaftsstandort (Arbeitsplätze) im Emmental zu erhalten?

(2 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Antwort des Regierungsrates vom 7. April 1993

1. Der Regierungsrat hat ebenfalls durch die Presse von der vorgesehenen Schliessung der Butterzentrale Burgdorf erfahren.
Der Kanton ist bekanntlich an der Butterzentrale Burgdorf nicht beteiligt. Seit 1. Januar 1993 ist diese in alleinigem Besitz des Milchverbandes Bern (MVB) / Intermilch AG. Bis Ende 1992 war der Bernische Milchkäuferverband zu 50 Prozent Miteigentümer.
2. Es besteht zweifellos zumindest ein indirekter Zusammenhang mit der finanzpolitischen Situation auf eidgenössischer Ebene. Die Milchrechnung wird durch die Anwendungen für die Butterverwertung stark mitbelastet.
3. Die angedrohte Milchpreissenkung dürfte auf den Entschluss der Intermilch AG keinen unmittelbaren Einfluss haben. Vielmehr steht die angekündigte Schliessung der BZ Burgdorf im Zusammenhang mit den laufenden Restrukturierungs- und Rationalisierungsmassnahmen auf Ebene MVB/Intermilch AG und der Milchverbände (Toni Lait). Es gilt zu berücksichtigen, dass die Landwirtschaft allgemein und speziell die Milchwirtschaft einem starken öffentlichen Druck ausgesetzt sind.
4. Der Regierungsrat hofft, dass die Intermilch AG für die Butterzentrale eine Produktionsalternative finden wird. Angesichts der Bedeutung der Milch- und Käseproduktion im Emmental wäre auch in Zukunft eine milchwirtschaftliche Nutzung der vorhandenen Gebäulichkeiten mehr als erwünscht.
Der Regierungsrat ist weiterhin bestrebt, im Emmental entsprechend den Zielsetzungen der regionalen Entwicklungskonzepte Trachselwald, oberes Emmental und Kiesental, aber auch im Sinne der Regionalplanung Burgdorf, die räumlichen Voraussetzungen und Anreize für unternehmerische Entwicklungsmöglichkeiten zu schaffen. Dadurch sollen solche Investitionen und Um-

strukturierungen erleichtert werden, die Arbeitsplätze sichern oder neu schaffen helfen. Es sei erinnert an die gemeinsam mit der Einwohner- und Burgergemeinde Burgdorf erfolgte Schaffung und Erschliessung der Industriezone Buchmatt, was die An- und Aussiedlung einer ganzen Anzahl von Betrieben ermöglichte.
Der Regierungsrat führt im Rahmen der Wirtschaftsförderung diese Anstrengungen als langfristig ausgerichtete Strategie fort. Erwähnt seien – neben dem Ausbau der regionalen Infrastruktur – die Vermittlung freiwerdender Räumlichkeiten für neue unternehmerische Aktivitäten, die gezielten Akquisitionsanstrengungen, ferner Finanzierungshilfen für unternehmerische Investitionsvorhaben wie arbeitsplatzschaffende oder sichernde Erweiterungen, Neugründungen oder Neuansiedlungen. Vorbedingung ist stets, dass positive Marktaussichten, ein überzeugendes unternehmerisches Konzept und finanzielle Tragbarkeit eines Vorhabens vorliegen müssen.
Demgegenüber würde es der Regierungsrat als verfehlt erachten, in den Strukturwandel behindernd oder gar verbietend im Einzelfall eingreifen zu wollen. Vom Markt diktierte Strukturanpassungen würden dadurch nur hinausgezögert und die Machtposition einer Unternehmung oder Branche weiter letztlich geschwächt.
Der Regierungsrat erhofft sich aber auch, dass entsprechend den Erkenntnissen des «Wirtschaftskonzeptes Emmental» des Handels- und Industrievereins Initiativen von regionalen Wirtschaftsorganisationen, Gemeinden und Privaten ergriffen werden: Die dort genannten Aktoren sind eingeladen mitzuhelfen, die zahlreichen guten Ratschläge umzusetzen und durch ihre Initiativen ebenfalls positive Standortsignale zu setzen.

Präsidentin. Herr Salzmann ist von der Antwort des Regierungsrates teilweise befriedigt.

028/93

Interpellation urgente Verdon – Ligne de conduite gouvernementale face au rejet populaire de l'EEE

Texte de l' interpellation du 27 janvier 1993

Le Conseil-exécutif s'est rapidement déclaré favorable à l'accord portant sur l'Espace Economique Européen. Suite au refus par le peuple suisse et bernois de ce projet le 6 décembre 1992, je souhaite connaître:
1. Quelle stratégie le Conseil-exécutif mène-t-il pour éviter l'isolement et pour intensifier le processus de rapprochement dans les domaines de l'économie (collaboration transfrontalière, politique régionale ...), de la formation et des voies de communication?
2. Quelle ligne de conduite le gouvernement s'est-il assignée, du point de vue législatif (recherche systématique d'une eurocompatibilité lors de l'élaboration d'une nouvelle loi, d'un décret ...)?
3. Le gouvernement défend-il une politique de déréglementation pour combler le vide laissé par le résultat de ce vote? Si oui, quels en sont les aspects essentiels?
4. Le Conseil-exécutif a-t-il l'intention de conduire une politique d'explication et d'information du public dans ces domaines?

Réponse écrite du Conseil-exécutif du 7 avril 1993

Le Conseil-exécutif s'est exprimé de manière détaillée dans sa réponse commune aux interpellations urgentes des députés au Grand Conseil Büschi (P 270/92) et Sinzig (I 265/92) sur les conséquences du rejet de l'EEE. En guise de réponse aux questions posées par l'auteur de l'interpellation, il précise en outre les points suivants:
1. Au lendemain de la votation sur l'EEE, il convient d'exploiter de manière optimale les possibilités offertes actuellement de supprimer toute entrave à l'exercice d'activités économiques ou professionnelles, à l'échelon fédéral comme à l'échelon cantonal. Le Conseil fédéral a défini ses intentions dans son message du 24 février 1993 concernant le programme consécutif au rejet de l'accord EEE. Les cantons devront pour leur part y contribuer en créant, dans le cadre de leurs relations nationales ou internationales, les conditions permettant la mise en œuvre d'une politique ouverte sur l'Europe, le développement de la collaboration transfrontalière dans les domaines de la formation, de la recherche et des transports et la revitalisation de notre économie. Le Conseil-exécutif a adopté le 10 février 1993 le rapport sur les «stratégies et mesures visant à conforter la position de l'économie bernoise», qui se fonde sur trois principes, «s'ouvrir», «se renouveler» et «se renforcer». Le Conseil-exécutif conçoit les mesures et les stratégies proposées comme un moyen de compléter et de renforcer le programme fédéral sur la revitalisation de l'économie. Un programme d'application des mesures envisagées dans le rapport sur les stratégies est actuellement en préparation. Il sera présenté au Conseil-exécutif le 21 avril 1993 dans le cadre d'une journée de réflexion.
Le Conseil-exécutif attire l'attention de l'auteur de l'interpellation sur une déclaration commune des gouvernements cantonaux du Nord-Ouest de la Suisse, faite le 15 janvier 1993, à propos des mesures à envisager à la suite du rejet de l'EEE. L'une des mesures importantes proposées dans cette déclaration a déjà été prise, à savoir la signature de la convention intercantonale sur la reconnaissance mutuelle des diplômes de fin d'études. Elle a été préparée sous les auspices de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique et adoptée le 18 février 1993. Un premier pas vers le libre exercice de ces professions dans toute la Suisse a ainsi été franchi. Cette mesure pourra par la suite être élargie à d'autres diplômes étrangers.
2. A la veille de la votation sur l'EEE, les directions de l'administration cantonale ont systématiquement vérifié, sous la conduite du délégué aux affaires européennes, si les textes législatifs cantonaux étaient compatibles avec les dispositions de l'Accord EEE. Un programme d'adaptation des textes cantonaux aux règles EEE a été ensuite mis au point et soumis à l'approbation du Conseil-exécutif le 18 novembre 1992. On sait au moins actuellement quels domaines devront faire l'objet d'adaptations législatives. Il n'existe, certes, à l'heure actuelle – après le rejet par le peuple et les cantons de l'EEE – aucune obligation pour notre pays d'adapter ses textes légaux. Les travaux préparatoires effectués dans ce but auront néanmoins tôt ou tard leur utilité. Le Conseil-exécutif rappelle en outre qu'il a confié le mandat à l'administration cantonale, le 1er novembre 1989, de vérifier l'eurocompatibilité des nouveaux textes législatifs et de présenter le résultat des recherches sous forme de prises de position et de rapports (cf. ACE 4518, 1989). Ce mandat reste valable indépendamment de la votation sur l'EEE.
3. Le rapport du Conseil-exécutif mentionné ci-dessus (point 1) énumère un grand nombre de mesures destinées à consolider les structures économiques de notre canton. Parmi ces mesures, il convient de relever celles visant à supprimer toute réglementation abusive dans

le cadre d'une économie de marché à caractère social et respectueuse de l'environnement. Citons à titre d'exemple la révision de la loi sur les constructions dont l'un des objectifs est de simplifier et de coordonner les procédures nécessaires à la réalisation d'un projet. Le projet de loi sera présenté au Grand Conseil en 1993. La suppression de l'obligation de soumettre à une autorisation l'exercice de certaines professions ou activités économiques va dans le même sens. Cette obligation ne sera maintenue que pour les professions et activités qui présentent un danger potentiel manifeste pour la santé et la sécurité publiques.
4. Le Conseil-exécutif mettra le parlement et le public au courant des mesures envisagées au lendemain du rejet de l'EEE dans le programme d'application susmentionné. Le rapport lui-même a été présenté par la délégation du Conseil-exécutif aux affaires économiques lors d'une conférence de presse qui a eu lieu le 2 mars 1993.

Präsidentin. Herr Verdon ist von der Antwort des Regierungsrates befriedigt.

258/92

Motion Schärer – Gesetzlich festgelegte Minimallohngarantie

Wortlaut der Motion vom 8. Dezember 1992

Der Regierungsrat wird beauftragt, im Sinne einer Standesinitiative beim Bund vorstellig zu werden, um die gesetzliche Festlegung einer Minimallohngarantie zu erwirken.
Begründung: Grundsätzlich sollte gelten, dass wer arbeitet, damit auch ein genügendes Auskommen finden sollte. Auch von der menschenrechtlichen Seite her gesehen sollte gesichert sein, dass der Arbeitslohn verhindert, dass Menschen trotzdem in Armut leben müssen. Gesamtarbeitsverträge sind bilaterale Verträge, welche sich jeweils nur auf beschränkte Sektoren beziehen, also den Minimallohn jeweils auch nur für diese beschränkten Sektoren garantieren. Auch breit gestreute Gesamtarbeitsverträge vermögen demnach nicht eine generelle Minimallohngarantie zu gewährleisten. Die neuere Entwicklung zeigt zudem, dass die Verbindlichkeit von Gesamtarbeitsverträgen zunehmend in Frage gestellt wird. Die Armutsstudie über den Kanton Bern erhärtet mit ausreichender Deutlichkeit, dass eine beachtliche Anzahl von Leuten im Kanton Bern, welche mindestens 30 Stunden pro Woche arbeiten, trotzdem an der Armutsgrenze leben. Schliesslich leuchtet es nicht ein, weshalb Menschen den Gang zum Staat antreten sollen, bloss weil ihnen von seiten der Arbeitgeber eine existenzsichernde Entlöhnung verwehrt wird.

(46 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 24. März 1993

Es ist unbestritten, dass das Erwerbseinkommen zumindest das Existenzminimum sicherstellen sollte, wie dies der Motionär in seiner Begründung festhält. Allerdings ist fraglich, ob bereits eine Arbeitszeit von mindestens 30 Stunden pro Woche dazu ausreichen müsste, wie dies der Motionär mit dem Bezug auf die Armutsstudie impliziert. In der Schweiz beträgt die durchschnittliche Wochenarbeitszeit gegenwärtig rund 41 Stunden.
Die von den Sozialpartnern ausgehandelten Gesamtarbeitsverträge decken einen sehr grossen Teil der Erwerbsbevölkerung ab und garantieren Mindestlöhne. Den Vertragsparteien steht zudem die Möglichkeit offen, geltende Gesamtarbeitsverträge allgemeinverbindlich erklären zu lassen. Die Sozialpartnerschaft in der Schweiz hat eine lange Tradition gerade wegen des Verantwortungsbewusstseins der Sozialpartner.
Eine Minimallohngarantie, wie vom Motionär gefordert, wäre aus praktischen Gründen sehr schwer zu verwirklichen. Die grossen regionalen Unterschiede der Lebenshaltungskosten (Stadt/Land) verunmöglichen die Festlegung des Existenzminimums und somit des Minimallohns auf einen bestimmten, für die ganze Schweiz geltenden Betrag.
Die Festlegung eines Mindestlohnes widerspricht der klassischen Volkswirtschaftslehre. Wird der Mindestlohn über den Marktlohn angehoben, entsteht ein Ungleichgewicht auf dem Arbeitsmarkt. Als Folge der Lohnerhöhung nimmt die Beschäftigung ab und die Arbeitslosigkeit zu. Diese Massnahme würde sogar zu einer zusätzlichen Beanspruchung des Staates führen. Anstelle eines minimalen Lohneinkommens sind die Betroffenen im Falle der Arbeitslosigkeit ganz ohne Erwerbseinkommen und deshalb nicht mehr nur teilweise, sondern ganz auf Sozialhilfe durch den Staat angewiesen.
Als Folge der Anhebung der Mindestlöhne kann, so ein anderes Szenario, mit der Überwälzung der gestiegenen Lohnkosten auf die Preise gerechnet werden. Damit handelt sich der Unternehmensstandort Schweiz durch die Verteuerung des Produktionsfaktors Arbeit einen Wettbewerbsnachteil ein. Neben einer Verteuerung der Exporte ist auf dem inländischen Markt mit Preiserhöhungen und mit einer entsprechenden Teuerung zu rechnen. Durch die Inflation werden wiederum die unteren Einkommen und die Sparer stärker betroffen.
Die vom Bundesrat ins Auge gefassten Massnahmen der Deregulierung und Liberalisierung zielen auf ein besseres Funktionieren der Märkte ab. Die Festlegung eines Mindestlohnes ist eine zusätzliche Regulierung des Arbeitsmarktes und widerspricht den anvisierten wirtschaftspolitischen Massnahmen des Bundes.
Antrag: Ablehnung der Motion

Schärer. Ich werfe hier ein Problem auf, bei dem ich nicht erwarte, dass der Kantons selbst es löst. Der Kanton soll mit einer Standesinitiative an den Bundesrat gelangen, um so die Festlegung einer Minimallohngarantie zu erwirken. In welcher Form das geschehen soll, sage ich nicht, denn das wird einer präziseren Behandlung dieses Problems vorbehalten bleiben.
Die Antwort der Volkswirtschaftsdirektion auf meinen Vorstoss ist ein wenig aus dem Ärmel geschüttelt, wobei die Verfasser offenbar ein kurzärmliges Hemd trugen. Die Antwort wird dem Problem in keiner Art und Weise gerecht. Es wird verwiesen auf die Gesamtarbeitsverträge. Offensichtlich ist man nicht auf dem neusten Stand der Entwicklung. In der Bauindustrie beispielsweise werden die Gesamtarbeitsverträge nur etwa bei der Hälfte der Betriebe eingehalten. Auch sonst werden in der Industrie die Gesamtarbeitsverträge zunehmend ausgehöhlt. Vor diesem Hintergrund erscheint die Meinung des Regierungsrates, man müsse sich auf die Gesamtarbeitsverträge stützten, entweder als Ausdruck von Desinformiertheit oder dann als Desinformation. Zudem decken die Gesamtarbeitsverträge nicht alles ab, sondern es bestehen in verschiedenen Berufssparten

zum Teil grosse Lücken. Damit verschärft sich das Problem noch einmal.
Bei dem gegenwärtigen Zerfall der Sozialpartnerschaft muss doch eine staatspolitische Verantwortung wahrgenommen werden, die nicht nur den Wirtschaftssektor sieht, sondern den Überblick über alles hat. Bei einer solchen Optik müsste man sehen, dass im Moment auf dem Arbeitsmarkt nur noch das nackte Kräfteverhältnis ausschlaggebend ist. Der Grosse Rat hat sich in den letzten Jahren mit einer neuen Verfassung beschäftigt, und von daher müsste er doch den Blick ein wenig geweitet haben und das Problem der Minimallöhne ernstnehmen. Solche Minimallöhne sollen garantieren, dass diejenigen, die ihre Arbeitskraft zur Verfügung stellen, dafür einen Lohn beziehen können, der ihre Lebensbedürfnisse voll abdeckt – nicht mehr und nicht weniger.
Ich habe nicht gefordert, dass – wie es mir die Antwort des Regierungsrates unterschiebt – ein starrer Minimallohn für die gesamte Schweiz ins Auge gefasst werden soll. Eine Differenzierung ist selbstverständlich möglich. Man soll doch von der Volkswirtschaftsdirektion her nicht so tun, wie wenn die einzige Möglichkeit ein einziger starrer Minimallohn vom Tessin bis Basel und von Graubünden bis in den Jura wäre. Das ist eine demagogische Antwort, die ich ganz entschieden zurückweisen muss. Differenzierung ist möglich. Im Schuld-, Betreibungs- und Konkursrecht, im Steuerrecht, bei den Krankenkassen usw. sehen wir durchaus die Möglichkeit von Differenzierungen nach Regionen. Das ist auch hier möglich. Auch die Argumentation, es gäbe mehr Staatsaufgaben, scheint mir ein wenig naiv – vielleicht gewollt naiv. Wenn die Minimallöhne nicht existenzsichernd sind, kommen die finanziellen Belastungen wieder auf den Staat zurück. Ein solcher Kreislauf ist doch eigentlich ein volkswirtschaftlicher Unsinn. Wer keine Arbeit findet, bekommt staatliche Arbeitslosenunterstützung, und wer nur noch teilzeitlich arbeiten kann, wird auch vom Staat unterstützt. Jetzt wehrt man sich gegen eine Massnahme, die verhindern soll, dass auch diejenigen, die keinen existenzsichernden Lohn bekommen, ebenfalls vom Staat unterstützt werden müssen. Wenn wir so weiterfahren, kommen wir zu einem Zustand, in dem die Wirtschaft die Arbeit vermittelt und der Staat den Lohn dafür bezahlt; die Wirtschaft muss sich um Löhne gar nicht mehr kümmern.
In der Antwort des Regierungsrates hat man ein paar Fingerübungen mit einer gewissen Volkswirtschaftstheorie gemacht, aber man schiesst neben dem Ziel vorbei. In andern Nationen hat man in den letzten Jahrzehnten die Marktwirtschaft quasi zum Freilandlabor dieser Wirtschaftstheorie gemacht, was sich dann als grosse Faillite erwiesen hat. Wir sollten ähnliches hierzulande verhindern, denn die Schweiz ist nicht, wie in der Antwort gesagt wird, einfach ein Unternehmensstandort; das ist eine reduzierte Sichtweise. Die Schweiz ist auch Lebensstandort einer Gesellschaft, die ihre Lebensbedürfnisse insgesamt sollte abdecken können.
Frankreich und andere Nationen kennen eine Minimallohngarantie und sind damit nicht schlechter gefahren als wir. Jetzt, bei der zunehmenden Arbeitslosigkeit sollten wir diese Lösung ganz ernsthaft ins Auge fassen.
Ich bitte Sie, das Problem ernster zu nehmen, als es die Regierung genommen hat. In andern Kantonen werden ähnliche Vorstösse eingereicht. Selbst wenn man die Motion hier ablehnen sollte, bin ich überzeugt, dass das Problem in nächster Zeit im Bund aufs Tapet kommen wird. Es ist sozialpolitisch, marktpolitisch und wirtschaftspolitisch nötig, etwas zu unternehmen.

Sidler (Biel). In den Augen der grünen und autonomistischen Fraktion hat Jürg Schärer mit seiner Motion ein sehr wichtiges Problem aufgeworfen. Auch wir finden, die Volkswirtschaftsdirektion habe es sich mit ihrer Antwort ein wenig leicht gemacht.
Sie haben alle im letzten Jahr die Armutsstudie des Kantons Bern beziehen und lesen können. Darin steht etwas sehr Interessantes, nämlich dass innerhalb der Gruppe der Armen die sogenannten «working poors» eine wichtige Rolle spielen, also Leute, die zwar voll arbeiten, aber kein existenzsicherndes Einkommen bekommen. Die Studie basiert, wenn ich mich nicht täusche, auf Daten des Jahres 1988. Es ist offensichtlich, dass das Problem heute noch viel akuter ist. Sie können die Gewerkschafter unter uns fragen, Sie können auch zu den Arbeitsämtern gehen, oder Sie können die Arbeitslosen fragen, was für Arbeitsbedingungen ihnen heute zum Teil angeboten werden. Es gibt heute Stundenlöhne von zehn und weniger Franken oder Monatslöhne von 1300 bis 1400 Franken, und zwar für hundert Prozent Arbeit. Das sind keine Einzelfälle. Wenn die Revision des Arbeitslosengesetzes durchkommt, wird diese Tendenz noch verstärkt.
Wenn der Regierungsrat so grosses Vertrauen in die Marktkräfte hat, ist das seine Sache. Ich glaube aber, ein blindes Vertrauen ist nicht am Platz. Die Wirtschaft sollte doch im Dienst der Menschen stehen und nicht umgekehrt. Wenn der freie Lauf der Wirtschaft den Bedürfnissen der Menschen nicht mehr gerecht wird, braucht es halt Korrekturen. Eine solche Korrektur wäre die Einführung eines Mindesteinkommens. Es gibt andere Länder, die so etwas bereits kennen. In Frankreich ist seit 1980 der Mindestlohn eingeführt. Sogar die neue Regierung Balladur hat nicht im Sinn, den Mindestlohn abzuschaffen. Frankreich leidet nicht unter diesem Mindestlohn, und auch die Schweiz würde nicht darunter leiden. Die Löhne, die in den Gesamtarbeitsverträgen festgelegt sind, würden wahrscheinlich immer noch über dem festgelegten Mindestlohn liegen. Andrerseits kann man sich ja auch fragen, ob es einen Sinn hat, Arbeitsplätze aufrechtzuerhalten, die nicht einmal ein existenzsicherndes Einkommen garantieren.
Im Namen der grünen und autonomistischen Fraktion bitte ich Sie, der Motion zuzustimmen.

Hutzli. Die FDP-Fraktion lehnt diese Motion einstimmig ab und ist mit der Antwort des Regierungsrates sehr einverstanden.
Der Motionär beruft sich auf die sogenannte Armutsstudie. Diese Armutsstudie wurde einmal der Presse vorgestellt; danach wurde es still um sie. Sehr zu Recht, denn dieses Papier verdient den Namen «Studie» nicht; es ist ein Thesenpapier. Es darf und kann nicht herbeigezogen werden, um sozialpolitische Postulate zu begründen. Ich habe die «Studie» vor mir. Die Verfasser gehen davon aus, dass jemand mit dreissig Arbeitsstunden pro Woche genügend verdienen sollte, um über das Existenzminimum zu kommen. Wenn man wissen will, wie hoch denn das Existenzminimum angesetzt wird, staunt man. Die Verfasser gehen vom Jahr 1986 aus – nicht vom Jahr 1988, wie Herr Sidler gesagt hat –, und die Grenze wurde damals für ein Ehepaar mit zwei Kindern auf 36000 Franken festgelegt. Wenn man das auf das Jahr 1992 indexiert, kommt man auf 44000 Franken. Wer die Realitäten unserer Volkswirtschaft sieht, muss zugeben, dass dies schwer überrissen ist. Mit gutem Grund ist die Armutsstudie dem Rat nie vorgelegt worden. Sie steht im übrigen auch ziemlich quer zu einer ähnlichen Arbeit, die

vom Bund aus gemacht wird. Sie ist also keine Basis für solche Forderungen, Herr Schärer.
Zum Gesamtarbeitsvertrag: Sie müssen sich im klaren sein, dass Sie mit einer solchen Forderung die Gewerkschaften ganz wesentlich abwerten. Die Gesamtarbeitsverträge, die in der Schweiz ein sehr breites Spektrum der Arbeitsverhältnisse abdecken, haben eine lange Tradition und haben unsere Volkswirtschaft wesentlich gestärkt. Es sind Verhandlungspartner am Werk, die eine Branche und ihre Möglichkeiten kennen. Man muss sich in diesem Zusammenhang klar darüber sein, welche volkswirtschaftliche Bedeutung ein Lohn hat. Die Lohnhöhe ist entscheidend für Rationalisierungsinvestitionen, sie ist aber auch entscheidend für die Standortwahl. Eine falsche Lohnpolitik kann unter Umständen zur Abwanderung oder Nichtansiedlung von Betrieben führen. Die Gewerkschaften haben diese Sachkenntnis und bringen sie in die Verhandlungen ein.
Das Beispiel Frankreich ist genannt worden. Es ist ein sehr gutes Beispiel. Zwischen Frankreich und der Schweiz gibt es gerade bei den tiefen Löhnen ein Lohngefälle. Das kommt unter anderem daher, dass in Frankreich die Gewerkschaften gar nicht mehr motiviert sind, gute Lohnresultate für ihre Mitglieder auszuhandeln.
Herr Schärer hat eine krasse Desinformation hier in den Raum gestellt; er hat behauptet, in der Bauindustrie werde der Gesamtarbeitsvertrag von fünfzig Prozent der Betriebe nicht eingehalten. Da müssten Sie den Beweis schon antreten, Herr Schärer. Ich habe einige Einblicke und kann sagen, dass Ihre Aussage nicht stimmt. Sie haben auch gesagt, wir stünden vor dem Zerfall der Sozialpartnerschaft. Das stimmt in keiner Weise. Die Zusammenarbeit zwischen den Gewerkschaften und den Arbeitgeberverbänden spielt, und sie spielt unter Berücksichtigung der wirtschaftlich-konjunkturellen Situation, in der die schweizerische Volkswirtschaft international steht. Mit der Forderung nach einer Minimallohngarantie höhlen Sie das ganze System der Gesamtarbeitsverträge und damit die Stellung der Gewerkschaften aus.
Es gibt natürlich Erfahrungen mit der Minimallohnregelung, und zwar von den Staatswirtschaftsländern. In der früheren DDR hat das existiert. Es ist bekannt, dass verschiedene bernische SP-Vertreter grosse Begeisterung für die Zustände in diesen Ländern hatten. Ich hätte eigentlich gedacht, die bernische SP habe diese Altlast abgeworfen, aber das scheint nicht der Fall zu sein.
Ich bitte Sie, diese Motion abzulehnen.

von Siebenthal. Nachdem mein Vorredner sehr ausführlich zu dieser Motion Stellung genommen hat, kann ich es kurz machen. Die SVP-Fraktion lehnt die Motion einstimmig ab. Wir sind befriedigt von der Antwort des Regierungsrates. Wir haben sie als ausführlich und nicht wie aus einem kurzärmligen Hemd herausgeschüttelt empfunden. Es handelt sich nicht um ein Problem, das nur den Kanton Bern betrifft. Man möchte ja eine Standesinitiative, damit die Minimallohngarantie auf schweizerischer Ebene eingeführt würde. In der heutigen Zeit ist eine solche Initiative nicht vertretbar, und sie würde schwerwiegende Folgen für unsere gesamte Wirtschaft haben. Deshalb bitte ich Sie, die Motion abzulehnen.

Hunziker. Es ist gesagt worden, es sei Sache der Gewerkschaften, die Löhne auszuhandeln, und es ist gerühmt worden, wie die Sozialpartnerschaft gut spiele. Es sei deshalb nicht nötig, den Minimallohn über gesetzliche Bestimmungen zu regeln. Wenn man aber an Verhandlungen teilnimmt, hört man oft das Gegenteil. Es heisst dann von Arbeitgeberseite, es handle sich um eine Frage, die man nicht im Gesamtarbeitsvertrag, sondern in einem Gesetz regeln müsse. So wird der Ball einfach hin und her gespielt. Die Begründung, weshalb man gewisse Fragen gesetzlich regeln müsste, besteht darin, dass es in der Schweiz natürlich nicht nur einen Gesamtarbeitsvertrag gibt, sondern ein paar hundert. Der jeweilige Verhandlungspartner möchte gewisse Fragen in seinem Branchenvertrag nicht geregelt haben, weil er das Gefühl hat, er sei sonst im Vergleich zu einer andern, verwandten Branche im Nachteil. Deshalb möchte er lieber die gesetzliche Regelung, die dann für alle gelten würde. Das spielt auch eine Rolle, wenn es um Arbeitszeit- oder Ferienregelungen geht. Deshalb das Hin und Her zwischen den Gesamtarbeitsvertragsverhandlungen einerseits und den Parlamenten andrerseits. Ich teile die Auffassung des Motionärs, dass die Minimallöhne gesetzlich festgelegt werden sollten. Das ist auch die Auffassung der SP-Fraktion.
Die Gesamtarbeitsverträge sind eine gute Sache, sofern sie überhaupt bestehen. Ich möchte nicht soweit gehen und sagen, sie würden schlussendlich doch nicht eingehalten. Man kann das sicher nicht für ganze Branchen sagen, aber doch für einzelne Firmen. Ausserdem stellen wir fest, dass grosse Teile der Werktätigen in der Schweiz keinem Gesamtarbeitsvertrag unterstellt sind. In der Maschinen- und Metallindustrie oder im Baugewerbe haben wir funktionierende Gesamtarbeitsverträge, wobei auch dort nicht immer Minimallöhne vorgeschrieben sind. Daneben gibt es grosse Teile, die keinem Gesamtarbeitsvertrag unterstellt sind; vor allem diese sind mit dieser Motion anvisiert.
In der Antwort des Regierungsrates heisst es, es bestehe die Möglichkeit, Gesamtarbeitsverträge als allgemeinverbindlich erklären zu lassen. Ich möchte daran erinnern, dass die Voraussetzungen für eine Allgemeinverbindlichkeitserklärung sehr streng sind. Vor allem wird vorgeschrieben, dass die Firmen, die darunter fallen würden, dem vertragunterzeichnenden Arbeitgeberverband unterstellt sein müssen und dass sie die Mehrheit der in dieser Branche beschäftigten Arbeitnehmer verkörpern müssen. Die Allgemeinverbindlichkeit ist deshalb nicht so leicht zu erreichen. Bei den Spezialgeschäften der Lebensmittelbranche, im Handel, im Verkauf besteht keine Möglichkeit dazu, weil die Firmen nicht in verbindlichen Arbeitgeberorganisationen zusammengeschlossen sind, die fähig wären, innerhalb einer grösseren Region Gesamtarbeitsverträge abzuschliessen. Den Gewerkschaften stehen auf Arbeitgeberseite gar keine valablen Verhandlungspartner gegenüber. Deshalb kann man die Minimallöhne nicht branchendekkend oder branchenübergreifend regeln.
Hier im Rat ist über die öffentlichen Vergebungen diskutiert worden. Ich erinnere an die Diskussion zum Staatsbeitragsgesetz, wo wir verlangten, dass dort, wo Staatsbeiträge geleistet werden, im Minimum die Gesamtarbeitsverträge eingehalten werden müssen, nicht zuletzt in bezug auf die Minimallohnbestimmungen. Das hat der Rat aber mehrheitlich abgelehnt. Wer Staatsbeiträge empfängt, kann also auch Firmen berücksichtigen, die gesamtarbeitsvertragliche Bestimmungen nicht einhalten; sie müssen sich nur an eine gewisse Ortsüblichkeit halten. Auch dort, wo der Staat einen gewissen Einfluss nehmen könnte, gibt es also nichts Verbindliches. Herr Hutzli hat gesagt, eine Minimallohnregelung auf gesetzlicher Ebene würde unsere Wirtschaft in Schwierigkeiten bringen. Das ist für mich lachhaft. Unsere Wirt-

schaft ist durch anderes gefährdet; wir können gerade heute in der Zeitung über die Ascom lesen, wie dort durch Fehlentscheide auf der Managementebene Millionenverluste entstanden sind. Es sind sicher nicht die Minimallöhne, die die Ascom in diese Schwierigkeiten gebracht haben. Es sollen jetzt 1000 Arbeitsplätze abgebaut werden, aber die 1000 Leute, die entlassen werden sollen, sind nicht schuld an der Misere des Unternehmens. Minimallöhne gefährden unsere Wirtschaft nicht. Wenn man über die Standortfrage diskutieren will, kann man über Lohndurchschnitte oder Maximallöhne sprechen. Die Minimallöhne, die in gewissen Gesamtarbeitsverträgen vorgeschrieben sind, entsprechen in der Regel nicht den effektiv bezahlten Löhnen, sondern liegen wesentlich darunter. Wenn eine Volkswirtschaft nicht mehr fähig ist, einen Minimallohn zu garantieren, der die Grundbedürfnisse abdeckt, mit dem also die aufgezwungenen Lebenshaltungskosten bestritten werden können, dann ist diese Wirtschaft so oder so nicht mehr existenzfähig.
Es ist an den Haaren herbeigezogen, wenn man sagt, durch einen gesetzlichen Minimallohn würden unsere Exportwirtschaft und der Standort Schweiz belastet. Mit der Forderung nach einer Minimallohngarantie sind nämlich nicht diejenigen anvisiert, die bezüglich Standort noch auswählen können. Ich denken überhaupt nicht an die Exportindustrie, denn gerade dort bestehen gute Gesamtarbeitsverträge. Ich denke vielmehr beispielsweise an die Spezialgeschäfte der Lebensmittelbranche und an die Verkäuferinnen, die in solchen Geschäften arbeiten. Auch sie sollten ihren Lebensunterhalt selbst bestreiten können, ohne dass daneben noch ein Mann einen vollen Lohn aus einer andern Branche nachhause bringen muss. Um diese Art von Beschäftigten geht es. Sie sind darauf angewiesen, dass wir auf gesetzlicher Ebene einen Minimallohn vorschreiben.
Die Antwort des Regierungsrates auf die Motion ist von einem falschen Ort hergeholt. Ich bitte Sie, diese Antwort zu relativieren, die Sache aus dem richtigen Blickwinkel anzuschauen und die Motion anzunehmen.

Thomke. Mein Vorredner hat soviel Gescheites zum Thema gesagt, dass ich es kurz machen kann. Nur eines möchte ich klar betonen: Der Text der Motion ist unverfänglich. «Der Regierungsrat wird beauftragt, im Sinne einer Standesinitiative beim Bund vorstellig zu werden, um die gesetzliche Festlegung einer Minimallohngarantie zu erwirken.» Was ist da schon Wahnsinniges daran? Ein Minimallohn ist ein Minimum, von dem man leben kann, wenn man voll arbeitet. Wenn Herr Schärer in seinem Kommentar noch etwas von dreissig Stunden Arbeit pro Woche geschrieben hat, ist das relativ irrelevant; es gehört nicht direkt zum Text der Motion. Wenn man das dann als Vorwand braucht, um die Motion abzuschiessen, ist das total daneben. Herr Schärer gibt in seiner Begründung eine Richtung an, aber der Text der Motion verlangt nicht direkt, die Minimallohngarantie müsse so sein, dass man mit dreissig Stunden Arbeit leben könne. Ich interpretiere es jedenfalls so, dass die angegebene Richtung nicht zwingend, sondern wünschenswert wäre.
Skandalös finde ich die Antwort der Regierung. Sie stützt sich auf eine liberale Wirtschaftstheorie, die zwar nur dürftig erklärt wird, die aber wichtiger zu sein scheint als ein elementares menschliches Recht, wonach ein Mensch, der voll arbeitet, von dieser Arbeit sollte leben können. Wenn man aufgrund gewisser Theorien meint, es bestehe eine allgemeine Tendenz zu deregulieren, ist das doch kein Grund, allgemein menschliche Grundsätze über den Haufen zu werfen! Ich finde das einfach hanebüchen.

Waber. Der Motionär und auch Herr Hunziker haben eine sehr einseitige, dogmatische Brille aufgesetzt. Ich möchte das belegen. Dabei ist mir klar, dass Arbeitgeber und Arbeitnehmer immer eine einseitige Brille aufsetzen, wenn sie ihren Standpunkt vertreten.
Herr Schärer ist mit seinen Genossinnen und Genossen im Amt Trachselwald zusammengekommen. Ich war nicht dabei, Herr Schärer, aber ich hoffe, Ihre Korrespondentin habe richtig berichtet. Ich zitiere: «Die in diesen Tagen immer wieder gehörten Wortungetüme Deregulierung und Revitalisierung heissen im Klartext für uns Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer: Lohnabbau, Steigerung der Arbeitszeit und Vermehrung der Arbeitslosigkeit.» Als Arbeitgeber, der schon als junger Mann mit viel Risiko Arbeitsplätze geschaffen hat, weiss ich, dass im Jahr 1993 und in den dreizehn Jahren, in denen ich Arbeitgeber bin, die Löhne immer gestiegen und noch nie zurückgegangen sind. Auch in diesem Jahr, in dem wir eine sehr schwierige Situation haben, sind die Löhne wiederum gestiegen. Im Baugewerbe besteht ein Gesamtarbeitsvertrag, und es besteht sogar ein Landesmantelvertrag, der allgemeinverbindlich erklärt worden ist. Auch ich, obwohl nicht Mitglied des Baumeisterverbands, muss mich daran halten oder sollte mich daran halten. 1993 haben wir einen Abbau der Arbeitszeit um eine Stunde pro Woche, und zwar bei vollem Lohnausgleich.
Herr Schärer hat behauptet – Gewerkschaftssekretär Hunziker hat sich zwar davon distanziert –, dass fünfzig Prozent der Bauunternehmer den GAV nicht einhalten. Das ist natürlich ein totaler Witz. Herr Hutzli hat es schon gesagt: Eine solche Behauptung sollte man auch belegen können. Man soll hier nicht Sachen behaupten, von denen man keine Ahnung hat.
Ich möchte eine zweite Stelle aus dem Referat von Herrn Schärer zitieren, die zeigt, dass er sich noch in seiner alten POCH-Zeit befindet: «Der soziale und wirtschaftliche Umbau des Kapitalismus sei notwendiger denn je.» Wir müssen klar sehen, dass es Herrn Schärer nicht darum geht, dem Arbeiter etwas zu bringen oder für ihn einzustehen, sondern ganz klar darum, dass er mit unserem Wirtschaftssystem nicht einverstanden ist.
Weiteres Zitat: «Solidarität müsse wieder ins Zentrum von Politik und Wirtschaft gerückt werden.» Ich möchte nur daran erinnern, dass diese Solidarität natürlich auch zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern spielen sollte.
Herr Hunziker hat vom Verkaufspersonal gesprochen. Wenn eine Verkäuferin einen garantierten Minimallohn hat, der ihrer Arbeitsleistung nicht entspricht, dann wird eine Jacke, die sie verkauft, so teuer, dass niemand mehr diese Jacke kauft. Der Inhaber muss also das Geschäft schliessen, und die Verkäuferin steht auf der Strasse. Das ist eine ganz einfache Rechnung. Der Kunde weicht aus in ein Geschäft, wo er seine Jacke ohne Verkäuferin kaufen kann. Sie haben offenbar diese Mechanismen noch nicht ganz begriffen. Wenn Sie schon immer zu Solidarität aufrufen, zum Zusammengehen und Zusammenstehen, so müssen Sie doch sehen, dass wir nur etwas erreichen, wenn Arbeitnehmer und Arbeitgeber sich an gewisse Regeln halten und einander verstehen. Meine Mitarbeiter sind wirklich Mitarbeiter, und ich bin froh, dass ich sie habe und sie für mich arbeiten. Aber im Gespräch muss ich sie immer wieder darauf hinweisen,

dass das, was ich ihnen bezahle, zuerst erarbeitet werden muss. Wenn ich einen Quadratmeter Mauerwerk anbiete, muss ich eine bestimmte Lohnkomponente einkalkulieren, zum Beispiel 1,2 Stunden. Wenn ein Arbeitnehmer aber 2 Stunden braucht, wer zahlt mir dann die 0,8 Stunden? Vielleicht der SP-Präsident, der zur Solidarität aufruft? Wir leiden an dem Übel, dass der Arbeitnehmer und der Arbeitgeber manchmal nicht wissen, wo wir stehen.
Soviel als Einleitung. Nun zur Motion: Ich behaupte, sie ist unsozial. Ich kann das wiederum am Beispiel meines Betriebs zeigen. Zwei von meinen zehn Mitarbeitern wären an sich nicht leistungsfähig genug. Ich beschäftige sie trotzdem, zahle ihnen aber nicht den Lohn, den sie gemäss GAV im Prinzip zugute hätten. Das geschieht in Absprache mit ihnen. Der GAV erlaubt das, denn er sagt, dass die Leistungsfähigkeit vorausgesetzt wird. Wenn ich ihnen den Minimallohn zahlen müsste, dann müsste ich sie entlassen.
Die Motion ist unsozial, weil sie alles über den gleichen Leisten schlägt und nicht berücksichtigt, dass die Lohnkomponente von Arbeitgeber und Arbeitnehmer zusammen solidarisch eingehalten werden muss. Ich halte mich an den Grundsatz, dass jeder Arbeitnehmer seinen Lohn wert ist, aber das muss einvernehmlich ausgehandelt werden.

Hunziker. Was Herr Waber jetzt gesagt hat, zeugt von einem ganz einfachen Wirtschaftsbild. Ich stelle fest, dass er offenbar auch einen Betrieb hat, der keinem Gesamtarbeitsvertrag untersteht. Er hat selber gesagt, er sollte sich eigentlich an den Minimallohn gemäss GAV halten, aber er muss sich im Moment nicht daran halten, weil er nicht befürchten muss, seine Leute würden ihm davonlaufen. Wäre er einem Gesamtarbeitsvertrag unterstellt, müsste er sich aber auch in der heutigen Krisenzeit mindestens an diese Bestimmungen halten.
Genau um Betriebe wie denjenigen von Herrn Waber geht es. Man muss ihnen auf gesetzlicher Ebene gewisse Sachen vorschreiben. Solche Betriebe offerieren unter Preis – wir konnten in der Presse entsprechende Äusserungen des Kantonsbaumeisters lesen –, weil sie sich nicht an die Minimalvorschriften des Gesamtarbeitsvertrags halten. Es ist schlussendlich freiwillig, ob sich ein Betrieb einem Gesamtarbeitsvertrag beziehungsweise dem entsprechenden Arbeitgeberverband anschliesst oder nicht, und deshalb brauchen wir gesetzliche Regelungen.
Herr Waber hat auch ein sehr eigenartiges Sozialgefühl, wenn er sagt, eine Jacke dürfe nicht soviel kosten, wie nötig wäre, damit diejenige, die die Jacke verkauft, auch davon leben kann. Das gilt nicht nur für die Verkäuferin, sondern es gilt auch für den Geschäftsinhaber. Auch er muss soviel haben, dass er von seinem Geschäft leben kann. Wenn man das in Frage stellt, könnte man die Sache ja weiterspinnen und fragen, wieviel der Baumeister haben muss. Beim Baumeister, der einem Vertrag untersteht, ist es klar: Er muss soviel bekommen, dass er seinen Leuten das bezahlen kann, was der Vertrag vorschreibt, und dann will er selber auch noch etwas verdienen, und das ergibt den Preis. Ich habe noch keinen Baumeister gesehen, der in der Offerte für ein Wohnhaus geschrieben hätte, er hätte zwar den und den Preis haben müssen, er möchte aber jetzt zwanzig oder dreissig Prozent weniger verlangen, weil er an den armen Mieter denke, der schliesslich dort wohnen werde und sonst die Miete nicht bezahlen könne. Wir fangen dort auch nicht hinten an, sondern wir rechnen, was es braucht, damit jeder, der am Bau beteiligt ist, von seiner Arbeit leben kann, und das zeigt sich schlussendlich in der Miete. Bei den Immobilienpreisen ist man allerdings weit über das hinausgegangen, was es eigentlich braucht. Jetzt sind die Preise zusammengefallen, was auch nicht immer gut ist. Aber ich führe das nur an, um zu sagen, was man nach Herrn Wabers Theorie bei der Jacke macht, müsste man dann auch beim Mieter machen, und da hätte der Baumeister einen schönen Anteil daran.

Allenbach. Es macht mir Mühe, wenn Leute, die zwar im guten Glauben sind, aber nur theoretische Erfahrung haben, hier sagen, wie man es in der Praxis machen müsse, und wenn Herr Thomke der Regierung sagt, was sie schreibe, sei hanebüchen, oder wenn Herr Hunziker das, was Herr Waber sagt, als völlig daneben bezeichnet. Wollen wir denn ein soziales System, so wie es im Osten war und wie es zugrunde gegangen ist? Wenn Sie eine Lohngarantie wollen, müssen Sie hier eine Motion deponieren, die dafür sorgt, dass den Unternehmungen genügend gut bezahlte Arbeit gegeben wird. Ein solcher Vorstoss, den ich mir selbstverständlich nicht wünsche, fehlt. Sie tun nur das eine, und das andere, das eigentlich dazugehörte, lassen Sie sein.
Ich gehöre zu denjenigen, die sich an den Gesamtarbeitsvertrag halten. Aber was ist das Resultat in schlechteren Zeiten? Wir haben einen Minimallohn, der vom ersten Jahr nach der Lehre an bis zur Pensionierung unverändert ist. Ich muss einem Jungen, bei dem noch nicht erwiesen ist, ob er sich in der Praxis bewährt, nach Minimallohn genau gleichviel bezahlen wie einem 30jährigen, der voll im Saft ist, oder einem 65jährigen, der die schwere Arbeit nicht mehr so gut bewältigt. Das ist ein Problem. Ich kann einen Jungen nicht anstellen und ihm sagen: Du hast noch keine Familie, keine grossen sozialen Verpflichtungen und brauchst nicht soviel Lohn. Ich muss ihm gleichviel geben wie einem, der Familie hat. Ich will für den Familienvater sorgen und kann den Jungen nicht anstellen. Für die Schwächeren gilt das gleiche. Das ist das Resultat der Minimallöhne. Nehmen Sie das bitte zur Kenntnis. Was die Regierung schreibt, ist nicht daneben.

Waber. Herr Hunziker, ich gehöre nicht zu denjenigen, die den Gesamtarbeitsvertrag nicht einhalten. Ich bin einer der einzigen im Emmental, die ihn überhaupt einhalten. Ich habe den dreizehnten Monatslohn bezahlt, ich habe zwei Prozent mehr Lohn bezahlt. Ich habe gesagt, wo ich die vorgeschriebenen GAV-Löhne nicht bezahle – im Einverständnis mit den Leuten, die es betrifft, und mit der Fürsorge dahinter. Der Landesmantelvertrag beinhaltet ganz klar die Klausel, die das erlaubt. Sie sind doch mit mir einverstanden, dass ich jemandem, der nur fünfzig Prozent der erforderlichen Leistung erbringt, nicht den vollen GAV-Lohn bezahlen kann. Der Lohnanteil in meiner Firma macht rund 45 Prozent des Gesamtumsatzes aus. Ich bin vorwiegend im Bereich Renovation und Umbau tätig; die Löhne sind eine sehr grosse Belastung. Es gibt Betriebe im Tiefbau, die nur 10 oder 15 Prozent Lohnanteil haben. Dort kommt es mehr auf die Investitionen an; Herr Hutzli hat das schon angesprochen.

Schärer. Im Anschluss an das Votum von Herrn Allenbach möchte ich präzisieren, um was es eigentlich geht. Es geht darum, dass man sich auf nationaler Ebene Gedanken macht, wie man in gesetzlicher Form einen gesamtschweizerischen Minimallohn, abgestuft nach Re-

gionen, einführen könnte. Der Minimallohn soll die Existenz derjenigen, die voll arbeiten, garantieren können. Es soll nicht mehr möglich sein, was heute hundert- und tausendfach passiert, dass nämlich Leute, die voll arbeiten, trotzdem noch auf die Fürsorge angewiesen sind. Darum und um nichts anderes geht es.
Herr Hutzli hat offenbar Deckblatt und Rückseite der Armutsstudie angeschaut und hat daraus seine Schlüsse gezogen. Die Armutsstudie des Kantons Bern, die im letzten Jahr veröffentlicht wurde, basiert auf den Steuerjahren 1987/88. Es handelt sich nicht um ein Thesenpapier, sondern um eine Auswertung der Steuerstatistik. Das Zahlenmaterial stammt notabene aus der Zeit vor der Rezession. Etwa zur gleichen Zeit sind in den Kantonen Basel und St. Gallen ebenfalls Armutsstudien erstellt worden, die bis ins Detail die Erkenntnisse der bernischen Armutsstudie bestätigten. Herr Hutzli, wenn Sie sich von ihrem Standpunkt aus kritisch mit der Sache auseinandersetzen wollen, ist das gut, aber bitte nicht auf diesem Niveau.
Sie haben von einer krassen Desinformation gesprochen, weil ich gesagt habe, im Bausektor würde der Gesamtarbeitsvertrag bis zu fünfzig Prozent nicht mehr eingehalten. Ich habe mich letzte Woche auf dem schweizerischen Sekretariat der Gewerkschaft Bau und Industrie erkundigt und habe dort diese Auskunft erhalten. Aber das muss ich jetzt gar nicht mehr sagen, denn Herr Waber hat in schöner Offenheit gesagt, er sei im Emmental einer der einzigen Bauunternehmer, die den Gesamtarbeitsvertrag noch einhalten. Ich danke Herrn Waber für diese Bemerkung. So krass, wie er es gesagt hat, hätte ich es nicht zu sagen gewagt.
Die Zitate, die Herr Waber aus meiner Ansprache zum 1. Mai gebracht hat, waren korrekt; ich stehe nach wie vor zu diesen Aussagen. Was seine sonstigen Behauptungen betrifft, möchte ich einfach sagen, er solle doch vielleicht in aller Öffentlichkeit seine Geschäftsbücher so weit und so freizügig aufschlagen wie die Bibel, dann können wir sehen, ob er das gesagt hat, was wirklich seiner geschäftlichen Realität entspricht.
Auf die diversen ideologischen Bemerkungen möchte ich mich eigentlich nicht einlassen. Ich möchte nur sagen, Herr Hutzli, so wie ich Ihre Argumentation gehört habe, handelt es sich einfach um eine politische Haltung, die in Richtung eines Totalitarismus geht, den man Wirtschaftstotalitarismus nennen könnte. Wenn Sie die Bedürfnisse und die Machtansprüche des Wirtschaftssektors gegenüber dem Sozialen und dem Politischen dermassen hochspielen, dann vermute ich in Ihnen eine totalitäre Grundhaltung. Wenn wir in dieser Richtung gehen sollten, wäre das eine sehr ungute Entwicklung.
Wer arbeitet, soll mit dem Lohn sein Leben fristen können. Das ist ein Grundsatz, der würdig ist, auf der nationalen Stufe der Gesetzgebung festgehalten zu werden. Ich denke, dass dies in den nächsten Jahren einer der wichtigsten Punkte der politischen Auseinandersetzung sein wird, unabhängig davon, welcher Entscheid jetzt hier fallen wird.

Hutzli. Herr Schärer, es ist nicht Rechthaberei, wenn ich noch schnell ein Zitat aus der Armutsstudie anführen möchte: «... welchen die Einkommensverhältnisse von 1985 und 1986 zugrunde liegen. Entsprechend wurde auf die Einkommensgrenzen von 1986 abgestellt.»
Wir hatten noch nie Gelegenheit, über die Armutsstudie zu reden. Deshalb lohnt es sich, noch ein Wort dazu zu sagen. Es handelt sich um ein Thesenpapier, wenn Sie schauen, welche Schlussfolgerungen gezogen und welche Forderungen gestellt werden. Es handelt sich um nichts anderes als um ein sozialistisches – nicht ein sozialdemokratisches – Parteiprogramm. Ich hätte gerne, man würde das einmal im Grossen Rat behandeln.

Siegenthaler, Volkswirtschaftsdirektor. Wenn die schriftliche Antwort auf Ihre Motion kurz ausgefallen ist, Herr Grossrat Schärer, so war die Meinung nicht, dass wir dem ganzen Problemkreis nicht die nötige Beachtung schenken wollten. Es ist unbestritten, dass das Erwerbseinkommen mindestens die Grundbedürfnisse abdecken soll. Die Frage ist einfach, was man unter diesen Grundbedürfnissen versteht; das ist nicht überall gleich definiert.
Vor allem aus drei Gründen sind wir zur Ablehnung der Motion gekommen. Der erste Grund ist die Frage der Durchführbarkeit. Wir sind der Meinung, es sei in unserem Land nicht so einfach, eine Minimallohngarantie zu gewähren, weil wir gewaltige regionale Unterschiede haben. Wir haben vielleicht ein grössere Gefälle als in Grossstaaten. Auch die Bedürfnisse der Menschen sind sehr unterschiedlich. Es müsste deshalb ein entsprechender Apparat aufgebaut werden; anders kann ich es mir nicht vorstellen. Wir haben viele Kleingewerbler oder Kleinbauern, die nichts von einem garantierten Minimallohn spüren würden.
Zweitens: Wenn es nur darum ginge, sich Gedanken darüber zu machen, was eine Minimallohngarantie ist und wie man dem gerecht werden könnte, würde ich sagen, das habe etwas für sich. Aber die Motion verlangt, dass wir eine Standesinitiative einreichen, und ich frage mich, ob dies das richtige Instrument sei. Wenn es effektiv ein Problem gibt – und ich will nicht verkennen, das es Leute mit ungenügendem Einkommen gibt –, dann müsste meines Erachtens mehr Druck auf eidgenössischer Ebene zu spüren sein, um so etwas voranzutreiben. Ich habe den Eindruck, eidgenössische Parlamentarier wären durchaus in der Lage, sich in dieser Richtung einzusetzen; aber das ist noch nicht passiert.
Der dritte Grund betrifft den Kanton Bern. Wir haben hier viele Mittel- und Kleinbetriebe. In diesen Betrieben kennt der Arbeitgeber den Arbeitnehmer, und man kann miteinander reden. Ich hätte als Volkswirtschaftsdirektor in all den Jahren nie gespürt, dass gerade in diesen Betrieben ein Unbehagen wäre, dass man dort unzufrieden wäre. Wir haben, anders als in Frankreich, praktisch keine grossen Konzerne. Bei uns sind die Situation und das Umfeld ganz anders. Wenn wir schon von Frankreich reden, müssten wir auch noch schauen, auf welchem Niveau sich die Minimallohngarantie befindet.
Für mich sind Löhne eine Absprache, eine Vereinbarung zwischen zwei Partnern. Unsere Sozialpartnerschaft ist eine Stärke und sollte es weiterhin sein. Ich glaube nicht, dass der Staat anfangen sollte, Löhne festzusetzen.
Es wurde gesagt, die Regierung habe die Antwort einfach so aus dem Ärmel geschüttelt. Das ist nicht so. Wir haben in einer Diskussion eine klare Haltung herausgearbeitet, indem wir sagen, in einer wirtschaftlichen Baisse wie heute sei es wichtig, Arbeitsplätze zu schaffen und die Wirtschaft zu stärken. Eine Minimallohngarantie ist meines Erachtens kein gutes Instrument dazu. Mir ginge es vielmehr darum, die Wirtschaft wieder anzukurbeln, und ich verstehe es nicht, wenn gerade von Teilen Ihrer Partei, Herr Schärer, immer wieder bei sinnvollen Projekten die Bremse gezogen wird.
Ich bitte Sie, im Sinn des Regierungsrates die Motion abzulehnen.

Abstimmung

Für Annahme der Motion	67 Stimmen
Dagegen	88 Stimmen

Präsidentin. Ich unterbreche die Diskussion kurz und gebe die Entscheidungen des Ratsbüros von heute morgen bekannt. Folgende Vorstösse wurden dringlich erklärt: Postulat Schütz – Evaluation betreffend Alternativen für den Ersatz des AKW Mühleberg; Interpellation Aellen – Neuorganisation der Justizverwaltung und der Gerichte; Interpellation Houriet – Wer wird hier zum Narren gehalten?; Motion Bangerter – Bericht der Jura-Konsultativkommission; Motion Buser und Interpellationen Buser – Teilprivatisierung der Berner Kantonalbank; Motion von Gunten – Projekt im Drogenbereich; Motion Lüthi und Postulat Hurni-Wilhelm – Schliessung der kaufmännischen Berufsschule Herzogenbuchsee; Motion Juillerat – Beiträge für Trockenstandorte und Feuchtgebiete.
Abgelehnt wurde die Dringlichkeit der Motion Kiener (Heimiswil) und der Interpellation Hurni-Wilhelm zum Strafvollzug.

Vizepräsident Bieri übernimmt den Vorsitz.

Finanzdirektion, Versicherungskasse: Staatsbeitrag an Einkauf Staatskanzlei, Regierungsrat; Ausgabenbewilligung

Beilage Nr. 21, Geschäft 0541

Genehmigt

Kirchgemeinde St. Ursula's Church in Bern: Beitrag aus dem Kirchensteuerüberschuss der Quellensteuer; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0855

Genehmigt

Darlehen des Kantons Bern an den Ausgleichsfonds der Arbeitslosenversicherung

Beilage Nr. 21, Geschäft 0917

Genehmigt

Liegenschaftsverwaltung: Nachkredit 1992 auf Konto Wasser, Energie und Heizmaterial

Beilage Nr. 21, Geschäft 0848

Genehmigt

Steuerverwaltung: Vergütungen an Behörden und Kommissionen; Nachkredit 1992

Beilage Nr. 21, Geschäft 0849

Genehmigt

Steuerverwaltung: PTT-Kosten; Nachkredit 1992

Beilage Nr. 21, Geschäft 0850

Genehmigt

Steuerverwaltung: Zinsen auf zuviel bezahlten Steuern; Nachkredit 1992

Beilage Nr. 21, Geschäft 0851

Genehmigt

Steuerverwaltung: Gemeindeanteil an den Erbschafts- und Schenkungssteuern; Nachkredit 1992

Beilage Nr. 21, Geschäft 0852

Genehmigt

Steuerverwaltung: Entschädigungen an Gemeinden für Steuerveranlagung und Steuerbezug; Nachkredit 1992

Beilage Nr. 21, Geschäft 0853

Genehmigt

Steuerverwaltung: Übertragung in Fonds; Nachkredit 1992

Beilage Nr. 21, Geschäft 0854

Genehmigt

231/92

Motion Bhend – Taggelder und Entschädigungen

Wortlaut der Motion vom 11. November 1992

Für die Mitglieder von staatlichen oder gemischtwirtschaftlichen Gremien werden sehr unterschiedliche Entschädigungen ausgerichtet. Dies zeigen die folgenden Beispiele:
- Die Mitglieder des Bankrates der Berner Kantonalbank erhalten pro Jahr eine feste Entschädigung von 12000 Franken und ein Sitzungsgeld von 250 Franken. Wenn pro Jahr vier Sitzungen stattfinden, ergibt dies eine Entschädigung von 3250 Franken pro Halbtag.
- Den Mitgliedern des BKW-Verwaltungsrates werden Entschädigungen in derselben Grössenordnung ausgerichtet wie den Bankratsmitgliedern.
- Das Taggeld für Ersatzmitglieder des Obergerichts beträgt je nach Umfang und Anzahl der zu behandelnden Fälle zwischen 230 Franken und etwa 500 Franken, wobei unter Umständen die Vorbereitung eines Referates inbegriffen ist.
- Ein Grossratsmitglied erhält 120 Franken für eine einfache und 200 Franken für eine Doppelsitzung.
- Ein Insel-Verwaltungsrat erhält 85 Franken pro Sitzung.
- Das Taggeld für Mitglieder staatlicher Kommissionen beträgt für einen halben Tag 45 Franken oder 60 Franken für einen ganzen Tag.
- Für die Mitarbeit in kulturellen Kommissionen wird ein speziell schäbiges Taggeld von 10 Franken ausgerichtet.
- Auch beim Spesenersatz werden sehr unterschiedliche Regelungen angewendet.

Diese stossende Ungleichbehandlung ist so entstanden, dass die Entschädigungen im Verlauf der Jahre von Fall zu Fall und ohne einheitliche Kriterien festgelegt und erhöht worden sind. Jedenfalls lassen sich die sehr gros-

sen Differenzen nicht damit rechtfertigen, dass punkto Sachkompetenz, Verantwortung, Engagement oder Erfahrung derart unterschiedliche Anforderungen gestellt werden.
Der Regierungsrat wird beauftragt, einen Bericht auszuarbeiten über die Entschädigungen, Taggelder und Spesenregelungen, die Mitgliedern staatlicher oder gemischtwirtschaftlicher Gremien ausbezahlt werden. Es sind einheitliche Kriterien zu erarbeiten, nach denen die Entschädigungen neu festgelegt werden können.

(46 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 3. März 1993

Die Feststellung des Motionärs, wonach den Mitgliedern von staatlichen und gemischtwirtschaftlichen Gremien sehr unterschiedliche Entschädigungen ausgerichtet werden, ist richtig. Die Zuständigkeit zur Festlegung der Entschädigungen ist sehr unterschiedlich geregelt und liegt nur zu einem kleineren Teil beim Regierungsrat. Letzterem ist es nur schon infolge teilweiser Unzuständigkeit verwehrt, eine weitgehende Harmonisierung herbeizuführen. Zu beachten ist im weiteren, dass die Entschädigungen zum Teil Lohnersatz für Selbständigerwerbende darstellen, was wesentlich höhere Ansätze in den entsprechenden Bereichen ohne weiteres rechtfertigt.
1. Zu den vom Motionär aufgeführten Beispielen sind folgende Bemerkungen anzubringen:
– Im Vergleich zu den Entschädigungen von Verwaltungsräten ähnlicher Institute liegen die festen Entschädigungen und Sitzungsgelder für die Bankräte der Berner Kantonalbank durchaus im Rahmen. Wenn ein Mitglied des Bankrates zugleich dem Regierungsrat angehört, so hat es die feste Entschädigung der Staatskasse abzuliefern (Art. 11 des Beamtengesetzes).
– Obschon es sich bei den BKW um eine Aktiengesellschaft mit staatlicher Mehrheitsbeteiligung handelt, kann der Regierungsrat auf die Gesellschaft bezüglich der Höhe der festen Entschädigungen der Verwaltungsräte nur beschränkt Einfluss nehmen, gehören doch dem 15-köpfigen Verwaltungsrat lediglich 5 Staatsvertreter an. Die Festlegung der Entschädigungen gehört überdies in den operationellen Zuständigkeitsbereich der Gesellschaft, in welchen der Regierungsrat nicht eingreifen kann und will.
Mitglieder des Regierungsrates, die dem BKW-Verwaltungsrat angehören, haben ihre feste Entschädigung ebenfalls der Staatskasse abzuliefern.
– Im Bereich der Gerichts- und Justizverwaltung bestehen vom Grossen Rat geschaffene Funktionen (z. B. Ersatzmitglieder des Obergerichts) und Kommissionen mit gerichtlichen Funktionen und besonderem Aufgabenkreis. Gesetzliche Grundlage ist das Dekret vom 11. Dezember 1985 betreffend die Taggelder und Reiseentschädigungen in der Gerichts- und Justizverwaltung. Speziell geregelt sind hier die Anpassung der Ansätze an die Teuerung, die Voraussetzungen für eine Entschädigung bei Ferien und Dienstausfällen sowie die Höhe der Entschädigungen für die Berichterstatter und das Aktenstudium.
– Gemäss Geschäftsordnung vom 9. Mai 1989 ist der Grosse Rat allein für die Festsetzung der Sitzungsgelder seiner Ratsmitglieder zuständig.
– Die Festsetzung der Entschädigungen und Taggelder der Inselspitalstiftung erfolgt durch deren auch in dieser Beziehung selbständigen Verwaltungsrat.
– Nicht zutreffend ist die Feststellung des Motionärs, wonach für die Mitarbeit in kulturellen Kommissionen ein speziell schäbiges Taggeld von 10 Franken ausgerichtet werde. Bei den 10 Franken handelt es sich um die sogenannten Nebenauslagenentschädigung. Im Rahmen des Massnahmenplanes Haushaltgleichgewicht 1993–1996 hat der Regierungsrat beschlossen, dass ab 1. Januar 1992 die Mitglieder staatlicher Kommissionen, die vom Staat eine Besoldung beziehen, keinen Anspruch auf ein Taggeld haben. Bei Vorhandensein bestimmter Voraussetzungen kann einem Kommissionsmitglied, welches kein Taggeld mehr erhält, jedoch eine bescheidene Nebenauslagenentschädigung ausgerichtet werden. Es handelt sich hierbei um eine generelle, nicht auf kulturelle Kommissionen beschränkte Regelung.
2. Die in der Staatsverwaltung heute geltenden Taggelder und Entschädigungsansätze für die Mitglieder verschiedenster Kommissionen sind historisch gewachsen und wurden im Laufe der Jahrzehnte auf Stufe Dekret oder Verordnung im allgemeinen periodisch der Teuerung angepasst. Eine Ausnahme bilden die Taggelder für die Mitglieder staatlicher Kommissionen, die seit Anfang 1981 nie mehr erhöht wurden.
3. Das Erarbeiten, bzw. das Festlegen einheitlicher Kriterien bezüglich der Höhe der Entschädigungen, der Taggelder und der Spesenansätze für die Mitglieder staatlicher oder gemischtwirtschaftlicher Gremien ist bei der Vielfalt des Aufgabenbereiches der einzelnen Kommissionen und Verwaltungsräte ein nicht realisierbares Vorhaben.
Gestützt auf die vorstehenden Ausführungen ist der Regierungsrat bereit, die in seinem eigenen Zuständigkeitsbereich liegenden Taggelder und Entschädigungen daraufhin zu überprüfen, ob sich weitergehende Vereinheitlichungen aus Gleichbehandlungsgründen aufdrängen. Er beantragt deshalb die Annahme der Motion in der Form des Postulats.

Bhend. Vor ungefähr einem Jahr wurde bekannt, wie schlecht es um die Kantonalbank bestellt ist, und gleichzeitig wurde bekannt, wieviel Taggeld und Entschädigung die Bankräte beziehen. Mir fiel immer wieder auf, dass gewöhnliche Leute aus dem Volk sich zwar schon über die Kantonalbank wunderten, aber sich noch fast mehr ärgerten über die hohen Entschädigungen für die Mitglieder des Bankrates. Das hat fast mehr zu reden gegeben als der Zustand der Bank selber. Ich versuchte deshalb, einen Quervergleich zu machen zwischen den Entschädigungen für die Mitgliedschaft in verschiedenen staatlichen Unternehmungen, und ich stellte fest, dass die Differenzen sehr gross sind. Ich habe das in meiner Motion dargestellt. Spitzenreiter punkto Entschädigung sind, soviel ich weiss, die Bankräte der Kantonalbank und die Verwaltungsräte der BKW. Sie haben eine feste Entschädigung von jährlich 12000 Franken und zusätzlich pro Sitzung 250 Franken. Die Mitglieder des Bankausschusses, die häufiger tagen, haben 22000 Franken pro Jahr plus ein Sitzungsgeld von 250 Franken.
Speziell verwundert hat mich, dass die Entschädigungen noch 1991 vom Regierungsrat erhöht wurden. Es hätte damals in der Kantonalbank andere Probleme gegeben, als ausgerechnet die Entschädigung der Bankräte von 10000 auf 12000 Franken zu erhöhen.
Wenn man die feste Entschädigung und die Sitzungsgelder zusammenzählt und davon ausgeht, dass sich die Bankräte etwa viermal jährlich treffen, ergibt das eine

Entschädigung von gut 3000 Franken pro Halbtag. Wenn eine Sitzung drei Stunden dauert, verdienen die Bankräte also etwa 1000 Franken pro Stunde. Über die Qualität der Arbeit, die geleistet worden ist, werden wir uns am Montag unterhalten.
Weniger als die Bankräte bekommen die Ersatzmitglieder am Obergericht; sie verdienen etwa den zehnten Teil eines Bankrates. Sie müssen ein umfangreiches Aktenstudium bewältigen und unter Umständen auch grössere Referate verfassen. Von daher gesehen, wäre wahrscheinlich das umgekehrte Verhältnis angemessener.
Im dritten Rang stehen die Mitglieder des Grossen Rates mit 120 Franken pro Halbtag, also etwa einem Fünfundzwanzigstel der Bankräte. Die Verwaltungsräte des Inselspitals bekommen 85 Franken pro Sitzung oder etwa einen Vierzigstel eines Bankrates. Da hört mein Verständnis endgültig auf: Weshalb kann man im Auftrag des Staates in zwei verschiedenen Verwaltungsräten sitzen und so unterschiedlich entschädigt werden?
Bei den staatlichen Kommissionen gibt es nur winzige Sitzungsgelder im Betrag von etwa 1,5 Prozent dessen, was ein Bankrat verdient. Ich habe noch die Entschädigungsordnung für die staatlichen Kommissionen angeschaut, die sehr detailliert ist. Danach bekommen Kommissionsmitglieder 45 Franken für eine vierstündige Sitzung, und dann wird noch gesagt: «Mit dem Taggeld sind allfällige Auslagen für Hauptmahlzeiten und Zwischenverpflegungen abgegolten. Werden anlässlich von Sitzungen oder Besichtigungen in Anstalten Mahlzeiten eingenommen, sind diese durch die Kommissionsmitglieder zu bezahlen.» Wenn also eine landwirtschaftliche Schule beispielsweise ein Znüni offeriert, müssen die Kommissionsmitglieder das bezahlen. Das ist ausgesprochen kleinlich, wenn man schaut, was andernorts verdient wird.
Ich habe in meiner Motion zwei Aufträge formuliert. Es geht nicht um eine Kürzung oder eine Änderung, sondern zunächst um einen Bericht, denn meine Erhebungen sind nicht lückenlos. Man sollte wissen, wie die Sache genau aussieht, auch mit Nebenentschädigungen usw. Zweitens möchte ich gerne Kriterien, nach denen man in Zukunft die Entschädigungen festlegt. Der Bericht soll Transparenz schaffen, damit man weiss, wovon man redet, und so, dass man Quervergleiche ziehen kann. Der Quervergleich sollte nach gleichen Kriterien erfolgen. Der Regierungsrat sagt zum Beispiel in seiner Antwort, die Bankratsentschädigungen seien im Vergleich zu einer privaten Bank eher klein. Man kann wohl mit der Privatwirtschaft vergleichen, aber wieso vergleicht man nur beim Bankrat und bei den BKW mit Privaten, aber nicht bei einem Insel-Verwaltungsrat? Entweder vergleicht man auf allen Stufen mit der Privatwirtschaft, oder man lässt es ganz sein. Ich wäre eher dafür, dass man bei staatlichen Aufträgen nicht einfach den privatwirtschaftlichen Massstab herbeizieht; das würde nämlich zu sehr teuren Lösungen führen. Besser würde man alle nach etwa gleichen Kriterien entschädigen. Es handelt sich um nebenamtliche Aufgaben im Auftrag des Staates, die bei allen etwa gleich entschädigt werden sollten.
Der Bericht wäre das erste. Das zweite wäre, dass man einmal formuliert, nach welchen Kriterien die Entschädigungen festgesetzt werden. Sicher wären die Sachkompetenz ein Kriterium, die Erfahrung, der Zeitaufwand, auch die Fähigkeit, die Interessen des Kantons vertreten zu können usw. Zum Teil handelt es sich um Lohnersatz. Das kann alles eine Rolle spielen und sollte bei allen Ämtern etwa gleich gehandhabt werden.
Es ist offensichtlich, dass solche Kriterien heute fehlen. Sonst wäre es ja nicht zu erklären, dass man bei dem einen Auftrag siebzigmal mehr bekommt als bei einem andern Auftrag. Diese Differenz ist eindeutig zu gross und lässt sich nicht begründen. Die neu erarbeiteten Kriterien wären nach und nach umzusetzen, und sie wären als Leitlinie zu gebrauchen, wenn man künftig über Entschädigungen spricht.
Mich hat es sehr gestört, dass man noch im Jahr 1991 die Entschädigung für die Bankräte erhöht hat. Andrerseits hat man seit 1981 die Entschädigungen für die staatlichen Kommissionen nicht mehr erhöht. Man hat sogar eine strengere Regelung eingeführt, indem man denjenigen, die vom Staat einen Lohn beziehen, das Taggeld nicht mehr ausrichtet. Bei den grossen Entschädigungen hat man also noch erhöht, bei den kleinen hat man aber seit dreizehn Jahren nicht mehr angepasst. So etwas darf nicht mehr vorkommen.
Die schriftliche Antwort der Regierung ist unbefriedigend. Sie besteht einfach aus einer Aufzählung der Schwierigkeiten, der Differenzen und der Kompetenzen, die wir schon kannten. Aber es fehlt eine Begründung dafür, dass das Verhältnis zwischen den tiefsten und den höchsten Entschädigungen eins zu siebzig beträgt. Ich vermisse bei der Regierung den Willen, etwas zu ändern. Sie will zwar den Auftrag als Postulat entgegennehmen, aber wenn man die Antwort liest, merkt man, dass nichts passieren wird, wenn man nur ein Postulat überweist. Deshalb bitte ich Sie, meiner Motion zuzustimmen.

Haller (Thun). Herr Bhend greift ein Thema auf, das sicher ernstzunehmen ist. Wenn man die Zahlen miteinander vergleicht, kommt man tatsächlich zur Ansicht, die Arbeit in den verschiedenen Räten werde sehr ungleich entschädigt. Aber die SVP-Fraktion ist grossmehrheitlich der Meinung, der Regierungsrat weise in seiner Antwort zu Recht darauf hin, dass das Festlegen von einheitlichen Kriterien für Taggelder und Spesenansätze für die Mitglieder von staatlichen oder gemischtwirtschaftlichen Gremien nicht realisierbar sei, weil es nur zu einem sehr kleinen Teil in der Kompetenz des Regierungsrates liegt. Deshalb kommt der Regierungsrat zum Schluss, den Teil der Motion, der in seinem Zuständigkeitsbereich liegt, zu prüfen und den Auftrag in Form eines Postulats entgegenzunehmen.
Die SVP-Fraktion ist der Meinung, die Erarbeitung eines Berichts dränge sich im Moment nicht auf, weil in der Antwort des Regierungsrates recht deutlich darauf hingewiesen wird, auf welche gesetzlichen Grundlagen er sich abstützt. Er stellt auch fest, dass es beispielsweise in unserer eigenen Kompetenz liegt, wenn wir etwas bei der Grossratsentschädigung ändern möchten.
Ich möchte aber auch betonen, Herr Bhend: Wenn wir die Motion und auch ein Postulat ablehnen, so heisst das nicht, dass wir die Entschädigungen für den Bankrat oder auch für den Verwaltungsrat der BKW einfach als richtig anschauen. Es wäre sicher wichtig, dass die Unternehmen, die solche Entschädigungen festlegen, aufgrund dessen, was wir hier diskutieren, vielleicht selber über die Bücher gehen würden. Einen Bericht zu erarbeiten, würde aber einen blossen administrativen Aufwand bedeuten, weil eben nur ein kleiner Teil in den Kompetenzen des Regierungsrates liegt. Wir kommen deshalb zum Schluss, dass wir auch ein Postulat ablehnen.

Bieri, Vizepräsident. Wir haben im Moment nicht nur grosse Lücken im Rat, sondern auch bei den Stimmen-

zählern. Ich schlage Ihnen als Ersatzstimmenzähler Herrn Hans Studer (SVP) und Hansrudolf Gerber (FDP) vor. Ist der Rat damit einverstanden? – Das ist der Fall.

Fuhrer. Die FDP-Fraktion lehnt die Motion ab. Wir könnten uns aber einem Postulat anschliessen. Wir haben ein gewisses Verständnis für das Anliegen von Herrn Bhend. Ich muss ihm allerdings sagen, dass die Beanspruchung der Bankräte der Kantonalbank schon wesentlich grösser ist, als er hier sagte. Ich hatte Gelegenheit, mit vier Bankräten zu sprechen und habe das festgestellt. Die Entschädigung für die Bankräte darf grösser sein als andere Entschädigungen, weil die Kantonalbank – und das gilt zum Beispiel auch für die BKW – ihr Geld selber verdient und selber darüber verfügen kann; das Geld kommt nicht etwa aus Steuergeldern oder andern Staatseinnahmen. Das sollte man berücksichtigen. Wir unterstützen also nur ein Postulat.

Bhend. Frau Haller, Sie sagen, der Vorstoss sei inhaltlich richtig und das Problem sei vorhanden, und trotzdem lehnen Sie alles ab. Das ist schade. Ihre Begründung hat mich gefreut, aber die Schlussfolgerung kann ich nicht nachvollziehen. Sie haben richtig gesagt, die Vereinheitlichung sei schwierig. Ich sehe das ein. Es ist schwierig, eine Entschädigung zu kürzen; eine Anpassung nach oben wäre einfacher. Es geht mir nicht etwa darum, die Grossratsentschädigung anzupassen, sondern um eine Vereinheitlichung. Ich verlange nicht, dass von heute auf morgen alles vereinheitlicht wird, sondern ich verlange einen Bericht, in dem die Kriterien festgehalten werden. Das braucht aber keinen riesigen Aufwand. Es sollte in Zukunft nicht mehr passieren, dass eine Entschädigung hinaufgesetzt wird, wie bei den Bankräten der Kantonalbank, ohne dass man auch die andern Entschädigungen anschaut. Wenn wir jetzt keine Kriterien festlegen, stehen wir in zwei, drei Jahren wieder vor der gleichen Situation.
Herr Fuhrer hat gesagt, die Beanspruchung der Bankräte sei gross. Sie wäre vielleicht gross gewesen, wenn sie ihre Aufgaben erfüllt hätten. Aber wir schauen jetzt nicht in die Vergangenheit, sondern in die Zukunft und gehen davon aus, dass die Bankräte ihre Aufgaben künftig besser erfüllen und die Akten wirklich studieren werden. Aber bitte sehr, ich erwarte auch von einem Insel-Verwaltungsrat, dass er die Akten studiert und sich um die Sache kümmert, und ich erwarte auch von einem Ersatzmitglied beim Obergericht, dass es seine Sache gut macht. Der Aufwand ist also für alle gross.
Ob eine Motion oder ein Postulat ist in dieser Frage nicht sehr wesentlich. Auch ein Postulat verlangt einen Bericht. Ich wandle deshalb meine Motion in ein Postulat um, bin aber der Meinung, mein Text sei verbindlich und nicht der Kommentar des Regierungsrates. Wenn Sie also mein Postulat annehmen, worum ich Sie bitte, würden Sie meinen Postulatstext annehmen und nicht die Antwort der Regierung.

Augsburger, Finanzdirektor. Es ist nicht böser Wille des Regierungsrates, wenn er diese Motion nur in Form eines Postulats annehmen will. Das Problem ist, dass er nur in gewissen Bereichen zuständig ist. Bei der ganzen Frage darf man auch nicht vergessen, dass Organhaftungen eine grosse Rolle spielen. Die Entschädigung – von der Regierungsmitglieder bekanntlich keinen Nutzen ziehen – hat auch etwas damit zu tun, wie die Leute schliesslich zur Rechenschaft gezogen werden können. Deshalb ist es schwierig, vom einen auf das andere zu schliessen. Der Regierungsrat ist aber bereit, die Frage zu prüfen, soweit er zuständig ist. Ich bitte Sie, die Motion als Postulat zu überweisen.

Abstimmung

Für Annahme des Postulats Mehrheit

227/92

Postulat Rey-Kühni – Gegen steuerliche Bestrafung von Installationen zur Gewinnung von Sonnenenergie

Wortlaut des Postulats vom 10. November 1992

Der Kanton Bern hat sich zum Ziel gesetzt, die erneuerbaren Energien zu fördern. Er subventioniert zu diesem Zweck – in bescheidenem Masse – u.a. auch die Installation von Sonnenkollektoren. Doch was er mit der einen Hand gibt, wird mit der andern wieder zurückgeholt: Die Installation von Sonnenkollektoren hat in der Regel eine Erhöhung des amtlichen Wertes der Liegenschaft zur Folge. Dies wiederum löst eine ganze Reihe von Gebühren und Steuererhöhungen aus:
- Nachzahlungen von Wasser-, ARA- und Kanalisationsanschlussgebühren an die Gemeinde;
- Erhöhung des Eigenmietwertes und der Liegenschaftssteuer.

Die Erhöhung des amtlichen Wertes aufgrund der Installation von Sonnenkollektoren stützt sich nicht direkt auf das Steuergesetz, sondern auf dessen Interpretation mittels Weisungen, bzw. auf Bewertungsnormen der kantonalen Schatzungskommission. Aus den gesetzlichen Bestimmungen wird abgeleitet (Weisung 4.2.3 der Abteilung Amtliche Bewertung der kantonalen Finanzdirektion), dass «Sonnenkollektoren vollumfänglich bewertet werden, wenn sie als Ergänzung und in Kombination zu einer bestehenden Heizanlage montiert werden ...», während «Sonnenkollektoren nicht direkt bewertet werden, wenn sie als einzige Energiequelle zum Betreiben der Heizanlage dienen ...».
Eigentümer/innen, die sich für die Installation von Sonnenkollektoren auf ihrer Liegenschaft entscheiden, tun dies aus Idealismus. Denn bei den heutigen Kosten für solche Anlagen entstehen ihnen deutliche Mehrkosten gegenüber konventionellen Anlagen für Warmwasseraufbereitung und Heizung. Es ist daher mit dem Förderziel nicht vereinbar, diesen Idealismus mit Steuererhöhungen und Gebühren zu bestrafen – nachdem man andrerseits mit bescheidenen Beiträgen für Sonnenenergie versucht, Anreize zu schaffen.
Der Regierungsrat wird daher ersucht zu veranlassen, dass die genannten Weisungen in dem Sinn abgeändert werden, dass die Installation von Sonnenenergieanlagen nicht zu einer Erhöhung des amtlichen Wertes führt. Nötigenfalls ist eine Steuergesetzes- oder Dekretsänderung zu prüfen.

(49 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 17. Februar 1993

Das Postulat verlangt, dass die kantonalen Bewertungsnormen, die für die Bestimmung des amtlichen Wertes anwendbar sind, in dem Sinne abgeändert werden, dass sich die Installation einer Solarenergieanlage nicht in einer Erhöhung des amtlichen Wertes, welcher für die Vermögenssteuer massgebend ist, niederschlägt.

Die Zielrichtung des Postulates ist eine ausserfiskalische, nämlich die Förderung von erneuerbaren Energien, wozu insbesondere die Solarenergie gehört.
Die von der Postulantin geschilderte Ausgangslage muss unter zwei verschiedenen Gesichtspunkten geprüft werden, nämlich einerseits in bezug auf die Vermögenssteuer, andererseits bezüglich der Gebührenerhebung.
A. Situation im Bereich der Vermögenssteuer: Im Modellfall hebt ein Bauherr einen bestimmten Betrag von seinem Bankkonto ab und investiert dieses Geld in den Einbau einer Solarenergieanlage in seine Liegenschaft. Während sein Bankkonto abnimmt, nimmt die Liegenschaft um den investierten Betrag an Wert zu. Dieser Vermögensumschichtung wird steuerlich durch die Erhöhung des amtlichen Wertes der Liegenschaft (= Vermögenssteuerwert) einerseits sowie durch die Reduktion des Barvermögenswertes des Bankkontos andrerseits Rechnung getragen. Massgebend für die Bewertung der Liegenschaft sind die kantonalen Bewertungsnormen, die sich auf Artikel 4 Absatz 1 des Dekretes vom 19. November 1986 betreffend die Hauptrevision der amtlichen Werte der Grundstücke und Wasserkräfte (HRD; BSG 661.543.1) abstützen. Diese Bewertungsnormen werden im Bereich der Solarkollektoren durch die kantonale Steuerverwaltung noch konkretisiert, damit die Bewertung nach einheitlichen Kriterien erfolgt. Im System der amtlichen Bewertung ist nämlich der Wert für eine Heizung bereits eingerechnet, weil davon ausgegangen wird, dass jedes bewohnte Haus grundsätzlich über eine Heizung verfügt. Dient eine Solaranlage als einzige Energiequelle, so ist ihr Wert im amtlichen Wert bereits berücksichtigt. Wird sie dagegen zusätzlich zu einer bestehenden Heizung montiert, so muss diesem zusätzlichen Wert bewertungsmässig durch einen Wertzuschlag Rechnung getragen werden.
Der auf diese Weise festgesetzte amtliche Wert bleibt anschliessend gemäss Artikel 108 f des Gesetzes über die direkten Staats- und Gemeindesteuern (StG; BSG 661.11) bis zur nächsten allgemeinen oder teilweisen Neubewertung bestehen. Der amtliche Wert macht also Schwankungen auf dem Liegenschaftsmarkt nicht mit. Zudem erhöht sich der amtliche Wert durch den Einbau einer Solarenergieanlage jeweilen nur um einen Bruchteil des Betrages, der effektiv investiert wurde. Gegenüber der steuerpflichtigen Person, die über ein Barvermögen verfügt, wird die steuerpflichtige Person, die ihr Geld in eine Solarenergieanlage investiert, vermögenssteuerrechtlich bereits durch das geltende Recht bevorzugt. Würde, wie im Postulat verlangt, der Einbau von Solarenergieanlagen zu keiner Erhöhung des Vermögenssteuerwertes führen, so führte dies zu einer sach- und verfassungswidrigen Ungleichbehandlung von verschiedenen Vermögensmassen.
Ebenfalls sachgerecht ist, dass dieser an der Liegenschaft geschaffene Mehrwert zu einer erhöhten Liegenschaftssteuer auf Gemeindeebene führt. Die Liegenschaftssteuer ist zudem nur eine ergänzende Vermögenssteuer. Da sich die Vermögenssteuerbelastung im weiteren nur im Promillebereich bewegt, kann von einer steuerlichen Bestrafung von Personen, die in Solarenergie investieren, nicht gesprochen werden.
Schliesslich verlangt Artikel 13 des eidgenössischen Steuerharmonisierungsgesetzes (StHG; SR 642.14), dass das Vermögen zum Verkehrswert zu bemessen ist. Solarenergieanlagen führen in aller Regel zu einer Erhöhung dieses Verkehrswertes, weshalb künftig ein Nichtberücksichtigen des Wertzuwachses rechtlich ausgeschlossen ist.
B. Der amtliche Wert als Bemessungsgrundlage für Gebühren: In vielen Gemeinden bildet heute der amtliche Wert die Bemessungsgrundlage für viele Gebühren unterschiedlicher Art. Es ist wenig verständlich, dass ein Hauseigentümer Kanalisationsanschlussgebühren oder Anschlussgebühren für die öffentliche Wasserversorgung nachbezahlen muss, nur weil der amtliche Wert seiner Liegenschaft infolge Einbaus eines Sonnenkollektors gestiegen ist. Die Ursache liegt aber nicht bei der Erhöhung des amtlichen Wertes, die wie erwähnt sachgerecht ist, sondern beim gewählten Anknüpfungspunkt für die Bemessung der Gebühren. Da diese Gebühren auf Gemeindeebene geregelt werden, hat der Kanton keine Möglichkeit, auf gesetzgeberischem Weg einzuwirken.
Allerdings wirkt die Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion schon seit mehreren Jahren darauf hin, dass für Kanalisations- und Wassergebühren andere Bemessungsgrundlagen als die amtlichen Werte beigezogen werden (Musterwasserversorgungsreglement 1987/1992 Art. 46 und Kant. Gewässerschutzverordnung KGV 1991 Art. 81). Es wird konsequent auf Belastungswerte verwiesen. Die Anpassung der Reglemente geschieht aber nur zögernd und ist Gemeindesache. Zudem haben die Gerichte bis heute den amtlichen Wert für solche Bemessungen immer noch toleriert.
Antrag: Ablehnung des Postulates

Rey-Kühni. Ich bin überhaupt nicht einverstanden mit der schriftlichen Antwort der Regierung auf mein Postulat. Der Kanton Bern fördert Sonnenenergieanlagen mit Beiträgen an Installationen von Kollektoren. Das ist sehr erfreulich. Aber die Idealisten, die sich zum Umsteigen auf Sonnenenergie entschliessen, werden nachher böse überrascht, und die Freude an der «Gratisenergie» wird ihnen arg vergällt. Unerwartete Rechnungen flattern ihnen ins Haus. Die Gemeinden verlangen für die neu erstellten Sonnenkollektoren Anschlussgebühren für Wasser, Abwasser und Kanalisation. Der amtliche Wert der Liegenschaft wird hinaufgesetzt, die Vermögens-, Liegenschafts- und Einkommenssteuern als Eigenmietwert werden entsprechend erhöht. Die eine Hand des Kantons gibt, die andere nimmt es wieder.
Das Postulat verlangt, dass die steuerliche Bestrafung von Sonnenenergiefans aufhören soll. Die Finanzdirektion lehnt das Postulat ab, und zwar mit folgender Begründung: Die Liegenschaft nehme an Wert zu, was die Erhöhung des amtlichen Wertes rechtfertige. Statt das Geld auf der Bank zu haben, habe man es dann eben auf dem Dach. In bezug auf die Vermögenssteuer werde das Geld auf dem Dach gegenüber dem Geld auf der Bank sogar bevorzugt behandelt, und die Liegenschaftssteuer sei so klein, dass sie gar nicht ins Gewicht falle. Für die von den Gemeinden erhobenen Steuern könne der Kanton nichts. Der letzte Punkt mag richtig sein. Aber Tatsache ist, dass die meisten Gemeinden ihre Gebühren nach wie vor auf der Basis des amtlichen Wertes der Liegenschaft erheben.
Zur Konkretisierung des Problems möchte ich Ihnen ein Beispiel vorrechnen. Die Eigentümerin eines Einfamilienhauses installiert auf ihrem Dach für 18000 Franken Sonnenkollektoren zur Warmwasseraufbereitung. Sie bekommt eine Kantonssubvention von rund 2000 Franken. Der amtliche Wert wird daraufhin praktisch um den vollen Betrag dieser 18000 Franken – nicht um einen Bruchteil davon, wie die Regierung schreibt – hinaufgesetzt. Die Gemeinde stützt sich auf diese Erhöhung und verlangt rund 1000 Franken Gebührennachzahlung für

Wasser, Abwasser und Kanalisation. Die Vermögens-, Liegenschafts- und Einkommenssteuern erhöhen sich um jährlich etwa 280 Franken. Das ist nicht sehr viel. Aber immerhin hat der Kanton innert sieben Jahren damit wieder zurückgenommen, was er vorher gespendet hat.
Wie sieht es aus mit dem sogenannten Mehrwert der Liegenschaft? Der Mehrwert ist völlig fiktiv. Niemand wird im Ernst behaupten, dass die Liegenschaft am Tag nach der Installation der Sonnenkollektoren um 18000 Franken teurer verkauft werden könnte als einen Tag vorher. Spätestens nach 18 Jahren – und das ist eine sehr lange Abschreibungszeit – ist der Wert der Kollektoren auf null gesunken. Dieser Wert sinkt also jedes Jahr um etwa 1000 Franken. Der amtliche Wert der Liegenschaft wird aber nicht jedes Jahr um 1000 Franken herabgesetzt. Das Geld auf dem Dach verschwindet also nach 18 Jahren. Der gleiche Betrag, wäre er auf der Bank geblieben, hätte sich um rund 14000 Franken vergrössert. Der Vergleich, den die Regierung anstellt, stimmt also hinten und vorne nicht. Der Mehrwert, den die Finanzdirektion annimmt, existiert nicht.
Ich möchte noch eine andere Rechnung machen. Die Hauseigentümerin hat vor der Installation der Sonnenkollektoren für das Öl zur Warmwasseraufbereitung jährlich etwa 500 Franken bezahlen müssen. Mit den Kollektoren braucht sie zwei Drittel weniger Öl; sie spart also 330 Franken pro Jahr oder in 18 Jahren 5940 Franken. Das ist ihr «Zins». Auf der Bank hätte sie für das gleiche Geld in der gleichen Zeit über 22000 Franken Zins bekommen. Wenn man die Ersparnis durch den Minderverbrauch an Öl gegenüber dem Zinsverlust und der jährlichen Abschreibung der Anlage aufrechnet, kommt man zum Schluss, dass die Hauseigentümerin jährlich 1570 Franken draufzahlt oder jeden Tag 4 Franken. Sie sehen, dass es bei den heutigen Kosten für Sonnenkollektoren ein rechtes Quantum an Idealismus braucht, eine solche Anlage zu installieren. Von Mehrwert kann keine Rede sein. Sonnenkollektoren auf dem Dach sind keine rentable Investition, die mit einem Bankkonto gleichzusetzen wäre. Es ist somit völlig absurd, wenn man solchen Idealismus noch steuerlich bestraft und die bescheidenen Subventionen mit der andern Hand wieder zurückholt.
Ich bitte Sie, das Postulat zu überweisen.

Steiner-Schmutz. Ich möchte das unterstreichen, was Frau Rey gesagt hat. Sie hat von Sonnenkollektoren zur Warmwasseraufbereitung gesprochen. Bei Photovoltaikanlagen, also Anlagen zur Erzeugung von Elektrizität, fällt die Rechnung noch viel negativer aus. Als Belohnung dafür, dass man bereit ist, viel höhere Preise für die Energie zu bezahlen, als sie beim Bezug von den BKW anfallen würden, muss man noch eine ganz massive Erhöhung des amtlichen Wertes der Liegenschaft in Kauf nehmen. Ich weiss von allen Firmen, inklusive BKW, die solche Anlagen anbieten und installieren, dass sie wegen dieses Umstandes immer wieder Reklamationen bekommen. Immer wieder sagen Leute im nachhinein, wenn sie das gewusst hätten, hätten sie die Sache nicht auf sich genommen. Ich rede aus eigener Erfahrung. Wir haben auch eine Photovoltaikanlage auf dem Dach montiert. Von einer Wertvermehrung kann keine Rede sein, weil es gar nicht möglich ist, eine solche Anlage zu amortisieren.
Ich bitte Sie, das Postulat zu überweisen.

Brawand. Die SVP-Fraktion ist sicher auch daran interessiert, dass solche Solaranlagen installiert werden. Aber wenn wir in diesem Bereich Steuervergünstigungen machen, ist das gefährlich, weil man dann sagen könnte, in andern Bereichen sollte man ebenfalls steuerliche Erleichterungen schaffen. Es handelt sich ja hier nicht um Riesenbeträge. Die SVP-Fraktion lehnt das Postulat klar ab, denn es könnte sonst ein Fass ohne Boden entstehen.

Fuhrer. Die FDP-Fraktion lehnt das Postulat ebenfalls ab. Die Begründung der Regierung ist gut. Durch die Investition gibt es eine Vermögensumlagerung, die nicht zu mehr Steuern führt. Ich habe auch noch nie gesehen, dass die gesamten Baukosten auf den amtlichen Wert draufgeschlagen würden. Ich habe schon oft versucht, etwas zum amtlichen Wert zu kaufen, aber das ist mir noch nie gelungen. Der amtliche Wert ist immer noch tiefer als der Marktwert.
Wenn wir hier nachgeben und eine gewisse Ideologie aus Steuergeldern unterstützen würden, dann hätten wir bald einen Rattenschwanz von andern Ideologien, die den Staatssäckel auch treffen würden.

Rey-Kühni. Ich möchte noch einmal betonen, dass es überhaupt nicht um Vergünstigungen geht, wie Herr Brawand gesagt hat. Es geht vielmehr darum, dass hier Steuern erhoben werden auf einem Mehrwert, der gar nicht existiert.

Augsburger, Finanzdirektor. Das Anliegen von Frau Grossrätin Rey ist sicher sehr sympathisch. Man muss aber sehen, dass sie ein ausserfiskalisches Ziel verfolgt, und da stellt sich die Frage, ob man dieses Ziel mit dem Steuergesetz erreichen kann. Die Regierung ist ganz klar der Meinung, dass man das nicht kann. Es ist zwar auf den ersten Blick verwirrlich, dass man eine steuerliche Mehrbelastung in Kauf nehmen muss, wenn man etwas Gutes für die Umwelt tun will. Aber die Solaranlagen, wie sie auch immer ausgestaltet sind, sind eine Investition. Anstatt Geld auf dem Bankkonto zu haben, für das man eine Vermögenssteuer bezahlen muss, investiert man das Geld. Wenn man zusätzlich zu einer normalen Heizanlage eine Solaranlage installiert, muss das steuerlich erfasst werden. Das ist eine Frage der Gerechtigkeit. Würde man den amtlichen Wert nicht entsprechend hinaufsetzen, würde das die Gemeinden treffen, denn der amtliche Wert ist eine Bemessungsgrundlage für die Gemeinden bezüglich Kanalisationsanschlussgebühren und andere Gebühren.
Die Frage, ob die Solartechnik steuerlich begünstigt werden soll, ist auch von der Kommission für die Steuergesetzrevision 95 diskutiert und grossmehrheitlich abgelehnt worden. Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag der Regierung zu folgen und das Postulat abzulehnen.

Abstimmung

Für Annahme des Postulats	54 Stimmen
Dagegen	63 Stimmen

053/92

Dringliche Motion Holderegger – Steuerharmonisierung mit Gegenwartsbesteuerung vorziehen

Wortlaut der Motion vom 15. März 1993

Der Regierungsrat wird beauftragt, einen Bericht über die zu erwartenden Umstellungs- und Anpassungspro-

bleme sowie die finanziellen Auswirkungen auf die Steuererträge von Kanton und Gemeinden bei einer vorgezogenen Anpassung des Steuergesetzes an das Bundesgesetz über die Steuerharmonisierung mit Einschliessung der einjährigen Gegenwartsbesteuerung auch für natürliche Personen bereits auf das Jahr 1997 bzw. 1999 zu erstellen.
Begründung: Mit dem ab 1. Januar 1993 geltenden eidgenössischen Steuerharmonisierungsgesetz hat der Bund die nötige gesetzliche Vorgabe bereits gegeben. Die kantonalen Steuergesetze sind damit bis am 1. Januar 2001 anzupassen, wenn nicht zwingend das eidgenössische Steuerrecht übernommen werden soll.
Mit einer etwas rascheren Gangart bei der an sich gewünschten Steuerharmonisierung mit einjähriger Gegenwartsbesteuerung könnten bei den kleineren, natürlichen Einkommen die zunehmend massiv ins Gewicht fallenden Verursachersteuern bzw. Abgaben (wie z.B. bei Abwasser, Kehricht, Energie, Verkehr etc.) entsprechend ausgeglichen werden. Der unnötige Aufwand für die ungleichen Bemessungsgrundlagen von Bund und Kanton könnte weiter früher behoben werden.

(35 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Antwort des Regierungsrates vom 21. April 1993

1. Das Bundesgesetz über die Steuerharmonisierung StHG: Das StHG sieht in Artikel 15 für die natürlichen Personen wie im bisherigen Bundessteuerrecht, aber auch wie im geltenden Berner Steuergesetz die zweijährige Veranlagung nach dem System der Vergangenheitsbemessung vor. In Artikel 16 StHG wird den Kantonen die Möglichkeit offen gelassen, abweichend von dieser Regel die einjährige Veranlagung mit Gegenwartsbemessung einzuführen.
In den Übergangsbestimmungen des StHG wird den Kantonen eine Frist von acht Jahren nach Inkrafttreten des StHG gelassen, um ihre Gesetzgebung an die neuen Vorschriften anzupassen. Nach Artikel 72 StHG gilt jedoch diese Übergangsfrist ausdrücklich nicht für die Änderung in der zeitlichen Bemessung. Für diesen Bereich ist vielmehr vorgesehen, dass der Bundesrat nach Ablauf der Übergangsfrist einen Bericht über die kantonalen Regeln der zeitlichen Bemessung erstellen muss und darauf einen Antrag auf Vereinheitlichung der zeitlichen Bemessung stellt (Art. 70 StHG). Das StHG ist auf den 1. Januar 1993 in Kraft getreten. Bericht und Antrag werden somit frühestens im Jahre 2001 vorliegen.
Aus diesen Bestimmungen des StHG kann also nicht darauf geschlossen werden, dass die Kantone bis zu einem heute bereits bekannten Zeitpunkt ihr System der zeitlichen Bemessung ändern werden. Die bundesrechtlichen Vorschriften sehen nur die Möglichkeit einer Änderung sowie den Bericht und Antrag des Bundesrates nach Ablauf der Übergangsperiode vor. Das Ergebnis dieses Berichtes und den Inhalt des Antrages können heute nicht verbindlich festgestellt werden.
2. Das Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer DBG: Die Vorschriften über die zeitliche Bemessung der Steuern der natürlichen Personen sind auch im DBG im Sinne der Bestimmungen des StHG geregelt. Neben der Wahlmöglichkeit für die Kantone auch im Bereich der direkten Bundessteuer (Art. 40 und 41 DBG) ist insbesondere Artikel 219 DBG zu beachten. Danach hat der Bundesrat innert acht Jahren nach Inkrafttreten des DBG auch für die direkte Bundessteuer Bericht und Antrag auf Vereinheitlichung zu erstatten. Das DBG ist auf den 1. Januar 1995 in Kraft gesetzt worden, so dass dieser Bericht frühestens im Jahre 2003 erstattet werden kann.
3. Folgerungen für die Gesetzgebung im Kanton Bern: Die Harmonisierung der zeitlichen Bemessung bei der Besteuerung der natürlichen Personen ist nicht nur ein Ziel des StHG, sondern unbestritten auch als Vereinfachung im Verfahren zu betrachten. Aufgrund der Übergangsbestimmungen in den beiden Bundesgesetzen ergibt sich jedoch weder eine klare Systemwahl noch ein zwingender Zeitpunkt für eine allfällige Änderung des Systems. Entscheidend ist in jedem Fall, dass ein Systemwechsel für die direkte Bundessteuer im gleichen Zeitpunkt wie für die Staats- und Gemeindesteuern vorgenommen würde. Zusätzlich sollte angestrebt werden, dass eine möglichst grosse Zahl von Kantonen den Systemwechsel gleichzeitig vornehmen. Andernfalls besteht die Gefahr, dass der bundesrätliche Bericht eine Mehrheit von Kantonen mit bisherigem System feststellt und die fortschrittlichen Kantone zu einem Wechsel zurück angehalten werden.
Der Regierungsrat ist bereit, die Konsequenzen eines Systemwechsels abzuklären. Er ist daran interessiert, rechtzeitig Entscheidgrundlagen bereitzustellen, damit ein solcher Wechsel möglichst koordiniert erfolgen kann, sofern der Gesetzgeber diesen Schritt machen will.
Aufgrund der dargestellten Übergangsbestimmungen in den beiden Bundesgesetzen kann sich der Regierungsrat nicht auf einen bestimmten Zeitpunkt für einen allfälligen Systemwechsel festlegen. Die Wahl dieses Zeitpunkts sollte aufgrund der im Bericht darzustellenden Probleme und Auswirkungen getroffen werden.
Der Regierungsrat beantragt Annahme der Motion.

Bieri, Vizepräsident. Die Motion wird nicht bestritten.

Abstimmung

Für Annahme der Motion	Grosse Mehrheit

056/93

Dringliche Motion Seiler (Moosseedorf) – Erleichterung des vorzeitigen Altersrücktritts

057/93

Dringliches Postulat Seiler (Moosseedorf) – Bessere Verteilung der Arbeit

---

Wortlaut der Motion vom 15. März 1993

Der Regierungsrat wird beauftragt, dem Grossen Rat einen Erlass vorzulegen, mit welchem die gesetzliche Grundlage geschaffen wird, um den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern des Kantons die vorzeitige Pensionierung beziehungsweise einen vorzeitiger Teil-Rücktritt zu erleichtern.
Begründung: Der Kanton Bern steht zurzeit unter einem doppelten Druck: Einerseits erfordert die schwierige Finanzlage Sparmassnahmen und anderseits wird vom Staat erwartet, dass er im Kampf gegen die Arbeitslosigkeit eine aktive Rolle spielt.
Angesichts der anhaltenden Rezession darf der Kanton mit seinen Sparmassnahmen keine zusätzlichen Arbeitslosen schaffen. Mit der Erleichterung des vorzeitigen Altersrücktritts sollen Entlassungen vermieden und bestehende Stellen wenn möglich mit jüngeren Arbeitskräften besetzt werden. Dem Staatspersonal soll deshalb ab dem 60. Altersjahr die vorzeitige Pensionierung

beziehungsweise ein Teilrücktritt erleichtert werden, indem der Kanton die volle Rente gemäss dem aktuellen versicherten Verdienst, eine Überbrückungsrente bis zum Erlangen der AHV-Rente sowie die Beiträge der Versicherungskasse ausrichtet.

(32 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 21. April 1993

Bezüglich des vom Motionär erwähnten doppelten Drucks – Durchführung von Sparmassnahmen und Bekämpfung der Arbeitslosigkeit –, unter dem der Kanton steht, ist nicht zu bestreiten, dass dieses Spannungsfeld besteht. Indessen müssen diese Elemente getrennt behandelt werden, weil die Personalpolitik des Kantons Bern nicht mit dem Problem der Arbeitslosigkeit vermischt werden darf.
Nach Meinung des Regierungsrates ist es aus finanziellen und politischen Gründen wichtig, die Personalkosten bzw. die Anzahl beschäftigter Personen, möglichst wenig anwachsen zu lassen. Dies ermöglicht insbesondere auch eine attraktive Personalpolitik (z. B. Sicherstellung des vollen Teuerungsausgleichs, Realisierung von Berebe). Auf diese Weise läuft der Kanton Bern nicht Gefahr, in wirtschaftlich besseren Zeiten als Arbeitgeber gegenüber der Privatwirtschaft in Rückstand zu geraten und nicht mehr konkurrenzfähig zu sein.
Eine andere Frage ist die der allgemeinen Arbeitslosigkeit, die, wie erwähnt, grundsätzlich nicht mit personalpolitischen Massnahmen des Kantons als Arbeitgeber zu bekämpfen ist. Dieses Problem muss auf einer anderen Ebene angegangen werden, z. B. mit der Durchführung von besonderen Beschäftigungsprogrammen und eigens dafür bestimmten Krediten. Mit diesem Vorgehen wird insbesondere auch ein Beitrag zur Kostentransparenz im Finanzhaushalt sichergestellt.
Im Rahmen der Massnahmen zur Wiederherstellung des Gleichgewichts des bernischen Finanzhaushaltes befindet sich zurzeit ein Dekret in der Ausarbeitung mit dem Ziel, die Durchführung von Massnahmen zur Personalrestrukturierung insbesondere mittels vorzeitiger Pensionierung zu erleichtern. Damit soll ein flankierendes Instrument bereitgestellt werden, das geeignet ist, den Personalbestand möglichst ohne Entlassungen zu reduzieren. Eine diesbezügliche Regelung im verwaltungsinternen Dekretsentwurf sieht deshalb die vorzeitige Pensionierung zu günstigen Bedingungen vor, sofern die Betreffenden 60jährig sind, mindestens 15 Beitragsjahre ausweisen und die von ihnen besetzte Stelle, allenfalls eine andere Stelle in diesem Bereich, aufgehoben wird. Allerdings bedingt eine derartige Sonderregelung, dass diese nicht zu Lasten der Solidarität der übrigen Mitglieder der Kasse finanziert werden darf, sondern dass der Kanton die der Kasse aus vorzeitigen Pensionierungen wegen Stellenabbaus entstehenden Mehrbelastungen zurückerstattet.
Weil die im Dekretsentwurf vorgeschlagene Lösung der vorzeitigen Pensionierung im Zusammenhang mit den Massnahmen zur Wiederherstellung des Gleichgewichts im Finanzhaushalt steht, darf die getroffene Lösung nicht Mehrkosten auslösen, sondern muss ein Sparpotential beinhalten, um ihren Zweck nicht zu verfehlen. Einsparungen im Zusammenhang mit der Einführung einer vorzeitigen Pensionierung sind aber nur zu gewährleisten, wenn es nicht zur «kalten» Einführung des Pensionierungsalters 60 für die Gesamtheit des Staatspersonals führt. Entgegen der Zielrichtung des Motionärs ist deshalb die Erleichterung des vorzeitigen Altersrücktritts konsequent auf Fälle zu beschränken, in denen ein Interesse des Kantons offenkundig ist. Es muss gewissermassen ein öffentliches Interesse an der vorzeitigen Pensionierung nachweisbar sein, was voraussetzt, dass Stellen aufgehoben werden können. Zudem ist klar festzuhalten, dass auf vorzeitige Pensionierung zu den für Massnahmen zur Personalrestrukturierung geltenden Vorzugsbedingungen kein Rechtsanspruch besteht.
Zusammenfassend ist festzuhalten, dass der Regierungsrat bestrebt ist, den beschlossenen Stellenabbau nach Möglichkeit ohne Entlassungen durchzuführen. Eines der wichtigsten Instrumente zur Erreichung dieser Zielsetzung ist die vorzeitige Pensionierung. Eine entsprechende Vorlage wird vom Regierungsrat in Kürze verabschiedet. Die Lösung darf jedoch keinesfalls in dem vom Motionär gewünschten Sinn erfolgen, dass das Rentenalter des Staatspersonals generell und auf Kosten des Kantons auf 60 Jahre gesenkt wird. Die finanzpolitischen Zielsetzungen könnten mit einem solchen Vorgehen nicht erreicht werden. Angesichts des stark rezessiven Umfeldes wäre eine solche Massnahme jedoch auch gegenüber der übrigen Bevölkerung nicht vertretbar.
Antrag: Annahme als Postulat

Wortlaut des Postulats vom 15. März 1993

Der Regierungsrat wird beauftragt, folgende Massnahmen im Bereich der Personalpolitik zu prüfen:
1. Reduktion der Soll-Arbeitszeit auf 40 Stunden mit teilweiser Gehaltsanpassung;
2. Flexibilisierung der Arbeitszeit durch Schaffung einer Palette mit verschiedenen Arbeitszeitmodellen;
3. Förderung des Job-sharing.

Begründung: Der Kanton Bern steht zurzeit unter einem doppelten Druck: Einerseits erfordert die schwierige Finanzlage Sparmassnahmen und anderseits wird vom Staat erwartet, dass er im Kampf gegen die Arbeitslosigkeit eine aktive Rolle spielt.
Angesichts der anhaltenden Rezession darf der Kanton mit seinen Sparmassnahmen keine zusätzlichen Arbeitslosen schaffen. Mit den geforderten Massnahmen sollen Entlassungen vermieden und die zu leistende Arbeit auf mehr Hände und Köpfe verteilt werden.

(32 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 21. April 1993

Die mit dem Postulat vorgeschlagenen Massnahmen für eine bessere Verteilung der Arbeit müssen unter zwei grundsätzlichen Gesichtspunkten geprüft werden: es geht einerseits um die Forderung nach einem Beitrag zur Unterstützung des Arbeitsmarktes und andererseits um die Notwendigkeit der Sanierung der Staatsfinanzen. Der Regierungsrat hat vom Grossen Rat ehrgeizige Sparvorgaben erhalten. Er muss deshalb darauf achten, dass beschäftigungswirksame Massnahmen die Erfüllung des Sparauftrages nicht verhindern. Dieser Zielkonflikt wird durch die geforderten Massnahmen klar ersichtlich.
1. Reduktion der Soll-Arbeitszeit auf 40 Stunden mit teilweiser Gehaltsanpassung: Eine generelle Arbeitszeitreduktion auf 40 Stunden mit nur teilweiser Gehaltsanpassung würde de facto zu einer Reallohnerhöhung führen, die in der heutigen wirtschaftlichen Situation nicht ver-

tretbar wäre. Mit der geplanten Besoldungsrevision und der dort vorgesehenen individuellen Leistungskomponente wurde ein klares Zeichen gesetzt, dass künftig generelle Reallohnerhöhungen tendenziell durch individuelle Honorierung der Arbeitsleistung ersetzt werden sollen. Ausserdem könnte eine generelle Arbeitszeitreduktion um 1–2 Stunden nicht ohne Anstellung von zusätzlichem Personal bewältigt werden. Heute muss die Verwaltung ein stetig wachsendes Arbeitsvolumen mit weniger Personal erledigen (die Motion Schmid verlangt einen Abbau von 600 Stellen). Die Dienststellen, die mit einem bestimmten Personalbestand Leistungen rund um die Uhr zu erbringen haben (Spitäler, Heime, Polizei, Anstalten, usw.), müssten bei einer Arbeitszeitverkürzung mit zusätzlichem Personal versehen werden. Dies würde per Saldo zu einer Steigerung der Lohnsumme und damit zum Anwachsen der Personalkosten führen. Damit würden die finanziellen Schwierigkeiten des Kantons noch verschärft. Dieser Punkt des Vorstosses muss deshalb abgelehnt werden.
2. Flexibilisierung der Arbeitszeit durch Schaffung einer Palette mit verschiedenen Arbeitszeitmodellen: Diese Forderung deckt sich grundsätzlich mit der Absicht des Regierungsrates, dem Personal eine freiwillige Reduktion der Arbeitszeit, verbunden mit einer entsprechenden Lohnkürzung, zu ermöglichen. Dieses Vorhaben ist Bestandteil des Massnahmenplans Haushaltgleichgewicht II, mit dem das Finanzplandefizit 1994–1996 vermindert werden soll (Massnahme 8). Die aus der Arbeitszeitreduzierung freigesetzten finanziellen Mittel sollen primär einen Beitrag zur Sanierung der Finanzen leisten. Aufgrund der bisherigen Vorarbeiten wird angestrebt, dem Personal die Auswahl zwischen verschiedenen «Arbeitszeitmenüs» einzuräumen. Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter könnten danach freiwillig ein Wochenpensum zwischen 42 und 38 Stunden wählen. Der Abbau je Arbeitsstunde pro Woche, bzw. die Gewährung einer zusätzlichen Ferienwoche pro Jahr wäre mit einer Lohnreduzierung von 2,3 Prozent verbunden. Da gegenwärtig das Sparziel im Vordergrund steht, soll die Arbeitszeitreduktion durch Produktivitätssteigerungen oder über einen Leistungsabbau aufgefangen werden, und nicht durch die Einstellung von zusätzlichem Personal.
3. Förderung des Job-sharing: Mit dem Job-sharing wird eine Arbeitsteilung in dem Sinne gefordert, dass die bisher einer Person zugeteilten Aufgaben künftig von zwei oder mehr Teilzeitbeschäftigten erfüllt werden sollen. Dieses Arbeitsmodell wird in der Verwaltung bereits verwendet. Über 50 Prozent aller von der Verwaltung beschäftigten Frauen und immerhin mehr als ein Sechstel aller Männer arbeiten bereits als Teilzeitbeschäftigte. Das Job-sharing stellt höhere Anforderungen an die Arbeitsorganisation (Information, Koordination, Ansprechpartner für Vorgesetzte und Bürger, räumliche Verhältnisse, usw.), die sich u. U. auch kostenmässig auswirken können. Der Regierungsrat ist dennoch bereit zu prüfen, dies unter Berücksichtigung der betrieblichen, organisatorischen und finanziellen Probleme, wie die Arbeitsteilung in der kantonalen Verwaltung noch gefördert werden kann.
Aufgrund der heutigen finanziellen Situation ist der Regierungsrat gezwungen, auch im Personalbereich zu sparen. Er wird alles daran setzen, um diese Massnahmen möglichst ohne Entlassungen umzusetzen. Zu diesem Zweck wird zurzeit an einem Dekret gearbeitet, welches Massnahmen bei Personalrestrukturierungen in der Kantonsverwaltung vorsieht. Mit diesem Dekret soll der Regierungsrat die Möglichkeit erhalten, bei Restrukturierungen flankierende Massnahmen zugunsten des Personals zu treffen, wie z. B. vorzeitige Pensionierungen oder die Förderung von internen Versetzungen. Es muss aber grundsätzlich verhindert werden, dass neue Eingriffe (z. B. eine Arbeitszeitreduktion auf 40 Arbeitsstunden pro Woche mit nur teilweisem Gehaltsabbau) zusätzliche Kosten verursachen, die die getroffenen Sparmassnahmen neutralisieren würden.
Dem an sich begründeten Wunsch des Postulanten, der Kanton solle keine zusätzlichen Arbeitslosen schaffen, kommt der Regierungsrat auch dadurch entgegen, dass er im Rahmen des Massnahmenplanes MHG II bewusst darauf verzichtet, dem Grossen Rat einen über die bisherigen Vorgaben hinausgehenden Personalabbau vorzuschlagen.
Aufgrund dieser Erwägungen kommt der Regierungsrat zu folgenden Anträgen zuhanden des Grossen Rates:
Ziffer 1: Ablehnung des Postulats
Ziffer 2: Annahme als Postulat
Ziffer 3: Annahme als Postulat

Bieri, Vizepräsident. Weil die dringliche Motion Seiler (Moosseedorf) einen inneren Zusammenhang hat mit dem gleichzeitig eingereichten dringlichen Postulat von Herrn Seiler, schlage ich vor, die beiden Vorstösse gemeinsam zu behandeln. Ist der Rat damit einverstanden? – Das ist der Fall.

Seiler (Moosseedorf). Es scheint mir richtig, die beiden Vorstösse zusammen zu behandeln, weil sie Ausfluss einer gemeinsamen Problematik sind.
Ich beginne meine Begründung mit einem Zitat: «Regierung und Verwaltung wollen zu ihrem wichtigsten Potential, dem Personal, Sorge tragen.» Das ist der Leitsatz Nr. 6 aus dem Effista-Schlussbericht, den Sie kürzlich bekommen haben. Weiter heisst es dort: «In einer Dienstleistungsorganisation ist das Humankapital die wichtigste Ressource.» Es wird auch gesagt, in welcher Weise man zum Personal Sorge tragen müsse und welche Massnahmen zu treffen seien. Beispielsweise heisst es: «Zu den personalpolitischen Führungsinstrumenten gehört ein flexibles Personalrecht.» Schlussendlich wird gesagt: «Es geht also darum, die persönlichen Interessen der Mitarbeiter mit den Interessen des Arbeitgebers an einer flexiblen, leistungs- und entwicklungsfähigen Organisation in Einklang zu bringen.»
Damit ist schon relativ viel zur Begründung meiner zwei Vorstösse gesagt. Als oberste Maxime der Personalpolitik gilt also, man solle Sorge tragen zum Personal. In letzter Zeit haben aber Regierung und Grosser Rat in dieser Hinsicht nicht viel getan. Man hat die Teuerung nicht mehr voll ausgeglichen, hat also Lohnabbau betrieben, man hat eine Motion überwiesen, die den Beamtenstatus weitgehend abschaffen will; man will also die Sicherheit für das Personal abbauen. Wir werden in der nächsten Session über das Pensionskassengesetz reden, und in der vorberatenden Kommission will man dieses Gesetz bereits dazu missbrauchen, dem Personal eins auszuwischen. Schlussendlich haben wir den Stellenabbau, der für das Staatspersonal ein grosses Problem darstellt und grosse Verunsicherung bewirkt hat. Wenn ich lese, es gehe darum, die persönlichen Interessen der Mitarbeiter mit den Interessen des Arbeitgebers in Einklang zu bringen, so habe ich den Eindruck, beim Stellenabbau sei in dieser Hinsicht einiges gesündigt worden.
Die Vorschläge, die ich Ihnen unterbreite, sind ein Versuch, die Interessen des Staates und die Interessen des

Personals in Einklang zu bringen. Ich habe unterteilt in eine Motion und ein Postulat, weil ich das Gefühl hatte, es brauche noch eine gesetzliche Grundlage. In der Motion verlange ich eine Erleichterung des vorzeitigen Altersrücktritts, also des Altersrücktritts, bevor die Versicherungskasse die volle Pension auszahlen kann. Die Idee dahinter ist folgende: Es ist besser, der Kanton brauche Geld dafür, älteren Leuten, die bereit sind, sich früher pensionieren zu lassen, die Pension auszuzahlen, statt jungen Arbeitslosen eine Arbeitslosenentschädigung zu zahlen.
Die schriftliche Antwort der Regierung gibt mir das Gefühl, ich sei nicht ganz richtig verstanden worden. Ich habe nirgends verlangt, es solle ein Rechtsanspruch auf vorzeitige Pensionierung entstehen. Ich weiss nicht, warum man auf die Idee kommt, dieser Vorstoss solle die kalte Einführung des Pensionsalters 60 bringen. Ich bin aber froh, dass die Regierung bereit ist, die Idee zu prüfen, dass sie bereit ist, schnellstmöglich ein Dekret vorzubereiten, das die nötige Grundlage schafft. Ich habe einen solchen Dekretsentwurf bereits zugestellt erhalten, und ich bin deshalb bereit, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.
Nun zum Postulat, das drei weitere Vorschläge zur besseren Verteilung der Arbeit unterbreitet. Ich bin froh, dass die Regierung bereit ist, die Punkte 2 und 3, also die Flexibilisierung der Arbeitszeit und die Förderung des Jobsharing, zu prüfen. Es handelt sich ja dabei um Vorschläge, die keineswegs revolutionär sind, die in der Privatwirtschaft verschiedentlich eingeführt sind und mit denen man in der Privatwirtschaft und auch in Teilen der öffentlichen Verwaltung recht gute Erfahrungen macht.
Überrascht hat mich, dass die Regierung den ersten Punkt des Postulats ablehnen will. Die Stellungnahme der Regierung zu diesem Punkt steht eigentlich im Widerspruch zu dem, was die Regierung im Gespräch mit den Personalorganisationen erklärt hat. In diesen Gesprächen hat uns nämlich eine Delegation der Regierung erklärt, man sei bereit, auch die Idee der Arbeitszeitreduktion mit teilweiser Gehaltsanpassung zu prüfen, und man wolle zu diesem Zweck eine Arbeitsgruppe einsetzen. Deshalb bin ich überrascht, dass die Regierung jetzt sagt, den ersten Punkt wolle sie gar nicht prüfen. Einen Prüfungsauftrag anzunehmen, heisst ja noch nicht, mit dem Ziel einverstanden zu sein.
Ich habe in der schriftlichen Antwort der Regierung aber auch Positives gefunden. Beispielsweise heisst es in der Antwort auf die Motion, man wolle den vollen Teuerungsausgleich sicherstellen. Das habe ich sehr gerne zur Kenntnis genommen, und auch das Personal wird mit Freude zur Kenntnis nehmen, dass die Regierung künftig auf Manöver, wie wir sie im letzten Jahr erlebt haben, verzichten will.
Ich bin nicht einverstanden damit, dass die Regierung den Zusammenhang zwischen den Sparmassnahmen, die der Kanton vornehmen muss, und der Situation auf dem Arbeitsmarkt negiert. Es darf doch einfach nicht sein, dass jetzt, wo wir über 18000 Arbeitslose im Kanton Bern haben, also eine Arbeitslosigkeit, wie wir sie seit dem Zweiten Weltkrieg nicht mehr gesehen haben, dass in dieser Situation der Kanton durch Entlassungen diese Arbeitslosigkeit noch erhöht. Es sollte doch im Gegenteil so sein, dass der Kanton hilft, die Situation zu verbessern. Gestern haben wir hier über die beiden Bauvorhaben in Frutigen und in Lyss diskutiert, und da wurde erklärt, es gehe auch darum, Arbeitsplätze zu erhalten. Wer gestern so geredet hat, muss doch eigentlich heute auch damit einverstanden sein, dass das Postulat in allen drei Punkten überwiesen wird. Es nimmt mich wunder, wie Herr Regierungsrat Augsburger den Widerspruch zwischen der mündlichen Erklärung der Regierung und der schriftlichen Stellungnahme zum Postulat erklärt.

Grossniklaus. Ich nehme zur Motion von Herrn Seiler Stellung, nicht aber zum Postulat. Herr Seiler hat jetzt seine Motion in ein Postulat umgewandelt, und wir sind ihm dankbar dafür. Er verlangt mit seinem Vorstoss, dass der Kanton nicht mit Entlassungen die Arbeitslosigkeit noch anheizt. Das können wir von der SVP-Fraktion aus unterstützen. Wir können aber nicht unterstützen, dass Arbeitnehmer entlassen werden, um andern Platz zu machen, wodurch der Kanton in Kosten gestürzt wird. Wir könnten es unterstützen, wenn Arbeitnehmer im vorgerückten Alter entlassen werden können, denn das ist für die Kantonsfinanzen günstiger, als wenn man sie noch «durchseuchen» muss, bis sie das Rentenalter erreicht haben. Deshalb können wir einer Motion niemals zustimmen. Wir sind aber froh, dass die Regierung vorgespurt und eine Vorlage vorbereitet hat. Deshalb können wir das Anliegen in Postulatsform unterstützen.
Herr Seiler hat gesagt, die Sorge für das Personal habe nicht den Stellenwert, wie es geschrieben stehe. Ich möchte das nicht so auslegen. Wenn es Personal gibt, das sich vom Kanton nicht umsorgt fühlt, tut es mir leid. Aber diesen Leuten steht es frei, einen sorgenvolleren Arbeitgeber zu suchen. Die Interessen von Arbeitgebern und Arbeitnehmern finden dann zusammen, wenn der Arbeitgeber seine Finanzen so ordnen kann, dass er in der Lage ist, die Arbeitnehmer zu entlöhnen. Aber wenn der Kanton das Geld nicht mehr hat, sind die Interessen beidseits nicht abgedeckt.
Ich bitte Sie im Namen der Minderheit der SVP-Fraktion, das Postulat zu unterstützen.

Bieri, Vizepräsident. Die gemeinsame Behandlung der beiden Vorstösse war ursprünglich nicht vorgesehen. Deshalb haben sich die Fraktionssprecher getrennt darauf vorbereitet. Ich gebe deshalb jetzt Herrn von Allmen das Wort, der für die SVP-Fraktion zum Postulat Stellung nimmt.

von Allmen. Der erste Punkt des Postulats verlangt eine Reduktion der Soll-Arbeitszeit auf 40 Stunden mit einer teilweisen Gehaltsanpassung. Die Einsicht, dass im heutigen Wirtschaftsklima eine Arbeitszeitverkürzung nicht ohne Lohneinbusse realisiert werden kann, ist offenbar vorhanden. Das ist gut. Man kommt davon ab, Arbeitszeitverkürzungen mit vollem Lohnausgleich zu verlangen. Verwirrlich ist aber das Wort «teilweise». Ich könnte mir vorstellen, dass man dann bei den tieferen Lohnkategorien keinen Lohnabbau vornehmen möchte und bei den höheren Lohnkategorien einen voll der Arbeitszeitverkürzung entsprechenden Lohnabbau. Das wird aber sicher schwierig sein.
Die SVP-Fraktion lehnt den ersten Punkt des Postulats ab. Eine Arbeitszeitreduktion mit nur teilweiser Gehaltsanpassung ist im Prinzip nichts anderes als eine Reallohnerhöhung und ist mit dem Sparauftrag, den die Regierung bekommen hat, nicht zu vereinbaren. Auch müsste bei einer Arbeitszeitverkürzung allenfalls weiteres Personal eingestellt werden. Das ist nichts anderes als eine Erhöhung der Personalkosten. Dieser erste Punkt ist übrigens auch mit der Motion Schmid (Rüti) nicht vereinbar.

Der Punkt 2 verlangt eine Flexibilisierung der Arbeitszeit und die Schaffung einer Palette mit verschiedenen Arbeitszeitmodellen. Man kann über eine zusätzliche Ferienwoche reden, man kann auch von einem Modell reden, in dem man seine Arbeitszeit frei wählen kann zwischen 38 und 42 Stunden pro Woche. Aus der schriftlichen Antwort durften wir entnehmen, dass die Regierung im Massnahmenpaket II so etwas vorsieht. Wir können aber dem Punkt 2 nur zustimmen – und dazu möchte ich dann vom Herrn Finanzdirektor noch etwas hören –, wenn bei einem Abbau der Arbeitszeit oder bei einer zusätzlichen Ferienwoche der Lohn entsprechend reduziert wird. Ein Abbau der Arbeitszeit ist nur dort zulässig, wo kein zusätzliches Personal eingestellt werden muss, wo also der Abbau durch eine Produktivitätssteigerung möglich wird. Die Motion Schmid (Rüti) und die Sparziele haben im Minimum Gleichrangigkeit, wenn nicht Priorität. Die freiwerdenden Mittel müssen vollumfänglich der Sanierung des Staatshaushaltes zugute kommen. Wenn diese Voraussetzungen vom Finanzdirektor bejaht werden, können wir dem Punkt 2 des Postulats zustimmen.
Der Punkt 3 verlangt die Förderung des Job-sharing. In seiner schriftlichen Antwort teilt der Regierungsrat mit, dass dies heute schon auf freiwilliger Basis möglich sei. Job-sharing ist dort sinnvoll, wo es ohne Mehrkosten machbar ist, wo also die Arbeitsorganisation und die Information nicht komplizierter werden und nicht zusätzlicher Arbeitsraum benötigt wird. Wir lehnen aber den Punkt 3 ab, weil wir der Meinung sind, für das, was bereits auf freiwilliger Basis gemacht wird, brauche es kein Postulat. Lassen wir doch etwas, was freiwillig funktioniert, freiwillig weiter passieren.
Zusammengefasst lautet die Empfehlung der SVP-Fraktion zum Postulat: Punkt 1 ablehnen, Punkt 2 unter den genannten Voraussetzungen überweisen, Punkt 3 ablehnen.

Bangerter. Ich rede zur Motion, die Herr Seiler in ein Postulat umgewandelt hat.
Die Personalplanung des Kantons und die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit sind zwei verschiedene Dinge und müssen getrennt, das heisst spezifisch, angegangen werden. Dass unsere Arbeitslosenversicherung für eine Schönwetterlage geschaffen worden ist und dass sie im heutigen Ernstfall nicht mehr genügt, wissen wir auch. Die Arbeitslosenversicherung muss grundlegend überprüft und verbessert werden. Das ist das eine. Die allgemeine frühzeitige Pensionierung ist eine andere Sache. Die Kosten für eine allgemeine frühzeitige Pensionierung ab dem 60. Altersjahr für das Staatspersonal können auf keinen Fall einseitig vom Kanton getragen werden. Wir würden dadurch ein Zweiklassensystem bei den Arbeitnehmern schaffen. Das Staatspersonal könnte ohne Lohneinbusse vom vorzeitigen Altersrücktritt Gebrauch machen. Das Personal in der Privatwirtschaft hätte diese Möglichkeit nicht, weil die vielen Klein- und Mittelbetriebe diese Kosten nicht auch noch verkraften können. Das Personal in der Privatindustrie hätte nicht nur nicht diese Möglichkeit, sondern müsste zudem aus seinem Steuergeld auch noch die Privilegien des Staatspersonals mitfinanzieren. Dass in besonderen Fällen die Möglichkeit des frühzeitigen Rücktritts für das Staatspersonal zu tragbaren Bedingungen geschaffen werde, ist aber ein prüfenswertes Anliegen.
Zusammenfassend: Eine generelle Senkung des Rentenalters des Staatspersonals auf Kosten des Kantons lehnt die FDP-Fraktion ab. Die Möglichkeit eines frühzeitigen Rücktritts in Einzelfällen zu tragbaren Bedingungen für die Betroffenen soll hingegen geprüft werden. In dem Sinn kann sich die FDP-Fraktion mit der Annahme des Postulats einverstanden erklären.

Erb. Ich begründe die Haltung der FDP-Fraktion zum Postulat betreffend die bessere Verteilung der Arbeit. Wie die SVP-Fraktion sind auch wir der Meinung, man müsse Punkt 1 des Postulats ablehnen, währenddem man den Punkten 2 und 3 zustimmen kann.
Der Punkt 1 verlangt effektiv, wie der Regierungsrat in seiner schriftlichen Antwort richtig sagt, eine Reallohnerhöhung; ob das für alle oder für einen Teil des Personals so wäre, bleibe dahingestellt. Das steht ganz klar im Widerspruch zu den vom Grossen Rat formulierten personalpolitischen Zielsetzungen, die breit abgestützt sind und die sich an den finanziellen Möglichkeiten des Kantons orientieren. Das gilt auch für eine Zeit, in der die Arbeitslosigkeit zunimmt. Wir können es uns nicht weiterhin leisten, über unsere Verhältnisse zu leben, denn das würde auch für die Zukunft die Situation nur noch schwieriger machen. Wir müssen uns immer bewusst sein, dass das, was wir in diesem Bereich an Massnahmen treffen, bleiben wird. Wenn man eine Arbeitszeitreduktion heute unter dem Eindruck der Krise vornimmt, wird es auch in fünf oder zehn Jahren bei dieser Reduktion bleiben und den Haushalt zusätzlich belasten. Wir wissen alle, dass wir uns das nicht leisten können.
Wir lehnen im übrigen eine Reduktion der Arbeitszeit als Rezept zur Bekämpfung der Arbeitslosigkeit ab. Wir sehen darin kein taugliches Mittel. Wir haben beispielsweise keine gleichmässige Verteilung der Betroffenheit auf dem Arbeitsmarkt, so dass es keine Gewähr gibt, dass die Leute wirklich dort eingesetzt werden können, wo die Arbeitszeiten reduziert werden. Es entstehen höhere Kosten, indem zusätzliche Arbeitsplätze eingerichtet werden müssen; bei EDV-Arbeitsplätzen beispielsweise müssen zusätzliche Geräte und Programme angeschafft werden. Diese Folgekosten können wir uns im Moment einfach nicht leisten. Deshalb bitte ich Sie, den ersten Punkt des Postulats abzulehnen.
Zu den Punkten 2 und 3: Wir sind zwar eigentlich der Meinung, dass mit diesen Forderungen offene Türen eingerannt werden, weil solche Lösungen permanent geprüft und dort, wo es möglich ist, auch realisiert werden. Wir haben aber nichts dagegen, wenn man diese beiden Punkte als Postulate überweist. Ich möchte hier aber auch ganz klar festhalten, dass es keine finanziellen Mehrbelastungen zur Folge haben darf.

von Escher-Fuhrer. Ich rede sowohl zum Postulat wie auch zur Motion. Zur Motion von Herrn Seiler kann ich es kurz machen. Wir wären bereit gewesen, die Motion zu unterstützen. Es ist eine Massnahme, die in die richtige Richtung geht. Selbstverständlich werden wir auch das Postulat unterstützen. Wir schliessen uns der Argumentation von Herrn Seiler an.
Zum Postulat Punkt 1, Reduktion der Soll-Arbeitszeit auf 40 Stunden mit teilweiser Gehaltsanpassung: Es handelt sich um einen Vorschlag, den wir sehr begrüssen. Bis jetzt ist von Arbeitnehmerseite, besonders von den Gewerkschaften, bei Arbeitszeitverkürzungen meistens der volle Lohnausgleich gefordert worden. Hier ist es meines Wissens das erste Mal, dass die Forderung so gestellt wird, dass beide Seiten zur Lösung beitragen können. Der Arbeitnehmer verzichtet auf einen Teil des Lohns, und der Arbeitgeber ist bereit, einen Teil auszugleichen.

Wenn man die 40-Stundenwoche mit andern Gesamtarbeitsverträgen vergleicht, die die 40-Stundenwoche schon kennen, oder mit ausländischen Betrieben, die noch ganz andere Arbeitszeiten kennen, scheint mir diese Forderung eigentlich sehr massvoll zu sein. Es ist auf das Massnahmenpaket hingewiesen worden, man hat vom Sparen geredet, vom Personalstopp und von der Motion Schmid (Rüti). Ich muss feststellen, dass die bürgerlichen Parteien nie bereit sind, entgegenzukommen, wenn es um Massnahmen zugunsten des Personals geht.
Wir sind dankbar, dass auch die Regierung die Punkte 2 und 3 des Postulats annehmen will. Für uns sind diese beiden Forderungen nicht nur aus finanzpolitischer Sicht Schritte in die richtige Richtung. Besonders für mich als Frau und Mutter von zwei Buben ist es wichtig, dass neue, flexiblere Arbeitsformen verwirklicht werden. Job-Sharing und andere Formen ermöglichen es Frauen und Männern, die Arbeit ausser Haus und die Hausarbeit echt zu teilen. Wir wären dankbar, wenn daraus mehr als ein Papiertiger würde.
Zusammenfassend: Die FL/JB-Fraktion unterstützt sämtliche hier vorgeschlagenen Punkte.

Eggimann. Das Postulat von Roland Seiler zur besseren Verteilung der Arbeit bringt eine neue Dimension in die Diskussion. Ich kann es mir nicht verklemmen, ein paar grundsätzliche Gedanken dazu anzustellen. Über diese neue Dimension müssen wir immer wieder sprechen. Wir entscheiden nämlich darüber, was für eine Gesellschaft wir in Zukunft haben werden. Soll es eine sehr unglückliche Gesellschaft werden, eine Gesellschaft, die man Arbeitslosengesellschaft nennen müsste, weil die Arbeitslosigkeit weiter ansteigt, vielleicht auf etwa 20 Prozent oder mehr? Wir müssen uns das vorstellen. Neben der Masse von Arbeitslosen, die nicht arbeiten darf, hätten wir eine arbeitende Bevölkerung, die starkem Stress unterliegt, die in ständiger Angst wäre, ihre Arbeit zu verlieren, und die sich so den Herzinfarkt erarbeitete. Eine absurde Situation.
Wenn Leute zu Unproduktivität gezwungen sind, hat das Folgen, die alle betreffen. Wer arbeitet, muss für diejenigen arbeiten, die nicht arbeiten dürfen. Vor allem die Jugend ist betroffen. Unzufriedenheit und Gewalt werden zunehmen, wir werden eine viel grösser Kriminalität haben. Wollen wir eine solche Gesellschaft? – Wenn wir nichts tun, schlittern wir unweigerlich darauf zu. Wir müssen jetzt alle einsehen, dass wir etwas tun müssen, damit es anders herauskommt. Ich bin überzeugt, dass etwas anderes möglich wäre.
Das Gegenmodell zur Arbeitslosengesellschaft wäre die Freizeitgesellschaft mit einer besseren Verteilung der Arbeit. In einer solchen Gesellschaft würde die Arbeit anders eingeschätzt. Was tun die Leute in der Freizeit? Ich kann mir vorstellen, dass man allerlei tun könnte. Leute, die mehr Freizeit haben, konsumieren übrigens auch mehr; man könnte also mehr produzieren. Es wäre eine gerechtere Gesellschaft. Wir müssen uns dieser Utopie hingeben. Ich glaube tatsächlich, dass sie möglich wäre. Selbstverständlich ist die Verwirklichung nicht einfach. Aber wir müssen jetzt beginnen, in dieser Richtung zu arbeiten. Ich wäre froh, wenn auch Leute von Arbeitgeberseite sich mit dieser Utopie stärker befassen würden.

Hutzli. Gleichzeitig mit Herrn Seiler habe ich eine Motion eingereicht, die thematisch zu seinen Vorstössen gehört. Der Wortlaut meiner Motion ist folgender: «Im Rahmen der Arbeitsbeschaffungsmassnahmen wird gegenüber der kantonalen Verwaltung die Forderung erhoben, die Arbeit auf mehr Personen aufzuteilen. Dies führt zu einer Erhöhung der Anzahl Arbeitsplätze oder verhindert deren angestrebte Reduktion. Um allfällige Entscheide in Kenntnis der finanziellen Konsequenzen treffen zu können, müssen die Kosten eines Arbeitsplatzes in der Verwaltung bekannt sein. Der Regierungsrat wird aufgefordert, diese Kosten festzustellen und dem Grossen Rat Bericht zu erstatten. Dabei ist eine Vollkostenrechnung zugrunde zu legen (Raumkosten inklusive Amortisation, Zinsen, Unterhalt bzw. Miete, EDV-Ausrüstung, Kommunikationskosten usw.).» Ich habe für diese Motion Dringlichkeit verlangt. Meine Frage an den Regierungsrat: Warum hat man die Dringlichkeit bei meiner Motion nicht befürwortet, obwohl sie doch thematisch zu den Vorstössen von Herrn Seiler gehört? Zweite Frage: Ist der Regierungsrat bereit, bei diesen Vorstössen, soweit sie überwiesen werden, den Überlegungen zur Kostenerhebung Rechnung zu tragen, damit man später, wenn Entscheide fallen werden, genau weiss, welche Kostenfolgen sie haben?

Haller (Thun). Ich rede als Einzelsprecherin und ganz bewusst als Thunerin. Wir haben jetzt viel gehört über die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit. Wir alle im Rat sind uns wahrscheinlich darin einig, dass es nur geht, wenn wir alles unternehmen, um existierende Arbeitsplätze zu erhalten. Es ist vielleicht ein wenig provozierend, was ich sage, aber ich komme nicht darum herum. Ich möchte zu bedenken geben, dass noch eine andere öffentliche Institution unseres Landes im Kanton Bern Arbeitgeberin ist, und zwar für Tausende von Leuten in Thun und im Berner Oberland. Ich frage Sie, wie man für Arbeitsplätze kämpfen kann und gleichzeitig in Kauf nimmt, dass diese Institution möglicherweise in den nächsten Jahren, das heisst ab 1997, Hunderte von Arbeitsplätzen aufheben wird. Ich zeige Ihnen dazu gerne die Briefe der Direktoren der Munitionsfabrik und der Konstruktionswerkstätte Thun. Ich will nicht verallgemeinern. Ich bin mir bewusst, dass es auch bei der SP Leute gibt, die sich für diese Institution, die ich nicht namentlich erwähnen will, einsetzen. Aber ich wünsche mir, dass die SP-Leute hier im Saal bei den Exponenten der Gewerkschaften und bei den Exponenten ihrer Partei dieses Thema auch einmal ansprechen und sich die Mühe nehmen, so wie ich es getan habe, die Herren schriftlich anzufragen, welche wirtschaftlichen Auswirkungen die Abstimmung vom 6. Juni haben könnte in bezug auf Arbeitsplätze im Kanton Bern. Vielleicht würde dann die Optik der SP auch einmal etwas anders sein. Ich bitte Sie, das zu bedenken, wenn Sie dann den Stimmzettel einwerfen.

Augsburger, Finanzdirektor. Am 21. April hat der Regierungsrat die allgemeine Marschrichtung zur Erreichung des Haushaltgleichgewichts festgelegt. Der Regierungsrat hat nur noch Massnahmen ins Auge gefasst, die auf der Kostenseite tatsächlich eine Dämpfung bewirken. Es stimmt, was Herr Grossrat Seiler gesagt hat, dass auch der Staatspersonalverband noch Vorschläge gemacht hat und dass wir zugesichert haben, diese zu prüfen. Nun ist es aber so, dass Massnahmen zur Reduktion der Soll-Arbeitszeit auf 40 Stunden mit teilweiser Gehaltsanpassung zwei Dinge bewirken: Erstens eine Reallohnerhöhung und zweitens eine breitere Verteilung der Arbeit, die ja trotzdem gemacht werden muss. Es braucht also mehr Personal. Das widerspricht aber dem vom Grossen Rat gesetzten Ziel einer Reduktion des Perso-

nals um fünf Prozent bis 1994. Aus diesem Grund hat der Regierungsrat diesen Punkt richtigerweise abgelehnt.
Zum Punkt 2 betreffend die Flexibilisierung der Arbeit, der Schaffung einer ganzen Palette von verschiedenen Arbeitszeitmodellen kann ich Herrn Grossrat von Allmen versichern, dass dies von der Zielsetzung des Regierungsrates her immer nur geschehen kann, wenn der Lohn angepasst wird. Es gibt nur mehr Ferien bei weniger Lohn usw.
Zur Motion, die in ein Postulat umgewandelt ist, möchte ich Ihnen als Vorinformation sagen, dass wir gewisse Schwierigkeiten mit dem Dekret haben. Die gesetzliche Grundlage ist ein wenig wackelig. Es ist noch nicht alles definitiv.
Zur Frage von Herrn Grossrat Hutzli, warum die Dringlichkeit für seine Motion abgelehnt wurde, kann ich die Antwort im Moment nicht geben; wir müssen dazu die Akten anschauen. Ich kann Herrn Hutzli die Antwort dann direkt geben. Zur zweiten Frage von Herrn Hutzli betreffend das Job-sharing muss ich sagen, dass wir heute nicht in der Lage sind, die Kostenfolgen zu bewerten, weil wir gar nicht wissen, wo man ein Job-sharing machen kann. Es ist klar, dass wir in dieser Richtung weitergehen wollen, aber immer unter der Voraussetzung, dass wir dadurch keine Mehrkosten bekommen. Aber wir sind heute bei bestem Willen nicht in der Lage, über Kosten zu diskutieren.

Seiler (Moosseedorf). Als Frau Haller ans Rednerpult trat, erwartete ich, dass sie die Gelegenheit nutzen würde, einen Werbespot für die Abstimmung vom 6. Juni zu machen. Die Problematik von Thun hat aber mit dem Thema meiner Vorstösse eigentlich nichts zu tun. Hier geht es um das Personal des Kantons Bern, und dort geht es allenfalls um Personal der Eidgenossenschaft. Aber nachdem sie das Thema angezogen hat, muss ich doch etwas dazu sagen. Die erste Fraktion in diesem Parlament, die sich des Themas der Arbeitsplätze in Thun angenommen hat, war die SP-Fraktion, die vor mehr als zwei Jahren entsprechende Vorstösse eingereicht hat, unter anderem eine Motion, die den Bericht ausgelöst hat, den wir alle zur Kenntnis genommen haben. Frau Haller darf hier nicht so tun, wie wenn sie die erste wäre mit der Idee, dass auch Kantonspolitikerinnen und -politiker sich um das Thema kümmern könnten. Übrigens ist in unseren Kreisen auch ein Konversionsbericht erarbeitet worden, in dem Vorschläge in die Diskussion gebracht werden, die vom blossen Erhalten und Betonieren des Bisherigen abrücken.
Noch etwas zur Abstimmung vom 6. Juni: Frau Haller, Sie haben auf negative Auswirkungen bei einer Annahme der Initiative auf die Konstruktionswerkstätte angespielt. Aber ein Ja zu der Initiative spielt der Konstruktionswerkstätte in die Hände, weil die Gelder dann eher nach Thun fliessen statt in die Flugzeugindustrie. Sie wissen auch, dass der Direktor der Konstruktionswerkstätte das erklärt hat.
Erstaunt hat mich auch, was Frau Bangerter erzählt hat. Sie sagt, man dürfe Personalpolitik und Arbeitslosigkeit nicht durcheinandermischen. Gestern haben Sie vehement die Meinung vertreten, Aufträge des Kantons, etwa für den Bau einer Försterschule in Lyss, hingen sehr eng mit der Beschäftigungslage zusammen. Gestern haben Sie also den Zusammenhang, den ich auch sehe, ins Spiel gebracht, und hier versuchen Sie, Kistchen zu machen und zu sagen, ein Kistchen sei das angestellte Personal, ein anderes Kistchen sei das entlassene Personal, und dazwischen gebe es keinen Zusammenhang. Gegen eine solche Anschauung wehre ich mich. Herr Erb hat gesagt, im jetzigen Zeitpunkt sei es natürlich nicht möglich, die Arbeitszeit zu senken. Daraus hätte man heraushören können, sobald es mit der Wirtschaft besser gehe, sei es dann möglich. Aber Sie haben sich gleich selber demaskiert, indem Sie sagten, man dürfe es auch deshalb nicht tun, weil es dann so bleiben könnte. Wir sind es uns ja an sich gewöhnt, dass die Arbeitszeitreduktion immer bekämpft wird. Vor hundert Jahren wurde während 70 Stunden gearbeitet, und jedesmal, wenn man ein wenig reduzierte, erklärten die Arbeitgeber, das bedeute den Untergang der Wirtschaft. Aber wir sehen ja, wo wir heute stehen. Die heutige Arbeitslosigkeit hängt sicher nicht damit zusammen, dass die Arbeitszeit auf 43 bis 44 Stunden pro Woche gesenkt worden ist. Wenn man sagt, mit den Punkten 2 und 3 des Postulats renne man offene Türen ein, so entspricht das nicht den Tatsachen. Bis vor kurzem haben sich die Regierung und die Verwaltung geweigert, Arbeitszeitflexibilisierungssysteme einzuführen. Jetzt scheint es soweit zu sein, aber beschlossen ist noch nichts. Die Türe ist vielleicht nicht mehr ganz geschlossen, aber sicher noch nicht offen. Das gleiche gilt für das Job-sharing. Es war bis jetzt tatsächlich schon möglich, und ich verlange, dass man es fördert. Die Förderung muss nichts kosten; es kann sich auch um Information und Motivation handeln.
Herr von Allmen hat mich offenbar falsch verstanden oder er hat etwas Falsches herausgelesen aus dem, was ich im Punkt 1 verlange. Wenn ich schreibe, «mit teilweiser Gehaltsanpassung», habe ich damit gar nichts darüber gesagt, wie das aussehen könnte, und zwar darum nicht, weil ich eben eine Prüfung möchte. Es ist richtig, dass der Staatspersonalverband eine freiwillige Reduktion von 42 auf 40 Stunden vorgeschlagen hat, wobei der Kanton eine Stunde geben würde und eine Stunde beim Gehalt abgezogen würde. Es gibt andere Vorschläge, die in der Richtung gehen, die Herr von Allmen angedeutet hat, dass die Reduktion in den oberen Lohnklassen voll zu Lasten der Gehälter ginge, in den unteren Lohnklassen zu Lasten des Kantons. Man könnte die Sache auch gleich handhaben wie bei der Teuerung, wo auch «teilweise» ausgeglichen wurde, nämlich 0,8 statt 3,5 Prozent.
Nachdem der Finanzdirektor nach wie vor bereit ist, die Arbeitsgruppe einzusetzen und die Frage zu diskutieren, und weil wir beim Massnahmenpaket II unter der Massnahme 8 auf das Thema zurückkommen werden, ziehe ich hier diesen ersten Punkt zurück.

Bieri, Vizepräsident. Wir stimmen über die beiden Vorstösse von Herrn Seiler (Moosseedorf) ab, zuerst über die dringliche Motion betreffend den vorzeitigen Altersrücktritt, die Herr Seiler in ein Postulat umgewandelt hat.

Abstimmung

Für Annahme des Postulats	Mehrheit

Bieri, Vizepräsident. Das dringliche Postulat betreffend die bessere Verteilung der Arbeit besteht aus drei Punkten. Herr Seiler (Moosseedorf) hat den ersten Punkt zurückgezogen. Wir stimmen getrennt über die Punkte 2 und 3 ab.

Abstimmung

Für Annahme von Pkt. 2 des Postulats	Mehrheit
Für Annahme von Pkt. 3 des Postulats	81 Stimmen
Dagegen	40 Stimmen

055/93

Dringliches Postulat Schärer – Wechsel des Direktionspräsidenten der BKW

Wortlaut des Postulats vom 15. März 1993

Wie der Presse zu entnehmen ist, ist in nächster Zeit der Rücktritt des Direktionspräsidenten der BKW zu erwarten.
Ein solcher Wechsel hat nun insofern eine besondere Bedeutung, als in dessen Amtszeit die zehnjährige Betriebsbewilligung des KKW Mühleberg ablaufen wird. Wie erinnerlich, hat die Berner Bevölkerung in einer vergangenen Abstimmung sowohl die Leistungserhöhung als auch die Verlängerung der Betriebsbewilligung des KKW Mühleberg abgelehnt. Es besteht deshalb für den Kanton als Mehrheitsaktionär der BKW wie insbesondere den Regierungsrat, welcher den Kanton vertritt, eine besondere Verpflichtung, den Bedenken der Bevölkerungsmehrheit Rechnung zu tragen.
Von nationaler Seite besteht bekanntlich die Auflage, während der nun zehnjährigen Betriebsbewilligung des KKW nach ersetzenden Alternativen zu suchen. Es liegt uns viel daran, dass diese Auflage ernst genommen wird. Es wäre umwelt- und generell politisch verantwortungslos, bei Ablauf der Betriebsbewilligung ohne Alternative dazustehen.
Aus diesen Gründen wird der Regierungsrat dringend gebeten, die folgenden Forderungen zu prüfen und ihnen gegebenenfalls an zuständiger Stelle gebührend Nachachtung zu verschaffen:
– Die Besetzung der vakanten Stelle muss öffentlich ausgeschrieben werden, damit das Verfahren transparent und die Auswahl möglichst breit sein kann.
– Das Anforderungsprofil muss so ausgerichtet werden, dass von den fachlichen Kapazitäten her gesichert ist, dass innert nützlicher Frist Alternativen zum jetzigen risikoreichen Betrieb des KKW Mühleberg erarbeitet werden können.

(30 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 21. April 1993

Die Bernischen Kraftwerke AG (BKW) sind eine juristische Person, die den zivilrechtlichen Bestimmungen des Obligationenrechts unterworfen ist. Die Wahl der Mitglieder der Geschäftsleitung, insbesondere auch eines Direktionspräsidenten, gehört gemäss neuem Aktienrecht (Art. 716a Abs. 1 Ziff. 4 OR) zu den unübertragbaren Aufgaben des Verwaltungsrates einer Aktiengesellschaft. Bei der BKW ist diese Aufgabe auch durch die Statuten dem Verwaltungsrat übertragen worden.
Die zuständigen Organe der BKW befassen sich rechtzeitig mit der Vorbereitung der Wahl des neuen Direktionspräsidenten, damit der Verwaltungsrat die Wahl einer Persönlichkeit vornehmen kann, die das hohe Anforderungsprofil der Stelle in persönlicher, fachlicher und geschäftspolitischer Hinsicht erfüllt. Der Verwaltungsrat wird auch entscheiden, ob die Nomination des neuen Direktionspräsidenten aufgrund einer Berufung oder aufgrund einer öffentlichen Ausschreibung erfolgen wird.
Der Regierungsrat sieht im Rahmen der Strategien und Massnahmen zur Stärkung der bernischen Wirtschaftskraft vom 10. Februar 1993 eine Erweiterung des unternehmerischen Handlungsspielraums sowie die Trennung von unternehmerischer und politischer Verantwortung bei kantonalen Anstalten und gemischtwirtschaftlichen Unternehmen vor (a.a.O., Massnahme 4.1, Seite 16f). Diese Unternehmen sollen sich künftig noch stärker nach den Bedürfnissen und Spielregeln des freien Marktes richten können und weniger an staatliche Auflagen gebunden sein. Diesen Grundsätzen widersprechen die Forderungen des Postulats nach einem direkten Eingreifen des Regierungsrates in die gesetzlichen und statutarischen Wahlkompetenzen des Verwaltungsrates der BKW. Der Kanton Bern als Hauptaktionär ist im Verwaltungsrat der BKW mit zwei Mitgliedern des Regierungsrates vertreten. Er hat auf diesem Weg die Möglichkeit, die Wahl des Direktionspräsidenten oder der Direktionspräsidentin der BKW mitzugestalten.
Aufgrund dieser klaren rechtlichen Ausgangslage und im Bestreben, die politische und unternehmerische Verantwortung klar voneinander zu trennen, beantragt der Regierungsrat dem Grossen Rat die Ablehnung des Postulats.

Schärer. Es handelt sich hier um einen sehr frechen Vorstoss, den wir in unserer Fraktion gestartet haben. Der Vorstoss betrifft eine halbstaatliche Gesellschaft, die zu über 70 Prozent dem Staat gehört. Im Verwaltungsrat dieser Gesellschaft sitzen Mitglieder des Regierungsrates und sitzt auch das eine oder andere Grossratsmitglied. Es handelt sich um einen halböffentlichen Betrieb, über den ab und zu in Volksabstimmungen befunden wird; ich erinnere etwa an die Abstimmung über die SP-Initiative betreffend das Referendum zu Atomanlagen. Das war etwa im Jahr 1983. Ich bin punkto Zahlen nicht so stark – ähnlich wie der Herr Finanzdirektor; aber es muss dort herum gewesen sein. – Über diesen Betrieb wurde zu Beginn dieses Jahres auch national abgestimmt, als es um eine Leistungserhöhung und um eine Betriebsbewilligung ging.
Ich wage es, in Form eines Postulats etwas vorzuschlagen. Das ist an sich durchaus üblich: Nicht nur zu den BKW, sondern auch zur Kantonalbank und zu andern gemischtwirtschaftlichen Betrieben hat man sich schon in Postulatsform geäussert. Ich habe mich aber immer wieder gefragt, ob ich diesen Vorstoss doch noch zurückziehen soll, habe es aber schlussendlich nicht getan, weil ich finde, es lohne sich, hier für einmal tollkühn zu sein. Es ist klar, dass man ein solches Postulat einreichen kann und dass es hier diskutiert werden kann. Die Fragen, die damit diskutiert werden, sind sehr vital für den Kanton Bern und auch darüber hinaus. In der schriftlichen Antwort des Regierungsrates wird gesagt, der freie Markt müsse spielen. Ich habe schon ein wenig angetönt, weshalb es sich hier selbstverständlich nicht um eine Frage des freien Marktes handelt. Auch der Sicherheits- oder Unsicherheitsfaktor bei einem Kernkraftwerk ist nicht eine Frage des freien Marktes. Ich frage mich, wie im Fall einer Katastrophe der freie Markt reagieren würde. Wahrscheinlich wäre alles weniger frei als vorher.
Die Frage, wie es mit dem Direktionspräsidium laufen wird, ist eine vitale Frage. In meinem Postulat schlage ich an sich ziemlich normale Dinge vor: Man soll prüfen, ob die Besetzung der vakanten Stelle eines Direktionspräsidenten öffentlich ausgeschrieben werden soll, weil dies von öffentlichem Interesse ist und weil es sehr wichtig ist, dass innerhalb der zehn Jahre, für die eine Betriebsbewilligung besteht, aktiv, tatkräftig und gegen aussen wahrnehmbar an einer Alternative zum Kernkraftwerk Mühleberg gearbeitet wird, damit wir im Jahr 2003 nicht einfach unter Zugzwang stehen und die Be-

triebsbewilligung noch einmal verlängern müssen. Das wäre ein übles Spiel, und ich glaube, wir haben ein Anrecht darauf, öffentlich darüber zu diskutieren. Wir wollen sehen, ob mit der personellen Besetzung des Direktionspostens die Option für den Ersatz des KKW Mühleberg geöffnet wird oder nicht. Wird eine solche Option ernst genommen? Verschiedene öffentliche Stellen, auch Bundesrat Ogi, haben das ja zugesagt.
Ich bitte Sie, das Postulat ernstzunehmen. Es könnte ja sein, dass man im Verwaltungsrat der BKW und in der Direktion ähnliche Überlegungen anstellte, dass man so vorgehen will, wie ich es im Postulat vorschlage. Es wäre dann peinlich für den Herrn Finanzdirektor, wenn er sagen müsste, dieses Vorgehen sei vom Grossen Rat abgelehnt worden. Ich bitte Sie, sich nicht hinter eine von der Finanzdirektion abgeschossene Nebelpetarde von «freier Marktwirtschaft» zurückzuziehen und nicht die tibetanische Gebetsmühle von der Unabhängigkeit einer gemischtwirtschaftlichen Unternehmung zu drehen. Das Problem ist zu ernst, als dass man sich auf solche Spielchen einlassen sollte. Ich bitte Sie, das Postulat zu überweisen.

Beutler. Herr Schärer hat es eigentlich selbst schon gesagt: Es ist absolut unnötig, solche Postulate einzureichen und unsere Zeit damit zu beanspruchen. Das Postulat Schärer ist artfremd; ich bestreite, dass die Sache hierher gehört. Es geht um juristisch klar gegliederte Betriebe, in die wir von der politischen Seite her zwei Regierungsräte delegiert haben. Die zwei Regierungsräte sollen ihre Arbeit im Auftrag der Regierung erledigen. Herr Schärer tönt an, wir sollten ihnen sagen, was sie zu tun hätten, nämlich darauf hinzuwirken, dass der Posten eines Direktionspräsidenten ausgeschrieben wird und dass der künftige Präsident an einer Alternative zum KKW Mühleberg arbeitet. Das sind nicht Probleme dieses politischen Gremiums. Wir von der SVP würden an sich noch gerne den einen oder andern bestimmen, der gewählt werden sollte. Wir sind aber dazu nicht legitimiert. Der ganze Grosse Rat hat zu dieser Wahl gar nichts zu sagen. Herr Schärer weiss das ganz genau, und ich habe ihn im Verdacht, er wolle eine energiepolitische Debatte auslösen oder er wolle, noch gezielter, gewissen Regierungsräten an den Karren fahren. Man kann das tun, aber dort, wo man dazu berechtigt ist. Deshalb, liebe Ratskolleginnen und Ratskollegen, verwehren Sie solchen Postulaten den Weg – auch in Zukunft! Die SVP-Fraktion empfiehlt Ablehnung des Postulats.

Fuhrer. Herr Schärer spricht von einem risikoreichen Betrieb in Mühleberg. Aber wenn man die Zeitungen liest, stellt man fest, dass die schweizerischen Atomkraftwerke zu den besten der Welt gehören. Das Risiko ist unter Kontrolle. Wenn Herr Schärer von denjenigen spricht, die der Meinung sind, man müsse dieses Kraftwerk abstellen, dann bin ich auf der andern Seite. Ich habe nach dem Sturm Vivian erlebt, dass Brienz während 36 Stunden ohne Strom war. Sie würden kaum glauben, wie damals ein paar Leute zur Kernenergie bekehrt wurden. Sie hatten kein Gas, und ihre Wohnungen waren so modern, dass sie nicht einmal ein Feuerchen anzünden konnten.
Der Staat hat die Aufgabe, die Stromversorgung sicherzustellen. Es ist mir lieber, wenn Profis, die von der Sache etwas verstehen, die Stromversorgung leiten und steuern und nicht die Ideologen, die es nach der Meinung von Herrn Schärer wahrscheinlich tun sollten. Im Auftrag der FDP-Fraktion bitte ich Sie, das Postulat abzulehnen.

Kaufmann (Bern). Es ist eine merkwürdige Diskussion entstanden um dieses Postulat. Das Postulat verlangt, dass die BKW, ein Betrieb, der zu 70 Prozent dem Staat Bern gehört, den Posten eines Direktionspräsidenten öffentlich ausschreiben sollen. Weiter verlangt es, dass das Anforderungsprofil so sein soll, dass vielleicht auch neuere energiepolitische Ansätze zum Zug kommen. Das scheint mir wirklich nicht zuviel verlangt. Die BKW sind ein Betrieb, der nach Aussage des scheidenden Präsidenten der Schweizerischen Energiestiftung gesamtschweizerisch gesehen das letzte Relikt nicht nur des Ancien Régime ist, sondern auch des Regimes der Bernburger. Von daher wäre es angebracht, dass man sich vermehrt Gedanken machen würde, wie das Anforderungsprofil eines Präsidenten einer solchen Firma aussehen müsste.
Wenn die SVP sagt, die Sache werde dann im Verwaltungsrat der BKW bestimmt, und die SVP habe hier nichts dazu zu sagen, dann muss ich einfach lachen. Ich muss lachen, weil man schon zum voraus in der Zeitung lesen kann, wer alles möglicherweise kandidieren werde – von Herrn Samuel Schmid hat man allerdings gehört, er habe seine Kandidatur schon wieder zurückgezogen –, wer da alles in Frage käme, und es waren bisher alles SVP- und FDP-Leute. Auch eine Ständerätin stand zur Diskussion. Im Verwaltungsrat wird offenbar hintendurch über Namen geredet, und das in einem Betrieb, bei dem die Öffentlichkeit das Recht hätte zu wissen, wer zur Diskussion steht. So geht es nicht.
Es ist absolut richtig – im Sinn der Transparenz, aber vielleicht auch im Sinn einer Imageverbesserung dieses Betriebs –, den Posten öffentlich auszuschreiben. Ich erwarte eigentlich, dass Verwaltungsratsmitglieder hier nach vorne kommen und sagen, das Postulat renne offene Türen ein, denn man sei durchaus bereit, die Stelle öffentlich auszuschreiben. Wenn das hier zum Ausdruck käme, wäre das Postulat schon fast erledigt.

von Escher-Fuhrer. Die bisherige Diskussion hinterlässt bei mir den Eindruck, das Postulat verlange, dass die atomkritischen Kreise in den linken und fortschrittlichen Zeitungen ein Inserat veröffentlichen sollen, in dem es heisst, man suche einen neuen BKW-Direktor, und dass diese Kreise dann auch noch bestimmen sollen, wer den Posten bekommt. Aber im Postulat steht: «Der Regierungsrat wird dringend gebeten, die folgenden Forderungen zu prüfen und ihnen gegebenenfalls an zuständiger Stelle gebührend Nachachtung zu verschaffen.» Es heisst nicht, der Regierungsrat solle die Sache in die Hand nehmen und die Ausschreibung selbst durchführen. Es geht darum, dass die Meinung des Stimmvolks im Kanton Bern, wie sie bei den letzten energiepolitischen Abstimmungen zum Ausdruck gekommen ist, ernst genommen wird. So gesehen scheinen uns die zwei Forderungen, die Herr Grossrat Schärer hier zur Diskussion stellt, ein absolutes Minimum zu sein. Es geht doch darum, dass wir das Volk ernst nehmen. Es geht darum, dass die Fragen, die uns allen unter den Nägeln brennen, ob wir nun Befürworter oder Gegner der Kernenergie sind, von einer möglichst qualifizierten Person angegangen werden.
Die Erkenntnis, dass man Alternativenergien soweit möglich fördern muss und dass ein Kernkraftwerk nur solange weiterbetrieben werden soll, als es keine Alternativen gibt, ist doch eigentlich unbestritten. Deshalb

ist die Forderung des Postulats nichts Extremes. Mir scheint auch nicht, dass man damit den BKW in unzulässiger Weise dreinredet.
Ich bitte Sie, das Postulat zu überweisen.

Janett-Merz. Auf spezielle Einladung von Herrn Kaufmann (Bern) komme ich immer wieder gerne ans Lehrerpult – Entschuldigung: ans Rednerpult. Er hat gesagt, was man alles nicht dürfe. Ich meine, vor allem dürfe man hier nicht Funktionen miteinander verwechseln. Man darf nicht Namen aufzählen, die gar nicht für diesen Posten genannt worden sind, sondern für einen andern. Das ist etwas Elementares.
Ich wollte mich an sich zu diesem Postulat nicht äussern; ich finde die Antwort der Regierung richtig: Es ist hier nicht der Ort, über diese Fragen zu diskutieren. Einmal mehr ist die Sache einfach vom Zaun gerissen worden, um eine energiepolitische Debatte führen und einmal mehr die «unhaltbaren Zustände» im Kernkraftwerk Mühleberg anprangern zu können.
Ich persönlich kann aber das Postulat ohne weiteres annehmen. Es geht nämlich um eine Frage, die mich beschäftigt, und nicht nur mich, sondern auch die andern Mitglieder im Verwaltungsrat und im Verwaltungsausschuss. Wir tun unsere Arbeit, aber wir machen einfach nicht so ein grosses Tamtam darum herum. Wir breiten die Sache nicht aus, und wir legen nicht hier im Grossen Rat öffentlich zu nicht gegebener Zeit Rechenschaft darüber ab.

Augsburger, Finanzdirektor. Der Regierungsrat sieht sich aus rechtlichen Gründen ausserstande, irgendwo einzugreifen. Es ist wichtig, in diesem Bereich die politische Verantwortung und die unternehmerische Verantwortung auseinanderzuhalten. Aber es ist sicher so, dass auch die BKW-Verantwortlichen und die Verwaltungsrätinnen und Verwaltungsräte morgen die Zeitung lesen werden und das Anliegen von Herrn Grossrat Schärer zur Kenntnis nehmen werden. Wie Frau Grossrätin Janett gesagt hat, könnte ich mir durchaus vorstellen, dass diese Stelle mindestens ausgeschrieben wird. Mit dem Anforderungsprofil wird es vielleicht nicht ganz so sein, wie es sich Herr Schärer vorstellt. Aber damit wäre das Postulat praktisch erfüllt.

Abstimmung

Für Annahme des Postulats	63 Stimmen
Dagegen	74 Stimmen

Besonderes Untersuchungsrichteramt für den Kanton Bern; Nachkredit 1993

Beilage Nr. 21, Geschäft 0925

Genehmigt

Schluss der Sitzung um 11.59 Uhr

Der Redaktor/
die Redaktorin:

Tobias Kästli (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Sechste Sitzung

Donnerstag, 6. Mai 1993, 13.45 Uhr

Präsidentin: *Eva-Maria Zbinden-Sulzer,* Ostermundigen

Präsenz: Anwesend sind 163 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Albrecht, Anderegg-Dietrich, Bay, Berthoud, Boillat, Emmenegger, Flück-Lehner, Flück (Brienz), Gallati, Galli Geissbühler (Bern), Gilgen-Müller, Gugger Walter, Guggisberg, Gurtner, Hari, Hügli, Imdorf, Joder, Juillerat, Knecht-Messerli, Lüthi, Neuenschwander, Probst, Rickenbacher, Rychen, Rychiger, Schärer, Schibler, Schmid (Rüti), Schwander, Sidler-Link, Siegenthaler (Münchenbuchsee), Sinzig, Sutter, Wasserfallen, Weidmann.

Gesetz über den öffentlichen Verkehr (Totalrevision)

Beilage Nr. 25

Erste Lesung

Eintretensfrage

Schläppi, Präsident der Kommission. Warum ist das Gesetz über den öffentlichen Verkehr einer Totalrevision zu unterziehen? Das alte Gesetz stammt aus dem Jahr 1969. 1986 wurde es teilrevidiert. Die Rahmenbedingungen haben sich seither geändert: Wir haben es mit einer neuen Raumordnung zu tun und müssen Erschliessungsprobleme lösen. Wohnort und Arbeitsplatz der Leute fallen immer häufiger auseinander. Einerseits wurden Siedlungszonen, anderseits Industrie- und Gewerbezonen geschaffen. Diese Entwicklung führte zu einer Verkehrszunahme. Ob zukünftig wieder eine Gegenentwicklung eingeleitet werden kann, ist eine offene Frage. Wieweit die Zonen wieder durchmischt werden können, ist nicht Gegenstand der heutigen Diskussion. Es stellt sich heutzutage die Frage, ob allenfalls in Gebieten, die, was den öffentlichen Verkehr anbelangt, gut erschlossen sind, zusätzliches Baugebiet auszuscheiden ist. Auch dieser Punkt ist im Zusammenhang mit den veränderten Rahmenbedingungen seit 1969 zu sehen. Im weiteren müssen wir pointiert vorliegende Anliegen der Wirtschaft berücksichtigen. Die Unternehmungen wählen ihre Standorte vermehrt in gut erschlossenen Gebieten. Dies wird in Zukunft nicht anders sein. Verändert haben sich auch die regionalen Anliegen. Das heutige Angebot an öffentlichem Verkehr ist in den Regionen mehr oder weniger zufällig und unkoordiniert gewachsen. Auch in diesem Bereich zeigt sich ein klarer Handlungsbedarf. Hinzugekommen sind die verschiedenen Umweltaspekte. Was die Umweltpolitik anbelangt, werden im Kanton Bern äusserst pointierte Massnahmenpakete entwickelt. So vor allem in den grösseren Ortschaften und deren Agglomerationen. Ich erinnere in diesem Zusammenhang auch an die Umweltkonferenzen in Rio und Luzern.
Die knappen finanziellen Mittel sind möglichst effektiv einzusetzen, das bestehende Angebot an öffentlichem Verkehr ist zu optimieren. Das finanzielle Engagement des Kantons ist in vertretbarer Weise zu minimieren. Trotzdem sollte im Idealfall das Leistungsangebot gesteigert werden können. Das Kosten-Nutzen-Verhältnis

wird also überprüft. Im weiteren ist die Attraktivität des öffentlichen Verkehrs zu vergrössern, damit möglichst viele Leute vom privaten auf den öffentlichen Verkehr umsteigen. Dadurch werden zwei Ziele erreicht: Erstens wird ein Beitrag zur Schonung der Umwelt geleistet, zweitens können Kosten und Nutzen der öffentlichen Verkehrsmittel besser ausgeglichen werden, wenn diese von mehr Fahrgästen benutzt werden. Bei allem Willen, dem öffentlichen Verkehr mehr Bedeutung zu geben, müssen wir aber auch die Grenzen dieser Förderung suchen und finden. Es wird weiterhin darum gehen, das Nebeneinander von Individual- und öffentlichem Verkehr bewusst zu gestalten.
Wir befinden uns also an der Schwelle zu neuen Formen. Ich behaupte, dass jeder Entwicklung eine Notsituation vorausgeht. Anders ausgedrückt: Die Veränderung einer Situation entspringt nach meinen Beobachtungen immer der Einsicht, dass Mängel bestehen. – Das geltende Gesetz über den öffentlichen Verkehr ist mangelhaft. Heute haben Bund und Kanton lediglich das ausgewiesene Betriebsdefizit der Transportunternehmen zu decken, ohne dass sie aktiv koordinierend und gestaltend Einfluss auf die Verkehrspolitik nehmen können. Dies befriedigt nicht. Die finanzielle Beteiligung der Gemeinden ist äusserst kompliziert, ungerecht und wenig transparent geregelt. Die gemeinsame Finanzierung von Verkehrsprojekten erfordert aufwendige Verfahren. Auch hier muss der Hebel angesetzt werden. Die Gemeinden und Regionen können nur ungenügend bei der Angebotsgestaltung mitwirken. Der Ortsverkehr wurde bisher ausschliesslich von den Gemeinden finanziert. Auch in diesem Bereich müssen wir einen Schritt vorankommen. Die Mitwirkungsrechte des Grossen Rates waren bis anhin ebenfalls sehr beschränkt. Er konnte wohl Kredite sprechen, auf die Angebotsentwicklung konnte er aber nicht Einfluss nehmen.
Mit dem neuen Gesetz sollen sechs klar umschriebene Ziele erreicht werden:
Erstens ist das Verkehrsangebot zu steuern und zu koordinieren. Zweitens sind die zur Verfügung stehenden Mittel sparsamer und effizienter einzusetzen. Drittens soll der Grosse Rat sich über die wünschbaren Verkehrsangebote äussern können und in diesem Bereich über eine politische Entscheidungsmöglichkeit verfügen. Viertens ist der Handlungsspielraum der Transportunternehmungen zu wahren. Auf eine unnötige Zentralisierung der Angebotsplanung ist zu verzichten. Fünftens ist die finanzielle Beteiligung der Gemeinden transparenter zu regeln. Die Lasten sind gerechter auf die Gemeinden zu verteilen. Sechstens muss bei der Angebotsgestaltung die Mitwirkung der Gemeinden und Regionen verbessert werden.
Noch eine Bemerkung zu den Finanzen und zur zukünftigen Berechnungsweise der Gemeindeanteile: Bisher zahlte der Kanton pro Jahr rund 150 Mio. Franken an den öffentlichen Verkehr. Die Gemeinden beteiligten sich daran mit 46 Mio. Franken. Die Höhe der Gemeindebeiträge hing bisher von Zufälligkeiten ab. In Zukunft erfolgt die finanzielle Beteiligung der Gemeinden nach einem allgemein gültigen Verteilschlüssel. Dabei soll zu zwei Dritteln auf das Angebot an öffentlichem Verkehr in der Gemeinde und zu einem Drittel auf deren Steuerkraft abgestellt werden. Mit dieser Lösung erfolgt die Finanzierung nach einem gerechten, nachvollziehbaren System. Wer über ein besseres Angebot verfügt, zahlt auch mehr. Mit diesem System wird einerseits dem Verursachersystem und anderseits dem Lastenausgleich Rechnung getragen.
Die Umstellung auf diese Neuordnung der Finanzierungsstrukturen würde gegenüber dem heutigen Zustand zu Mehr- beziehungsweise Minderbelastungen der einzelnen Gemeinden führen. 249 Gemeinden müssten mehr, 163 weniger zahlen. In diesem Zusammenhang habe ich eine Bitte an die Gemeindevertreter in diesem Rat: Versuchen Sie jetzt, das Finanzierungssystem umfassend zu würdigen, und messen Sie die Vorlage nicht nur an den Ihre Gemeinde betreffenden Zahlen. Die Vorlage sollte auch nicht zu einer Auseinandersetzung zwischen den Zentrums- und den ländlichen Gemeinden führen. Ich weise Sie auf die flankierenden Massnahmen hin, die geplant sind: Die Unterhaltsbeiträge an die Gemeindestrassen sollen erhöht werden. Bisher zahlte der Kanton rund 3 Mio. Franken. Zukünftig soll dieser Beitrag auf rund 20 Mio. Franken erhöht werden. Von dieser Erhöhung werden vor allem diejenigen Gemeinden profitieren, die hohe Strassenunterhaltskosten zu decken haben.
Die Gesetzesvorlage wurde im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens in verschiedenen Punkten kritisiert. Eine bedeutende Anzahl Anträge floss in die vorliegende Fassung ein.
Zusammenfassend werden mit dem neuen Gesetz folgende Ziele verfolgt: Der öffentliche Verkehr soll grundlegend neu organisiert werden. Die Kompetenzen sind neu zu regeln. Die Finanzierungsstrukturen sind neu zu ordnen. Die finanzielle Beteiligung der Gemeinden ist gerechter, transparenter und einfacher zu gestalten. Im weiteren ist die Mitwirkungsmöglichkeit der Gemeinden und Regionen zu verbessern. Das Angebot im öffentlichen Verkehr ist besser zu koordinieren.
Jede Veränderung ruft gewisse Ängste hervor. Es wäre aber schade, wenn wir den Elan für einen Neuanfang jetzt verlieren würden. Ich bitte Sie deshalb nochmals, bei der Beurteilung der Vorlage das ganze Konzept zu würdigen und nicht aufgrund einzelner Aspekte den Neuanfang zu verhindern. Es geht darum, die Stärken der Gesetzesvorlage zu erkennen. Sicher enthält die Vorlage auch Schwächen. Diese können aber allenfalls im Rahmen der Detailberatung noch eliminiert werden.
In der Kommission war das Eintreten unbestritten. Sie beschloss geringfügige Änderungen. In der Schlussabstimmung stimmte sie dem Entwurf mit 14 zu 0 Stimmen bei 5 Enthaltungen zu. Diejenigen, die sich der Stimme enthalten haben, werden heute entsprechende Abänderungsanträge stellen. Ich bitte Sie, diese Anträge in der Absicht zu diskutieren, ein griffiges Gesetz zu verabschieden. Das Gesetz sollte eine gewisse Kraft behalten. – Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten.

Präsidentin. Die Fraktionssprecherinnen und -sprecher haben das Wort.

Steinlin. Die geltende Regelung des öffentlichen Verkehrs befriedigt nicht. Erstens werden jeweils einzelne Projekte beurteilt. Es ist schwierig, die Wechselwirkungen zwischen den verschiedenen Projekten zu erfassen. Zum Teil werden die Projekte nicht nach den gleichen Kriterien beurteilt. Zweitens werden heute die Lasten relativ zufällig verteilt. Gewisse Gemeinden liegen an einer SBB-Linie und müssen daher an die Kosten nichts beitragen. Andere Gemeinden liegen an der Linie einer Privatbahn und müssen diese erheblich unterstützen. Die jährliche Pro-Kopf-Belastung für den öffentlichen Verkehr beträgt beispielsweise in der Stadt Biel 156 Franken. Andere Gemeinden zahlen demgegenüber nichts an den öffentlichen Verkehr. Drittens erfasst die heutige

Gesetzgebung den Agglomerationsverkehr nicht, obwohl es sich dabei um den wichtigsten Bereich der Umsteigepolitik handelt. Vom Agglomerationsverkehr profitieren viele Gemeinden, zahlen müssen aber vor allem die Zentrumsgemeinden.
Verkehrspolitik ist weitgehend eine regionale Aufgabe. Die Regionen sind aber nicht organisiert. Es gibt für die Meinungsbildung keinen einheitlichen Träger, was zu erheblichen Schwierigkeiten führt, wenn es darum geht, in einer Region beispielsweise einen Tarifverbund zu organisieren. Das Verkehrsangebot sollte nicht einfach von den Zentrumsgemeinden diktiert werden. Die Aussengemeinden sollten auch mitbestimmen können.
Der Kommissionspräsident hat die Ziele der Gesetzesrevision erwähnt. Aus der Sicht der SP-Fraktion ist der Umlagerung des motorisierten Privatverkehrs hin zum öffentlichen Verkehr besondere Beachtung zu schenken. Der öffentliche Verkehr ist 20mal sicherer, 19mal umweltfreundlicher und zehnmal weniger energieaufwendig als der motorisierte Privatverkehr. Zudem nimmt er etwa neunmal weniger Land in Anspruch. Die Verkehrsverhältnisse entwickeln sich aber in die entgegengesetzte Richtung: 1950 wurden die Mehrheit, 1990 noch 18 Prozent der Personen-Kilometer mit öffentlichen Verkehrsmitteln zurückgelegt. Dieser Entwicklung müssen wir entgegenwirken. Dies wäre eigentlich nur im Rahmen einer Gesamtverkehrspolitik möglich. 1986 reichte die Sozialdemokratische Partei eine Initiative für ein Gesetz über einen umweltfreundlichen Verkehr ein. Diese wurde 1988 vom Volk abgelehnt. Wenn es um die Gesamtverkehrspolitik geht, bricht regelmässig ein Mehrfrontenkrieg aus, weshalb es sehr schwierig ist, in dieser Richtung etwas zu erreichen. Die vorhandenen Koordinationsansätze – also die Gesamtverkehrsplanung und die Berücksichtigung der Raumplanung – sollten aber unbedingt weiterverfolgt werden. Es hängt unter anderem von der Siedlungsplanung ab, wie stark sich der Pendelverkehr entwickelt. Bei «Einfamilienhaus-Weiden» ist natürlich mit intensiveren Pendelströmen zu rechnen. Was die Finanzierung anbelangt, sollten wir die Verknüpfung zwischen Strassenunterhalt und öffentlichem Verkehr beibehalten. In diesem Bereich wurden übrigens in der Kommission neue Ideen eingebracht. So schlug beispielsweise Herr Büschi vor, die Parkplatzgebühren für die Finanzierung des öffentlichen Verkehrs einzusetzen. Es handelt sich um einen interessanten Vorschlag. Die Parkplätze bei den Haltestellen der öffentlichen Verkehrsmittel sollen ja dazu dienen, dass mehr Personen auf den öffentlichen Verkehr umsteigen. Diese Parkplätze sind vor allem in den Zentren zu finden. Mit den Parkplatzgebühren könnten die Lasten zwischen Stadt und Land bis zu einem gewissen Grad ausgeglichen werden. Zudem würde mit dieser Massnahme ein Gesamtverkehrs-Denken gefördert. Die Kommission beauftragte die Regierung, zuhanden der zweiten Lesung einen entsprechenden Bericht auszuarbeiten und allenfalls konkrete Vorschläge zu machen. Pro Tag verkehren in der Stadt Bern etwa 60000 Pendler. Rechnet man mit einer Parkplatzgebühr von einem Franken pro Tag, ergibt sich im Jahr ein Betrag von 18 Mio. Franken.
Für den öffentlichen Verkehr muss eine Gesamtlösung gefunden werden. Miteinzubeziehen sind die Investitionen und der Betrieb, der Personen- und Güterverkehr sowie die Agglomerationen und die Randregionen. Zu schaffen sind ein kantonales Grundangebot sowie Zusatzangebote in den Regionen. Im weiteren ist eine gemeinsame Finanzierung anzustreben. Eine Art Gesamttopf ist zu schaffen. Rand- und Berggebiete profitieren wenig vom öffentlichen Verkehr, haben aber hohe Strassenunterhaltskosten zu tragen, was über diesen Gesamttopf zu kompensieren ist. Dies wird bereits im Dekret über die Strassenfinanzierung vorgesehen. Die Planung ist flexibel zu gestalten. Zudem sollte sie dezentral, das heisst von den regionalen Verkehrskonferenzen ausgearbeitet werden. Die Regionen müssen sich zu diesem Zweck organisieren. Dies drängt sich vor allem für die Agglomeration Bern auf. Wir müssen uns zudem überlegen, wie die verschiedenen kleinen Verkehrsunternehmen eingebunden werden können.
Der Grosse Rat soll in Zukunft eine Art Globalsteuerung übernehmen. Er hat über die Angebotsgrundsätze und über Rahmenkredite zu befinden. Schliesslich muss die Planung auch synchronisiert werden. Es ist nicht sinnvoll, wenn das Strassenbauprogramm eine andere Richtung verfolgt als die Angebotsplanung für den öffentlichen Verkehr. Für den Strassenbau und den öffentlichen Verkehr ist dieselbe Direktion zuständig, was in diesem Zusammenhang natürlich von Vorteil ist. Die Koordination wird dadurch erleichtert. Die linke Hand weiss, was die rechte tut.
Es handelt sich bei dieser Gesetzesvorlage um eine pragmatische Lösung. Der Entwurf ist nicht überladen und beschränkt sich auf das Wesentliche. Es wird ein rechtlich klar umrissener Rahmen vorgeschlagen. Die SP-Fraktion ist einstimmig für Eintreten auf die Vorlage.

Reist-Weber. Nach der Meinung der EVP/LdU-Fraktion wird mit dem neuen Gesetz eine seriöse und gute Rechtsgrundlage geschaffen. Es ist nötig, den öffentlichen Verkehr neu zu regeln. Im vorliegenden Gesetz wird eine gerechtere Lastenverteilung vorgesehen. Die Finanzierungsstrukturen sind transparenter. Dies ist zu begrüssen. Das Gesetz ermöglicht eine bessere Organisation der regionalen Verkehrskonferenzen. Dadurch wird auch eine bessere Koordination und ein besseres Mitspracherecht gewährleistet. Weil der öffentliche Verkehr die Umwelt bekanntlich wesentlich weniger belastet als der motorisierte Individualverkehr, ist unseres Erachtens die Förderung des öffentlichen Verkehrs ein wesentliches Ziel. Wir setzen uns für alle attraktiven Angebote ein, die das Umsteigen vom motorisierten Individualverkehr auf den öffentlichen Verkehr fördern. Es ist nicht zu verantworten, wenn dieser – aus welchen Gründen auch immer – wieder vermehrt vom Privatverkehr verdrängt wird. Ich erinnere in diesem Zusammenhang an die enorme Umweltbelastung durch Lärm, Abgase und so weiter. Auch der Verlust an Grünfläche ist hier zu erwähnen.
Wir werden alle Abänderungsanträge gutheissen, die zugunsten des öffentlichen Verkehrs gestellt werden. So halten wir es für dringend nötig, dass auch für Tarifverbunde Abgeltungen ausgerichtet werden, wie dies in einem neuen Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe c gefordert wird. Mit einem gut funktionierenden Tarifverbund steigt die Attraktivität des öffentlichen Verkehrs. Unsere Fraktion empfiehlt Ihnen, auf die Vorlage einzutreten.

Jenni (Bern). Die grüne und autonomistische Fraktion ist für Eintreten auf die Vorlage. Es wird im positiven Sinn eine gute Grundlage geschaffen für eine dringend nötige Restrukturierung der kantonalen Verkehrspolitik. Wir möchten Sie aber davor warnen, auf das Gesetz zwar einzutreten, hinterher jedoch in der Detailberatung Anträge gutzuheissen, die die Vorlage wieder verwässern. Es liegen nämlich Anträge vor, die allzu offensichtlich darauf ausgerichtet sind, das Gesetz unwirksam zu

machen. Nicht weniger als fünf materielle Anträge werden aus dem bürgerlichen Lager gestellt, die verbindliche Verpflichtungen durch Kann-Formulierungen ersetzen wollen. Mit einer derartigen Ballung von Kann-Formulierungen hätten wir zwar ein Gesetz, dass schön zu lesen wäre, dessen Wirksamkeit aber zu wünschen übrig liesse. Die Vorlage wäre vergleichbar mit einem Schaufenster ohne Inhalt oder einer Fassade. Vor dieser Tendenz möchten wir Sie warnen.
Seltsamerweise wird unter anderem vorgeschlagen, dass sich der Kanton an Tarifmassnahmen und Tarifverbunden beteiligen soll, wobei aber finanzielle Unterstützungen ausser Betracht fallen. Ich frage mich, wie sich dies die Antragsteller vorstellen. Dieser Vorschlag lässt vermuten, dass man eigentlich der Meinung ist, der Kanton sollte sich an Tarifverbunden überhaupt nicht beteiligen. Um der Ehrlichkeit willen wäre es besser, wenn dies klar und deutlich zum Ausdruck gebracht würde.
Auch wir kritisieren gewisse Punkte der Vorlage. Unseres Erachtens sollten verbindliche Leistungsaufträge für den öffentlichen Verkehr verankert werden. Wir sind im übrigen skeptisch gegenüber der Regelung, wonach Investitionskredite in Form von Rahmenkrediten zu verabschieden sind. Wir möchten vor der Versuchung warnen, in Zukunft umstrittene Vorhaben in einen Wust von anderen Vorhaben zu verpacken, in der Hoffnung, die Sache besser über die Runde zu bringen. Es wäre uns lieb, wenn in kritischen Fällen eher von der nachfolgenden Bestimmung Gebrauch gemacht würde, die vorsieht, dass auch Einzelobjekte direkt beschlossen werden können. Im weiteren werden wir die Anträge zu den zwei folgenden Punkten unterstützen: Der Grosse Rat soll über die Berichte des Regierungsrates betreffend die Entwicklung des Gesamtverkehrs, der Raumplanung sowie der Abstimmung des öffentlichen auf den Individualverkehr in Form eines Grundsatzbeschlusses befinden. Die entsprechenden Beschlüsse sollen nämlich nötigenfalls vor das Volk gebracht werden können. Ebenso liegt uns am Herzen, dass es sich bei den Verkehrskonferenzen nicht letztlich um eine neue Art von Gemeindeverbänden handelt, die völlig abgekoppelt sind von der Bevölkerung der betroffenen Gemeinden und Regionen. Die Mitwirkung der Bevölkerung in diesen Konferenzen sollte sichergestellt werden, wie dies auch die neue Verfassung für derartige Gremien grundsätzlich postuliert. Unter diesen wenigen Vorbehalten möchten wir Sie bitten, auf die Vorlage einzutreten.

Wyss (Langenthal). Die FDP-Fraktion beantragt Ihnen, auf den Gesetzesentwurf einzutreten. Wir sind mit den Zielsetzungen und Grundsätzen, wie sie der Kommissionspräsident dargelegt hat, einverstanden. Das Gesetz bringt tatsächlich mehr Transparenz und Gerechtigkeit. Gewisse Gemeinden müssen zukünftig zwar mehr bezahlen. Sie haben aber bis anhin von einem Angebot an öffentlichem Verkehr profitiert, ohne sich an den Kosten zu beteiligen. Das neue Gesetz wird also eine gewisse Umverteilung der Kosten zur Folge haben. Da die Vorlage aber mit der Revision des Strassenfinanzierungsdekrets gekoppelt ist, scheint uns diese Neuordnung der Finanzierungsstrukturen zumutbar zu sein. Die Gemeinden werden in den Verkehrskonferenzen vertreten sein und so zukünftig bei der Erarbeitung der Angebotsgrundsätze mitwirken können. Die Agglomerationsgemeinden werden auch mitbestimmen können, wenn es um das Angebot in den Zentren geht. Das neue Gesetz erfasst auch den Ortsverkehr, so dass die Gemeinden in diesem Bereich entlastet werden.
Unsere Fraktion reichte verschiedene Abänderungsanträge ein, die darauf abzielen, die ursprüngliche grüne Fassung zu realisieren. Im Zusammenhang mit dem öffentlichen Verkehr ist auch die finanzielle Situation unseres Kantons zu berücksichtigen. Investitionen zur Attraktivitätssteigerung haben sicher gegenüber Tarifverbilligungen Vorrang. In diesem Sinn bitte ich Sie im Namen der FDP-Fraktion, auf die Vorlage einzutreten.

von Arx. Die FL/JB-Fraktion war erstaunt über die zahlreichen Abänderungsanträge, die eingereicht wurden. Ich war Mitglied der Kommission. Wir konnten in der Kommission gut miteinander reden. Es wurden zwar einige Abänderungsanträge gestellt, die zum Teil abgelehnt, zum Teil gutgeheissen wurden. Das Resultat der Kommissionsberatungen ist recht ausgewogen. Ich habe nicht erwartet, dass selbst von Kommissionsmitgliedern jetzt noch neue Anträge gestellt werden. Die vorliegende Fassung wurde von Fachleuten erarbeitet. Es handelt sich um eine fachlich und sachlich ausgewogene Vorlage. Über den einen oder anderen Punkt lässt sich sicher noch diskutieren. Mit der vorliegenden Fassung können aber die beabsichtigten Ziele einigermassen erreicht werden. Beim öffentlichen Verkehr handelt es sich um eine kantonale Koordinations- und Lenkungsaufgabe. Diese Aufgabe kostet uns etwas, und sie darf auch etwas kosten. Wir haben es in der Hand, Entwicklungen, die in eine falsche Richtung gehen, zu unterbrechen. Wir können die Entwicklung also lenken. Wie ich weiss, hören die Vertreter der bürgerlichen Parteien den Begriff «lenken» nicht sehr gerne. Auch der Begriff «Umwelt» behagt ihnen nicht ausgesprochen.
Mit dem neuen Gesetz soll Transparenz geschaffen werden, die finanziellen Lasten der einzelnen Gemeinden sind gerechter zu verteilen. Es handelt sich um eine gute Planungsgrundlage, insbesondere auch, was die finanzielle Seite anbelangt. Sollten im Rahmen der Detailberatung allzu viele Abstriche gemacht werden, behält sich unsere Fraktion vor, das Gesetz abzulehnen oder sich der Stimme zu enthalten. Zur vorliegenden Fassung aber können wir stehen.

Nydegger. Der Ist-Zustand des öffentlichen Verkehrs befriedigt nicht. Dies stellt auch die SVP-Fraktion fest. Eine Gesetzesrevision drängt sich auf. Der Kanton muss bei der Optimierung der Anlagen des öffentlichen Verkehrs mitarbeiten. Geplant sind regionale Verkehrskonferenzen. Es handelt sich hierbei um einen gangbaren Weg. Es ist darauf zu achten, dass es nicht zu Konflikten zwischen Zentren und ländlichen Gegenden kommt. Die Dominanz der Städte muss abgebaut werden. Grundsätzlich muss auch der Privatverkehr mitberücksichtigt werden.
Wir müssen uns vom äusserst aufschlussreichen, jedoch provisorischen Kostenplan lösen. Halten wir uns zu fest an diesen Plan, macht sich wieder ein Ortsdenken breit, das überregionale Denken können wir diesfalls vergessen. Ob sich der angestrebte Umsteigeeffekt verwirklichen und die von Herrn Steinlin angesprochenen Koordinationsfragen lösen lassen, wird leider erst die Zukunft zeigen.
Herr Jenni beschwerte sich über die zum Teil von uns beantragten Kann-Formulierungen: Das Wörtchen «kann» hat natürlich verschiedene Bedeutungen. Aufgrund einer Kann-Formulierung können Regierung und Parlament aufgefordert werden, etwas zu unternehmen. Es handelt sich bei Kann-Formulierung nicht um reine Weissmalerei.

Unsere Fraktion ist trotz gewisser Bedenken bereit, auf das Gesetz einzutreten. Wir erachten die Revision als einzig gangbaren Weg.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Ich danke Ihnen für die positive Würdigung dieser Vorlage. Insbesondere danke ich der Kommission und ihrem Präsidenten für die gute und kompetente Arbeit. Herr Schläppi stellte das Gesetz sehr umfassend vor, so dass ich mir weitergehende Ausführungen schenken kann. Herrn Jenni möchte ich noch folgendes sagen: Auch wenn das Gesetz sicher noch besser sein könnte, handelt es sich dabei doch um einen guten, tragfähigen Kompromiss. Die Vorlage ist nicht mit einer Fassade oder einem leeren Schaufenster zu vergleichen. – Ich bitte Sie, auf das Gesetz einzutreten.

Präsidentin. Das Eintreten wird nicht bestritten, es ist somit stillschweigend beschlossen.

Detailberatung

Art. 1 Abs. 1 und Abs. 2 Bst. a und b

Angenommen

Art. 1 Abs. 2 Bst. c (neu)

Antrag Wyss (Langenthal)

die aktive Zusammenarbeit mit den Nachbarkantonen zu pflegen.

Wyss (Langenthal). Vielerorts ist der öffentliche Verkehr grenzüberschreitend, so im Oberaargau, im Seeland und im Berner Jura. Im Vortrag wird diese Tatsache zwar erwähnt. In den Verkehrskonferenzen werden auch ausserkantonale Vertreter Einsitz nehmen können. Nach der Meinung der FDP-Fraktion sollte die aktive Zusammenarbeit mit den Nachbarkantonen aber als Zielsetzung in diesem Gesetz erwähnt werden. – Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

Holderegger. Die SP-Fraktion begrüsst den Antrag Wyss (Langenthal). In Artikel 1 Absatz 2 werden Erscheinungen genannt, die an der Kantonsgrenze nicht haltmachen. Ich nenne die Stichworte Umweltbelastung und Energieverbrauch, Defizitabdeckung, Wirtschaftlichkeit und so weiter. In diesem Zusammenhang ist beispielsweise an die Bern–Neuenburg-Bahn zu denken. Die Strecke verläuft durch drei Kantone. Ähnliche Beispiele sind die RBS und die S-Bahn zwischen Thun und Fribourg. Das Anliegen der aktiven Zusammenarbeit mit den Nachbarkantonen muss in diesem Gesetz festgehalten werden. Ich bitte Sie deshalb, den Antrag Wyss (Langenthal) zu unterstützen.

Schläppi, Präsident der Kommission. Die meisten Abänderungsanträge lagen der Kommission nicht vor, so dass ich jeweils meine persönliche Meinung äussern werde. Die Kommissionsmitglieder müssen mich also zurückpfeifen, wenn sie mit meinen Stellungnahmen nicht einverstanden sind.
Es ist sinnvoll, auf die aktive Zusammenarbeit mit den Nachbarkantonen hinzuweisen. Ich habe gegen eine entsprechende Ergänzung nichts einzuwenden.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Wir haben eine entsprechende Bestimmung nicht in den Entwurf aufgenommen, weil wir auf Gesetzesebene nur das Notwendigste regeln wollen. Selbstverständlichkeiten wie die aktive Zusammenarbeit mit den Nachbarkantonen wollten wir eigentlich nicht im Gesetz erwähnen. An dieser Stelle ist darauf hinzuweisen, dass eine Straffung und Vereinfachung der Zusammenarbeit anzustreben ist. Wenn der Grosse Rat es wünscht, kann der beantragte Zusatz ohne weiteres in das Gesetz aufgenommen werden. Dem steht nichts im Weg.
Bei dieser Gelegenheit erwähne ich kurz, wo überall wir bereits mit anderen Kantonen zusammenarbeiten: In verschiedenen interkantonalen Vereinigungen werden die gemeinsamen verkehrspolitischen Interessen der Kantone formuliert und gegenüber dem Bund und den Transportunternehmen vertreten. Es handelt sich dabei um die Schweizerische Konferenz der Verkehrsdirektorinnen und -direktoren, der «Conférence de la Suisse romande», der «Conférence intercantonale des transports ferroviaire de l'arc jurassien», der «CITAJ», der «Communauté transjurassienne», der Interessengemeinschaft Lötschberg/Simplon und der Vereinigung der Nordwestschweizer Kantone. Verschiedene Privatbahnen verkehren auf dem Gebiet von zwei oder mehreren Kantonen. Bei der Angebotsgestaltung, der Investitionshilfe, der Defizitdeckung und weiteren laufenden Geschäften sind darum zwangsläufig Absprachen und Vereinbarungen zwischen den verschiedenen Kantonen notwendig. Grenzüberschreitende Bahnunternehmungen verkehren zwischen Bern–Fribourg–Neuenburg (BN), Bern–Jura–Neuenburg (Jurabahnen), Bern–Solothurn, Bern–Luzern, Bern–Waadt–Fribourg und Bern–Wallis (BLS). Im Zusammenhang mit dem NEAT-Projekt wurde die Behördendelegation «Alptransit Lötschberg» eingesetzt. In dieser Delegation sind die Kantone Bern und Wallis sowie das Bundesamt für Verkehr vertreten. Wie Sie sehen, wird bereits mit den anderen Kantonen zusammengearbeitet.

Abstimmung

Für den Antrag Wyss (Langenthal) Mehrheit

Präsidentin. Frau Rey hat noch eine Frage zu Artikel 1.

Rey-Kühni. Die SP-Fraktion beantragte in der Kommission, Artikel 1 Absatz 2 zu präzisieren. Die Förderung des öffentlichen Verkehrs sollte auch bei der Siedlungsplanung bedacht werden, was unseres Erachtens zu wenig deutlich zum Ausdruck kommt. Siedlungen sind so zu planen, dass sie möglichst wenig Privatverkehr verursachen. Wir schlugen deshalb einen neuen Absatz 3 vor. Die Buchstaben a und b des zweiten Absatzes sind nicht genau aufeinander abgestimmt. Unter Buchstabe a wird von der Umlagerung des privaten Personen- und Güterverkehrs gesprochen. Es geht hier wohl nicht um den Fahrrad- und Fussgängerverkehr, sondern um den motorisierten Privatverkehr. Unter Buchstabe b wird festgehalten, dass die Koordination zwischen öffentlichem und Individualverkehr zu verbessern sei. Hier muss der Begriff «Individualverkehr» sicher auch den Fussgänger- und Fahrradverkehr umfassen. Wir schlugen vor, die beiden Buchstaben entsprechend zu präzisieren. In Buchstabe a sei von «motorisiertem», in Buchstabe b von «motorisiertem und nicht-motorisiertem» Individualverkehr zu sprechen. Es sei aber ohnehin klar, wie diese Formulierungen zu verstehen sind, weshalb auf diese Präzisierungen verzichtet werden könne.
Der Grosse Rat hiess soeben eine Zusatzbestimmung gut, die nach der Meinung der Verkehrsdirektorin nicht

unbedingt in das Gesetz aufgenommen werden müsste. Es handle sich um eine Selbstverständlichkeit. Ich möchte wissen, ob es für sie ebenfalls selbstverständlich ist, dass im Rahmen der Siedlungsplanung der öffentliche Verkehr zu fördern ist. Zweitens möchte ich wissen, ob die von der SP-Fraktion seinerzeit vorgeschlagenen Präzisierungen der Buchstaben a und b tatsächlich überflüssig sind, weil es sich um eine Selbstverständlichkeit handelt.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Wie ich Frau Rey bestätigen kann, sind die zur Diskussion stehenden Punkte selbstverständlich im Sinn ihrer Präzisierungen zu verstehen. Ich kann dies mit all den raumplanerischen und verkehrspolitischen Konzepten belegen, die gegenwärtig erarbeitet werden.

Art. 2 Abs. 1 und 2

Angenommen

Art. 2 Abs. 3

Antrag Nydegger

Er kann sich an solchen beteiligen oder seine Leistungen davon abhängig machen, dass...

Nydegger. Ich beantrage, in Absatz 3 «kann Transportunternehmungen zeitlich befristet übernehmen» zu streichen, weil eine Übernahme von Transportunternehmungen durch den Staat weder sinnvoll noch notwendig ist. Ein staatlich geführtes Unternehmen ist in seinen Entscheidungen in starkem Mass von den politischen Gegebenheiten abhängig. Ein effizientes Management kann so nicht gewährleistet werden. Ich bitte Sie deshalb, meinen Antrag zu unterstützen.

Wyss (Langenthal). Eine knappe Mehrheit der FDP-Fraktion lehnt den Antrag Nydegger ab. Aufgrund des Vernehmlassungsresultats wurde die ursprüngliche Bestimmung aus dem Regierungsentwurf gestrichen. In der Kommission wurde die Übernahmefrage intensiv diskutiert. Schliesslich wurde der Kompromissantrag Sinzig (Kann-Formulierung und zeitliche Befristung der Übernahme) gutgeheissen. Warum will unsere Fraktion an der grauen Fassung festhalten? Es ist zu verhindern, dass das öffentliche Verkehrsangebot plötzlich weisse Flecken aufweist, weil gewisse Transportunternehmungen nicht mehr weiterwirtschaften können. Da die Übernahme nur zeitlich befristet erfolgen kann, müssen die Transportunternehmungen nach Lösungen suchen. Dadurch wird garantiert, dass der Kanton wirklich nur überbrückend eingreift und hilft.

Holderegger. Die vorliegende Formulierung basiert auf einem Antrag, der aus unseren Reihen stammt. Herr Sinzig ist heute leider abwesend, weshalb ich an seiner Stelle einige Bemerkungen zu dieser Bestimmung mache.
Bei der befristeten Übernahme handelt es sich um die allerletzte Möglichkeit, Transportunternehmungen zu retten, deren schlechter Wirtschaftlichkeitsgrad es ihnen ansonsten nicht erlauben würde, weiterzuexistieren. In diesem Zusammenhang ist folgendes zu bedenken: Auf uns wird wahrscheinlich eine ganze Palette von Problemen zukommen. Ich denke vor allem an die Situation in den Randregionen: Für deren einheimische Bevölkerung sollte ein öffentliches Verkehrsnetz angeboten werden. Die fragliche Bestimmung soll aber nur zum Zug kommen, wenn alle Stricke reissen. In diesem Fall muss der Kanton die entsprechenden Transportunternehmungen zeitlich befristet übernehmen können, damit der einheimischen Bevölkerung in den Randregionen weiterhin ein öffentliches Verkehrsnetz angeboten werden kann. – Ich bitte Sie, den Antrag Nydegger abzulehnen und an der grauen Fassung festzuhalten.

Schläppi, Präsident der Kommission. Ich kann mich relativ kurz fassen. Die Argumentation der Kommission wurde bereits dargestellt. Auf der einen Seite soll der Staat nicht zu stark Einfluss nehmen können, auf der anderen Seite sollte ein lückenloses öffentliches Verkehrsnetz angeboten werden können. Mit einer Kann-Formulierung wird dieser Situation gut begegnet, weshalb ich Sie bitte, an der grauen Fassung festzuhalten und den Antrag Nydegger abzulehnen.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Wie ich versichern kann, will sich der Kanton in Zukunft sicher nicht als Transportunternehmer betätigen. Er will und kann dies nicht. Hingegen wird es von Vorteil sein, wenn in gewissen Fällen der Kanton Transportunternehmungen befristet übernehmen kann. In Frage kommen sicher vor allem Unternehmungen, die in ländlichen Gegenden tätig sind. In nächster Zeit könnte folgendes Beispiel aktuell werden: Die SBB geben eine unrentable Regionallinie auf. Falls sich nicht sofort eine regionale, lokale oder private Trägerschaft findet, die die Linie übernimmt, sollte der Kanton vorübergehend einspringen können. – Ich bitte Sie, den Antrag Nydegger abzulehnen.

Abstimmung

Für den Antrag Nydegger	54 Stimmen
Für den Antrag Regierungsrat/Kommission	59 Stimmen

Art. 2 Abs. 4

Antrag Nydegger

Er beteiligt sich organisatorisch an Gründung... (und finanziell streichen)

Antrag Wyss (Langenthal)

Er kann sich ... beteiligen.

Nydegger. Ich war mit dabei, als der Grosse Rat im Rahmen des Massnahmenpakets «Haushaltgleichgewicht» beschloss, die Subventionierung von Verbundsabonnementen und Tarifmassnahmen sukzessive abzubauen. In Artikel 2 Absatz 4 wird demgegenüber eine finanzielle Beteiligung des Kantons vorgesehen. Offenbar hat man seine Meinung geändert. Wir sollten aber jetzt mit dem Massnahmenpaket Ernst machen, weshalb ich beantrage, «finanziell» zu streichen.

Wyss (Langenthal). Die vorliegende Fassung ist durch eine Kann-Formulierung zu ersetzen. Artikel 2 Absatz 4 und Artikel 8 wurden nicht aufeinander abgestimmt. Es ist nicht logisch, wenn unter den allgemeinen Bestimmungen eine zwingende Formulierung gewählt wird, die entsprechende besondere Bestimmung hingegen eine Kann-Formulierung enthält. Die Kommission diskutierte die Frage der Kann-Formulierungen im Zusam-

menhang mit den Artikeln 6 und 8. Es geht insbesondere um die Frage, ob die Beiträge an die Tarifverbunde als Abgeltungen oder Finanzhilfen geleistet werden sollen, ob es sich dabei also um die Erfüllung zwingender oder freiwilliger Aufgaben handelt. Meiner Meinung nach sind die Tarifverbunde eindeutig als freiwillige Aufgaben einzustufen. Wie ich bereits in der Eintretensdebatte erwähnte, ist die FDP-Fraktion klar für die Unterstützung des öffentlichen Verkehrs, wenn es um Investitionen geht, nicht aber, wenn es sich um Tarifmassnahmen handelt. – Ich bitte Sie, meinen Antrag zu unterstützen. Wird er gutgeheissen, könnte Herr von Allmen auf seinen Antrag zu Artikel 2 Absatz 5 verzichten.

Präsidentin. Die Fraktionssprecherinnen und -sprecher haben das Wort.

Jaggi. Die SP-Fraktion lehnt die Anträge Nydegger und Wyss (Langenthal) ab. Eine Bemerkung zum Antrag Nydegger: Dem Antragsteller war die Angelegenheit wohl nicht sehr ernst, ansonsten er konsequenterweise hätte beantragen müssen, Artikel 8 zu streichen. Zum Antrag Wyss (Langenthal): Mit einer Kann-Formulierung leisten wir aktive Sterbehilfe an einem Kind, welches soeben erst das Laufen erlernt hat. – Ich bitte Sie, die beiden Anträge abzulehnen.

Nydegger. Die Sache war mir sehr wohl ernst, Herr Jaggi. Ich möchte Sie darauf hinweisen, dass zu Artikel 8 bereits aus anderen Kreisen ein Streichungsantrag vorliegt.
Ich ziehe meinen Antrag zugunsten des Antrages Wyss (Langenthal) zurück.

Präsidentin. Herr Nydegger hat seinen Antrag zugunsten des Antrages Wyss (Langenthal) zurückgezogen.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Ich danke Herrn Nydegger für den Rückzug seines Antrages. Wie Herr Wyss richtig bemerkt hat, sind Artikel 2 Absatz 4 und Artikel 8 nicht aufeinander abgestimmt. Ich mache Ihnen deshalb beliebt, dem Antrag Wyss (Langenthal) zuzustimmen.
An dieser Stelle noch eine Bemerkung zum Antrag von Allmen, den wir anschliessend diskutieren werden: Konsequenterweise sollte auch in Artikel 2 Absatz 5 eine Kann-Formulierung vorgesehen werden. Ich behalte mir vor, anschliessend noch auf das Votum von Herrn von Allmen einzugehen.

Präsidentin. Wir stimmen über den Antrag Wyss (Langenthal) ab.

Abstimmung

Für den Antrag Wyss (Langenthal)	71 Stimmen
Dagegen	51 Stimmen

Art. 2 Abs. 5

Antrag von Allmen

Er beteiligt sich finanziell an Tarifmassnahmen für autofreie Orte. (Abs. 5 wird zu Abs. 6)

von Allmen. Bevor ich meinen Antrag zurückziehe, möchte ich wissen, ob es aufgrund von Artikel 2 Absatz 4 möglich wäre, sich finanziell an Tarifmassnahmen für autofreie Orte zu beteiligen.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Ich kann dies bestätigen.

von Allmen. Ich ziehe meinen Antrag zurück.

Präsidentin. Herr von Allmen hat seinen Antrag zurückgezogen. Artikel 2 Absatz 5 ist somit bereinigt.

Art. 3 Abs. 1

Antrag Kilchenmann

2. Satz: Er kann dabei einen minimalen Auslastungs- und Kostendeckungsgrad ...

Kilchenmann. Ich beziehe mich auf die Aussage der Verkehrsdirektorin, wonach in diesem Gesetz grundsätzlich nur das Notwendigste zu verankern ist, und beanstande, dass Artikel 3 Absatz 1 zu detailliert formuliert wurde. Es ist lediglich festzuhalten, dass der Kanton einen minimalen Auslastungs- und Kostendeckungsgrad näher bestimmen kann. Es bedingt nur einen unnötigen Aufwand, wenn sich der Kanton noch um jede Haltestelle kümmern soll. Den Gemeinden und Regionen sollte in diesem Bereich eine gewisse Gestaltungsmöglichkeit zuerkannt werden. – Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

Steinlin. Wie sind die Angebotsgrundsätze zu umschreiben? Die Kommission und die Regierung schlagen Ihnen vor, beispielhaft aufzuzählen, um welche Massnahmen es sich handeln könnte. Genannt werden Linien, Haltestellen, Verknüpfungen, Betriebszeiten, Angebots- und Betriebsgestaltungen. Herr Kilchenmann will nur noch den minimalen Auslastungs- und Kostendeckungsgrad genannt haben. Dieser Vorschlag ist mit einem Inserat mit folgendem Wortlaut zu vergleichen: «Zahlen Sie möglichst noch heute 100 Franken», wobei nicht angegeben wird, wofür die Zahlung zu leisten ist. Es gibt immer welche, die die 100 Franken einzahlen, weil sie befürchten, ansonsten etwas zu verpassen. – Es ist doch nicht in Ordnung, wenn das Angebot nicht umschrieben wird. Wird nur der Kostendeckungsgrad erwähnt, wird alles nur an den Kostenfolgen aufgezogen, wobei die Voraussetzungen nicht genannt werden. Übrigens müsste konsequenterweise auch Artikel 14 Absatz 1 Buchstabe a fallengelassen werden, wonach der Grosse Rat die Grundsätze des Angebots umschreibt. Diesfalls würde das Gesetz aber offensichtlich von der Strassenbaugesetzgebung abweichen. Würde die gleiche Regelung für den Strassenbau gelten, bedeutete dies folgendes: Wir würden einen Kredit bewilligen, ohne festzulegen, wozu dieser eingesetzt werden soll. Unsererseits würde nur vorgeschrieben, welche Beträge aus dem Treibstoffzoll und der Motorfahrzeugsteuer zu leisten sind. Diese Handhabung ist nicht zu verantworten. Wir sollten wissen, wozu die Kredite eingesetzt werden, um zu verhindern, dass mit uns «Blinde Kuh» gespielt wird. Wir haben auch kein blindes Vertrauen in die Unternehmungen, weshalb wir wissen wollen, was diese planen. Mit dem Kostendeckungsgrad können wir nicht alles umschreiben. So ist dieser kein sinnvolles Kriterium für einen Versuchsbetrieb. Legen wir einen generellen Kostendeckungsgrad für den ganzen Kanton fest, trifft dies vor allem die weniger besiedelten Gebiete stark. Wir müssen deshalb differenziert vorgehen: Zuerst ist das Angebot zu umschreiben; erst anschliessend ist der Kostendeckungsgrad festzulegen.

von Arx. Die FL/JB-Fraktion lehnt den Antrag Kilchenmann ab. Dieser stand in der Kommission nicht zur Diskussion. Die Angebotsumschreibung dient nicht zuletzt der besseren Lesbarkeit des Gesetzes. Im Sinn der Ausführungen von Herrn Steinlin bitte ich Sie, den Antrag Kilchenmann abzulehnen.

Gerber (Thun). Die FDP-Fraktion unterstützt den Antrag Kilchenmann aus folgendem Grund: Als ehemaliger Verkehrs- und Energiechef von Thun habe ich erlebt, wie der Kanton in diesem Bereich hinderlich eingegriffen hat. Die städtischen Unternehmungen wollten zusammen mit der TSG neue Haltestellen schaffen. Die Vertreter des Kantons liessen dies nicht zu, obwohl alle betroffenen Unternehmungen einverstanden waren.
Der Kanton hat nur die Grundsätze festzulegen. Die konkreten regionalen Massnahmen sind aber von den Unternehmungen zu planen, die dem Verkehrsverbund angehören. Der Kanton darf hier nicht hinderlich eingreifen. – Ich bitte Sie, den Antrag Kilchenmann zu unterstützen.

Hutzli. Die FDP-Fraktion hat über diesen Artikel lange diskutiert. In diesem Gesetz werden die Kompetenzbereiche des Kantons und der regionalen Verkehrskonferenzen nicht klar voneinander abgegrenzt. Die in Artikel 3 Absatz 1 stipulierten Details sind nicht vom Kanton, sondern von den Regionalkonferenzen festzulegen. Herr Kilchenmann beantragt deshalb, Artikel 3 entsprechend zu kürzen. Es gibt aber noch eine andere Möglichkeit: Die Kommission könnte beauftragt werden, die Problematik der Kompetenzabgrenzung zuhanden der zweiten Lesung nochmals zu überarbeiten. Für den Fall, dass der Antrag Kilchenmann abgelehnt werden sollte, stelle ich folgenden Eventualantrag: Artikel 3 Absatz 1 und Artikel 16 sind zur Überprüfung in die Kommission zurückzuweisen.

Präsidentin. Für den Fall, dass der Antrag Kilchenmann abgelehnt werden sollte, stellt Herr Hutzli folgenden Eventualantrag: Artikel 3 Absatz 1 und Artikel 16 sind zur Überprüfung in die Kommission zurückzuweisen.

Steinlin. Die Voten der zwei Vorredner weisen auf ein Missverständnis hin. In Artikel 3 Absatz 1 werden die Massnahmen generell umschrieben, wobei noch nicht festgelegt wird, wer diese konkret ergreifen wird. In Artikel 16 werden die Aufgaben der regionalen Verkehrskonferenzen umschrieben. Sie haben unter anderem die regionalen Angebotskonzepte zu erarbeiten. Dies entspricht genau der Forderung von Herrn Hutzli.
Herr Gerber, sicher hat der Kanton nicht Details vorzuschreiben. Dies ist aber auch nicht die Meinung, die hinter dieser Vorlage steht. Nach Artikel 3 sind nur die Grundsätze und nicht Details zu umschreiben. Die Festlegung von Haltestellen ist nicht eine Angelegenheit grundsätzlicher Natur.
Die Angebotskonzepte werden von den regionalen Verkehrskonferenzen erarbeitet, anschliessend vom Regierungsrat zusammengefasst und vom Grossen Rat genehmigt. Bevor festgelegt wird, wie das Angebot finanziert wird, muss doch aber das grundsätzliche Konzept vorliegen, ansonsten wir Gefahr laufen, die Katze im Sack zu kaufen.

Präsidentin. Herr Kaufmann hat noch eine generelle Bemerkung zu Artikel 3 Absatz 1.

Kaufmann (Bern). Wie wird Artikel 3 Absatz 1 Satz 2 interpretiert? Dieser Satz steht im Zusammenhang mit Artikel 12 Absatz 4, wonach der Kanton für die Abgeltung der Betriebskosten ausnahmsweise einen zusätzlichen Beitrag der betroffenen Gemeinde verlangen kann, insbesondere wenn der minimale Auslastungs- und Kostendeckungsgrad nicht erreicht wird. Ich möchte von Frau Regierungsrätin Schaer wissen, nach welchem System der minimale Kostendeckungsgrad bestimmt wird. Wird jeweils vom bereits bestehenden Kostendekkungsgrad ausgegangen, auch wenn dieser relativ tief ist? Ist mit anderen Worten der Status quo massgebend oder wird nach Inkrafttreten dieses Gesetzes für jeden einzelnen Verkehrsträger aufgrund der finanziellen Möglichkeiten ein minimaler Kostendeckungsgrad neu festgelegt? Sollte letzteres der Fall sein, hätte ich gewisse Bedenken. Dies könnte für Linien mit einem schlechten Kostendeckungsgrad das Ende bedeuten, wenn die betroffene Gemeinde nicht bereit wäre, einen zusätzlichen Beitrag zu leisten. Mir ist also nicht klar, wie diese Bestimmung konkret umgesetzt wird.

Kilchenmann. Ich möchte noch zu den Ausführungen von Grossrat Steinlin Stellung nehmen. Ich interpretiere die entsprechenden Artikel anders als er. In Artikel 3 steht: «Der Kanton umschreibt die Grundsätze ...». Im zweiten Satz wird festgehalten, er könne namentlich Linien, Haltestellen und so weiter näher bestimmen. Der Kanton hat also die Möglichkeit, konkrete Massnahmen zu treffen. Wenn er dies nicht tut, verzichtet er freiwillig darauf. Aufgrund von Artikel 16 erarbeiten die regionalen Verkehrskonferenzen Angebotskonzepte als Grundlage für die mittelfristige Angebotsplanung des Kantons. Schlussendlich wird das Angebot also doch vom Kanton geplant, wobei die Ideen und Konzepte der regionalen Verkehrskonferenzen nach Möglichkeit mitberücksichtigt werden. Artikel 3 Absatz 1 ist im Sinn meines Antrages abzuändern, damit die Bestimmung konkreter Massnahmen klar in die Kompetenz der regionalen Verkehrskonferenzen fällt. Sollte mein Antrag abgelehnt werden, bitte ich Sie, dem Rückweisungsantrag Hutzli zuzustimmen.

von Arx. Es wäre sinnvoll, wenn die Problematik von der Kommission überarbeitet würde. Ich schlage deshalb vor, Artikel 3 Absatz 1 zurückzuweisen.

Kilchenmann. Ich ziehe meinen Antrag zugunsten des Antrages Hutzli zurück.

Präsidentin. Herr Kilchenmann zieht seinen Antrag zugunsten des Antrages Hutzli zurück.

Schläppi, Präsident der Kommission. Es gibt zu dieser Frage wirklich keine Kommissionsmeinung. Der Antrag lag in der Kommission nicht vor, weshalb wir die Frage nicht diskutierten. Es geht um eine Klärung des Zusammenhangs mit den Artikeln 12 und 16. Ich persönlich neige dazu, den Verkehrskonferenzen soviel Kompetenzen wie möglich zu geben, und möchte beliebt machen, die Bestimmung an die Kommission zurückzuweisen, damit wir darüber nochmals diskutieren können.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Einleitend halte ich fest, dass ich mich einer Rückweisung nicht widersetze.
Wie in Artikel 3 Absatz 1 festgehalten wird, geht es um die Grundsätze und nicht um Details, die vom Kanton

umschrieben werden sollen. Man kann sich über die Formulierung des zweiten Satzes streiten. In diesem Satz soll erklärend und beispielhaft aufgezeigt werden, welche Massnahmen der Kanton allenfalls ergreifen kann. So könnte er zum Beispiel eine S-Bahn-Station bestimmen. Es wäre aber niemals Sinn und Zweck dieser Bestimmung, dass der Kanton alle Details von Linien und Haltestellen festlegen würde.
Den regionalen Verkehrskonferenzen kommt aufgrund des neuen Gesetzes zwar eine wichtige Aufgabe zu. So vor allem bei der Vorbereitung der Angebotsplanungen. Sie können aber keine definitiven Entscheide fällen, weil es sich bei ihnen nicht um öffentlichrechtlich anerkannte Körperschaften handelt. Die definitiven Entscheide müssen vom Grossen Rat gefällt werden. Wie gesagt unterstütze ich aber den Rückweisungsantrag. Es wäre übrigens auch denkbar, den ganzen zweiten Satz zu streichen.
Was die Festlegung der minimalen Kostendeckungsgrade anbelangt, Herr Kaufmann, haben wir noch keine konkrete Meinung. Es liegt nicht im Ermessen der Verwaltung, in diesem Bereich eine Lösung zu diktieren. Diese Kostendeckungsgrade werden erst nach einer entsprechenden Diskussion im Grossen Rat festgelegt. In diesem Zusammenhang wird es eine Rolle spielen, wieviel Geld wir zur Verfügung haben. Es ist aber durchaus denkbar, dass bei Finanzknappheit zur Finanzierung von Linien mit einem schlechten Kostendeckungsgrad die betroffene Gemeinde zusätzlich zur Kasse gebeten werden muss.

Präsidentin. Wir stimmen über den Rückweisungsantrag Hutzli ab.

Abstimmung

Für den Rückweisungsantrag Hutzli Mehrheit

Art. 3 Abs. 2, Art. 4 und 5, Art. 6 Abs. 1 Bst. a und b

Angenommen

Art. 6 Abs. 1 Bst. c (neu)

Antrag Holderegger

Tarifverbunde und andere Tarifmassnahmen

Holderegger. Ich stellte diesen Antrag bereits in der Kommission. Es geht um die Frage, ob für Tarifverbunde und andere Tarifmassnahmen Abgeltungen oder Finanzhilfen ausgerichtet werden sollen. Mein Vorschlag wurde von der Kommission nicht richtig verstanden. Es geht mir nicht einfach um eine Verbilligung der Tarifverbunde. Die Koordinationsfunktion dieser recht komplizierten Gebilde kann aber ohne finanzielle Unterstützung seitens des Kantons kaum bewältigt werden. Dieser muss koordinierend eingreifen können. Bei einem Tarifverbund soll es sich ja nicht um einen Papiertiger handeln. In erster Linie dient er dazu, das Verhältnis zwischen öffentlichem und Individualverkehr etwas in Richtung öffentlichen Verkehr zu verändern. Die Einnahmeausfälle sollten in einem sinnvollen, ausgewogenen Mass abgegolten werden. Dazu haben auch die Fahrgäste etwas beizutragen. Die Kantonsbeiträge sollten nicht in Form von Finanzhilfen, sondern von Abgeltungen ausgerichtet werden. Ich appelliere in diesem Zusammenhang an die Vertreter von Handel und Gewerbe. Auch sie verlangen eine Abgeltung der bei ihnen bestellten Leistungen. Abzugelten sind die Investitionen, der Betrieb und die Tarifmassnahmen. Diese drei Faktoren hängen zusammen. Zwischen ihnen spielen Synergien: So hat besseres Rollmaterial höhere Tarife zur Folge. – Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

Wyss (Langenthal). Es geht hier um eine grundsätzliche Frage. Wird der Antrag Holderegger überwiesen, werden verschiedene Vertreter der FDP-Fraktion das Gesetz nicht mehr unterstützen können. Nach der Meinung der FDP-Fraktion kann der Kanton Tarifmassnahmen allenfalls in Form von Finanzhilfen unterstützen. Tarifverbunde und andere Tarifmassnahmen dürfen aber nicht als zwingende öffentliche Aufgaben definiert werden, für welche Abgeltungen ausgerichtet werden.

Schläppi, Präsident der Kommission. Herr Wyss hat bereits dargetan, wie diese Frage zu beurteilen ist. Nach einer langen Diskussion lehnte die Kommission den Antrag ab. In der Tat müssen wir uns über die Bedeutung der beiden Begriffe «Abgeltung» und «Finanzhilfe» im klaren sein. Die Begriffe stammen aus dem Staatsbeitragsgesetz. Bei Abgeltungen handelt es sich um Kantonsbeiträge, die zur Erfüllung vorgeschriebener öffentlicher Aufgaben auszurichten sind. Finanzhilfen werden an die Erfüllung freiwilliger öffentlicher Aufgaben geleistet. Abgeltungen sind vor Kürzungen und Sparbeschlüssen besser gesichert als die Finanzhilfen. Im Gesetz werden Abgeltungen im Bereich der Investitionen und des Angebots vorgesehen. Die Unterstützungen der Tarifverbunde sind nicht den Abgeltungen zuzuordnen, weil es sich bei diesen um eine freiwillig übernommene Aufgabe handelt. Letztlich geht es aber um eine politische Ermessensfrage. Die Kommission hat diese bereits beantwortet. – Ich bitte Sie, den Antrag Holderegger abzulehnen.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Die erste Fassung der Regierung sah die gleiche Lösung vor wie jene Herrn Holdereggers. Nach der Vernehmlassung wurde im Sinn eines Kompromisses die Unterstützung der Tarifverbunde nicht mehr als Abgeltung definiert. Herr Holderegger, bei Finanzknappheit des Kantons ist es von Vorteil, wenn wir bei den Ausgaben Prioritäten setzen können. Diesfalls müssen in erster Linie die Investitionen und die Betriebe unterstützt werden. Es handelt sich aber vor allem um eine politische Frage, weshalb der Grosse Rat entscheiden muss, ob er für die Tarifverbunde auch Abgeltungen vorsehen will oder nicht.

Abstimmung

Für den Antrag Holderegger	57 Stimmen
Dagegen	72 Stimmen

Art. 6 Abs. 2

Antrag Nydegger

Der Kanton kann zudem im überwiegenden öffentlichen Interesse liegende Versuchsbetriebe des öffentlichen Verkehrs unterstützen, namentlich...

Nydegger. Artikel 6 Absatz 2 wurde zu offen formuliert. Aufgrund dieser Bestimmung wäre es beispielsweise möglich, für unsere Hockeyspieler ein Sporttaxi einzuführen, welches diese um Mitternacht noch nach Hause bringt. Sport ist gut und recht, jeder muss aber dafür auch ein persönliches Opfer bringen. Mein Beispiel be-

zieht sich absichtlich auf den Sport. Mit Artikel 6 Absatz 2 liessen sich aber auch ganz andere Luxuserscheinungen finanzieren. Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen. Der Kanton sollte Versuchsbetriebe nur unterstützen, wenn an ihnen ein überwiegendes öffentliches Interesse besteht.

Rey-Kühni. Herr Nydegger hat seinen ursprünglichen Antrag noch abgeändert. In der vorliegenden Formulierung ist er eigentlich harmlos. Er ist aber auch überflüssig. Selbstverständlich muss jeder Versuchsbetrieb, der vom Kanton mitfinanziert wird, im öffentlichen Interesse stehen. Es ist mir aber nicht klar, was sich Herr Nydegger unter einem überwiegenden öffentlichen Interesse vorstellt. Die Ergänzung von Herrn Nydegger ist schwerfällig. Die SP-Fraktion bitte Sie, den Antrag Nydegger abzulehnen.

Vizepräsident Bieri übernimmt den Vorsitz.

Wyss (Langenthal). Den ursprünglichen Antrag von Herrn Nydegger hätte die FDP-Fraktion abgelehnt, weil nicht klar ersichtlich war, welche Interessen hätten abgeklärt werden müssen. Über den aktuellen Antrag Nydegger haben wir in der Fraktion nicht mehr diskutiert. Trotzdem glaube ich bekannt geben zu dürfen, dass wir diesem zustimmen.

Schläppi, Präsident der Kommission. Aufgrund von Versuchsbetrieben soll eruiert werden, ob ein geplantes Angebot auch wirklich benutzt werden wird. Mit einem Versuch soll namentlich getestet werden, ob an einem Angebot ein überwiegendes öffentliches Interesse besteht oder nicht. Der Antrag lag der Kommission nicht vor. Der beantragte Zusatz richtet sicher keinen Schaden an. Meines Erachtens würde die Bestimmung aber verunklärt. Entscheiden Sie, wie Sie es für gut halten.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Ich schliesse mich dem letzten Satz von Herrn Schläppi an: Machen Sie, was Sie für gut halten. Selbstverständlich werden im öffentlichen Verkehrsbereich nur Versuchsbetriebe unterstützt, die auch im öffentlichen Interesse liegen. Für Herrn Nydeggers Hockeyclub gibt es bereits heute private Carunternehmen, die zum Einsatz kommen. Es wird sicher nicht beabsichtigt, derartige Versuchsbetriebe durchzuführen.
Die beantragte Ergänzung braucht es nicht. Will die Mehrheit aber diesen Zusatz aufnehmen, steht dem nichts entgegen.

Abstimmung

Für den Antrag Nydegger	61 Stimmen
Dagegen	56 Stimmen

Art. 6 Abs. 3, Art. 7

Angenommen

Art. 8

Antrag Holderegger

Streichen

Bieri, Vizepräsident. Herr Holderegger hat seinen Streichungsantrag zu Artikel 8 zurückgezogen. Artikel 8 ist somit bereinigt.

Art. 8a (neu)

Antrag Seiler (Moosseedorf)

Marginale: Behindertentransporte
Der Kanton kann Beiträge an die Behindertentransporte leisten.

Seiler (Moosseedorf). Mobilität ist für Behinderte ausserordentlich wichtig, weil sie ihnen ermöglicht, sich besser in den Arbeitsprozess und in die Gesellschaft zu integrieren. Fünf verschiedene Organisationen schlossen sich zu einer Arbeitsgruppe zusammen, um sich für die Teilnahme der Behinderten am öffentlichen Verkehr einzusetzen. Es handelt sich um folgende fünf Organisationen: Die Pro Infirmis, die Pro Senectute, die Askio (Arbeitsgemeinschaft Selbsthilfe-, Kranken- und Invalidenorganisation), ABSF (Arbeitsgemeinschaft der Blinden und Sehbehinderten) und die KIO (Koordination der Invalidenorganisationen im Raum Bern). Im Auftrag dieser Arbeitsgruppe beantrage ich, dass die Interessen der Behinderten in diesem Gesetz angemessen berücksichtigt werden. In Artikel 5 Absatz 2 wird ihren Anliegen Rechnung getragen, was natürlich positiv gewürdigt wurde. «Fahrzeuge und Anlagen sind grundsätzlich so zu gestalten, dass ihre Benützung auch den Behinderten offensteht», lautet die Bestimmung. Damit ist den Behinderten aber noch nicht hinreichend geholfen. Zwei wesentliche Bedürfnisse sind zusätzlich zu berücksichtigen: Es wird noch Jahrzehnte dauern, bis das Ziel von Artikel 5 Absatz 2 erreicht sein wird. Verschiedene Anlagen werden vorher noch anzupassen sein. In der Zwischenzeit müssen deshalb spezielle Behindertentransporte eingerichtet werden, die auch auf den Linien der öffentlichen Verkehrsmittel verkehren. Es wird aber auch später, wenn einmal alle Fahrzeuge und Anlagen angepasst worden sind, noch spezielle Einrichtungen für die Behinderten brauchen. So muss auch für die «Feinverteilung» noch eine Infrastruktur aufgebaut werden. In den grossen Agglomerationen wird diese heute bereits weitgehend von eigenen Organisationen angeboten. In den ländlichen Gegenden sind es meistens private Taxiunternehmen, die die Behindertentransporte sicherstellen.
Seitens des Kantons müssen übrigens nicht mehr Mittel eingesetzt werden. Darum geht es nicht. Heute wird die Finanzierung von der Fürsorgedirektion übernommen. Mit meinem Antrag soll im Gesetz über den öffentlichen Verkehr die Grundlage geschaffen werden für die Mitfinanzierung der Behindertentransporte. Es geht hier also vor allem um ein psychologisches Moment. Rechtliche Grundlage für die Beiträge soll nicht mehr das Fürsorgegesetz, sondern das Gesetz über den öffentlichen Verkehr bilden. Die Behinderten haben Anspruch auf Teilnahme am öffentlichen Verkehr. Es handelt sich nicht um eine Fürsorgeleistung, die sie zugute haben.
Ich beantrage eine Kann-Formulierung. Die Bestimmung passt in diesem Sinn sehr gut in dieses Gesetz. Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

Präsidentin Zbinden-Sulzer übernimmt wieder den Vorsitz.

Präsidentin. Die Fraktionssprecher und -sprecherinnen haben das Wort.

Wyss (Langenthal). Die FDP-Fraktion hält die bestehenden Regelungen zugunsten der Behinderten für ausreichend. Das vorliegende Gesetz muss nicht noch zu-

sätzlich belastet werden. Mit dem gleichen Argument könnte nämlich beispielsweise auch die Finanzierung der Schülertransporte hier erwähnt werden. Darüber wurde in der Kommission diskutiert. Wie Frau Regierungsrätin Schaer damals klarstellte, werden diese Transporte aber in der Schulgesetzgebung geregelt.

Holderegger. Ich erlaube mir als Vater eines gehbehinderten Sohnes, zu diesem Antrag einige Bemerkungen anzubringen. Als die von Herrn Seiler genannte Arbeitsgruppe mit ihrem Anliegen an mich gelangte, habe ich mich ein wenig geschämt, weil ich nicht selber auf die Idee gestossen bin, im Gesetz über den öffentlichen Verkehr den Anliegen der Behinderten Rechnung zu tragen. Ich habe mich zusammen mit meiner Familie schon verschiedentlich im Ausland aufgehalten und dabei erfahren, welche Infrastrukturen beispielsweise in Italien, Kanada und den USA für Leute im Rollstuhl angeboten werden. In New York gibt es vor allen öffentlichen Gebäuden Behindertenparkplätze in ausreichender Zahl. Ich habe nur so gestaunt. Würden wir die New Yorker Verhältnisse auf die Stadt Bern übertragen, bedeutete dies, dass hier aussen, links und rechts des Rathauseingangs, mindestens zwei grosszügig bemessene Behindertenparkplätze aufgemalt wären. In Italien sehen Sie in der Öffentlichkeit keine Behinderten. Sie werden sozusagen versteckt. Die Leute sind aber zu den Behinderten äusserst herzlich.
Wir haben uns zum Ziel gesetzt, die Behinderten in unsere Gesellschaft zu integrieren. Auch hier in diesem Saal sind von Vertretern aller Fraktionen bereits einmal entsprechende Anliegen vorgebracht worden. Diese Integration hat aber ihren Preis. Alle Behinderten werden mit zunehmendem Alter schwerer, ihre Beweglichkeit nimmt meistens ab. Häufig ist dies mit vermehrter Isolation verbunden. Auch die betreuenden Eltern werden älter und können die Behinderten nicht mehr transportieren.
Sollen sich die Behinderten im öffentlichen Verkehr unabhängig bewegen können, müssen entsprechende Infrastrukturen eingerichtet werden. Das Angebot muss von den Behinderten zu einem tragbaren Preis benutzt werden können. Wir dürfen nicht auf der einen Seite von Behindertenintegration sprechen, auf der anderen Seite aber aufgrund von Sparmassnahmen im EG AHVG/IVG die nötigen Rechtsgrundlagen zur Realisierung dieser Integration nicht schaffen. – Ich bitte Sie, dem Antrag von Roli Seiler (Moosseedorf) zuzustimmen. Es handelt sich um eine Kann-Formulierung. Das Gesetz enthält rund 20 andere Kann-Formulierungen, so in den Bereichen internationaler Verkehr, Betriebsfehlbeträge, Güterverkehr und so weiter. Die Anliegen der Behinderten dürfen sicher auf die gleiche Ebene wie die genannten Bereiche gestellt werden.

von Arx. Die FL/JB-Fraktion hat sich vehement für den Antrag von Herrn Seiler (Moosseedorf) ausgesprochen. Wir sind es den behinderten Mitgliederen unserer Gesellschaft schuldig, hier ein Gleich zu tun. Der öffentliche Verkehr ist ein sehr wichtiger Bereich im Leben der Behinderten. Wir sollten die rechtliche Möglichkeit für die Unterstützung der Behindertentransporte schaffen. Es handelt sich um eine Kann-Formulierung. Wir vergeben uns also sicher nicht zuviel. Im Sinn und Geist der Solidarität mit schwächeren Mitgliedern unserer Gesellschaft bitte ich Sie, dem Antrag Seiler (Moosseedorf) zuzustimmen.

Reinhard. Herr Wyss, wir verfügen zwar über eine Schulgesetzgebung, jedoch über keine Behindertengesetzgebung. Eigentlich wollte ich mich zu diesem Antrag nicht zu Wort melden. Ich muss aber jetzt doch festhalten, dass meines Erachtens wir Behinderten auch zur Kategorie Menschen gehören, die das Bäre-Abi zu einem verbilligten Preis kaufen und die öffentlichen Verkehrsmittel benützen können. Anhand eines Beispiels zeige ich Ihnen, worum es mir geht: Angenommen ich halte mich in Bern auf, habe etwas zu gut gegessen und getrunken – ich kann das Auto nicht einfach in Bern stehen lassen und mit dem Zug nach Hause fahren. Ich kann auch nicht mit dem Taxi nach Hause zurückkehren, weil es keine rollstuhlgängigen Taxis gibt. Will ich mich von der Betax chauffieren lassen, muss ich mich zwei Tage vorher anmelden. Ein anderes Beispiel: Im Mooshaus in Moosseedorf wohnen Leute, die stark an den Rollstuhl gebunden sind. Angenommen vier dieser Behinderten wollen zusammen nach Bern fahren für einen Kinobesuch. Das Behindertentaxi kostet sie für die Hin- und Rückfahrt insgesamt 80 Franken. In Langenthal, Burgdorf und Langnau haben sich private Taxiunternehmen für Behindertentransporte zur Verfügung gestellt. Sie haben sich ein Behindertenfahrzeug angeschafft und leisten seitdem einen 24-Stunden-Betrieb. Ich habe mit dem Unternehmer von Langenthal gesprochen: Die Sache funktioniere tipptopp, meinte er. Jetzt komme ich zur Preisfrage: Die Benützer des Behindertentaxis verfügen über eine Art Kreditkarte. Die Abrechnung erfolgt also mittels dieser Karte. Der Benützer oder die Benützerin des Taxis muss 30 Prozent des offiziellen Preises selber bezahlen, 70 Prozent werden über den Kanton abgerechnet.
Es gab bekanntlich heftige Diskussionen, als es darum ging, einen Betrag von – Irrtum vorbehalten – etwas über 300 000 Franken zusammenzustreichen. In der Folge mussten vor allem bei den Behindertentaxi-Organisationen – also nicht bei den privaten Taxiunternehmen – grosse Abstriche gemacht werden.
Im Ausland ist der öffentliche Verkehr häufig behindertenfreundlicher als in der Schweiz organisiert. In der Stadt Bern hat man die grösste Mühe, rollstuhlgängige Busse in den Verkehr zu setzen. In Berlin gibt es 20jährige Busse, die mit dem Rollstuhl ohne Probleme benützt werden können. Ich konnte so mit Bussen in ganz Berlin herumfahren. Warum ist dies in der Schweiz nicht möglich?
Die rechtliche Grundlage für die Beiträge an die Behindertentransporte gehört meines Erachtens in das Gesetz über den öffentlichen Verkehr und nicht in die Fürsorgegesetzgebung. Die Angelegenheit kommt deshalb nicht teurer zu stehen. Es störte mich jedesmal, wenn ich in dieser Sache bei der Fürsorgedirektion vorstellig werden musste. Es handelt sich doch nicht um eine Fürsorgeangelegenheit. Solange die Behinderten Steuern zahlen, haben sie bis zu einem gewissen Grad auch ein Recht, vom öffentlichen Verkehr Gebrauch zu machen. Der Gesamtbetrag, der in den letzten Jahren für Behindertentransporte ausgegeben wurde, ist nicht allzu hoch. Mit dem Antrag Seiler (Moosseedorf) ändert nur die Zuständigkeit für diese Angelegenheit. Zukünftig wäre nicht mehr die Fürsorge-, sondern die Verkehrsdirektion zuständig. Ich danke Ihnen für Ihre Aufmerksamkeit.

Schläppi, Präsident der Kommission. Leider wurde in der Kommission über diese Frage nicht diskutiert. Die Situation hat sich aufgrund der Sparmassnahmen in

der Fürsorgedirektion verschärft. Abstriche werden offenbar auch den Behinderten zugemutet. Wie erwähnt wurde, werden von der Erziehungsdirektion Schulbusse, von der Gesundheits- und Fürsorgedirektion Behindertenbusse mitfinanziert. Es geht also um die Frage, ob die Unterstützung der Behindertentransporte zukünftig Sache der Verkehrsdirektion sein sollte. Übrigens weiss ich nicht, um welche Beträge es sich handeln würde. – Ich bin bereit, diesen Artikel in die Kommission zurückzunehmen, damit zuhanden der zweiten Lesung ein fundierter Vorschlag ausgearbeitet werden kann.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Der Antrag wurde bereits einleuchtend und kompetent begründet. Ich brauche keine Gründe mehr zu nennen. Wir müssen für dieses Problem eine Lösung suchen. Der Regierungsrat sah keinen entsprechenden Artikel vor, weil die Behinderten-Taxis bisher von der Fürsorgedirektion mitfinanziert wurden. Verständlicherweise möchten die Behinderten nicht, dass ihre Verkehrsbedürfnisse von der Fürsorgedirektion finanziert werden. Ich muss aber auch die Position meiner Direktion verteidigen. Es ist uns natürlich nicht möglich, bei der gegenwärtigen angespannten finanziellen Lage sozusagen Sparmassnahmen der Fürsorgedirektion zu kompensieren. Dazu fehlen uns schlichtweg die Mittel. Ich wäre sehr froh, wenn die Frage von der Kommission zuhanden der zweiten Lesung nochmals diskutiert und à fonds überprüft würde. Insbesondere sollte abgeklärt werden, um welche Beträge es sich handeln würde.

Seiler (Moosseedorf). Wir müssen für dieses Problem eine Lösung finden. Wenn die Angelegenheit von der Kommission überarbeitet werden soll, bin ich gerne bereit, meinen Antrag zurückzuziehen. Die Kommission sollte aber Vertreter der Fürsorgedirektion und von Behindertenorganisationen anhören und nicht fern von den Fachleuten nach einer Lösung suchen.

Präsidentin. Herr Seiler zieht seinen Antrag zurück, wenn die Frage der Finanzierung der Behindertentransporte von der Kommission überarbeitet wird. Wir stimmen darüber ab, ob die die Frage an die Kommission zurückzuweisen ist.

Abstimmung

Für Rückweisung von Artikel 8a (neu) Grosse Mehrheit

Art. 9 und 10

Angenommen

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 15.54 Uhr

Die Redaktorin:

Annette Fröhlicher

Siebte Sitzung

Montag, 10. Mai 1993, 13.45 Uhr

Präsidentin: *Eva-Maria Zbinden-Sulzer,* Ostermundigen

Präsenz: Anwesend sind 185 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: von Allmen, Bay, Geissbühler (Bern), Hari, Heynen, Hügli, Imdorf, König (Bigenthal), Portmann, Rychiger, Schmidiger, Schwander, Sinzig, Wehrlin, Wyss (Kirchberg).

Bericht des Regierungsrates betreffend die Hintergründe und Verantwortlichkeiten im Zusammenhang mit heute als rückstellungsbedürftig erkannten Grossengagements der Kantonalbank von Bern und der Hypothekarkasse des Kantons Bern in den Jahren 1987–1990 (Bankenbericht)

041/93

Dringliche Motion Hess – Einsetzung einer parlamentarischen Untersuchungskommission (PUK) zur Abklärung der Verantwortlichkeiten im Zusammenhang mit den Grossrisiken der Kantonalbank von Bern und der Hypothekarkasse des Kantons Bern

050/93

Dringliches Postulat Buser – Berner Kantonalbank: Gezielte Darlegung der zivil- und strafrechtlichen Verantwortlichkeiten des Bankausschusses und des Finanzdirektors

226/92

Interpellation Omar-Amberg – Berner Kantonalbank (BEKB)

236/92

Interpellation Hess – Berner Kantonalbank (BEKB)

229/92

Dringliche Interpellation Omar-Amberg – Kantonalbank

012/93

Dringliche Interpellation Allenbach – Berner Kantonalbank (BEKB)

052/93

Dringliche Interpellation Allenbach – BEKB Staatsgarantie

Wortlaut der Motion Hess vom 15. März 1993

Die Freie Liste des Kantons Bern, vertreten durch ihre Grossratsfraktion, fordert gestützt auf Artikel 25 des Gesetzes über den Grossen Rat die Einsetzung einer Parlamentarischen Untersuchungskommission (PUK), mit dem Auftrag, dem Grossen Rat detailliert Bericht und Antrag über die Kreditgewährung und entsprechender zivil-, straf-, disziplinarrechtlicher wie politischer Verantwortlichkeiten der als Grossrisiken bekannten Geschäfte der Kantonalbank von Bern und der Hypothekarkasse des Kantons Bern zu geben bzw. zu stellen. Die personelle Zusammensetzung der PUK ist so auszugestalten, dass jede Fraktion mit mindestens einem Mitglied vertreten ist.

Insbesondere sind dabei zu untersuchen:
– Die Rolle der Mitglieder des Ausschusses des Bankrates bzw. Verwaltungsrates der Kantonalbank von Bern und der Hypothekarkasse bei der Kreditgewährung.
– Die konkreten Hintergründe bei der Gewährung von heute als Grossrisiken bekannten Geschäften: Wer hat wem, wann, zu welchen Bedingungen welche Kredite gewährt. Dabei ist ebenfalls auf die Verantwortlichkeit der Direktoren wie der Mitglieder der Komitees der einzelnen Niederlassungen einzugehen.
– Die politischen wie direkten Einflüsse von Regierung oder Verwaltungsstellen (z.B. Wirtschaftsförderung, Tourismusförderung) auf das Eingehen der Engagements.
– Wieweit politische Verflechtungen von kommunalen oder regionalen Interessen das Eingehen von Grossrisiken begünstigten.
– Das Nichtfunktionieren (gemäss Andersen-Bericht) der internen Inspektorate, falls überhaupt vorhanden auch derjenigen der Niederlassungen.
– Die Einhaltung der in den damals gültigen Gesetzen für Kantonalbank und Hypothekarkasse geschriebenen Zwecke, Aufgaben, Grundsätze und Tätigkeitsbereiche. Insbesondere ist das Eingehen von Engagements im ausserkantonalen wie internationalen Bereich von Interesse.

Begründung:
1. Die Freie Liste des Kantons Bern hält grundsätzlich fest, dass die Kantonalbanken-Idee aus dem letzten Jahrhundert stammt und ihre damalige Berechtigung heute in Frage gestellt ist.
2. Die Freie Liste ist im Interesse der bernischen Wirtschaft und der bernischen Bevölkerung am Weiterbestehen einer bernischen Kantonalbank interessiert.
3. Die Freie Liste sieht die Zwangslage, in der sich die BEKB befindet, und begrüsst grundsätzlich die bisher vorgeschlagene Sanierungsstrategie mit der Aufteilung der Kredite und der Bildung einer Auffanggesellschaft.
4. Die Freie Liste wird gegen die gesetzlichen Staatspflichten, Beanspruchung der Staatsgarantie, nicht opponieren können. Sie wird damit praktisch genötigt, ja zu sagen, dass die Staatsgarantie möglicherweise voll in Anspruch genommen werden muss. Das würde heissen, dass pro Steuerzahlerin und Steuerzahler zwischen 2000 und 5000 Franken aufgewendet werden müssten. Es zeigte sich damit erneut, wie Gewinne privatisiert und Verluste sozialisiert würden.
5. Die Freie Liste meint, dass die Bürgerin und der Bürger Anrecht auf Einsicht in die wirklichen Hintergründe des Skandals erhalten.
6. Die Freie Liste will, dass sich ein BEKB-Skandal nicht mehr wiederholen kann. Sie fordert daher die Einsetzung einer parlamentarischen Untersuchungskommission, die in Ergänzung der bestehenden Berichte weitere Untersuchungen auf allen Ebenen unternehmen kann. Vor dem Grossen Rat brachte der Regierungspräsident im Januar zum Ausdruck, «dass über die Verantwortlichkeiten im Zusammenhang mit der Gewährung von heute als rückstellungsbedürftig erkannten Grossengagements... Transparenz hergestellt wird» («Bankenbericht», Stellungnahme der Regierung S.3). Unseres Erachtens ist dies bis heute nicht auf allen Ebenen passiert. Insbesondere sind die Kreditgewährungspraxis und die allfälligen Einflüsse von Regierung, Verwaltungsstellen (z.B. Wirtschaftsförderung, Tourismusförderung) und politischen Kreisen bisher nicht detailliert dargestellt worden. Die Freie Liste erachtet die Einsetzung einer PUK als vertrauensbildende Massnahme. Ohne zukünftiges Vertrauen müssen Regierung und BEKB damit rechnen, dass die Dotationserhöhung abgelehnt wird.
7. Vor der Abstimmung über die Erhöhung des Dotationskapitals im November 1993 erwartet die Freie Liste vom Regierungsrat und der Kantonalbankleitung mögliche Zukunftsszenarien für die Organisationsform der BEKB, wie z.B. die Umwandlung in eine Aktiengesellschaft. Die Freie Liste wird nur zustimmen können, wenn u.a. langfristige Perspektiven vorliegen.
8. Die Freie Liste erwartet, dass der Bericht dringlich erklärt wird. Damit kann anlässlich der Debatte des «Bankenberichtes» über die Motion entschieden werden.

(9 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Büros des Grossen Rates vom 23. April 1993

A. Einleitung
1. Der Grosse Rat hat über zwei Motionen zu befinden, die beide Antrag auf Einsetzen einer Parlamentarischen Untersuchungskommission (PUK) stellen. Die rechtlichen Grundlagen der PUK wurden mit dem Grossratsgesetz (GRG) geschaffen (vgl. Artikel 25–30, 38, 42 GRG). Die Bestimmungen zur PUK sind auf den 1. Juni 1990 in Kraft getreten. Damit können Vorkommnisse, die sich seit Inkrafttreten des GRG ereignet haben oder nach diesem Zeitpunkt bekanntgeworden sind, Gegenstand einer Untersuchung sein.
2. Die Einsetzung einer PUK erfolgt gestützt auf Artikel 25 Absatz 2 GRG nach Anhören des Regierungsrates durch einen Grossratsbeschluss. Die Überweisung einer Motion – konkret der Motionen Jenni (Bern) und Hess – hat nicht die Tragweite eines solchen Einsetzungsbeschlusses. Faktisch entscheidet das Parlament jedoch bereits mit der Überweisung der Vorstösse darüber, ob eine PUK eingesetzt werden soll.
3. Das Büro hat dem Regierungsrat aufgrund des Antragsrechts gemäss Artikel 42 der Staatsverfassung und des Anhörungsrechts zum Grossratsbeschluss gemäss Artikel 25 GRG die Möglichkeit zur Anhörung und Antragstellung zu der vorliegenden Vorstossantwort eingeräumt.
4. Seit Inkrafttreten des neuen Grossratsgesetzes auf den 1. Juni 1990 ist es das erste Mal, dass aus der Mitte des Rates Forderungen nach einer PUK gestellt werden. Eine PUK ist ein ausserordentliches Instrument, das in einem gut funktionierenden Gemeinwesen nur in Ausnahmefällen eingesetzt werden sollte. In Anbetracht der Ausgangslage erachtet es das Büro als gerechtfertigt, in der Vorstossantwort vertieft und allgemein auf einige Fragen im Zusammenhang mit der PUK einzugehen.
5. Beschlägt ein Vorstoss ein ratseigenes Geschäft, überweist ihn das Büro zur Beantwortung an das als zuständig erklärte Organ des Grossen Rates. Das Büro entschied am 18. März 1993, die beiden Vorstösse selber zu beantworten. Es stützte sich bei der Zuweisung ab auf Artikel 29 Buchstabe I der Geschäftsordnung (GO). Danach ist das Büro zuständig für weitere Geschäfte, die ihm der Grosse Rat zuweist oder für die kein anderes Ratsorgan ausdrücklich zuständig ist.

B. Die rechtlichen Voraussetzungen zur Einsetzung einer PUK
1. Artikel 25 Absatz 1 GRG lautet wie folgt:
Bedürfen Vorkommnisse von grosser Tragweite in der Staatsverwaltung der besonderen Klärung durch den Grossen Rat, kann zur Ermittlung der Sachverhalte, zur Beschaffung weiterer Beurteilungsgrundlagen und zur

politischen Bewertung gewisser Vorgänge eine Untersuchungskommission eingesetzt werden.
2. Eine PUK kann somit eingesetzt werden, wenn
- Vorkommnisse von grosser Tragweite
- in der Staatsverwaltung
- der besonderen Klärung
- durch den Grossen Rat bedürfen.

3. Gegenstand einer Untersuchung kann *ein Vorkommnis von grosser Tragweite* sein. Das Büro hat den Versuch unternommen, solche Vorkommnisse zu umschreiben. Vorkommnisse von grosser Tragweite sind Ereignisse,
- die auf höchster oder sehr hoher Entscheidungsstufe verantwortet werden,
- die eine gesetz- und ordnungsmässige sowie wirksame Geschäftsführung von Organisationseinheiten der Verwaltung fraglich erscheinen lassen,
- die einen grossen materiellen und immateriellen Schaden für das Gemeinwesen zur Folge haben,
- die strafrechtlich, zivilrechtlich oder disziplinarrechtlich relevantes Verhalten beinhalten können,
- welche die Öffentlichkeit stark und andauernd beschäftigen.

Derartige Vorkommnisse wirken sich auf die Politik, die Wirtschaft, die Gesellschaft, die Umwelt usw. schwerwiegend und nachteilig aus.
4. Vorkommnisse von grosser Tragweite lassen sich auch verfahrensrechtlich definieren. Immer dann, wenn der Grosse Rat mit Mehr die Einsetzung einer PUK beschliesst, liegt ein Vorkommnis von grosser Tragweite vor.
5. Eine PUK kann eingesetzt werden, wenn es sich um ein Vorkommnis von grosser Tragweite *in der Staatsverwaltung* handelt. Gegenständlich begrenzt ist das Untersuchungsrecht des Parlamentes durch den durch Verfassung und Gesetz begrenzten Kontrollbereich des Grossen Rates. Dieser erstreckt sich über die Regierung, die Geschäftsführung der obersten Gerichte, die Verwaltung und die anderen Träger öffentlicher Aufgaben.
6. Nicht jedes Vorkommnis von grosser Tragweite in der Staatsverwaltung erfordert eine PUK. Das Vorkommnis *bedarf der besonderen Klärung.* Der Begriff «besondere Klärung» verdeutlicht, dass es um ein aussergewöhnliches, eben besonderes Vorgehen geht. Die ordentlichen Kontrollorgane und die ordentlichen Kontrollinstrumente reichen nicht aus, um die Angelegenheit abzuklären. Oder es bestehen im Parlament und in der Öffentlichkeit erhebliche Zweifel an der Unabhängigkeit und Fähigkeit der Aufsichtskommissionen, die Fragen abzuklären. Ein besonderes Vorgehen ist zudem dann angezeigt, wenn an eine Klärung speziell hohe Anforderungen gestellt werden: Es geht um eine sehr wichtige Angelegenheit; es geht um gründliche und rasche Abklärungen in einem sensitiven Bereich; schutzwürdige öffentliche und private Interessen sind betroffen; das Verfahren und die Berichterstattung haben den Grundsätzen der Sachlichkeit, Objektivität und Fairness in erhöhtem Masse zu genügen. Die Wahrnehmung der Aufgabe setzt ausgebaute Verfahrensrechte der Kommission voraus, weil der Sachverhalt mit den ordentlichen Instrumenten nicht im geforderten Mass ermittelt werden kann. Eine besondere Klärung durch eine PUK ist zudem in den Fällen in Aussicht zu nehmen, in denen die normalen Instrumente zu wenig rasch wirken, um das Vorkommnis zu klären.
7. Die Einsetzung einer PUK ist dann zu prüfen, wenn *der Grosse Rat* als politische Behörde selber in Wahrnehmung seiner Oberaufsicht über andere Behörden die besondere Klärung vornehmen will. Die Einsetzung einer PUK durch den Grossen Rat ist Ausdruck des Misstrauens gegenüber der Geschäftsführung einer Behörde. Eine PUK kann aber auch eine vertrauensbildende Massnahme zur Wiederherstellung des Ansehens der Behörden sein.
8. Selbst dann, wenn die vier Bedingungen kumulativ erfüllt sind, verfügt der Grosse Rat noch über die Freiheit, sich für oder gegen das Einsetzen einer PUK zu entscheiden. Er sollte sich dabei von Grundsätzen und Richtlinien leiten lassen. Es sind rechtliche und ausserrechtliche Grundsätze und Richtlinien beizuziehen. Zu denken ist dabei an das öffentliche Interesse, die Rechtsgleichheit, die Verhältnismässigkeit, die Verantwortung als Staatsprinzip, die Glaubwürdigkeit der politischen Einrichtungen, das Vertrauen in die Politik, der Vergleich von Kosten und Nutzen, die politische Opportunität, das Vorhandensein einer Alternative usw.

C. Die Haltung des Büros zur Motion Hess

1. Grossrat Hess fordert in der Motion die Abklärung der Verantwortlichkeiten im Zusammenhang mit den Grossrisiken der Kantonalbank von Bern und der Hypothekarkasse des Kantons Bern. Fasst man den Auftrag zusammen, hätte die PUK drei Problemkreise abzuklären: 1. die als Grossrisiken eingestuften Kreditgeschäfte unter Einbezug verschiedener Gesichtspunkte (Verhalten Bankorgane, Geschäftsleitung, Leitung der Niederlassungen, Bankkunden, Regierung, Verwaltung, politische Interessen usw.); 2. die Tätigkeit der Inspektorate; 3. die Abklärung, inwieweit die Banken ihren gesetzlichen Aufträgen nachgekommen sind.
2. Das Büro ist im Rahmen seiner Abklärungen der Frage nachgegangen, ob die Geschäftsführung der beiden Banken Gegenstand einer PUK sein kann.
3. Die Hypothekarkasse und die Kantonalbank von Bern waren beide Institute des kantonalen öffentlichen Rechts. Sie hatten – analog der Rechtsnachfolgerin «Berner Kantonalbank» – die Rechtsform der öffentlichrechtlichen Anstalt. Öffentliche Anstalten sind ein Teil des Staates. Sie gehören zur mittelbaren oder dezentralisierten Verwaltung. Zwar technisch-organisatorisch verselbständigt, d.h. aus der Zentralverwaltung ausgegliedert, erfüllen sie dennoch eine bestimmte öffentliche Aufgabe und unterliegen der Aufsicht des Trägergemeinwesens. Öffentliche Anstalten verfügen nicht über Mitglieder, sondern über einen Kreis von Benützern. Benützer der beiden Staatsbanken waren die bernische Bevölkerung, die bernische Wirtschaft, der Staat, die öffentlichrechtlichen Körperschaften und die Gemeinden. Selbständige öffentliche Anstalten wie die beiden Banken sind mit eigener Rechtspersönlichkeit ausgestattet. Es handelt sich um juristische Personen des öffentlichen Rechts im Sinne von Artikel 52 Absatz 2 ZGB, die selber Träger von Rechten und Pflichten sind. Das Benützungsverhältnis ist bei Banken, die ähnliche Leistungen wie private Unternehmungen erbringen, privatrechtlich geregelt.
4. Der Gesetzgeber hatte in den jeweiligen Gesetzen Rechtsstellung, Zweck, Staatsgarantie, Finanzierung, Organisation und Verwaltung, Aufsicht usw. festgelegt (vgl. das Gesetz vom 9. Dezember 1956 über die Hypothekarkasse und das Gesetz vom 8. Dezember 1963 über die Kantonalbank von Bern).
5. Die Banken unterstanden beide der Aufsicht des Regierungsrates und der Oberaufsicht des Grossen Rates. Die Aufsichts- und Mitwirkungsrechte der Behörden waren in den Gesetzen abschliessend festgelegt. Diese Befugnisse bildeten das Gegenstück zur Eigenmittelaus-

stattung der Bank durch den Staat mit Dotationskapital und der Staatshaftung für die Verbindlichkeiten (Staatsgarantie).
6. Es erhebt sich die Frage, wie weit sich die Prüfungstätigkeit einer PUK erstrecken kann. Nach Meinung des Büros können Vorkommnisse im Zuständigkeitsbereich des Grossen Rates in jedem Fall Gegenstand einer PUK sein. Was im Zuständigkeitsbereich des Regierungsrates lag, kann ebenfalls Gegenstand einer PUK sein. Nur so kann der Grosse Rat die Geschäftsführung des Regierungsrates gegenüber der mittelbaren Verwaltung untersuchen.
7. Die Aufsicht der beiden Behörden gegenüber den Banken erstreckte sich über einen weiten Bereich. Die Frage der Verantwortlichkeit der Bankorgane gehört ebenfalls hiezu. Der Regierungsrat war Disziplinarbehörde gegenüber den von ihm oder vom Grossen Rat gewählten Bankorganen und ihrer Mitglieder (Artikel 17 Gesetz über die Kantonalbank von Bern und Artikel 22 des Hypothekarkassengesetzes). Bankorgane, die nach damaligem Recht vom Grossen Rat und vom Regierungsrat gewählt wurden, waren bei der Kantonalbank von Bern der Bankpräsident, der Bankrat, die Generaldirektion, die Komitees und der Chefinspektor. Bei der Hypothekarkasse waren es der Präsident, der Vizepräsident und die übrigen Mitglieder des Verwaltungsrates, der Direktor und der Inspektor.
8. Eine Begründung für die Abklärung der Verantwortlichkeiten der Bankorgane durch den Grossen Rat besteht in seinem Misstrauen gegenüber der Geschäftsführung des Regierungsrates als Disziplinarbehörde. Hat der Grosse Rat berechtigte Zweifel an der Geschäftsführung des Regierungsrates und will er prüfen, ob die Zweifel berechtigt sind, muss er ausserordentlicherweise sowohl die Geschäftsführung des Regierungsrates als auch diejenige der Bankorgane der beiden Banken untersuchen können.
9. Artikel 47 des Bundesgesetzes über die Banken und Sparkassen vom 8. November 1934 behandelt das Bankgeheimnis. Wer ein Geheimnis offenbart oder fahrlässig handelt, macht sich strafbar. Das Bundesgesetz wie die kantonalen Bankengesetze enthalten für die Organe sowie für das gesamte Personal sowohl während als auch nach Auflösung des Dienstverhältnisses die Schweigepflicht (vgl. für das kantonale Recht: Artikel 23 des Hypothekarkassen- und Artikel 20 des Kantonalbankgesetzes).
10. Für das Büro stellte sich die Frage, ob die Untersuchungen der PUK nicht durch das Bankgeheimnis erschwert oder verunmöglicht werden. Das Bankgeheimnis gilt indes nicht absolut. Absatz 4 des erwähnten Bundesgesetzes sagt aus: «Vorbehalten bleiben die eidgenössischen und kantonalen Bestimmungen über die Zeugnispflicht und über die Auskunftspflicht gegenüber einer Behörde.» Im vorliegenden Fall ginge es um eine entsprechende Pflicht gegenüber der PUK.
11. Eine Zeugnis- und Auskunftspflicht für Behörden, Amtsstellen, Behördenmitglieder, Personen aus der Staatsverwaltung und Privatpersonen gegenüber der PUK ergibt sich u.a. aus Artikel 27 in Verbindung mit Artikel 38 des GRG. Allerdings gilt nach Artikel 26 Absatz 2 GRG subsidiär das VRPG, das ein Zeugnisverweigerungsrecht enthält (vgl. Artikel 19 Absatz 2 VRPG, das auf die Vorschriften der ZPO verweist, vgl. hierzu Artikel 246 ZPO Kt. BE). Dieses Zeugnisverweigerungsrecht fällt indes weg, wenn «der Zeuge von der Pflicht, die betreffenden Tatsachen geheimzuhalten, entbunden worden ist». Diese Entbindung erfolgt für Mitglieder des Regierungsrates und Personen aus der Staatsverwaltung automatisch durch die Einsetzung einer PUK (vgl. Artikel 42 GRG).
12. Wie bereits erwähnt, unterstehen die Geschäftsbeziehungen der Banken zu ihren Kunden (Benützern) privatrechtlichen Bestimmungen. Die Bank befindet sich im Wettbewerb mit anderen Banken. Die Preisgabe von Informationen über Kundenbeziehungen usw. an eine parlamentarische Kommission bringt für die Bank und für ihre Kunden Probleme.
13. Die PUK müsste deshalb im Rahmen ihrer Ermittlungen genau überlegen, wie Form, Art und Umfang ihrer Ermittlungen auszusehen hätten. Die Lösung der mit der Untersuchung verbundenen Probleme der Beweismittelerhebung in diesem sensitiven Bereich besteht nicht in Patentrezepten. Die PUK müsste von Fall zu Fall über ihr Vorgehen entscheiden.
14. Eine PUK nimmt im Auftrag des Grossen Rates Abklärungen vor. Sie hat deshalb dem Parlament Bericht zu erstatten (zum Inhalt vgl. Artikel 25 Absatz 1 GRG). Für die parlamentarischen Beratungen gilt der wichtige Grundsatz der Öffentlichkeit. Das öffentliche Interesse ist insbesondere im Falle einer PUK besonders gross. Es stellt sich zwangsläufig die Frage nach Form und Inhalt der Berichterstattung der PUK an das Parlament. Einmal eingesetzt, hätte die PUK im Rahmen ihrer Untersuchungen jeweils zu entscheiden, wie sie gegenüber dem Grossen Rat und gegenüber der weiteren Öffentlichkeit über die Vorkommnisse (Sachverhalte) informieren darf (rechtliche Schranken) und muss (öffentliches Interesse).
15. Der Umgang der PUK mit den zur Kenntnis gebrachten Informationen wird zum Thema. Denn eine Zeugnis- und Auskunftspflicht der Bankorgane und des Bankpersonals über Vorkommnisse, die dem Bankgeheimnis unterstehen, würde nur gegenüber der PUK, jedoch nicht gegenüber dem Grossen Rat gelten. Die einer PUK zur Kenntnis gebrachten Geheimnisse unterstehen dem Schutz von Artikel 320 StGB. Würde ein Mitglied der PUK seinerseits Informationen, die dem Bankgeheimnis unterstehen, veröffentlichen, wäre das eine strafbare Handlung, die mit Gefängnis oder Busse bestraft wird. Die PUK hat aufgrund von Artikel 42 Absatz 2 GRG nach Anhören des Regierungsrates oder der betroffenen obersten Justizbehörde zu bestimmen, welche Aktenstücke oder Äusserungen dem Amtsgeheimnis nach Artikel 39 GRG unterstehen. Diese Norm gilt sinngemäss auch für Aktenstücke oder Äusserungen, die dem Bankgeheimnis unterstehen.
16. Das Büro hat in seinen bisherigen Ausführungen dargelegt, dass eine Klärung der Fragen von Herrn Grossrat Hess durch eine PUK rechtlich möglich wäre. Der Grosse Rat könnte alle drei Problemkreise durch die PUK untersuchen lassen. Es handelt sich bei der fraglichen Angelegenheit unbestritten um ein Vorkommnis von grosser Tragweite. Dies muss wohl nicht näher dargetan werden.
17. Es erscheint im Lichte der bisherigen Entwicklungen und Probleme sowie der anstehenden Entscheidungen zwingend nötig, dass sich auch der Grosse Rat mit den Fragen befasst. Das Parlament trägt aufgrund seiner Befugnisse sowohl gegenüber der Bank wie für den Staatshaushalt als auch gegenüber der Bevölkerung Verantwortung. Es besteht ein öffentliches Interesse an der Behandlung der Fragen. Der Grosse Rat war bisher allerdings nicht untätig, wie die folgenden Informationen zeigen.
18. Die Finanzkommission beschäftigte sich rund zwei Monate lang mit dem Bankenbericht des Regierungs-

rates. Sie beriet den Bericht vor. Das Ergebnis der Abklärungen floss in den Bericht der Finanzkommission samt Anträgen vom 22. April 1993. In der Maisession wird der Rat den Bankenbericht aufgrund der Berichterstattung der Finanzkommission behandeln.
19. Der Bericht der Finanzkommission bestätigt und ergänzt die Feststellungen und Erwägungen des Bankenberichtes. Er befasst sich zusätzlich aber auch eingehend mit den Pflichten des Regierungsrates. Die Finanzkommission stellt dem Rat den Antrag, dass einerseits vom Bericht der Regierung Kenntnis zu nehmen sei, dass andrerseits aber weitere Massnahmen in Auftrag zu geben seien.
20. Wer – in Ergänzung des Bankenberichtes – den Bericht der Finanzkommission liest, kann feststellen, dass sich das zuständige Organ des Grossen Rates der Sache aufmerksam angenommen hat. Bankenbericht und Kommissionsbericht geben auf einige der Fragen des Motionärs eine Antwort. Der Bericht der Finanzkommission behandelt zudem zentrale Fragestellungen, die nicht Gegenstand der Motion sind. Dabei handelt es sich um diejenigen Fragen, die den Grossen Rat als Oberaufsichtsbehörde in erster Linie beschäftigen müssen.
21. Offen ist nun der Punkt, ob die Sache der besonderen Klärung durch eine PUK bedarf. Es gibt keine Hypothekarkasse und keine Kantonalbank von Bern mehr. Beide Banken sind in ihrer Rechtsnachfolgerin, der Berner Kantonalbank, aufgegangen. Diese Bank unterscheidet sich von ihren Vorgängerinnen in wesentlichen Punkten. In den Bankorganen und in der Geschäftsleitung haben grosse personelle Mutationen stattgefunden, weitere sind vorgesehen. Die neue Bank hat seit dem vierten Quartal 1991 eine neue Geschäftspolitik, die sich von der vorherigen unterscheidet. Im Umbruch befinden sich Personal, Organisation und Geschäftsführung. Die Untersuchung der Verantwortlichkeiten wäre deshalb primär ein Transparentmachen von vergangenen Vorkommnissen.
22. Soweit es für die Vergangenheitsbewältigung und Zukunftssicherung notwendig ist, besteht die Transparenz jedoch bereits oder soll noch geschaffen werden (vgl. Anträge der FIKO).
Der wichtige Bericht der Arthur Andersen AG zur Frage der Verantwortlichkeit der Bankräte, die Stellungnahmen der Betroffenen zu diesem Bericht, der Bericht und Antrag des Regierungsrates, der neue Aspekte zutage fördernde Bericht und Antrag der Finanzkommission, der Antrag zur Revision des Kantonalbankgesetzes, die von der heutigen Bank in Aussicht genommenen Massnahmen zur Verbesserung der Geschäftsführung, die grossen personellen Wechsel in der Geschäftsleitung und in den Bankorganen, die vom Regierungsrat eingeleitete Verbesserung der Aufsichtstätigkeit der Regierung gegenüber der Bank, die Konzepte der Parteien zur Zukunft und zum Auftrag der Kantonalbank usw.: all das belegt, dass Änderungen schon erfolgt bzw. in die Wege geleitet sind oder in Aussicht genommen werden.
23. Ein Zweck einer PUK liegt in der Wiederherstellung einer funktionierenden Staatsverwaltung. Die heutige Bankleitung, der heutige Regierungsrat, die Finanzkommission und der Grosse Rat leisten ihren Beitrag an die Wiederherstellung der Ordnung. Das Büro sieht aus diesen Gründen im Moment keinen Anlass für eine besondere Klärung der Verhältnisse durch eine PUK.
D. Die Haltung der Finanzkommission
1. Die Motion Hess will eine PUK für die Untersuchung von Fragen, die aufgrund der Berichterstattung des Regierungsrates zurzeit bei der Finanzkommission in Prüfung sind und in der Maisession 1993 im Rat behandelt werden. Bei der Motion wäre es also denkbar, die Bearbeitung der Fragen den Aufsichtskommissionen zu überlassen.
2. Die Tätigkeit der Banken fällt in den Geschäftsbereich der FIKO (vgl. Artikel 54 GO). Das Büro gab deshalb der Kommission Gelegenheit zur Stellungnahme. Mit Schreiben vom 23. März 1993 lud die Ratspräsidentin die FIKO ein, ihre Haltung zum Vorstoss bekanntzugeben.
3. Die Haltung der FIKO zur Motion Hess
Die FIKO hält in ihrem Bericht zuhanden des Grossen Rates fest: «Die Finanzkommission erfüllt diese Aufgabe in Kenntnis des Vorstosses Hess, welcher die Einsetzung einer parlamentarischen Untersuchungskommission (PUK) verlangt. Ohne dem Entscheid des Grossen Rates über die Einsetzung einer PUK vorzugreifen, erachtet sich die Finanzkommission in der Lage, den Bankenbericht der Regierung vorzuberaten.»
E. Antrag
Das Büro beantragt dem Grossen Rat, die Motion 041/93 Hess sei abzulehnen.

Wortlaut des Postulates Buser vom 15. März 1993

Der Regierungsrat wird beauftragt:
1. eine gezielte und konkrete Abklärung der zivil- und strafrechtlichen Verantwortlichkeiten von Bankratsausschuss und Finanzdirektor durchzuführen und die Ergebnisse dem Grossen Rat in einem Bericht zu unterbreiten
2. konkret gegenüber dem Finanzdirektor rechtliche Schritte zu überprüfen
3. die notwendigen politischen Konsequenzen zu ziehen bzw. die Verantwortlichen dazu anzuhalten.

Begründung: Der Bericht Andersen legt die fragwürdige Kreditgewährungspraxis der BEKB eindrücklich und differenziert offen. Der Bericht stellt insbesondere die unterschiedlichen Kompetenzen und Aufgaben von Bankrat und Bankratsausschuss dar. Auch auf die Rolle des Finanzdirektors wird folgerichtig separat eingegangen. Der Bericht verliert jedoch seine Differenziertheit, wo es um die Schlussfolgerungen und Konsequenzen geht. Bloss global wird für Bankrats-, Bankratsausschussmitglieder und den Finanzdirektor festgehalten, dass sich keine straf-, zivil- und disziplinarrechtlichen Schritte aufdrängen. Dies steht im offenen Widerspruch zu den Erkenntnissen des Berichts. Die Rollen von Bankrat, Bankratsausschuss und Finanzdirektor müssen auch rechtlich separat und differenziert überprüft werden. Diesbezüglich ist eine Ergänzung des Berichts Andersen unverzichtbar.
Aus dem Bericht Andersen lässt sich erkennen, dass der Finanzdirektor in den betreffenden Gremien Wortführer und Hauptvertreter war für eine aggressive und bewusst riskante Wachstumspolitik der BEKB. Auch oder gerade seine Verantwortung muss separat abgeklärt werden, und zwar sowohl die rechtliche wie auch die politische Verantwortung. Denn sollten die Erkenntnisse des Berichts Andersen tatsächlich zutreffen, kommt die Regierung – im Interesse der eigenen Glaubwürdigkeit als Gremium – nicht mehr darum herum, gegenüber dem Finanzdirektor die Vertrauensfrage zu stellen.

(2 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 21. April 1993

1. Der Regierungsrat hat sich im Bankenbericht vom 24. Februar 1993 mit Fragen der zivil-, straf- und diszipli-

narrechtlichen Verantwortlichkeit der Organe der beiden früheren Bankinstitute des Staates auseinandergesetzt. Artikel 22 des Gesetzes vom 9. Dezember 1956 über die Hypothekarkasse enthielt Vorschriften über die zivilrechtliche Verantwortlichkeit der Organe der Bank. Das Gesetz vom 8. Dezember 1963 über die Kantonalbank von Bern bestimmte in Artikel 17 Absatz 1, dass für die zivil- und strafrechtliche Haftung der Organe der Bank und ihrer Mitglieder die Artikel 41 bis 51 des Bundesgesetzes über die Banken und Sparkassen sowie die Bestimmungen des Strafgesetzes gelten. Nach Artikel 16 Absatz 1 des Gesetzes vom 7. Februar 1990 über die Berner Kantonalbank, in Kraft seit dem 1. Januar 1991, gelten für die zivilrechtliche Verantwortlichkeit der Organe der Bank und ihrer Mitglieder die Bestimmungen des Bundesrechts.
Nach Artikel 41 des eidgenössischen Bankengesetzes sind die mit der Geschäftsführung oder mit der Oberleitung, Aufsicht und Kontrolle einer Bank betrauten Personen sowohl der Bank als auch den einzelnen Gesellschaftern und Gläubigern für den Schaden verantwortlich, den sie durch absichtliche oder fahrlässige Verletzung der ihnen obliegenden Pflichten verursacht haben. Mit den Verantwortlichkeitsbestimmungen des Bankengesetzes werden gesetzliche Spezialtatbestände geschaffen, die ungeachtet anderer gesetzlicher oder vertraglicher Rechtsbeziehungen zu einer Haftung führen können. Die Schadenersatzpflicht nach Bankengesetz unterliegt denselben Voraussetzungen wie die Haftung nach Artikel 41 des Schweizerischen Obligationenrechts. Für die Begründung einer Schadenersatzpflicht bedarf es
- eines Schadens
- der Widerrechtlichkeit
- eines schuldhaften Verhaltens und
- des adäquaten Kausalzusammenhanges zwischen dem Verhalten und dem eingetretenen Schaden.

2. In seinem Bericht vom 24. Februar 1993 schliesst sich der Regierungsrat den Schlussfolgerungen des Berichts der Arthur Andersen AG vom 7. Januar 1993 an. Er erhebt gestützt auf die vorliegenden Erkenntnisse gegen die Mitglieder des Bankrates der Kantonalbank von Bern und des Verwaltungsrates der Hypothekarkasse des Kantons Bern weder zivilrechtliche Ansprüche noch Strafklagen. Er sieht auch von disziplinarrechtlichen Massnahmen ab.
Der Regierungsrat stützte sich bei seinen Anträgen auch auf die Stellungnahme der Eidgenössischen Bankenkommission vom 2. Februar 1993.
3. Die Finanzkommission des Grossen Rates hat sich im Zusammenhang mit dem Bankenbericht eingehend mit der Frage der Verantwortlichkeiten auseinandergesetzt. Bei der zivilrechtlichen Haftung nahm sie insbesondere auch Abklärungen zum adäquaten Kausalzusammenhang vor. Damit liegen die vom Postulanten gewünschten gezielten und konkreten Abklärungen vor.
4. Gestützt auf den Bericht des Regierungsrates vom 24. Februar 1993 haben die vom Regierungsrat gewählten Mitglieder des Bankrates der Berner Kantonalbank ihr Mandat auf einen vom Regierungsrat zu bestimmenden Zeitpunkt zur Verfügung gestellt. Mit der Demission gaben die Mitglieder des Bankrates zu erkennen, dass sie gerade auch aus politischen Gründen Hand bieten für eine Neubesetzung dieses Aufsichtsorgans.
5. Gestützt auf diese Ausführungen kommt der Regierungsrat zum Schluss, dass die vom Postulanten aufgeworfenen Fragen geprüft sind. Er beantragt deshalb, das Postulat sei zu überweisen und gleichzeitig als erledigt abzuschreiben.

Antrag: Annahme des Postulates und gleichzeitige Abschreibung.

Wortlaut der Interpellation Omar-Amberg vom 10. November 1992

1. Der Topf B beinhaltet «kranke Engagements» in der Höhe von rund 7 Mrd. Franken. Nach Aussagen des Präsidenten der BEKB-Generaldirektion seien davon unsichere Kredite von rund 3 Mrd. Franken «geerbt».
Ich frage den Regierungsrat:
- Waren diese unsicheren Kredite zum Zeitpunkt der Übernahme der «Erbschaft» bekannt?
- Bestand die Möglichkeit, die «Erbschaft» auszuschlagen?
- Welche konkreten Gründe bewogen die Verantwortlichen zur Übernahme der «Erbschaft»?
- Wurden die Verantwortlichkeiten für die «Erbschafts»-Übernahme abgeklärt? Wenn ja, mit welchen Konsequenzen?

2. Nach Abzug der «geerbten» unsicheren Kredite verbleiben im Topf B weitere unsichere Kredite in der Höhe von ca. 4 Mrd. Franken. Werden die Verantwortlichkeiten für diese Kredite abgeklärt, und werden die notwendigen, insbesondere personellen Konsequenzen gezogen?
3. Nach Aussagen des Präsidenten der BEKB-Generaldirektion «ist das Kader und er bereit, die Verantwortung für den Topf A zu übernehmen und die Probleme des Topfes B nach bestem Wissen und Gewissen zu lösen». Ist es nicht so, dass das BEKB-Kader die politische als auch rechtliche Verantwortung sowohl für den Topf A als auch für den Topf B zu übernehmen hat?
4. Nach Aussagen des Präsidenten der BEKB-Generaldirektion «will die BEKB ihre Zukunft mit den im Topf A zusammengefassten 11 bis 13 Milliarden an soliden Krediten und den über 600000 Kunden gestalten». Im Topf A könne ein jährlicher Cashflow von 100 Mio. Franken erwirtschaftet werden, womit die Bank «sehr gut lebensfähig» sei. Bestätigen diese Aussagen nicht den Gesamteindruck, dass die – betriebswirtschaftlich sicherlich sinnvolle – Trennung in Topf A und B nun dazu politisch «missbraucht» wird, die Verantwortung für die unsicheren Kredite und die zu erwartenden Verluste abzuschieben?

(1 Mitunterzeichner

Schriftliche Antwort des Regierungsrates vom 24. Februar 1993

Die Fragen der Interpellantin können wie folgt beantwortet werden:
1. Bei den von der Berner Kantonalbank (BEKB) «geerbten» Engagements, die zu Verlusten auch für den Kanton führen könnten, handelt es sich um Geschäfte, die von den beiden früheren Staatsinstituten, der Kantonalbank von Bern und der Hypothekarkasse des Kantons Bern, abgeschlossen worden sind. Da die Berner Kantonalbank durch Gesamtrechtsnachfolge dieser beiden Institute entstanden ist, was zwingend eine Übernahme des Vermögens sowie sämtlicher Rechte und Pflichten bedingte (Art. 26 Gesetz über die Berner Kantonalbank), bestand weder für die neue Kantonalbank noch das neue Management je die Möglichkeit, gewisse frühere Geschäfte «auszuschlagen».
2. Gemäss Beschluss des Regierungsrates vom 28. Oktober 1992 wurde die externe Revisionsstelle der BEKB, die Arthur Andersen AG, mit einer Untersuchung über die Hintergründe und Verantwortlichkeiten der hohen

Anzahl von stark risikobehafteten Grossengagements beauftragt. Die Verantwortlichkeit im Bereich der Kreditgewährung wurde bei dieser Gelegenheit abgeklärt. Es kann auf den entsprechenden Bericht des Regierungsrates bzw. der Arthur Andersen AG verwiesen werden.
3. Der Regierungsrat verweist für die Beantwortung der Fragen 3 und 4 auf seine Antworten zu den Interpellationen 229/92 Omar-Amberg und 236/92 Hess.

Wortlaut der Interpellation Hess vom 12. November 1992

An verschiedenen Versammlungen von BEKB-Partizipanten machte die Generaldirektion der Berner Kantonalbank Ausführungen im Sinne, dass der Topf B sukzessive liquidiert und allfällige Verluste vom Staat, via Staatsgarantie, getragen werden müssen. Gemäss Brief von P. Kappeler an die GR-Präsidentin ist damit ein möglicher Verlust von 2 bis 3,5 Mrd. Franken gemeint.
Frage 1: Wie stellt sich der Regierungsrat zur Haltung der Generaldirektion der BEKB, die Verantwortung für einen Teil der Kredite nicht mehr übernehmen zu wollen?
Frage 2: Welche Pläne bestehen, die Grossrisiken via Staatsgarantie zu liquidieren und diese auf Kosten der Bürgerin und des Bürgers zu sanieren?
Frage 3: Ist es rechtlich überhaupt möglich, die Kredite der Kantonalbank in einen Topf A und Topf B zu teilen?
Frage 4: Ist es richtig, dass Artikel 2 des Gesetzes über die Berner Kantonalbank für die nächsten 20 Jahre Makulatur ist? (Art. 2: «Die Bank fördert die volkswirtschaftliche und soziale Entwicklung im Kanton Bern»)
Frage 5: Ist es richtig, dass umgekehrt die bernische Steuerzahlerin und der bernische Steuerzahler via Staat und via zur Verfügungstellung von billigerem Geld die Kantonalbank fördern muss?

(9 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Antwort des Regierungsrates vom 24. Februar 1993

1. In seinem Brief vom 11. September 1992 an den Grossen Rat hat der Präsident der Generaldirektion der Berner Kantonalbank (BEKB) darauf hingewiesen, dass verschiedenste Engagements bestehen (Topf B), «zu denen die neue Geschäftsleitung aufgrund unserer neuen Politik nicht stehen kann» (a.a.O., Seite 1). Im gleichen Brief hat sich die Geschäftsleitung allerdings auch dazu verpflichtet «... die Probleme des Topfes B nach bestem Wissen und Gewissen zu lösen». Diese Haltung haben Exponenten der BEKB gegenüber der Öffentlichkeit, dem Grossen Rat und dem Regierungsrat in den vergangenen Monaten wiederholt bestätigt. Die Zusicherung der Bank, die aus früher abgeschlossenen Geschäften für den Kanton entstandenen Risiken nach Kräften zu minimieren und bestmöglich zu «bewirtschaften», hat denn auch ihren Niederschlag darin gefunden, dass die BEKB in ihrem vorgelegten Sanierungskonzept vorschlägt, dass die Verantwortung für die Geschäftsleitung der Auffanggesellschaft bei der Bank liegt.
Der Regierungsrat kann somit feststellen, dass sich die Bank ihrer Verantwortung gegenüber dem Kanton nicht entziehen will.
2. Das von der Berner Kantonalbank (BEKB) am 28. Januar 1993 der Öffentlichkeit vorgestellte Konzept sieht vor, dass die Berner Kantonalbank rückwirkend per 1. Januar 1993 eine Auffanggesellschaft gründet. Zweck dieser Tochtergesellschaft der BEKB ist es, die per 31. Dezember 1992 von der Bank bezeichneten, nicht der heutigen Geschäfts- und Kreditpolitik entsprechenden Engagements innert zehn Jahren vollständig abzuwickeln. Finanziert wird die Auffanggesellschaft einerseits durch an die Tochter übertragene Wertberichtigungen und andererseits durch ein Darlehen der BEKB als Muttergesellschaft. Die Verantwortung für die Geschäfte der Auffanggesellschaft liegt bei der BEKB.
Die BEKB hat dem Regierungsrat zudem beantragt, in einer Übergangsbestimmung zum Gesetz über die Berner Kantonalbank festzuhalten, dass die für die BEKB bestehende Staatsgarantie künftig auch für die Verbindlichkeiten der Auffanggesellschaft gelten soll. Diese Lösung hat unter anderem zur Folge, dass der Kanton für die in die Auffanggesellschaft übertragenen Engagements nur Mittel zur Verfügung stellen muss, wenn und soweit tatsächlich eintretende Verluste die gebildeten Rückstellungen übersteigen.
3. Die Aufteilung der Kredite in zwei Kategorien (Töpfe A und B) ist unter zwei Voraussetzungen rechtlich möglich:
– entsprechende Änderung des Gesetzes über die Berner Kantonalbank durch den Grossen Rat;
– Zustimmung der Eidgenössischen Bankenkommission.
4. Diese Aussage ist nicht zutreffend. Eine der wesentlichsten Zielsetzungen der Bildung einer Auffanggesellschaft ist es gerade, dass sich die BEKB als Muttergesellschaft (mit den Engagements des Topfes A) wieder mit aller Kraft auf ihren Leistungsauftrag gemäss Artikel 2 Kantonalbankgesetz («Die Bank fördert die volkswirtschaftliche und soziale Entwicklung im Kanton») konzentrieren kann.
5. Es kann heute nicht ausgeschlossen werden, dass aus der Liquidation von Geschäften der Auffanggesellschaft für den Kanton gewisse, heute nicht bezifferbare Verluste entstehen werden. Demgegenüber ist aber festzuhalten, dass die beiden Rechtsvorgängerinnen der BEKB, die Kantonalbank von Bern und die Hypothekarkasse des Kantons Bern, dem Kanton in den Jahren 1981–1990 allein für die Verzinsung des Dotationskapitals 264,5 Mio. Franken abgeliefert haben. Dazu kamen noch namhafte Steuererträge.

Wortlaut der Interpellation Omar-Amberg vom 11. November 1992

Da in der Fragestunde vom 11. November 1992 die Fragen entgegen Artikel 31 des Grossratsgesetzes in keinem Punkt beantwortet wurden, erlauben wir uns, die gleichen Fragen zur schriftlichen Beantwortung einzureichen.
Der Presse konnte entnommen werden, dass gemäss den Aussagen des Bankpräsidenten der sogenannte Topf B liquidiert wird.
Zum konkreten Vorgehen dieser Liquidation des Topfes B stellen sich folgende Fragen:
– Welcher Zeitplan wurde für die Liquidation festgelegt? In welchem Jahr wird die Liquidation voraussichtlich beendet sein?
– Werden die unsicheren Kredite gekündigt oder verkauft? In welchem Ausmass gekündigt, in welchem Ausmass verkauft?
– Ist vorgesehen, unter Berufung auf die Staatsgarantie die zu erwartenden Ausfälle ganz oder teilweise durch den Staat und damit letztendlich durch den Steuerzahler tragen zu lassen?
– Sind erste Übernahmen dieser Verluste bereits für 1993 zu erwarten (Budget oder Nachkredit)? Wo werden diese Verluste im Budget ausgewiesen?

– Wie beurteilt der Regierungsrat die Aussage des Präsidenten der BEKB-Generaldirektion, wonach die zu erwartenden Liquidationsverluste des Topfes B für den Staat Bern verkraftbar seien?
– Wie stellt sich der Regierungsrat zum offenbaren Anspruch der BEKB, unter Berufung auf die Staatsgarantie sich die durch riskante Kreditgewährungen provozierten Debitorenausfälle ausgleichen zu lassen, wo doch die Staatsgarantie nicht die Funktion hat, offensichtliche Fehler der Bank zu korrigieren?

Schriftliche Antwort des Regierungsrates vom 24. Februar 1993

Das von der Berner Kantonalbank (BEKB) am 28. Januar 1993 der Öffentlichkeit vorgestellte Konzept sieht vor, dass die Berner Kantonalbank rückwirkend per 1. Januar 1993 eine Auffanggesellschaft gründet. Zweck dieser Tochtergesellschaft der BEKB ist es, die per 31. Dezember 1992 von der Bank bezeichneten, nicht der heutigen Geschäfts- und Kreditpolitik entsprechenden Engagements innert zehn Jahren vollständig abzuwickeln. Finanziert wird die Auffanggesellschaft einerseits durch an die Tochter übertragene Wertberichtigungen und andererseits durch ein Darlehen der BEKB als Muttergesellschaft. Die Verantwortung für die Geschäfte der Auffanggesellschaft liegt bei der BEKB.
Die BEKB hat dem Regierungsrat zudem beantragt, in einer Übergangsbestimmung zum Gesetz über die Berner Kantonalbank festzuhalten, dass die für die BEKB bestehende Staatsgarantie künftig auch für die Verbindlichkeiten der Auffanggesellschaft gelten soll. Diese Lösung hat unter anderem zur Folge, dass der Kanton für die in die Auffanggesellschaft übertragenen Engagements nur Mittel zur Verfügung stellen muss, wenn und soweit tatsächlich eintretende Verluste die gebildeten Rückstellungen übersteigen.
Vor diesem Hintergrund können die gestellten Fragen wie folgt beantwortet werden:
1. Die Liquidation soll innert längstens zehn Jahren abgeschlossen sein.
2. Die Art und Weise der Liquidation muss in einer Strategie der Auffanggesellschaft noch im Detail festgelegt werden. Sie ist insbesondere abhängig von der künftigen konjunkturellen Entwicklung im allgemeinen und der Entwicklung des Immobilienmarktes im besonderen. Die Strategie hat sich primär danach auszurichten, ein für den Kanton möglichst günstiges Resultat zu erzielen.
3. Wie einleitend festgehalten, ist es ein Merkmal der vorgeschlagenen Lösung, dass der Kanton tatsächlich eintretende, die gebildeten Rückstellungen übersteigende Verluste übernehmen muss. Gestützt auf die bereits heute geltende umfassende Staatsgarantie für die Verbindlichkeiten der BEKB bedeutet dies jedoch keine Verschlechterung. Sollte der Kanton tatsächlich Verluste der BEKB bzw. ihrer Tochtergesellschaft mit Steuergeldern decken müssen, ist zu bedenken, dass die beiden früheren Staatsinstitute, die Kantonalbank von Bern und die Hypothekarkasse des Kantons Bern, dem Kanton in den Jahren 1981–1990 für die Verzinsung des Dotationskapitals 264,5 Mio. Franken abgeliefert haben. Zusätzlich fielen auch namhafte Steuern für Kanton und Gemeinden an.
4. Aufgrund der in die Auffanggesellschaft zu übertragenden Rückstellungen ist im laufenden Jahr mit keinen durch den Kanton via Budget zu deckenden Verlusten zu rechnen. Im Budget 1993 enthalten ist jedoch die zweite Tranche Dotationskapitalerhöhung der BEKB von 300 Mio. Franken.
5. Da allfällige Liquidationsverluste aus der Auffanggesellschaft über mehrere Jahre verteilt anfallen würden, dürften diese für den Kanton tatsächlich verkraftbar sein, namentlich wenn man bedenkt, dass die BEKB als Muttergesellschaft die Verzinsung des Dotationskapitals ab dem Geschäftsjahr 1993 wieder aufnehmen will. Weil sich die Höhe allfälliger Liquidationsverluste heute jedoch nicht verlässlich abschätzen lässt – diese hängen im wesentlichen von der künftigen Entwicklung des Immobilienmarktes ab –, sind verbindlichere Aussagen zurzeit nicht möglich.
6. Die bereits seit dem letzten Jahrhundert bestehende Garantie des Kantons für die Verbindlichkeiten (Schulden) der Bank ist umfassender Natur und dient primär dem Schutz der Gläubiger der Bank. Es ist in diesem Zusammenhang unerheblich, ob diese Verbindlichkeiten aufgrund eines fehlerhaften Verhaltens der Bank entstanden sind oder nicht. Ein fehlerhaftes Verhalten von Bankorganen kann indessen zu zivilrechtlichen Ansprüchen des Kantons führen.

Wortlaut der Interpellation Allenbach vom 18. Januar 1993

Ist der Regierungsrat bereit, alle in Aussicht gestellten Informationen und Berichte sowie die in der Zwischenzeit erfahrenen und erlangten Informationen in der vollen Transparenz dem Grossen Rat bekannt zu geben und zwar bevor die nächste Dotationskapitalerhöhung im Grossen Rat zur Diskussion gestellt wird?

Schriftliche Antwort des Regierungsrates vom 24. Februar 1993

Im Zusammenhang mit der Behandlung der Motionen 201/92 Buser und 218/92 Steinlin betreffend Berner Kantonalbank hat der Regierungspräsident im Grossen Rat bereits am 19. Januar 1993 zugesichert, der von der externen Revisionsstelle Arthur Andersen AG am 7. Januar 1993 erstattete Untersuchungsbericht werde dem Grossen Rat in vollem Umfang unterbreitet. Der Versand an die Finanzkommission erfolgt Ende Februar 1993, und zwar gemeinsam mit verschiedenen Stellungnahmen zu diesem Bericht und den entsprechenden Empfehlungen bzw. Schlussfolgerungen des Regierungsrates. Die Behandlung dieses Geschäfts ist für die Maisession 1993 des Grossen Rates vorgesehen.
Die Vorlage auf Erhöhung des Dotationskapitals der Berner Kantonalbank wird der Regierungsrat demgegenüber erst im April 1993 zuhanden der Junisession 1993 des Grossen Rates verabschieden. Dem Anliegen des Interpellanten wird mit diesem Vorgehen vollumfänglich Rechnung getragen.

Wortlaut der Interpellation Allenbach vom 15. März 1993

Im Zusammenhang mit der bevorstehenden BEKB-Debatte in der Maisession bitte ich den Regierungsrat um Abklärung und Beantwortung folgender Fragen:
1. Welche Staatsgarantie-Varianten sind denkbar und im Einklang mit der EBK machbar?
2. Gibt es rechtliche Gründe, die eine Reduktion der Staatsgarantie auf den Topf B sowie die Spargelder beschränken? Wenn ja, was muss vorgekehrt werden, um diese beschränkte Staatsgarantie zu ermöglichen?

3. Wieviele der Topf-B-Geschäfte (in Millionen und Prozenten) stammen
a) von der ehemaligen Hypothekarbank
b) von der ehemaligen Bank in Thun?
4. Wieviele Topf-B-Risiken liegen ausserhalb des Kantons Bern (in Millionen und Prozenten)?

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 21. April 1993

1. Im Zusammenhang mit der Vorbereitung der Teilrevision des Gesetzes über die Berner Kantonalbank hat der Regierungsrat u.a. auch die Frage nach der künftigen Ausgestaltung der Staatsgarantie diskutiert und die Eidgenössische Bankenkommission (EBK) zu einer entsprechenden Stellungnahme eingeladen. Dieser kann entnommen werden, dass nicht nur die Aufhebung der Staatsgarantie, sondern bereits deren Beschränkung auf z.B. Spareinlagen und Kassenobligationen, gemäss geltendem Bundesgesetz vom 8. November 1934 über die Banken und Sparkassen, den Verlust des Status als Kantonalbank zur Folge hätte.
Der Regierungsrat vertritt die klare Auffassung, dass die Staatsgarantie zum heutigen Zeitpunkt nicht aufgehoben oder beschränkt werden soll. Gleicher Meinung sind praktisch sämtliche Vernehmlassungspartner, die sich zur vorgesehenen Teilrevision des Gesetzes über die Berner Kantonalbank geäussert haben. Das in Zusammenarbeit mit der EBK erarbeitete Sanierungskonzept bedingt zwingend die vorläufige integrale Weiterführung der Staatsgarantie und zwar sowohl für die BEKB als Muttergesellschaft als auch für die Dezennium-Finanz AG als Tochtergesellschaft.
Mittelfristig muss die heutige Regelung allerdings grundsätzlich überprüft werden. In seinem Vortrag zuhanden des Grossen Rates betreffend Teilrevision des Kantonalbankgesetzes hat der Regierungsrat seine Absicht zum Ausdruck gebracht, in der kommenden Legislatur dem Parlament einen Bericht zu unterbreiten, der sich neben anderen Fragestellungen (Umwandlung in AG, Leistungsauftrag usw.) insbesondere auch mit der mittelfristigen Ausgestaltung der Staatsgarantie befassen wird. Sollte die Staatsgarantie zu einem späteren Zeitpunkt ganz oder teilweise aufgehoben werden, werden allerdings auch der heutige Leistungsauftrag bzw. die gesetzliche Auflagen für die Staatsbank zu überprüfen sein.
2. Nach Auskunft der Staatsbank hat diese bis anhin keine Statistik über die Herkunft der Positionen (Kantonalbank, Hypothekarkasse, Bank in Thun) erstellt. Sie hat sich bei den unter grossem Zeitdruck durchgeführten und ausserordentlich aufwendigen Bewertungsarbeiten vielmehr auf ergebnisorientierte Aspekte konzentriert. Die Frage 3 des Interpellanten kann somit zurzeit nicht beantwortet werden; eine Beantwortung zu einem späteren Zeitpunkt ist jedoch möglich.
3. Bezüglich Anteil der ausserkantonalen Risiken an den in die Auffanggesellschaft auszugliedernden Engagements verweist der Regierungsrat auf einen Bericht der BEKB, der noch im laufenden Monat veröffentlicht wird und ebenfalls Aussagen zu diesem Aspekt enthalten wird.

Anträge der Finanzkommission

Die Finanzkommission legt dem Grossen Rat folgenden Grossratsbeschluss vor:
6.1 Es sei vom Bericht der Regierung, ergänzt durch den Bericht der Finanzkommission, Kenntnis zu nehmen.
6.2 Es sei der Regierungsrat zu beauftragen, die Verantwortlichkeit der ATAG bezüglich all ihrer ausgeübten Mandate im Zusammenhang mit den beiden Staatsbanken in den Jahren 1987–1990 zu prüfen und zuhanden der Finanzkommission Bericht zu erstatten.
6.3 Es sei die Finanzkommission zu beauftragen, allenfalls unter Beizug einer aussenstehenden, unabhängigen und sachverständigen Person (ausgestattet mit den gleichen Rechten, wie sie der Finanzkommission zukommen), folgende Fragen zuhanden der Finanzkommission abzuklären:
a) Wie wird das Verhalten des Regierungsrates, seiner Mitglieder, des Grossen Rates und seiner zuständigen Aufsichtsorgane seit 1986 bezüglich der Wahrnehmung ihrer Pflichten gegenüber den beiden Staatsbanken und der heutigen BEKB und in bezug auf die in den Revisionsberichten festgestellten Mängel beurteilt?
b) Wie sollten die organisatorischen Abläufe und die Verantwortlichkeiten in Zukunft für den Regierungsrat und den Grossen Rat in bezug auf ihre Aufsichtsfunktionen gegenüber der Berner Kantonalbank ausgestaltet sein? Lassen sich daraus Schlüsse für weitere Institutionen ziehen, in denen dem Staat eine besondere, gesetzliche Aufsichtsfunktion zugewiesen wird?
6.4 Die Finanzkommission orientiert den Grossen Rat in geeigneter Form über ihre Erkenntnisse aus den Berichten.
6.5 Die Spezialkommission zur Vorberatung der Revision des BEKB-Gesetzes ist zu beauftragen, im Rahmen der vorgesehenen Fristen der Revision die Zuständigkeit der Aufsichtsorgane, insbesondere die Zuständigkeit des Regierungsrates, für die Aufsicht über die Angemessenheit der inneren Organisation und der Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit zumindest vorläufig zu regeln.

Präsidentin: Ich begrüsse Sie zum Auftakt der zweiten Sessionswoche; ich begrüsse den Herrn Regierungspräsidenten, den Herrn Vizepräsidenten der Regierung und den Herrn Finanzdirektor. Wir kommen zu den Berichten und Vorstössen über die Kantonalbank von Bern. Wie bereits besprochen, beraten wir sie gemeinsam gemäss folgendem Ablauf:
Wir führen zuerst eine Art Eintretensdebatte über alle traktandierten Geschäfte und Vorstösse. Am Anfang nimmt der Präsident der Finanzkommission Stellung zum Bericht, anschliessend werden die Motion Hess und das Postulat Buser begründet. Nachher kommen allenfalls die Interpellanten zu Wort. Darauf werden die Fraktionssprecher und die Einzelsprecher und Einzelsprecherinnen folgen. Nachher wird der Regierungspräsident als Vertreter der Regierung das Wort haben, nicht zuletzt auch zu dem Bericht, der uns ja bereits länger als einen Monat vorliegt. Darauf folgt die Detailberatung; wir bereinigen den Bericht der Finanzkommission mit allen Anträgen zu den einzelnen Punkten.
Schliesslich werden wir über die Motion Hess und das Postulat Buser abstimmen und die Interpellationen taxieren. Ich hoffe, Sie seien mit diesem Vorgehen einverstanden. Wir müssen insofern von der Geschäftsordnung abweichen, als die Sprecherinnen und Sprecher, wenn nötig, dreimal zum ganzen Paket sprechen können, statt wie vorgesehen zweimal.

Weyeneth, Präsident der Finanzkommission. Was heute zur Diskussion steht, ist ausserordentlich schwerwiegend und heikel. Dazu erhielten Sie von uns einen umfangreichen Bericht. Ich beschränke mich darauf, le-

diglich noch einzelne Punkte herauszugreifen und dazu zusätzliche Informationen abzugeben.
Die erste Feststellung im Bericht der Finanzkommission betrifft die strafrechtlichen Tatbestände. Es handelt sich dabei um Offizialdelikte, die – falls sie erkannt werden – verfolgt werden müssen. Eine entsprechende Untersuchung läuft aufgrund einer Anzeige gegen ein ehemaliges Organ der Bank und muss offiziell ausgeweitet werden.
Der zweite Punkt ist wesentlich umstrittener. Darin geht es um die zivilrechtliche Verantwortlichkeit der Bankorgane. Einzig zu diesem Punkt fällte die Kommission einen sehr knappen Entscheid. Die Haltung der Finanzkommission entspricht den Feststellungen im Bericht des Regierungsrates und im Andersen-Bericht. Dies hauptsächlich darum, weil jemand, der zivilrechtliche Ansprüche geltend macht, beweisen muss, dass zwischen einer Unterlassung und deren Folge ein direkter Zusammenhang besteht. Das macht es so schwierig, und ich teile die Auffassung, dass dieser Punkt grosse Teile der Bevölkerung nicht befriedigt. Es befriedigt jedoch ebenfalls nicht, wenn man der Bevölkerung oder deren Erwartungshaltung zu dienen glaubt, indem man Klagen anstrebt und gleichzeitig im Innersten überzeugt ist, sie würden nichts bringen.
In bezug auf die politischen Verantwortlichkeiten zeigte sich in der Finanzkommission in mehreren Punkten eine Diskrepanz, die ernst zu nehmen und zu prüfen ist. Der Regierungsrat erteilte der Firma Andersen den Auftrag, die Verantwortlichkeit bezüglich Grossrisiken abzuklären. Wir müssen uns bewusst sein, dass es in jedem Fall eine Ermessensfrage ist, wenn ein Risiko abgeschätzt und beurteilt wird. Es ist eine Ermessensfrage, in welchem Mass ein Risiko – ein Grossrisiko – im Verhältnis zur Grösse der Bank eingegangen werden kann und wieviele solcher Grossrisiken eingegangen werden können. Nun ist aber der Bericht Andersen überholt. Mit der Veröffentlichung der Jahresrechnung 1992 und der Staatsrechnung 1992 erhielten wir Fakten, die nicht mehr die Ermessensfrage beinhalten, sondern die Grundlage zur Beurteilung des Zustandes der Bank bieten. Einerseits hat die Bank im Jahr 1992 einen Ausfall von 180 Mio. Franken nicht einbringbarer Zinsen. In Relation zu den personellen Aufwendungen für zirka 1500 Mitarbeiter ist diese Summe höher. 180 Mio. Franken bedeuten auch doppelten cash-flow. Das zeigt, dass die Bank nicht ohne Hilfe über die Runden kommen kann. Wir tun gut daran, heute und in den zukünftigen Diskussionen diese Fakten zu bewerten, statt uns in Auseinandersetzungen einzulassen, ob ein Grossrisiko nun bei der Zahl von über 50, 40 oder 30 Mio. Franken beginne. Gestützt auf die vorliegenden Fakten haben wir nun zu handeln. In ihrem Bericht geht die Finanzkommission davon aus und weist in keinem einzigen Fall Schuld zu, sie wäre dazu gar nicht in der Lage gewesen. Sie prüfte die Verantwortlichkeit der Bankorgane, sie prüfte aber auch die Verantwortlichkeit des Regierungsrates als Aufsichtsorgan der Bank. Dabei kam sie zu Schlüssen, die mit der Regierung sehr eingehend besprochen werden mussten und von der Regierung nicht vollumfänglich in der Form akzeptiert werden, wie sie die Finanzkommission darstellt. Dies geschah im Hinblick auf die bevorstehende Revision des Kantonalbankgesetzes. Wir als Finanzkommission wünschen uns, dass diese Verantwortlichkeiten konkret ausgestaltet werden.
Wo ergeben sich unterschiedliche Beurteilungen? Sie ergeben sich aus der eidgenössischen Bankengesetzgebung, die mit Kantonalbanken mit Staatsgarantie die ordnungsgemässe innere Organisation und die einwandfreie Geschäftsführung der Bank in die Zuständigkeit der kantonalen Aufsichtsorgane legt. Anlässlich der Besprechung mit dem gesamten Regierungsrat sagte man uns, man habe die Verantwortlichkeiten, so wie sie die Eidgenössische Bankenkommission in ihrer Stellungnahme zu diesem Bericht festlegt, nicht so empfunden. Aufgrund der Aussage der Regierung, der Informationsfluss sei spärlich gewesen – was der Kommission auch schriftlich unterbreitet wurde –, beauftragte diese die Regierung, in den Büchern nachzusehen, wie es in den Jahren 1986 bis 1990 gewesen sei. Aufgrund dieser Unterlagen stellen wir fest, dass Hinweise in den Revisionsberichten hätten zu einem Gespräch zwischen Regierung und Bank führen sollen. Wir legten die Quartalsberichte der EBK vor und fragten sie an, wie sie auf solche Bemerkungen für eine Bank reagiere, deren Aufsicht sie vollumfänglich wahrnehme. Die EBK beurteilte die Bemerkungen im Sinn von Vorfällen, die sich innerhalb einer Bank wohl ereignen könnten; in solchen Fällen würde sie aber das Gespräch mit der Bank suchen und die Situation zu besprechen und zu bereinigen versuchen. Soweit zu den im Quartalsbericht ewähnten Bemerkungen. Aber noch andere Vorfälle bestärkten uns in der Annahme, Signale seien vorhanden gewesen. Ein Beispiel: Die Bank braucht eine Ermächtigung vom Regierungsrat, wenn sie auf dem Kapitalmarkt Anleihen aufnehmen will. In den Achtzigerjahren bewegten sich diese immer in der Grössenordnung von 100 Mio. Franken, teilweise zur Konversion auslaufender Anleihen, teilweise zur Aufnahme von neuen Anleihen. 1986 und 1987 waren es je 100 Mio. Franken, 1988 150 Millionen, 1989 250 und am 8. November 1989 weitere 150 Millionen, also total das Vierfache. Ebenfalls bereits am 8. November wurden im Regierungsratsbeschluss 46/11 500 Mio. Franken für 1990 und im September des gleichen Jahres weitere 750 Millionen gewährt, was einer totalen Anleihensermächtigung von 1,25 Mrd. Franken für 1990 entspricht. Was ich Ihnen nun exakt weitergegeben habe, mag die Anträge der Finanzkommission am Schluss ihres Berichtes rechtfertigen.
Wie bereits gesagt, fühlte sich die Finanzkommission nicht in der Lage, Schuld zuzuweisen. Sie tat es auch nicht in der Bewertung der besonderen Stellung und Verantwortung des Finanzdirektors. Sie stellte fest, dass eine besondere Verantwortung gegeben war. Wohl hatte der Finanzdirektor als Mitglied des Bankrates und des Bankausschusses keine besonderen Rechte oder Pflichten, jedoch begründet die Federführung innerhalb des Regierungsrates die besondere Stellung des Finanzdirektors.
Weder kann unser Kanton auf diese Bank verzichten noch wollen wir deren Entscheidungszentrum veräussern. Im Bestreben, die bernische Volkswirtschaft sicherzustellen, müssen wir grösstes staatspolitisches Interesse daran haben, ihr zu helfen, aus der gegenwärtigen Situation herauszukommen und weiterzubestehen. Aus dieser Interessenlage heraus wollen wir das Beste für die Bank.
Die Stellungnahme des Finanzdirektors zur Feststellung im Bericht zeigt, dass sie als einäugige Schuldzuweisung falsch aufgenommen wurde. Ich wiederhole, dass es sich dabei keineswegs um eine Schuldzuweisung handelt.
Was wir heute behandeln, stand bereits 1939/40 einmal an. Mir liegt der zweite Teil des «Berichtes der Untersuchungskommission betreffend die Verluste der Kantonalbank» vor, 1940 zuhanden des Regierungsrates er-

stellt und den Mitgliedern des damaligen Grossen Rates zur Kenntnis gebracht. Hier geraten wir in den Bereich der Verantwortlichkeit des Gesetzgebers, der für die Schaffung eines Kantonalbankgesetzes zuständig ist. Bei der letzten Revision des Kantonalbankgesetzes war auch ich dabei. Damals war mir diese Stellungnahme nicht bekannt. Nebst einer Reihe von Forderungen anderer Massnahmen zur Gesundung und Weiterführung einer Bank wird festgestellt, es sei verhängnisvoll gewesen, dass der Finanzdirektor dem Bankrat angehört habe. Das wurde also bereits 1940 erkannt. Im Hinblick auf die anstehende Revision ist es 53 Jahre nach jenen Erkenntnissen wahrscheinlich nun an der Zeit, sie ernst zu nehmen, zu prüfen und durchzusetzen.
Somit komme ich zu den Anträgen. Wir beantragen Ihnen den Bericht des Regierungsrates zur Kenntnisnahme. Zu Ziffer 6.2: Aus Kapitel 1.2 des Andersen-Berichtes geht nicht ganz klar hervor, welchen Aufgabenbereich die Treuhandstelle eigentlich gehabt hatte. Sicher ist, dass die Treuhandgesellschaft Kontrollstelle der Hypothekarkasse war. Ein Mitarbeiter der Treuhandgesellschaft nahm die Inspektoratsaufgaben wahr – in welchem Ausmass, geht nicht aus den Unterlagen hervor und ist auch nicht abschliessend geklärt. Um eben in diesem Bereich Klarheit zu schaffen, beantragen wir in Ziffer 6.2, die Regierung sei mit der entsprechenden Abklärung zu beauftragen. In Ziffer 6.3 wird die Finanzkommission beauftragt, den im Bericht festgestellten Abklärungsbedarf zu erfüllen. Im Zusammenhang mit der Beratung der Motion Hess werde ich näher darauf eingehen, wie wir den Auftrag erfüllen und in welcher Form wir Ihnen darüber Bericht erstatten möchten.

Präsidentin. Ich bitte Herrn Hess zur Begründung seiner Motion, die vom Büro abgelehnt wird, ans Rednerpult.

Hess. Die Kantonalbank, die Hypothekarkasse, ein möglicher Verlust von unfassbaren Dimensionen – pro Steuerzahler und Steuerzahlerin rechnet man mit 2000–5000 Franken Steuergeldern. Anders betrachtet könnte man mit dem hier zur Diskussion stehenden Geld 4000–5000 Einfamilienhäuser kaufen. Wie kam es dazu; welche Hintergründe hat das Geschehen; wo liegt die Verantwortung; warum lässt die bernische Politik solches zu?
Diese Fragen veranlassten uns, eine PUK zu fordern. Ich versuche, Ihnen die Motion vorzustellen. Grundsätzlicheres wird später unser Fraktionssprecher Ernst Eggimann dazu sagen. In der schriftlichen Begründung zur Motion zeigen wir, dass die Freie Liste im Interesse der bernischen Bevölkerung und der bernischen Wirtschaft am Weiterbestehen einer Berner Kantonalbank interessiert ist. Wir wollen also nicht – wie es andere Kreise schon forderten – die Staatsgarantie der BEKB aufheben und damit den Status Kantonalbank erledigen. Wir erachten die Einsetzung einer PUK als vertrauensbildende Massnahme und gehen davon aus, dass die Bürgerin und der Bürger – wenn sie schon mit ihrem Steuergeld den Schaden decken sollen – auch ein Anrecht auf die wirklichen Hintergründe dieses Skandals haben sollen. Als Ziel sollte ein weiterer zukünftiger BEKB-Skandal verhindert werden können. Sie hörten vorher im Exkurs des Kollegen Weyeneth, dass die Kantonalbank hier nicht erstmals zur Diskussion steht.
Zur Antwort des Büros auf meine Motion: Ich danke bestens für die ausführliche Antwort. Das Büro machte es sich in den Punkten nicht leicht, in denen es um juristische Fragen geht. Im Punkt C. 16 auf Seite 7 wird klar zusammengefasst: «Das Büro hat in seinen bisherigen Ausführungen dargelegt, dass eine Klärung der Fragen von Herrn Grossrat Hess durch eine PUK rechtlich möglich wäre. Der Grosse Rat könnte alle drei Problemkreise durch die PUK untersuchen lassen. Es handelt sich bei der fraglichen Angelegenheit unbestritten um ein Vorkommnis von grosser Tragweite.» Aus der Antwort geht auch hervor, dass dem das Bankgeheimnis nicht grundsätzlich im Wege stünde. Dies zu wissen, ist sehr wichtig. Eine kleine Kritik an der Antwort habe ich dennoch bezüglich Wertung einer PUK als rasch einsatzbereites Instrument. Es ist wohl klar, dass das Vorbereiten eines Beschlusses des Grossen Rates, das Einsetzen einer neuen Kommission sicher mehr Zeit benötigt, als wenn Aufgaben einer bestehenden ständigen Kommission übergeben werden könnten. Für uns ist aber klar, dass nur eine PUK Transparenz schaffen kann.
Zu einzelnen, in der Motion aufgeführten Punkten: Wir fordern nochmals eine detaillierte Abklärung möglicher Verantwortlichkeiten. Wir meinen, gemäss Bericht der Finanzkommission sei zivilrechtlich noch nicht alles nachvollziehbar. Obschon der Bericht sehr detailliert auf die Frage eingeht, können wir die Behauptung nicht nachvollziehen, der Schaden wäre auch dann entstanden, wenn alle Sorgfaltspflichten eingehalten worden wären. Unsere Fraktion möchte auch wissen, wie die Kredite gewährt wurden. Wir fordern nicht, dass jeder der Tausende von Krediten nachkontrolliert werde, aber es würde uns interessieren, wie die einzelnen Spekulanten, die nun aufflogen, zu ihren Krediten kamen. Gemäss meiner Schätzung gibt es im Kanton Bern ungefähr 40 kleine Reys. Wie im Fall Rey die Wirtschaftsförderung funktionierte, wissen wir ungefähr. Welche Rolle aber spielte sie bei den übrigen Engagements? Uns würde ebenfalls interessieren, welche Aufgabe die verschiedenen Komitees der Niederlassungen, die sich recht harmlos präsentieren, wahrnehmen und ob sich jene Leute auch eher als Interessenvertreter – wie dies im Andersen-Bericht zu lesen war – verstanden. Oder käme man sogar zum Ergebnis, die Komitees seien ersatzlos zu streichen? Einzelne alt Grossräte und alt Grossrätinnen und solche, die ihr Amt immer noch ausüben, könnten darauf antworten.
Ich kann bloss Stellung nehmen zu meiner Motion. Recht viel bliebe noch zu verschiedenen Aspekten der gesamten Kantonalbankfrage zu sagen. Ich hoffe, Sie können einer PUK zustimmen.

Präsidentin. Ich bitte Herrn Buser, sein Postulat zu begründen.

Buser. Wenn ich zurückblicke auf die Zeit vom letzten Jahr bis heute, muss ich sagen, dass jede Anstrengung und jeder Vorstoss schon nach wenigen Wochen irgendwo stecken blieb und ständig neue Erkenntnisse auftauchten, die die Ansichten wieder veränderten. Gestatten Sie mir zum Eintreten auf meine aus juristischen Erwägungen in Postulatform umgewandelte dringliche Motion vom 15. März 1993 eine persönliche Bemerkung! Wenn ich in den neusten Berner Pressekommentaren nach einer durchaus objektiven Bankberichterstattung die gegenwärtige BEKB-Debatte beurteile, in der Exponenten mit politischer und banktechnischer Handlungsbedarfserkennung abgestempelt werden, sie profilierten sich auf Kosten unserer Staatsbank für die nächsten Wahlen, haben jene Leute nicht begriffen, worum es geht. Die Angelegenheit ist für mich zu ernst, als dass

ich ans Rednerpult träte, um irgendetwas zu berichten und dann zur Tagesordnung überzugehen. Mir persönlich ist kein Votum eines Parlamentariers oder einer Parlamentarierin bekannt, das eine Vertrauenskrise in der BEKB oder sogar eine unrealistische Auflösung des Staatsbankinstituts zum Ziel hätte. Das ist gar nicht möglich, da die Staatsbank nicht aufgelöst werden kann und wir für sie haften. Hingegen stiessen mir unzählige Stellungnahmen auf im Verantwortungsbereich von Bankausschussmitgliedern, ehemaligen Bankratspräsidenten und gemäss Gesetz verantwortlichen Vertretern im Regierungsrat, die das angeschlagene Vertrauen in unser Staatsbankinstitut wieder hätten herstellen sollen oder können und – wenigstens nach meiner Analyse – keineswegs glaubwürdig erscheinen.
Die zahlreichen Vorstösse im Grossen Rat zur Bankaffäre veranlassten letztlich die Regierung zum Handeln. Heute kennen wir auch die genaueren Zahlen über die eingegangenen Risiken, deren Umfang und die zeitliche Abfolge nach dem Omni/Rey-Verlustgeschäft. Somit ist begründbar, dass ich in Kenntnis des Andersen- und der Bankenberichte und aufgrund deren Schlussfolgerungen heute die Regierung in Postulatform einlade, einen Auftrag zur gezielten Abklärung im zivil- wie strafrechtlichen Verantwortungsbereich der beiden Bankausschüsse und auch bezüglich der besonderen Rolle des Finanzdirektors zu erteilen. Das ermöglicht meiner Meinung nach auch, die bisher immer noch nicht geklärte Schadenhaftung in der direkten, nach Gesetz an die Regierung delegierten Aufsichtspflicht zu beantworten. Zwar legt der Andersen-Bericht die Kreditpraxis in der BEKB differenziert offen und zeigt die unterschiedliche Wertung im Kompetenzbereich und in der Aufgabentrennung von Bankrat und Bankausschüssen klar auf. Logischerweise geht er auch auf die Rolle des Finanzdirektors und des Bankratspräsidenten ein. Wenn es hingegen um differenzierte Schlussfolgerungen geht, vermisse ich in diesem Treuhandbericht die weiteren Schritte in der Logik und Konsequenz. Das bedeutet für mich schlichtweg, dass rechtlich niemand zur Verantwortung gezogen werden kann und soll und auch niemanden eine direkte Schuld im Strategiebereich bezüglich risikoreicher Wachstumspolitik in der Bank trifft.
Wenn die Regierung nun dieses Postulat annehmen will, aber als erledigt abschreibt, zeigt das wiederum, dass man den berechtigten Handlungsbedarf nicht einleiten will. Das bedeutet, dass niemand das heisse Eisen anfasst, der Bürger im Ungewissen bleibt und er jedes Vertrauen in die Behörden verliert. Der Steuerzahler, der gemäss Staatsgarantievorschriften für die angeschlagene Bank und die grossen Verluste geradestehen muss, wird sicher kein Verständnis haben, wenn er die vorgesehene Dotationskapitalerhöhung von notwendigerweise bis Ende Jahr über einer halben Milliarde Franken bewilligen muss oder sollte, solange die Verantwortungsfragen betreffend verspekulierte Staatsgelder nie abgeklärt werden. Mit einer blossen Rücktrittsforderung an den Bankrat wurde zwar das Vertrauen in die Regierung in Frage gestellt und relativiert, jedoch nicht die Gründe und der Anlass für derart unverantwortliche Kredit- und Immobilienspekulationen abgeklärt. Auf diesem brüchigen Fundament lässt sich kein Neubeginn in der BEKB begründen. Dieser Bereich harrt weiterer Abklärungen und der Beantwortung des Postulates. Ich bitte Sie zumindest um Ihr Verständnis für meine Befürchtung; gleichzeitig bitte ich Sie, das Postulat nicht abzuschreiben. Zumindest wollen wir noch den Bericht der Finanzkommission abwarten.

Präsidentin. Es bleiben die Interpellationen. Frau Omar-Amberg verzichtet auf ein Votum. Herr Hess begründete bereits. Herr Allenbach spricht noch zu seinen Interpellationen.

Allenbach. Zur ersten Interpellation vom Februar 1993: Ich danke für die Antwort. Ich lese nochmals vor, was ich verlangt hatte: «Ist der Regierungsrat bereit, alle in Aussicht gestellten Informationen und Berichte sowie die in der Zwischenzeit erfahrenen und erlangten Informationen in voller Transparenz dem Grossen Rat bekanntzugeben, und zwar bevor die nächste Dotationskapitalerhöhung im Grossen Rat zur Diskussion gestellt wird?» Der Regierungsrat antwortet, das habe er getan. Das stimmt bezüglich aller versprochenen Berichte mit einer Ausnahme, nämlich dem Bericht betreffend die Umwandlung der BEKB in ein öffentlichrechtliches Institut, das der Regierungsrat bereits auf Ende 1992 versprochen hatte. Im Bericht des Regierungsrates an den Grossen Rat betreffend dieses Geschäft ist nachzulesen: «Dem Grossen Rat soll noch 1992 ein entsprechender Bericht unterbreitet werden.» Er fehlt noch; bereits in einer früheren Interpellation wurde er mir bis Ende letztes Jahr versprochen. Ich mache nochmals darauf aufmerksam, dass hier die Regierung aus unerklärlichen Gründen zuwartet, klar Farbe zu bekennen. Dieser Bericht mit einer klaren Aussage des Regierungsrates in Richtung Umwandlung in eine AG und Abschaffung der Staatsgarantie – nicht sofort, aber darauf hin tendierend, Stichwort: gleich lange Spiesse – muss vor der Vorlage der Dotationskapitalerhöhung eintreffen, sonst muss ich der Regierung einmal mehr ankündigen, ich werde mich mit aller Kraft dagegen wehren.
Zum zweiten Vorstoss: Ich verlangte Antwort zu vier Punkten, wovon drei befriedigend beantwortet wurden. Zu Punkt 3 steht die Antwort noch aus, indem sie besagt, man wisse noch nicht, wieviele der schlimmen Geschäfte von der Hypothekarkasse und der Bank in Thun übernommen worden seien. Ich bitte die Regierung, uns wie in Aussicht gestellt, raschestmöglich zu antworten, ohne dass ich darauf drängen muss. Ausserdem bitte ich darum, dass die Regierung und die BEKB, bis die Antwort vorliegt, darauf verzichten, immer zu sagen, jene Übernahmen hätten ihr eben sehr grosse Probleme bereitet, wenn sie doch noch nicht einmal weiss, in welchem Ausmass das der Fall war.

Präsidentin. Die Fraktions- und Einzelsprecher haben nun das Wort.

Bhend. Ich nehme Stellung zum ganzen Paket, zum Bericht der Arthur Andersen AG, zu dem des Regierungsrates, dem der Finanzkommission und zu verschiedenen Vorstössen. Ich wiederhole nicht mehr, was schriftlich vorliegt und bereits gesagt wurde. Beim einen oder anderen Punkt geht es mir darum, einen andern Akzent zu setzen oder ihn anders zu gewichten.
Vorerst zum Bericht der Arthur Andersen AG: Er ist eine wichtige Grundlage für alles, was nun geschrieben wurde. Ich bitte Sie, ihn zur Kenntnis zu nehmen. Jedoch möchte ich dazu zwei wichtige Vorbehalte anführen. In diesem Bericht stört – die Finanzkommission schreibt es ebenfalls –, dass der Inhalt des Berichtes und die Schlussfolgerung nicht übereinstimmen. Im Bericht wird ziemlich klar und detailliert beschrieben, wie es in den beiden Banken zu und her gegangen war, dass ganz offensichtlich nicht gründlich gearbeitet worden war, worauf ich noch zurückkommen werde. Der Schluss

stimmt nicht mit dem Beschrieb überein. Irgendwie sank der Arthur Andersen AG vor dem Schlusskapitel der Mut, und die Schlussfolgerung fiel entsprechend zahm aus. Mein zweiter Vorbehalt zielt darauf, dass der Bericht sich auf einen ziemlich kleinen Sektor beschränkt. Er bezieht sich nur auf den Bankrat und dies nur für den Zeitraum von 1986 bis 1990. Damit beleuchtet er ganz entscheidende Teile nicht. Beispielsweise untersuchte er insbesondere nicht, was die Generaldirektion, die Filialdirektoren und die Niederlassungskomitees getan hatten. Aber auch die Finanzdirektion, der Regierungsrat und der Grosse Rat waren nicht Gegenstand der Untersuchung und wurden deshalb nicht unter die Lupe genommen. Dass erst seit 1986/87 untersucht wurde, ist nachvollziehbar; man kann nicht bis 1940 zurückgehen. Jedoch ist störend, dass insbesondere die Jahre 1991 und 1992 nicht untersucht wurden, in denen sehr viel geschah. Der Crash nach dem Berichtsjahr wurde nicht dargestellt. Der Andersen-Bericht ist also lediglich ein Stein in einem Mosaik, keinesfalls aber das ganze Bild.

Darum unterstützen wir die Anträge der Finanzkommission, wie sie Ihnen unterbreitet wurden. Sie sind nötig, denn das Bild muss abgerundet werden. Wir unterstützen sie auch, weil die Organe des Grossen Rates zur Untersuchung befähigt sind. Wenn diese Anträge überwiesen werden, kann auf die spezielle Untersuchungskommission verzichtet werden. Insbesondere unterstützen wir, dass die Revisionsfirma Atag genauer untersucht wird. Sie hat sehr grossen Einfluss. Es ist richtig, dass nun abgeklärt wird, was sie unterlassen hat. Richtigerweise wird ebenfalls die Rolle des Regierungsrates und die des Grossen Rates analysiert. Bezüglich zivilrechtlicher Verantwortlichkeit stellen wir einen Zusatzantrag, ich werde ihn später begründen. Die Untersuchung ist nur die eine Seite der Affäre. Ich las einen Pressekommentar – der CVP, glaube ich –, man wolle es unterlassen, die Bank bis auf den Tod zu untersuchen. Darum geht es nicht; ebensowenig soll schmutzige Wäsche hervorgeklaubt und ausgehängt werden. Es geht darum hinzuschauen, was geschehen ist und weshalb und welche Konsequenzen daraus gezogen werden müssen. Es wird dann Sache des Grossen Rates sein, nicht den Mut zu verlieren. Zum Beispiel müssten bei der Revision des Kantonalbankgesetzes die Lehren aus den gefundenen Fehlern gezogen werden.

Zur politischen Verantwortlichkeit: Man hüte sich davor, immer nur auf jene Figuren zu zielen, die noch im Spiel sind, und darüber das Gesamtbild aus den Augen zu verlieren. Wie es die Finanzkommission darstellt, scheint es uns richtig. Die Hauptverantwortung liegt bei den Organen, die für die Führung der Bankgeschäfte zuständig sind, nämlich in erster Linie die Generaldirektion und der Bankausschuss. In minderem Mass gehört auch der Bankrat dazu. Die betreffenden Personen haben die anstehenden Milliardenverluste zu verantworten. Es ist bemühend festzustellen, dass man heute vom sehr populären Fall Rey, der als Auslöser der ganzen Sache gilt, denken muss, er sei ein eher kleiner Fisch gewesen, es gebe unter Umständen noch grössere. Wir stellen fest, dass die Verantwortung bei den dafür gewählten Organen bleiben muss, auch wenn es die Generaldirektion betrifft, die dafür hauptamtlich zuständig gewesen wäre. Ich möchte davor warnen, nun auszuweichen und nur noch jene zu prügeln, die heute noch zugegen sind. Die geleistete Arbeit im Bankrat und in den Bankorganen befriedigt in keiner Art und Weise. Mir ist unbegreiflich, dass vor 1986 die Unsitte herrschte, die Staatsrechnung ohne Revisionsberichte zu genehmigen und dass man anschliessend den selben Fehler bei der Bank weiterhin pflegte. Ebenso fragte ich mich, wie es möglich gewesen sei, angesichts der grossen Last 250 Geschäfte pro Quartal zu behandeln und gleichzeitig den Zusammenschluss der beiden Banken zu diskutieren. Offenbar forderte niemand der Verantwortlichen je etwas mehr Zeit, weil alles zu schnell gehen müsse. Ich staunte auch darüber, dass Kreditvorlagen vor 1987 nur mündlich erläutert wurden und nach 1987 die entsprechenden Unterlagen eine Stunde vor Sitzungsbeginn im Sitzungszimmer aufgelegen hätten. Offenbar nahmen die Mitglieder des Bankrates nur sehr vereinzelt die Gelegenheit wahr, eine Stunde vorher die Unterlagen zu studieren. Mir ist klar, dass bei einer solchen Arbeitsweise Fehler unvermeidlich sind. Die Auskünfte in diesem Bereich zeigen auf, dass es nicht rund lief; und für den Bereich der Generaldirektion liegen keine vor. Ein wichtiger Teil des Berichtes der Finanzkommission betraf die Stellung des Finanzdirektors. Sie ist das politische Thema, das bis heute noch nicht angesprochen wurde. Ich möchte es nicht umgehen, obschon ich meine, dass es anständig ist, nicht weiter auf einen Boxer im Ring einzudreschen, wenn er aufgibt. Anderseits ist ein Rückblick auf die vergangenen Runden trotzdem gestattet, weil der ausgeschiedene Boxer vorher natürlich seinen Fanclub und seine Sponsoren gehabt hat. In diesem Sinn ist es nicht damit getan, dass heute der Verzicht auf eine neue Kandidatur des Finanzdirektors bekanntgegeben wurde. Der amtierende und die vorherigen Finanzdirektoren hatten eine besondere Verantwortung, zwar nicht gemäss Buchstaben des Gesetzes, jedoch weil sie allen Organen angehören. Sie gehörten den Ausschüssen beider Banken und dem Regierungsrat an. Der Informationsvorsprung eröffnete allen Finanzdirektoren eine grosse Einflussmöglichkeit und verlieh ihnen viel Macht.

Im Bericht der Finanzkommission steht ebenfalls, der Informationsfluss sei problematisch verlaufen. Das findet bestätigt, wer in den Tagblättern des Grossen Rates nachliest: Auf kritische Fragen und Vorstösse, die auf Zeitungsberichten basierten, wonach es der Bank nicht gut gehe, wurde sehr unbefriedigend Auskunft gegeben. Entweder wusste der Finanzdirektor tatsächlich nicht, was in der Bank vor sich ging, oder er sagte – aus welchen Gründen auch immer – nicht das, was er hätte sagen müssen. Wenn hier der Regierungssprecher den Grossen Rat nicht wahr und offen informiert und man nachträglich feststellen muss, dass eine ganze Menge Informationen abgegeben worden waren, die sich als falsch herausstellten, ist das Vertrauen entscheidend verletzt, und die parlamentarische Arbeit wird sehr schwierig.

Dabei spielt auch die kantonale finanzielle Situation eine Rolle. Uns stehen sehr schwierige Monate bevor, dies noch während der Amtszeit des Herrn Regierungsrates Augsburger. Eine Sparübung, eine zweite und dritte stehen uns bevor. Wir müssen neue Einnahmen beschaffen. Es stehen Volksabstimmungen über Dotationskapitalerhöhungen und eine Staatsanleihe an – darüber werden wir uns mit den Gemeinden auseinandersetzen müssen. All das will durchgestanden sein. Für die SP fällt dabei auch die kantonale Finanzpolitik ins Gewicht. Nicht nur die Kantonalbank, sondern die gesamte kantonale Finanzpolitik ist vom Vertrauensverlust betroffen. Eine personelle Erneuerung ist fällig, da mit dem Rücktritt weder die Kantonalbank noch die kantonalen Finanzen saniert sind. Die SP unterstützt die Anträge der Fi-

nanzkommission und stellt einige Zusatzanträge. Sie bittet Sie darum, nicht der kurzsichtigen Denkweise zu verfallen, man könne nach dem Wechsel in der Generaldirektion, im Bankrat und in der Finanzdirektion mit dem alten Gaul weiterkutschieren. Wir müssen das Gefährt neu zusammenbauen und dafür sorgen, dass die richtigen Bremsen eingebaut werden. Ich bitte Sie, bei den Sachvorlagen ebenfalls so konsequent und klar weiterzudenken, wie es bis anhin geschah.

Jenni (Bern). Wir unterstützen die Anträge der Finanzkommission als Grundlage, zusätzlich aber auch all jene, die weitere Untersuchungen und Abklärungen verlangen, insbesondere den Antrag Hess um Einsetzung einer parlamentarischen Untersuchungskommission. Wir meinen, die Kantonalbank müsse erhalten, aber auch kontrollierbar bleiben. In erster Linie aus diesem Grund wenden wir uns dabei nicht zum ersten Mal gegen eine Privatisierung. Gleichzeitig meinen wir aber auch, die Kantonalbank könne nur erhalten bleiben, wenn das nötige Vertrauen wieder hergestellt werden kann. Dazu aber reichten die bisherigen Berichte nicht aus. Der Bericht Rötheli steht aus Ihnen bekannten Gründen im Licht der Befangenheit. Der Bericht Andersen nimmt einen starken Anlauf, bleibt aber mit den Anträgen in der Pfütze stecken, indem er die Konsequenzen nicht zieht. Der Antrag der Finanzkommission zieht zwar einzelne Konsequenzen, bleibt aber ebenfalls wegen der ihm zugrunde liegenden Berichte begrenzt. Mit diesen Anträgen, vor allem mit den Berichten Rötheli und Andersen wurde uns eine Art Kinderbibel unterbreitet. Eine Kinderbibel enthält bekanntlich Wahrheiten, aber eben nicht alle, nämlich nicht all jene, die ans Licht gebracht werden müssen, bevor wieder Vertrauen in die Kantonalbank geschaffen werden kann.
Was fehlt in erster Linie? Zwar erhielten wir in den bisherigen Untersuchungen ein erschütterndes Bild von Bankorganen, die politisch von den grossen Parteien durchsetzt sind, in einer sträflichen Passivität verharren, sich völlig überspielen lassen von einem Finanzdirektor, der in einer sondergleichen Wachstumsverblendung ins Abenteuer rennt, und sich auch überspielen lassen von einer Direktion, die den gleichen Inspirationen folgt und ebenso verantwortungslos handelt. Es ist ein Beispiel sträflicher Passivität. Mit dieser Feststellung ist aber noch nicht das Grundproblem erfasst, nämlich die in diesen Gremien herrschende Unkultur; dies nicht nur im Bankrat und seinerzeit im Verwaltungsrat der Hypothekarkasse, sondern ebenso in den Filialen und Komitees. Nun herrschte aber nicht bloss Passivität, sondern auch eine sonderbare Art von Aktivität. Es wurden Kredite erteilt, es wurde politischer Druck ausgeübt; das System «frère et cochon – les petits copains» funktionierte ausgezeichnet. Von dieser «aktiven» Seite möchten wir etwas erfahren, denn darin liegt der Ursprung, dass es nicht funktionierte. Hinter der vordergründigen völligen Passivität fand die grosse Aktivität statt, die letztlich, gestützt durch die erstere, den Schaden verursachte. Wir erachten es als Aufgabe einer PUK zu untersuchen, welche Drucksysteme und Mechanismen zur Wirkung gelangten. Untersuchen wir es nicht, können wir noch lange gesetzliche Grundlagen ändern und immer wieder mit den gleichen Systemen konfrontiert werden. Genau aus diesem Aspekt heraus sind weitere Untersuchungen nötig, mindestens was die zivilrechtlichen Verantwortungen betrifft. Schnelle Resignation ist hier fehl am Platz. Gerade aus dem anderen, aktiven, Aspekt liesse sich rechtlich ohne weiteres etwas ableiten, wenn die Bereitschaft vorhanden wäre, zu untersuchen. Mir ist natürlich klar, dass es relativ einfach ist, jetzt den Bankrat, den Verwaltungsrat, den Bankausschuss, ja gar den Finanzdirektor zu untersuchen und durch die vorangehenden Eingeständnisse alle andern gedeckt zu lassen – vielleicht kleinere Geister –, die auch im Rahmen dieses Kredit- und Geldschachers ihren Profit machten. An dieser Stelle möchten wir mit einer PUK zu einer Untersuchung ansetzen. Wenn man verlangt, dass der Finanzdirektor seine Konsequenzen aus seiner führenden Rolle in diesem Debakel ziehe, ist das zwar sehr einfach, aber politisch logisch. Allerdings genügt es nicht, denn immer noch geht es um jene, die hinter diesem Rücken ihre Geschäfte betrieben. Sie sind noch nicht entlastet, denn im Bankrat und Bankausschuss gab es nicht nur den Finanzdirektor, sondern auch andere ehemalige Regierungsräte. Nicht allein der Finanzdirektor profitierte. Auch das muss untersucht werden. Wenn man glaubt, es genüge, jemanden – der allerdings wegen seiner Verantwortlichkeit geopfert werden muss – zu opfern, um die Angelegenheit damit zu erledigen und das Vertrauen wieder herzustellen, ist das falsch. Das stellt indirekt sogar die Finanzkommission fest, indem sie sagt, der gesamte Regierungsrat habe Verantwortung getragen, nicht bloss ein einzelner.
Aus diesem Grund sollte man im Sinn der Motion Hess eine PUK einsetzen, nämlich damit wir etwas tiefer das System ergründen, das zu dem Debakel führte. Wir sollten nicht nur den Rahm wegessen, sondern ein wenig tiefer in den Kuchen beissen. Wenn man den Kuchen so belässt, wird logischerweise neuer Rahm mit neuen gesetzlichen Grundlagen auf den Kuchen gehäuft, aber darunter besteht der Ursumpf weiter. Er aber darf nicht weiterbestehen, erstens nicht aus Gründen des staatlichen Handelns, aber auch nicht aus reinen Eigeninteressen des Staates und der Kantonalbank, weil sonst das Vertrauen in diese Bank nicht wieder herzustellen ist. Wenn das nicht möglich ist, fruchten alle anderen Mittel nichts. Deswegen finden ich und unsere Fraktion, der Motion Hess sei unbedingt zuzustimmen und die Untersuchungen seien zu vertiefen. Nach der letzten Finanzaffäre sollten eigentlich alle wissen, wie lange und mühsam sich etwas hinschleppt, wenn man glaubt, man könne es mit der Hälfte der Untersuchungen und der halben Bereinigung bewenden lassen. Ich bitte Sie also, der Motion ebenso zuzustimmen wie jenen Anträgen, die eine vertiefte Untersuchung verlangen.

Reber. Bevor ich zum Bericht etwas sage, schicke ich voraus, dass die SVP eine korrekte Vergangenheitsbewältigung für die Kantonalbank will. Sie möchte aber auch rasch Grundlagen schaffen für eine erfolgversprechende Zukunft der Bank. Sie setzte sich damit auseinander, welches die geeigneten Mittel wären, um beides zu erreichen. Wir teilen die Ansicht der Freien Liste nicht, wonach laut Pressemeldung im «Berner Oberländer» einflussreiche politische Kräfte wenig Interesse hätten, Licht ins Geschäftsgebaren der von der SVP dominierten Kantonalbank zu bringen. Wer die Namenliste des Bankrates durchsieht und anschliessend von einer SVP-Dominanz spricht, ist entweder nicht im Bild oder will zur Wahrheitsfindung an sich wenig beitragen.
Zum Bericht: Man sagt nicht zu unrecht, im nachhinein sei es nicht besonders schwierig, Fehler festzustellen und zu verurteilen. Gleichwohl waren auch wir bei der Lektüre des Berichtes Arthur Andersen erstaunt über die teilweise grenzenlose Sorglosigkeit und Vertrauensseligkeit der Bankorgane beider Staatsbanken. Sorg-

faltspflichtverletzungen wie mangelnde Kenntnisnahme von Resivionsberichten, die Hinnahme eines totalen Missverhältnisses zwischen Zeitaufwand, Geschäftsvolumen und Verantwortung von Bank- und Verwaltungsausschuss beider Staatsbanken, fehlende Reaktion auf durch die Revisionsstelle beanstandete Mängel und die Akzeptanz fehlender Gesamtlimiten pro Kunde – damit seien nur ein paar wenige Fehler genannt – sind auch für uns gravierend und unentschuldbar. Auch wir waren vorerst erstaunt über die Schlussfolgerungen des Berichtes, sind jedoch wie die Finanzkommission der Überzeugung, sie seien gleichwohl richtig. Wenn Fachleute verschiedenster Stellen wie Arthur Andersen, die Eidgenössische Bankenkommission, die Justizkommission unabhängig von einander zum gleichen Schluss kommen, dass der Nachweis des sogenannten Kausalzusammenhanges eines Schadens und eines schuldhaften Verhaltens kaum zu erbringen sei, stellt sich die Frage, ob eine straf- und zivilrechtliche Verfolgung überhaupt noch sinnvoll sei und ob das zu erwartende Ergebnis nicht in einem Missverhältnis stehe zum Schaden, der durch die monatelangen Untersuchungen der Bank und letztlich auch dem Kanton und dessen Wirtschaft erwüchsen. Auch die Freie Liste müsste dies in Rechnung stellen, wenn sie bezeugt, an sich zur Kantonalbank zu stehen. Wir jedenfalls sind dieser Meinung. Damit dekken wir keine Schuldigen, sondern wägen nüchtern unsere Möglichkeiten und die Folgen ab, dies umso mehr, als im Zusammenhang mit dem Fall Omni/Rey bereits strafrechtliche Untersuchungen im Gang sind, die – falls der Untersuchungsrichter es als nötig erachtet – ausgedehnt werden können. Die Rücktrittsforderung für alle Bankratsmitglieder als disziplinarische Massnahme ist richtig. Wir stellen fest, dass bis zum jetzigen Zeitpunkt alle demissioniert haben ausser dem Präsidenten, der in diesem Zusammenhang nicht zur Diskussion steht, und dem Finanzdirektor, der aufgrund des geltenden Bankgesetzes im Bankrat sein muss. Dass die Bank vollumfänglich der Kontrolle der Eidgenössischen Bankenkommission unterstellt werden soll, wird in diesem Sinn erst nach der Änderung des eidgenössischen Bankengesetzes möglich sein. Bis es so weit ist, müssen wir mit einer klaren Regelung für die Kontrolle und Aufsicht darüber sorgen, dass die Bank mittels einer inneren Organisation eine einwandfreie Geschäftstätigkeit gewährleisten kann. Um diese Möglichkeiten wie auch das Verhalten von Regierung und Grossem Rat gegenüber den Staatsbanken seit 1986 aufzuzeigen, scheinen uns die Vorschläge der Finanzkommission geeigneter, als eine parlamentarische Untersuchungskommission einzusetzen. Aus diesen Gründen beantragt Ihnen die SVP, den Bankenbericht zur Kenntnis zu nehmen, den Anträgen der Finanzkommission zuzustimmen und insbesondere die Motion Hess abzulehnen. Zu den Abänderungsanträgen kann offenbar später noch Stellung genommen werden. Nun aber noch ein paar Worte zum Postulat Buser. Zu Punkt 1 gilt, was ich eben gesagt habe. Zu Punkt 2 stelle ich fest, dass der Finanzdirektor den übrigen Mitgliedern des Bankausschusses und Bankrates rechtlich gleichzustellen ist. Punkt 3 betrifft insbesondere die SVP; sie ist in der Lage, diesen Auftrag selbst zu erfüllen.

Buser. Im Namen unserer Fraktion spreche ich zum Eintreten. Ich gliedere meine Ausführungen in drei Bereiche: die Kurzchronik der Ereignisse; Tatsachen und Zahlen, insbesondere aus den Berichten Arthur Andersen und Finanzkommission; die notwendigen Konsequenzen, insbesondere die Rolle der Bankaufsichtsbehörde. Der Zusammenbruch des Omni/Rey-Imperiums – wie mittlerweile bekannt in Wahrheit eine auf Hochglanz polierte Ruine – führte zur Überprüfung der Rolle Bank und Regierung. Die oberflächliche Orientierung durch die Bank und Regierungsorgane über längere Zeit erweckte den Eindruck, die fragwürdigen Finanzgeschäfte mit Herrn Rey seien ein bedauerlicher Einzelfall gewesen. Auch das Gutachten Rötheli strotzte vor Unschuldserklärungen und Schönfärberei. Aber dazumal glaubte man dem sogenannten unabhängigen Gutachten schnell und gern. Heute steht fest, dass es ein Gefälligkeitsgutachten ist. Weitere Strafklagen sind eingeleitet. Nicht der verantwortliche Regierungsrat, sondern der Brief Kappeler – direkt an die Grossratspräsidentin adressiert – brach den Damm des Schweigens und hinlänglich bekannten Verschweigens. Mit dieser Mitteilung an den Grossen Rat wurden die Verlustrisiken erstmals in ihrer ganzen Tragweite bekannt. Erst nach langem Zögern entschloss sich der Regierungsrat, seine Informationspolitik zu ändern. Heute steht der Rat vor einem Scherbenhaufen. Wir versuchen gemeinsam, die Probleme aus der Vergangenheit aufzuarbeiten und der BEKB eine neue Zukunft zu ermöglichen. Im Gegensatz zum BEKB-Debakel war die Finanzaffäre Rey ein unbedeutendes Ereignis. 1992 erwirtschaftete die BEKB nach Abzug aller Reserven einen Reinverlust von sage und schreibe 355 Mio. Franken, was einer Million täglich gleichkommt. Das sind unvorstellbare neue Dimensionen; wenigstens unsere Fraktion bewertete diesen Zustand als unglaubwürdig. Schlimm daran ist die unausweichliche Prognose – ohne Defaitismus zu betreiben –, dass die Verluste lange andauern werden. Unsere schlimmsten vorjährigen Befürchtungen wurden zehnfach übertroffen. Damals ging ich noch von zweistelligen Millionenbeträgen aus; heute sind die Verlustrisiken dreistellig. Die Gründe dafür sind bekannt und offengelegt: aggressives, blindes Wachstumsstreben, nicht blosse Wachstumsgläubigkeit, sondern -euphorie. Das ist menschlich und kann vorkommen. Fahrlässig wurden auch 28 Prozent der Kredite ausserkantonal und im Ausland gewährt. Die bewusste Missachtung des gesetzlichen Auftrages in der BEKB ist mir heute noch unbegreiflich. Es handelte sich um gezielte Vernachlässigung der grundlegendsten Kontrollvorschriften mit Unterdrückung bedeutender Risikofaktoren. Einsicht und frühzeitige Gegenmassnahmen im Kontrollbereich fehlten. Nach wie vor sind die Folgen für das Gewerbe, den Steuerzahler und das Ausmass des Schadens für den Kanton Bern unklar. Letztlich muss der Bürger die Zeche bezahlen. Somit darf er als absolutes Minimum erwarten, dass die Verantwortlichkeiten für die Milliardenverluste ausnahmslos untersucht werden.
Zur Rolle der Bankaufsichtsbehörde: Es geht uns keineswegs darum, einseitig Sündenböcke für das Desaster zu finden. Wie heute bereits gesagt und von uns stets anerkannt, sind die Verdienste des Finanzdirektors unbestritten, beispielsweise bezüglich Zusammenführung und Fusion beider Banken. Diese Initiativen und Zielsetzungen waren absolut richtig, sie sind auch nicht die Ursache des Desasters. Das kann aber keinesfalls über folgende zwei objektive Tatsachen hinwegtäuschen. Zusammen mit den Ausschüssen im Bankenbereich richtete Regierungsrat Dr. Augsburger seine dezidierte Finanzpolitik von Grosspromotorengeschäften einseitig auf Hochkonjunktur-Verhältnisse aus. Das führte dann zur raschen und sofort grössten Wertberichtigung und zum Verlust, die beim schnellen Zusammenbruch dieser Spekulationsgeschäfte entstanden. Bei der fatalen

Wachstumsstrategie spielte der Finanzdirektor, zusammen mit dem Bankpräsidenten, im Ausschuss eine führende Rolle. Nicht nur mit dieser neuen Affäre und nicht nur bei Bankkunden büsste der Kanton sehr viel an Kreditglaubwürdigkeit und Vertrauen ein. Das muss prioritär wieder hergestellt werden. Im heute wirtschaftlich schwierigen Umfeld mit grosser und noch zunehmender Arbeitslosigkeit und andern Finanzsorgen will der Bürger sicher keine staatliche Mauschelei, sondern eine Politik, die den Bürger unterstützt, echte Not lindert und nun zielgerichtet auf wirtschaftliche Verbesserungen hinwirkt – kurz, einen Staat, in den der Bürger Vertrauen haben kann.
Später werde ich nochmals im Detail auf den Bankenbericht zurückkommen und auch die Abänderungsanträge begründen.

Eggimann. Man sagt, wer Politik mache, übertreibe gern und breite möglichst das Negative aus. Das mag für den Deutschen Bundestag zutreffen, nicht aber auf uns Berner. Ganz im Gegenteil! Wir geben uns die grösste Mühe, das Negative so lange als möglich nicht zu sehen, und wenn wir es endlich gewahren, tun wir lange, als ob es gar nicht schlimm wäre – bloss eine Kleinigkeit. Wenn sich eine Katastrophe anbahnt, färben wir sie möglichst schön. Kritiker sind bei uns nicht beliebt; wir reagieren auf sie, als wären sie am Negativen schuld. Diese Haltung hat gewiss etwas Sympathisches an sich, kann aber manchmal auch gefährlich sein. So haben wir denn unsere Geschichte mit der Kantonalbank. Plötzlich besitzt der Kanton Bern einen Topf B, eine ziemlich unverdauliche Suppe, die wir nun während zehn Jahren auslöffeln sollen. Das wird uns noch manches Magenbrennen, ja vielleicht sogar Magengeschwür bescheren. Was nützt in einem solchen Fall der beschönigende Titel «Dezennium AG»? Manchmal streift mich ein Anflug von Selbstmitleid. Warum trifft es denn ausgerechnet immer uns? Uns, die doch ohnehin ziemlich Probleme mit den Finanzen haben. Wie können wir in diesem Dezennium Politik machen, wenn wir ständig Schulden zurückzahlen müssen?
Wollten oder konnten wir nicht sehen, was auf uns zukam? Hätten wir nicht doch vielleicht rechtzeitig das Schlimmste verhindern können? Schon früh merkten einige Grossräte, dass mit unseren Banken etwas nicht stimmte. Ich denke zum Beispiel an die beiden Motionen Vollmer und Hafner vom Mai 1976. Schon damals verlangten sie eine bessere Kontrolle über die Kantonalbank und die Hypothekarkasse. Aber eben – Misstrauen war unbeliebt; man reagierte mit Kopfschütteln und Ablehnung. Nun kommt eine andere grosse Versuchung auf uns zu, nämlich einen Sündenbock zu finden. Dann brauchen wir nicht mehr lange darüber nachzudenken, ob es doch vielleicht kein Zufall ist, dass gerade uns Bernern solches immer wieder passiert, ob die Probleme mit der Kantonalbank nicht vielleicht doch mit unserer Art zu politisieren zusammenhängen.
Auch die Fraktion Freie Liste brauchte ziemlich viel Zeit, bis sie den Fall nicht mehr beschönigte und ihn so benannte, wie es nottut. Bern hat eine neue Finanzaffäre – was den dem Kanton zugefügten Schaden betrifft, eine viel grössere! Der alte Schaden war eher moralischer Art, der neue geht in die Milliarden. Vergleicht man die beiden Finanzaffären, fällt auf, dass ganz ähnliche Mechanismen abliefen. Sie scheinen offenbar mit uns, mit unserer Politik zu tun zu haben. Sie erinnern sich – damals ging es um einen autoritären Gebrauch der Gnädigen Herren mit Macht, um Machtmissbrauch, der durch Geheimniskrämerei gestützt und von autoritätsgläubigen, vertrauensseligen, unkritischen Bernerinnen und Bernern, die sich solches seit langem gewohnt waren, akzeptiert wurde. Im Sinn «Die Regierung ist der Staat; wer sie kritisiert, ist gegen ihn und lässt es an Vertrauen fehlen». Es gibt auch noch etwas Positives zu sagen. Niemand bereicherte sich persönlich. Alle wollten das Beste für Bern. Wie steht es heute? Der Andersen-Bericht spricht eine deutliche Sprache. Ist es nicht das genau gleiche Muster? Eine starke Hand, sture Uneinsichtigkeit, autoritäres Gehabe von Mächtigen, Geheimniskrämerei, diesmal dient das Bankgeheimnis als Argument. Wichtige Informationen werden beliebig zurückgehalten, beschwichtigende Meldungen sollen Kritiker beschwichtigen; der Grosse Rat kann auf diese Weise seine Aufsichtspflicht nicht ausüben, aber auch die Regierung wird nicht ins Bild gesetzt; vertrauensselige und teilweise wenig kompetente Bankräte. Viel gemütliches Vertrauen also und wenig Kritik! Auch hier das Positive: keine persönliche Bereicherung; alle wollten nur das Beste.
Es sieht fast danach aus, als hätten wir nach sieben Jahren den gleichen Fehler wieder gemacht. Nach Herrn Weyeneths Aussage geht der Fehler noch viel weiter zurück. Interessant ist jedenfalls unser Wiederholungszwang punkto Finanzdirektoren. Auf Herrn Martignoni folgt wieder ein sehr machtvoller Finanzdirektor, der schon nach kurzer Zeit in der Regierung die wichtigste Rolle spielen will, einer, der sich nicht dreinreden lässt – schon gar nicht vom Grossen Rat. Dies geschieht gemäss seiner Aussage selbstverständlich nur zum Besten des Staates. Es ist einer, der in seiner machtvollen Rolle dann doch plötzlich zu eigenmächtig wird, aber es dauert lange, sehr lange – meine Damen und Herren –, bis jemand zu widersprechen wagt. Niemand will in unserem Vertrauensstaat misstrauisch sein.
Nach unserer festen Überzeugung kann die neue Berner Finanzaffäre nur durch eine PUK bereinigt werden. Wir müssen genau erfahren, was sich in unserer Berner Demokratie abspielte. Einfache Schuldzuweisungen sind nutzlos. Der Andersen-Bericht spricht eine recht klare Sprache, gerät aber zum Schluss wieder in die sattsam bekannten Beschwichtigungen. Er ist wie das sagenhafte Wüstentier, das eine tiefe Spur hinterlässt, sie aber anschliessend mit dem Schwanz gleich wieder zu verwischen versucht. Der Bericht der Finanzkommission wird noch deutlicher. Uns scheint nun wichtig, dass eine aus allen Fraktionen bestehende Gruppe die Möglichkeit erhält, unbelastet durch das Bankgeheimnis in Konkretes vorzustossen. Nach welchen Kriterien wurden Kredite gewährt? Zweifellos müssen Kriterien angewendet worden sein. Auf allen Ebenen muss sorgfältig nachkontrolliert werden, wie die Verantwortungen zusammenspielten und wo sie nicht zum Spielen kamen. Eine möglichst grosse Transparenz in der neuen Finanzaffäre ist vor allem deshalb wichtig, weil ein solcher Fehler nicht wieder vorkommen sollte. Möglicherweise stiessen wir auf wichtige Einsichten bezüglich unseres Demokratieverständnisses. Die PUK müsste gewisse Mechanismen aufzeigen, die Tendenzen haben, zu solchen Affären zu verkommen.

Neuenschwander. Dank dem Bericht der Finanzkommission konnten sich die Mitglieder des Grossen Rates innert nützlicher Frist recht umfassend in die komplexe Angelegenheit einarbeiten und zurechtfinden. Für uns hat die Berner Kantonalbank auch zukünftig eine ganz grosse Bedeutung, sei es nun für die Volkswirtschaft die-

ses Kantons oder in anderen Belangen. Wir stehen dazu, dass dieser Kanton eine Kantonalbank braucht, und sind auch gewillt mitzuhelfen, dass die BEKB möglichst rasch und mit minimalem Schaden gesunden kann. Wir meinen aber auch, die Bank müsse sich marktwirtschaftlichen Bedingungen – das bedeutet längerfristig Privatisierung – unterziehen. Der Brief des Direktionspräsidenten vom letzten Herbst an die Grossratspräsidentin brachte einiges in Bewegung, das wahrscheinlich überfällig war. Die Regierung beschloss damals formell und rasch, die Kontrolle und Leitung der BEKB zu entflechten und den Andersen-Bericht anzufordern. Die Idee der Töpfe A und B ist unkonventionell und hat bei sauberer Handhabung viele Vorteile, nämlich Transparenz, einen klaren Auftrag, Trennung inklusive Zuweisung von Verantwortung und Kompetenzen. Das steht heute nicht zur Diskussion. Wir werden darüber im Juni anlässlich der Gesetzesänderung debattieren. Der Andersen-Bericht zeigt schwerwiegende und unverständliche Mängel in beiden Staatsinstituten auf. Das gleiche gilt für die nachfolgende BEKB. Man spricht von einseitiger Risikoverteilung mit Gefahr von Bildung von Klumpenrisiken, ungenügender Organisation und versagenden Kontrollinstrumenten, unklaren Verantwortungs- und Kompetenzabgrenzungen. Überdies sei ein grösseres Wachstum als für andere Banken gefordert worden. Dabei wollte man den erhöhten Risiken mit erhöhten Bedingungen begegnen, ohne die Überlegung anzustellen, dass auch das Gesamtrisiko einzelner Grosskunden hätte im Auge behalten werden müssen. Die Kombination dieser Unzulänglichkeiten einerseits und einer aggressiven Politik zur falschen Zeit anderseits mussten zwangsläufig zu den bekannten Problemen führen. Wir erachten die Andersen-Beurteilung als richtig und können uns ihren Folgerungen anschliessen, hätten aber zusätzliche Hinweise bezüglich Kompetenz und Verantwortungsabgrenzungen und Kontrollmechanismen begrüsst, insbesondere für die Zukunft. Zudem überlässt der Bericht die Verantwortungsabstufung dem Leser, was zu einer emotionalen Beurteilung führen muss. Wir hätten uns darin griffigere Aussagen gewünscht. Wir nehmen vom Bericht Kenntnis und schliessen uns der Regierung in Punkt 5 ihres Berichtes an.

Die Finanzkommission kommt in ihrem Bericht zu klaren Aussagen. Die detaillierte Abklärung sachlicher Verantwortlichkeit bezüglich Zivil- und Strafrecht und zugehörigen Folgerungen sollten unserem Rat eigentlich unnötige Debatten und unnötige Diskussionen ersparen.

Nun zur Beurteilung der politischen Verantwortlichkeit. Was heisst das schon? Tendenziell wird der Begriff «politische Verantwortung» gebraucht, wenn die Verantwortung an sich nicht klar umrissen werden kann. Wir meinen, die politische Verantwortlichkeit stehe eher dem Parlamant als der Finanzkommission zu. In der fraglichen Zeitspanne von 1987 bis 1990 bestand die Regierung aus einer rot-grünen Mehrheit. Beim Zusammenschluss der beiden Bankinstitute forderte die FDP vergeblich einen Bankrat von höchstens 15 Mitgliedern mit Branchenkenntnissen. Im Wissen darum, dass alle gescheit sind, aber auch fast alle erst im nachhinein, halten wir fest, dass von der Bankleitung über den Ausschuss, den Bankrat, die Regierung, die Aufsichtskommissionen bis zum Grossen Rat jeder seinen Teil, in der erwähnten Reihenfolge abgestuft und abnehmend, an Verantwortung trägt. Was heisst das? Alle – von der Bankleitung bis zum Grossen Rat – waren und sind immer noch den Geschädigten gegenüber verantwortlich, seien es nun Bürger, Partizipationsschein-Besitzer, einzelne Betriebe oder Einzelpersonen. Bezüglich Zivil- und Strafrecht gibt der Bericht der Finanzkommission erschöpfend Auskunft.

Wie ist nun die Verantwortung gegenüber dem Bürger wahrzunehmen? Bereits vor vielen Monaten forderten wir den Rücktritt der Bankräte. Langsam wurde die Forderung Tatsache. Dabei handelt es sich um unumgängliche vertrauensbildende Massnahmen. Wir äusserten uns schon verschiedentlich dazu – ebenfalls mittels Vorstössen –, dass die Bank mittelfristig zu privatisieren sei. Ich komme noch auf die Verantwortlichkeit des Finanzdirektors zu sprechen. Bei sachlicher Betrachtung muss man ihm wohl zugute halten, dass er in wichtigen Bereichen wie Steuerpolitik, Subventionsgesetz, Fusion der beiden Bankinstitute, Sanierung der Versicherungskasse, Verselbständigung der Bedag, Untersuchung Effista und wahrscheinlich noch andern unserem Kanton sehr gute Dienste leistete. Es würde dem Rat wohl anstehen, wenn er sich ab und zu bewusst würde, welche Leistungen erbracht wurden, und nun daran ginge, die eingeleiteten Massnahmen zielstrebig weiterzuverfolgen. Wenn der angestrebte Erfolg nicht im selben Mass und Tempo eintraf, wie es sich der Finanzdirektor wünschte, hat das unter anderen wahrscheinlich zu einem gewissen Teil auch dieses Parlament zu vertreten. Ebenfalls ist zu beachten, dass die wirtschaftliche Entwicklung der letzten drei Jahre wesentlich dazu beitrug, dass sich die Probleme zuspitzten.

Ebenso bedeutend ist aber die Falschbeurteilung der Realität und Zukunftsentwicklung durch den Finanzdirektor und seine dazumal ebenfalls im Bankrat vertretenen Regierungskollegen Meyer und Bürki. In den letzten beiden Jahren war die Transparenz gerade auch dem Grossen Rat gegenüber ungenügend. Der Andersen-Bericht weist auf den Einfluss des Finanzdirektors in den BEKB-Belangen hin. Wenn es auch kaum hieb- und stichfest bewiesen werden kann, sind die hier anwesenden Grossräte wahrscheinlich aus eigener Erfahrung gleicher Meinung. Nachdem der Finanzdirektor heute seinen Verzicht auf eine Wiederwahl bekanntgegeben hat, ist es keinesfalls angebracht, zur Tagesordnung überzugehen. Wir schulden der Bevölkerung dieses Kantons Verantwortung gegenüber der BEKB mit der Änderung des Bankengesetzes und deren Durchsetzung, gegenüber der Finanzpolitik mit der zielstrebigen Umsetzung beschlossener und allfälliger neuer Massnahmen und schliesslich noch gegenüber volkswirtschaftlichen Belangen mit beispielsweise sinnvollen Investitionen.

Wir unterstützen die Anträge der Finanzkommission. Zu den Abänderungsanträgen und zu den Vorstössen werden wir, falls nötig, gesondert Stellung nehmen. Ich halte aber bereits fest, dass wir den Antrag Bhend und die Motion Hess zur Einsetzung einer parlamentarischen Untersuchungskommission ablehnen. Wir meinen, sowohl der Abänderungsantrag wie die Motion erübrigten sich, weil die entsprechenden Abklärungen mit der notwendigen Gründlichkeit durch Arthur Andersen, die Justizdirektion und die Finanzkommission vorgenommen wurden. Wir sollten uns vor allem auf die Zukunft und die Gesundung der Bank konzentrieren.

Präsidentin. Die Einzelredner haben das Wort.

Tanner. Wegen des Ablaufes der Debatte beziehe ich bereits jetzt Position zur Motion Hess, dies auch im Namen der SP. Das Büro legte umfassend dar, dass die rechtlichen Gründe für die Einsetzung einer PUK genügen. Es ist tatsächlich ein Vorkommnis von grosser Tragweite.

Eine rasche Abklärung ist nötig; es geht indirekt um die Staatsverwaltung, und die Vertrauensfrage wurde gestellt. Das sind die vier kumulativen Auflagen, die rechtlich den Einsatz der PUK ermöglichen. Uns geht es aber nicht um die rechtliche Möglichkeit, sondern um das politische Ziel, wie es bereits mehrfach gesagt worden ist. Wir müssen wieder Transparenz gewinnen, Vertrauen aufbauen, und zwar möglichst rasch. Es geht um die Existenz der Berner Kantonalbank. Deren Zukunft kann sich nur positiv entwickeln, wenn man die Angelegenheit scharf unter die Lupe nimmt und Schlüsse zieht. Vieles wurde geprüft und vieles aufgedeckt, vermutlich aber noch nicht alles. Uns liegen nicht weniger als sechs Berichte vor, vom Andersen-Bericht über den der BEKB zum Bericht der EBK etc. Ob sie nun gut oder weniger gut seien, legen sie alle Fakten offen, teils wesentliche, teils auch nicht. Die Finanzkommission handelte von uns aus gesehen rasch und zog die wichtigsten und richtigen Schlüsse. Aber sie müssen ergänzt werden. Aus all diesen Gründen ist für uns in der jetzigen Phase eine PUK sicher nicht vertrauensbildend – im Gegenteil. Wir schüren das Misstrauen bloss, wenn wir das Thema noch stärker breitwalzen. Deshalb sagen wir vorläufig nein zur PUK, jedoch mit der Bedingung, dass die Zusatzanträge der SP überwiesen werden. Dabei geht es um den Antrag Bhend, der eine Abklärung darüber verlangt, ob die Zivilverantwortlichkeiten untersucht seien, aber ebenso um den Antrag Vermot-Mangold, der einen umfassenden Bericht verlangt.
Hanspeter Hess sagte selbst, das Instrument der PUK sei zu langsam. Ich stelle fest, dass all die geforderten Untersuchungen ein Lebenswerk darstellen würden. Es sind nicht weniger als fünf Punkte, wofür man ein Heer Sachverständiger einsetzen müsste. Die Untersuchungen können Jahre, wenn nicht gar ein Menschenleben dauern. So werden wir natürlich nicht zum Ziel gelangen. Wir sind dennoch nicht der Meinung, dass man jetzt zur Tagesordnung übergehen, sondern dass man noch gezielt, rasch und möglichst bis Ende Jahr die Zusatzabklärungen vornehmen sollte. Darum bitte ich Sie im Interesse der Sache und einer guten Weiterentwicklung der BEKB, Hand zu bieten zu unseren Zusatzanträgen. In dem Fall würden wir die PUK-Motion nicht unterstützen.

Jakob. Heute halten wir Rückblick auf die Vergangenheit, räumen auf und versuchen sie zu bewältigen. Wir laufen sicher Gefahr, unversehens das Augenmass zu verlieren und uns zu versteifen auf schriftliche Unterlagen. Man darf doch auch feststellen, dass die bernische Kantonalbank nicht die einzige Bank der Schweiz ist, auch nicht die einzige Staatsbank. Alle wurden durch die wirtschaftliche Entwicklung während der letzten Jahre, namentlich, aber nicht allein jene im Bodenmarkt, schlimm betroffen. Nun stellen wir fest, dass sehr viel abgeklärt worden ist, viel mehr, als bei anderen Bankinstituten, die gleich behandelt werden müssten. Vom rechtlichen Standpunkt aus gesehen ist es eine schwierige Sache. In den Bereichen des Zivil-, des Straf- und des Disziplinarrechts erfuhren wir, was möglich ist und was nicht. Jedoch wurde uns – oder jedenfalls mir – der politische Aspekt bewusst. Wir stellen sehr viele Unvollkommenheiten fest, Systemmängel, sehen die Grundproblematik einer Staatsbank, deren Zielkonflikte wir uns nun einmal eingestehen müssen. Das betrifft die in diesem Bereich Tätigen: die Bankorgane, aber ebenso die politischen Behörden und den Grossen Rat als Ganzes. Für mich ist dies kein parteipolitisches Thema. Es kann weder durch eine PUK noch mit Einzelabschüssen bereinigt werden. Bereits in der Junisession werden wir wieder mit diesem Thema beschäftigt sein und später nochmals. Die Bank und das Geld werden uns im Rat verfolgen. Aber jetzt fangen wir an, die Zukunft zu gestalten. Wir sollten viel mehr Gewicht darauf legen als auf das rückwärtsschauende Aufräumen. Dabei ist Selbstkritik von uns allen vonnöten. Wir müssen das Gesetz der Bank ändern, neue Strukturen werden aufgebaut, neue Personen werden in Erscheinung treten. Grundsätzlich muss der Einfluss der Politik auf eine Bank überprüft werden. Darüber wurde viel gesprochen, offenbar aber noch nichts vollzogen. Dadurch werden Themen wie die Staatsgarantie, die Stellung einer Bank im Kanton Bern, Führungsgrundsätze, auch ganz elemantare unternehmerische Fragen aktualisiert. Ich hoffe, dass wir diese zukunftsgerichtete Aufgabe ernst nehmen werden. Sie wird sicher anspruchsvoller sein als blosse Kritik. Mir wurde klar, dass wir uns sehr gut überlegen müssen, was ein kantonales Parlament an Kompetenzen, Verantwortung und Einflussnahme auf eine derartige Institution noch wahrnehmen will. In welchen Bereichen sind wir überhaupt noch in der Lage, die Aufgabe wahrzunehmen? Herr Weyeneth machte für uns eine Rückblende um fünfzig Jahre. Die gleichen Unterlagen besitze auch ich. Schon damals waren die Untersuchungsberichte doppelt so dick als heute. Die Zahlen differieren bloss um eine Null. Damals sagte der Grosse Rat auch: «Er stellt fest, dass nach Massgabe des Untersuchungsergebnisses weder strafrechtlich noch disziplinarisch und zivilrechtlich irgendeine Verantwortlichkeit vorliegt.» Er verlangte vom Regierungsrat, das Bankgesetz zu ändern, sämtliche Mängel zu beheben und ihm Bericht zu erstatten. Das ist ungefähr, was wir heute tun. Wenn wir also nicht wollen, dass sich in fünfzig Jahren die Geschichte nochmals wiederholt, sollten wir nun daran gehen abzuklären, wie die Mängel zu beheben sind. In dem Fall hat es nichts zu tun mit falsch verstandenen Profilierungsübungen; der Grosse Rat wird nicht nochmals einen Bericht verlangen und einige Vorstösse machen können, um schliesslich die Verantwortung auf jemand andern abschieben und sich wieder zurücklehnen zu können. Ich hoffe, dass wir im Juni daran denken werden!

Kaufmann (Bremgarten). Die Situation der Kantonalbank, die verschiedenen Berichte und auch derjenige der Finanzkommission und deren Anträge fordern die CVP zu einer Stellungnahme heraus. Wir sind nicht gegen die Abklärungen bezüglich Verantwortlichkeiten im Zusammenhang mit der Kantonalbank, sind aber der Ansicht, es lägen genügend Berichte vor, um die politischen Konsequenzen zu ziehen. Die erneut angeforderten Berichte und die damit verbundene Untersuchung der Vergangenheit binden die Kräfte auf verschiedenen Ebenen. Zweckmässiger wäre es, sie für einen Neuaufbau einzusetzen. Wenn wir der Berner Kantonalbank wirklich helfen wollen, müssen wir in erster Linie dafür sorgen, dass sie ihre Kreditwürdigkeit und Bonität zurückgewinnt. Mit jeder neuen Untersuchung wachsen die Zweifel an ihrer Solvenz, und die Bereitschaft, mit der Kantonalbank Geschäfte zu tätigen, nimmt auf allen Stufen ab. Mit neuen Berichten schwächen wir die Kantonalbank. Damit schaden wir aber nicht nur ihr, sondern erschweren auch unnötig die Sanierung und Eliminierung der Altlasten. Die CVP sieht keinen praktischen und politischen Nutzen in der von Herrn Hess geforderten PUK. Will man damit wirklich der Kantonalbank hel-

fen, oder gibt es noch andere Gründe, eine PUK einzusetzen? Wir jedenfalls lehnen die PUK ab. Wir tragen nicht nur gegenüber der Kantonalbank Verantwortung, sondern vor allem auch gegenüber den Steuerzahlern und Steuerzahlerinnen, die für allfällige Kosten aufkommen müssen. Vor allem unter diesem Aspekt gilt es die Sanierung voranzutreiben. Sie muss unter dem Blickwinkel der vertrauensbildenden Massnahmen geschehen. Jede Bank lebt vom Vertrauen, das man in sie setzt. Wir haben zu bedenken, dass wir irgendwann eine Volksabstimmung zur Dotationskapitalerhöhung durchführen müssen. Sie wird nur erfolgreich ausfallen, wenn die Bank das nötige Vertrauen besitzt. In Zukunft möchten wir die Kantonalbank als Bankinstitut ohne Staatsgarantie sehen. Die Staatsgarantie muss zum geeigneten Zeitpunkt aufgehoben werden, nämlich dann, wenn die jetzige Kantonalbank saniert sein wird. Die Gründung der «Dezennium AG» scheint uns einen gangbaren Weg dazu zu eröffnen. Dabei muss allerdings gewährleistet werden, dass die Kredite korrekt und transparent aufgegliedert werden. Unserer Ansicht nach dürfen keine Kredite, die unter der neuen Geschäftsführung erteilt wurden, in die «Dezennium AG» überführt werden. Die CVP steht zur Kantonalbank als wichtigem Faktor der bernischen Wirtschaft und bittet Sie, sie nun nicht fallen zu lassen, sondern an ihrer Zukunft zu arbeiten.

Waber. Letzte Woche warf man mir zwar ein einfaches Verhältnis zur Volkswirtschaft vor, und ich trete hier auch nicht als Fachmann, sondern nur als Grossrat auf. Sehr viel kam bereits zur Sprache, auch die Verantwortlichkeiten. In Punkt 5 der Antwort des Büros des Grossen Rates heisst es klar: «Die Banken unterstanden beide der Aufsicht des Regierungsrates und der Oberaufsicht des Grossen Rates.» Der Grosse Rat nahm ganz sicher seine Aufsicht nicht wahr, kann sie gar nicht wahrnehmen. Wenn man in diesem Saal feststellt, wieviele Mitglieder sich überhaupt für das Thema interessieren und zuhören oder wieviele Zeitung lesen, stellt sich die Frage, wie es möglich sein sollte, dass sie sich einzeln mit der Materie beschäftigen und sich in sehr viele Unterlagen und Daten einarbeiten können. Das würde auch ein gewisses Fachwissen erfordern. Der Grosse Rat konnte seine Verantwortlichkeit gar nie wahrnehmen. Die Hauptverantwortung liegt ganz eindeutig bei ihm. Hier wurde vorher von der bernischen Politik gesprochen, die ein solches Debakel der Kantonalbank überhaupt erst ermögliche. Eine solche Bemerkung ist direkt lächerlich. Wer denn schon betrieb vor zehn Jahren hier innen Bankenpolitik? Die Politik lag immer bei den Bankgremien, und in der allgemeinen Wachstumseuphorie warnte selten jemand. Sehr viele Leute brauchten jedoch das Geld der Kantonalbank; sie bekamen es, und solange das Geschäft gut lief, hatte niemand etwas dagegen einzuwenden. Im Bankengeschäft muss man halt auch ein gewisses Risiko eingehen. Es ist nun nicht richtig, wenn man den Banken, dem Regierungsrat oder wem auch immer – Bankrat, Bankausschuss usw. – vorwirft, sie hätten versagt. Allgemein hatte ein solches Wachstumsdenken geherrscht. Was die Idee mit den Töpfen A und B angeht, die im Moment bei der Berner Kantonalbank angewendet wird, ist sie nicht einmalig. Auch sehr viele andere Banken haben einen Topf B, nur haben sie eine andere Struktur und andere Reserven. Die Auswirkungen sind dort vielleicht ein wenig anders. Wenn man jetzt in diesem Bereich herumstochern und Verantwortlichkeiten aufdecken will, müsste man sehr tief gehen. Ich möchte keinesfalls etwas vertuschen oder vernieden. Sicher wurden gravierende Fehler begangen, woran auch der Steuerzahler noch lange Zeit zu kauen haben wird. Es ist jetzt aber wirklich fehl am Platz, Herr Jenni, wenn man von «frère et cochon» spricht, von «Söihäfeli und Söitecheli» und überdies dazu sagt, dass gerade eben die Bankräte und unter anderen auch der Regierungsrat von ihrer Position profitiert hätten. Das Gegenargument lieferte Herr Eggimann mit seiner Aussage, keine der Personen, die Kredite gewährt hätten, habe davon direkt profitiert. Daraus ist ersichtlich, dass der Grosse Rat in dieser Frage überhaupt nicht einig ist. Es wurde die Forderung erhoben, in der Bevölkerung müsse der Vertrauensschwund wettgemacht werden, indem Opfer auf dem Altar der modernen Politik gebracht würden. Das Volk ist hier in keiner Art und Weise involviert! Das heisst, es kann die Tragweite überhaupt nicht ermessen, abgesehen von den Rechnungen, die angestellt werden, um aufzuzeigen, was an Steuergeldern geopfert werden muss. Wenn schon der Grosse Rat nicht drauskommt, wie sollte es die Bevölkerung können? Der feststellbare Vertrauensschwund in der Bevölkerung lässt sich ganz sicher nicht wettmachen, indem eine PUK eingesetzt wird, die sogenannte Hintergründe aufdecken sollte. Die Zukunft einer Berner Kantonalbank hängt bestimmt nicht von einer PUK ab; sie wird auch nicht hier innen gestaltet, sie beginnt nicht heute oder morgen, sondern hat schon lange begonnen. Eben jene Geschäftspolitik, die in Gang gesetzt wurde und nun angewendet wird, gibt der Bevölkerung das Vertrauen zurück, einer Bevölkerung, die ebenso wie Gewerbe und Industrie darauf angewiesen ist, dass wir eine Bank haben, die manchmal auch dorthin Kapital fliessen lässt, wo ein gewisses Risiko besteht. Nicht nur Gaukler und Gauner wollen Geld, sondern es gibt auch sehr viele Leute, die direkt davon abhängig sind, dass sie von einer starken Bank gutes Geld bekommen.
Wir lehnen also die Motion ab und bitten den Grossen Rat, die Anträge der Finanzkommission vollumfänglich zu unterstützen.

Kilchenmann. Im Namen der freisinnigen Fraktion nehme ich kurz zur Motion von Herrn Hess und Herrn Busers Vorstoss Stellung. Wir meinen, die Motion Hess sei heute nicht mehr nötig, man sollte sie ablehnen. Mit den Punkten 1–4 in der Begründung zur Ablehnung sind wir weitgehend einverstanden. Anderseits sind wir aber der Meinung, dass die bereits gemachten Abklärungen – sei es durch den Bericht Andersen, durch die x Interviews, die die Finanzkommission führte – genügend aufzeigten, worin die Problematik liegt. Ich möchte auf meine verschiedenen Vorredner hinweisen. Herr Eggimann erwähnte das Demokratieverständnis. Wir müssen ein anderes Demokratieverständnis haben als vielleicht vor 10, 20 oder sogar 50 Jahren. Aber ich glaube, gerade durch die Finanzaffäre einerseits und nun durch die Probleme mit der Kantonalbank wurde wohl allen klar vor Augen geführt, dass eben auch staatliche Institutionen – seien es eine Kantonalbank oder andere Institutionen oder nicht zuletzt sogar der Staat selbst –, effizient und sorgfältig geführt werden müssen. Auch ich bin mit Herrn Jenni einverstanden bezüglich seines Eindrucks, dass sehr sorglos vorgegangen wurde. Einerseits wurde diese Sorglosigkeit wahrscheinlich durch fehlendes Fachwissen unterstützt. Ob wir deshalb, Herr Jenni, von einem Ursumpf sprechen wollen, ist fraglich. Ich glaube, es wäre etwas übertrieben. Auch in anderen Banken passierten Fehler, teilweise fast in der Grössenordnung wie bei der Kantonalbank von Bern. Das Problem liegt darin,

dass diese nicht soviele Eigenmittel besass wie die andern Banken und es somit nicht unter der Decke liquidiert werden konnte. Uns geht es nicht darum, es unter der Decke zu liquidieren, sondern dass wir jetzt genügend Informationen haben und den Schwerpunkt des Problems erkennen, nämlich Organisation, Management und Führung. Die Bank sollte nun vorwärts gehen können. Aus den zur Genüge festgestellten Fehlern sollten die nötigen Schlussfolgerungen gezogen werden. Die Kantonalbank und ihre Führung sind bereits an der Arbeit. Bereits wurden viele Schlussfolgerungen gezogen und viele Massnahmen in die Wege geleitet. Wir sollten diese Massnahmen nicht noch durch Untersuchungskommissionen behindern, die mit Sicherheit zusätzlich nichts mehr erbringen. Dafür möchte ich fast die Hand ins Feuer legen – man weiss heute sehr viel. Im übrigen ist die Finanzkommission ja bereit, entsprechend ihren Anträgen noch in die Tiefe zu gehen.
Ich bitte Sie, die PUK-Motion abzulehnen. Aus ähnlichen Gründen empfehle ich das Postulat Buser zur Annahme und Abschreibung.

Widmer, Regierungspräsident. Gestatten Sie mir ein paar Vorbemerkungen. Ich nehme Bezug auf meine Ausführungen während der Januarsession. Ich sagte damals, wie die Behandlung der verschiedenen Bereiche betreffend die Berner Kantonalbank ablaufe. Ich bin froh, dass wir in der jetzigen Session die Vergangenheitsbewältigung, und davon getrennt in der Junisession alle Geschäfte zur Neuorientierung, wie den Geschäftsbericht und den Jahresbericht 1992, die Gesetzesrevision und die Dotationskapitalerhöhung behandeln können. Bei dieser Gelegenheit möchte ich Herrn Grossrat Allenbach orientieren, dass er bis zur Juni-Beratung auf die Fragen, die bisher nicht beantwortet wurden, Antwort haben wird.
Die Federführung all dieser Geschäfte wurde vom Regierungsrat dem Präsidium zugeordnet. Bei allen Geschäften betreffend Vergangenheitsbewältigung/Untersuchungsberichte befand sich unser Finanzdirektor im Ausstand. Der Regierungsrat bestimmte für die heutige Behandlung die Delegation: den Regierungsvizepräsidenten, mich und den Finanzdirektor für die Erteilung von Auskünften, die ihn persönlich angehen oder ihm persönlich gestellt werden. In der Januarsession versprach ich Ihnen, der Grosse Rat werde eine umfassende, transparente Dokumentation bekommen. Sie bekamen diese in Form des vollständigen Andersen-Berichtes mit Stellungnahmen und den Berichten des Regierungsrates und der Finanzkommission. Was Herr Allenbach noch vermisst, ist der Bericht betreffend Privatisierung, den die Regierung zurückstellte.
Kurz zum Andersen-Bericht: Der Regierungsrat beschloss alle Massnahmen im Einvernehmen mit der Eidgenössischen Bankenkommission – die Auftragsformulierung an die Firma Andersen, die Wahl der Untersuchungsgesellschaft, die Stellungnahme zu den Schlussfolgerungen, die Rücktrittsforderungen an die Bankräte und schliesslich die Anforderungskriterien für die neuen Bankräte. Bei der Auftragsformulierung an die Firma Andersen wurde der Regierungsrat in der Januarsession mit der Frage konfrontiert, mit welchen Verantwortlichkeiten sich die Firma Andersen beschäftigen solle, beziehungsweise ob der Auftrag auf die Geschäftsleitung ausgeweitet werden solle. Das hätte eine Zeitverzögerung von mindestens einem halben Jahr und auch mehr Kosten zur Folge gehabt, anderseits nahmen wir zur Kenntnis, dass die Strafanzeige im Zusammenhang mit Omni/Rey gegen das Direktorium im Prinzip auch dies erfassen kann, sofern der Strafrichter die Straftatbestände feststellt. Er muss von Amtes wegen diese Untersuchung ausweiten.
Ich komme zum Bericht des Regierungsrates. Darin wird dargestellt, dass unmittelbar nach Bekanntwerden der Situation der Berner Kantonalbank der Regierungsrat mit Ihnen zusammen Kenntnis bekam vom Brief des Direktionspräsidiums. Unverzüglich leitete der Regierungsrat Massnahmen ein; ich erinnere an die im Bericht aufgelisteten Massnahmen vom 28. Oktober. Der Regierungsrat pflegt mit der neuen Bankleitung, mit dem Verwaltungsratspräsidium, mit dem Direktionspräsidium einen sehr engen Kontakt. Alle Schritte, die die Berner Kantonalbank einzuleiten gedenkt und die bereits eingeleitet sind, wurden abgesprochen. Der Regierungsrat hat auch aus diesem Grund Vertrauen zur neuen Bankleitung. Er holte verschiedene Stellungnahmen zum Andersen-Bericht ein; ich fasse zusammen: bei der Justizdirektion, der Eidgenössischen Bankenkommission, dem Bankrat der Berner Kantonalbank, dem ehemaligen Bankpräsidenten, Herrn Dr. Fritz Hofmann, Herrn Finanzdirektor Augsburger. Welche Beurteilung durch den Regierungsrat resultierte daraus? Wir bekamen heute erneut zu hören, dass die heutigen Probleme der Berner Kantonalbank nicht auf eine einzige Ursache zurückzuführen oder einzelnen Verantwortlichen anzulasten seien. Strukturelle Probleme, Mängel in beiden Bankinstituten vor der Fusion, die wirtschaftliche Entwicklung, aber auch zu grosses Vertrauen in die Wertbeständigkeit von Immobilien führten zum hohen Wertberichtigungsbedarf. Der Regierungsrat teilt die Schlussfolgerungen des Andersen-Berichtes. Gestützt auf die vorliegenden Erkenntnisse macht er gegen die Mitglieder des Bankrates der Kantonalbank und des Verwaltungsrates der Hypothekarkasse weder zivilrechtliche Ansprüche noch Strafklagen geltend. Der Regierungsrat schliesst sich Arthur Andersen und der EBK an, dass darauf zu verzichten sei, die disziplinarische Verantwortung geltend zu machen.
Im übrigen setzte der Regierungsrat bereits einige Empfehlungen der Firma Andersen um. Ich erinnere an die erste Empfehlung, worin der Regierungsrat dem Bankrat nahelegte zu demissionieren und somit die Gesamterneuerung des Bankrates auf die zweite Jahreshälfte zu ermöglichen. Mit Ausnahme des neugewählten Bankpräsidenten demissionierten alle Bankräte. Zum zweiten steht für den Ersatz des Chefinspektors der Berner Kantonalbank eine Neuwahl bevor. Drittens wird die zwingende Vertretung des Finanzdirektors im Bankrat in der bevorstehenden Gesetzesrevision geregelt. Auch da geht der Antrag der Regierung in Richtung Entflechtung. Viertens wurden im Einvernehmen mit der Eidgenössischen Bankenkommission neue Kriterien bezüglich Anforderungsprofile an die Bankräte definiert.
Was die Finanzkommission angeht, darf ihr attestiert werden, dass sie sich sehr gründlich mit dem Untersuchungsbericht, dem Bericht des Regierungsrates und vielen weiteren Zusatzdokumenten auseinandersetzte. Sie führte zahlreiche Anhörungen mit der Eidgenössischen Bankenkommission, Bankspitze, Andersen, Finanzdirektor, Regierungsdelegationen durch. Die Finanzkommission leistete sehr grosse und seriöse Arbeit und legte einen fundierten Bericht vor. Der Regierungsrat kann sich ihren Anträgen vollumfänglich anschliessen. Wenn wir uns den Schlussfolgerungen und den Anträgen anschliessen, heisst das nun aber nicht, dass wir mit allen Erwägungen des Berichtes einverstanden sind.

Es gibt noch Differenzen in der Auffassung, beispielsweise im Kapitel 3.4.3. Ich gebe ein paar Stichworte dazu: Wahl ungenügender Bankräte durch Regierungsrat, Wahl eines ungenügenden Direktoriums und des Chefinspektorats, Genehmigung von Bankreglementen, die die risikoreichen Geschäfte ermöglichten, unterschiedliche Auffassungen bei der Aufteilung der Zuständigkeiten zwischen der Eidgenössischen Bankenkommission und den kantonalen Organen, oder dass der Regierungsrat die Warn- und Alarmzeichen in den Revisionsberichten von 1986 bis 1990 nicht frühzeitig wahrgenommen habe. Diesbezüglich weise ich darauf hin, dass diese Warnzeichen – vielleicht in abgeschwächter Form – auch in die Geschäftsberichte aufgenommen wurden, die der Grosse Rat zur Kenntnis bekam.
Bezüglich der parlamentarischen Vorstösse verweise ich ausser einem kurzen Kommentar auf die Antwort des Regierungsrates. Zur Motion Hess, die eine PUK verlangt: Der Regierungsrat unterstützt den Antrag des Büros. Das heisst, man möchte darauf verzichten, eine solche parlamentarische Untersuchungskommission einzusetzen. Wir erachten die Finanzkommission als kompetent und genügend unabhängig, weitere Abklärungen vorzunehmen. Auf die Abänderungsanträge Buser, 6.1, und Bhend, 6.4, werde ich später zu sprechen kommen. Ich bitte Sie generell, alle Anträge abzulehnen, die weitergehende Untersuchungen als die der Finanzkommission fordern.
Gestatten Sie mir, meine Damen und Herren, zum Schluss noch ein persönliches Wort! Eigenartigerweise tun wir uns mit der Vergangenheitsbewältigung immer schwerer als mit der zukunftsgerichteten Politik. Lassen Sie uns nach den weiteren Abklärungen durch die Finanzkommission – sofern Sie den Anträgen zustimmen – einen Strich unter die Vergangenheitsbewältigung der Berner Kantonalbank ziehen. Lassen Sie uns in die Zukunft schauen, zukunftsorientierte Lösungen suchen und beschliessen, dass sich solches nicht mehr wiederhole. Geben wir unserer Berner Kantonalbank, die in der bernischen Wirtschaft eine sehr wichtige Aufgabe zu erfüllen hat, eine Chance, damit sie gesunden und erstarken kann. Haben Sie Vertrauen in die neue Bankleitung. Ich hoffe, dass wir auch in den künftigen Bankrat werden Vertrauen haben können. In diesem Sinn bitte ich Sie, den Regierungsrats- und Bankenbericht zur Kenntnis zu nehmen, den Anträgen der Finanzkommission zu folgen und alle weiteren Anträge für Untersuchungen abzulehnen.

Präsidentin. Wir sind am Schluss der allgemeinen Aussprache angelangt und kommen nun zur Behandlung der Anträge der Finanzkommission und der dazu gestellten Abänderungsanträge.

Ziff. 6.1

Antrag Buser

Es sei vom Bericht des Regierungsrates in ablehnendem Sinne, vom ergänzenden Bericht der Finanzkommission in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen.

Buser. Ich verzichte auf die detaillierte Begründung unserer Anträge und spreche zu den drei Punkten, die wir als Ergänzung zu den Anträgen der Finanzkommission stellen. Wenn unsere Fraktion darum bittet, den Bericht des Regierungsrates in ablehnendem Sinn und den der Finanzkommission in zustimmendem Sinn zur Kenntnis zu nehmen, so deshalb, weil wir die beiden Berichte nicht mehr als identisch erachten, wie es auch der Regierungspräsident bereits erwähnte. Bei der Beratung des Regierungsberichtes lag uns die Analyse der Finanzkommission noch nicht vor. Wir sind der Auffassung, die Regierung habe die Untersuchungen Andersen und die Stellungnahmen der Betroffenen in ihren Entscheiden nicht vollumfänglich berücksichtigt. Es ist offensichtlich, dass die beteiligten Verantwortlichen im Aufsichtsbereich bei ihren Stellungnahmen ihre eigenen Fehler immer noch nicht erkennen und diese aus verständlichen Gründen nicht offenlegen wollen. Heute stellt die Regierung durchaus die notwendigen Schritte und den Handlungsbedarf fest. Da ihr Bericht nicht vollständig ist, lehnen wir es ab, ihn zur Kenntnis zu nehmen, und beantragen es auch Ihnen.
Ziffer 6.3 beinhaltet die differenziertere Ansicht, die Finanzkommission sei tatsächlich zu beauftragen unter Beizug einer aussenstehenden, unabhängigen und sachverständigen Person. «Allenfalls» ist ein Gummibegriff. Wir möchten gern hören, ob allenfalls die Meinung herrsche, man ziehe die sachverständige Person bei oder allenfalls nicht! Ich habe etwas gegen solche Formulierungen, und meine Fraktion ist einstimmig der Auffassung, sie sei hier zu streichen. Ausserdem kann natürlich die Finanzkommission nicht zuhanden ihrer selbst einen solchen Bericht erstatten. Später im Text kommt richtigerweise dann zum Ausdruck, dass sie ihn zuhanden des Grossen Rates erstattet. Folglich ist «zuhanden der Finanzkommission» zu streichen.
Bei Punkt 6.4 handelt es sich erneut um eine Definitionsfrage. Wir möchten «in geeigneter Form» – wieder ein Gummibegriff – streichen und durch den Begriff «umfassend» ersetzen. Wir wünschen auch einen Zeitrahmen. Wenn dieser zu eng erschiene, könnte man darüber nochmals diskutieren; wir plädieren aber dafür, dass sich die Finanzkommission noch über einen Zeitrahmen ausspricht.

Weyeneth, Präsident der Finanzkommission. Die Finanzkommission hat kein Recht – dies an die Adressen von Frau Vermot und Herrn Buser –, Informationen oder weitergehende Erkenntnisse für sich zu behalten. Alles, was sie tut, tut sie im Auftrag und zuhanden des Parlamentes. Folglich verschliesse ich mich den Ziffern 6.3 Buser, 6.3 Vermot-Mangold, 6.4 Buser und 6.4 Vermot-Mangold überhaupt nicht. Die Finanzkommission beabsichtigt, den Grossen Rat über die erhaltenen oder selbst erarbeiteten Kenntnisse zu orientieren. Wir wollten verhindern, dass wir dazu angehalten würden, periodisch, also praktisch in jeder Session, über den Stand der Arbeiten Auskunft zu geben, wie es beispielsweise in einer PUK oder in andern wichtigen Kommissionen gehandhabt wird. Bezüglich des Zeitrahmens gehen wir mit Herrn Buser einig, dass die Berichte bis Ende Jahr vorliegen sollten. Wir führen als Argument gegenüber der PUK an, dass die Erkenntnisse möglichst bereits in die zweite Lesung der Revision des Kantonalbankgesetzes einfliessen können sollten. Auch zuhanden von Herrn Hess kann ich in bezug auf seine Motion sagen, dass wir uns darum bemühen. Aufgrund der Fraktionsentscheide, die grossenteils mit den Anträgen der Finanzkommission übereinstimmen, fragten wir letzte Woche bei drei Institutionen um ausgewiesene Fachleute an, die diese Art Aufträge erfüllen könnten. Wir bekamen bereits ausgewiesene Fachleute vorgeschlagen, und ich beauftragte am Donnerstag das Ratssekretariat, diese anzufragen, ob sie terminlich einen solchen Auftrag entgegennehmen könnten und unter welchen wei-

teren Bedingungen. Wir handeln also sehr rasch. Die Finanzkommission tagt nächsten Freitag und wird möglicherweise bereits dann in der Lage sein, dazu Beschlüsse zu fassen. Versprechen kann ich nichts, aber ich hoffe es. Somit besteht Übereinstimmung bezüglich des Zeitpunktes.
Bleibt noch der Antrag Frau Vermots, dass wir zusammen mit dem Ratsbüro jene aussenstehende und unabhängige Stelle bezeichnen sollten. Auch hier zum Vorgehen: Wir brauchen einen Kredit – je nach Höhe vom Präsidenten oder Grossratsbüro. Wenn wir das Kreditbegehren stellen, werden wir Auskunft geben müssen, wofür und für wen. Folglich setzen wir uns bei der Auftragsvergabe überhaupt nicht über das Ratsbüro hinweg.
Soweit die Stellungnahme zu den je zwei Abänderungsanträgen zu den Ziffern 6.3 und 6.4.

Präsidentin. Wir stimmen über den Antrag Buser zu Ziffer 6.1 ab.

Abstimmung

Für den Antrag Buser	Minderheit
Dagegen	Mehrheit

Ziff. 6.2

Angenommen

Ziff. 6.3

Antrag Buser

Streichen: «allenfalls»
Streichen: «zuhanden der Finanzkommission»

Antrag Vermot-Mangold

Es sei die Finanzkommission zu beauftragen, im Einvernehmen mit dem Ratsbüro eine aussenstehende, unabhängige und sachverständige Stelle zu bezeichnen, welche folgende Fragen zuhanden des Grossen Rates abzuklären hat: ...

Präsidentin. Herr Buser begründete seinen Antrag bereits. Frau Vermot begründet nun ihren Antrag zum gleichen Punkt.

Vermot-Mangold. Herr Weyeneth sagte eigentlich schon, dass er sich einverstanden erklären könnte. Ganz wichtig am Antrag der SP-Fraktion ist, dass die Finanzkommission gewährleisten soll, sich nicht selbst zu untersuchen, wenn jetzt die Untersuchung auf das Jahr 1992 ausgeweitet wird. Unser Anliegen ist, dass mit der oder den sachkompetenten Personen der Teufelskreis von Verfehlungen, eventuellen Unterlassungen und Sorgfaltspflichtverletzungen durchbrochen werden kann. Mit der Möglichkeit der Einmischung des Ratsbüros würde erneut gewährleistet, dass mehr Personen sachkompetente Personen beurteilen, mit ihnen sprechen und auch entscheiden. Auch wir möchten das Wort «allenfalls» streichen. Es ist eines der hilflosen Wörter wie möglicherweise, wahrscheinlich, vielleicht, in besondern Fällen, je nachdem. Mit ganzen Schlangen von ihnen kann man die Verbindlichkeit ganz praktisch umgehen. Wir aber möchten, dass endlich Klarheit geschaffen würde und dass die Finanzkommission wieder unbelastet durch die BEKB-Situation weiterarbeiten kann.
Wir wünschen uns eine Sachkompetenz in zwei ganz wichtigen Bereichen, nämlich banktechnische und politisch-organisatorische Kompetenz. Mir ist wichtig, dass die Kompetenz nicht nur in einem, sondern in den beiden sehr zentralen Bereichen gegeben ist.
Ich spreche auch noch gerade zu meinem Antrag zu Ziffer 6.4: Die Finanzkommission orientiert den Grossen Rat umfassend, nämlich nicht sich selbst, wie sie das in Ziffer 3 beabsichtigt. Herr Buser sprach schon an, dass auch darin wieder solch hilflose Gummiwörter zu finden sind. Wir möchten den Zeitrahmen Herrn Busers nicht in dieser Form unterstützen, sondern möchten, dass man uns Gewähr gibt, dass die Untersuchung noch in dieser Legislatur durchgeführt wird.

Hess. Ich hatte den Antrag gestellt, in die Protokolle der Finanzkommission offiziell Einblick nehmen zu dürfen. Dem Antrag wurde entsprochen, und ich möchte der Finanzkommission dafür danken. Es handelt sich um eine sehr umfassende Arbeit, die auch unter grossem Zeitdruck geleistet werden musste. Mir war nicht möglich, innert eines Tages alles anzuschauen. Ich versuchte jedoch, in die für mich wesentlichen Sachen Einblick zu nehmen. Unsere Fraktion ist sehr froh, dass der Punkt 6.3a mit der Frage, welche Rolle unter anderem der Grosse Rat gespielt habe, in den Antrag der Finanzkommission einbezogen wird. Wir meinen, auch der Grosse Rat hätte eine wesentliche Verantwortung gehabt. Ich nahm mir die Mühe, die Motionen und Vorstösse Vollmer, Meier, Hafner, die zwischen 1986 und 1987 hier diskutiert wurden, und die jeweiligen Berichterstattungen zu den Jahresberichten der HKB und der KBB anzuschauen mit den Stellungnahmen der einzelnen Fraktionen. Die Motionen Vollmer, Meier und Hafner hatten alle mit dem Bankrat respektive auch dem Grossen Rat zu tun, man wollte, dass die Aufsichts- und Kontrollmöglichkeiten unseres Gremiums verstärkt würden. Restlos alle Vorstösse wurden im Grossen Rat mehrheitlich abgelehnt. Laut Bankengesetz hat der Grosse Rat eine wesentliche Möglichkeit, er kann nämlich den Präsidenten der KBB wählen. Das taten wir denn im Jahr 1986 auch ausführlich. Ich bin gespannt, was die Untersuchung zu diesem Thema ans Licht bringen wird. Wir beispielsweise schlugen dazumal einen unabhängigen Bankexperten vor; gewählt wurde ein ehemaliger Präsident der SVP Schweiz, Fritz Hofmann.
Dass offenbar bei der KBB nicht alles lief wie gewünscht, zeigt eine Interpellation Binz-Gehring, die nach den Kriterien für Fähigkeiten der HKB-Direktionsmitglieder, fragte, und weiter eine Motion des Kollegen Sidler, der fragte, welche Aufgaben genau die Kantonalbankkommission habe, deren Mitglied er war. Ich liess nachfragen, ob für die Kantonalbankkommission effektiv ein Reglement existiert habe, worauf ich erfuhr, das sei nicht der Fall gewesen. Die Kommission wusste wohl tatsächlich nicht ganz klar, welchen Auftrag sie wahrnehmen sollte. Leider verwarf die SVP alle Vorstösse, und man deckte auch ihren Regierungsrat – den ich hier nicht schonen möchte – beliebig. Ich fand ein Zitat folgenden Wortlautes, das für sich spricht: «Ich bitte den Rat, endlich einen Schlussstrich unter die ewigen Versuche der Verpolitisierung unserer gemischtwirtschaftlichen Unternehmungen zu ziehen. Ich kann feststellen, dass die Kontrolle funktioniert. Die Kontrolle funktioniert wie erwartet und vermutet, indem die grossrätliche Kantonalbankkommission die Oberaufsicht im Sinne einer Überprüfung der Bonität der Bank wahrnimmt. Ich bitte den Rat, endlich einen Schlussstrich zu ziehen!» Das zeigt doch nichts anderes, als dass jene Leute, die kritisch gewesen wären, mundtot gemacht wurden.

Wir unterstützen den Antrag Vermot-Mangold, insbesondere auch deswegen, weil es noch eine wesentliche Anzahl Staatswirtschaftskommissionsmitglieder gibt – Männer und Frauen –, die jetzt immer noch Mitglied der Finanzkommission sind. Ob diese ihre eigene Rolle untersuchen möchten, ist doch eher fraglich.

Abstimmung

Für den Antrag Buser	Minderheit
Dagegen	Mehrheit
Für den Antrag Vermot-Mangold	73 Stimmen
Dagegen	79 Stimmen

Ziff. 6.4

Antrag Buser

Die Finanzkommission orientiert den Grossen Rat umfassend (streichen: «in geeigneter Form») über ihre Erkenntnisse aus den Berichten, spätestens bis Ende 1993.

Antrag Bhend

(neu): Es sei die Finanzkommission zu beauftragen, unter Beizug einer oder eines aussenstehenden, unabhängigen Sachverständigen mit Erfahrungen im Bankensektor bei ausgewählten Geschäften der KBB, der HKB und der BEKB abzuklären, inwiefern die Organe der Bank und ihre Mitglieder zivilrechtlich zur Verantwortung zu ziehen sind.
6.4 wird 6.5

Antrag Vermot-Mangold

Die Finanzkommission orientiert den Grossen Rat umfassend über die Berichte.

Präsidentin. Herr Buser hat seinen Antrag bereits vorher begründet.

Bhend. Heute sagten bereits verschiedene Redner und Rednerinnen, es gehe darum, die Grundlage zu schaffen, dass die Kantonalbank weiterhin existieren könne – eine Bank, von der sich wenigstens gegenwärtig niemand distanzieren mag, von der die Meinung herrscht, es müsse für sie eine Lösung gefunden werden, so dass sie weiter ihre Geschäfte tätigen kann. Wenn wir nun entscheiden, müssen wir uns überlegen, ob unsere Entscheide in fünf oder zehn Jahren noch gültig sein werden. Möglicherweise erweist sich etwas, was uns heute unbequem erscheint, langfristig als besser. Anderseits kann ein rascher Entschluss zum Abbruch der Untersuchungen mühsame Folgen nach sich ziehen. Wir sehen heute den entstandenen Schaden der Kantonalbank, begleichen müssen wir ihn aber erst in den kommenden Jahren. Deshalb müssen wir unsere Entscheide darauf ausrichten, dass uns auch noch wohl sein wird, wenn wir zur Kasse gebeten werden. Das kann nur der Fall sein, wenn wir uns dannzumal sagen können, wir hätten alles seinerzeit Mögliche unternommen. Darum bitte ich Sie, meinen Antrag genau zu lesen und ihm auch zuzustimmen. Er wurde in der Finanzkommission mit 7 zu 6 Stimmen abgelehnt, und ich bringe ihn hier erneut auf den Tisch.
Ich stelle nochmals dar, was untersucht wurde und welche Verfahren bereits im Gang sind. Erstens läuft ein Strafverfahren der Freien Liste vom September 1991, das sich aber ausschliesslich auf das Geschäft Omni/Rey bezieht. Zweitens läuft eine Strafanzeige der Eidgenössischen Bankenkommission vom Februar 1992 bezüglich Klumpenrisikos gegen Direktor Meier. Heute diskutierten wir den Bericht Arthur Andersen. Die Einschränkungen erwähnte ich bereits früher: beschränkter Zeitraum, betrifft ausschliesslich den Bankrat. Der Bericht Rötheli war nur punktuell und nicht viel anderes als ein Gefälligkeitsgutachten. Wesentliche Bereiche wurden nicht untersucht. Ich bin nicht einverstanden mit der Aussage der Finanzkommission, der Bericht Arthur Andersen lege die Situation klar dar. Der Bericht Arthur Andersen betrifft nur einen Teilbereich, und wenn man sich auf ihn stützt, äussert man sich auch bloss im entsprechenden Teilbereich. Heute geht es um die Überlegung, ob nicht jemand für den entstandenen Schaden geradestehen müsse. Konkret, muss nicht einer der Generaldirektoren nun seine Berufshaftpflichtversicherung mobilisieren, um wenigstens einen Teil des Schadens, den er verursachte, zu begleichen? Der Antrag verlangt nicht, dass eine Klage eingereicht werde, sondern nur eine Abklärung durch eine aussenstehende Person, ob tatsächlich nichts drin liege. Ob später eine Klage einzureichen wäre, könnte man allenfalls dann entscheiden, wenn der Bericht vorliegt. Der Antrag verlangt auch nicht, alle Geschäfte seien viele Jahre zurückzuverfolgen, sondern es geht um einen beschränkten Zeitraum und nur um ausgewählte Geschäfte, die die Finanzkommission bestimmen soll. Es geht auch nicht darum, eine spezielle Kommission einzusetzen, sondern eine bestehende Kommission mit der Aufgabe zu betrauen. Die Finanzkommission erklärte, warum keine zivilrechtliche Klage nötig sei. Dafür stützt sie sich auf den Andersen-Bericht, der eine zu schmale Basis für eine abschliessende Beurteilung bietet. Ausserdem ist er in seinen Schlussfolgerungen einigermassen schönfärberisch und stimmt nicht mit dem Text überein.
Ein Geschäft wurde genauer untersucht, nämlich das mit Omni/Rey. Es wurde als nicht in Ordnung befunden. Es zeugt von Schwäche, wenn man nach diesem Fund nicht weitersuchen will. Es kommt der Verdacht auf, bei fortgesetzter Suche könnte noch anderes ans Licht kommen und uns in Verlegenheit bringen. Es geht hier auch um das grundsätzliche Rechtsempfinden; wobei natürlich nicht jeder den gleichen Anspruch daran hat. Die durch Omni/Rey geschädigten Gläubiger könnten nun zum Beispiel gegen die Kantonalbank Klage einreichen, weil diese für Omni/Rey einen Teil der Geschäfte betreute. Sie werden es wahrscheinlich tun, und wenn wir Pech haben, muss der Kanton Bern auch noch für jene Schäden aufkommen. Die Gläubiger von Omni/Rey haben wahrscheinlich nicht die gleichen Hemmungen wie wir, weiter in der Suppe zu rühren, sondern sie werden in der Suppe rühren, und es wird missbeliebig werden. Zum jetzigen Zeitpunkt einen Strich unter die Angelegenheit zu ziehen, widerspricht dem Rechtsempfinden. Wegen schlechter Geschäftsführung und aus andern Gründen sind wir mit Milliardenverlusten konfrontiert. Man strengt weder eine Strafanzeige – ausgenommen in einem punktuellen Bereich – noch eine Zivilklage oder ein Disziplinarverfahren an. Bei kleineren Vergehen – ich denke an einen Ladendieb, einen Vereinskassier oder irgend etwas – sind solche Hemmungen unbekannt; ein Verfahren wird eingeleitet. Das bekannte Sprichwort «Die Kleinen hängt man, die Grossen lässt man laufen» dürfte einfach nicht wahr sein.
Letzte Woche diskutierten wir über die Höhe der Entschädigungen der Bankräte. Der Finanzdirektor sagte damals, die Entschädigungen müssten so hoch sein, weil die Bankräte allenfalls bei einer Organhaftung zum

Zuge kämen. Bitte, wann kommt die Organhaftung je zur Anwendung, wenn nicht in diesem Fall? Entweder sind die Entschädigungen zu hoch, oder sie sind angemessen wegen der Organhaftung, und diese müsste angewendet werden. Die SP meint, eine PUK sei nicht nötig, sondern wir können mit den bereits bestehenden Organen selbst Ordnung schaffen. Wenn der Experte nichts finden sollte und die Meinung der Finanzkommission bestätigt, weiter zu untersuchen sei tatsächlich nicht sinnvoll, sind wir alle froh, können aber doch sagen, wir hätten die Sache untersucht. Damit wir auch in fünf oder zehn Jahren offen in den Spiegel blicken können, bitte ich Sie, dem Antrag heute im Sinn einer vorsorglichen Massnahme zuzustimmen.

Präsidentin. Die Fraktionssprecher haben das Wort.

Lutz. Ich gehörte zuerst zu der Mehrheit, die die zivilrechtliche weitere Voruntersuchung, wobei es sich um Vorabklärungen handelte, ablehnte. Ich war auch dieser Meinung in der Begründung der getätigten Untersuchungen Rötheli, EBK, Justizdirektion, Andersen, nämlich dass sich eine derartige weitere Verfolgung eines zivilrechtlichen Tatbestandes nicht aufdränge. Nachdem ich Kenntnis bekommen hatte von der Problematik dieser Reglemente, worin die Kreditlimiten für Einzelschuldner fehlten, kam ich – übrigens auch im Zusammenhang mit dem Untersuchungsbericht zur Liquidationsfrage von Omni/Rey, von deren Seite offenbar auch zivilrechtliche Forderungen an die BEKB herangetragen werden sollen –, zum Schluss, es wäre falsch, wenn wir uns zum jetzigen Zeitpunkt das Instrument weiterer zivilrechtlicher Abklärungen vergeben würden. Mir ist auch bekannt, und wir stellten es eingehend dar, dass jemand nur aufgrund eines sehr weitgehenden Tatbestandes zivilrechtlich haftbar gemacht werden kann. Es müssen gegeben sein: ein Schaden; eine Widerrechtlichkeit, die darin bestehen kann, dass Reglemente nicht eingehalten wurden; Sorgfaltspflichtverletzungen – die man zumindest entsprechend den bis anhin notwendigen Diskussionen nicht ausschliessen kann, wenn ich an den Bankausschuss und den Bankrat denke; und ein schuldhaftes Verhalten. Die Hürde für eine zivilrechtliche Untersuchung ist also äusserst hoch angesetzt. Man könnte den Schluss ziehen – und so beschloss es die Mehrheit der Finanzkommission –, dass es zum vornherein sinnlos sei, in diesem Bereich zu beginnen. Nun komme ich aber zu einem andern Schluss. Ich meine, dass in ausgewählten Fällen eine derartige richterliche Voruntersuchung die wesentlichen Elemente der PUK, nämlich Vorstellungen, wie sie von Herrn Hess schriftlich und mündlich dargestellt wurden, erfüllen würde und als echte Alternative gelten könnte. Solche ausgewählte Fälle werden uns nicht erspart bleiben, obwohl ich nun nicht auf einzelne eingehen will, die wahrscheinlich näher untersucht werden müssten. Mir ist auch klar, Herr Hess, dass eine allfällige PUK ihren Leistungsauftrag selbst definieren können und sich nicht an den Text halten müssen wird, den Sie uns vorstellten. Sie ist darin weitgehend autonom. Nun lese ich aber, was Sie untersuchen lassen wollen: Wer gewährte wem wann zu welchen Bedingungen solche Kredite; Verantwortlichkeiten der Direktoren, des Komitees der einzelnen Niederlassungen; die politischen wie direkten Einflüsse von Regierung oder Verwaltungsstellen, beispielsweise Wirtschaftsförderung, Tourismusförderung. Die Arbeit einer PUK an einem solchen Paket dauert weit, weit in die nächste Legislaturperiode hinein und weckt in der Öffentlichkeit völlig falsche Erwartungen über die Möglichkeiten einer besondern Untersuchungskommission mit notabene richterlichen Untersuchungsbefugnissen. Es liegen nämlich kaum Akten vor, die es erlauben würden, eine solche Beurteilung vorzunehmen. Es müssten Befragungen abgehalten werden, man müsste die Bankräte herzitieren, die könnten sich weigern, man müsste sie praktisch vorführen und sie darüber befragen, was sie zu der und jener Zeit gemacht hatten. Wenn wir nun schon die politische Verantwortung nicht als teilbare Gesamtsumme auffassen, wo der einzelne desto weniger Verantwortung tragen muss, je mehr sich darin teilen, müssen wir uns jetzt das Instrument weiterer zivilrechtlicher Abklärungen bewahren. Ich fände es falsch, wenn wir es aus den Händen gäben. Ich warne Sie; Sie können sicher gehen, dass noch etwas – möglicherweise in diesem Bereich – auf uns zukommt, was wir noch nicht kennen, dies spätestens bei der Liquidation von gewissen Grosskrediten und Überbelehnungen, wo sich die Frage der Verantwortlichkeit nochmals stellen wird. Im Interesse unseres Berichtes und des weiteren Vorgehens bitte ich Sie, auf diesen Antrag einzutreten. Abgeklärt würde durch jemand Aussenstehenden, Sachverständigen und jemand, der die Methodik solcher Untersuchungen in ausgewählten Fällen vornehmen könnte. Der Antrag ist auch eine Alternative und vermeidet eine vorzeitige Einschränkung der Handlungsmöglichkeiten, die wir in unsern Anträgen definieren.

Reber. Res Lutz, ich teile deine Meinung betreffend Motion Hess, komme aber bezüglich des Antrages von Samuel Bhend zu einer andern Auffassung. Ich sagte bereits vorher, wir möchten die geeigneten Mittel einsetzen, einerseits für die Vergangenheitsbewältigung, anderseits für die Zukunft der Bank. Samuel Bhend sagte selbst, es gehe in seinem Antrag nicht darum, bereits effektiv einen Antrag um zivilrechtliche Klage zu stellen, sondern um Untersuchung, was ein solcher noch bringen könnte. Ausser der Atag und der Arthur Andersen, die man in dieser Sache nicht nochmals verpflichten könnte, gibt es in der Schweiz zwei bis drei Büros, die in der gleichen Angelegenheit herumwühlen würden. Ob sie jedoch zum selben oder einem anderen Schluss kämen, ist sehr fraglich. Ich wollte nur nochmals wiederholen, dass verschiedene Experten unabhängig voneinander zum gleichen Ergebnis kamen. Ich als Nichtjurist drücke es vielleicht ein wenig hemdsärmlig aus: Man muss den Betroffenen beweisen können, dass der Schaden auch eingetreten wäre, beziehungsweise eben nicht eingetreten wäre, wenn die Bankratsmitglieder beispielsweise die Revisionsberichte gelesen und sich auch daran gehalten hätten. Gerade das aber ist nach Meinung der Experten sehr schwierig, und es besteht nur Aussicht auf Erfolg, jemanden strafrechtlich belangen zu können, wenn nachgewiesen werden kann, dass er seine Stellung zu seinem oder zum Nachteil Dritter missbraucht hatte. Nochmals weise ich darauf hin, dass im Zusammenhang mit dem Fall Omni/Rey in dieser Sache eine Strafklage läuft, die gegebenenfalls ausgeweitet werden könnte, wenn der Untersuchungsrichter es als nötig erachtet. Darum meinen auch wir, man könne auch der abgeschwächten Form der Motion Hess nicht zustimmen. Es gibt auch noch den Aspekt der Geheimhaltungspflicht, was aber nichts zu tun hat mit Geheimniskrämerei. In der Antwort auf die Motion Hess ist klargelegt, dass allenfalls die untersuchenden Personen Auskunft bekommen würden, im Grossen Rat die Geheimhaltungspflicht aber gälte, man also nicht umfas-

send Auskunft darüber erteilen könnte, was allenfalls noch hervorgewühlt worden wäre. Darum meinen wir, was man in der Bank immer wieder untersuchen würde – wochenlang –, stünde in keinem Verhältnis zum Schaden, den wir damit anrichten würden, und der Punkt sei abzulehnen.

Hier wird die Beratung dieses Geschäfts unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 16.25 Uhr

Die Redaktorin:
Rosmarie Wiedmer-Pfund

Achte Sitzung

Dienstag, 11. Mai 1993, 9.00 Uhr

Präsidentin: *Eva-Maria Zbinden-Sulzer,* Ostermundigen

Präsent: Anwesend sind 181 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Bay, Begert, Flück-Lehner, Galli, Geissbühler (Bern), Guggisberg, Hari, Heynen, Imdorf, Kilchenmann, König (Bigenthal), Rychiger, Schmidiger, Siegenthaler (Oberwangen), Sinzig, Steiner-Schmutz, Stettler, Teuscher, Wehrlin.

Bericht des Regierungsrates betreffend die Hintergründe und Verantwortlichkeiten im Zusammenhang mit heute als rückstellungsbedürftig erkannten Grossengagements der Kantonalbank von Bern und der Hypothekarkasse des Kantons Bern in den Jahren 1987–1990 (Bankenbericht)

041/93

Motion Hess – Einsetzen einer parlamentarischen Untersuchungskommission PUK zur Abklärung der Verantwortlichkeiten im Zusammenhang mit den Grossrisiken der Kantonalbank von Bern und der Hypothekarkasse des Kantons Bern

050/93

Postulat Buser – Berner Kantonalbank: Gezielte Darlegung der zivil- und strafrechtlichen Verantwortlichkeiten des Bankausschusses und des Finanzdirektors

Fortsetzung

Emmenegger. Ich spreche im Namen der FDP-Fraktion, befinde mich aber in einer schwierigen Ausgangslage, weil die Meinung der FDP sich in diesem Punkt mindestens dynamisch entwickelt. Überlegungen von heute morgen könnten meine Aussagen relativieren.
Ich betrachte meine Aussagen als Beitrag zum schwierigen Entscheid, den wir heute fällen müssen, und möchte Argumente vortragen, die bisher noch zuwenig beachtet wurden. Die FDP-Fraktion beschäftigte sich sehr eingehend mit der Frage der zivilrechtlichen Haftbarkeit. Ich setzte mich auch persönlich und aufgrund meiner beruflichen Erfahrung damit auseinander. Als Grundlage dienten uns – wie Ihnen allen – der Andersen-Bericht, der Bericht der Finanzkommission, aber auch die Stellungnahmen unserer Mitglieder der Finanzkommission. Diese Stellungnahmen basieren zum Teil auf Äusserungen von zugezogenen Spezialisten, deren Namen schon wiederholt erwähnt wurden.
Verständlicherweise reagierten viele zunächst: Es darf doch nicht wahr sein, dass niemand für einen solchen Schaden verantwortlich sein soll. Das ist unmöglich und widerspricht jedem vernünftigen Rechtsempfinden. Man argumentiert: Wenn ein Knabe eine Scheibe einschlägt, muss er sie bezahlen. Hier geht es um Millionenverluste; letztlich soll aber niemand schuld sein. Eine genaue Analyse der vorliegenden Berichte zeigt aber – hier müssen wir uns aus dem emotionalen Bereich entfernen –, dass die Möglichkeit eines Prozesses sehr gering ist. Die Aussagen im Andersen-Bericht über den Bankrat und den Verwaltungsrat der Hypothekarkasse sind ein-

deutig. Immer wieder steht, es sei «ein Zusammenwirken verschiedener Kräfte» gewesen, die Möglichkeit einer zivilrechtlichen Haftung sei nicht gegeben. Im Zusammenhang mit dem Bankrat wird betont, er habe gar keine Kreditbefugnisse gehabt.
Soll nun eine weitere Person prüfen und theoretisch abklären, wie die Erfolgschancen eines Prozesses stehen? Wer mit Verantwortlichkeitsprozessen und Vermögensprozessen generell zu tun hat, weiss, dass die Erfolgschancen nicht einfach durch einen Spezialisten sicher beurteilt werden können. Die Klienten möchten das gerne. Sie möchten vor einem Prozess wissen, ob sie ihn gewinnen können oder verlieren werden. Diese Frage ist aber nur schwer zu beantworten. Man kann ein Beweisverfahren nicht vorprozessual theoretisch durchspielen und daraus auf Gewinn oder Niederlage im Prozess schliessen. Man kann nur abwägen und schätzen, gesetzt der Fall, dass das im Beweisverfahren so oder so abläuft. Man muss im Beweisverfahren immer auch den andern anhören, das ist ein alter Grundsatz. Man kann einen allfälligen Erfolg nur als möglich, wahrscheinlich oder unwahrscheinlich annehmen. Ein neuer Bericht könnte deshalb nicht mehr aussagen, als der gut recherchierte Andersen-Bericht bereits festhält.
Es geht hier nicht darum, dass man die Kleinen hängen will, die Grossen aber laufen lässt. Wir müssen heute abwägen – ich bitte den Rat, das anhand seiner Kenntnisse zu tun –, was besser ist: Soll weiter nachgeforscht werden oder wurde genug recherchiert? Wenn das zweite zutrifft, muss dieser Bereich abgeschlossen werden. Ist die Situation aber heute noch nicht klar, muss sie noch weiter geklärt werden.
Wir fällen heute in Kenntnis der jetzigen Situation den Entscheid, ob die zivilrechtliche Verantwortlichkeit geprüft werden soll. Sollten sich bei der weiteren Bearbeitung der Kredite und der Liquidationen neue Aspekte und Gegebenheiten ergeben, die die Frage der Verantwortlichkeit stellen, wären die Bankorgane aus ihrer Arbeit heraus verpflichtet, eine Verantwortlichkeitsklage zu erwägen und allenfalls einzuleiten. Gegebenenfalls müssten auch Verjährungsfragen geprüft werden. Unter Umständen müsste man einen Verzicht auf Verjährung geltend machen, um die Verantwortlichkeitsfragen unter den neuen Gegebenheiten prüfen zu können.
Auch bei meiner letzten Bemerkung stütze ich mich auf den Bericht Andersen, dessen Inhalt weitgehend akzeptiert wurde. Unter dem Abschnitt über die Perspektiven steht: «Aus dieser zukunftsgerichteten Perspektive und Verantwortung wäre unseres Erachtens eine personelle Flurbereinigung, nicht aber das Eingehen langwieriger rechtlicher Auseinandersetzungen sinnvoll.» Eine weitere Belastung der Staatsbank, «insbesondere durch personenbezogene Fehlersuche auf operativer Ebene, beurteilen wir als für die Bank und somit für den Kanton Bern in hohem Masse schädlich und deshalb nicht wünschenswert».
Wir müssen heute entscheiden, was wir wollen. Mit Verantwortlichkeitsprozessen versucht man, einen Schaden zu minimieren oder sogar aufzuheben. Wir könnten Verantwortlichkeitsprozesse führen und teilweise vielleicht sogar erfolgreich sein. Unter Umständen könnten wir – das ist unsicher, aber dennoch möglich – einige 100 000 Franken herausholen. Das wäre zwar kein kleiner Betrag, per saldo würde der Bank und letztlich auch dem Kanton Bern aber durch solche Prozesse ein grösserer Schaden erwachsen. Ich bitte Sie, diese Aspekte zu berücksichtigen bei Ihrem Entscheid über die Frage, ob wir in bezug auf die zivilrechtliche Haftung weitere Abklärungen – verbunden mit den vorhin umschriebenen Konsequenzen – verlangen wollen.

Steinlin. Ich spreche zum SP-Antrag über die zivilrechtliche Verantwortlichkeit für die Milliardenschäden. Bei jedem Privatunternehmen wäre es selbstverständlich, in solchen Fällen die Verantwortlichen zu suchen. Bei der Spar- und Leihkasse Thun machen es die Gläubiger, man machte es bei der TransKB und an andern Orten. Warum sollen wir anders vorgehen, nur weil hier die Gläubiger durch die Staatsgarantie gedeckt sind? Man müsste auch hier – das wäre wie bei Privaten der erste Grundsatz – die Möglichkeit von Schadenersatzklagen prüfen.
Man habe bereits viele Berichte, wurde gesagt – Andersen, Regierungsrat, Finanzkommission, Rötheli, EBK –, alles sei abgeklärt. Gerade nicht. Wir klärten nur einen Fall ab, nämlich den Fall Omni Holding. Das an Herrn Reber. Wir klärten nur ab, ob allenfalls der Regierungsrat, der Bankrat oder der Bankausschuss belangt werden könnte. Alle Berichte und alle Zitate von Herrn Emmenegger betreffen diesen Fall. Das wissen wir aber eigentlich schon lange. Wir wissen schon lange, dass sie nichts wussten, obschon sie etwas hätten wissen können. In umfangreichen Gutachten wurde das festgestellt. Wir wollen jetzt aber endlich wissen, wer wirklich etwas wusste und wer die verlustreichen Risikogeschäfte abgeschlossen hat, wer welche Sorgfaltspflicht angewendet hat. Diese Millionen sind nicht einfach verschwunden. Geschäfte, und zwar schlechte Geschäfte wurden abgeschlossen. Das Entscheidende geschah auf Stufe Direktion. Ausser im Fall Omni/Rey haben wir diesbezüglich aber keine Gutachten. Wir haben einen Fall, in dem wir auch bereits fündig wurden. Die Trefferquote beträgt 100 Prozent. Die EBK reichte eine Strafklage ein; die Dekkungsvorschriften wurden klar verletzt. Die EBK stellte Millionenverluste fest, die kausal einer Person zuzuordnen sind. Nicht einmal in diesem Fall wurde Zivilklage eingereicht. Wann kommt diese endlich? Wird sie nicht bald eingereicht, verletzt der Regierungsrat seine Sorgfaltspflichten. Wir dürfen davon ausgehen, dass Generaldirektor Meyer mehr als ein Regierungsrat verdiente. Er soll eine Risikoprämie bezahlen. Abgesehen davon hat er eine gute Berufshaftpflichtversicherung, die man allenfalls in Anspruch nehmen müsste.
Man muss endlich die Verantwortlichkeiten abklären auf der Stufe, auf der entschieden wurde. Der Fall Rey ist, wir wir mittlerweile feststellen mussten, nur ein kleiner Fisch. Das haben Sie übrigens im Januar, als Sie meiner Motion zugestimmt haben, ausdrücklich akzeptiert. Wir können nicht alle Geschäfte untersuchen, die heikel sind. Der Antrag verlangt deshalb explizit die Untersuchung «ausgewählter Geschäfte». Wer trifft die Auswahl? Die Finanzkommission, die hier die besten Kenntnisse und die beste Nase haben muss. Damit ist auch der dritte Punkt erfüllt und eine speditive Erledigung sichergestellt. Wir können diesen Fall in den nächsten Monaten erledigen.
Man kann die Fälle bankrotter Immobilienfirmen abklären. Manche Immobilien wurden zu über 90 Prozent belehnt. Wer verletzte hier allenfalls Sorgfaltspflichten? Wo wurden die Deckungsgrundsätze nicht eingehalten? Solche Geschäfte muss man herausgreifen. Weiter müssen ausserkantonale Grossengagements untersucht werden; wir hörten von Hotelkrediten in Davos. Ein solches Milliardenloch darf nicht einfach zugedeckt werden mit dem Argument, man wolle nicht noch mehr Unruhe. Unruhe und Empörung sind vorhanden. Wir können sie

nicht nach dem Motto «Schwamm drüber» erledigen. Weitere Abklärungen sind die Voraussetzung, dass wir mit der Anleihe überhaupt eine Chance haben. Die Unruhe werden wir in den nächsten Monaten so oder so noch haben: Wir müssen über die Anleihe entscheiden, wir müssen auch über die Dezennium AG beschliessen. Man würde diese Dezennium AG vielleicht besser Millenium AG taufen...
Wenn wir bei der Sanierung der Berner Kantonalbank erfolgreich sein wollen, müssen wir diese Abklärungen machen. Sonst wird man uns zu Recht sagen: Die Kleinen hängt man, die Grossen lässt man laufen. Am Schluss ist der Steuerzahler der Dumme. Die Finanzkommission beantragt so schön, man müsse im Zug der Aufräumarbeiten auch die Verantwortlichkeiten des Grossen Rates, des Regierungsrates und der Finanzkommission untersuchen. Das sind doch nur kleine Fische. Wir sollten darob aber die grossen Fische nicht aus den Augen verlieren. Ich bin mit Herrn Neuenschwander einig: Die Priorität der Verantwortlichkeit liegt bei der Generaldirektion. Dort müssen wir ansetzen.

Kiener Nellen. Auch ich spreche zum Antrag Bhend betreffend zivilrechtliche Verantwortung und Abklärungen. Es zeugt von einem eigenartigen Rechtsverständnis, wenn man quasi nach dem Opportunitätsprinzip sehr viel vom Bankrat und vom Bankausschuss spricht, den Antrag der Finanzkommission über die ATAG richtigerweise unterstützt, die Generaldirektion jedoch, die das wesentlichste Bankorgan in der Abwicklung der täglichen Geschäfte war und ist, ausklammern will. Der Regierungspräsident sagte gestern, die Ausweitung des Überprüfungsauftrages an die Andersen AG auf die Geschäftsleitung hätte die Untersuchungsdauer verlängert. Die Zeit scheint, soweit ich es bisher im Kanton Bern erfassen konnte, kein primäres Kriterium zu sein. Gründlichkeit ist schon eher eine bernische Tugend. Daran möchte ich appellieren. Es macht nichts, wenn es noch einige Monate länger dauert. Es geht darum, die Verantwortlichkeit abzuklären von Herren, die Saläre zwischen 200000 und 300000 Franken beziehen konnten. In den Berichten steht, die Geschäftsleitung sei ausgewechselt worden. Andererseits wird auch gesagt, man dürfe nicht mehr zuviel untersuchen, weil man sonst die Zukunft der Bank und der jetzigen Geschäftsleitung belaste. In dieser Argumentation liegt ein Widerspruch. Wenn die *Mann*schaft tatsächlich ausgewechselt wurde, hat die neue Geschäftsleitung nichts von gründlichen Abklärungen über ihre Vorgänger zu befürchten. Im Gegenteil, das kann ihr nur zu Nutzen gereichen. Wenn aber noch heute – ich kann das nicht ganz ausschliessen – Personen an der Geschäftsleitung der Berner Kantonalbank teilhaben, die in den vergangenen Jahren ab 1987 geschäftsleitende Funktionen bei der Hypothekarkasse oder der alten Kantonalbank vor der Fusion innehatten, müssen auch ihre Tätigkeiten im Hinblick auf die rückstellungsbedürftigen Grossengagements lückenlos analysiert werden. Sonst haben wir keine Gewähr, dass im Topf A nicht gleich weitergewurstelt wird wie in den späten achtziger und frühen neunziger Jahren.
Der Auftrag an die Andersen AG hatte zwei Schwachstellen. Die eine lag darin, die Generaldirektion von den Untersuchungen auszusparen. Die andere betrifft den Zeitraum, der auf die Jahre 1987 bis 1990 beschränkt wurde. Gerade in den Jahren 1990 und 1991 – ich habe keine besonderen Unterlagen, weil ich nicht in der Finanzkommission bin, also nur die Unterlagen, die den gewöhnlichen Ratsmitgliedern zur Verfügung stehen – stellen wir aber eine sehr grosse Kreditexpansion im Immobiliensektor fest; also in Jahren, in denen der Immobiliensektor bereits als Luftblase erkannt werden konnte. Kredite wurden bewilligt, die eine Grossbank in diesen Jahren nicht mehr gewährt hätte. Objekte wurden finanziert, ohne zu untersuchen, wer sich dahinter verbirgt. Über solches Vorgehen wurde ich informiert. Die Kreditanträge – das entnehme ich den vorliegenden Berichten – wurden jeweils von der Generaldirektion einstimmig präsentiert. Die Mitglieder des Bankausschusses und des Bankrates fragten vermutlich nicht nach; das mag so sein. Wie kam es aber zu den einstimmigen Anträgen? Wer entwarf die Dominostrategie? Wurde durch die Abwicklung von Grossrisikogeschäften über periphere Filialen nicht die Sorgfaltspflicht verletzt? Solche Dinge müssen untersucht werden.
Herr Reber, Fraktionssprecher der SVP, sagte, es bringe nichts, jetzt noch weiter zu untersuchen. Das wissen wir nicht. Mein Vorredner tönte es bereits an. Die Gesamtsumme der Grossengagements beträgt fast 4 Mrd. Franken. Neben dem Fall Werner K. Rey, der tatsächlich ein kleiner Fisch ist, haben wir 41 andere Grossengagements. Herr Emmenegger sagte, die Chancen eines Prozessgewinns seien gering. In vielen Fällen wird eine solche zivilrechtliche Verantwortlichkeitsklage nicht ergriffen, weil die Aktionäre oder Gläubiger und Gläubigerinnen Privatpersonen sind, die keinen grossen Rückhalt aufweisen. Hier geht es aber darum, ob der Kanton Bern tätig werden soll oder nicht. Der Kanton Bern ist keine kleine Maus. Er hat in seinem Wappen doch einen Bären, ein währschaftes Tier, das seine Macht als Dotationskapitalgeber zeigen kann. Wir sind es unseren Steuerzahlerinnen und Steuerzahlern schuldig, das zivilrechtliche Haftungssubstrat, das allenfalls insbesondere bei den Mitgliedern der Generaldirektion vorhanden ist, heranzuziehen, um die Staatsgarantie zu entlasten. *(Die Präsidentin macht die Rednerin auf die Beschränkung der Redezeit aufmerksam)*
Es zeugt von einem eigenartigen Rechtsverständnis, wenn wir aus einem Opportunitätsprinzip heraus die einen Organe, insbesondere die politischen Organe, zur Rechenschaft ziehen wollen, ein anderes Organ, nämlich die Generaldirektion, hingegen nicht. Es zeugt auch von einem eigenartigen Staatsverständnis, wenn wir nicht alles unternehmen, um die Staatsgarantie zu entlasten.

Hess. Der Antrag Bhend entspricht eigentlich einem Punkt meiner Motion. Ich fragte damals nach den konkreten Hintergründen der Kreditgewährung. Man kann nicht Hunderttausende von Krediten untersuchen, das ist mir klar. Wir wissen aber von ungefähr 40 Grossengagements und kennen bereits aus der Zeitung einzelne Namen: Götz, Kleinert, von Känel usw. Aus dem Jahresbericht 1992 erfahren wir vom Zinsausfall der Bank von 160 Mio. Franken. Wenn uns diese Zahlen nicht erschrekken, wenn wir unsere Aufmerksamkeit nicht darauf richten, verstehe ich uns nicht mehr.
Am 23. September 1991 reichte die Freie Liste eine Strafklage ein, die Bezug nimmt auf die Omni Holding. Es wird hier immer gesagt, der Untersuchungsrichter müsse, weil es sich um ein Offizialdelikt handle, die Untersuchungen ausweiten, sollte er feststellen, dass an andern Orten ebenfalls einiges schiefgelaufen sei. Man versucht uns weiszumachen, mit dieser punktuellen Strafanzeige sei alles abgedeckt. Das stimmt nicht. Pro Jahr werden in Bern etwa 80000 Strafanzeigen einge-

reicht. Seit dem 23. September 1991 hörten wir in unserem Fall leider nichts mehr; es wurden keine Ergebnisse vorgelegt. Man sagt, es bringe nichts, weiter zu untersuchen. Das zeugt von einer eigenartigen Mentalität. Ich wies eingangs auf zwei oder drei Punkte, die uns veranlassen sollten, den Finger genauer auf das Ganze zu legen.
Wir werden später noch über die von mir verlangte Einsetzung einer PUK entscheiden. Die Argumentation von Kollege Steinlin und Kollegin Kiener begründet genau diesen Antrag. Ich verstehe deshalb nicht ganz – auch der Zeitfaktor wurde angesprochen –, warum die SP die Einsetzung einer PUK nicht unterstützen will.
Die FL/JB-Fraktion stimmt dem Antrag Bhend selbstverständlich zu. Es ist abzusehen, dass eine PUK keine Chance haben wird. Wir hoffen deshalb, mit diesem Antrag noch einen Stein legen zu können, noch einen Punkt setzen zu können. Unsere Fraktion zieht es vor, jetzt ein Ende mit vielleicht einem Schrecken zu haben, als jeden Monat und jedes Jahr neue Enthüllungen erfahren zu müssen. Die Dezennium AG wird uns noch zehn Jahre beschäftigen. Wahrscheinlich wird eine Firma nach der andern aus dem Topf B in Konkurs gehen müssen. Noch etliche Überraschungen werden auf uns zukommen.

Schmid (Rüti). Ich bitte Sie, den Antrag abzulehnen. Er wird gestellt, um über eine solche Aktion angeblich das Vertrauen zurückzugewinnen. Er befriedigt aber nicht, weil er «ausgewählte Geschäfte» betrifft. Mit andern Worten: Steigen Sie jetzt ein, Sie werden dann später einmal einen Bericht erhalten. Die Finanzkommission – ihre Begründungen werden nicht aus der Luft gegriffen sein – wird die Sachlage beurteilen müssen und uns sagen: Wir wurden nicht fündig, wobei wir aber nicht alles untersuchten. Wir stehen dann vor dem gleichen Problem wie heute. Wir können so jahrelang untersuchen. Der Antrag beinhaltet den Keim der Unvollkommenheit. Die Problematik kann mit diesem Antrag nicht gelöst werden.
Die «ausgewählten Geschäfte» führen nicht zum Schluss. Schon heute kann anhand der Grobbeurteilung gesagt werden, dass die Haftungsbestimmungen nicht greifen werden. Die Gelder sind – ich greife ein Votum eines Vorredners auf – wahrscheinlich verschwunden in zahllosen kleinen oder relativ kleinen Geschäften, wie wir gestern vom Sprecher der Finanzkommission hörten. Die KB ist solche Geschäfte in grösserem Mass als andere Banken eingegangen. Das ist aber nicht primär eine Problematik von Verletzungen der Sorgfaltspflicht, sondern eine Problematik der Geschäftspolitik. Diese könnte insofern anders gehandhabt worden sein, als die KB im Gegensatz zu andern Banken durch die Staatsgarantie über Sicherheit verfügte. Damit konnte sie sich zu Recht in bezug auf die Erwirtschaftung eigener Mittel und die Rückstellung anders verhalten als andere Banken. Mit diesem Punkt treffen wir nicht einen Aspekt, der zivilrechtliche Haftungen begründet, sondern einen grundlegenden Punkt, den wir über die Änderung des Kantonalbankgesetzes korrigieren müssen.
Es wurde gesagt, diese Frage würde in Thun untersucht, vielleicht gebe es auch Probleme wegen Prospekthaftung bei allfälligen Kapitalerhöhungen. Wir werden uns erstens hüten, zugunsten von Personen, die die Prospekthaftung abklären wollen, die Untersuchungen zu führen. Sie können das wie in Thun selbst machen. Zweitens ist die Thuner Bank zu. Man muss nach der vom Grossen Rat, nicht von der Finanzkommission, eingeführten Praxis damit rechnen, dass die Berichte später veröffentlicht werden, wobei vielleicht gewisse Namen mit einem schwarzen Balken abgedeckt werden. Ich habe – ich kann das sagen, weil ich mit einiger Wahrscheinlichkeit nicht zu den Kunden der Berner Kantonalbank gehöre – ein gewisses Bedenken für die zahlreichen Kunden, die die Bank hat und haben darf. Sie werden plötzlich in irgendwelcher Form in die Untersuchungen einbezogen. Einige 100 Mio. Franken Vertrauensverlust schaden viel mehr als die Sicherheit, die Sie gewinnen, wenn Sie am Schluss mit grosser Wahrscheinlichkeit sagen können: Es war nichts, wir haben es aber untersucht. Davor muss ich warnen. Diese Bank ist offen, und sie soll offen bleiben.
Wir stehen heute vor dem gleichen Problem, vor dem der Kanton Bern oder dieses Parlament in letzter Zeit wiederholt standen. Die Römer fassten es im Schlagwort zusammen: Fiat justitia, et pereat mundus. Absolute Gerechtigkeit soll gelten. Alles soll ganz genau untersucht werden, was es auch koste, auch wenn die Welt dabei zugrundegeht. Wir sprechen hier von einem System, das vom Vertrauen lebt. Einem System, dem wir kurzfristig die Staatsgarantie nicht entziehen können. Mit solchen Massnahmen gefährden Sie das Vertrauen, das die Bank braucht, um mittel- und langfristig überleben zu können. Gehen Sie von der Plausibilität aus, die die Finanzkommission klar dargestellt hat. Sie legte offen dar, wo allfällige Chancen und Risiken liegen. Wägt man das nüchtern ab, kommt man zum Schluss, dass dieser Antrag nichts bringt. Er verschafft Ihnen nur eine Scheinsicherheit, die Ihnen nicht über die Runden helfen wird.

Bhend. Die Diskussion überrascht mich teilweise etwas. Man erhielt den Eindruck, es gehe heute mindestens darum, Anklage zu erheben, wenn nicht sogar um eine Verurteilung. Ich bitte Sie, den Antrag genau zu lesen. Wir verlangen eine Voruntersuchung, um abschätzen zu können, ob es tatsächlich nichts bringt. Die Voruntersuchung soll sich auf ausgewählte Geschäfte beschränken. Der Antrag ist gemässigt und vorsichtig. Wir dürfen heute keinen Strich unter alles machen, sondern müssen uns Sicherheit verschaffen, ob unsere Vermutungen tatsächlich zutreffen oder nicht.
Herr Schmid kritisierte vorhin, dass nur ausgewählte Geschäfte untersucht werden sollen. Ich schrieb «ausgewählte Geschäfte», weil wir in vernünftiger Zeit einen Schluss ziehen wollen. Die Untersuchenden sollen nicht jahrelang Hunderte und Tausende von Geschäften prüfen müssen. Es dient der Bank am meisten, wenn man bald einen Schluss aus den Untersuchungen ziehen kann. Bisher wurde ein Geschäft untersucht, nämlich Omni/Rey. Man kam zum Schluss, es sei nicht ordentlich geführt worden. Ich möchte gerne noch 10 oder 20 weitere Geschäfte untersuchen lassen. Wenn Omni/Rey das einzige war, umso besser. Es wäre aber falsch, nachdem man ein Geschäft untersucht hat und dabei fündig geworden ist, nicht weiter untersuchen zu wollen aus Angst, andere Fehler zu finden.
Verschiedene Rednerinnen und Redner sagten, man dürfe der Bank nicht noch weiteren Schaden zufügen. Das ist sicher uns allen ein Anliegen. Man kann der Bank aber viel grösseren Schaden zufügen als durch die verlangte Voruntersuchung, wenn der Eindruck entsteht, der Grosse Rat wolle möglichst schnell alles zudecken und nichts mehr untersuchen, damit nichts ans Licht komme. Wenn ein solcher Eindruck entsteht, könnte damit die Abstimmung über die Erhöhung des Dotationskapitals durchaus gefährdet sein. Das Berner Volk

könnte finden, man habe das Ganze zu schnell zugedeckt, jetzt sage es Nein. Der Schaden würde damit viel grösser. Das Dotationskapital muss erhöht werden. Wir können heute den Grundstein dazu legen, dass das Volk zustimmen wird.
Man schadet der Bank, wenn man jetzt scheinbar einen Strich darunter zieht, in einem halben Jahr oder in zwei Jahren aber neue Tatsachen auftauchen und die Untersuchung in drei Jahren trotzdem noch gemacht werden muss. Dann ist der Katzenjammer gross und man wird bedauern, die Untersuchungen 1993 nicht sofort gemacht zu haben. Damals hätte man die Untersuchungen im Zug der andern Abklärungen erledigen können. Herr Emmenegger möchte die Sache vorläufig auf sich beruhen lassen. Ich betrachte es als sehr unklug, erst beim Auftauchen neuer Tatsachen zu reagieren. Gerade dadurch wird das Prestige der Bank geschädigt, weil sie so alle sechs Monate in die Schlagzeilen kommt. Durch eine Untersuchung zum jetzigen Zeitpunkt hingegen wird der Schaden nicht grösser.
Es wurde auch gesagt, alles sei untersucht worden, der Andersen-Bericht sei eine gute Grundlage. Den Bereich, den mein Antrag anspricht, untersuchte die Firma Andersen aber gerade nicht. Es stimmt auch nicht, dass alles untersucht worden sei. Es erstaunt mich, dass die Sachlage derart verwischt wird. Der Andersen-Bericht ist nur ein Mosaikstein im ganzen Bild. Obschon man das weiss, stützt man sich auf den Bericht. Sie wissen genau, dass die Firma Andersen die Generaldirektion nicht untersuchte. Deren Verantwortlichkeit muss aber abgeklärt werden.
Jürg Reber sprach gestern für die SVP-Fraktion. Ich war mit dir einverstanden, als du dich über die Sorglosigkeit der Bankorgane erstaunt zeigtest. Das waren wir alle. Jetzt bin ich erstaunt über die Sorglosigkeit eines Teil des Grossen Rates. Man wiederholt den gleichen Fehler. Man sagt, die Bankorgane seien gutgläubig gewesen; sie hätten die Unterlagen nicht gelesen und sich mit mündlichen Orientierungen abspeisen lassen. Der Grosse Rat kritisierte das, macht heute aber das gleiche. Er will keine weiteren Untersuchungen.
Die Abstimmung über diesen Antrag ist wichtig. Es geht darum, sauberen Tisch zu machen, und zwar in einem Umgang. Wir wollen wissen, wer einen Strich unter alles und wer sauberen Tisch machen will. Wir verlangen deshalb, die Abstimmung unter Namensaufruf durchzuführen.

Weyeneth, Präsident der Finanzkommission. In unserem Bericht informierten wir ausgiebig über diesen Abschnitt. Ich muss gewisse Ausführungen etwas korrigieren. Wir beantworten diese Frage in unserem Bericht nicht nur aufgrund des Andersen-Berichtes und der mündlichen Stellungnahmen der Vertreter der Firma Andersen. Wir fragten am 12. März die Justizdirektion an, die Kopie erhielten Sie in den Beilagen. Vor der Zusammenkunft mit den Vertretern der Eidgenössischen Bankenkommission wünschten wir, dass die Spezialisten in dieser Frage an der Besprechung teilnehmen sollten. Das war dann auch der Fall. Herr Sidler war dabei, auch unsere Sekretärin war dabei, die an der Universität Bern Fürsprecherin studierte. Wir avisierten auch Herrn Dr. Krneta in dieser Sache und baten ihn, im Gespräch mit uns eine Stellungnahme dazu abzugeben. Wir bemühten uns, Ihnen aufgrund des heutigen Wissensstandes saubere Anträge stellen zu können, weil auch mich diese Situation nicht befriedigte. Wir führten unsere Abklärungen gerade in einem Zeitpunkt, als eine Frau wegen 2 Liter Orangensaft polizeilich dem Richter vorgeführt wurde.
Herr Bhend, die gegen den ehemaligen Generaldirektor der KB eingereichte Klage betrifft nicht das Klumpenrisiko, wie Sie gestern sagten. Die Anklage lautet auf ungetreue Geschäftsführung, weil die Kantonalbank zugunsten eines Dritten zu Schaden kam.
Wenn wir sauberen Tisch haben wollen, ist es sicher richtig, dass wir nichts gewinnen, wenn im nachhinein neue Tatsachen ans Licht kommen. Die Frage der Verantwortlichkeiten der Generaldirektoren und ihrer Untergebenen behandelten wir in unserem Bericht nicht. Die Zuständigkeit ist ganz klar. Sollte der heutige Präsident der Kantonalbank bei seiner Tätigkeit feststellen, dass noch Hunde von früher begraben liegen, er entsprechenden Spuren aber im Interesse der Bank und unter Abwägung von Schaden und Nutzen, wie sie Herr Samuel Schmid darlegte, nicht nachgeht, würde er sich in eine sehr heikle Verantwortlichkeitslage begeben. Das Kantonalbankgesetz legt bezüglich Verantwortlichkeit ganz klar den Regierungsrat fest. Auch der Regierungsrat macht sich verantwortlich, wenn er aufgrund von Kenntnissen, die er haben sollte, solche Tatsachen übergehen würde.
Der Ball ist jetzt bei uns. Herr Bhend stellt den Antrag, wir hätten dafür zu sorgen, dass nichts verpasst werde. Das ist der Hintergrund; die Diskussion im Rat entsprach weitgehend derjenigen, die wir in der Finanzkommission geführt hatten. Hier stellt sich das Problem der «ausgewählten Geschäfte». Herr Bhend sprach von ausserkantonalen Grossrisikogeschäften und von innerkantonalen Grossrisikogeschäften, die über Filialen abgewickelt wurden. Wir können die ausgewählten Geschäfte so eingrenzen. Insbesondere der Sprecher der Freien Liste machte gestern nachmittag gewisse Äusserungen in Richtung Günstlingswirtschaft. Diesbezüglich bestehen absolut keine Anhaltspunkte. Spinnt man diesen Faden weiter, schafft man der Bank Schwierigkeiten. Sie muss aber jeden Tag Geschäfte führen. Ihr Grundkapital ist nicht mehr das Dotationskapital, sondern das Vertrauen der Kundschaft. Wir standen vor diesem Problem. Wir wollten einerseits nichts zudecken und uns auch nicht einem solchen Verdacht aussetzen. Andererseits mussten wir uns gleichzeitig fragen, ob konkrete Anhaltspunkte bestehen für nicht ordnungsgemässe Geschäftsführung bis in die Organe hinauf, ob sich einzelne oder Organe Pflichtwidrigkeiten zuschulden kommen liessen, die zivilrechtlich belangt werden könnten. Mit seinem heutigen Entscheid schliesst der Grosse Rat diese Frage nicht ab, sie bleibt offen. Es wäre aber keineswegs im Interesse der Bank, wenn man nach der heutigen Generalreinigung auf solche Dinge zurückkommen müsste. Mit 7 zu 6 Stimmen lehnte die Kommission den Antrag Bhend ab.

Widmer, Regierungspräsident. Ich möchte zum Vorwurf Stellung nehmen, die Regierung habe bei der Auftragserteilung einen Fehler gemacht und einen unvollständigen Auftrag erteilt. Verschiedene Votantinnen und Votanten warfen das dem Regierungsrat vor. Es ging uns darum, ein Perimeter abzustecken. Wir mussten den Zeitraum festlegen, der untersucht werden sollte. Wir mussten auch festlegen, auf welche Organe sich die Untersuchung beschränken sollte. Die Regierung steckte dieses klare Perimeter nicht in einem einsamen Entscheid ab. Wir zogen die regierungsrätliche Revisionsstelle der Berner Kantonalbank bei, die Firma Arthur Andersen. Wir fragten diese Bankfachleute, wo ein Untersuchungs- und Handlungsbedarf bestehe. Der Auftrag

wurde auch mit der Eidgenössischen Bankenkommission abgesprochen und in ihrem Einvernehmen erteilt. Ich wehre mich deshalb gegen den Vorwurf, der Auftrag sei falsch oder unvollständig gewesen.
Frau Kiener, ich bin mit Ihnen einverstanden: Der Zeitfaktor ist kein Argument. Ich sagte das aber im Zusammenhang mit dem Perimeter. Ich erinnere Sie an die Januarsession. Ich legte Ihnen damals den Ablauf dar und versprach Ihnen den Untersuchungsbericht des Regierungsrates, den Andersen-Bericht, für die Maisession. Ich hatte den Eindruck, Sie konnten kaum bis jetzt warten. Ich weiss nicht, wie Sie reagiert hätten, wenn ich Ihnen gesagt hätte, es gehe noch ein halbes Jahr länger. Zum Antrag von Herrn Bhend. Sollte der Auftrag des Regierungsrates falsch gewesen sein, hätte dieser Antrag genau die gleiche Schwäche. Auch Herr Bhend zieht ein Perimeter, und zwar dasjenige der «ausgewählten Geschäfte». Der Präsident der Finanzkommission und Herr Schmid machten auf die Schwierigkeit dieser Einschränkung aufmerksam. Sollte die Finanzkommission bei einer Annahme dieses Antrages getreulich einen Zusatzbericht vorlegen, würden sicher gewisse Grossräte fragen, warum nur diese Geschäfte und keine andern untersucht wurden, und ihr daraus einen Vorwurf machen. Diejenigen, die die «ausgewählten Geschäfte» zu bezeichnen hätten, hätten eine schwere Verantwortung zu tragen.
Der Regierungsrat stimmt den Anträgen der Finanzkommission zu. Ich bat Sie bereits gestern, alle weitergehenden Anträge und die damit verbundenen weiteren Untersuchungen abzulehnen.

Präsidentin. Herr Bhend verlangte, die Abstimmung über seinen Antrag unter Namensaufruf durchzuführen. Das Quorum beträgt 35 Stimmen.

Abstimmung

Für den Antrag auf Abstimmung unter Namensaufruf	Mehr als 35 Stimmen

Abstimmung über den Antrag Bhend zu Ziffer 6.4 (neu) unter Namensaufruf

Für den Antrag Bhend stimmen folgende Ratsmitglieder: Aebi, Aellen, Albrecht, Allenbach, von Arx, Bähler-Kunz, Balsiger, Baumann (Uetendorf), Baumann-Bieri, Bhend, Bieri, Bigler, Bittner-Fluri, Blatter (Bern), Blatter (Bolligen), Bohler, Bürki, Büschi, Buser, Christen (Bern), Daetwyler, Dysli, Eggimann, von Escher-Fuhrer, Frainier, Gerber (Bienne), Gilgen-Müller, Graf (Moutier), Gugger Fritz, von Gunten, Gurtner, Hess, Holderegger, Hunziker, Ith, Jaggi, Jenni (Bern), Jörg, Jost, Kauert-Löffel, Kaufmann (Bern), Kiener Nellen, Kiener (Heimiswil), Koch, Liniger, Lutz, Marti-Caccivio, Merki, Morgenthaler, Möri-Tock, Müller, Omar-Amberg, Pétermann, Reinhard, Reist-Weber, Rey-Kühni, Rickenbacher, Ritschard, Schärer, Schneider, Schütz, Seiler (Bönigen), Seiler (Mooseedorf), Sidler-Link, Sidler (Biel), Siegrist, Steinlin, Stirnemann, Stoffer, Tanner, Thomke, Trüssel-Stalder, Tschanz, Vermot-Mangold, Wenger (Thun), Wülser, Zbären. (77 Ratsmitglieder)

Gegen den Antrag Bhend stimmen folgende Ratsmitglieder: Aebersold, Aeschbacher, von Allmen, Anderegg-Dietrich, Balmer, Bangerter, Barth, Bartlome, Bärtschi, Benoit, Berger, Berthoud, Beutler, Blaser (Uettligen), Blaser (Münsingen), Boillat, Brawand, Brodmann, Christen (Rüedisbach), Emmenegger, Erb, Fahrni, Flück (Brienz), Fuhrer, Gallati, Geissbühler (Schwarzenbach), Gerber (Thun), Glur-Schneider, Graf (Ursenbach), Grossniklaus, Gugger Walter, Haller (Biel), Haller (Thun), Hauswirth, Hirschi, Hofer, Horisberger, Houriet, Hügli, Hutzli, Jakob, Janett-Merz, Jenni-Schmid, Joder, Juillerat, Jungi, Kaufmann (Bremgarten), Knecht-Messerli, König (Grafenried), Külling, Lack, Lüthi, Margot, Marthaler, Matti, Metzger, Meyer, Michel, Moser, Neuenschwander, Nydegger, Nyffenegger, Oehrli, Oesch, Portmann, Probst, Reber, Rychen, Salzmann, Schaad, Schibler, Schläppi, Schmid (Frutigen), Schmid (Rüti), Schober, Schwander, Schwarz, Sidler (Port), von Siebenthal, Siegenthaler (Münchenbuchsee), Stämpfli-Racine, Sterchi, Streit, Studer, Sumi, Sutter, Verdon, Voiblet, Waber, Walker, Wasserfallen, Weidmann, Wenger (Langnau), Weyeneth, Widmer, Wyss (Langenthal), Wyss (Kirchberg), Zaugg, Zbinden (Rüschegg-Gambach), Zesiger. (100 Ratsmitglieder)

Abwesend sind folgende Ratsmitglieder: Bay, Begert, Brönnimann, Flück-Lehner, Galli, Geissbühler (Bern), Guggisberg, Hari, Heynen, Hurni-Wilhelm, Imdorf, Kilchenmann, König (Bigenthal), Mauerhofer, Rychiger, Schmidiger, Siegenthaler (Oberwangen), Sinzig, Steiner-Schmutz, Stettler, Teuscher, Wehrlin. (22 Ratsmitglieder)

Präsidentin Zbinden-Sulzer stimmt nicht.

Präsidentin. Sie haben den Antrag Bhend mit 100 zu 77 Stimmen abgelehnt. Wir bereinigen nun noch die Anträge Buser und Vermot-Mangold zu Ziffer 6.4.

Abstimmung

Für den Antrag Buser	Minderheit
Für den Antrag Vermot-Mangold	Mehrheit
Für den Antrag Finanzkommission	88 Stimmen
Für den Antrag Vermot-Mangold	69 Stimmen

Ziff. 6.5 (neu)

Antrag von Gunten

Alle Personen, die mit Abklärungen betraut werden, insbesondere auch Mitglieder parlamentarischer Kommissionen, dürfen in keinen erheblichen, mittelbaren oder unmittelbaren Geschäftsbeziehungen zur Kantonalbank stehen oder sonstwie befangen sein.

von Gunten. Was wir hier beschlossen haben, ist relativ schmalbrüstig und zeugt nicht von grossem Mut, das näher anzuschauen, was in unserem Staat passiert ist. Das Vertrauen wurde beschworen: Je nach Standpunkt soll es wiederhergestellt oder nicht gefährdet werden. Die Frage, wer wem vertrauen kann und soll, wird nur die Zukunft beantworten können, nicht aber die Mehrheit des Grossen Rates. Die Finanzkommission will nun doch einen Teil der Untersuchungen fortsetzen und Abklärungen vornehmen. Die Bevölkerung sollte sicher sein können, dass die Organe, die die Abklärungen vornehmen, nicht durch eigene Interessen der Kantonalbank gegenüber behaftet sind. Ich beantrage Ihnen deshalb, dass die betroffenen Personen in keinen erheblichen, mittelbaren oder unmittelbaren Geschäftsbeziehungen zur Kantonalbank stehen dürfen. Die Mitglieder der Organe und auch Dritte, die beigezogen werden, sollen nur mitwirken können, wenn sie nicht Verwaltungsräte von Firmen sind, die Geschäftsbeziehungen zur Kantonalbank unterhalten, oder indirekt oder direkt Aufträge der Kantonalbank erhalten. Ich meine damit nicht

den Sparer und die Sparerin mit einem Sparbuch, die so auch in einer Geschäftsbeziehung zur Berner Kantonalbank stehen. Das wäre nicht erheblich. Ich möchte auch keine externe Überprüfung, das Bankgeheimnis soll nicht gelüftet werden. Durch eine Selbstdeklaration – offenbar machen das gewisse Mitglieder der Finanzkommission bereits – soll die Sachlage erklärt werden, und die Betroffenen können selbst in Ausstand treten. Ich spreche damit eine Vertrauensfrage an. Gegen aussen soll signalisiert werden, dass wir nicht irgend etwas vertuschen, sondern Klarheit schaffen wollen. Ich bitte Sie, meinen Antrag zu unterstützen.

Weyeneth, Präsident der Finanzkommission. Ein Wort zur heutigen Situation: Herr Grossrat Schmid tritt beispielsweise bei den Geschäften der Kantonalbank in der Finanzkommission in den Ausstand, weil er bei einer Konkurrenzbank tätig ist. Wer also von einer andern Bank kommt, muss sich schon heute zurückziehen. Jetzt sollen auch jene in den Ausstand treten müssen, die mit der Berner Kantonalbank etwas am Hut haben. Herr von Gunten schreibt von «mittelbaren» und «unmittelbaren» Geschäftsbeziehungen. Auch wenn es etwas peinlich ist, will ich meine Beziehungen zur KB offenlegen. Ich habe kein Guthaben und keinen Kredit bei dieser Bank, weder für meine Person noch für den Betrieb. Meine Frau ist an einer Erbschaft beteiligt; die Nutzniessung liegt bei meiner Schwiegermutter. Die Schwiegermutter hat ein Mietzinskonto bei der Kantonalbank und ein Kassenbuch. Die von ihr selbst genutzte Liegenschaft ist mit einer fünfstelligen Hypothek der Kantonalbank belastet. Sie ist sicher nicht im Topf B, davon kann ich ausgehen. Herr von Gunten, stehe ich mittelbar oder unmittelbar in Geschäftsbeziehungen mit dieser Bank? Oder bin ich sonstwie befangen? Die grösste Befangenheit, Herr von Gunten, stellen meiner Erfahrung nach Leute dar, die so befangen sind, dass sie die Fragen an die zuständigen Instanzen nicht so stellen, dass sie beantwortet werden müssen. Diese Befangenheit meide ich am meisten.
Ich kenne von keinem Mitglied des Ausschusses, der sich bisher mit dieser Sache befasste, den Umfang der Beziehungen zur Kantonalbank. Ich war bei sämtlichen Sitzungen dabei, hatte aber keinen Anlass, aufgrund von irgendwelchem Verhalten die Ausschussmitglieder diesbezüglich zu befragen. Ich bitte Sie, diesen Antrag abzulehnen.

Bhend. Leider lehnte der Grosse Rat es ab, die zivilrechtlichen Aspekte abklären zu lassen. Damit hat die Finanzkommission keinen entsprechenden Auftrag. Das wäre der heikle Bereich gewesen, auf den im Antrag von Gunten mit den «erheblichen, mittelbaren oder unmittelbaren Geschäftsbeziehungen» Bezug genommen wird. Dieser Punkt fällt weg. Bei den Diskussionen in der SP-Fraktion stand aber noch ein anderer Gedanke im Vordergrund. Der Grosse Rat kennt grundsätzlich keine Ausstandspflicht. Manchmal sind einzelne oder ganz Gruppen von gewissen Geschäften betroffen. Man kann aber mitdiskutieren und mitstimmen. In der Revision des Grossratsgesetzes soll dieser Punkt geregelt werden. Es wäre deshalb etwas willkürlich, bei einem Geschäft plötzlich Ausstandsregelungen vorzusehen, obschon sie in andern Bereichen vielleicht ebenso am Platz wären. Wir fragten uns auch, wie weit diese Bestimmung gehen würde und wer in den Ausstand treten müsste. Müsste man so weit gehen, wie der Präsident der Finanzkommission vorhin darlegte? Müsste schon jemand mit einem Sparheft bei der Berner Kantonalbank in Ausstand treten? Oder nur die Mitglieder eines Filialkomitees der Bank? Das scheint mir selbstverständlich zu sein, sie sollten nicht mitmachen dürfen. Wo muss aber genau abgegrenzt werden? Herr von Gunten hat vorhin mündlich gewisse Angaben gemacht. Uns war es aber nicht so klar, wo die Grenze liegen sollte. Es wäre sicher klug, wenn sich diejenigen mit Geschäftsbeziehungen zur Kantonalbank bei dieser Frage nicht profilieren würden. Man sollte sich aus eigenem Interesse zurückhalten und nicht in Ausschüsse und Kommissionen gehen. Das sollte auf freiwilliger Basis so gehandhabt werden.
Wir möchten darauf verzichten, etwas willkürlich in einem besonderen Fall eine Ausstandspflicht zu statuieren, obschon die dahinterstehende Idee richtig ist.

von Gunten. Ich bin daran gewöhnt, dass Grossratskollege Weyeneth etwas der Lächerlichkeit preiszugeben versucht, wenn ihm die Argumente fehlen. Seine Geschäftsbeziehungen sind sicher nicht erheblich. Wenn er sich etwas bemüht hätte und aus seine Ecke gekommen wäre, hätte er diese Frage selbst beantworten können.
Der Grosse Rat verhält sich eigenartig, und leider muss ich auch die SP miteinbeziehen. Wer die Zusammensetzung der Finanzkommission betrachtet, stellt erhebliche Querverbindungen verschiedener Personen fest. Es wäre natürlich besser, wenn man sagen könnte: Wenn dieser in Ausstand treten muss, muss jener auch. Als unbefangener Mensch glaube ich, dass wir Klarheit nur ohne Befangenheit finden können. Die einzelnen sollten individuell entscheiden, ob sie befangen sein könnten oder nicht. Das wäre gar nicht so schwer. Vielleicht müsste man dann aber ab und zu sein Gärtlein verlassen. Was heute morgen hier ablief, ist sehr interessant. Wir haben etwas integriert, was wir andernorts als sehr kritisch bezeichnen. Unsere Geschäfte, Geschäftsverbindungen und Tätigkeiten gehen gut und sind gut aufeinander abgestimmt. Wir brauchen keine graue Wirtschaft, die sich neben dem Staatswesen etabliert. An andern Orten nennt man das Mafia. Wir haben das nicht nötig, bei uns läuft es eigentlich sehr gut. Wenn aber irgend etwas schiefläuft, funktioniert es nicht mehr. Wenn etwas schiefläuft, suchen wir Bauernopfer. Offenbar haben wir ein solches gefunden; ich bin aber nicht sicher, ob es das richtige oder das alleinige ist. Wir suchen Bauernopfer, machen aber im grossen und ganzen im gleichen Sinn und Geist weiter und fahren im gleichen Trott weiter.
Heute wurde das Vertrauen in die Kantonalbank wiederholt beschworen. Ich weiss von vielen Leuten mit weniger erheblichen Beziehungen zur Kantonalbank, die in Scharen die Bank verlassen: Kleinsparer oder Leute mit einem Lohnkonto. Mit dem Argument, man sei nicht befangen, man wolle die 41 Grossengagements und andere Punkte nicht untersuchen, erreichen wir nichts. Wir erreichen nur etwas, wenn wir feststellen: Wer nichts zu verbergen hat, kann alles offenlegen. Wer nicht untersuchen lassen will, hat etwas zu verbergen. All die Beschwörungen sind für die Katze. Ich bedauere sehr, dass Sie nicht einmal zu diesem minimalsten Ansatz Ja sagen können. Es zeigt eine ganz bedenkliche moralische Haltung dieses Parlamentes einem solchen Skandal gegenüber.

Abstimmung

Für den Antrag von Gunten	Minderheit
Dagegen	Mehrheit

Präsidentin. Der ursprüngliche Antrag der Finanzkommission bleibt Ziffer 6.5. Er ist unbestritten und damit genehmigt. Damit sind alle Anträge zum Bericht der Finanzkommission bereinigt. – Wir kommen nun zur Bereinigung der Vorstösse. Die Debatte zur Motion Hess, dem Postulat Buser und den verschiedenen Interpellationen wurde bereits geführt. Der Motionär und der Postulant haben nochmals das Wort.

Hess. Ich habe meine Motion als zweiter Redner vorgestellt und begründet. Der Verlauf der Debatte zeigt mir, wie das Ergebnis der Abstimmung sein wird. Mein Vorredner Peter von Gunten sagte in seinem Schlussatz deutlich, worum es geht. Begonnen hat die ganze Geschichte mit dem Gefälligkeitsgutachten Rötheli; ein Bericht folgte dann dem andern. Jeder Bericht offenbarte etwas mehr Wahrheit. Heute kann man die Sache wahrscheinlich etwas objektiver betrachten. Auch der letzte Bericht – der Bericht Andersen – war geprägt von klaren Werthaltungen und Wertungen; in gewissen Bereichen verliess er den objektiven Standpunkt.
Man argumentierte, die Einsetzung einer PUK sei nicht vertrauensbildend. Das stimmt nicht. Die FL/JB-Fraktion möchte jetzt aufräumen und die Vergangenheitsbewältigung dieser Bank wirklich abschliessen. Das geht nur mit einer parlamentarischen Untersuchungskommission, die sich mit dieser Bank, ihrer Geschäftspolitik und ihrem Umfeld auseinandersetzt. Nur so kann ein endgültiger Schlussstrich gezogen werden. Der Grosse Rat will das nicht – nach der Abstimmung über den Antrag Bhend kann ich das Abstimmungsergebnis über meine Motion vorwegnehmen. Die Mehrheit des Grossen Rates – ich spreche hier die SVP-Fraktion an – ist sich zumindest treu geblieben in der Haltung, die sich bereits bei der Diskussion über die Vorstösse Vollmer, Hafner und Meier 1986 und 1987 und bei der Berichterstattung über Jahresbericht und Rechnung der Kantonalbank gezeigt hatte. Vernebeln, unter keinen Umständen untersuchen, was los ist: Etwas könnte zum Vorschein kommen; jemand könnte an einem Geschäft beteiligt sein, und das würde man dann merken. Wir wissen, dass etliche Leute direkt beteiligt sind, zum Beispiel in den Komitees der Niederlassungen der Kantonalbank.
Ich bedauere das. Ich habe mir vorgenommen, über meine Motion unter Namensaufruf abstimmen zu lassen. Wir haben heute aber bereits unter Namensaufruf abgestimmt. Das hat deshalb keinen Sinn mehr; ich verzichte darauf. Die FL/JB-Fraktion ist jetzt in einer guten politischen Lage. Wir zumindest hätten es wissen wollen, können wir sagen, wenn in den nächsten zehn Jahren ein Problem nach dem andern auftaucht. Diejenigen, die den Antrag Bhend und den Antrag von Gunten abgelehnt haben, übernehmen eine gewisse Verantwortung für die Zukunft dieser Bank. Durch weitergehende Untersuchungen und eine Analyse der Fehler hätte Vertrauen gebildet werden können. Darauf aufbauend hätte man einen Neuanfang machen können. Das will eine Mehrheit heute offenbar nicht.
Wir hätten mit dieser Debatte die Vergangenheit abschliessen wollen. Das war nicht möglich. Die Vergangenheit wird uns weiterhin beschäftigen. Die FL/JB-Fraktion wird sich unter Umständen mit einzelnen Vorstössen wieder melden. In der Vernehmlassung des neuen Gesetzes entwickelten wir eine Vision über die zukünftige Gestaltung der Bank.
Noch ein Wort zum Verdacht der Vertuschungen. Es wurde gesagt, ich hätte jemanden verdächtigen wollen. Ich sagte das nicht. Herr Weyeneth war bei der Anhörung im Zusammenhang mit der Vernehmlassung ebenfalls dabei. Auch er hörte das Votum eines Vertreters des Bauernverbandes – wenn ich mich recht erinnere –, sie seien scharenweise gepilgert und hätten Kredite beantragt. Verständlicherweise versuchte man, die besten Konditionen herauszuholen. Und das alles mit dem Hintergrund der Staatsgarantie. Es geht mir jetzt nicht darum, einzelne Personen zu Sündenböcken zu machen. Es wäre wichtig, die Geschäftspolitik, die dahinterstehende Haltung und die Haltung des Umfeldes zu prüfen. Wir werden jetzt über die PUK abstimmen. Wer Vertrauen bilden und untersuchen will, müsste der PUK zustimmen.

Tanner. Mit unseren präzisen Zusätzen und Anträgen zeigten wir auf, welcher Weg richtig gewesen und wie man rasch zum Ziel gekommen wäre, wie man rasch sauberen Tisch machen könnte. Wir erklärten, dass eine PUK nicht so rasch wirksam sei. Wir wiesen auch darauf hin, man müsse einen Strich ziehen und Vertrauen bilden. Nachdem alle klar begründeten Anträge abgelehnt worden sind, kann ich der PUK-Motion zustimmen. Es wäre nicht richtig, eine Affäre zu vertuschen und die nötigen Konsequenzen nicht zu ziehen. Deshalb wird ein Teil der SP-Fraktion die Motion überweisen.

Reber. Die haltlosen Anwürfe von Herrn Hess vorhin veranlassten mich, nach vorne zu kommen. Ich weise sie im Namen der SVP-Fraktion in aller Form zurück. Wir hatten nie im Sinn und werden auch nie im Sinn haben, irgend etwas zu verstecken und zu verwischen in Sachen Kantonalbank. Die verantwortlichen Personen wurden ausgewechselt, die innere Organisation der Bank – das scheint mir wichtig zu sein – wird revidiert. Die Überwachung der Organe durch Regierung und Parlament wird klar geregelt, was wir unterstützt haben. Die Überwachung wird in Zukunft klappen. Wir werden uns nicht gegen eine Privatisierung der Kantonalbank stellen, wenn die Zeit dazu kommen wird. Wir sind auch bereit, über die Staatsgarantie zu sprechen, damit diese Bank die gleiche Stellung wie andere Banken haben wird. Wir sind offen für diese Fragestellungen, aber alles zu seiner Zeit.

Präsidentin. Wir stimmen über die Motion Hess 041/93 betreffend Einsetzung einer parlamentarischen Untersuchungskommission ab.

Abstimmung

Für Annahme der Motion	Minderheit
Dagegen	Mehrheit

Präsidentin. Wir kommen zum Postulat Buser 050/93 betreffend Berner Kantonalbank und Darlegung der zivil- und strafrechtlichen Verantwortlichkeiten. Der Regierungsrat will den Vorstoss entgegennehmen, gleichzeitig aber abschreiben.

Buser. Es liegt in meinem Charakter begründet: Ich will nicht schimpfen, ich bin aber enttäuscht. Ich habe die Debatte analysiert, will sie aber nicht verlängern. Nach dem heutigen Verdikt des Rates bezüglich der zusätzlichen Anträge zur Berichterstattung der Finanzkommission verzichte ich auf eine Abstimmung über mein Postulat. Der Grosse Rat hat entschieden, keine weiteren direkten Aufträge für Abklärungen in Sachen Verantwortlichkeiten vor allem für die 41 Grosspromotoren-

spekulationsgeschäfte mit einer Gesamtsumme von 4 Mrd. Franken zu erteilen. Ich nehme das kommentarlos zur Kenntnis. Man will den Deckel nicht wegnehmen. Der Druck wird schon noch steigen. Ich verzichte auf mein an sich berechtigtes Anliegen mit einem sehr unguten Gefühl. Ich werde mich persönlich mit meinen bescheidenen parlamentarischen Möglichkeiten aber weiterhin für unsere Staatsbank einsetzen.

Präsidentin. Herr Buser hat sein Postulat zurückgezogen. – Frau Omar (Interpellationen 226/92 und 229/92), Herr Hess (Interpellation 236/92) und Herr Allenbach (Interpellationen 012/93 und 052/93) sind von den Antworten des Regierungsrates teilweise befriedigt.

Gesetz über den öffentlichen Verkehr

Fortsetzung (siehe Seite 545 hiervor)

Art. 11 Abs. 1

Antrag Nydegger

Der Kanton kann die Planungen und Grundlagenarbeiten der regionalen Verkehrskonferenzen unterstützen. Er kann ...

Gleichlautender Antrag Widmer/Wyss (Langenthal)

Der Kanton kann Planungen Dritter, insbesondere der regionalen Verkehrskonferenzen, im Bereich des öffentlichen Verkehrs und der Verkehrskoordination unterstützen. (Wortlaut grüne Fassung)

Nydegger. Drei Anträge liegen vor zu Artikel 11 Absatz 1. Die Anträge Widmer und Wyss lauten gleich. Ich schliesse mich diesen Anträgen an und ziehe meinen Antrag zurück.

Widmer. Ich schlage vor, in Artikel 11 Absatz 1 den Wortlaut der grünen Fassung zu übernehmen. Wenn die Bedürfnisse vorhanden sind und die Finanzierung durch den Kanton gesichert ist, kann man eine Planung mittragen. Man muss aber nicht, denn aus dieser Formulierung kann keine verbindliche Verpflichtung abgeleitet werden. Sogar Herr Holderegger sagte an der letzten Kommissionssitzung, man sollte in einem solchen Gesetz vermehrt der Kann-Formulierung zustimmen. Ich kann deshalb erwarten, dass man auch von seiner Seite der vorgeschlagenen Formulierung zustimmen wird. Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

Wyss (Langenthal). Mein Antrag ist mit demjenigen von Herrn Widmer identisch. In der Kommission wurde die Fassung, die jetzt in der grauen Vorlage steht, nur mit dem Stichentscheid des Präsidenten überwiesen. Wir befürchten, dass die Formulierung der grauen Vorlage zu einer Doppelsubventionierung führen könnte. Die Verkehrskonferenzen sind in vielen Bereichen nicht mit den Planungsverbänden identisch. Mit dieser Formulierung müssten beide Bereiche unterstützt werden. Die ursprüngliche Fassung der grünen Vorlage trägt dieser Tatsache Rechnung und vermeidet somit Überschneidungen. Es ist sicher nicht die Meinung, dass die Verkehrskonferenzen in Gebieten von andern Planungsverbänden Planungen durchführen. Ich bitte Sie, die Formulierung der grünen Vorlage zu unterstützen und den Anträgen zuzustimmen.

Schläppi, Präsident der Kommission. Die Formulierung der grauen Fassung wurde durch meinen Stichentscheid beschlossen. Wir sollten den Verkehrskonferenzen die Möglichkeit geben, Drittauftragnehmer beizuziehen, um ihre Konzepte zu erarbeiten. Diese Drittauftragnehmer sollten – weil es darum geht, Grundlagenarbeit zu leisten und Planungen zu erarbeiten – durch den Kanton mitfinanziert werden können. Ich befürchte, ohne die vom Kanton zwingend angebotene Hilfe hätten solche Grundlagenarbeiten und Planungen nur einen geringen Stellenwert. Die Verkehrskonferenzen könnten so den öffentlichen Verkehr nicht wirksam koordinieren. Die Mitglieder der Verkehrskonferenzen sind mitnichten Fachleute in diesem Bereich. Sie sind darauf angewiesen, Fachleute beiziehen zu können. Man sollte innert nützlicher Frist Lösungen finden, die einen optimierten Einsatz der für den öffentlichen Verkehr zur Verfügung stehenden Gesamtmittel gewährleisten. Die Sache begründet für mich eine zwingende Formulierung. Diese würde auch verhindern, dass bei der Erteilung von Drittaufträgen die Gemeinden vermehrt zur Kasse gebeten werden. Der Kanton nimmt bereits heute gewisse Zahlungen vor, und zwar gegenüber den Regionen. Eigentlich fehlt dazu aber die Rechtsgrundlage, die wir hier schaffen könnten. Damit könnte der Kanton zwingend aktiv werden. Ich bitte Sie, der Formulierung der grauen Vorlage zuzustimmen und den gleichlautenden Antrag Widmer/Wyss abzulehnen.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Ich habe den Ausführungen des Kommissionspräsidenten nur wenig anzufügen. Ich danke ihm für die ausführliche Begründung, warum die Mehrheit der Kommission und der Regierungsrat die Formulierung der grauen Vorlage als nötig erachten.
Eine Doppelsubventionierung, Herr Wyss, ist auf keinen Fall vorgesehen. Das wollen wir nicht. Es wäre sinnvoll, den regionalen Verkehrskonferenzen einen Rechtsanspruch zuzusichern im Unterschied zu den Gemeinden und andern planenden Gremien. Ich bitte Sie, den Verkehrskonferenzen das nötige Gewicht zu geben und die zwingende Formulierung beizubehalten.

Abstimmung

Für den gleichlautenden Antrag Widmer/Wyss (Langenthal)	64 Stimmen
Für den Antrag Regierungsrat/Kommission	51 Stimmen

Art. 11 Abs. 2

Antrag Kaufmann (Bern)

Er kann Öffentlichkeitsarbeit ...

Kaufmann (Bern). In Absatz 2 geht es um die Förderung der Öffentlichkeitsarbeit. Mein Antrag zielt darauf hin, die Relativierung der Kann-Formulierung, die durch «ausnahmsweise» noch ergänzt wird, etwas abzuschwächen. Ich schlage deshalb vor, das Wort «ausnahmsweise» zu streichen. Man könnte diesen Antrag als rein redaktionellen Antrag bezeichnen. Er hat aber eine gewisse inhaltliche Bedeutung. Auch wenn die finanziellen Mittel für die Unterstützung der Öffentlichkeitsarbeit an einem kleinen Ort sind, darf man diese Möglichkeit nicht einfach ausser Acht lassen. Gerade im Bereich des öffentlichen Verkehrs ist die Öffentlichkeitsarbeit ein wichtiger Faktor, weil so die Leute, die den

öffentlichen Verkehr benützen, und diejenigen, die umsteigen sollten, erreicht werden können. Es ist insofern bedauerlich, mit dem «ausnahmsweise» die Unterstützung zusätzlich einzuschränken. Ich beantrage deshalb, dieses Wort zu streichen. Die Kann-Formulierung gewährt weiterhin den nötigen Spielraum. Ohne finanzielle Mittel können selbstverständlich keine Förderungsmassnahmen für die Öffentlichkeitsarbeit beschlossen werden. Mit meinem Antrag würde der Wille, die Öffentlichkeitsarbeit zu unterstützen, im Gesetz vermehrt zum Ausdruck gebracht.

Büschi. Zwischen der Fassung gemäss Antrag Kaufmann und derjenigen der Kommission besteht tatsächlich mehr als nur ein redaktioneller Unterschied. Ich bitte Sie, der Fassung der Kommission zuzustimmen. In der Kommission stand ein Antrag zur Diskussion – ich stellte ihn damals –, auf diesen Absatz 2 ganz zu verzichten und davon abzusehen, Öffentlichkeitsarbeit vom Kanton aus zu betreiben. Ich liess mich von der Verkehrsdirektorin überzeugen, dass die Kann-Formulierung mit der Ergänzung durch «ausnahmsweise» sinnvoll und richtig sei. Nur in ganz klar definierten Einzelfällen soll der Kanton Öffentlichkeitsarbeit leisten. Ich zog daraufhin meinen Antrag zurück. Ich warne aber davor, mit dem Antrag Kaufmann das Wort «ausnahmsweise» zu streichen. Damit würde man unter Umständen Tür und Tor für eine staatliche Öffentlichkeitsarbeit öffnen in einem Bereich, in dem durchaus andere Mittel zur Verfügung stehen.

Schläppi, Präsident der Kommission. Kollege Büschi stellte die Diskussion in der Kommission dar. Nur noch soviel: Öffentlichkeitsarbeit soll von denjenigen geleistet werden, die an der Front stehen, die die Lage hautnah erfahren. Sie kennen die Bedürfnisse und die Mentalität derjenigen, die die Aussagen entgegennehmen sollen. Sie kennen auch die Mittel, die man einsetzen muss, damit die Öffentlichkeitsarbeit erfolgreich ist. Kantonale Stellen – damit will ich ihnen keineswegs nahetreten – sind aber von Verkehrsfragen, die die Regionen und Gemeinden betreffen, weiter entfernt. Die Verkehrskonferenzen können die Öffentlichkeitsarbeit wirksamer durchführen. Gegen die Unterstützung durch den Kanton hätte ich an sich nichts.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Öffentlichkeitsarbeit ist wichtig, sie sollte aber vor allem von den Transportunternehmungen selbst geleistet werden. Herr Büschi wies darauf hin: Die vorliegende Fassung ist ein guter Kompromiss. Ich bitte Sie, ihm zuzustimmen und den Antrag Kaufmann abzulehnen.

Abstimmung

Für den Antrag Kaufmann (Bern)	Minderheit
Für den Antrag Regierungsrat/Kommission	Mehrheit

Art. 12

Präsidentin. Bevor wir die Detailberatung von Kapitel III über die Finanzierung beginnen, möchte der Kommissionspräsident einleitend einige Bemerkungen machen.

Schläppi, Präsident der Kommission. In der Kommission wurde eingehend darüber beraten, wie man die Gemeinden, die bis heute im Bereich des öffentlichen Verkehrs recht gewichtige Vorleistungen erbracht haben, allenfalls schonender behandeln könnte; vor allen diejenigen Gemeinden, die in Zukunft zu höheren Zahlungen verpflichtet sein werden. Konkret wurden drei Punkte angesprochen, die Verwaltung und Direktion zur Prüfung entgegennahmen. Heute liegen gewisse Resultate vor. Erstens fragte man sich, ob die Gemeindeinvestitionen, die vor dem Inkraftreten des Gesetzes über den öffentlichen Verkehr vorgenommen wurden, im Kostenteiler berücksichtigt werden können. Man fragte sich, ob man solche Investitionen überhaupt berücksichtigen könne, und wenn ja, in welcher Weise. Zweitens wurde die Frage aufgeworfen, ob man für die Gemeinden, deren Belastung in Zukunft deutlich zunehmen wird, eine sanfte Übergangslösung finden könnte. Damit möchte man die durch das Gesetz entstehenden Differenzen nicht von einem Tag auf den andern wirksam werden lassen. Auch diese Frage wurde in Verwaltung und Direktion diskutiert. Drittens fragte man sich, wie die Belastungen der Zentrumsgemeinden, die an Schnittstellen des öffentlichen Verkehrs sind – ich denke hier vor allem an Zubringerbusse sowie Park-and-Ride-Anlagen –, im Verteilerschlüssel berücksichtigt werden könnten. Die Verwaltung lieferte Antworten, die der Kommission noch nicht bekannt sind.
Zum ersten Fragenkomplex, der den Einbezug vorgängiger Gemeindeinvestitionen in den Kostenteiler betrifft. Die Investitionen im öffentlichen Verkehr werden heute weitgehend von Bund und Kantonen getragen. Die Gemeinden hatten grundsätzlich nur die Investitionen für den Ortsverkehr zu übernehmen. Die Investitionsbeiträge von Gemeinden an Schnittstellen von Schiene und Strasse mussten jeweils nur für den Strassenanteil geleistet werden. Bei der Erhebung der Investitionsausgaben der Gemeinden in den Jahren 1987 bis 1989 zeigte sich, dass insbesondere die Städte Bern, Biel und Thun solche Investitionen in den öffentlichen Verkehr tätigen mussten. Die drei Städte werden durch das Gesetz über den öffentlichen Verkehr entlastet. Sie konnten das anhand des Verteilerschlüssels feststellen. Im Erhebungszeitraum mussten nur Moosseedorf (Beitrag an die Umfahrungslinie der RBS), Vechigen (Rollböcke für den Güterverkehr) und Wohlen (Wendeschleife in Innerberg) Investitionsbeiträge von insgesamt über 100000 Franken leisten. 20 weitere Gemeinden leisteten kleinere Investitionen in den öffentlichen Verkehr für Wartehallen, Bushaltestellen, Wendeplätze, Unterstände usw. Die Gesamtsumme dieser Aufwendungen betrug ungefähr 2 Mio. Franken. Diese Aufstellung zeigt, dass man keine Übergangslösung für diese Gemeinden treffen muss. Die Dimension wird als zu gering betrachtet; deshalb wird man auf diesen Punkt nicht eintreten.
Der zweite Fragenkomplex betraf die Gemeinden, die durch das Gesetz neu einer grossen Belastung ausgesetzt sind. Man suchte eine sanfte Umstellung durch eine Übergangslösung. Vorab müsse geklärt werden, wird gesagt, ob eine solche Übergangslösung grundsätzlich überhaupt möglich sei und ob eine allfällige gesetzliche Bestimmung umgesetzt werden könne. Drei Varianten sind möglich, auf die ich aber nicht alle eintreten will. Man wählte eine Variante aus: Im ersten Jahr würde den Gemeinden mit einer starken Zusatzbelastung nur ein bestimmter Maximalbetrag pro Einwohner oder ein an der Steuerkraft gemessener Betrag in Rechnung gestellt. Der fehlende Betrag könnte entweder durch einen geringeren Beitrag der betroffenen Gemeinden an den Strassenunterhalt oder durch höhere Beiträge der Gemeinden, die am meisten profitieren, ausgeglichen werden. In diesem Zusammenhang for-

mulierte die Direktion bereits einen neuen Artikel 12 Absatz 5. Dieser liegt als Antrag unter meinem Namen auf Ihren Tischen. Es wäre also möglich, das zu diskutieren. Weder die Kommission noch wahrscheinlich die Fraktionen hatten Gelegenheit, diesen Zusatz zu Artikel 12 zu diskutieren. Vielleicht ist man mit dem Vorschlag nicht einverstanden, wahrscheinlich hatte man für eine eingehende Prüfung auch zuwenig Zeit. Wir könnten in der nächsten Kommissionssitzung mit Blick auf die zweite Lesung darüber diskutieren. Man will jedenfalls Hand bieten, eine Lösung zu finden.
Der dritte Fragenkomplex betraf die Nachteile der Zentrumsgemeinden an Schnittstellen des öffentlichen Verkehrs. Wie könnten diese Nachteile im Schlüssel berücksichtigt werden? Bereits nach der Vernehmlassung bereinigte man gewisse Nachteile für die Gemeinden, die solche Belastungen tragen müssen. Das Haltestellenangebot und die Abfahrten wurden reduziert. Burgdorf beispielsweise hatte vor der Vernehmlassung 3554 Haltestellenabfahrten. Nachdem angemeldet wurde, das sei unangemessen, wurde dieses Angebot um 26 Prozent reduziert. In Frutigen wurde um 32 Prozent reduziert, in Interlaken um 29 Prozent und in Konolfingen um 48 Prozent. Das sind alles Schnittstellengemeinden. Würde man solche Gemeinden, die jetzt dank der Entlastung relativ gut dastehen – ich denke vor allem an Bern, Thun und Biel –, ein weiteres Mal berücksichtigen, müsste man diese Aufwendungen, die für den öffentlichen Verkehr zu leisten sind, auf die Gesamtheit der übrigen Gemeinden verteilen. Damit würden die Randgebiete zugunsten der Gemeinden mit Zentrumsfunktion belastet. Man möchte deshalb den Verteilerschlüssel nicht verändern. Man möchte Härtefälle mit der von mir aufgrund der Diskussion mit Verwaltung und Direktion unterbreiteten Formulierung in Absatz 5 regeln. So wäre man in der Lage, für Härtefälle massgeschneiderte Lösungen zu finden.

Art. 12 Abs. 1

Antrag Möri-Tock

...sowie an Finanzhilfen für den touristischen Verkehr (Art. 9)...

Präsidentin. Frau Möri hat ihren Antrag zurückgezogen. Absatz 1 ist unbestritten und damit angenommen.

Art. 12 Abs. 2

Angenommen

Art. 12 Abs. 3 – 5

Präsidentin. Wir beraten den Rest von Artikel 12 gemeinsam. Die Anträge von Herrn Beutler zu Absatz 3 (neu) und von Herrn Schläppi zu Absatz 5 hängen zusammen.

Antrag Beutler

Abs. 3 (neu): Die nachteiligen Auswirkungen infolge finanzieller Mehrbelastungen und Immissionen sind Gemeinden mit Bahnzentrumsfunktion mittels eines angemessenen Abzuges auf ihren Gemeindeanteil abzugelten.
(Abs. 3 und 4 werden zu Abs. 4 und 5)

Antrag Schläppi

Abs. 5: Der Regierungsrat regelt die Einzelheiten. Er kann Gemeinden, welche nach den neuen Bestimmungen wesentliche Mehrbelastungen beziehungsweise wesentliche Entlastungen verzeichnen, eine stufenweise Anpassung an das neue Recht ermöglichen. Zudem kann er auf Antrag einer regionalen Verkehrskonferenz in Härtefällen eine von Absatz 2 abweichende Regelung treffen.

Beutler. In Artikel 12, vor allem in Absatz 3, geht es ums Ganze oder – anders gesagt – um die Wurst. Hier geht es um Geld. Ich stellte meinen Antrag aus folgenden Gründen und Überlegungen, die ich Ihnen darlegen möchte. Gewisse mittelgrosse, städtische Gemeinden, vor allem solche in einer recht guten finanziellen Lage, werden massiv zusätzlich belastet. Es geht von halben bis zu ganzen Steuerzehnteln, das sei nur am Rand bemerkt. Ich komme aus einer der Gemeinden, die sich um gute Anschlüsse bemüht haben. Wir haben heute gute Verbindungen in der Region und Anschluss an die Flugplätze und grossen Linien. Wir sind das unseren Einwohnern und Gästen schuldig. Zum Dank müssen wir mit dem neuen Gesetz recht massiv bezahlen. Der Kommissionspräsident sagte vorhin, den drei grossen städtischen Agglomerationen seien gewisse Vorleistungen angerechnet worden. Sie kommen mit dem neuen System günstiger weg. Gemeinden wie Spiez, Frutigen, Langenthal, Burgdorf und Interlaken – um nur einige zu nennen – müssen aber massiv bezahlen. Gewisse mussten bisher nichts an den öffentlichen Verkehr zahlen. Ich prangere deshalb nicht das System als solches an, sondern die Verhältnismässigkeit. Die genannten Gemeinden – ich denke besonders auch an meine Gemeinde – hatten aber schon bisher ganz massive finanzielle Auflagen, die erfüllt werden mussten. Ich zähle sie auf, denn sie sind nicht erwähnt, weil die BLS hier nicht als öffentliches Verkehrsmittel, sondern als Privatbahn betrachtet wird. Dasselbe gilt für die BOB; die SBB bedienen nur die Brüniglinie. Drei Linien verkehren bei uns; gleichzeitig haben wir eine ganze Region zu versorgen. Wir sind somit, vor allem was den öffentlichen Verkehr auf der Schiene anbelangt, ein kleines Zentrum. Wir müssen Bahnübergänge sanieren; wir müssen einen Beitrag von 200000 Franken an die Toilettenanlagen bezahlen; infolge des Umsteigeeffektes mussten wir 300 Veloparkplätze erstellen; die Aussengemeinden mussten für die Änderung der Gebäude bezahlen. Üblicherweise – im Gastwirtschaftsgewerbe ist es jedenfalls so – müssen die Betroffenen die Parkplätze selbst erstellen; bei der Bahn muss das selbstverständlich die öffentliche Hand oder vielmehr die Gemeinde übernehmen. In unserer Gemeinde haben wir acht Bahnübergänge. Wir sind dadurch nicht nur finanziell belastet, sondern auch durch die Abgasemissionen. Die Barriere geht 123 Mal hinunter, und zwar nicht zwischen Mitternacht und 6.00 Uhr morgens, sondern während des Tages. Der Verkehr kann sich nicht mehr erholen, Stauungen und Kolonnen entstehen. In dieser Region ist es kaum möglich, eine Baubewilligung zu erhalten, weil die Emissionen zu hoch sind. Daran ist nicht nur der öffentliche Verkehr schuld, er ist aber hauptsächlich daran beteiligt. Der Umsteigeeffekt macht sich bemerkbar: In vielen Gemeinden müssen Einrichtungen – zum Beispiel Parkplätze oder andere Abstellmöglichkeiten – auf recht kleinen, gemeindeeigenen Flächen bereitgestellt werden, die vorher bewirtschaftet werden konnten.
Die drei grossen städtischen Agglomerationen werden in ihrer Zentrumsfunktion durch das neue Gesetz entlastet. Angesichts der Leistungen, die die andern Gemeinden mit Zentrumsfunktion bereits erbracht haben und

auch weiterhin erbringen müssen, sollten auch sie finanziell entlastet werden. Bei allen Solidaritätsübungen im Kanton Bern werden die Gemeinden mit einer gesunden Finanzlage massiv zur Kasse gebeten. Wie lange sind diese Gemeinden noch in der Lage, die Mehrkosten zu tragen? Wer wird zahlen, wenn auch in diesen Gemeinden die finanziellen Mittel knapper werden?
Ich bestreite den Verteilerschlüssel im Grundsatz nicht. Mit dem gewählten System – man berücksichtigt die Zahl der Abfahrten, die Steuerkraft und die Bevölkerungszahl – macht man es sich recht einfach. Gemeinden, die bei uns 50 Meter neben dem Hauptumsteigeplatz des öffentlichen Verkehrs sind, bezahlen viermal weniger; andere Gemeinden, die nicht weiter entfernt sind als der entfernteste Interlakner, bezahlen siebenmal weniger. Alle profitieren aber gleichermassen vom öffentlichen Verkehr. Ich erlaube mir, diese Verhältnisse hier aufzuzeigen. Wir sollten versuchen, einen andern Weg zu finden. Mit meinem Abänderungsantrag schlage ich eine Lösung vor.
Ich nehme noch kurz zum neuen Antrag Stellung, der recht spät eingereicht wurde. Weder die Fraktionen noch die Kommission konnte sich dazu äussern. Hätten wir diesen Artikel schon letzte Woche behandelt, wäre es gar nicht mehr möglich gewesen, einen neuen Antrag zu unterbreiten. Die Formulierung ist recht unverbindlich und sehr weit gefasst. Die Verwaltung bemühte sich aber, eine Diskussionsgrundlage zu erarbeiten. Dafür möchte ich ihr danken. Ich habe in diesem Zusammenhang drei Fragen. Was heisst «wesentlich»? Ich möchte diesen Begriff gerne erklärt haben, denn er umfasst eine grosse Spannweite. Was sind «Härtefälle»? Die Betroffenen wissen zudem noch heute nicht, wie gross die Verkehrskonferenzen oder vielmehr die Regionen sein sollen, die gewisse Entscheide beeinflussen können. Welche Kompetenzen werden die Verkehrskonferenzen haben? Bis diese Fragen beantwortet sind, halte ich an meinem Antrag fest. Ich beantrage bereits jetzt, Absatz 5 in die Kommission zurückzunehmen und dort nochmals zu beraten.

Vizepräsident Bieri übernimmt den Vorsitz.

Schläppi, Präsident der Kommission. Ich habe nicht im Sinn, jetzt viel zu meinem Antrag zu sagen. Ich signalisierte bereits vorhin, dass wir diesen Absatz wahrscheinlich in der Kommission diskutieren müssen. Wir können so auch den Fragen nachgehen, die Herr Grossrat Beutler vorhin in den Raum gestellt hat. Ich bin bereit, diesen Antrag in die Kommission zurückzunehmen. Wir können im Hinblick auf die zweite Lesung die nötige Klarheit schaffen.

Steinlin. Ich möchte mich auf den von Herrn Schläppi eingereichten Antrag konzentrieren. Ähnlich wie beim Finanzausgleich wird es auch mit diesem Gesetz für einzelne Gemeinden unter Umständen von einem Jahr zum andern wesentliche Sprünge geben durch grössere Mehrbelastungen oder Entlastungen. Nicht viele Gemeinden sind stark davon betroffen, das zeigen die Prozentzahlen. Einige Gemeinden sind aber von wesentlichen Veränderungen betroffen. In diesen Fällen scheint es mir sinnvoll zu sein, eine Übergangslösung von mehreren Jahren zu suchen, wie wir das beim Finanzausgleich damals auch vorsahen. Eine stufenweise Anpassung soll in diesen Fällen möglich sein. Gewisse Einzelheiten der Formulierung müssen noch geregelt werden. Ich gehe davon aus, dass die stärker belasteten Gemeinden an einer stufenweisen Einführung der Mehrbelastung interessiert sind. Die jetzige Formulierung sieht aber auch stufenweise Entlastungen vor. Wahrscheinlich werden aber die Gemeinden, die entlastet werden, nicht mit einer stufenweisen Einführung der Entlastung einverstanden sein. Sie wollen sicher sofort entlastet werden. Die Vorschriften müssten verbindlich formuliert sein. Der Text müsste entsprechend angepasst werden, damit nicht zuletzt auch das Budget des Kantons im Gleichgewicht bleibt.
Die andern Fälle, nämlich die Härtefälle, kann man mit keinem Schlüssel lösen, auch wenn er noch so gut wäre. Man erreichte mit dem vorgesehenen Schlüssel nicht das Ziel, das man im Einzelfall eigentlich erreichen wollte. Allenfalls müssen hier abweichende Sonderregelungen getroffen werden.
Ich möchte noch einen Punkt aufgreifen, der der SP-Fraktion wichtig ist. Herr Büschi brachte die Idee der Parkplatzgebühren ein zur Finanzierung des öffentlichen Verkehrs. Es wurde vorgeschlagen, namentlich für die Parkplätze bei Haltestellen Gebühren einzuziehen und dieses Geld im Sinn einer Umlagerung für den öffentlichen Verkehr einzusetzen. Gleichzeitig würde das einen Ausgleich zwischen Stadt und Land darstellen. Die städtischen Agglomerationen könnten einen Beitrag an die Landregionen leisten. Ich rechnete es Ihnen in meinem Eintretensvotum vor: Hier geht es um eine Summe von einigen Millionen Franken, was ein gewisses Gewicht darstellt. Wir sollten im Hinblick auf die zweite Lesung einen konkreten Vorschlag diskutieren.

Wyss (Langenthal). Das Anliegen von Grossrat Beutler ist mir als Vertreter eines andern regionalen Zentrums nicht unbekannt. Ich unterstreiche seine Aussagen über die Belastung der Gemeinden, deren Finanzen noch gesund sind, die zu ihrem Geld Sorge getragen haben. Man kann diese Gemeinden nicht immer stärker belasten.
Wir möchten hier nicht nochmals die ganze Diskussion über den Verteilerschlüssel aufrollen. Wir werden keinen Schlüssel finden, der allen gerecht werden und jedes Detail berücksichtigen kann. Von der ersten zur zweiten Fassung des Entwurfs konnte eine wesentliche Verbesserung erreicht werden. Wir konnten den Antrag des Kommissionspräsidenten zu Absatz 5 in der Fraktion natürlich nicht diskutieren; ich lege deshalb meine persönliche Meinung dar. Wenn wir den Antrag in der Kommission diskutieren, können wir wahrscheinlich solche Härtefälle beseitigen. Wir sollten deshalb Absatz 5 in die Kommission zurücknehmen und die in gewissen Fällen sicher angebrachten Entlastung besprechen. Ich bitte die Verwaltung, zuhanden der Kommission Beispiele der finanziellen Auswirkungen auf den Verteilerschlüssel auszurechnen. Den Antrag Beutler in der vorliegenden Form hätten wir nicht unterstützen können. Die grösseren Zentren Bern, Biel und Thun, die jetzt schon entlastet werden, wären nochmals entlastet worden.
Ich gehe nicht davon aus, dass mehr Mittel für den öffentlichen Verkehr zur Verfügung stehen. Man wird mit den vorhandenen Mitteln auskommen müssen. Wenn man jemanden entlastet – das kann gerechtfertigt sein –, muss folglich jemand anders das fehlende Geld aufbringen. Es wäre sinnvoll, wenn wir in der Kommission diese Frage anhand von Rechnungsbeispielen beraten könnten.

Die Präsidentin übernimmt wieder den Vorsitz.

Nydegger. Ich bin in der gleichen Lage wie Hansruedi Wyss. Wir konnten den Antrag Schläppi zu Absatz 5 in der SVP-Fraktion nicht besprechen. Wir sind genau dort angelangt, wovor ich in der Eintretensdebatte gewarnt habe. Der überregionale Gedanke sollte in diesem Gesetz berücksichtigt werden. Man sollte keinen Krieg zwischen den städtischen Agglomerationen und den Landregionen beginnen. Wir sind jetzt aber schon nahe daran. Man sagte auch, der Kostenverteiler solle nicht mehr stark verändert werden, weil man sonst die ganzen Arbeiten von vorne beginnen müsste. Auch ich habe zum neuen Absatz 5 zwei Fragen, die mich veranlassen, die Rücknahme in die Kommission zu beantragen. Ich weiss jetzt noch nicht, welchen Stellenwert und welche Kompetenzen die regionalen Verkehrskonferenzen haben werden. Nach dem vorgelegten neuen Absatz 5 sollen diese aber in finanziellen Fragen mitbestimmen. Heute wissen weder Regierung noch Verwaltung noch Grosser Rat, wie die Verkehrskonferenzen genau aussehen werden. Ich habe Mühe, im Gesetz Kompetenzen an ein Gebilde zu delegieren, das noch nicht besteht und dessen Grösse und Kompetenzen wir nicht kennen. Ich hoffe, wir werden auch eine Lösung für das von Andreas Beutler aufgeworfene Problem finden. Interlaken ist sicher kein Einzelfall, es gibt aber andererseits nicht viele solcher Gemeinden. Die drei von Andreas Beutler gestellten Fragen sollten in der Kommission beantwortet und diskutiert werden, nicht heute hier im Rat. Ich stelle den Antrag, auch Absatz 3 in die Kommission zurückzunehmen.

von Arx. Auch die FL/JB-Fraktion möchte Artikel 12 in die Kommission zurücknehmen. Wir könnten dem Antrag von Herrn Beutler sicher nicht zustimmen. Das Gleichgewicht wäre nicht mehr garantiert. Die einen werden stärker betroffen sein, die andern weniger. Wir unterstützen den Antrag zu Absatz 5 insofern, als damit Härtefälle vermieden werden könnten und der Übergang sachte vorgenommen würde. Wir beantragen aber, ihn in der Kommission nochmals zu diskutieren. So könnte das gesamte Problem nochmals in Ruhe besprochen werden. Die Verwaltung wird sicher bis zu diesem Zeitpunkt gewisse Beispiele vorlegen und uns die Konsequenzen von Absatz 5 erläutern können. Ich warne davor, den Grundschlüssel zu sehr verändern zu wollen. Nur in sehr deutlichen und begründeten Fällen sollen Ausnahmen möglich sein. Wir können es drehen und wenden, wie wir wollen, es wird immer Unzufriedene geben. Ich bitte Sie, der Rücknahme in die Kommission zuzustimmen.

Knecht-Messerli. Ich habe grosse Sympathie für den Antrag Beutler. Wir in Spiez sind in der gleichen Lage wie Interlaken. Auch bei uns hat das Gesetz unverhältnismässige Auswirkungen. Spiez müsste neu jährlich 525000 Franken anstatt 36000 Franken wie bisher bezahlen. Und das in einem Zeitpunkt, in dem sich Kanton und Gemeinden in einer kritischen finanziellen Situation befinden. Es wäre angebracht gewesen, alle betroffenen Gemeinden anzuhören, nicht nur Bern, Biel und Thun. Deshalb erlaubte sich Spiez, trotzdem eine Vernehmlassung einzureichen. Spiez ist Eisenbahnknotenpunkt des ganzen Berner Oberlandes und erbringt im öffentlichen Verkehr Leistungen für umliegende Gemeinden wie zum Beispiel Krattigen, Aeschi, Wimmis usw. sowie in grossem Mass auch für das Simmental, das Saanenland, das Kandertal und auch das Bödeli. Dieser Aspekt sollte unbedingt berücksichtigt werden. Die starke Gewichtung der Intercity-Schnellzüge ist für Spiez ungerecht. Sowohl die Züge von Interlaken wie diejenigen von Brig fahren über Spiez; sie verlassen Spiez in einem Abstand von nur 6 Minuten. Für Spiez selbst könnte einer dieser Züge ohne weiteres weggelassen werden. Das Angebot des öffentlichen Verkehrs würde damit nicht schlechter. Die Gemeinde Spiez besteht neben Spiez selbst noch aus den vier Aussenbezirken Einigen, Hondrich, Faulensee und Spiezwiler. Eine grosse Anzahl Einwohner wohnt nicht in unmittelbarer Nähe eines guten Angebotes des öffentlichen Verkehrs. Das sollte logischerweise den Gemeindeanteil reduzieren. Die Infrastrukturanlagen wie Velosständer, Bushaltestellen, Wartekabinen und Park-and-Ride-Parkplätze sowie Landverschleiss und Luftbelastung kosten viel Geld. Walter Schläppi erwähnte das bereits. Aufgrund des Gesetzes müsste Spiez pro Einwohner 50 Franken bezahlen, Thun aber nur 44 Franken. Demzufolge müsste das Angebot in Spiez besser sein als dasjenige von Thun. Das ist aber nicht der Fall. Aus diesen Gründen bitte ich Sie, den Antrag von Walter Schläppi zu überprüfen. Welche Kompetenzen sollen erteilt werden? Ich beantrage, Artikel 12 in die Kommission zurückzunehmen.

Daetwyler. J'aimerais revenir sur l'amendement Beutler.
Chaque situation présente des inconvénients et des avantages. Comme l'a dit l'un des plus illustres ressortissants de l'Oberland, le Conseiller fédéral Adolf Ogi, le Suisse voit facilement le cheveu qui est dans la soupe, mais il a plus de peine à voir la soupe: c'est un peu une situation de ce genre-là à laquelle nous sommes confrontés maintenant. En effet, on a insisté lourdement tout à l'heure sur les inconvénients qu'impliquait le destin d'une commune qui a un centre ferroviaire. Il ne faudrait pas non plus en négliger les avantages. L'accessibilité d'Interlaken, qui a un intérêt direct en tant que région et commune touristique, qui dispose de relations, sans changer de train, non seulement avec Zurich-aéroport, avec Bâle, mais aussi avec de nombreuses villes allemandes et jusqu'à Amsterdam, est remarquable. Il faut donc aussi considérer, dans l'évaluation des différents facteurs, l'avantage énorme en terme de potentialité économique que représente une telle accessibilité. Il ne faut pas perdre de vue non plus que la charge que devraient payer les communes représente un tout: on arriverait au paradoxe que, si l'on voulait décharger de façon importante – comme le propose l'amendement – les communes bien desservies, ce seraient en fin de compte les communes et les régions les plus mal desservies qui en pâtiraient.
Lorsqu'on vient d'une région où l'avenir du trafic ferroviaire est pour le moins incertain, on est nettement plus sensibilisé aux avantages d'une desserte ferroviaire convenable plutôt qu'aux inconvénients qui en découlent. A ce titre, je vous invite à bien vouloir rejeter cet amendement.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Ich kann es kurz machen: Es wäre sinnvoll, die ganze Frage in der Kommission nochmals zu besprechen. Offensichtlich sind noch zuviele Fragen offen.
Eine Bemerkung zu einer von Grossrat Steinlin aufgeworfenen Frage. Die Kommission erteilte uns den Auftrag, die Frage der Abschöpfung von Parkplatzgebühren, die die Gemeinden einnehmen, abzuklären. Wir haben das gemacht und betrachten diesen Vorschlag an sich als gute Idee. Er ist aber, zumindest im heutigen Zeit-

punkt, fast nicht realisierbar. Wir werden die Kommission darüber noch im Detail informieren. Wenn es gewünscht wird, können wir auch im Plenum in der zweiten Lesung darüber diskutieren.
Ich bitte Sie, die von Grossrat Beutler und Grossrat Schläppi aufgeworfenen Punkte in die Kommission zurückzunehmen.

Präsidentin. Die Rücknahme in die Kommission ist unbestritten. – Sie haben damit Artikel 12 Absatz 3 bis 5 zur erneuten Beratung an die Kommission zurückgewiesen.

Art. 13 Abs. 1 und 2

Antrag Hutzli

Abs. 1: ...je einen Bericht über die mittelfristige Nachfrage- und Angebotsentwicklung...

Abs. 2: Der Bericht über die mittelfristige Nachfrage- und Angebotsentwicklung stellt...

Präsidentin. Wir beraten Absatz 1 und 2 gemeinsam, weil der Antrag Hutzli beide betrifft.

Hutzli. Ich vertrete den Antrag der freisinnigen Fraktion. In diesem Gesetz wird sehr viel über das Angebot gesagt, wie es aufgebaut und finanziert werden soll. Über die Nachfrage wird aber fast nichts gesagt. Ich fand das Wort «Nachfrage» nur einmal in diesem Gesetz, nämlich in Artikel 6. Das Angebot muss sich aber auf eine Nachfrage stützen und ihr folgen. Deshalb muss in den Grundlagen, die dem Grossen Rat unterbreitet werden und anhand derer er seine Entscheide über die Ausgestaltung des Angebotes und über die Investitionen fällt, auch etwas über die Nachfrage ausgesagt werden. Eine Nachfrage kann auch geschaffen werden – dessen sind wir uns bewusst –, indem man im Sinn eines Pilotprojektes ein Angebot auf die Beine stellt und abwartet, ob die Nachfrage dem Angebot folgt. Das wird in Artikel 6 auch festgehalten. Man will Markttests durchführen und finanzieren.
Wir sind grundsätzlich darüber besorgt, dass wir mit der Förderung des öffentlichen Verkehrs das Bild der leeren Züge und Busse zwischen den Hauptverkehrszeiten verstärken. Man sollte sich deshalb regelmässig über den Auslastungsgrad der öffentlichen Verkehrsmittel Rechenschaft geben. Deshalb stellen wir diesen Antrag. Dem Grossen Rat soll nicht nur über die Angebotsentwicklung Bericht erstattet werden, sondern auch über die Nachfrageentwicklung. Ich bitte Sie, den Ergänzungen in Artikel 13 Absatz 1 und 2 zuzustimmen.

Daetwyler. Beaucoup de choses ont déjà été dites et écrites sur les relations entre l'offre et la demande en matière de transports. On peut comprendre assez facilement pour quelles raisons le projet de loi prévoit un rapport sur l'évolution de l'offre, mais ne mentionne pas l'évolution de la demande. Monsieur Hutzli, dans son intervention, a apporté une partie de la réponse: en fait, peut-être plus dans le domaine des transports publics qu'ailleurs, c'est l'offre qui crée la demande. C'est un des problèmes éternels avec les CFF: lorsqu'on demande l'introduction de prestations supplémentaires, les CFF répondent que personne n'utilise ce qui existe. Quand on demande des prestations supplémentaires, c'est que justement ces prestations n'existent pas au moment où la demande, elle, existe. L'argument des bus et des trains vides est un refrain que l'on entend extrêmement fréquemment – à vrai dire, il n'y a pas de discussion sur les transports publics sans que cela ne soit évoqué. La discussion au sujet des degrés d'utilisation minimale, si elle est légitime, peut conduire à des résultats pervers. Il ne faut jamais perdre de vue qu'une prestation, qui va être assurée dans un sens au moment d'une forte demande, devra être suivie d'un retour de prestation au moment, qui aura lieu, où la demande sera moins forte. De même, sur un trajet à longue ou moyenne distance, le train peut circuler sur une partie du trajet à un moment de forte demande et, une ou deux heures plus tard, à un moment de demande plus faible. Il ne faut donc pas tirer de conclusions trop hâtives devant certaines prestations pour lesquelles la demande est relativement faible.
Une autre raison m'amène à être relativement sceptique de voir ce que pourrait apporter effectivement l'introduction du mot «demande» dans l'article que nous discutons ici: s'il est relativement facile de planifier l'offre en fonction des besoins d'investissement ou des besoins de matériel que l'on peut définir, la demande en revanche dépend d'un certain nombre d'éléments, comme la conjoncture mais aussi et surtout – on en revient toujours là – le développement de l'offre. Je demanderai, quant à moi, de renoncer à l'introduction du mot «demande» ici.

Schläppi, Präsident der Kommission. Herr Hutzli verlangt, den Aspekt der Nachfrage explizit darzustellen. Die Kommission diskutierte diesen Antrag nicht. Persönlich könnte ich mir vorstellen, das einzubeziehen und Artikel 13 Absatz 1 und 2 in diesem Sinn zu ergänzen.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Selbstverständlich muss man auch die Nachfrage überprüfen und darüber Bericht erstatten, wobei man manchmal – Herr Hutzli wies auch darauf hin – die Nachfrage mit einem Versuch testen muss. Ich bitte Sie, den Antrag Hutzli anzunehmen.

Abstimmung

Für den Antrag Hutzli	Mehrheit

Art. 13 Abs. 3

Angenommen

Art. 13 Abs. 4

Antrag Kaufmann (Bern)

Die beiden Berichte stellen die Entwicklung und Zielsetzung des Gesamtverkehrs und seiner Koordination mit der Raumplanung dar.

Antrag Holderegger

...Raumplanung dar. Die Regierung beantragt dem Grossen Rat dazu Grundsatzbeschlüsse.

Kaufmann (Bern). Mein Antrag betrifft einerseits eine redaktionelle Frage, andererseits geht es um eine gewisse inhaltliche Zuspitzung. In Artikel 13 werden die Berichte beschrieben, die regelmässig vorgelegt werden sollen. Diese Berichte sollen gleichzeitig – so der Inhalt von Absatz 4 – zu einer Gesamtschau und Gesamtanalyse verdichtet werden. In Absatz 4 wird die

Querverbindung zwischen der Verkehrspolitik und der Raumplanungspolitik hergestellt. Die Formulierung der Kommission ist etwas unglücklich, weil sie eine Wiederholung beinhaltet. Es ist die Rede vom Gesamtverkehr, man erwähnt aber später den Individualverkehr und den öffentlichen Verkehr. Gesamtverkehr bedeutet aber Abstimmung zwischen dem Individualverkehr und dem öffentlichen Verkehr. Insofern ist diese Wiederholung nicht notwendig. Wichtiger ist in diesem Absatz die Querverbindung zwischen dem Gesamtverkehr, der den Individualverkehr und den öffentlichen Verkehr einschliesst, und der Raumplanungspolitik.
Es ist ein Anliegen der SP-Fraktion, dass die Verkehrspolitik und Raumplanungspolitik enger zusammengefasst werden. Bei der Planung der Siedlungsentwicklung muss gleichzeitig Verkehrspolitik – vor allem für den öffentlichen Verkehr – gemacht werden. Das scheint uns ein ganz wichtiger Punkt der neuen Raumplanungsphilosophie zu sein. Insofern ist es richtig, die Formulierung in Absatz 4 etwas zu verstärken. Gleichzeitig scheint uns diese Formulierung eleganter zu sein als diejenige der Kommission. Ich bitte Sie, dem Antrag zuzustimmen.

Holderegger. Neben Artikel 13 steht die Marginalie «Planungsberichte». In Absatz 4 wird gesagt, die Berichte stellten die Entwicklung dar. Die relativ teuren und aufwendigen Berichte soll man uns nicht einfach nur darlegen, damit wir sie dann beiseitelegen. In solche Berichte wird sehr viel Sachwissen und Zeit investiert. Das sollte sich auswirken können. Der Regierungsrat befasst sich auch politisch eingehend mit solchen Berichten. Ich möchte, dass die Regierung die gezogenen Schlüsse dem Grossen Rat unterbreitet. Auch der Grosse Rat soll politisch Stellung dazu beziehen müssen. Deshalb schlage ich vor, dass die Regierung dem Grossen Rat Grundsatzbeschlüsse unterbreitet. Die Regierung soll ihre Absichten darlegen, die Beschlüsse sollen in die Zukunft weisen. So kann etwas ausgelöst werden. Ich möchte hier auf die Kosten hinweisen, die Unfälle im Individualverkehr täglich verursachen. Wir nehmen diese Kosten einfach hin. Pro Jahr werden bis zu 4,5 Mrd. Franken in diesem Bereich ausgegeben. Im öffentlichen Verkehr sind es nur 135 Mio. Franken. Die Statistiken sind eindeutig. Aber auch im Angebots- und Investitionsbereich muss man die Entwicklungen vergleichen. Vorhin stimmten wir in Absatz 1 und 2 dem Antrag Hutzli zu. Auch die Nachfrage soll untersucht werden, allenfalls ergeben sich daraus Korrekturen. Herr Hutzli kritisierte die «leeren Züge». Mit den Berichten, die uns im Bereich des Verkehrs vorgelegt werden, soll es nicht gleich gehen wie mit den Waldschadenberichten. Diese sind vor allem für die Tageszeitungen aktuell, am nächsten Tag geht man zur Tagesordnung über. Man legt die Berichte beiseite und nimmt sie nicht mehr zur Kenntnis. Sie lösen so wenig bis nichts aus. Mit den Verkehrsberichten soll es nicht dabei bleiben. Sie sollen hier zu Entscheidungen führen. Die Regierung als vorbereitende Instanz soll uns Grundsatzbeschlüsse unterbreiten, zu denen wir Stellung beziehen müssen. Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

Wyss (Langenthal). Was Herr Kaufmann sagt, ist in Artikel 13 Absatz 4 bereits enthalten. Einzig die Gewichtung ist etwas anders. Unsere Fraktion unterstützt die Fassung der grauen Vorlage. Zuerst wird der Gesamtverkehr dargestellt, dann die Abstimmung zwischen dem Individualverkehr, dem öffentlichen Verkehr und der Raumplanung. Das ist sicher nicht zu trennen. Ich sehe nicht ein, weshalb man diese Zusammenhänge nicht mit der vorliegenden Formulierung klar darstellen könnte.
Zum Antrag von Herrn Holderegger. Wir betrachten die Grundsatzbeschlüsse als Selbstverständlichkeit. Genau deshalb verlangen wir die Berichte. Der Grosse Rat muss Leitsätze erlassen und die Grundsätze der Verkehrspolitik bestimmen. Das machen wir in Fom von Grundsatzbeschlüssen. Es ist nicht nötig, diese Selbstverständlichkeit in Absatz 4 festzulegen.

Schläppi, Präsident der Kommission. Der Antrag von Grossrat Kaufmann wurde in der Kommission nicht diskutiert. Ich schliesse mich den Ausführungen von Herrn Wyss an. Das Feld ist offen, in welcher Art und Weise die Darstellung erfolgen soll. Herr Kaufmann möchte die Beziehung zur Raumplanung besonders hervorheben. Diese Nuancierung ist für mich nicht von grosser Bedeutung. Im Vortrag zum Gesetz wird klar auf diese Frage hingewiesen. Der öffentliche Verkehr soll dort angesiedelt werden, wo die Raumplanung einen Einfluss hat. Oder umgekehrt: Wo der öffentliche Verkehr bereits ist, soll auch die Bauentwicklung vorangetrieben werden. Dieser Zusammenhang ist also bereits angesprochen. Man kann sich deshalb mit der Formulierung der grauen Fassung zufriedengeben.
Der Antrag Holderegger wurde in der Kommission diskutiert. Nach der Diskussion wollte man aber mit einem Stimmenverhältnis von 11 zu 7 bei der vorliegenden Fassung bleiben. Ich bitte Sie, beide Anträge abzulehnen.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Zum Antrag Kaufmann. Inhaltlich besteht eine Differenz nur in der Frage, ob man die Zielsetzungen auch noch erwähnen soll. Selbstverständlich wird in den Berichten auch über die Ziele Auskunft gegeben. Man könnte insofern die Zielsetzungen in die Formulierung aufnehmen. Das übrige ist eine Frage der Sprache und Logik. Der Vorschlag von Herrn Kaufmann scheint mir wesentlich besser zu sein als die Formulierung der grauen Vorlage. Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag Kaufmann zuzustimmen.
Zum Antrag Holderegger. Die Regierung kann Grundsatzbeschlüsse in die Berichte integrieren, wenn das nötig sein sollte. Ich überlasse es dem Rat, ob er diese Ergänzung aufnehmen will oder nicht. Ich schlage aber Grossrat Holderegger vor, eine Kann-Formulierung vorzusehen. Vielleicht will der Regierungsrat manchmal nur Bericht erstatten, ohne Grundsätze beschliessen zu lassen. Er sollte diese Möglichkeit auch haben.

Holderegger. Ich bin bereit, meinen Antrag abzuändern: «Die Regierung kann dem Grossen Rat dazu Grundsatzbeschlüsse beantragen.»

Abstimmung

Für den Antrag Kaufmann (Bern)	62 Stimmen
Für den Antrag Kommission	65 Stimmen
Für den Antrag Holderegger	64 Stimmen
Für den Antrag Regierungsrat/Kommission	68 Stimmen

Art. 14 und 15

Angenommen

Art. 16 Abs. 1

Antrag Steinlin

... Sie geben sich ein Statut, welches eine angemessene Vertretung aller dazugehörigen Gemeinden sowie die Mitwirkung der Bevölkerung gewährleistet.

Steinlin. Dieser Absatz betrifft das Statut der regionalen Verkehrskonferenzen. Ich möchte einen minimalen Einbezug der betroffenen Bevölkerung explizit verankern. Mein Antrag wurde in der Kommission knapp abgelehnt. Mit meinem Antrag möchte ich vermeiden, dass Verkehrsexperten und Verbände im abgeschiedenen Kämmerlein Entscheide fällen, die von der Bevölkerung überhaupt nicht goutiert werden.
Wie würde dieser minimale Einbezug der Bevölkerung aussehen? Wir haben Entwürfe zum regionalen Verkehrsangebot, zum Zusatzangebot und zu Tarifverbunden. Das Minimum wäre, diese Entwürfe zu publizieren und eine Mitwirkung in irgendeiner Form zu ermöglichen, sei das an Orientierungsversammlungen oder mit Eingaben in Vernehmlassungsverfahren. Mein Antrag lässt das offen. Ich lese Ihnen als Vergleich vor, was bereits heute im Baugesetz in Artikel 58 verankert ist: «Die Behörden sorgen dafür, dass die Bevölkerung bei Planungen frühzeitig in geeigneter Weise mitwirken kann.» In einer längeren Aufzählung wird dann erwähnt, was alles alternativ möglich ist, zum Beispiel Orientierungsversammlungen oder allenfalls Mitwirkungsverfahren, wie der Bund sie zum Teil sogar vorschreibt. Was für die Raumplanung recht ist, sollte auch für die Planung im öffentlichen Verkehr billig sein. Deshalb verlange ich eine Mitwirkung der Bevölkerung bei den regionalen Angebotskonzepten. Bei der Fahrplangestaltung schreibt das Bundesrecht ein Mitwirkungsverfahren vor. Wenn sogar in diesem Bereich, in dem häufig nicht mehr viel zu entscheiden ist, ein Mitwirkungsverfahren durchgeführt wird, sollte man ein solches umso mehr bei den wichtigeren Fragen über das regionale Verkehrsangebot vorsehen. Damit ist für mich auch eine Frage des Marketings verbunden. Man sollte Tarifverbunde und neue Linien oder allenfalls umgekehrt die Aufhebung nicht rentabler Haltestellen nicht beschliessen, ohne vorher den Kontakt zur Bevölkerung gesucht und die Stimmung wahrgenommen zu haben. Mein Antrag bedeutet bürgerfreundliche Planung. Damit können wir der Skepsis entgegentreten, die in breiten Kreisen gegen Planungen herrscht. Es braucht einen oder zwei zusätzliche Monate für dieses Verfahren. Damit kann man sich aber absichern, wenn später in Abstimmungen Finanzen gesprochen oder Entscheide gefällt werden müssen. Das Risiko von Abstimmungsniederlagen wird kleiner.

Schläppi, Präsident der Kommission. Das Mitwirkungsrecht zum öffentlichen Verkehrsangebot ist in der eidgenössischen Gesetzgebung bereits verankert. Der Handlungsspielraum des Kantons ist relativ klein. Weder den SBB noch den privaten Transportunternehmungen kann man grössere Wünsche aufzwingen. Das Mitwirkungsrecht ist bereits gewährleistet durch die Publikation des Fahrplanverfahrens. Die Einführung eines zusätzlichen Mitwirkungsverfahrens wird sicher zu Erschwernissen und zusätzlichen Problemen führen. Man weckt bei den Personen, die mitwirken, die Hoffnung, sie könnten ihr Ziel erreichen. Die Strukturen verunmöglichen das aber in fast allen Fällen. Es ist ungeschickt, Wünsche anmelden zu lassen, wenn man weiss, dass man sie nicht erfüllen kann.
Diese Frage wurde in der Kommission diskutiert und abgelehnt. Ich bitte Sie, der Fassung von Regierungsrat und Kommission zuzustimmen.

Abstimmung

Für den Antrag Steinlin	57 Stimmen
Für den Antrag Regierungsrat/Kommission	77 Stimmen

Art. 16 Abs. 2

Angenommen

Art. 16 Abs. 3 und 4

Präsidentin. Herr Hutzli will sich zu Artikel 16 Absatz 3 und 4 äussern. Wir behandeln deshalb die beiden Absätze gemeinsam.

Hutzli. Ich erinnere Sie an die Diskussion bei Artikel 3. Mit dem Antrag Kilchenmann versuchte die freisinnige Fraktion, die Liste der Bereiche, über die der Grosse Rat entscheiden soll, wesentlich zu reduzieren. Wir fragten uns, ob nicht die regionalen Verkehrskonferenzen diese Punkte regeln sollten. Man beschloss, Artikel 3 in die Kommission zurückzunehmen. Ich möchte mir vom Präsidenten der Kommission bestätigen lassen, dass auch Artikel 16 Absatz 3 in die Kommission zurückgenommen wird zur Überprüfung der Aufgaben und Kompetenzen der regionalen Verkehrskonferenzen.
Die Verkehrsdirektorin schilderte in der Kommission die Aufgaben der Konferenzen, betonte aber, diese hätten keine Kompetenzen. Absatz 4 zeigt aber, dass diese Aussage zu relativieren ist. Offenbar haben gewisse Verkehrskonferenzen eine Rechtspersönlichkeit und damit auch Kompetenzen. Die Kommission müsste diese Frage nochmals prüfen. Es wäre unbefriedigend, wenn im gleichen Kanton zwei Arten von Verkehrskonferenzen existieren würden, je nach der Ausgestaltung ihrer Rechtsform. Das umso mehr, als man von relativ wenigen Verkehrsregionen spricht. Ich beantrage deshalb, auch Artikel 16 Absatz 4 in die Kommission zurückzunehmen.

Steinlin. Wir sagten bereits früher, dass man Artikel 16 im Verhältnis zu Artikel 3 betrachten muss. Wenn man vorne die Angebotsgrundsätze generell umschreibt, muss man hinten festlegen, wer was machen muss. Man kann deshalb die Funktion der Verkehrskonferenzen sicher noch etwas präzisieren.
Ich wehre mich hingegen gegen eine Neuüberprüfung von Absatz 4. Die Verkehrskonferenzen sind frei organisierbar, privatrechtlich oder anders, je nachdem wie diese wollen. Die privatrechtlich organisierten Verkehrskonferenzen haben ein Antragsrecht, aber keine Entscheidungsrechte in öffentlichrechtlichen Fragen. Wenn Verkehrskonferenzen hingegen in öffentlichrechtlichen Fragen entscheiden wollen, müssen sie entsprechend organisiert sein. Es ist logisch festzulegen, dass man nur öffentlichrechtlich organisierten Verkehrskonferenzen Entscheidungsrechte übertragen kann. Wollen sie sich nicht so organisieren, erhalten sie diese Kompetenzen nicht. Die Expertenkommission diskutierte diesen Punkt bereits und kam zum gleichen Schluss. Nur Verkehrskonferenzen mit öffentlichrechtlicher Organisation kön-

nen Verfügungskompetenzen übertragen werden. Ich möchte auf diesen Punkt in der zweiten Lesung nicht zurückkommen.

Schläppi, Präsident der Kommission. Wenn wir in der nächsten Kommissionssitzung – ich kann das Herrn Hutzli bestätigen – Artikel 3 diskutieren werden, müssen wir selbstverständlich auch Artikel 16 neu beraten. Wir nehmen beide Artikel zurück in die Kommission.

Präsidentin. Die Rücknahme in die Kommission von Artikel 16 Absatz 3 ist unbestritten. – Herr Hutzli beantragt aber, auch Artikel 16 Absatz 4 an die Kommission zurückzuweisen.

Abstimmung

Für den Antrag Hutzli (Rückweisung an die Kommission)	66 Stimmen
Dagegen	56 Stimmen

Art. 17 – 22

Angenommen

Titel und Ingress

Angenommen

Kein Rückkommen

Schlussabstimmung

Für Annahme des Gesetzesentwurfs in erster Lesung	119 Stimmen (Einstimmigkeit)

Schluss der Sitzung um 11.55 Uhr.

Der Redaktor/
Die Redaktorin:

Michel Broccard (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Neunte Sitzung

Dienstag, 11. Mai 1993, 13.45 Uhr

Präsidentin: *Eva-Maria Zbinden-Sulzer,* Ostermundigen

Präsenz: Anwesend sind 175 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Bay, Flück-Lehner, Frainier, Galli Geissbühler (Bern), Gurtner, Hari, Heynen, Imdorf, Janett-Merz, Kilchenmann, König (Bigenthal), Metzger, Meyer, Rychiger, Schibler, Schmidiger, Sinzig, Steiner-Schmutz, Stettler, Streit, Studer, Teuscher, Wasserfallen, Wehrlin.

Grossratsbeschluss betreffend die Volksinitiative über den Einsatz von Beschneiungsanlagen

Dekret über das Baubewilligungsverfahren (Änderung)

Beilagen Nr. 26 und 27

Präsidentin. Um Zeit zu sparen, schlage ich folgendes Vorgehen vor. Wir behandeln den Grossratsbeschluss und die Dekretsänderung gemeinsam. Beim Grossratsbeschluss können wir Eintreten nicht bestreiten, da wir über Volksinitiativen befinden müssen. Nur ein Artikel gibt zu reden, der Artikel 3. Zunächst wird der Kommissionspräsident das Wort haben. Gleich anschliessend werden die Antragsteller ihren gleichlautenden Antrag, die Initiative sei der Volksabstimmung mit der Empfehlung auf Annahme zu unterbreiten, begründen.

Allgemeine Aussprache

Probst, Präsident der Kommission. Für die einen geht es hier um ein bisschen Schnee. Für die anderen ist es ein wünschbares ökologisches Ziel. Wieder für andere handelt es sich um eine ernsthafte wirtschaftliche und touristische Existenzfrage. Bei der Behandlung dieser Initiative geht es darum, ob das technische Beschneien als Notwendigkeit zur Mitgestaltung eines touristischen Winterangebots zu verstehen ist. Gleichzeitig haben wir das ökologisch verträgliche, akzeptierte Mass für das technische Beschneien festzulegen. Meine Darlegungen orientieren sich am Protokoll der Sitzung der vorberatenden Kommission. Ich spreche zunächst über die Initiative. Zur Dekretsänderung werden wir in einem zweiten Teil diskutieren und beschliessen.
Zum Formellen: Wir stellen fest, dass die Initiative mit fast 17000 gültigen Unterschriften zustandegekommen ist. Wir hörten von den Initianten, dass es sich um die erste Initiative handelt, die aus dem Berner Oberland stammt. Andere sagen, das stimme zwar, aber die Unterschriften seien grossmehrheitlich im Unterland gesammelt worden.
Zum Materiellen: Zum Verhandlungsergebnis der vorberatenden Kommission ist ausdrücklich zu vermerken, dass in den substantiellen Punkten keine Übereinstimmung zwischen Mehrheit und Minderheit herrschte. Die Verhältnisse waren polarisiert. Die einen waren zwingend dafür, die anderen noch zwingender dagegen. Um die Voraussetzungen des Einsatzes von Beschneiungsanlagen beurteilen zu können, ist auf die heutigen Verhältnisse, die heute angewendeten Richtlinien hinzuweisen. Es handelt sich um ein Konzept von Massnahmen,

die sehr effizient wirken. Bis anhin hat dieses Konzept dafür gesorgt, dass nicht überbordet wurde. Die heutigen Regelungen, die in einer Verordnung umgesetzt werden sollen, verhindern das technische Beschneien nicht, aber sie grenzen es auf das Nötigste ein. Es gibt schon heute einen Richtplan, einen Nutzungsplan, ein Baubewilligungsverfahren und eine ganze Anzahl von Auflagen in bezug auf die Wasserentnahme, bauliche Eingriffe in die Landschaft, Temperaturen, das Verbot von chemischen Mitteln und anderes mehr. Hinsichtlich der ökologischen, touristischen und volkswirtschaftlichen Aspekte möchte ich drei Feststellungen machen. Erstens: Eine intakte Landschaft, Natur und Umwelt bilden die Grundlage für einen erfolgreichen Tourismus. Zweitens: Für den Kanton Bern ist der Tourismus der drittwichtigste Wirtschaftszweig. Für das Berner Oberland ist er nachgewiesenermassen der eigentliche Lebensnerv, denn gut sieben von zehn Arbeitsplätzen sind touristische Arbeitsplätze. Das Berner Oberland ist bei seiner Wertschöpfung zu über 70 Prozent vom Tourismus abhängig. Im Tourismus herrscht eine pickelharte, marktverdrängende Konkurrenzsituation. Ich denke an die übrigen Winterregionen im Inland – Graubünden, Wallis, Waadtland und Zentralschweiz – und ans Ausland, besonders an Österreich. Die wirtschaftliche Situation ist für das touristische Rückgrat, insbesondere die Hotellerie und die Bergbahnen, alles andere als rosig. Eine Verschlechterung des touristischen Angebots – und zu diesem Angebot gehört eine minimale Sicherheit in bezug auf Pisten- und Schneeverhältnisse – könnte für das Berner Oberland fatale Folgen haben. Drittens: Der Tourismus im Berner Oberland besteht bekanntlich aus dem Sommer- wie dem Wintertourismus. Es braucht beides. Der Wintertourismus ist bei normalen Schneeverhältnissen bei weitem bedeutender und einträglicher als der Sommertourismus. Eine Verlagerung vom Winter- auf den Sommertourismus ist leichter verlangt als gemacht. Eine Winterdestination, eine Winter-Tourismusregion kann sich auf dem internationalen touristischen Markt nur dann verkaufen, wenn sie ein minimales Angebot an Pisten und Schnee sicherstellen kann. Wenn das nicht der Fall ist, wird der Verkauf des touristischen Produkts Berner Oberland schwierig, wenn nicht gar verunmöglicht. Der Wintertourismus im Berner Oberland ohne Schnee wäre wie der Sommertourismus an der Côte d'Azur ohne Sonne, Sand und Meer. Schnee ist eine zwingende Voraussetzung.
Ich komme mit Blick auf die folgende Beratung zu folgendem Fazit: Das Berner Oberland braucht den Wintertourismus als Existenzgrundlage. Für den Wintertourismus braucht es Schnee. Ohne Schnee ist kein Wintertourismus möglich. Es ist ein grosser Nachteil, dass ausgerechnet unser Berner Oberland 500 Meter zu tief liegt im Vergleich mit anderen Ski- und Wintertourismusregionen. Im Notfall braucht es deshalb die Möglichkeit, beschneien zu können. Es geht um die Beschneiung von Teilen bestimmter Skipisten, Loipen, Schlittelwegen usw. Gefragt ist ein Beschneien, das ökologisch unbedenklich, touristisch vernünftig und wirtschaftlich sinnvoll ist. Ich verweise auf die Faustregel, dass ein Kilometer Piste gegen eine Million Franken kostet, wenn man eine derartige Strecke technisch beschneien wollte. Das zeigt auf, dass hier Grenzen wirtschaftlicher Art gegeben sind, die Unsinn verhindern.
Welche echte Alternative bietet hier die Initiative? Welche Perspektiven, Chancen und Gefahren bestehen bei Annahme der Initiative? Im Vergleich zu heute, also im Vergleich zu den restriktiv angewendeten Richtlinien und mit Blick auf die bereits bestehende, ausformulierte Verordnung über die Beschneiung sind die Gemeinsamkeiten und die Differenzen von der Baudirektorin darzulegen. Es gibt sehr viele gleichlautende Bestimmungen. Es gibt aber auch Abweichungen, die das Berner Oberland in touristischer Hinsicht in eine denkbar schlechte Konkurrenzsituation versetzen würden.
Aufgrund der dargelegten Überlegungen, einerseits wegen der einseitigen, dem Tourismus nicht dienenden Ausrichtung der Initiative und andererseits im Hinblick auf die bestehende Regelung und die künftige Verordnung, empfehle ich Ihnen im Namen und im Auftrag der Mehrheit der Kommission, dem Antrag der Regierung zu folgen. Die Kommission beschloss mit 13 zu 8 Stimmen, die Ablehnung der Initiative zu empfehlen.

Kauert-Löffel. Ich äussere mich sowohl als Antragstellerin wie auch als Sprecherin der SP-Fraktion. Unsere Fraktion unterstützt mit grosser Mehrheit die Gesetzesinitiative über den Einsatz von Beschneiungsanlagen und stellt den Antrag, die Initiative des Naturschutzverbandes sei mit der Empfehlung zur Annahme dem Volk zu unterbreiten. Es wird gesagt, es handle sich um eine Verhinderungsinitiative. Das stimmt nicht. Die Initiative bejaht Schneekanonen, aber mit Mass. Es kann durchaus sinnvoll sein, einzelne Gefahrenstellen technisch zu beschneien und einzelne, kleine Lücken zu schliessen. Das erlaubt die Initiative in Artikel 4 ausdrücklich. Wir sind aber dagegen, dass ganze Pisten grossflächig beschneit werden. Das empfinden wir als nicht verantwortbaren Eingriff in die Natur. Im Verordnungsentwurf des Regierungsrates heisst es zum Beispiel, dass es eine Bewilligungsvoraussetzung sei, Schwachstellen im Pistensystem zu vermeiden. Was heisst «Pistensystem»? Kann dies eine ganze Piste sein in einem Skigebiet mit mehreren Abfahrten? Im übrigen ist man den Tourismuskreisen sehr weit entgegengekommen, indem man die Grenze der bewilligungspflichtigen Flächen von 2000 auf 5000 Quadratmeter erhöht hat. Bekanntlich werden nicht Anlagen bewilligt, sondern Flächen. Wir wissen und anerkennen, dass der Tourismus ein ganz wichtiges Standbein der Wirtschaft im Berner Oberland ist. An vielen Orten ist man fast ausschliesslich vom Tourismus abhängig. Gerade weil wir die Bedeutung des Fremdenverkehrs im Berner Oberland kennen, ist es uns wichtig, die Natur so zu erhalten, wie sie heute ist. Nur die Erhaltung einer intakten Landschaft bietet eine Grundlage für einen gesunden Tourismus. Der Kommissionspräsident hat soeben dasselbe gesagt.
Neben den ökologischen Argumenten und Vorbehalten gibt es auch wesentliche ökonomische Aspekte, die für die Initiative sprechen. Es geht um die Tatsache, dass sich die Winter bei uns in den letzten Jahren verändert haben. Es war weniger kalt, und die grossen Schneemengen blieben zumindest in den tieferen Lagen aus. Das Berner Oberland weist – etwa im Gegensatz zum Engadin – Höhen auf, die besonders anfällig sind für die Folgen der Schneearmut. Es fragt sich, ob man diese Tatsachen einfach mit dem Einsatz von Schneekanonen ausgleichen kann. Es braucht Temperaturen von unter 0 Grad und eine gewisse Luftfeuchtigkeit, damit man beschneien kann. Die grossen Investitionen müssten durch grössere Besucherfrequenzen oder durch höhere Fahrpreise amortisiert werden. Wir fragen uns, ob die Rechnung aufgehen wird. Einige finanzkräftige Betriebe und Orte werden sich diese Anlagen leisten können, während die kleineren Orte mehr und mehr ins Abseits gedrängt werden.

Ein ganz wichtiges Element in der Diskussion über die Schneekanonen ist der Energieverbrauch. Ich gehe nicht im Detail auf dieses Thema ein, da zu einzelnen Bereichen noch Einzelsprecherinnen und Einzelsprecher Stellung nehmen werden. Neben der Energie spielt auch der Wasserverbrauch eine grosse Rolle. Das erforderliche Wasser wird grossenteils der Trinkwasserversorgung entnommen. Auch dies benötigt wieder Energie, einerseits für den Einsatz der Pumpen, aber auch, weil das Wasser auf die notwendige Temperatur gekühlt werden muss. Es werden etwa Vergleiche mit Hallenbädern oder Kunsteisbahnen angestellt im Zusammenhang mit dem Energieverbrauch. Das ist für uns nicht stichhaltig. Es trifft zwar zu, dass diese Anlagen ebenfalls sehr viel Energie verbrauchen – mehr sogar als die Schneekanonen. Aber man darf nicht den einen Fehler mit einem anderen Fehler rechtfertigen. Im Gegensatz zum Verordnungsentwurf des Regierungsrates verbietet die Initiative die Entnahme von Wasser aus natürlichen Weihern und Bergseen. Denn das Wasser wird damit zu einem für die Natur bedeutungsvollen Zeitpunkt entzogen. Wichtige Lebensräume, beispielsweise Laichplätze, werden damit gefährdet. Unbestritten ist wohl, dass bei einer künstlichen Beschneiung auf bestimmten Flächen mit erhöhten Schmelzwassermengen zu rechnen ist, was eine Gefahr von Rutschen und Erosionen bedeutet. Die Initiative lässt den Einsatz von Beschneiungsanlagen dort zu, wo dies sinnvoll und verantwortbar ist. Sie verhindert die Beschneiung dort, wo es für die Erhaltung einer gesunden und intakten Umwelt nötig ist. Wir beantragen aus diesen Gründen, dem Volk die Annahme der Initiative zu empfehlen.
Zur vorgeschlagenen Änderung des Baubewilligungsdekrets: Sie liegt dem Rat als indirekter Gegenvorschlag vor. Die SP-Fraktion unterstützt den Antrag der Regierung. Wir sehen nicht ein, weshalb nur feste Anlagen der Bewilligungspflicht unterstellt werden sollen, nicht aber mobile. Es gibt keine Unterschiede in bezug auf die Grösse der beschneiten Flächen, auf den Lärm, auf die Auswirkungen für Vegetation und Landschaft oder auf den Energie- und Wasserverbrauch. Der einzige Unterschied besteht darin, dass bei festen Anlagen die Wasserzuleitung fest im Boden installiert ist, bei den mobilen nicht. Die Bewilligung wird aufgrund der beschneiten Fläche erteilt, nicht aufgrund der Zahl der Anlagen. Deshalb sind wir der Meinung, dass sowohl die festen wie die mobilen Anlagen der Baubewilligungspflicht unterstellt werden müssen.
Ich bitte Sie, bei der Änderung des Baubewilligungsdekrets dem Antrag der Regierung zuzustimmen und die Initiative dem Volk zur Annahme zu empfehlen.

Sidler (Biel). Die Haltung gegenüber dem Wintertourismus ist zum Glück in letzter Zeit kritischer geworden. Umfragen bei Gästen, durchgeführt vom Schweizerischen Tourismusverband, haben gezeigt: Eine intakte Umwelt wird zum wichtigsten Trumpf auf dem hart umkämpften Tourismusmarkt. 1985 haben nur 30 Prozent der Touristinnen und Touristen bei der Wahl ihres Ferienortes auf eine intakte Umwelt geachtet, 1989 waren es bereits 60 Prozent. Der zunehmende Einsatz von Schneekanonen hat wenig mit einer intakten Umwelt zu tun. Der Lärm der Schneekanonen ist ein hörbares Zeichen für die Umweltbelastung. Er ist vergleichbar mit dem Lärm eines Presslufthammers. Dazu kommt der enorme Strom- und Wasserverbrauch, der die Umwelt schädigt. Er ist zwar weniger sicht- oder hörbar, aber umso nachhaltiger. Laut einer repräsentativen Umfrage des Forschungsinstituts für Freizeit und Tourismus der Uni Bern lehnen 60 Prozent der Schweizerinnen und Schweizer Schneekanonen ab. Alle Befragten waren sich einig, dass Schneekanonen kein echtes Wintererlebnis vermitteln können. Eine weitere Studie des Schweizerischen Tourismusverbandes in sechs Orten der Schweiz, die bereits Schneekanonen im Einsatz haben, hat ebenfalls ernüchternde Erkenntnisse gebracht. Schneekanonen haben kaum einen Einfluss auf die Hotellerie und Parahotellerie. Die Zukunft des schweizerischen Fremdenverkehrs liegt laut den befragten Fachleuten im sanften Tourismus. Es werden attraktive Alternativen zum Skisport gefordert. Die Devise für die Zukunft müsste also lauten, als Ferienort vorauszugehen, statt mit dem Kunstschnee hinterherzuhinken. Von daher gesehen ist es eine kurzfristige Optik, wenn heute in den künstlichen Schnee investiert wird. Dazu kommt, dass dies auch in finanzieller Hinsicht eine falsche Optik ist. Von den 50 sogenannten Beschneiungsprojekten, die im Winter 1993 in der Region Oberland-Ost zur Diskussion standen, konnten nur 12 als wirtschaftlich und ökologisch sinnvoll beurteilt werden. Vier Fünftel der Kosten für Schneekanonen fallen nämlich auch in Wintern an, in denen es überhaupt keinen Schnee gibt. Bereits heute müssen die vielfach defizitären Bergbahnen die beträchtlichen Betriebskosten übernehmen.
Es ist ein Konkurrenzkampf zwischen den Kurorten mit Schneekanonen angesagt. Nur die grossen Tourismuszentren werden sich Schneekanonen leisten können. Es sind denn auch die grossen Orte des Berner Oberlandes, die Schneekanonen fordern. Heute nennt man die Schneekanonen «Beschneiungsanlagen». Das soll unverfänglicher tönen. Es handelt sich um eine ähnliche Täuschung wie seinerzeit bei den Atomkraftwerken, die man «Kernkraftwerke» zu nennen begann. Die Regierung hat provisorische Richtlinien für Beschneiungsanlagen erlassen. Aus diesem Grund erachtet sie die Initiative über den Einsatz von Beschneiungsanlagen als unnötig. Auch bei einer Ablehnung der Initiative sei damit zu rechnen, dass Beschneiungsanlagen nur in einem umweltverträglichen Rahmen eingesetzt würden, sagt sie. Das Vertrauen in die Erfüllung dieses Versprechens fehlt uns. Denken wir nur an die Diskussion über den Golfplatz im Saanenland. Dort hat sich gezeigt, dass man aus touristischem Interesse bereit ist, ein Flachmoor von nationaler Bedeutung zu opfern. Weiter schreibt die Regierung im Vortrag, dass eine zurückhaltende Bewilligung von Beschneiungsanlagen im Interesse der touristischen Entwicklung gestattet sein sollte. Was heisst schon «zurückhaltend». Das ist ein Gummibegriff, den man frei interpretieren kann. Die Initiative schafft Klarheit. Schneekanonen sind zwar nicht grundsätzlich verboten, aber ihr Einsatz wäre an klare Auflagen geknüpft. Wenn ein Kurort eine Schneekanone gekauft und viel Geld dafür investiert hat, will er sie auch einsetzen. Wer garantiert, dass die provisorischen Richtlinien dann nicht verwässert werden? Unter dem sogenannten wirtschaftlichen Druck kamen schon viele Umweltanliegen ins Wanken. Eine klare gesetzliche Regelung zum Problem der Schneekanonen drängt sich auf. Ich bitte Sie deshalb, den Antrag Teuscher auf Annahme der Initiative zu unterstützen.

Zbären. Ich lege eine Interessenbindung offen: Ich nehme als Sprecher der Freien Liste, aber auch als Mitglied des Initiativkomitees Stellung. Weshalb lancierte der Naturschutzverband Berner Oberland diese Initia-

tive? Weshalb sind wir nicht zufrieden mit den Richtlinien aus dem Jahr 1991? Wir betrachten die Richtlinien durchaus als etwas Wertvolles. Sie halten fest, was bei der Installation einer Beschneiungsanlage zu beachten ist. Die Richtlinien können nicht verhindern, dass ganze Pisten beschneit werden. Genau das möchten wir Oberländer Naturschützer verhindern. Wenn wir dieses Ziel erreichen wollen, müssen wir eine gesetzliche Grundlage schaffen. Mit der Initiative haben wir dazu einen Vorschlag gemacht.
Die Initiative will einen begrenzten Einsatz von Beschneiungsanlagen ermöglichen. Schneekanonen ja, aber mit Mass, lautet das Motto. Wenn es einigermassen normal einschneit, sehen wir einen punktuellen Einsatz von Schneekanonen als durchaus vertretbar an, solange es darum geht, Engpässe und Gefahrenstellen zu entschärfen. Darin stimmen wir haargenau überein mit dem touristischen Leitbild des Kantons Bern vom August 1989, in dem es heisst, der Einsatz von Schneekanonen könne zur Behebung von lokal begrenzten Gefahrenstellen sinnvoll sein. Es heisst dort wörtlich: «Die Beschneiung ganzer Pisten ist dagegen abzulehnen.» Wenn es hingegen einen Winter mit extrem wenig Schnee und wochenlangem Ausbleiben von Schneefällen gibt, sollte man nicht künstlich eine Piste herbeischneien. Wir müssen den Winter so annehmen, wie ihn die Natur liefert. Die Gegenseite will im Gegensatz dazu in jeder Region ab Dezember mindestens eine Piste garantieren. Es geht um die sogenannte Schneegarantie. Der Kommissionspräsident hat erwähnt, dass ausländische Reiseveranstalter damit drohen, das Berner Oberland nicht mehr in ihr Winterprogramm aufzunehmen, wenn es keine Schneegarantie bieten könne. Der Vergleich des Kommissionspräsidenten zwischen dem schmalen weissen Band in der Berglandschaft und der Côte d'Azur ist allerdings ein etwas seltsamer Vergleich. Nehmen wir an, man könne im Oberland ganze Pisten künstlich beschneien. Nehmen wir an, dass dank dem weissen Streifen alle Hotels und Ferienwohnungen, alle Campings und Wohnwagenplätze besetzt sind, von der Blechlawine der Tagesausflügler nicht zu reden. All die Leute, die sich in einem normalen Winter auf die verschiedenen Bergbahnen und Pisten verteilen, wollen dann auf dieser einen Piste fahren! Die Schneegarantie ist ein Schwindel gegenüber dem Gast, weil niemals alle auf der gleichen Piste fahren können. Es handelt sich noch aus einem weiteren Grund um einen Schwindel: Die Produktion von Kunstschnee ist sehr stark wetterabhängig, gerade in den geringen Höhenlagen, in denen sich manches Berner Oberländer Skigebiet befindet. Der letzte Winter bot ein gutes Beispiel für die Schwierigkeiten mit dem künstlichen Schnee. Man schwindelt aber auch die Einheimischen an, wenn man ihnen sagt, mit Schneekanonen garantieren wir alle Arbeitsplätze. Sowenig eine einzige Piste allen Gästen das Skifahren ermöglichen kann, sowenig kann eine Kunstschneepiste allen Einheimischen, die sonst auf alle Anlagen verteilt tätig sind, Arbeit verschaffen. Dasselbe gilt für die Berghäuser, Bergrestaurants und die Skilehrer.
Schon heute, im Vorfeld des Abstimmungskampfes, stellen die Schneekanonen-Befürworter absurde Behauptungen auf. Kürzlich ist im «Oberländischen Volksblatt» eine Kolumne erschienen, in der es hiess, nach der Annahme der Initiative würden sich die Oberländer Bergtäler wieder entleeren und entvölkern. Ich habe fast das Gefühl, auch der Schreiber, Hotelier und Grossrat Paul von Allmen, habe beim Verfassen dieser Kolumne schier eine Leere gehabt.
Die Initiative ist massvoll und moderat. Es ist keine Verbotsinitiative. Dass wir Oberländer Naturschützer bereit sind, Beschneiungen in einem vernünftigen Mass zu gestatten, haben wir bereits an verschiedenen Orten unter Beweis gestellt, etwa in den Gebieten Mägisalp/Hasliberg und Eigergletscher/Kleine Scheidegg. Das Initiativkomitee diskutierte eingehend darüber, ob man in die Initiative eine Flächenbegrenzung für die erlaubte Beschneiung aufnehmen solle, zum Beispiel eine Hektare pro Transportanlage. Wir haben darauf verzichtet, weil wir unsere Beweglichkeit zeigen und der Gegenseite entgegenkommen wollten.
Einzigartig dürfte die Tatsache sein, dass das ganze Initiativkomitee aus Frauen und Männern aus dem Oberland besteht. Von den Unterschriften stammen über 5500 aus dem Oberland. Das dürfte ebenfalls noch nicht oft passiert sein. Die Bedeutung des Tourismus für das Oberland ist den Mitgliedern des Initiativkomitees und wohl auch den meisten Leuten klar, die unterschrieben haben. Wir meinen aber, dass der Tourismus mit seinen äusserst vielfältigen Auswirkungen auf die Landschaft, die Flora und die Fauna nicht einigen wenigen überlassen werden darf. Die Allgemeinheit muss und darf mitreden, wenn es darum geht, die künftige Marschrichtung beim Tourismus mitzubestimmen. Die Mitglieder des Initiativkomitees bemühen sich, auch über das Oberland hinauszuschauen. Sie stellen fest, dass in Europa ganz allgemein der Energieverbrauch dringend verringert werden muss. Das Vorhaben, grossflächig zu beschneien mit einem enormen Energieverbrauch, passt sehr schlecht zu diesem Anliegen.
Wir beantragen im Gegensatz zu Regierung und Mehrheit der vorberatenden Kommission, die Initiative dem Volk mit der Empfehlung auf Annahme zu unterbreiten. Das wäre ein Beitrag zu einem vernünftigen Tourismus im Oberland in der Zukunft. Wir Oberländer müssten den Mut haben, gegen aussen dazu zu stehen. Die Gegner der Initiative wollen genau das Gegenteil tun. Sie wollen über eine Million investieren, um unsere Initiative zu bodigen. Für eine gute Million will man im Mittelland jammern gehen, das Oberland stehe unmittelbar vor dem Untergang, wenn die Initiative angenommen werde. Wir haben im Sinn, knapp fünf Prozent dieser Summe für die Initiative einzusetzen. Trotz des enormen Unterschieds bezüglich der zur Verfügung stehenden finanziellen Mittel sind wir sehr zuversichtlich. Wir glauben noch an die Vernunft der Stimmbürgerinnen und Stimmbürger in diesem Kanton.
Noch einige Bemerkungen zur vorgeschlagenen Änderung des Dekrets über das Baubewilligungsverfahren, dem sogenannten indirekten Gegenvorschlag: Wir unterstützen voll den Antrag des Regierungsrates, der sowohl die mobilen wie die festen Beschneiungsanlagen einer Bewilligungspflicht unterstellen will. Es ist doch selbstverständlich, dass man beides einbeziehen muss, weil man auch mit den mobilen Anlagen enorm grosse Flächen beschneien kann. Gerade bei mobilen Anlagen ist die Gefahr besonders gross, dass man im Versteckten das Wasser einem Graben oder einem Teichlein entnimmt. Die Fische benötigen bekanntlich Wasser, um zu überleben. Ansonsten verenden sie.
Ich bitte Sie, unseren Antrag zu unterstützen.

Blatter (Bolligen). Es ist paradox. Wenn es viel Schnee hat, diskutieren wir hier über eine Reduktion des Salzeinsatzes im Winterdienst. Wenn es zu wenig Schnee hat, diskutieren wir über das Thema, das heute auf der Traktandenliste steht. Das Problem des heutigen Skitou-

rismus ist auch unserer Fraktion bekannt. Dass wir unter Druck kommen wegen der Konkurrenz angrenzender Tourismusländer oder Kantone, ist sozusagen Schnee von gestern. Es ist aber paradox, wenn wir versuchen, die durch die Verwendung von Treibgasen und anderer Zivilisationsprodukte hervorgerufene Klimaerwärmung aus touristischen Überlegungen mit dem Einsatz von Schneekanonen rückgängig zu machen. Die EVP/LdU-Fraktion wendet sich grundsätzlich gegen Eingriffe in natürliche Vorgänge, die meist ökologisch und ethisch mit grossen Problemen verbunden sind. Nicht alles Wünschbare ist gut. Deshalb haben wir Sympathien für diese Initiative. Bei den Beschneiungsanlagen wird – um im Bild zu bleiben – mit Kanonen auf Spatzen geschossen. Der Aufwand ist zu gross verglichen mit dem bescheidenen Ertrag. Um eine relativ kleine Schneemenge zu erhalten, braucht es einen unverhältnismässig grossen Energieaufwand. Der Preis für den Gegenwert ist unverhältnismässig hoch. Die Mitglieder der EVP/LdU-Fraktion stimmen deshalb mit einer einzigen Ausnahme den Anträgen zu, die eine Empfehlung auf Annahme der Initiative fordern. Sollten diese Anträge abgelehnt werden, setzt sich die Fraktion beim Dekret über das Baubewilligungsverfahren für den Antrag der Regierung ein, gemäss dem eine Baubewilligung für technische Beschneiungsanlagen erforderlich ist. Wir lehnen den Kommissionsantrag ab, der nur die festen Anlagen bewilligungspflichtig erklären will.

Emmenegger. Die FDP-Fraktion lehnt die Initiative einstimmig ab. Sie setzt sich ein für den indirekten Gegenvorschlag. Dabei stimmt sie bei der Änderung des Baubewilligungsdekrets der Kommissionsfassung zu.
Diese Stellungnahme begründe ich wie folgt. Wer zuhörte, hat feststellen können, dass unterschiedliche Meinungen zu den Auswirkungen der Initiative bestehen. Die Befürworter sind der Auffassung, die Initiative erlaube das Beschneien in einem vernünftigen Sinn. Sie spielen aber die Wirkungen dieser Initiative stark herunter. Die Gegner – und die FDP gehört zu ihnen – befürchten, dass bei einer Annahme der Initiative die negativen volkswirtschaftlichen Auswirkungen, wie sie vom Kommissionspräsidenten ausführlich geschildert worden sind, eintreffen werden, dies zulasten eines nicht unwichtigen Teil des Kantons Bern, insbesondere des Oberlandes. Wir könnten sagen, beide Seiten haben recht. In derartigen Fällen tut man jedoch gut daran, sich an den Gesetzestext zu halten, wie er in der Initiative enthalten ist. Eine Analyse dieses Texts zeigt, dass es enorm schwierig wäre, Bewilligungen für technische Beschneiungsanlagen zu erhalten, wenn die Initiative angenommen würde. Ich könnte zahlreiche Beispiele bringen, möchte mich aber auf den Aspekt der Planung beschränken. Es müssen enorm viele Voraussetzungen erfüllt sein, damit eine Bewilligung erteilt wird. Die Initiative kreiert nun etwas Neues, die sogenannte Einsatzbewilligung, also eine Bewilligung für die Produktion des Schnees. In der Kommission wurde seitens des landwirtschaftlichen Sprechers vorgetragen, dass allenfalls auch das Gülleaustragen oder das Bewässern mit Sprinkleranlagen für bewilligungspflichtig erklärt werden könnte, wenn man dieses neue Instrument schaffen würde.
Im Prinzip geht es um die Frage, ob wir im Kanton Bern künftig moderat beschneien können oder nicht. Es geht nicht um eine flächendeckende Beschneiung. Es geht also nicht darum, Savognin nachzuahmen. Vielmehr geht es darum, Lücken zu schliessen, Talabfahrten zu ermöglichen, gefährliche Stellen auszubessern, und zwar in einer Grössenordnung, die bei Annahme der Initiative nicht mehr möglich wäre. Die Initiative beschränkt den Einsatz auf das absolut Notwendige und stellt zahlreiche weitere Anforderungen auf, die praktisch nicht erfüllbar sind.
Wir können im Kanton Bern durchaus eine Führungsrolle übernehmen. Aber gerade hier stehen wir nicht allein. Wir stehen in Konkurrenz zu anderen Anbietern. Die Skifahrer – welcher politischen Couleur sie auch immer sind – denken beim Skifahren nicht politisch. Am Sonntagmorgen entscheiden sie, wo sie skifahren gehen wollen. Wenn dies im Wallis nicht zuletzt dank technischer Beschneiung möglich ist, werden sie dorthin gehen, auch wenn sie zuvor bei der Abstimmung eine gute Rolle gespielt haben im «natürlichen» Sinn und gegen Schneekanonen waren. Diesbezüglich bestehen eben Differenzen, die man beachten muss.
Der Rat hat die Aufgabe, zum Wintertourismus im Berner Oberland Sorge zu tragen. Ich habe diesbezüglich keine Interessenbindungen. Ich bin lediglich Skifahrer wie ein grosser Teil der Ratsmitglieder auch. Wir unterstützen den indirekten Gegenvorschlag zur Initiative. Streitig ist nur noch die Frage, ob auch die mobilen Anlagen der Bewilligungspflicht unterstellt werden sollen. Ich nehme dazu auch gleich Stellung, behalte mir aber vor, zu diesen Fragen nochmals ans Rednerpult zu kommen. Worum geht es? Weshalb setzen wir uns dafür ein, dass nur die festen Anlagen bewilligungspflichtig erklärt werden? Zunächst eine ordnungspolitische Überlegung: Baugesetz und Baubewilligungsdekret sollen sich mit Bauten und Anlagen beschäftigen. Nach unserem Dafürhalten sollen nicht Flächen, sondern Anlagen, die Flächen beschneien, bewilligt werden. Aus diesem Grund ist der Text der neuen Dekretsbestimmung fragwürdig. Es heisst, die «technische Beschneiung» solle bewilligungspflichtig sein. Wenn man sich erkundigt, was «technische Beschneiung» denn genau bedeute, verweist man auf die Verordnung. Dort heisst es, entscheidend sei die Fläche. Die Verordnung erklärt, die Fläche solle bewilligungspflichtig sein, aus welcher Anlage auch immer der Schnee stamme. Das scheint uns nicht in Ordnung zu sein. Es ist systemwidrig, eine derartige Bestimmung in einen Baurechtserlass aufzunehmen. Laut Artikel 1 des Baugesetzes fallen primär Bauten und Anlagen unter dieses Gesetz. Im Baubewilligungsdekret geht es immer um Bauten und Anlagen oder um Vorkehren. Eine Fläche ist keine Vorkehr. Deshalb kann es nicht darum gehen, Flächen zu bewilligen. Man muss Anlagen bewilligen, die eine bestimmte Fläche beschneien.
Ein weiterer Punkt: Bisher gab es Richtlinien des Regierungsrates bezüglich der Bewilligung der technischen Beschneiung. Es ist selbstverständlich, dass die Bewilligungsvoraussetzungen, die hinsichtlich der Regionalplanung, der Nutzungsplanung, der UVP-Pflicht, der Ausnahmen bei Freiflächen, der Konzessionen zur Gebrauchwasserentnahme, der fischerei- oder wasserpolizeilichen Vorschriften, der Beseitigung der Ufervegetation, der Rodungen usw. bestehen, erfüllt sein müssen. Das hängt nicht von der Anlage ab. Bei der vorgeschlagenen Änderung geht es um die Bewilligungspflicht bei der Erstellung einer Anlage, beispielsweise bezüglich der Leitungsröhren. Das soll bewilligungspflichtig sein. Wenn eine mobile Anlage beispielsweise eine wasserpolizeiliche Bewilligung benötigt, so braucht es nur diese Bewilligung, nicht noch eine Baubewilligung. Bei den baugesetzlichen Vorschriften haben wir immer die Auffassung vertreten, man solle nicht weitere Komplizie-

rungen schaffen. Hier hätten wir es mit einer Komplizierung zu tun.
Es wurde gesagt, auch die mobilen Anlagen seien bewilligungspflichtig zu erklären, weil sonst der Eigentümer einer derartigen Anlage illegal Wasser entnehmen könnte. Das ist eine Auffassung, die ich unter keinen Umständen unterstützen kann. Wir dürfen doch nicht Dinge nur deshalb für bewilligungspflichtig erklären, weil es vorkommen kann, dass irgend jemand die Gesetze oder Verordnungen nicht einhält. Ein letzter Punkt: In der Gesetzesinitiative ist nirgends von 5000 Quadratmetern die Rede. Wenn ich es richtig verstanden habe, wird dieser Wert erst in der Verordnung erwähnt, die gestützt auf das Baubewilligungsdekret in Kraft gesetzt werden soll. Die Gesetzesinitiative ist möglicherweise nicht eine totale Verhinderungsinitiative. Aber sie schafft enorme Erschwernisse, die mit den Zielsetzungen bezüglich Tourismusförderung, die im Einklang mit der Natur zu erfolgen hat, nicht vereinbar sind. In diesem Sinn ersuche ich Sie, den Antrag der Kommission zu unterstützen und die Initiative abzulehnen.

Walker. Ich gebe meine Interessenbindungen ebenfalls bekannt: Ich bin Mitglied des gegnerischen Komitees. Dass wir eine Million Franken für den Abstimmungskampf zur Verfügung hätten, wäre mir allerdings nicht bekannt.
Der Kommissionspräsident hat ausführlich über die Vorgeschichte der Initiative und das Umfeld orientiert, weshalb ich mich relativ kurz fassen kann. Nachdem man sich im Berner Oberland redlich darum bemüht hat, zur Natur Sorge zu tragen und den Einsatz von Beschneiungsanlagen auf ein absolutes Minimum zu beschränken, kommen wir uns schon ein bisschen verschaukelt vor durch das Lancieren dieser Initiative, die einen sehr verfänglichen Titel trägt. Den Grundsatz «Schneekanonen ja, aber mit Mass» vertreten wir auch, Frau Kauert. Bei genauerer Betrachtung – ich denke insbesondere an Artikel 4 Absatz 4 Buchstabe a der Initiative – kommt sie aber eben einem Verbot gleich. Sie fordert für alles und jedes eine Bewilligung, nachdem in diesem Bereich bereits eine ausserordentliche Regelungsdichte herrscht. Ich denke ans Raumplanungsgesetz, ans Baugesetz, ans Wassernutzungsgesetz, ans Umweltschutzgesetz, ans Gewässerschutzgesetz, ans Fischereigesetz, ans Energiegesetz, ans Forstgesetz sowie an ein ganzes Fuder von Verordnungen. Der einstimmigen SVP-Fraktion scheint, damit sei genug. Wir bieten Hand zu einer Ergänzung des Baubewilligungsdekrets, wobei wir den Kommissionsantrag unterstützen. Ich werde mich bei der Beratung des Dekrets nochmals melden, um die Gründe darzulegen. Die SVP-Fraktion beantragt einstimmig, den Antrag der Regierung zu unterstützen und die Initiative dem Volk zur Ablehnung zu empfehlen. Damit ist gesagt, dass wir den Antrag von Frau Kauert, Frau Teuscher und Herrn Zbären ablehnen.
Ich erlaube mir, noch einige grundsätzliche Bemerkungen anzubringen. Die Thematik gab schon vor mehreren Jahren einiges zu reden. Im Jahr 1990 arbeitete eine paritätische Kommission sehr restriktive Richtlinien aus, die der Regierungsrat im Februar 1991 als verwaltungsanweisend erklärte. Man war der Auffassung, damit sei ein für alle Parteien akzeptabler Kompromiss erzielt worden. Wir waren deshalb schon sehr erstaunt, als der Naturschutzverband Berner Oberland, der bei der Ausarbeitung der Richtlinien auch dabei war, eine derartige Initiative einreichte. Ich erachte das als einen Verstoss gegen Treu und Glauben. Wie ich bereits erwähnt habe, sind in diesem Bereich genügend Vorschriften vorhanden. Mittlerweile liegt auch der Verordnungsentwurf vor, der notabene sehr restriktiv ist. Wir sind der Meinung, dass es mit diesen Vorschriften sein Bewenden haben muss. Die Initiative rennt in diesem Umfeld wirklich offene Türen ein. Für mich und meine Fraktion gibt es nur eine Schlussfolgerung: Die Initiative liegt quer in der Landschaft und verdient eine eindrückliche Ablehnung.

Schütz. Die Interessenbindungen wurden offengelegt, und auch ich habe eine ganz bescheidene bekanntzugeben: Ich bin leidenschaftlicher Skifahrer und pflege nicht mit den Fellen neben einer Liftanlage aufzusteigen. Aber eines ziehe ich vor: Ich fahre lieber auf echtem Schnee, auch wenn er schon ein bisschen schlecht ist, als auf künstlichem Schnee. Im übrigen habe ich alles Verständnis für die Problematik der Region Oberland, die in den letzten Wintern grosse Schwierigkeiten und massive Einbussen infolge des Schneemangels verzeichnete. Das beschäftigt mich persönlich auch.
In bezug auf die Beschneiungsanlagen hat sich interessanterweise einiges geändert. Ich habe Kenntnis genommen von den Plänen, die man speziell in der Region Oberland-Ost hatte. Noch vor einigen Monaten gab es im betreffenden Beschneiungsrichtplan stark überdimensionierte Projekte. Man wollte einen Achtel der gesamten Pistenfläche beschneien können, was über 100 Hektaren entsprach. Offenbar veränderte sich das Bild aber ganz wesentlich, als man neuere Studien zur Kenntnis nahm. Ich möchte den interessierten Kreisen diesbezüglich ein Kränzlein winden. Sie nahmen sich die Mühe, das Ganze intensiv abzuklären. Die Pläne wurden dann im März und April dieses Jahres wesentlich redimensioniert. Man stellte fest, dass das Kosten/Nutzen-Verhältnis sehr schlecht ist, dass sehr hohe Investitionskosten und ebenso hohe Folgekosten anfallen. Die Investitionen müssten eine enorme, bis zu 300 Prozent betragende Steigerung der Besucherfrequenzen nach sich ziehen, was natürlich völlig illusorisch ist. Interessant ist auch die Feststellung in der Untersuchung des Schweizerischen Tourismusverbandes, wonach sich Beschneiungsanlagen kaum auf die Hotellerie und Parahotellerie auswirken. Ein Zitat aus dieser Studie: «Beschneiung allein garantiert noch keine einzige Übernachtung mehr.» Ich nahm auch zur Kenntnis, was Hugo Schranz, Präsident des Verbandes Berner Oberländer Bergbahnen und Skilifte, gesagt hat: Eigentlich würden neue Bahnen mehr Geld bringen als die technische Beschneiung. Mit bodenunabhängigen Anlagen könne man kritische Stellen überwinden und das ganze Pistenangebot besser verbinden. Dem gleichen Zeitungsbericht habe ich entnommen, dass auch Herr Walker dieser Ansicht ist, wenn ich es richtig verstanden habe. Es haben sich kompetente Leute aus den direkt betroffenen Gebieten ebenfalls zugunsten einer nur punktuellen Beschneiung geäussert. Genau das will ja die Initiative, weshalb mich die Reaktion erstaunt. Die Initiative will einen massvollen, punktuellen Einsatz der Beschneiungsanlagen. Wirtschaftlich liegt ja nur dies drin. Alles andere geht gar nicht, wie die Studien zeigen. Und die Betroffenen haben es akzeptiert.
Ich erlaube mir, eine Bemerkung zum Energieverbrauch zu machen, ohne ihn aber wie in der Kommission in den Vordergrund zu rücken. Denn ich nahm zur Kenntnis, dass es ungehörig sei, wenn ein Unterländer – ich stamme zwar aus dem Emmental, wo es auch recht bergig ist – den Oberländern Energieverschwendung

vorwerfe. Wir hätten auch Solbäder, Turnhallen und andere energiefressende Freizeitanlagen, wurde gesagt. Wir haben das tatsächlich zur Kenntnis zu nehmen. Aber im speziellen Fall der Beschneiungsanlagen muss man eben doch ein grosses Fragezeichen beim Energieverbrauch setzen. Es geht um imposante Zahlen. Man benötigt 100 bis 200 Liter Wasser pro Quadratmeter für 30 cm Schnee. Es braucht einen enormen Aufwand an Elektrizität. Das kann man nicht wegdiskutieren. Aus ökologischen und ökonomischen Gründen sollte die Initiative unbedingt angenommen werden. Ich bitte Sie um Unterstützung der Initiative.

Marti-Caccivio. Wer garantiert, dass bei einer Ablehnung der Initiative nicht doch Eingriffe in die Landschaft gemacht werden? Ich kann mir einfach nicht vorstellen, dass bei so teuren Beschneiungsanlagen die Versuchung nicht steigen wird, die unidealen Pistenabschnitte zu planieren. So würden der Natur irreparable Schäden zugefügt, vor allem den Moorlandschaften und der Vegetation. Wer richtig planieren will, muss Bodenunebenheiten wegmachen. Planieren heisst, den Boden zu zerstören. Das Wurzelgeflecht kann seine hangstabilisierende Funktion nicht mehr wahrnehmen. Der Humus geht verloren, und die Wasserspeicherfähigkeit wird reduziert. Planierungen haben deshalb auch auf den Wasserhaushalt negative Auswirkungen, und die Erosionen nehmen enorm zu. Zugleich wird die artenreiche Flora der Bergblumen langsam verschwinden, wenn nährstoffreiches oder verschmutztes Wasser auf die empfindliche Pflanzengesellschaft trifft.
Mit einer Annahme der Initiative könnten wir den eingeschlagenen Weg in Richtung sanften Tourismus im Berner Oberland weitergehen. Es geht um eine Region, die wegen ihrer Schönheit weit über die Landesgrenzen bekannt ist. Wir wollen nicht nur Winter-, sondern auch Sommertourismus. Ein schlechtes Beispiel bildet St. Moritz. Es tut einem richtig weh, wenn man durch die dortigen Schutthalden geht.
Ich ersuche Sie, die Initiative anzunehmen.

Fuhrer. Wenn nur ein Drittel der Unterschriften aus dem Oberland stammt, ist das ein bisschen wenig, Herr Zbären. Bei den zwei Dritteln Unterschriften aus dem Unterland habe ich meine Zweifel an der Ehrlichkeit der Unterzeichner. Ich habe im letzten Winter viele gesehen, die mit einem Greenpeace- oder WWF-Rucksäcklein am Rücken mit einer gewissen Verzückung am Skilift hingen oder sich bequem auf einem Sessel räkelten. Sie benützten diese schlimmen Anlagen, um in die Höhe zu gelangen.
Zu den repräsentativen Umfragen, die Herr Sidler anführte: Heute morgen war die Rede von Gefälligkeitsgutachten im Zusammenhang mit der Kantonalbank. Ich könnte behaupten, auch hier seien Gefälligkeitsgutachten produziert worden. Wenn man will, kann man ja alles aus dem Zusammenhang reissen und das Gegenteil beweisen.
Ich bitte Sie, diese Initiative zu bekämpfen. Es ist schwierig genug, Schnee zu machen. Übrigens handelt es sich nicht um Kunstschnee, sondern lediglich um künstlich hergestellten Schnee. Wenn Herr Schütz sagt, er fahre lieber auf schlechtem als auf Kunstschnee, so antworte ich ihm: Ich fahre lieber auf Schnee als auf keinem Schnee. Im letzten Winter haben wir oft genug erlebt, wie man auf dem halb aperen Land oder im Matsch fahren musste und dabei mit den Kanten das Land kaputt machte. Dank technisch hergestelltem Schnee muss das nicht sein. Ich behaupte, dass 80 Prozent der Leute es nicht merken, wenn sie auf technisch hergestelltem Schnee fahren. Nach einigen Tagen verschwindet nämlich der Unterschied. Es kommt dazu, dass der technisch hergestellte Schnee an besonders schnell ausapernden Stellen länger liegen bleibt. So schützt dieser künstlich hergestellte Schnee das Land.
Frau Marti hat die Vegetation erwähnt. Ich habe die sommerliche Vegetation in St. Anton im Zielschuss gesehen. Sie würden noch staunen, wie die Blümlein, um die Sie so Angst haben, schier grösser werden als dort, wo nicht beschneit wird. Die Österreicher haben die Beschneiung an vielen weiteren Orten eingeführt.
Es gibt sehr viele Beschränkungen, die bei der Erstellung derartiger Anlagen zu beachten sind. Zum einen geht es überall um unternehmerische Entscheide der Transportanstalten. Sie werden sich davor hüten, eine oder zwei Millionen in den Sand zu setzen, ohne dass ein Ertrag herausschaut. Zum anderen besteht eine Einschränkung auch darin, dass man nicht einfach beschneien kann, wenn es einen danach gelüstet. Es braucht eine entsprechende Temperatur, die ungefähr minus 4 Grad betragen sollte. Dazu kommen dann noch all die möglichen und unmöglichen Beschränkungen, die wir haben in Form der bau-, wasser-, forst- und fischereipolizeilichen Vorschriften.
Zum wirtschaftlichen Teil werde ich nichts mehr sagen. Wie ich gehört habe, wird noch ein anderes Ratsmitglied dazu Stellung nehmen. Wir benötigen diese Anlagen im Interesse des Tourismus im Berner Oberland. Ich erinnere mich an die Jahre nach 1945. Damals begann es beim Tourismus im Berner Oberland nur zaghaft. Es war die Zeit der ersten Skilifte und Sesselbahnen. Später erst kam die Blüte. Nun einem Teil der Wirtschaft zu schaden, ist nicht richtig. Man soll sich gegen Auswüchse wehren. Aber diese Initiative ist nun wirklich neben den Schuhen.
Ich bitte Sie, die Initiative zu bekämpfen und dem Dekret zuzustimmen. Als man darüber diskutierte, sagte ein junger Beamter, es wäre gut, wenn man die mobilen Anlagen auch der Bewilligungspflicht unterstellen würde. Man habe es dann im Griff. Ich bin der Meinung, dass wir die Verwaltung im Griff haben müssen. Sie muss den Gemeinden und Transportanstalten eine gewisse Freiheit geben. Deshalb wiederhole ich: Folgen Sie meiner Empfehlung!

Wenger (Langnau). Ich möchte ebenfalls vorab meine Interessen offenlegen: Ich habe drei Schuh- und Sportgeschäfte im Oberen Emmental. Die Einwohner dieser Region fahren vorab in Sörenberg und in Marbach im benachbarten Kanton Luzern oder im Schangnau bei Ruedi Zesiger Ski. In den Ferien gehen sie vorab ins Berner Oberland. In dieser Frage habe ich eine etwas andere Optik als meine Vorredner. Sie betrifft vor allem die Industrie und den Handel. Ich schildere Ihnen die Situation, wie sie im letzten Winter herrschte, vor allem Ende 1992. Wir hatten praktisch überhaupt keinen Schnee. In Sörenberg wurde künstlich beschneit. Die Auswirkungen für mein Geschäft? Einen Drittel meines Umsatzes machte ich dank der Beschneiung in Sörenberg. Die Folge für den nächsten Winter: Ich kann bei meinen Lieferanten eine Skischuhbestellung in normalem Umfang machen. Diese Ware wird in Skischuhfabriken hergestellt. Was passiert mit den Mitarbeitern dieser Fabriken, wenn die Bestellungen des Handels ausbleiben? Es gibt einfach mehr Arbeitslose. Wollen wir das?

Frau Kauert hat auf den Vergleich mit den Schwimmbädern und Kunsteisbahnen Bezug genommen. Sie sagte, wir würden einen Fehler mit einem anderen rechtfertigen. Wollen wir denn, dass unsere Jugend auf den Strassen herumhängt? Ist es nicht besser, wenn die Jugendlichen Eishockey spielen und damit ihre Freizeit vernünftig gestalten?
Herr Sidler behauptete, die Schneekanonen hätten keinen Einfluss auf die Hotellerie. Es gibt Familien, die nicht ins Berner Oberland, etwa an die Lenk, in die Ferien fahren, wenn dort nicht zum Teil künstlich beschneit werden kann. Das gilt besonders für Familien mit Kindern. Denn gerade an den Skischulhängen muss man beschneien. Herr Sidler sagte, es handle sich nur um eine Massnahme für grosse Orte. Marbach hat die Initiative ergriffen. Es hat dort eine Gondelbahn, einen grösseren und zwei kleine Lifte. Man plant eine Beschneiungsanlage. Ich bin natürlich dankbar dafür.
Zum Votum von Herrn Zbären habe ich mir nur aufgeschrieben, die Leere halte nach wie vor an.
Jetzt muss einmal etwas gesagt sein: Die Haltung der Sekundarlehrer – ich nehme Bezug auf Herrn Schütz – stört mich. Sie ist fragwürdig, und manchmal macht sie mich wütend. Bei ihnen kommt der Lohn, auch wenn es nicht schneit. Bei mir kommt er nicht, und auch bei den Arbeitern in der Industrie kommt er nicht. Ich würde vorschlagen, Herrn Schütz und Gleichgesinnten einmal den Lohn für drei Monate um die Hälfte zu kürzen, wenn es bis zum 15. Dezember nicht geschneit hat. Dann würden wir sehen, ob sie nicht anders reden würden.
Schnee und Kunstschnee sind für Handel und Industrie wichtig. Die Initiative ist auch im Interesse der Ski- und Skischuhindustrie abzulehnen.

Schmid (Frutigen). Vorweg haben alle ihre Interessenbindungen dargelegt. Auch ich möchte das tun: Erstens arbeite ich im Winter an einem Skilift mit und zweitens bin ich Präsident einer Alpschaft, auf der im Winter viel skigefahren wird. Propaganda will ich allerdings keine machen.
Man sagt immer, wir hätten im Oberland das Gewerbe, die Landwirtschaft und den Tourismus. Wie das Gewerbe und die Landwirtschaft zur Zeit dran sind, wissen wir. All die furchtbar vielen Experten, die wir in der Schweiz haben, sagen uns, der Bauer müsse Direktzahlungen annehmen, und vor allem müsse er auf einen Nebenerwerb umsteigen. Im Berner Oberland ist der Tourismus der Nebenerwerb. Was alles an diesem Nebenerwerb hängt, wissen die meisten nicht. Wir hatten kürzlich ein Skirennen des Skipools Adelboden. Wir waren 180 Angestellte aus den Skigebieten von Frutigen über Adelboden bis Lenk. Und noch lange nicht alle nahmen teil. Es wurde mir so richtig bewusst, was es für unsere Region bedeutet, ob man skifahren kann oder nicht.
Ich war eigentlich ein Gegner des künstlichen Schnees. Denn ich bin der Natur verbunden. Aber was wollen wir? Es handelt sich um ein Zeichen der Zeit. Freiwillig und gerne beschneien wir nicht. Aber wir werden es tun müssen.
Die Initiative verbietet in Artikel 4 Absatz 4 Buchstabe a praktisch alles. Es heisst: «Untersagt ist das künstliche Beschneien von natürlichen und naturnahen Pflanzengesellschaften» usw. Herr Zbären, haben Sie schon gehört, dass man auf Maisfeldern skifährt? In der Regel fährt man nur auf natürlichen Pflanzen Ski. Wir befinden uns im Berggebiet, auf den Alpschaften. Das würde mit dieser Bestimmung verunmöglicht.
Ich bin nicht dafür, dass wir mehr als das Notwendige tun. Aber was wir brauchen, müssen wir zu machen versuchen. Ich bitte Sie, die Initiative abzulehnen. Bei uns wird skigefahren, ob es nun Schnee hat oder nicht. Wenn Sie nicht wissen, wie es aussieht, wenn man bei wenig Schnee skifährt und die Pisten bearbeitet, lade ich Sie zu einer Besichtigung ein. Ich werde Ihnen zeigen, wie die Hänge aussehen, die wir diesen Winter zugerichtet haben. Die Leute wollten arbeiten, die Arbeitsplätze wollten wir erhalten. Und was geht kaputt? Der Boden geht kaputt. Wir können ihn nur schützen, wenn wir auf vernünftige Weise Schnee machen, wo dies möglich ist. Ich bitte Sie, die Initiative zugunsten der Natur, zugunsten des Bodens abzulehnen.

Gilgen-Müller. Beim Votum meines Vorredners hätte man meinen können, Beschneiungsanlagen seien das Notwendigste der Welt, ja es sei quasi ein Naturgesetz, dass man sie einsetze. Ich sehe es ein bisschen anders. Ich sehe mich eher als Fürsprecherin für die Natur. Naturverbunden wollen zwar immer alle sein.
In Gesetzen und Verordnungen wäre der Umweltschutz in der Schweiz und im Kanton Bern eigentlich klar und vorbildlich festgehalten. Aber eben, es steht alles nur auf dem Papier. Auch in der neuen Staatsverfassung wurde festgelegt, dass man eine lebenswerte und intakte Umwelt für die nächsten Generationen garantieren wolle. Jetzt sollten endlich auch die immateriellen Werte berücksichtigt werden. Aber jedesmal, wenn ein Entscheid ansteht, bei dem zwischen Umwelt und «Wirtschaftlichkeit» entschieden werden muss, wird gegen die Natur entschieden, sei es bei den Moorlandschaften, bei den Birkhühnern oder beim biologischen Landbau. Es ist immer dasselbe. Wenn in unserem Kanton wirklich wirtschaftlich gedacht würde, müssten sich Wirtschaftsförderung und betroffene Wintertourismusorte schon längst Gedanken gemacht haben, wie die weitere Existenz aussehen könnte, weil das Ozonloch in Europa immer grösser wird und die Winter immer schneeärmer werden. Die Existenz hängt nicht nur an Schneekanonen, sondern auch noch an anderem Geschehen. Es wäre besser, in dieser Richtung Studien anzustellen, als ohne Zukunftsperspektiven krankhaft an etwas festzuhalten, das auf lange Sicht nicht beizubehalten ist. Sie wissen, dass die Höhe eine Rolle spielt und dass gewisse Regionen bevorzugt sind, weil ihre Orte höher liegen als andere. Zusätzlich zu diesen Beeinträchtigungen kommt das EWR-Nein, das ja die Randregionen ganz besonders gepflegt haben. Das wird weit grössere Auswirkungen auf die Tourismusorte haben, als man gemeinhin annimmt. An der Weltwerbung Europas im Betrag von 30 Mio. Franken wäre die Schweiz beteiligt gewesen. Sie hätte einen Teil davon für sich in Anspruch nehmen können. Von den Grenzschikanen, die unsere Touristen jetzt werden in Kauf nehmen müssen, will ich gar nicht sprechen.
Nebst dem Energieverbrauch ist auch der Wasserverbrauch für Beschneiungsanlagen enorm. Einer Buwal-Studie ist zu entnehmen, dass die Beschneiung einer Fläche von 100 Quadratmetern mit einer Schneehöhe von 30 cm dem jährlichen Pro-Kopf-Wasserverbrauch in der Schweiz entspricht. Man muss sich das vorstellen: 100 Quadratmeter einmal zu beschneien, braucht gleich viel Wasser wie eine Person im ganzen Jahr. Für die Beschneiung einer Piste von einem Kilometer Länge und 40 Meter Breite braucht es 10000 Kubikmeter Wasser, was der Auffüllung von zehn Schwimmbädern von der Dimension 25 mal 20 Meter entspricht. Ich mache diese

Angaben, damit Sie sich eine Vorstellung von der Grössenordnung der benötigten Wasserreservoire machen können. In Artikel 5 der Initiative heisst es, es dürften keine Subventionen für Beschneiungsanlagen ausgerichtet werden. Indirekt subventionieren wir sie trotzdem, weil wir die Wasserreservoire mit Beiträgen unterstützen. Die Skigebiete werden nämlich ihre Reservoire erweitern müssen, und dafür wird man Geld aus den entsprechenden Fonds nehmen wollen. Das ist eine Subventionierung. Ich lasse mir da nichts vormachen.
Das mineralhaltige Wasser wird ausserdem dazu führen, dass sich die Artenvielfalt vermindern wird, wie wir alle wissen. Konsequenterweise müsste der schöne Jodel der Oberländer von den «Ankebälli» sofort mit anderen Strophen versehen werden. Denn diese Blumen wird es in Zukunft nicht mehr geben und künftige Generationen werden nicht mehr wissen, was ein «Ankebälli» ist.
Ich hoffe, dass Sie die Initiative annehmen werden.

von Siebenthal. Ich lege meine Interessen gleichfalls offen. Ich bin bei den Bergbahnen tätig. Wir beschäftigen im Winter 400 Teilzeitmitarbeiter. Im weitern bewirtschafte ich einen Landwirtschaftsbetrieb und zähle mich als Bauer zu den grössten Landschaftsschützern.
Über das Beschneien ist nun sehr viel gesagt worden. Aber was ist eigentlich technischer Schnee? Zur Zeit haben wir wieder jene typische Frühlingswetterlage mit Föhn, warmen Temperaturen und wenig Regen. Weil man gute Kulturen haben möchte, bewässert man munter. Man entnimmt mit Hilfe des Traktors und einer Pumpe das Wasser beispielsweise einem Brunnen im Grundwasser, damit es schöne Rüebli oder schönen Mais gibt. Das ist salonfähig, auch bei den Gemüsebauern. Jetzt wollen die Oberländer dasselbe tun, allerdings bei Minustemperaturen. Und nun sollen wir Schwerverbrecher sein! Da stimmt doch etwas nicht. Ist denn technische Beschneiung ein verpönter Hokuspokus, der mit dem Teufel zusammenhängt? Es geht einzig darum, Wasser bei Minustemperaturen zur Kristallisation zu bringen, um auf diesem Schnee skizufahren. Ich sehe nichts Schlechtes daran. Der Gast kommt im Winter zu uns ins Oberland, weil es Schnee hat. Wenn es keinen Schnee hat, bleibt er aus. Das haben wir im letzten Winter, vor etwa drei Monaten erlebt. Am 10. oder 12. Januar habe ich 230 Mitarbeitern sagen müssen, dass sie nun stempeln gehen müssten. Gerade in diesem Winter hätte man mit relativ wenig Aufwand eine gute Saison herbeiführen können. Der Tourismus wird nämlich von der Krise nicht geschüttelt. Er verfügt im Kanton Bern nur nicht über genügende Infrastrukturen. Und nun sollen wir in dieser Beziehung noch eingeschränkt werden. Das ist natürlich katastrophal. Wir beschäftigen im Tourismus des Saanenlandes weit über 1000 Leute in sogenannten Erwerbskombinationen, die für uns ausserordentlich wichtig sind. Wenn diese Erwerbskombinationen nicht mehr bestehen, werden wir Landflucht haben, ob wir dies wahrhaben wollen oder nicht. Und wer sind die ersten, die gehen werden? Es sind die Jungen. Wenn die jungen Leute unsere Region verlassen, gibt das eine grosse Katastrophe – zwar nicht sofort, aber im Lauf der Zeit. Es muss uns gelingen, Infrastrukturen zu schaffen und zu erhalten, die Erwerbskombinationen zulassen. Dazu gehört auch das Beschneien.
Man spricht immer von Verschandelung der Natur. Wenn wir beschneien, verändern wir die Natur überhaupt nicht. Wir gehen nicht mit dem Bagger hin, um Geländeunebenheiten wegzustossen. Wir wollen lediglich auf dem bestehenden Land mehr Schnee ausbringen. Von Herrn Schmid (Frutigen) haben wir schon gehört, welche mechanischen Schäden am Land gemacht werden. In dieser Beziehung weist das Beschneien wesentliche Vorteile auf.
Mit einer Fläche von 5000 Quadratmetern kämen wir nicht aus. Diese Fläche ist zu klein. Vorhin habe ich von Herrn Zbären gehört, die Initianten hätten sich überlegt, die Limite bei 10000 Quadratmetern anzusiedeln. Dort könnten wir zu diskutieren beginnen. Mit 5000 Quadratmetern liegen wir wesentlich zu tief. Sehr wahrscheinlich würden wir dazu Hand bieten, dass auch die mobilen Anlagen der Bewilligungspflicht unterzogen würden, aber nur unter der Voraussetzung, dass damit ein Rückzug der Initiative erreicht werden könnte. Das wäre der Handel, den wir eingehen könnten.
Es wäre sehr schade, wenn ausgerechnet jene Leute in den Städten und Agglomerationen, welche die Initiative unterstützen, weil sie an diese gute Sache glauben, dann feststellen müssen, dass wir keinen Schnee haben, wenn sie zu uns skifahren kommen wollen. Die Folge: Sie nehmen den nächsten Zug durch den Lötschberg, um sich auf technischem Schnee zu vergnügen.

von Allmen. Ich komme nicht auf die wirtschaftlichen Aspekte zu sprechen. Das ist zur Genüge getan worden. Ich möchte aber einige Worte über den Beschneiungsrichtplan Oberland-Ost verlieren. Herr Schütz hat ihn erwähnt, dies in einer sehr charmanten Art und Weise, wie ihm zugutezuhalten ist. Er tönte an, man habe den Beschneiungsrichtplan in bezug auf die Anzahl Anlagen und Flächen angepasst.
Ich muss dazu etwas ausholen. Die Richtlinien und die vorgesehene Verordnung des Regierungsrates verlangen, dass die Regionen ihre Konzepte, ihre Nutzungs- und Richtpläne für Beschneiungsanlagen festlegen. Die Region Oberland-Ost begann vor anderthalb Jahren zusammen mit den betroffenen Gemeinden, Verkehrsvereinen und Bergbahnen gestützt auf die gesetzlichen Grundlagen mit der Ausarbeitung eines Richtplans. Der Entwurf wurde dann einerseits von den Planern in bezug auf die raumplanerischen Aspekte, andererseits von den Tourismuskreisen in bezug auf die wirtschaftlichen Aspekte gewürdigt. Der raumplanerische Bereich zeigte auf, wo man etwas mit der Natur Vereinbares tun könnte. Der wirtschaftliche Bereich stützte sich ab auf die Machbarkeit, die wirtschaftlichen Auswirkungen und die Tragbarkeit. Aufgrund dieser beiden Planungen kam man zum Schluss, dass in einer ersten Phase zwölf Anlagen zur Weiterbearbeitung empfohlen werden können. Die übrigen stellte man vorderhand zurück, weil sie erstens im Moment nicht machbar sind und zweitens das Geld zur Zeit nicht vorhanden ist. Diese Planung ist auf Richtplanstufe abgeschlossen. Die Delegiertenversammlung der Region Oberland-Ost mit Vertretern von 29 Gemeinden nahm den Plan einstimmig bei zwei Enthaltungen an. Er ist somit in der Region breit abgestützt.
Das war die erste Stufe. Jetzt geht es darum, den Richtplan in die Nutzungspläne umzusetzen. Dort sind die Mitspracherechte sämtlicher Betroffener vollauf gewahrt. Wenn die Nutzungspläne von der Gemeindeversammlung verabschiedet sind, erfolgt die dritte Stufe, das Bewilligungsverfahren. In den nächsten drei bis vier Jahren wird somit nicht sehr viel zu machen sein, wenn man das Prozedere einhalten will.
Herr Zbären hat mir geistige Leere vorgeworfen. Es ist möglich, dass so etwas ab und zu stattfindet. Vielleicht könnte auch bei ihm zwischendurch ein Blackout vor-

handen sein. Ich wollte in der betreffenden Kolumne nichts anderes, als den Initianten schmackhaft machen, die Initiative zurückzuziehen, weil ich der Meinung bin, dass wir genügend gesetzliche Grundlagen haben. Wir haben das Raumplanungsgesetz, das Baugesetz, die Gemeindebaureglemente, das Gewässerschutzgesetz, das Fischereigesetz, das Energiegesetz. Alle diese Erlasse genügen, um einer überbordenden Beschneiung Einhalt zu gebieten. Im weitern haben wir einen annehmbaren Entwurf einer Verordnung der Regierung. Diese Verordnung stützt sich auf sämtliche gesetzlichen Grundlagen. Das zeigt, dass auch die Regierung die Initiative ernst nimmt. Sie versucht gleichzeitig, einen Gegenentwurf in Form der Dekretsänderung und der Verordnung vorzulegen. Mit diesem Gegenentwurf können wir einigermassen leben. Nur das wollte ich aufzeigen. In Kenntnis dieses Sachverhaltes könnte die Initiative zurückgezogen werden.
Frau Marti hat gesagt, wenn die Initiative abgelehnt werde, könne man dann zu planieren beginnen. Das Planieren ist eine Erdbewegung, die baubewilligungspflichtig ist. Auch in dieser Beziehung würde nichts passieren.
Aus diesen Gründen empfehle auch ich die Initiative zur Ablehnung. Das Baubewilligungsdekret heisse ich in der Kommissionsfassung gut.

Schneider. Das Votum von Herrn Wenger (Langnau) veranlasst mich, das Wort zu ergreifen. Ich weiss, dass Herr Wenger wütend werden kann. Seit dreissig Jahren kenne ich seine Aversion gegen die Herren Sekundarlehrer. Wenn er zornig ist, erhebt er sogar für kurze Zeit einen gewöhnlichen Primarlehrer in den Stand eines Sekundarlehrers, nur damit er seine Wut auslassen kann. So ist es vorhin gegenüber Herrn Schütz passiert. Herr Wenger, wir schätzen es, dass wir einen wiederkehrenden, sicheren Monatslohn haben. Ich jammere nie, auch wenn das Jammern im Emmental fast obligatorisch ist. Wir haben einen Erziehungsauftrag zu erfüllen. Es gibt einen Bundesrat mit einem sehr kurzen Namen, der nie Sekundarlehrer war, aber sehr viel mit Skirennen zu tun hatte. Er erklärte vor einigen Jahren den Hausfrauen am Fernsehen minutiös, wie man ein Dreiminuten-Ei energiesparend in zwei Minuten kochen könne. *(Die Präsidentin ermahnt den Redner, zur Sache zu sprechen.)* Das hat nur scheinbar nichts mit der Sache zu tun. Man müsste nämlich vernetzt denken. Das eine Mal spricht man von Energiesparen, das andere Mal von Tourismusförderung. Dass ein Zusammenhang besteht, erkennt man nur, wenn man vernetzt denkt.
In den schneearmen Wintern hatten wir im Emmental Bombenjahre. Die Wirte auf der Lüderenalp und auf dem Napf konnten nicht genug rühmen. Ströme von Wanderern kamen. Es waren die besten Winter, und man war todmüde vom Arbeiten. Das hat Wanderschuhe gebraucht, in Massen sage ich Ihnen. Manchmal verkauft man Skischuhe, in anderen Wintern aber eben Wanderschuhe. Auch das bringt Geld. Es kommt vielleicht nur nicht so regelmässig herein wie bei einem Sekundarlehrer.
Zur Initiative haben sich andere bereits ausgiebig geäussert. Ich wollte nur auf das Votum von Herrn Wenger replizieren.

Jenni (Bern). Herr Schmid (Frutigen) hat gesagt, es sei ein Zeichen der Zeit, dass man Beschneiungsanlagen einrichten müsse. Da haben Sie völlig recht. Es ist ein Zeichen der Zeit, dass man immer versucht, ein Übel mit einem anderen Übel zu beheben. Weshalb ist man angeblich gezwungen, Beschneiungsanlagen einzurichten? Wegen der Klimaerwärmung. Woher kommt die Klimaerwärmung? Sie kommt nicht vom Himmel, sondern von den Menschen. Unter anderem wären Regelungen beim Individualverkehr erforderlich. Sie werden aber genau von denjenigen politischen Kräften verhindert, die sich hier stark machen für die künstliche Beschneiung. Das Beispiel der künstlichen Beschneiung ist ein schönes Beispiel für die Spirale, die bei der Umweltzerstörung in Gang kommt. Man hat ein Übel, behebt es mit Hilfe eines anderen Übels, das weitere Übel verursacht, beispielsweise exzessive Nutzung der Umwelt, exzessiven Energieverbrauch, exzessiven Wasserverbrauch. Man wird eine dritte Lösung suchen, um dieses Übel zu umgehen. Darauf folgen das vierte und das fünfte Übel und so fort. So funktioniert das schon seit Jahrzehnten in diesem Land und auf der Welt. Dort liegt der Fehler. Man sieht es der Umwelt auch an.
Herr Wenger machte sich stark für die Arbeitsplätze. Es sollte auch bis zu ihm gedrungen sein, dass die Arbeitsplätze in erster Linie infolge von Rationalisierungen verloren gehen. Diese Arbeitsplätze schafft man mit den klassischen Methoden nicht wieder her, auch wenn die Rezession aufhören würde. Man darf nicht glauben, immer grössere Produktion, immer weitere Investitionen würden Arbeitsplätze bringen. Es braucht andere Methoden, beispielweise die Aufteilung der Arbeit auf mehr Leute, die Besteuerung der Ressourcen und Energien anstelle von Besteuerung der Arbeit. Wenn man auf dem Niveau bleiben würde, das Herr Wenger vertreten hat, könnte man zur Behebung der Arbeitslosigkeit irgendetwas vorbringen. Man könnte mit der gleichen Argumentation letztlich ebensogut verlangen, dass man Stacheldrahtfabriken für KZs schaffen müsse. Das würde nach dieser Logik ebenfalls Arbeitsplätze schaffen. Man sollte endlich aus diesem Denken ausbrechen.
Es wurde gesagt, die von Herrn Sidler (Biel) erwähnte Studie sei nicht zuverlässig. Sie stammt vom Tourismusverband. Ich würde es mir verbieten, den Tourismusverband derart zu verdächtigen. Dies einige Bemerkungen grundsätzlicher Art.
Ich beantrage Ihnen, die Initiative zur Annahme zu empfehlen und beim Dekret die Bewilligungspflicht für alle Anlagen vorzusehen.

Probst, Präsident der Kommission. Ich möchte nicht jedes einzelne Votum beantworten, sondern nur einige zusammenfassende Feststellungen machen. Beim Beschneien geht es gerade darum, auf die Natur Rücksicht zu nehmen. Es geht darum, die touristischen Voraussetzungen zu schaffen, damit das Bernbiet mit seinen Skiregionen konkurrenzfähig bleibt. Das ist im Interesse des Tourismus das wesentliche Ziel. Konkurrenzfähig zu bleiben, setzt im Wintertourismus voraus, Schnee zur Verfügung zu halten und Pisten anbieten zu können. Wer das nicht tun kann, wird in diesem Geschäft nicht überleben können. Und wer in diesem Geschäft nicht überleben kann, gefährdet Unternehmungen. Er gefährdet kleine und mittlere Betriebe mit ihren Arbeitsplätzen. Das wollen wir sicher nicht.
Ich habe eingangs gesagt, dass im Berner Oberland jeder siebente Arbeitsplatz ein touristischer Arbeitsplatz ist. Zu diesen Arbeitsplätzen müssen wir Sorge tragen. Wir müssen die Voraussetzungen dafür schaffen, dass man im Wettbewerb um den Gast mithalten kann mit den anderen Anbietern.

Ich wäre froh, wenn die Baudirektorin in ihrem Votum die wesentlichen Unterschiede, aber auch die wesentlichen Gemeinsamkeiten zwischen Initiative und bestehenden Richtlinien, zwischen Initiative und neuer Verordnung darstellen könnte. Damit kann klargemacht werden, dass die Initiative nicht nötig ist und in den zentralen Punkten zu weit geht, weshalb sie nicht akzeptierbar ist.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Ich werde versuchen, dem Auftrag des Kommissionspräsidenten nachzukommen und die Unterschiede und Gemeinsamkeiten aufzuzeigen. Es ist schwierig, nach dieser langen Debatte nicht einfach bereits Gesagtes zu wiederholen.
Ich möchte an die schöne Gepflogenheit anknüpfen und auch meine Interessenbindungen darlegen: Ich bin Skifahrerin – und ich war ebenfalls Lehrerin. Und ich unterzeichnete seinerzeit die Initiative. Als Regierungsrätin habe ich zahlreiche Gespräche mit Leuten beider Seiten geführt. Nach all diesen Gesprächen stehe ich auch persönlich hinter dem indirekten Gegenvorschlag des Regierungsrates. Ich habe mich sehr dafür eingesetzt, weil ich hoffte, dass eine einvernehmliche Lösung zwischen Initianten und Tourismuskreisen zustandekommen würde, wie sie Herr von Siebenthal angesprochen hat. Eine Antwort darauf ist allerdings ausgeblieben. Die Frage ist noch offen.
Zur Vorgeschichte: Das Initiativkomitee hat die Initiative im September 1991 eingereicht. Die Regierung stellte im November 1992 das Zustandekommen fest und beantragte dem Grossen Rat, die Initiative ohne direkten Gegenvorschlag zur Ablehnung zu empfehlen. Im Sinn eines indirekten Gegenvorschlags schlug die Regierung indessen vor, das Baubewilligungsdekret in dem Sinn zu ergänzen, dass die technische Beschneiung ausdrücklich der Baubewilligungspflicht unterstellt wird. Ich mache darauf aufmerksam, dass nicht mehr von «künstlicher», sondern von «technischer» Beschneiung die Rede ist. Die Argumentation, es werde keine Chemie dem Wasser beigemischt, hat uns überzeugt. Es geht nicht um Kunstschnee, sondern um technisch hergestellten Schnee. Es ist wichtig, diesen Unterschied festzuhalten, weil sich die Betreiber im Oberland damit verpflichtet haben, die Matten nicht mit Zusätzen zu düngen. Aus anderen Regionen wissen wir, dass dies negative Auswirkungen hätte. Wir sprechen aus diesen Gründen ausschliesslich von «technischer Beschneiung».
Damit der Gegenvorschlag wirklich ein Gegenvorschlag ist, hält die Regierung an der Bewilligungspflicht auch für die mobilen Anlagen fest. In der Verordnung, die durch die Regierung bereits verabschiedet worden ist, wollen wir festlegen, wie diese Angelegenheit gehandhabt werden soll. Die Verordnung ist den Kommissionsmitgliedern zugeleitet worden. Sie ist somit bekannt. Weshalb wollen wir an der Bewilligungspflicht auch für die mobilen Anlagen festhalten? Die Dekretsänderung soll ein Gegenvorschlag sein. Wenn wir darauf verzichten, könnten wir ebensogut nichts machen und am geltenden Baubewilligungsdekret festhalten. Die Volkswirtschaftsdirektion hat der Fassung des Regierungsrates, welche die mobilen Anlagen einschliesst, ausdrücklich zugestimmt.
Der Unterschied zwischen den mobilen und den festen Beschneiungsanlagen besteht einzig darin, dass die Leitungen bei den festen Anlagen im Boden verlegt werden. Die Auswirkungen der mobilen und der festen Anlagen punkto beschneiter Fläche, punkto Lärmemissionen, punkto Vegetation und Landschaft, punkto Energie- und Wasserverbrauch sind identisch. In all diesen Bereichen bestehen keine Unterschiede. Deshalb ist es nach Auffassung des Regierungsrates nicht angezeigt, die eine Art von Anlagen von der Bewilligungspflicht auszunehmen. Anknüpfungspunkt für die Bewilligungspflicht ist die Tatsache, dass eine bestimmte Fläche technisch beschneit wird. Dabei handelt es sich um eine Vorkehr, Herr Emmenegger. Es geht um die Bewilligung, eine bestimmte Fläche zu beschneien. Das Beschneien ist eine Handlung, eine Vorkehr, die einer Bewilligungspflicht untersteht.
Zu den Unterschieden zwischen Initiative und indirektem Gegenvorschlag: Ein wesentlicher Unterschied besteht darin, dass die Initiative bereits auf Gesetzesstufe eine Interessenabwägung zwischen den öffentlichen Interessen, also Natur- und Landschaftsschutz, und den privaten Interessen, also wirtschaftlichen Interessen, vornehmen will. Gemäss Gegenvorschlag möchten wir diese Interessenabwägung im Einzelfall gestützt auf die konkreten Umstände vornehmen können. Die Initiative führt eine neue Bewilligungsart eine, eine sogenannte Einsatzbewilligung. Die Regierung ist der Meinung, man könne ein bestehendes, eingespieltes Verfahren anwenden, das Baubewilligungsverfahren. Gerade heute, da man von Vereinfachung der Verfahren spricht, sollte man nicht eine neue Bewilligungsart einführen. Bei der Initiative ist der Einsatz einer Beschneiungsanlage Gegenstand der Bewilligung. Wir möchten zwar den Einsatz ebenfalls bewilligen, aber wir möchten gleichzeitig die Fläche festlegen.
Damit sind wir bei den 5000 Quadratmetern, die einige Male angesprochen worden sind. Diese Limite ist vom Regierungsrat festgelegt worden. Sie bildet einen Kompromiss zwischen den Forderungen der Naturschutzverbände, die einen tieferen Wert verlangten, und den Tourismusfachleuten, die mindestens 10000 Quadratmeter forderten. Die Initiative geht davon aus, dass nur kleine Lücken beschneit werden dürfen. Im Gegenvorschlag ist die Rede von «Pistensystemen». Damit bin ich bei der Frage von Frau Kauert. Dürfen ganze Pisten beschneit werden? Ja, gemäss Gegenvorschlag dürfte im Rahmen eines ganzen Pistensystems eine einzelne Piste, die notwendig ist, um eine Verbindung herzustellen, oder eine einzelne Piste, die innerhalb eines ganzen Skigebiets bei Schneemangel bereitgestellt werden soll, damit überhaupt Ski gefahren werden kann, beschneit werden. Es dürften aber nicht wahllos weisse Streifen in die Landschaft gezogen werden.
Einige Gemeinsamkeiten zwischen Initiative und Gegenvorschlag: Sowohl Dekretsänderung und Verordnung wie Initiative unterstellen alle Anlagen der Bewilligungspflicht. Die Verordnung verlangt wie die Initiative, dass die wichtigsten zu beschneienden Pisten durch die Regionen in behördeverbindlichen Konzepten oder Richtplänen festgelegt werden. Zudem verlangen Initiative wie Verordnung gebührende Rücksicht auf Umwelt, Natur und Landschaft.
Zu einzelnen Voten: Frau Marti kann ich versichern, dass Terrainveränderungen gemäss Artikel 4 des Baubewilligungsdekrets nicht ohne Bewilligung möglich sind. Gemäss Artikel 6 der neuen Verordnung werden sie auch genau definiert. Er lautet: «Geländeveränderungen für den Bau einer Anlage können nur bewilligt werden, wenn die standortgerechte Rekultivierung innert weniger Jahre sichergestellt ist.» Erforderlich ist also eine Bewilligung, die nur unter genau umschriebenen Bedingungen erteilt wird. Herr Schmid (Frutigen) hat so ge-

sprochen, als ob gewisse Leute den Boden kaputt machen möchten, indem sie auf den Matten herumrutschen. Bei allen Varianten, die heute zur Diskussion stehen, sind alle Kreise, sowohl die Initianten wie die Tourismusfachleute, damit einverstanden, dass exponierte Stellen, Skischulgelände und Böschungen, bei denen die Grasnarben rasch einmal offengelegt ist, beschneit werden dürfen.
Frau Kauert sagte, die Initianten wollten Beschneiung zulassen, aber in vernünftigem Mass. Damit sind sicher alle einverstanden. Die Frage lautet, welches das vernünftige Mass ist. Dieses Mass wird von der Regierung etwas anders definiert als von den Initianten. Ich verweise auf die Elemente der Fläche von 5000 Quadratmetern sowie der einzelnen Piste innerhalb eines Pistensystems.
Herr Walker hat festgestellt, welche und wieviele Bewilligungen erforderlich sind, damit man überhaupt beschneien kann. Seine Ausführungen sind zutreffend. Mit unserer Vorlage zur Verfahrensvereinfachung versuchen wir aber, gerade in diesem Bereich Abhilfe zu schaffen. Ich erlaube mir, noch auf den Vergleich des Kommissionspräsidenten mit der Côte d'Azur einzugehen. Auch an der Côte d'Azur hätte es keine Touristen, wenn man dort die Sonne und das Meer ersetzen wollte durch Höhensonne und Planschbecken. Dann gingen wir nicht mehr dorthin. Ich will damit sagen: Auch das Berner Oberland darf sich keine Illusionen machen. Was auch immer heute beschlossen wird, das Berner Oberland hat eine ungünstige Höhenlage. Wir können ausbessern und mit einer gescheiten Art der Beschneiung etwas nachhelfen. Aber das grundsätzliche Problem gehen wir damit nicht an. Die Berner Oberländer haben in letzter Zeit viel gelernt. Sie haben versucht, den Schnee mit guten Ideen zu substituieren. Sie haben trotz Schneemangels aus diesen Gründen ein Rekordergebnis erzielt. Wenn ich mir die Landschaften des Berner Oberlandes vergegenwärtige, so sind das eben so ziemlich die schönsten, die man sich vorstellen kann. Wir müssen sie erhalten, indem wir möglichst wenig kaputtmachen. Damit ist allen gedient.
Ich bitte Sie, die Initiative abzulehnen und der regierungsrätlichen Lösung zuzustimmen. Ich bin überzeugt, dass sie zur Landschaft Sorge trägt, aber doch so viel Flexibilität aufweist, dass man den berechtigten Anliegen des Tourismus nachkommen kann. Immer noch auf eine einvernehmliche Lösung hoffend, bitte ich Sie, dem Dekret in der Fassung der Regierung unter Einbezug aller Anlagen zur technischen Beschneiung zuzustimmen.

Präsidentin. Eintreten ist obligatorisch.

Detailberatung

Art. 1 und 2

Angenommen

Präsidentin. Regierungsrätin Schaer-Born hat nochmals das Wort gewünscht.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Erlauben Sie mir, dass ich eine wesentliche Korrektur anbringe. Ich sagte, die Verordnung sei vom Regierungsrat verabschiedet worden. Das stimmt in dieser Form nicht. Sie ist von der Regierung in zustimmendem Sinn zur Kenntnis genommen worden. Die Verabschiedung wurde bis auf die Zeit nach der Grossratsdebatte hinausgeschoben. Der Regierungsrat wird in Kenntnis der hier geführten Diskussion entscheiden.

Art. 3

Gleichlautender Antrag Kauert-Löffel/Teuscher/Zbären

Die Gesetzesinitiative wird, mit der Empfehlung auf Annahme, der Volksabstimmung unterbreitet.

Abstimmung

Für den Antrag Kauert-Löffel/Teuscher/Zbären	60 Stimmen
Dagegen	101 Stimmen

Art. 4, Titel und Ingress

Angenommen

Kein Rückkommen

Schlussabstimmung

Für Annahme des Grossratsbeschlusses	102 Stimmen
Dagegen	50 Stimmen

Präsidentin. Wir kommen zur Beratung der Änderung des Dekrets über das Baubewilligungsverfahren.

Probst, Präsident der Kommission. Die Kommission ist für die Ergänzung des Artikels 4 des Dekrets über das Baubewilligungsverfahren. Der Zweck ist unbestritten. Es besteht aber ein Unterschied in bezug auf die Formulierung. Weshalb kommt die Kommission zu einer anderen Lösung als die Regierung? Der Grund liegt darin, dass es ein Unikum ist, wenn eine Baubewilligung für eine Fläche benötigt wird, ohne dass man etwas baut oder eine bauliche Veränderung vornimmt. Im Vortrag zur Initiative wird erklärt, weshalb man diese Lösung gesetzestechnisch trotzdem anwenden könne.
Ich bitte die interessierten Kreise, in dieser Frage noch Stellung zu nehmen. Die Kommission hat sich mit 13 zu 8 Stimmen für die Lösung entschlossen, gemäss welcher die Baubewilligung nur für die festen Anlagen für die Beschneiung erforderlich sein soll.

Emmenegger. Ich habe den Worten von Frau Baudirektorin Schaer aufmerksam zugehört, als sie die Unterschiede zwischen mobilen und festen Anlagen umschrieb. Ich zitiere den Vortrag: «Die Tatsache der Beschneiung einer bestimmten Fläche stellt in diesem Fall die baubewilligungspflichtige Vorkehr im Sinn von Artikel 1 BauG dar.» In der Verordnung, die der Regierungsrat erst absegnen wird, nachdem wir der Dekretsänderung zugestimmt haben, steht: «Die technische Beschneiung von bestimmten Flächen einer Piste unterliegt der Baubewilligungspflicht.» Das ist eine absolut neue Situation in der Baugesetzgebung. Das Baugesetz enthält zwar eine Bestimmung, wonach auch Vorkehren baubewilligungspflichtig erklärt werden können. In Artikel 1 des Baugesetzes geht es aber bei den Begriffen der Bauten, Anlagen oder Vorkehren ausschliesslich um die Erstellung, um die wesentliche Änderung, den Abbruch und dergleichen von Bauten, um die Errichtung oder Erweiterung von Campingplätzen, Lager- und Abstellplätzen, Ablagerungs- und Materialentnahmestellen und um wesentliche Terrainveränderungen. Jetzt soll neu eine «Vorkehr» darin bestehen, dass Schnee auf eine bestimmte Fläche geworfen wird. Das soll baubewilligungspflichtig erklärt werden. Dafür habe ich kein Verständnis.

Ich möchte auch praktisch belegen, dass diese Sicht falsch ist. Nehmen wir den Fall, dass eine derartige Schneespritze, wie wir sie einmal nennen können, am einen Tag an einem Übungshang eingesetzt wird, am folgenden Tag aber auf einer ausgeaperten Stelle auf dem Skiliftttrassee. Ein weiteres Beispiel: Derartige Schneespritzen werden auch eingesetzt, um Eis zu machen für eine Natureisbahn. Dabei wird die betreffende Fläche zuerst beschneit. Entweder erklärt man einen ganzen Kurort zur Fläche, die beschneit werden kann, oder man umschreibt jede einzelne Stelle, auf der die Schneespritze einmal zum Einsatz kommen könnte. Das kann doch nicht sein. Wenn der Einsatz der betreffenden Schneekanone eine andere Bewilligung erfordert, beispielsweise eine Konzession zur Gebrauchwasserentnahme oder eine wasserbaupolizeiliche Bewilligung, kann es selbstverständlich nicht darauf ankommen, ob die Anlage mobil oder fest ist. Anders als in diesen Fällen geht es hier einzig um das Baubewilligungsverfahren. Bleiben wir dabei und erklären wir nur das für baubewilligungspflichtig, was mindestens näher bei Anlagen, Bauten und Vorkehren steht als bei Flächen.
In diesem Sinn hat die Kommission einen richtigen Entscheid gefällt. Ich bitte Sie, den Antrag der Kommission gutzuheissen.

Vizepräsident Bieri übernimmt den Vorsitz.

Walker. Vorab möchte ich Frau Baudirektorin Schaer danken für die korrekte und loyale Beurteilung der Angelegenheit. Sie hat die Situation bestens erkannt.
Herr Emmenegger hat die juristischen Aspekte zum Dekret ausführlich dargelegt. Dazu möchte ich nichts mehr sagen. Ich will Ihnen aber anhand eines Beispiels darlegen, welcher Unterschied zwischen festen und mobilen Anlagen besteht. Verschiedentlich wurde gesagt, der einzige Unterschied bestehe bei der Verlegung des Zuleitungsnetzes. Das ist nicht ganz richtig. Wenn ich auf einer Höhenlage von 1500 Metern bei einer Inversionslage nicht beschneien kann, weil die Temperatur dort zu hoch ist, kann ich ein mobiles Gerät aufladen und damit an einen tiefer gelegenen Ort fahren, wo die klimatischen Bedingungen stimmen, um beispielsweise das Skischulgelände zu beschneien. Dort kann ich die Anlage an das Leitungsnetz anschliessen und problemlos beschneien. Hier besteht die Differenz. Wir möchten es im Dekret nicht so stur gehandhabt wissen, dass alle Anlagen der Bewilligungspflicht unterstellt sind. Wir wollen nichts verheimlichen oder erschwindeln, sondern die Praktikabilität der Regelung sicherstellen. Aus diesen Gründen stimmt die SVP-Fraktion dem Kommissionsantrag einstimmig zu.
Noch ein Wort zur Fläche: Wir sprechen von 5000 Quadratmetern und meinen, das sei viel. Das sind aber nur anderthalb Jucharten. Auf dieser Fläche kann man bequem ein halbes Dutzend Gusti auslassen, aber nicht skifahren. Nach zwei, drei Kurven ist mit dem Skifahren auf dieser Fläche schon Schluss. Im Gelände ist eine Fläche von 5000 Quadratmetern sehr bescheiden.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Ich wiederhole das bereits Gesagte zum Begriff «Vorkehr» nicht mehr. Es ist überhaupt nicht die Rede davon, dass beispielsweise in Grindelwald jedesmal eine Bewilligung eingeholt werden müsse für das Beschneien einmal der einen, dann der anderen Talseite. Es geht darum, die Fläche, die man beschneien will, einmal zu bewilligen. Das kann durchaus im Rahmen der Nutzungsplanbewilligung erfolgen. Aus diesem Grund wollen wir auch Konzepte erarbeiten. Ich verspreche, dass wir diese Bewilligungspflicht so einfach wie nur möglich handhaben werden.
Das Rechtsamt der Baudirektion legt sehr grosses Gewicht darauf, dass die vorgeschlagene Lösung, alle Anlagen bewilligungspflichtig zu erklären, wesentlich praktikabler ist. Es geht einfacher, weil auch eine mobile Anlage beispielsweise eine Wasserbewilligung benötigt. Gerade mit den neuen, gestrafften Verfahrensvorschriften könnten wir das Erforderliche mit einer einzigen Bewilligung viel einfacher machen.
Ich ersuche Sie, der Fassung des Regierungsrates zuzustimmen.

Bieri, Vizepräsident. Eintreten auf die Dekretsänderung ist unbestritten.

Detailberatung

Art. 4 Abs. 1, Abs. 2 Bst. a–c

Angenommen

Art. 4 Abs. 2 Bst. d

Abstimmung

Für den Antrag der Kommission	72 Stimmen
Für den Antrag des Regierungsrates	50 Stimmen

Titel und Ingress

Angenommen

Schlussabstimmung

Für Annahme des Dekrets	85 Stimmen
Dagegen	29 Stimmen

Bern Inselspital: Neubau Frauenklinik; Ausführungskredit, Verpflichtungskredit und Anleihensermächtigung

Beilage Nr. 21, Geschäft 3327

Antrag Reber

Rückweisung mit der Auflage, das Frauenspital nicht nur administrativ, sondern auch baulich ins Inselspital zu integrieren.

Antrag Streit

Die Vorlage Neubau und Ausstattung Frauenklinik ist mit einer Kreditlimite für den Kantonsbeitrag von 113,25 Mio. Franken zu genehmigen, die nicht überschritten werden darf.

Jost, Sprecher der Geschäftsprüfungskommission. Mit dem beantragten Kredit von brutto 133 Mio. oder netto 110,8 Mio. Franken soll auf dem Areal des Inselspitals eine neue Frauenklinik gebaut werden. Namens der Geschäftsprüfungskommission, die ihren Entscheid einstimmig bei nur einer Enthaltung fällte, beantrage ich Ihnen, dem Geschäft zuzustimmen.
Die Frauen im Kanton Bern verfolgen den Werdegang des neuen Frauenspitals seit den siebziger Jahren. Die Realisierung scheiterte wiederholt – aus immer neuen Gründen. Nun, da ein offensichtlich konsensfähiges Projekt vorliegt, droht auch dieses wieder Schiffbruch zu

erleiden, vermutlich mit einer neuen Begründung. Wir werden sie vom Antragsteller des Rückweisungsantrages hören.
Das Bedürfnis ist unbestritten. Das Frauenspital in den bestehenden Gebäulichkeiten am heutigen Standort vermag den Anforderungen an ein zeitgemässes Spital nicht mehr zu entsprechen. Die technischen und baulichen Bedingungen sind nicht erfüllt. Die Einrichtungen sind ungenügend, veraltet und reparaturanfällig. Das Spital vermag nicht mehr zu genügen wegen des ungenügenden Raumangebots. Es fehlt an Nebenräumen, Arbeitsräumen, ja sogar Toilettenräumen, und es fehlen sanitäre Anlagen für das Pflegepersonal. Dazu kommen die betrieblichen Gründe. Die heutige Raumeinteilung ist nicht rationell. Die Pflegestationen, Untersuchungs- und Arbeitsräume sind verstreut. Zusammenfassend halte ich fest, dass die Situation unbefriedigend, ungenügend, betrieblich teuer und für die Zukunft unhaltbar ist.
Ich verzichte darauf, eine Projektbeschreibung zu geben. Sie haben diese den Akten entnehmen können. 1990 genehmigte das Berner Volk einen Projektierungskredit. Schon damals wurde eine Zusammenführung von Inselspital und Frauenspital als richtig erachtet, vor allem auch aus wirtschaftlichen Gründen. Auf diese Gründe möchte ich nun näher eingehen. Mit dem Zusammengehen kann man die Administration des Inselspitals noch besser auslasten. Wir haben dann nur noch eine Direktion, nur noch eine Administration, nur noch ein Rechnungswesen. Man kann die allgemeinen Infrastrukturen noch besser auslasten. Zu denken ist an die Technik oder an das Parkplatzangebot. Man kann die medizinisch-therapeutischen Infrastrukturen noch besser auslasten, indem das Inselspital die Leistungen in den Bereichen Intensivpflege, Röntgendiagnostik, Strahlenbehandlung und Physiotherapie erbringt. Die Kinderklinik führt eine gemeinsame Neonatologie für das Frauen- und das Kinderspital. Das Frauenspital betreibt nur noch spezialisierte Labors. Allgemeine Laboruntersuchungen erfolgen im zentralen Labor des Inselspitals. Die Gynäkopathologie wird ins Pathologische Institut integriert. Die Versorgung in den Bereichen Zentralsterilisation, Apotheke, Hausdienst, Wäsche, Verpflegung, Einkauf und technischer Dienst wird durch das Inselspital sichergestellt. Die Hebammenschule wird in die Organisation der Inselschulen integriert. Die Kinderkrippe der Insel steht auch dem Frauenspital zur Verfügung. Die Nähe zum Kinderspital wird ohnehin als Vorteil betrachtet. Sie sehen, hier geht es nicht nur um eine Zusammenlegung, sondern um eine vollkommene Integration, die ganz wesentliche Rationalisierungs- und Synergieeffekte mit sich bringt. Davon können wir nur dann profitieren, wenn das Frauenspital auf dem Inselareal erstellt wird, nicht aber, wenn jetzt neue Standorte ins Spiel gebracht werden sollten.
Es gibt meiner Ansicht nach kein Spitalprojekt in der Geschichte des Berner Spitalwesens, das auf derart umfangreichen und gründlichen Abklärungen beruht. Die Geschichte, die das Neubauprojekt hinter sich hat, ist eindrücklich. Die Geschäftsprüfungskommission und die Finanzkommission haben sich am 18. September 1992 gemeinsam eingefunden zu einer Informationsveranstaltung, an der wir viele Fragen stellten und Auskünfte erhielten. Auskunft wurde uns insbesondere zu den erwähnten Rationalisierungen, zur Bettenkapazität, die gegenüber dem heutigen Zustand mit diesem Projekt nicht erweitert wird, und zur Auslastung erteilt, die mit 70 Prozent beim Frauenspital höher liegt als bei anderen Spitälern. Bezüglich Kostenvergleich mit anderen Spitalbauten ist es recht schwierig, Aussagen zu machen. Wir erhielten schweizerische und ausländische Vergleichszahlen. Die Kosten sind bei diesem Projekt vergleichsweise günstig. Wir liegen «im Hick», wie man zu sagen pflegt.
Wir haben auch gesprochen über die Angst der Regionalspitäler vor der Schliessung ihrer Geburtsabteilungen. Es darf festgestellt werden, dass dieses Projekt keine neuen Kapazitäten schafft und dass diese Angst im Blick auf dieses Projekt unbegründet ist. Die Schliessung von Geburtsabteilungen kann aus betrieblichen und aus Kostengründen dort zum Thema werden, wo die Auslastung nicht grösser ist als 10 bis 20 Prozent. Solche Fälle gibt es offenbar. Mit diesem Projekt hat das freilich nichts zu tun.
Wer soll das ganze bezahlen? Der Bund leistet rund 20 Millionen. Er übernimmt damit nach dem Hochschulförderungsgesetz die auf Lehre und Forschung entfallenden Kosten zu 55 Prozent. Aus dem Spitalzehntel kommen rund 73 Millionen. Dieser ist ja für Spitalbauten reserviert. Daraus bezahlen wir 80 Prozent der verbleibenden Kosten. Nur der Rest geht zulasten der Staatsrechnung. In den nächsten Jahren macht die Belastung rund 9,8 Mio. Franken jährlich aus. Nach Auffassung der GPK ist diese Belastung massvoll und tragbar.
Ich fasse zusammen: Das Frauenspital ist einerseits Universitätsklinik und Zentrumsspital für den Kanton Bern. Wir brauchen ein Universitätsspital, wenn wir an der Universität eine medizinische Ausbildung anbieten wollen. Wir brauchen ein Zentrumsspital für schwierige Geburten. Andererseits ist das Frauenspital das einzige öffentliche Spital in der Spitalregion Bern für die Grundversorgung in Gynäkologie und Geburtshilfe. Das heutige Frauenspital arbeitet unter Verhältnissen, die für die Zukunft nicht mehr haltbar sind. Der Neubau bringt Einsparungen als Folge der Rationalisierungen, die ich beschrieben habe. Das Projekt ist beschäftigungswirksam. Es ist ein grosses Projekt und als solches zum heutigen Zeitpunkt sicher erwünscht. Namens der GPK beantrage ich Ihnen, dem Geschäft zuzustimmen.

Die Präsidentin übernimmt wieder den Vorsitz.

Reber. Ich bin mir bewusst, dass ich mir mit meinem Antrag den heiligen Zorn einer ganzen Reihe von Frauen inner- und ausserhalb des Rates zuziehe. Aber ich versuche, damit zu leben. An die letzte Diskussion über das Frauenspital erinnere ich mich noch gut. Sie fand in der letzten Legislatur statt. Den Zusammenhang zwischen Frauenspital und Inselspital – Stichwort Neonatologie – sowie den Auftrag des Frauenspitals im Bereich von Lehre und Forschung sehe ich durchaus. Weshalb stelle ich nun einen Rückweisungsantrag? Administrativ soll das Frauenspital ins Inselspital integriert werden. Ich möchte es aber auch baulich ins Inselspital integrieren. Damit meine ich nicht, dass man irgendein Haus, das sich dort eventuell anbietet, aushöhlt und umfunktioniert in ein Frauenspital. Vielmehr meine ich, man solle innerhalb des Inselspitals für das Frauenspital Platz schaffen. Zu diesem Zweck müsste man allenfalls eine Abteilung des Inselspitals in ein benachbartes Spital ausgliedern. Das wäre von den Distanzen her durchaus vertretbar. Im Vergleich mit ausländischen Beispielen wäre das gut machbar. In Frage kämen das Zieglerspital, das Tiefenauspital oder das neue Spital in Belp. Diese Möglichkeit ist von der Gesundheitsdirektion noch gar

nicht überprüft worden. Es wäre kein Novum. Es gibt bereits Verträge über staatliche Leistungsaufträge an bestimmte Regionalspitäler.
Wir haben in der letzten Session rund eine Million bewilligt für die Überprüfung unserer Spitalplanung und zur Ausarbeitung von Änderungs- und Verbesserungsvorschlägen. Das Frauenspital dürfen wir in der heutigen Zeit nicht mehr losgelöst von dieser Untersuchung behandeln. Was die Untersuchung bringen wird, weiss man in zwei Bereichen schon heute: Wir wissen, dass wir Fehlbelegungen und zu viele Akutbetten haben. Dies nur festzustellen, nützt aber nichts. Die Verbesserungsvorschläge müssen auch noch umgesetzt werden. Konsequenz der Untersuchung wird sein, dass man Abteilungen oder sogar ganze Spitäler schliessen muss. Sie können sich selber vorstellen, welchen Widerstand dies in den einzelnen Spitalbezirken auslösen wird. Der Widerstand wird schier unüberwindlich werden, vor allem in den etwas weiter vom Zentrum entfernten Gebieten, wenn wir gleichzeitig in der Region Bern ein neues 100-Betten-Spital bauen und den Leuten in den Regionen sagen, sie müssten ihr Spital redimensionieren.
Ich weiss, dass ich mit meinem Vorschlag gewisse Königreiche antaste und dass die zu grosse Spitaldichte nur ein Faktor bei der Kostenexplosion im Gesundheitswesen ist. Es ist aber ein Punkt, den wir jetzt konkret angehen müssen. Wir müssen ausgetrampelte Wege verlassen. Das erfordert Mut. Ich bin überzeugt, dass mein Antrag gar niemandem zum Nachteil gereicht, auch nicht den Frauen.

Fahrni. Ich begründe den Antrag von Frau Streit, die heute nachmittag nicht hier sein kann. Die Vorlage für den Neubau der Frauenklinik kommt zu einer ungünstigen Zeit. Wir versuchen, mit allen Mitteln die Staatsausgaben in den Griff zu bekommen. Ausgerechnet in diesem Moment müssen wir über die Klinik abstimmen. Wenn wir die ganze Leidensgeschichte der Frauenklinik zurückverfolgen, ist es sicher angebracht, über das Projekt jetzt zu entscheiden. Eine Rückweisung verlangt eine neue Projektierung und verursacht Kosten. Während der Dauer dieser Arbeiten müssen wir weiterhin Geld in den Unterhalt des alten Gebäudes stecken. Es ist sinnvoll, das Projekt jetzt zu beschliessen, da das bestehende Gebäude seit über 30 Jahren nicht mehr befriedigt. Trotz allem bleibt ein grosses Unbehagen. Die Ausführung des Projekts wird etwa acht Jahre dauern. Unser Kanton hat mehrfach bewiesen, dass bei derartigen oder auch bei kleineren Projekte enorme Kostenüberschreitungen verursacht werden. Der beantragte Kantonsbeitrag von 113,25 Mio. Franken ist als absolut oberste Kreditlimite unter allen Umständen einzuhalten. In den Gemeinden und bei unseren privaten Bauten müssen wir uns ebenfalls nach der Decke strecken. Ist die Teuerung grösser als im Projekt berechnet, müssten Einsparungen gemacht werden. Vom ersten zum zweiten Entwurf ist das Projekt schon redimensioniert worden. Jetzt sind noch 100 Betten vorgesehen. Wir müssen uns fragen, ob das in acht oder zehn Jahren noch die richtige Bettenzahl ist. Wie wir wissen, geht die Tendenz in Richtung kürzere Pflegezeiten. Besonders Wöchnerinnen verlassen das Spital früher. Bei diesem Projekt ist auf eine möglichst langfristige Nutzung hinzuweisen. Wie dem Projekt entnommen werden kann, soll die Tragstruktur hauptsächlich aus Stützen bestehen, während die Wände versetzbar sein sollen, so dass das Gebäude der Nutzung angepasst werden kann. Das ist gerade für eine langfristige Nutzung von Bedeutung. Wenn die Baukosten steigen sollten, könnte das Gebäude eventuell noch redimensioniert werden.
Der Antrag Streit möchte den bewilligten Kredit von 113,25 Mio. Franken als absolute Limite festsetzen. Aus den erwähnten Gründen ersuche ich Sie, diesem Antrag zuzustimmen.

Bittner-Fluri. Die SP-Fraktion stimmt dem Geschäft Neubau Frauenklinik zu. Mit dieser Zustimmung wollen wir dafür sorgen, dass der Versorgungsauftrag des Frauenspitals sichergestellt wird. Es geht um die Grundversorgung und die spezialisierte Versorgung der medizinischen Fachrichtung Geburtshilfe und Frauenheilkunde. Diese Fachrichtungen haben den gleichen Stellenwert wie beispielsweise die innere Medizin oder die Urologie. Eingebunden in das Versorgungsnetz ist ein umfassender Ausbildungsauftrag in bezug auf Hebammen, Medizinstudenten, Sozialberufe, medizinisch-technische und medizinisch-therapeutische Berufe sowie Ärzte. Ein Unispital, ein Zentrumsspital hat diese wegweisenden Aufgaben hinsichtlich Versorgung und Ausbildung im Kanton zu übernehmen. Es handelt sich um eine Schrittmacherfunktion. In vielen Fällen, insbesondere in Risikofällen ist das Frauenspital letzte Instanz. Diese Aufgabe kann nicht von peripheren Spitälern erfüllt werden. Die Privatspitäler übernehmen sie auch nicht. Es ist eine staatliche Aufgabe. Deshalb müssen wir dafür sorgen, dass der Rahmen für die Erfüllung dieses Auftrages zur Verfügung gestellt wird. Die heutigen Örtlichkeiten sind zunehmend unzumutbar für die Patientinnen, aber auch für die dort Arbeitenden. Eine Dauerbaustelle und ein Provisorium können nicht länger Standard unseres Frauenspitals sein. Es wurden umfassende Abklärungen gemacht, der GPK-Sprecher hat es ausführlich dargestellt. Alle Beteiligten kamen zum Schluss, dass die vorliegende Lösung, die bauliche und administrative Integration ins Inselspital am Standort der alten Kinderklinik, in jeder Hinsicht die beste Lösung ist. Der letzte Streit, den wir im Rat ausgefochten haben, jener um den Standort der Neonatologie, ist mit einem Kompromiss, der allen dient, gütlich beigelegt worden. Wir haben keinen Grund zur Annahme, dass die Variantenüberprüfungen nicht seriös gemacht worden wären. Deshalb gehen wir auch davon aus, dass jetzt die Standortfrage nicht nochmals von vorne diskutiert werden muss. Es braucht unseren politischen Willen, den provisorischen Zuständen im Frauenspital ein Ende zu setzen. Der Auftrag, den ein Unispital im Fachbereich der Geburtshilfe und Frauenheilkunde hat, muss endlich unter besseren Bedingungen erfüllt werden können. Wir sollten diese Pendenz nicht weiterhin vor uns herschieben.
Zum Antrag von Frau Streit: Wenn es darum geht, jene Stimmen abzuholen, die nur in zustimmendem Sinn abgegeben werden, sofern das Kostendach ausdrücklich nochmals formuliert ist nach dem Motto «Doppelt genäht hält besser», haben wir nichts gegen diesen Antrag. Wir gehen davon aus, dass seriös geplant wurde. Wir wollen den Neubau sorgfältig überwachen und uns an die Kostenlimite halten, auch wenn dies bei Projekten, die über längere Zeit hinweg realisiert werden, schwierig ist.
Zum Antrag von Herrn Reber: So wie er auf dem Papier steht, ist dieser Antrag tipptopp. Herr Reber, Sie könnten dem Geschäft freudig zustimmen, denn genau das, was Sie verlangen, passiert auch. Man könnte Ihren Antrag als erfüllt abschreiben. Ich habe Ihnen nun gut zugehört. Wie ich befürchtet hatte, meinen Sie etwas anderes als das, was Sie in Ihrem Antrag geschrieben haben, indem

Sie eine Integration in die bestehende bauliche Substanz verlangen. Eine erneute Rückweisung der Vorlage würde erneute Unsicherheit und Verwirrung schaffen. Das würde sicher nicht motivierend wirken für all die Leute, die im Frauenspital arbeiten und ausgebildet werden. Die neueste Expertise, auf die sich Herr Reber vermutlich stützt, betrifft die innere Medizin. Sie bringt jedoch keinerlei bauplanerische Grundlagen zum Thema Frauenspital. In dieser Expertise wurde keine Analyse gemacht, ob das Frauenspital in der heutigen Bausubstanz Platz hätte. Der Rückweisungsantrag kann sich also einzig und allein auf Vermutungen und Spekulationen stützen. Eine Rückweisung würde eine erneute Verzögerung bedeuten. Sicher würde zuerst das Ergebnis der integralen Überprüfungsstudie abgewartet werden. Bauplanerisch müssten wir wieder bei Adam und Eva anfangen. Ein Sachbearbeiter hat ausgerechnet, dass wir in diesem Fall frühestens im Jahr 2010 ein anderes Projekt realisiert haben könnten. Unterdessen verlottert das alte Frauenspital an der Schanzeneckstrasse mehr und mehr. Notfallmässige Sanierungsmassnahmen haben sich bereits aufgedrängt. Wir haben sie bewilligen müssen. Derartige Übungen wird es je länger je mehr geben. Im «Bund» habe ich dazu am 7. April gelesen, man müsse mit Sanierungen am Altbau im Betrag von mindestens 40 Mio. Franken rechnen, wenn der Neubau nicht bis zum Jahr 2001 bezogen werden könne. Gerade im Frauenspital ist es wegen der besonderen Ereignisse, die dort stattfinden, für die reibungslose Aufgabenerfüllung notwendig, funktionelle Abläufe auch räumlich aufeinander abzustimmen. Beispielsweise muss der Operationssaal in der Nähe des Gebärsaals sein, und die Kinder dürfen nicht zu weit von der Mutter entfernt untergebracht werden. Eine zusammengewürfelte «Secondhand»-Unterbringung bringt nichts. Wir brauchen einen zweckmässigen, massgeschneiderten Bau. Und diesen bietet die Vorlage.
Ich bitte Sie, dem Geschäft zuzustimmen.

Jenni (Bern). Es ist allen bekannt, dass die betriebliche Ausstattung des Frauenspitals heute absolut unhaltbar ist. Wenn nicht eine andere Lösung innert nützlicher Frist geschaffen wird, wird es zu Anpassungen und Investitionen auch im jetzigen Frauenspital kommen müssen. Und man würde vermutlich trotzdem nicht darum herumkommen, später doch noch einen Neubau zu erstellen. Das wäre absolut unrationell. Eine derartige Prozedur einleiten zu wollen, wäre wirklich aus dem Tierbuch. Es wäre aber die logische Folge des Rückweisungsantrags, den wir bekämpfen.
Man hätte sich seinerzeit fragen können, ob die Bedürfnisse des Frauenspitals nicht am jetzigen Standort erfüllt werden könnten. Das war eine der Überlegungen, die zum zweiten Referendum gegen den Projektierungskredit geführt haben. Die Referendumsabstimmung wurde anders entschieden. Diese Frage ist politisch beantwortet. Das Frauenspital soll administrativ ins Inselspital integriert werden, aber eben nur administrativ, nicht baulich.
Eine befriedigende Lösung konnte auch in der seinerzeit umstrittenen Frage der Plazierung der Neonatologie gefunden werden dank der Aufteilungslösung zwischen Kinder- und Frauenspital am neuen Standort. Es handelt sich um reine Verzögerungs-, um nicht zu sagen Verhinderungstaktik, wenn jetzt plötzlich eine bauliche Integration des Frauenspitals ins Inselspital und damit eine völlig neue Projektierung verlangt wird. Erstens ist es nicht die billigste Art, ein Spital zu bauen, wenn man die Projektierungen immer wieder neu machen muss. Zweitens ist das Bedürfnis dafür einfach vorhanden, das neue Frauenspital endlich einmal innert nützlicher Frist beziehen zu können. Aus diesen Gründen erachten wir den Rückweisungsantrag als unehrliche Spiegelfechterei. Man sucht irgendeinen Vorwand, diesmal die bauliche Integration, um das Frauenspital zu verzögern und den Neubau zu verhindern. Hätte man diesen Punkt nicht, hätte man einen anderen Vorwand gefunden.
Die grüne und autonomistische Fraktion ersucht Sie, den Rückweisungsantrag abzulehnen und dem Projekt zuzustimmen.

Blatter (Bolligen). Einige bis jetzt noch nicht geäusserte Gedanken: Dieses Geschäft ist kein gewöhnliches GPK-Geschäft. Es ist allen klar, dass noch eine Volksabstimmung durchgeführt werden muss. Wir haben das Projekt nicht spitalplanerisch zu beurteilen. Damit wären wir sicher überfordert. Die Frage lautet, ob ein derart grosses Projekt auch die Akzeptanz vor dem Volk findet. Die EVP/LdU-Fraktion hat sich die Frage gestellt, ob das Projekt nicht effektiv zu gross ist. Nach sorgfältiger Prüfung kamen wir zum Schluss, dass der Neubau, dem seinerzeit auch unsere Fraktion zustimmte, innerhalb der Insel realisiert werden sollte. Auch wenn der Rückweisungsantrag angenommen werden sollte, kann es keineswegs darum gehen, einen Alternativstandort zu suchen. Wir haben uns gefragt, ob und inwiefern zusätzliche Rationalisierungen möglich wären. Man hat es schon in der Presse lesen können: Es leuchtet uns nicht ein, weshalb nun doch eine Neonatologie integriert wurde. Es wird gesagt, es handle sich um eine bescheidene Sache im Vergleich zur eigentlichen Neonatologie im Kinderspital. Die fehlenden Finanzen haben bekanntlich zu einem Moratorium für neue Heime und Spitäler geführt. Es ist absurd, wenn man nun die Heime und Spitäler in ihren Ausbauplänen blockiert, gleichzeitig aber einen derartigen Grossbau realisieren will. Wir fragen uns auch, ob die von der Gesundheitsdirektion angestrebte Dezentralisation der Gynäkologie, wie wir sie nun beispielsweise auch in Belp haben, mit dem Grossprojekt auf dem Inselareal vereinbar ist. Frau Bittner hat allerdings darauf hingewiesen: Das Frauenspital hat zahlreiche andere Aufgaben zu erfüllen als die Gynäkologie in einem Regional- oder Bezirksspital.
Wir stellen die Sorgfalt bezüglich der Vorarbeiten zu dieser Vorlage nicht in Frage. Das lange Ringen um einen Konsens, wie es in einer Stellungnahme der Gesundheitsdirektion an die Finanzkommission nachzulesen ist, zeigt gerade, dass die ganze Planung nicht unbestritten war. Man musste wirklich einen Konsens finden. Das geplante, gigantische Projekt könnte den Konsens wiederum in Frage stellen. Die Zeit für spezielle Grossbauten – auch die Kinderklinik ist ein Beispiel dafür – scheint uns endgültig vorüber zu sein. Selbst wenn man in Rechnung stellt, dass man an Universitätsspitälern zusätzliche Aufgaben gerade auf dem Gebiet der Lehre und Forschung zu leisten hat, muss die Eigendynamik einzelner Zentren auf dem Inselareal vorbei sein. Der ganze Spital-Campus muss einheitlich betrachtet werden. Vielleicht wird der Gesundheitsdirektor sagen, dass dies beim neuen Projekt der Fall ist.
Zum Antrag von Frau Streit: Es ist interessant, dass der Begriff «Kostendach» noch vor kurzem von einem Regierungsrat in einem anderen Zusammenhang lächerlich gemacht wurde, hier nun aber aufgegriffen wird. Das ist ein Stück weit sinnvoll. Doch sind wir in unserer Fraktion der Überzeugung, dass das Kostendach nicht genügen

wird, wenn man wirklich alles realisiert, was in diesem Projekt enthalten ist. Es wird teurer werden. Dass man dann mit Nachkrediten kommen müsste, darf nicht der Sinn der Übung sein.
Unsere Fraktion empfindet es auch als stossend, dass wir zu einem Zeitpunkt über diesen grossen Kredit befinden müssen, da die integrale Überprüfung der Spitalplanung nicht abgeschlossen ist. Auch wenn es eine zeitliche Verzögerung geben würde, ist es eben doch nicht sinnvoll, eine integrale Überprüfung mit einem derartigen Präjudiz durchzuführen. Das macht die Überprüfung ein Stück weit illusorisch. Aus diesen Gründen sind auch wir nicht glücklich mit dem vorliegenden Projekt. Wir schliessen uns dem Rückweisungsantrag Reber einstimmig an.

Hier werden die Beratungen dieses Geschäfts unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 16.28 Uhr

Der Redaktor:
Fredi Hänni

Zehnte Sitzung

Mittwoch, 12. März 1993, 9.00 Uhr

Präsidentin: *Eva-Maria Zbinden-Sulzer,* Ostermundigen

Präsenz: Anwesend sind 185 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: von Allmen, Bay, Bhend, Flück-Lehner, Gerber (Bienne), Hari, Heynen, Imdorf, Kaufmann (Bremgarten), König (Bigenthal), Rickenbacher, Rychiger, Sinzig, Steiner-Schmutz, Wasserfallen.

Fragestunde

Frage 6

Jenni (Kappelen) – Entwicklung der Telefonkosten im Berner Rathaus

Während bestimmten Vormittags- und Nachmittagszeiten der Sessionstage im Grossen Rat sind die Telefonkabinen im Rathaus (Wandelhalle und Schreibzimmer) hoffnungslos überlastet und mit Wartenden vor den Kabinentüren belegt.
Meine diesbezüglichen Fragen:
a) In welchem Masse haben sich die Telefongebühren seit 1990 bis heute im Rathaus Bern während den Grossratssessionen entwickelt?
b) Wie sieht dies frankenmässig und die Entwicklung in Prozenten aus?
c) Hat sich der Arbeitsaufwand der Telefonistin in der Hauszentrale nun durch die direkte Selbstwahl der Ratsmitglieder für auswärtige Gespräche wenigstens reduziert oder ist dieser gleich geblieben?
d) Werden für private Telefongespräche, die nicht mit dem Grossratsmandat in Zusammenhang stehen, auch Gebühren in die Telefonkasse des Rathauses entrichtet?
e) Könnten allenfalls Telefonunkosten und Warteschlangen vor den Kabinen im Rathaus eingespart und vermieden werden, wenn auswärts geführte Gespräche der Ratsmitglieder statt durch Direktwahl durch die Zentrale vorgenommen würden?

Widmer, Regierungspräsident. Aufgrund der Motion Suter können die Ratsmitglieder seit April 1991 während den Sessionen innerhalb der Schweiz gratis telefonieren. Die Auslandgespräche müssen sie bezahlen. Sie sind ordnungsgemäss der Telefonistin anzumelden. Die Telefonanlage ist alt – sie stammt aus dem Jahr 1976 – und muss spätestens 1996 ersetzt werden.
Zu den ersten beiden Fragen: Die Telefonkosten sind nicht nur von der Anzahl Sessionstage abhängig, sondern vor allem auch von der Höhe der PTT-Gebühren. Dazu einige Daten: Im Jahr 1990 tagte der Grosse Rat während 36 Tagen, 1991 während 51 Tagen und 1992 während 50 Tagen. Seit 1990 wurden die PTT-Gebühren dreimal erhöht. Die Telefonrechnungen gehen jeweils in der Zeit zwischen Dezember und März ein. 1990 bis 1991 waren 6500 Franken, 1992 8400 Franken und 1993 9200 Franken je PTT-Rechnungsperiode (Dezember–März) zu bezahlen. Von den Grossratsmitgliedern wurden 1990 640 Franken, 1991 780 Franken, 1992 45 Franken und 1993 95 Franken der Telefonkosten berappt. Im Jahr 1992 betrugen die Telefonkosten also 43 Prozent mehr als 1990/91.

Zu Buchstabe c: Der Arbeitsaufwand der Telefonistin hat sich verkleinert.
Zu Buchstabe d: Leider lässt sich nicht überprüfen, ob die Einnahmen aus der Bezahlung von Ausland- oder von Privatgesprächen stammen. Es wäre äusserst schwierig und kompliziert, dies zu eruieren.
Zu Buchstabe e: Die von Frau Jenni vorgeschlagene Handhabung wäre kompliziert. Sehr wahrscheinlich wäre diese Lösung nicht viel kostengünstiger. Warteschlangen könnten trotzdem nicht vermieden werden.

Frage 14

Büschi – Bern als Sitz von «S Plus»

Am 25. März 1993 haben die Verantwortlichen der SRG das neue SRG-Programm «S Plus» der Öffentlichkeit vorgestellt. «S Plus» soll am 27. August nächsthin auf Sendung gehen. Die Programmdirektion von «S Plus» hat ihren Hauptsitz in Bern, während das operationelle Zentrum in Zürich/Hagenholz domiziliert ist. Dies gilt für die Startphase. Mittelfristig ist jedoch damit zu rechnen, dass alle Abteilungen von «S Plus» an einem einzigen Standort zusammengefasst werden.
Aus diesen Gründen wäre es angezeigt, wenn Bern als definitiver Sitz von «S Plus» gewählt würde (Bundesstadt, Zentrum der schweizerischen Politik, Brückenfunktion des Kantons Bern, TV-Studio Bundeshaus usw.).
Ist der Regierungsrat bereit, sich eventuell zusammen mit dem Gemeinderat der Stadt Bern bei der GD SRG dafür einzusetzen, dass Bern als künftiger Sitz von «S Plus» in Aussicht genommen wird?

Widmer, Regierungspräsident. Ende August 1993 soll «S Plus» auf Sendung gehen. In der Startphase wird sich die Produktionsbasis in Zürich/Hagenholz befinden, nicht weit vom SRG-Studio entfernt. Nach den Äusserungen der «S Plus»-Direktion wird auf diese Weise die Zusammenarbeit mit dem Schweizer Fernsehen DRS ermöglicht. Zudem rechnet man mit Synergien im Bereich Programmproduktion. Der Hauptsitz von «S Plus» wird aber nach dem Willen der Generaldirektion der SRG in Bern sein. Nach der Meinung des Regierungsrates wäre es mit grossen Vorteilen verbunden, wenn in Bern das strategische und das operationelle Zentrum zusammengelegt würden. Dieser vierte Schweizer Fernsehkanal hat eine andere Funktion als die anderen drei. Es ist ein nationaler Sendekanal, der die Programmbedürfnisse aller Sprachregionen der Schweiz abzudecken hat. Bern befindet sich an einer Sprachgrenze, weshalb dieser Standort besonders geeignet wäre. Zudem zeichnet sich die Stadt Bern durch ihre zentrale Lage aus – zentral zu den sprachregionalen Fernsehstudios in Genf, Lugano und Zürich. «S Plus» soll zum Ereigniskanal werden. Ein weiterer Standortvorteil ergibt sich aus der Nähe zum Bundeshausstudio der SRG. Synergien mit dem politischen Zentrum sind wichtig. Für den Standort Bern sprechen auch volkswirtschaftliche Gründe: Das operationelle Zentrum würde nicht nur neue Arbeitsplätze bringen, sondern auch neue Impulse an Videoteams und an Zulieferfirmen vermitteln. Auch an zusätzliche Ausbildungsangebote ist in diesem Zusammenhang zu denken.
Die Stadt Bern hat sich für den Standort von «S Plus» beworben. Erste Gespräche werden voraussichtlich in der nächsten Zeit geführt. Der Regierungsrat wird die Bewerbung unterstützen und sich bei der GD SRG für den Standort Bern einsetzen.

Frage 3

von Escher – Kantonale Gutachterkommission für Härtefälle im Asylbereich

Trifft es zu, dass die kantonale Gutachterkommission für Härtefälle im Asylbereich ersatzlos gestrichen wurde?
Falls ja, mit welcher Begründung?
Wer übernimmt jetzt die wichtige Funktion dieser Kommission? Wer entscheidet in Härtefällen?
An wen wenden sich im Asylbereich Tätige in Zukunft, wenn sie Fragen im Zusammenhang mit Härtefällen haben?

Widmer, Polizei- und Militärdirektor. Der Regierungsrat setzte 1986 aufgrund eines RRB eine Härtefall-Kommission ein. Der Beschluss stützte sich auf ein Kreisschreiben des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements ab, worin den Kantonen die Einsetzung dieser Kommissionen empfohlen wurde. Eine rechtliche Grundlage für diese Kommission wurde aber nie geschaffen. Nach den damals geltenden Bestimmungen mussten die zuständigen Bundesbehörden in jedem Einzelfall die betreffenden kantonalen Behörden anhören, bevor sie einen abgewiesenen Asylbewerber aus der Schweiz wegweisen konnten. Mit Inkrafttreten des Dringlichen Bundesbeschlusses über das Asylverfahren im Juni 1990 wurde diese Praxis aufgegeben. Nach dem Bundesbeschluss kann der abgewiesene Asylbewerber in der Zeit bis zu seiner Ausreise kein Aufenthaltsbewilligungs-Gesuch mehr stellen. Die Bundesbehörden fragen die Kantone auch nicht mehr an. Aufgrund dieses Bundesbeschlusses wurde eine unabhängige schweizerische Asylrekurskommission (ARK) geschaffen, die ihre Arbeit am 1. April 1992 aufgenommen hat. Die ARK besteht aus sieben Kammern. Jeder Kammer gehören ein Präsident und drei Richter an. Die ARK behandelt Beschwerden und entscheidet abschliessend über die Zulässigkeit und Zumutbarkeit einer Wegweisung. Aus diesem Grund musste die kantonale Gutachterkommission für Härtefälle aufgelöst werden.

Frage 11

Sidler (Biel) – Arbeitsbeschaffung

Kürzlich hat die Armee in Grenchen zu Dumpingpreisen Abbrucharbeiten übernommen und so spezialisierten Unternehmern Arbeit weggenommen. In einem gewissen Sinn ähnliches geschieht auch im Kanton Bern. So hat der Zivilschutz Arbeiten ausgeführt (Reinigung des Schilfgürtels am Bielersee zum Beispiel, andere ähnliche Arbeiten in Orpund), die durchaus auch von ausgesteuerten Arbeitslosen hätten übernommen werden können, mit dem Vorteil, dass diese so wieder stempelberechtigt würden.
Ist die Regierung bereit, bei Armee und Zivilschutz zu intervenieren, damit diese solche unlautere Konkurrenz unterlassen?

Widmer, Polizei- und Militärdirektor. Herr Sidler (Biel) wirft eine äusserst wichtige Frage auf. Die Luftschutztruppe und der Zivilschutz müssen im Hinblick auf eine optimale Katastrophenhilfe-Bereitschaft gut ausgebildet werden. Die Truppe muss im fachtechnischen Bereich die Handhabung der Geräte und der Maschinen in unbekannten Haustrümmern schulen. Zudem muss sie aber auch realistische Rettungsübungen mit oder ohne Brandbekämpfung durchführen. Die Übungsprojekte der Luftschutztruppen entsprechen den Schiessplätzen

der kombattanten Truppen. Für den praktischen Einsatz der Luftschutzformationen bieten Gebäude und Gebäudekomplexe des Bundes, der Gemeinden und Kantone sowie Privater realistische Fortbildungsmöglichkeiten. Die angebotenen Objekte werden nach folgenden Kriterien beurteilt: Gebäudeart, Ausbildungsnutzen, taktisch-technische Übungslage, Dauer und nicht zuletzt auch wirtschaftliche Aspekte. Die Gefahr einer Konkurrenzierung des örtlichen Bau- und Transportgewerbes wird also mit berücksichtigt. Die Luftschutztruppen übernehmen den unentgeltlichen Abbruch der betreffenden Gebäude. Die Zahl der beübten Gebäude liegt im Kanton Bern bei jährlich sechs bis acht Objekten. Diese Zahl liegt unter dem schweizerischen Durchschnitt. Trotzdem können diese Übungen zu gewissen Interessenkollisionen führen, weshalb beabsichtigt wird, im Verlaufe dieses Frühlings oder Sommers die Angelegenheit zusammen mit dem Bundesamt für Zivilschutz, dem Bundesamt für Luftschutztruppen, Vertretern des Baumeisterverbandes und den Gewerkschaften zu besprechen. Nach der Meinung des Regierungsrates ist es deshalb nicht unbedingt nötig, jetzt beim Eidgenössischen Militärdepartement zu intervenieren.
Ein ähnliches Problem stellt sich beim Zivilschutz. Auch dieser ist auf Übungsobjekte angewiesen. In diesem Bereich gelten dieselben Richtlinien wie für die Luftschutztruppen. Das Amt für Zivilschutz legt zusammen mit den kommunalen Behörden die Übungsobjekte fest. Auch das Amt für Zivilschutz ist aber der Ansicht, dass die Arbeitslosen bei den Einsätzen vermehrt mit einzubeziehen sind. Es wird beabsichtigt, ein entsprechendes Pilotprojekt durchzuführen. Ich möchte das Amt auch anweisen, weiterhin zu überprüfen, wieweit Arbeitslose bei derartigen Übungen eingesetzt werden können. Wir müssen aber trotzdem darauf achten, dass wir nicht das kommunale Gewerbe konkurrenzieren.

Sidler (Biel). Es fragt sich natürlich, was Zivilschutz mit Naturschutz zu tun hat. In Biel sind etwa 10 Prozent der Arbeitslosen bereits ausgesteuert. Diese Arbeitslosen sollten im Rahmen eines Beschäftigungsprogramms wieder einige Arbeitstage ausweisen können, damit sie erneut stempeln können. In Biel läuft neben zwei bis drei kleinen Projekten ein Unicef-Projekt. Dieses reicht aber nicht aus. Es ist nicht sinnvoll, wenn der Zivilschutz Arbeiten übernimmt, die von Arbeitslosen geleistet werden könnten. Ich bitte Herrn Regierungsrat Widmer, zu diesem Problem noch Stellung zu nehmen.

Widmer, Polizei- und Militärdirektor. Herr Sidler, Zivilschutz hat mit Naturschutz sehr viel zu tun. Ich muss dies einfach einmal betonen. Gegenwärtig helfen im Berner Oberland wieder verschiedene Bataillone mit im Kampf gegen die Borkenkäfer. Sie leisten also einen Beitrag an den Naturschutz. Der Zivilschutz hat im Zusammenhang mit vielen Projekten bewiesen, dass er für den Naturschutz einsteht. – Ich habe Verständnis für die Frage von Herrn Grossrat Sidler. Wie gesagt, sollte der Zivilschutz weder das Gewerbe noch die Arbeitslosen konkurrenzieren. Ich sehe auch, dass die Arbeitslosen diese Arbeiten übernehmen könnten. Entsprechende Einsätze müssten aber organisiert werden. Wir können nicht irgendwelche Arbeitslose ohne weitere Einführung engagieren. Wie bereits erwähnt, möchte ich zusammen mit dem Amt für Zivilschutz Pläne ausarbeiten für den Einsatz von Arbeitslosen im Rahmen von Zivilschutzübungen. Der Zivilschutz bietet die Organisation und Infrastruktur für derartige Einsätze. Das Arbeitslosenproblem vermögen wir aber nicht alleine zu lösen. Wir können höchstens einen Beitrag dazu leisten.

Frage 12

Seiler (Moosseedorf) – Ausschaffungsstopp für Kosovo-Albaner

Bekanntlich ist in der Folge der Kriegswirren im ehemaligen Jugoslawien die momentane Lage in Kosovo sehr unsicher. Die Konferenz für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa KSZE hat deshalb in Kosovo feste Beobachter eingesetzt, und der Freiburger Staatsrechtsprofessor Thomas Fleiner, der Kosovo im Auftrag der KSZE in letzter Zeit mehrmals bereist hat, bezeichnet die Menschenrechtssituation als prekär.
Innerhalb der Asylrekurskommission ARK scheint die Situation unterschiedlich beurteilt zu werden: Während fünf von sieben Kammern aufgrund der oben erwähnten Lagebeurteilung zurzeit auf Ausschaffungsentscheide für Kosovo-Albaner verzichten, verfolgen die restlichen zwei Kammern eine harte Ausschaffungspolitik. Dazu zählt leider auch die siebte Kammer der ARK, welche für den Kanton Bern zuständig ist.
Frage: Ist der Regierungsrat bereit, beim Bund den von den schweizerischen Hilfswerken geforderten vorläufigen Ausschaffungsstopp für Kosovo-Albaner zu unterstützen?

Widmer, Polizei- und Militärdirektor. Für die Beurteilung von Asylgesuchen sind bekanntlich ausschliesslich die Bundesbehörden zuständig. Die Entscheide werden in erster Instanz vom Bundesamt für Flüchtlinge und in zweiter und abschliessender Instanz von der ARK getroffen. Im Rahmen des materiellen Asylentscheids wird auch überprüft, ob dem Asylbewerber gegebenenfalls zugemutet werden kann, in das Herkunftsland zurückzukehren. Wenn wir in dieser Sache mit dem Bundesamt für Flüchtlinge zu tun haben, geht es immer um die zentrale Frage der Zumutbarkeit einer Wegweisung. Die Grundlage für die Beantwortung dieser Frage bilden die Nachrichtenbeschaffung und die Lagebeurteilung der Bundesbehörden. Die Kantone verfügen über keine eigenen Nachrichtenbeschaffungs- und Beurteilungsgrundlagen. Aus diesem Grund ist es dem Regierungsrat nicht möglich, eine eigene Lagebeurteilung vorzunehmen. Es geht hier nicht zuletzt um die Kompetenzabgrenzung zwischen Bund und Kanton. Die Kantone könnten also nicht ihre eigenen Lagebeurteilungen den Bundesbehörden entgegenhalten.
Der Regierungsrat verweist auf die Motion Bühlmann, die am 28. April 1993 beim Bundesparlament eingereicht wurde. Nach dem Vorstoss ist die Zumutbarkeit einer Rückkehr für Kosovo-Albaner neu zu beurteilen. Diese neue Lagebeurteilung soll den Bundesbehörden als Entscheidgrundlage dienen. Ich habe nächste Woche die Gelegenheit, an einer Aussprache mit dem Bundesamt für Flüchtlinge teilzunehmen, und werde mich dieses Problems besonders annehmen. Wie Herr Seiler aufführt, wurde die Lage von Leuten, die im Auftrag der KSZE Kosovo bereisten, als prekär beurteilt. Die Lagebeurteilung steht derjenigen der Bundesbehörden zum Teil diametral entgegen. Die Angelegenheit interessiert mich. Ich werde der Frage nachgehen.

Seiler (Moosseedorf). Ich bin froh, dass Herr Regierungspräsident Widmer sich der Frage annehmen will. 20 Kosovo-Albaner-Familien werden in nächster Zeit aufgrund eines Wegweisungsentscheids das Land verlas-

sen müssen. Die in Moosseedorf wohnende Familie muss bereits am 15. Mai ausreisen. Dieser Familie wird es nicht sehr viel nützen, wenn sich der Regierungsrat nächste Woche mit den Bundesbehörden unterhält. – Meine Frage wurde von Herrn Regierungsrat Widmer nicht beantwortet, weshalb ich sie wiederhole: Ist der Regierungsrat bereit, sich für einen vorläufigen Ausschaffungsstopp für Kosovo-Albaner einzusetzen?
Die erwähnte Familie will übrigens nicht definitiv in der Schweiz bleiben. Sobald sich die Lage in Kosovo wieder beruhigt, will sie zurückkehren. Meine Zusatzfrage lautet: Was soll ich der Familie jetzt raten, wenn ich sie nicht zu etwas Illegalem anstiften will? Muss ich ihr mitteilen, dass sie jetzt trotzdem ausreisen müsse, weil die Regierung leider erst nach dem 15. Mai mit den Bundesbehörden zusammentrifft?

Widmer, Polizei- und Militärdirektor. Herr Grossrat Seiler, der Ausreisetermin vom 15. Mai ist mir bekannt. Im ganzen Kanton gibt es Fälle, die brennen. Nicht zuletzt deshalb komme ich mit den Bundesbehörden zusammen. Ich wollte die Sitzung eigentlich diese Woche abhalten, was aber leider nicht möglich war. Ich möchte mit aller Deutlichkeit festhalten, dass ich sicher nicht diese Familien ausschaffen lasse und hinterher, nächste Woche mit Herrn Arbenz verhandeln gehe. Ohne überheblich zu sein, darf ich wohl behaupten, dass ich diese Angelegenheit im Griff habe.
Ich kann Ihnen nicht versichern, dass sich der Regierungsrat für einen Ausschaffungsstopp einsetzen wird, weil ich die verschiedenen Lagebeurteilungen nicht selber überprüfen kann. Die obenerwähnten Familien werden aber sicher nicht vor der Unterredung ausreisen müssen.

Question 13

Juillerat – Installations de tir à 300 mètres de Moutier

Suite au non-respect de certaines mesures de sécurité lors d'un tir d'entraînement le samedi 27 février 1993, le Conseil municipal de Moutier a décidé de réduire considérablement l'utilisation du stand de tir à 300 mètres de Moutier aux deux sociétés locales, à savoir «La Campagne-Moutier» et «Moutier-Militaire». Le Conseil municipal de Moutier justifie sa décision par une demande du 9 octobre 1992 de la Direction des affaires militaires du canton de Berne exigeant une limitation des tirs, l'exercice de ces derniers ne répondant plus aux normes de sécurité et causant des nuisances sonores importantes. Malgré les essais de dialogue de la part des deux sociétés de tir (nouveaux programmes de tir réduits, offre de bénévolat pour améliorer l'insonorisation du stand, ...), la Municipalité de Moutier couche sur ses positions, soit:
- pour 1993, en plus des fêtes de tir agencées, les entraînements sont uniquement autorisés le mercredi soir,
- pour 1994, seuls les tirs obligatoires et le tir fédéral en campagne seront autorisés.

Question no 1: Est-ce que la Municipalité de Moutier a contrevenu à l'article 22 de l'ordonnance fédérale sur le tir hors service qui dit que les places de tir doivent être mises à disposition des sociétés de tir pour tous les exercices volontaires?
Question no 2: Quel avenir peut-on garantir aux deux sociétés de tir de Moutier? Ces dernières, en plus de l'organisation des tirs obligatoires pour plus de 400 tireurs, ont toujours été très performantes au niveau du tir sportif et ont chaque année contribué à la relève en formant des jeunes tireurs.
Question no 3: Est-ce que la Municipalité de Moutier est habilitée à limiter les jours de tir et l'utilisation des installations de tir? Cela n'est-il pas du ressort des autorités cantonales?
Question no 4: La plus grande partie des communes du Jura bernois ont financé des installations de tir et de marquage performantes pour leur(s) société(s) de tir respective(s) en collaboration avec cette(ces) dernière(s). Il y a environ 20 ans qu'une commission de déplacement du stand existe à Moutier: sans résultat concret pour l'instant. Si la Municipalité estime que la sécurité n'est plus garantie avec le stand actuel, n'est-ce pas à elle d'offrir une nouvelle ligne de tir avec les installations de tir adéquates à ses sociétés selon l'ordonnance fédérale sur le tir hors service?

Widmer, Polizei- und Militärdirektor. Einleitend einige Hinweise zu den gesetzlichen Grundlagen, die in diesem Fall relevant sind: Nach Artikel 32 des Bundesgesetzes über die Militärorganisation sind die Gemeinden verpflichtet, Schiessanlagen für die Übungen unentgeltlich zur Verfügung zu stellen. Im weiteren sind zwei Verordnungen zu berücksichtigen, eine des EMD und eine des Bundesrates. Die eine regelt das Schiesswesen ausser Dienst, die andere die technischen Anforderungen, denen eine Schiessanlage zu genügen hat. Einschränkungen des Schiessbetriebs sind unter verschiedenen Gesichtspunkten zu betrachten, so unter den Aspekten Sicherheit, Lärmschutz und Schiesspflicht. Eine Schiessanlage kann aus Sicherheitsgründen von der zuständigen Militärbehörde ganz oder teilweise gesperrt werden. Übermässige Lärmeinwirkungen können zu einer Einschränkung des Schiessbetriebs führen; dies aufgrund der Lärmschutzverordnung des Bundes. Die Erfüllung der obligatorischen Schiesspflicht erfordert nicht nur eine entsprechende bauliche Infrastruktur, sondern auch die notwendigen organisatorischen Strukturen. Den Schützengesellschaften muss bei der Gestaltung ihrer Tätigkeit ein gewisser Freiraum zugestanden werden.
Zur ersten Frage: Indem die Gemeinde Moutier 1993 den Schiessbetrieb teilweise einschränkt, verletzt sie noch keine Vorschriften. Artikel 32 des Gesetzes über die Militärorganisation wäre erst verletzt, wenn der Schiessbetrieb auf die obligatorischen Programme reduziert worden wäre. Wie seinerzeit das Bundesgericht festhielt, müssen neben dem obligatorischen Schiessen auch Übungsschiessen und Jungschützenkurse durchgeführt werden können.
Zur zweiten Frage: Die Zukunft der Schützenvereine von Moutier ist im Rahmen der gesetzlichen Vorgaben garantiert. Die Schützenvereine müssen aber neben der Bundesübung – also dem obligatorischen Programm – auch Jungschützenkurse und eine gewisse Anzahl Übungsschiessen durchführen können. Die Anzahl Übungsschiessen ist übrigens nicht definiert.
Zur dritten Frage: Die Gemeinde Moutier ist grundsätzlich legitimiert, den Schützenvereinen Auflagen zu machen. Die von der Gemeinde verfügte Einschränkung des Schiessbetriebs darf aber die ordnungsgemässe Durchführung der Bundesübungen nicht gefährden.
Zur vierten Frage: Die Beurteilung der Sicherheit von Schiessanlagen obliegt in erster Linie den zuständigen eidgenössischen Schiessoffizieren. Beanstanden diese eine Schiessanlage, ordnet die kantonale Militärbe-

hörde auf deren Antrag entsprechende Massnahmen an. Entspricht eine Anlage den Sicherheitsanforderungen nicht, sind die Gemeinden verpflichtet, eine andere Anlage zur Verfügung zu stellen. Eine Zuweisung von Schützen zu einer Schiessanlage einer benachbarten Gemeinde kann seitens der kantonalen Militärbehörde nur verfügt werden, wenn die betroffene Gemeinde nachweisen kann, dass sie auf ihrem Gemeindegebiet keine andere Schiessanlage realisieren kann.
Herr Grossrat Juillerat, Sie haben ein wichtiges Problem aufgegriffen. Ich möchte Ihnen die Dienste meiner Direktion anbieten und werde dafür sorgen, dass ein Mitarbeiter mit Ihnen Kontakt aufnimmt, um die ganze Problematik zu besprechen.

Frage 2

Omar-Amberg – Look-back-Projekt im Kanton Bern

Im Zusammenhang mit der Gründung des Aids-Solidaritäts-Fonds des SRK (Pressemitteilung im «Bund» vom 27.03.93) möchte ich die Gesundheitsdirektion fragen, wie weit fortgeschritten die konkreten Bemühungen des Kantons Bern bereits gediehen sind für die Auffindung möglicher Aids-Opfer von verseuchten Blutkonserven (sog. Look-back-Projekt).
Wann wird das Look-back-Projekt voraussichtlich beendet sein, und wie funktioniert der neue Aids-Solidaritäts-Fonds?

Fehr, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Das Look-back-Projekt wird nicht durch die kantonalen Behörden, sondern vom SRK und dem Bundesamt für Gesundheitswesen durchgeführt. Den Kantonen wurde allerdings ihre Mitwirkungsmöglichkeit zugesichert. Gemäss Pressemitteilung des SRK vom 29. April 1993 hat der Blutspendedienst des SRK die Absicht, die betroffenen Spitäler und Ärzte sowie die kantonalen Sanitätsdepartemente zu benachrichtigen. Wir wurden aber bis anhin nicht informiert, weshalb ich zurzeit noch keine detaillierten Angaben über die Ergebnisse im Kanton Bern machen kann. Im Rahmen unserer Abklärungen musste in sieben Fällen festgestellt werden, dass Aidskranke durch Bluttransfusionen oder Blutprodukte angesteckt wurden. Die Look-back-Studie soll bis Ende 1993 abgeschlossen werden. Der Solidaritätsfonds wurde vom SRK eingerichtet. Die Kantone haben sich daran nicht beteiligt, weshalb ich mich zu seiner Funktionsweise nicht näher äussern kann.

Frage 7

Jenni (Kappelen) – Kanton unterstützt Kaderausbildung im Gesundheits- und Fürsorgewesen

Am 9. September 1992 wurde das Geschäft 2467 (Stiftung Berner Kaderinstitut für das Gesundheits- und Fürsorgewesen BKI; Vertragsgenehmigung und Betriebsbeiträge) durch das bernische Kantonsparlament abgelehnt.
Dem Bulletin «Amt für Information des Kantons Bern» vom 7. April 1993 ist zu entnehmen, dass die Höhere Schule für Sozialarbeit (1), die Städtische Krankenpflegeschule Engeried (2) und die Stiftung für Erwachsenenbildung in Bern (3) gemeinsam einen «Lehrgang für Kaderkräfte im Gesundheits- und Sozialwesen» auf die Beine gestellt haben. Der Regierungsrat hat beschlossen, das Projekt mit einem Kantonsbeitrag von 160000 Franken zu unterstützen.
Meine diesbezüglichen Fragen:
a) Handelt es sich beim erwähnten Unterstützungsbeitrag von 160000 Franken um einen einmaligen Beitrag des Kantons?
b) Oder sind in den kommenden Jahren allenfalls weitere Tranchen für den nun ins Leben gerufenen Lehrgang und für das vom Grossen Rat aus finanziellen Gründen abgelehnte Projekt vorgesehen?
c) Inwieweit kann der Kanton respektive die Regierung in Zusammenarbeit mit den drei Institutionen auf den Lehrgang und die Ausbildung Einfluss nehmen? Beschränkt sich der Kanton auf die Finanzierung?
d) Wie sieht die finanzielle Beteiligung der drei Institutionen aus, und wer ist für das Projekt nun verantwortlich (Federführung)?

Fehr, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Bei diesen Pilotlehrgängen handelt es sich um eine eigenständige Weiterbildungsmöglichkeit für Berufsleute in der Praxis.
Zu Buchstabe a: Mit dem Unterstützungsbeitrag werden zwei Pilotlehrgänge finanziert. Es handelt sich um einen einmaligen Beitrag.
Zu Buchstabe b: Nach der Auswertung dieser beiden Pilotlehrgänge wird allenfalls dem finanzkompetenten Organ ein Antrag auf definitive Unterstützung unterbreitet. Gleichzeitig müsste der Trägerschaft allerdings eine Aufgabe übertragen werden.
Zu Buchstabe c: Meine Direktion half von Beginn an bei der Ausarbeitung der beiden Lehrgänge mit. Es war uns in diesem Zusammenhang wichtig, die gemeinsame Weiterbildung von Berufsleuten, die im Gesundheits- und Fürsorgewesen tätig sind, zu fördern, weil diese auch im Alltag eng zusammenarbeiten müssen.
Zu Buchstabe d: Analog zu anderen Weiterbildungen im Gesundheits- und Fürsorgewesen wird keine finanzielle Beteiligung der Trägerinstitutionen vorgesehen. Den HFS-Absolventinnen und -Absolventen werden vom Bundesamt für Bildung und Wissenschaft insgesamt rund 57000 Franken ausgerichtet. Die Kursteilnehmerinnen und -teilnehmer selber zahlen einen Beitrag von 4000 bis 5000 Franken.
Der Leitungsausschuss, der sich aus je einem Vertreter beziehungsweise einer Vertreterin der drei beteiligten Institutionen zusammensetzt, ist für alle grundsätzlichen Entscheide zuständig.

Frage 9

Portmann – Vollzug Opferhilfegesetz

Der Kanton Bern hat nächstens seine Vollzugsorganisation zum eidgenössischen Opferhilfegesetz zu beschliessen. Die Kantone Basel-Stadt, Basel-Land und Aargau haben weite Teile des Vollzuges der Organisation «Weisser Ring» übertragen. Sie argumentieren mit einer kostengünstigen und effizienten Lösung. Der «Weisse Ring» hat sich auch im Kanton Bern zur Übernahme dieser Aufgaben beworben. Offenbar ohne Erfolg, erhielt er doch abschlägigen Bescheid von der Fürsorgedirektion und dem Regierungsrat.
In diesem Zusammenhang bitte ich um Beantwortung folgender Fragen:
– Hat die kantonale Verwaltung einen Teilvollzug des Opferhilfegesetzes durch die Organisation «Weisser Ring» überhaupt ernsthaft geprüft?
– Bestehen allenfalls ideologische Vorurteile seitens der Fürsorgedirektion gegenüber der Organisation «Weisser Ring»?

– Worin bestehen die behaupteten Einsparungen des Kantons bei einer Übertragung an andere private Organisationen (wie im Brief des Regierungsrates vom 6.1.1993 behauptet)?
– Wäre es nicht sinnvoll, den Vollzug des Opferhilfegesetzes möglichst kantonsübergreifend zu koordinieren und ihn einer Organisation anzuvertrauen, die ihre Leistungsfähigkeit in anderen Kantonen bereits unter Beweis gestellt hat?

Fehr, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Insgesamt befassen sich drei Direktionen mit der Opferhilfe: Die Justiz-, die Polizei- und Militär- sowie die Gesundheits- und Fürsorgedirektion. Es wurde ernsthaft geprüft, ob der Vollzug des Opferhilfegesetzes teilweise dem «Weissen Ring» zu übertragen ist. Schliesslich hat man sich gegen eine entsprechende Übertragung entschieden, was der Organisation mit Schreiben vom 6. Januar 1993 mitgeteilt wurde. Ich halte aber klar fest, dass dieser Entscheid nicht aufgrund ideologischer Vorurteile gegen diese Organisation getroffen wurde. Die Regierung hat im weiteren am 21. April 1993 zuhanden des Grossen Rates einen Antrag betreffend den Vollzug des Opferhilfegesetzes verabschiedet. Sie werden in der Junisession über diesen befinden können. Vorgesehen wird eine zentrale Opferberatungsstelle, die für den deutsch- und den französischsprachigen Kantonsteil zuständig ist. Die Kosten dieser zentralen Stelle belaufen sich auf rund 400000 Franken. Geplant sind zwei Beraterstellen und eine Teilzeitstelle für die Administration. Von den zwei Beraterstellen wird voraussichtlich eine 50-Prozent-Stelle für die französischsprechende Bevölkerung eingesetzt werden. Der 24-Stunden-Telefondienst wird von der bestens eingeführten Organisation «Die dargebotene Hand» sichergestellt werden. Ihr wird eine pauschale Leistungsabgeltung ausgerichtet werden. Demgegenüber sieht der Vorschlag der Organisation «Weisser Ring» wie folgt aus: Eine 80-Prozent-Beraterstelle und eine 60-Prozent-Verwaltungsstelle sollen allein für den deutschsprachigen Kantonsteil eingesetzt werden. Der 24-Stunden-Telefondienst würde von einer zentralen Stelle geleistet, die sich in Bülach (Kanton Zürich) oder anderswo in der Deutschschweiz befindet. Die budgetierten Kosten inklusive Büroinfrastruktur belaufen sich auf insgesamt rund 300000 Franken, wobei damit erst die Infrastruktur für den deutschsprachigen Kantonsteil finanziert wäre. Im Budget wird ein Anteil an «Koordination Deutschschweiz und Zentralsekretariat» von mehr als 80000 Franken aufgeführt.
Was die Opferhilfe anbelangt, haben wir ja noch keine Erfahrungen gemacht. Diese wird einer dauernden Entwicklung unterliegen. Sie hat unseres Erachtens am besten in Zusammenarbeit mit Stellen zu erfolgen, die im Kanton Bern bereits bestehen und eingeführt sind. Dies wird uns erlauben, flexibel auf die wechselnden Bedürfnisse zu reagieren.
Bis jetzt übertrugen nur drei Kantone dem «Weissen Ring» diese Vollzugsaufgabe. Die anderen 23 Kantone suchen nach einer anderen Lösung.
Eine Bemerkung zur längerfristigen Lösung für die französischsprechende Bevölkerung: Wir streben die Einrichtung einer gemeinsamen Beratungsstelle zusammen mit den Kantonen Neuenburg und Jura an. Wir wollen also rationell vorgehen. Im übrigen zeigt dieser Vorschlag, dass eine eigenständige Vollzugslösung eine Koordination und Zusammenarbeit mit anderen Kantonen keineswegs ausschliesst.

Frage 4

Schmidiger – Keine Berufsmatur im Oberaargau/Emmental?

Laut Meldung des Amtes für Information werden im Spätsommer 1993 in Bern, Thun, Biel und Saint-Imier die ersten Ausbildungsgänge für den Erwerb der Berufsmaturität eingeführt.
Warum wird diese mögliche Alternative zur gymnasialen Matura im Raume Oberaargau/Emmental nicht angeboten?
Sind Pläne vorhanden, das Angebot zu einem späteren Zeitpunkt doch noch einzuführen?

Schmid, Erziehungsdirektor. Nach der Meinung des Regierungsrates handelt es sich bei der Einführung der Berufsmatur um eine gute Sache. Wir sind gewillt, optimale Voraussetzungen zu schaffen, damit im Kanton Bern dieser neue Lehrgang angeboten werden kann. Die Lehrgänge, die zur Berufsmaturität führen, wurden vom Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement unter äusserst grossem Zeitdruck, um nicht zu sagen überstürzt, auf die Beine gestellt. Es konnten deshalb noch nicht alle Fragen geklärt werden – Fragen, die also die Kantone noch zu beantworten haben. Der Kanton Bern hat rasch reagiert: Den Lehrtöchtern und Lehrlingen soll dieser neue Ausbildungsgang auf den erstmöglichen Zeitpunkt hin angeboten werden können. Drei Ziele werden damit verfolgt: Erstens sind die Voraussetzungen für die Fachhochschulen zu schaffen, die in verschiedenen Berufsbereichen geplant sind. Um eine Fachhochschule zu besuchen, braucht es nämlich eine entsprechende Vorbildung, der die bisherige Berufsbildung nicht zu genügen vermag. Zweitens soll die Berufsbildung im Vergleich zu den allgemeinbildenden höheren Mittelschulen – also den Gymnasien und Seminaren – wieder attraktiver gestaltet werden. Der Trend, eine allgemeinbildende höhere Mittelschule zu besuchen, ist immer noch beängstigend stark, weshalb Alternativen dazu angeboten werden sollten. Drittens muss das Angebot an Berufsmittelschulen im Kanton Bern verbessert werden.
Zusammengefasst geht es also um einen Start, um das Sammeln von Erfahrungen, weshalb wir uns für eine erste Phase bewusst auf die bisherigen Berufsmittelschulen beschränkt haben, die diesen neuen Lehrgang anbieten sollen. Diese verfügen über die nötigen Infrastrukturen und über entsprechend qualifizierte Lehrkräfte. Sie wissen, wie die Einrichtung eines Lehrgangs anzugehen ist.
Die Gewerblich-industriellen Lehrtöchter und Lehrlinge aus dem Oberaargau und dem Emmental besuchten bisher die Berufsmittelschule in Bern. Wir analysierten zusammen mit den Vorstehern dieser Schulen die Situation: Es wäre nicht sinnvoll, eine eigene Oberaargauer und Emmentaler-Klasse zu führen, weil nicht jedes Jahr genügend Schülerinnen und Schüler aus dieser Region die Schule besuchen. Deshalb werden wir während der Startphase an der bisherigen Regelung festhalten. Wenn sich das Angebot als Erfolg erweisen sollte, was wir natürlich hoffen, wird voraussichtlich die Berufsmaturität auch an anderen Berufsschulen angeboten werden. Im Augenblick liegen aber absichtlich noch keine konkreten Pläne vor. Es geht im Moment darum, die Strukturen ganz allgemein zu betrachten. Wie gesagt, müssen zuerst Erfahrungen gesammelt werden, um gestützt darauf das weitere Vorgehen zu bestimmen.

Frage 5

Blatter (Bern) – Arbeitslosenentschädigung: Verzögerung der Auszahlung infolge der Dringlichkeitsbeschlüsse

Gemäss dringlichem Bundesbeschluss vom 19. März 1993 wird die Arbeitslosenentschädigung für viele Arbeitslose von 80 auf 70 Prozent gekürzt, was bei allen Kassenstellen Umstellungen zur Folge hat.
Anlässlich einer Versammlung der Arbeitslosen-Selbsthilfegruppe Bern hat Herr Deluca, Leiter der Berner Arbeitslosenkassenstelle, zum Teil beträchtliche Auszahlungsverzögerungen in Aussicht gestellt.
Ich bitte den Regierungsrat um die Beantwortung folgender Fragen:
1. Welche Massnahmen werden getroffen, damit die Arbeitslosen nicht noch länger auf die Auszahlung der Entschädigung warten müssen?
2. Werden die Arbeitslosen automatisch Vorschusszahlungen erhalten?
3. Welche weiteren Massnahmen werden getroffen, damit die Wartezeit generell verkürzt werden kann?
4. Sind die Arbeitsämter und die Kassenstellen heute personell genügend dotiert, damit sie ihre Aufgaben fristgerecht erfüllen können?

Siegenthaler, Volkswirtschaftsdirektor. Zur ersten Frage: Die befürchteten Auszahlungsverzögerungen, die aufgrund der EDV-Umstellungen hätten eintreten können, konnten glücklicherweise vermieden werden. Am 3. Mai 1993 wurden bereits 8 Mio. Franken für den April 1993 ausbezahlt.
Zur zweiten Frage: Es mussten keine Vorschussleistungen ausgerichtet werden, weil die Arbeitslosengelder rechtzeitig ausbezahlt wurden.
Zur dritten Frage: Aufgrund der EDV-Umstellungen ist es seit dem 3. Mai möglich, die Gelder täglich auszuzahlen. Bisher konnten sie nur zweimal in der Woche ausgerichtet werden.
Zur vierten Frage: Zur personellen Dotierung der Arbeitsämter haben wir uns bereits in der Antwort auf das Postulat Blatter geäussert. Der Personalbestand wird laufend überprüft. Auf die personelle Dotierung der Arbeitsämter der Gemeinden hat der Kanton jedoch wenig Einfluss. Diese sind aber gehalten, sich der Arbeitsmarktlage anzupassen. Das Kiga ist bereit, beim Arbeitslosenhilfe-Projekt mitzuwirken. Die personelle Dotierung der öffentlichen Arbeitslosenkassen wird auch laufend angepasst. In Lyss wird eine neue Zweigstelle eröffnet, die ausgebaut werden kann. Wir können heute unsere Aufgaben erfüllen. Ich gebe der Hoffnung Ausdruck, dass dies auch zukünftig möglich sein wird.

Frage 8

Schober – Neue Regelung Inkasso Tierseuchenkasse

Die Zählung und Erhebung der Tierbestände sowie das Inkasso der Beiträge für die Kantonale Tierseuchenkasse erfolgte durch den zuständigen Viehinspektor. Neu wird das Inkasso per Einzahlungsschein direkt vom Kanton in Rechnung gestellt. Diese Massnahme scheint mir für Kleintierhalter unverhältnismässig. Beispiel: 15 Hühner à 5 Rappen = 75 Rappen
– Wurde hier die Frage der Verhältnismässigkeit geprüft?
– Müsste hier nicht ein Mindestbeitrag festgesetzt werden?

Siegenthaler, Volkswirtschaftsdirektor. Mit der Neuregelung des Inkassos soll der administrative Aufwand minimiert werden. Aufgrund des gewählten Konzepts sind Rationalisierungen möglich, weil die Betriebsdaten nur noch einmal erfasst werden müssen. Der Computer speichert die Daten. Es wäre von Vorteil, wenn wir die Beiträge an die Tierseuchenkasse mit den Direktzahlungen jeweils verrechnen könnten. Dies ist aber leider rechtlich nicht zulässig. Um die Verhältnismässigkeit aber zu überprüfen und allenfalls weitere Schritte einleiten zu können, müssen wir zuerst einmal die Betriebsdaten erheben. 1993 geht es also darum, eine Datenbank zu schaffen. Ich sichere Ihnen zu, dass nachher überprüft wird, ob nicht ein Minimalbetrag festgesetzt werden muss.

Frage 10

Teuscher – Welche Kurse und Beschäftigungsprogramme für das Jahr 1994 für Erwerbslose?

Die Situation auf dem Arbeitsmarkt wird sich auch 1994 nicht stark verändert haben. Das Kiga muss wiederum Kurse und Beschäftigungsprogramme für Erwerbslose finanzieren. Damit Gemeinden und Private, welche solche Kurse und Beschäftigungsprogramme anbieten wollen, frühzeitig ihre Planung angehen können, muss über folgende Punkte Klarheit herrschen:
1. Welche Prioritäten setzt das Kiga bei der Finanzierung von Beschäftigungsprogrammen: Priorität bei Programmen in Fachbereichen, bei Selbsthilfeprojekten, andere Prioritäten?
2. Welche Prioritäten setzt das Kiga bei der Finanzierung von Kursen: Priorität bei fachlicher Weiterbildung; Kursen, welche das «Umsteigen» fördern; Selbsthilfeprojekten; andern Kursen?
3. Ist das Kiga auch bereit, längerdauernde Kurse zu finanzieren?
4. Bis wann entscheidet das Kiga über die Finanzierung der Kurse für 1994?
5. Werden diese Entscheide dem Grossen Rat in irgendeiner Form bekannt gemacht?

Siegenthaler, Volkswirtschaftsdirektor. Die Einleitung und Durchführung von Beschäftigungsprogrammen erfolgt in erster Linie durch die Gemeinden und die gemeinnützigen Organisationen. Soweit als möglich werden in Zukunft auch Selbsthilfeprojekte durchgeführt. Die Programminhalte sollen den Teilnehmern eine sinnvolle und möglichst berufsnahe Beschäftigung anbieten. In den Städten Biel, Thun und Bern ist das Platzangebot der Beschäftigungsprogramme 1993 bereits erweitert worden. Weitere Programme sind für die Regionen Berner Jura, Thun/Oberland und Oberaargau/Emmental angelaufen. Für das Jahr 1994 wird das Angebot voraussichtlich ausgebaut. Zusätzliche Projekte sind geplant. Das Kiga wird zusammen mit den Sozialpartnern versuchen, die Beschäftigungsprogramme aufzubauen und durchzuführen. Die Programminhalte werden laufend erweitert und angepasst. Eine strikte Prioritätensetzung würde aber nicht dem gewählten System entsprechen. Das Angebot soll Baukasten-ähnlich aufgebaut werden können.
Zur zweiten Frage: Die Priorität wird auf persönlichkeitsorientierte Kurse gelegt. Es wird jeweils der persönliche und berufliche Standort bestimmt; gleichzeitig werden methodische Hilfen für ein situationsgerechtes Verhalten vermittelt. Im technischen Bereich werden kollektive Kurse angeboten. Für Leute, die auf einen anderen Beruf

umsteigen wollen, könnten auch Kollektivkurse angeboten werden. So könnte beispielsweise der Wirteverband Gastgewerbekurse für Leute durchführen, die in dieses Gewerbe einsteigen wollen. Wir werden also zusammen mit den Sozialpartnern und den Branchenverbänden versuchen, derartige Kurse anzubieten.
Zur dritten Frage: Kollektivkurse dauern jeweils längstens zwei Wochen. Individualkurse werden bis zu einem Jahr finanziert.
Zur vierten Frage: Über die eingehenden Beitragsgesuche wird laufend entschieden. Die Finanzierung übernimmt zu 100 Prozent die Arbeitslosenversicherung, also der Bund.
Zur letzten Frage: Der Verwaltungsbericht gibt weitgehend über unsere Entscheide Auskunft. Sicher enthält er nicht sehr detaillierte Angaben. Eine vollständige Dokumentation ist aber beim Kiga erhältlich. Sie können sich jederzeit über die eingeleiteten Schritte informieren.

Frage 17

Mauerhofer – Steuerbezug «für freiberuflich tätige Künstler, Artisten und Berufssportler ohne Wohnsitz in der Schweiz»

Das Steuergesetz bestimmt in Artikel 152 Absatz 4 Buchstabe b, dass durch Dekret die Besteuerung «für freiberuflich tätige Künstler, Artisten und Berufssportler ohne Wohnsitz in der Schweiz» geregelt werden kann.
Ich bitte den Regierungsrat um die Beantwortung folgender Fragen:
1. Wie wurde in den letzten Jahren, ab 1990, die im Kanton Bern erzielten Einkommen ausländischer Berufssportler ohne festen oder vorübergehenden Wohnsitz in der Schweiz durch die Steuerbehörden des Kantons Bern veranlagt und besteuert?
2. Wie wurden die Einkommen aus Honoraren und Preisgeldern des Swiss Open Gstaad in den nachstehend aufgeführten Jahren besteuert: Totale Einkommen aus Honoraren und Preisgeldern sowie totaler Steuerertrag in den Jahren 1990, 1991 und 1992?
3. Welche Regelung ist für die unter 1. aufgeführten ausländischen Berufssportler im Jahre 1993 vorgesehen?

Augsburger, Finanzdirektor. Zur ersten Frage: Das geltende Recht sieht nur für ausländische Arbeitnehmer mit einer Aufenthaltsbewilligung A oder B eine Quellenbesteuerung vor. Freiberuflich tätige Künstler, Sportler und Referenten ohne Wohnsitz oder Aufenthalt in der Schweiz unterliegen hingegen nicht der ordentlichen Veranlagung. Der Grosse Rat lehnte es 1988 ab, ein Künstlerdekret zu schaffen, schloss also aus, dass diese Leute besteuert werden können. Die Taxation müsste jeweils den betreffenden Leuten unmittelbar nach ihrem Auftritt eröffnet werden. Die Steuer wäre sofort zu erheben. Normalerweise reicht die zur Verfügung stehende Zeit nicht aus, um tätig zu werden, weshalb seit 1988 in dieser Angelegenheit nichts mehr unternommen wurde.
Zur zweiten Frage: Bisher wurden von den im Ausland domizilierten Sportlern keine Steuern erhoben. Die in der Schweiz wohnhaften Sportler unterliegen natürlich der ordentlichen Besteuerung der Kantone.
Zur dritten Frage: Per 1. Januar 1993 hat sich in dieser Angelegenheit nichts geändert. Der Regierungsrat schlägt aber vor, im Rahmen der Steuergesetzrevision 1995, diese Personen ab 1. Januar 1995 dem Steuerbezug an der Quelle zu unterstellen. Die Steuererhebung kann wie folgt sichergestellt werden: Die an sie auszurichtenden Leistungen sind um den Steuerbetrag zu kürzen. Für diesen haftet der Leistungsschuldner, also der Veranstalter, der dem Künstler, dem Sportler oder dem Referenten das Honorar oder das Preisgeld ausbezahlt. Nach der vorgeschlagenen Revisionsbestimmung – es handelt sich um Artikel 73a – hat die zum Steuerbezug verpflichtete Person, der sogenannte Schuldner der steuerbaren Leistung, einen nach der Höhe der jeweiligen Tageseinkunft abgestuften Prozentsatz anzuwenden. Für die Staats- und Gemeindesteuer sind folgende Prozentsätze vorgesehen: Für eine Tageseinkunft bis zu 200 Franken 8 Prozent, von 201 bis 1000 Franken 12 Prozent, von 1001 bis 3000 Franken 18 Prozent und ab 3001 Franken 25 Prozent. Steuerbar sind die Bruttoeinkünfte. Die Gewinnungskosten können also abgezogen werden. Die betragsmässige Abstufung entspricht im übrigen der Regelung, die ab 1. Januar 1995 für die direkte Bundessteuer zum Zug kommt.

Frage 1

Sidler-Link – Überprüfung der Angebotsgestaltung im Personen- und Güterverkehr auf der Strecke Lyss–Solothurn

Die SBB, Kreisdirektion II, prüfen zurzeit die Angebotsgestaltung auf der SBB-Linie Lyss–Solothurn. Dabei stehen vier Varianten zur Überprüfung:
Variante 1: Integrale Umstellung auf Bus Lyss–Solothurn
Variante 2: Umstellung auf Bus Büren–Solothurn, isolierter Bahnbetrieb Büren–Lyss
Variante 3: Umstellung auf Bus Büren–Solothurn, Mischbetrieb Bahn/Bus Lyss–Büren
sowie als zusätzliche Variante
Variante 4: Durchrationalisierter Bahnbetrieb auf der Schiene Lyss–Solothurn
Der Variantenentscheid ist für Ende August 1993 vorgesehen.
Aufgrund verschiedener Äusserungen scheinen die SBB eine Umstellung auf Busbetrieb für den Personenverkehr unter Belassen des Güterverkehrs auf den Schienen zu bevorzugen. Die Bevölkerung des Amtsbezirkes Büren kann sich mit dieser Variante auf keinen Fall anfreunden.
Ich erlaube mir daher, den Regierungsrat anzufragen, ob er bereit ist, der betroffenen Bevölkerung des Amtsbezirkes Büren seine volle Unterstützung hinsichtlich der Aufrechterhaltung des Angebots des Personentransportes auf der Strecke Lyss–Solothurn zuzusichern und alles in seiner Macht Stehende zu tun, um die Schliessung des Bahnbetriebes für den Personenverkehr zu verhindern. Bejahendenfalls: wie werden sich die Schritte in dieser Sache gestalten, die der Regierungsrat unternehmen wird?

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Aufgrund des Drucks, der seitens des Bundes zur Kostenminderung auf die SBB ausgeübt wird, ist man gehalten, die Betriebsformen sämtlicher Strecken zu überprüfen. Nach der Meinung des Regierungsrates sind die Konzepte und Vorschläge der SBB unvoreingenommen und vorurteilsfrei zu prüfen. Wie verschiedene bereits erfolgte Umstellungen zeigen, ist der Bahnbetrieb nicht a priori die sinnvollste Lösung für die Erschliessung eines Gebiets. So hat sich in letzter Zeit gezeigt, dass namentlich auf Strecken, deren Haltestellen abseits der Dörfer liegen, mit Busbetrieben gute und zum Teil viel bessere Resultate als mit Bahnbetrieben erzielt werden

können. Die Konzepte sind äusserst sorgfältig und in enger Zusammenarbeit mit den regionalen und lokalen Behörden auszuarbeiten. In diesem Sinn ist eine breit angelegte Öffentlichkeitsarbeit zu leisten. Dieses Vorgehen erfordert eine hinreichend lange Bearbeitungszeit. Der Bund übt aber auf die SBB auch in zeitlicher Hinsicht Druck aus. Unter diesen Umständen wies der Regierungsrat die Direktion für Bau, Verkehr und Energie an, die verschiedenen Varianten zu beurteilen. Zu diesem Zweck bildete sich unter der Leitung der SBB eine Arbeitsgruppe. In dieser sind die Verkehrsämter der Kantone Bern und Solothurn sowie die betroffenen Planungsverbände vertreten. Der Regierungsrat kann sich erst gestützt auf einen Variantenvergleich entscheiden. In diesem Vergleich ist unbedingt auch die laufende Planung des öffentlichen Verkehrs, so unter anderem der Berner S-Bahn, mit einzubeziehen. Mit der Konzeptplanung muss eine Lösung gefunden werden, die uns erlaubt, die Erschliessungsqualität insgesamt zu verbessern. Auf jeden Fall darf die Erschliessung nicht schlechter werden. Sollten die SBB sich für eine Lösung entscheiden, die diesem Ziel nicht gerecht wird, werden wir alle rechtlichen und politischen Mittel ausschöpfen, um ein akzeptables Konzept durchzusetzen.

Frage 15

Allenbach – Planungskredit für wirtschaftliche Entwicklungsschwerpunkte

Das aid des Kantons Bern meldet: «Für die Planung der in der Umgebung der Berner S-Bahn-Stationen Ausserholligen und Wankdorf gelegenen wirtschaftlichen Entwicklungsschwerpunkte hat die Kantonsregierung einen Kredit von 500000 Franken gutgeheissen.»
Frage: Wer wird mit der Planung beauftragt, beziehungsweise wer hat den Auftrag erhalten?

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Beim vorliegenden Planungskredit handelt es sich um einen Kantonsanteil an der ESP-Planung in Bern-Ausserholligen und Bern-Wankdorf für die Jahre 1993, 1994 und 1995. Das Gesamtbudget beträgt 1,1 Mio. Franken. Der Kantonsbeitrag teilt sich wie folgt auf: 385000 Franken werden als Staatsbeitrag für den Richtplan aufgewendet, der noch zu erarbeiten ist. 115000 Franken werden als Anteil des Amtes für öffentlichen Verkehr für die Planung dieser S-Bahn-Stationen geleistet. Der Gesamtkredit wird für 28 Hauptprojekte verwendet. Die einzelnen Projektplanungen kosten zwischen 20000 und 60000 Franken. Die 28 Aufträge wurden annähernd sovielen privaten Planungsfirmen erteilt. Für das Gesamtprojekt wurde ein Detailprogramm ausgearbeitet; für jedes Projekt liegt eine Projektskizze vor. Eine Behördendelegation unter der Leitung des Berner Stadtpräsidenten überwacht und steuert die Arbeiten der Projektkommission. Das Gesamte steht unter der Leitung des Kantons. Für die Organe der Gemeinschaftsplanung liegen Pflichtenhefte und Kriterienlisten vor, die bei der Vergabe der Drittaufträge einzuhalten sind. Nähere Auskünfte sind bei Dr. Hans Werder, 1. Direktionssekretär der BVED, und Dr. Marco Rupp, dem Projektleiter des Amtes für Raumplanung, erhältlich.

Frage 16

Berger – Autobahn-Streckenabschnitt Thun–Spiez

Auf dem Autobahn-Streckenabschnitt Thun–Spiez werden zurzeit die Tanksperren entfernt.

- Warum hat man sie vor wenigen Jahren erstellt?
- Wer hat den Auftrag erteilt, diese zu entfernen, und warum?
- Was kostet den Kanton Bern die ganze Übung?

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Bei den erwähnten Tanksperranlagen handelt es sich um Minensperren. Sie wurden 1971 gleichzeitig mit dem Bau der Nationalstrasse N6 und N8 im Raum Kiesen/Spiez errichtet, und zwar im Auftrag des EMD. Diese Tanksperren sind Bestandteil des damaligen Schweizerischen Sperrführungskonzeptes. Die Minen, die für dieses Konzept verwendet wurden, sind unterdessen aus dem Armeebestand zurückgezogen worden. Die Schachtabdekkungen bedingen einen grossen regelmässigen Unterhaltsaufwand. Sie stellen zudem ein ständiges latentes Unfallrisiko für den Strassenbenützer dar. Das Bundesamt für Genie und Festungen beschloss deshalb, die Tanksperren auf der N6 und N8 zu entfernen und den Strassenbelag wieder instand zu stellen. Das EMD trägt sämtliche Kosten für die entsprechenden Arbeiten. Dem Kanton entstehen also keine Kosten.

Wahlen

Präsidentin. Das Büro schlägt folgende zusätzliche Stimmenzählerinnen und -zähler vor: Hans Studer, Walter Christen, Rolf Blatter, Vreni Kauert-Löffel und Marcel Metzger. – Der Rat ist damit einverstanden.
Ich schlage Ihnen vor, die Wahlen in einem Paket durchzuführen. Die Referenten werden also anschliessend zu allen Wahlvorschlägen gleichzeitig Stellung nehmen.

Seiler (Moosseedorf). Ein ausländischer Tourist, der in der letzten Woche im Berner Oberland seine Ferien verbrachte, ein Tourist, der unser politisches System nicht gut kennt, ansonsten aber politisch interessiert ist und die Tageszeitungen liest, konnte vernehmen, dass in dieser Woche nicht nur über Schneekanonen diskutiert wurde, sondern auch erste Weichen für die kommenden Regierungsratswahlen gestellt wurden. Wenn der nämliche Tourist morgen die Zeitung liest, könnte er zum Schluss kommen, dass die SP im Kanton Bern das Formtief der SVP ausgenützt und die Macht übernommen habe, indem sie gleichzeitig den Regierungs- und den Parlamentspräsidenten stellt. – Wir von der SP-Fraktion wissen, dass diese Wahlvorschläge nichts mit dem Formtief der SVP zu tun haben.
Ich brauche Ihnen die beiden Kandidaten kaum näher vorzustellen. Sie sind uns bestens bekannt. Die SP-Fraktion schlägt Ihnen vor, den ersten Vizepräsidenten, Herrn Peter Bieri, zum Präsidenten des Grossen Rates zu wählen. Er gehört dem Rat seit 1982 an, war Mitglied der Staatswirtschaftskommission, SP-Fraktionspräsident, wurde vor zwei Jahren zweiter und vor einem Jahr erster Vizepräsident des Grossen Rates. Ich bitte Sie, ihm Ihr Vertrauen auch heute zu schenken.
Auch unser Kandidat für das Regierungspräsidium ist bestens bekannt. Er gehört der Regierung zwar erst seit 1990 an. Er sass früher aber bereits im Grossen Rat und war auch Nationalrat. Schliesslich war er Stadtpräsident von Biel. Meines Erachtens hat er Achtung über alle Parteigrenzen hinweg gefunden. Ich bitte Sie, auch ihm zu einem ehrenvollen Resultat zu verhelfen.
Wie Sie der Unterlage entnehmen können, unterstützt die SP-Fraktion die Wahlvorschläge für das Büro des

Grossen Rates und das Vizepräsidium der Regierung. Sicher wurden zur einen oder anderen Kandidatur auch Vorbehalte angebracht. Die Fraktion hat mich aber ermächtigt, die Vorschläge zu bestätigen. Wir stellen also keine anderen Anträge. Wir schlagen Ihnen unsererseits vor, Frau Rosmarie Merki und Herrn Fabio Tanner als Stimmenzählerin und Stimmenzähler wieder ins Büro zu wählen. Es ist mir natürlich nicht entgangen, dass die SVP-Fraktion die Wiederwahl von Rosmarie Merki nicht unterstützt. Sie hat hinter ihren Namen einen Strich gesetzt. Ich weiss nicht, wie dieser zu deuten ist. Ist dieser Strich als Minuszeichen zu verstehen? Ich möchte die Heckenschützinnen und -schützen, die offenbar jemanden abschiessen wollen, bitten, hier vorne zu erklären, was sie Frau Merki vorwerfen. Ich bitte diejenigen, die seit Jahren mitgeholfen haben, Rosmarie Merki in dieses Amt zu wählen, ihr auch heute wieder die Stimme zu geben. Teilen Sie jetzt nicht der bisher einzigen Frau des Büros einen Hieb aus.
Zwei Bemerkungen zur Wahl eines Ersatzmitgliedes für das Obergericht: Die SP-Fraktion lud die beiden Kandidaten Amberg und Messer ein. Das Treffen löste in der Fraktion eine Grundsatzdiskussion aus. Einmal mehr standen nur Männer zur Wahl. Die deutliche Untervertretung der Frauen bei den Oberrichtern und den Suppleanten des Obergerichts müsste unbedingt über die Parteigrenzen hinaus diskutiert werden. Diese Untervertretung sollte überwunden werden. Im Zusammenhang mit der letzten Oberrichterwahl habe ich auf das Opferhilfegesetz aufmerksam gemacht, welches für bestimmte Fälle zwingend die Vertretung der Frauen in den Gerichtsgremien vorschreibt. Es ist noch ein anderes grundsätzliches Problem aufgetaucht: Wie wir vom Obergericht erfahren haben, ist es offenbar häufig schwierig, Suppleantinnen und Suppleanten aufzubieten. Wir sollten Kandidatinnnen und Kandidaten wählen, die für das Amt auch tatsächlich verfügbar sind. Es stellt sich die Frage, ob die falschen Leute zu Ersatzrichterinnen und -richtern gewählt wurden oder ob einfach mehr Leute einzusetzen sind. Schliesslich hege ich auch den Verdacht, dass sich gewisse Leute nur zu Ersatzmitgliedern wählen lassen, damit sie später ins Obergericht nachrücken können. Die Ersatzmitglieder sollten, wie gesagt, auch wirklich disponibel sein. Im weiteren fragten wir uns, ob es sinnvoll und richtig sei, dass relativ häufig Bezirksgerichtspräsidenten zu Ersatzmitgliedern gewählt werden. Sollten nicht vermehrt freie Anwälte und sogar Juristinnen und Juristen aus der Verwaltung berücksichtigt werden?
Selbstverständlich beachteten wir auch die parteimässige Zusammensetzung: Die SVP hat Anspruch auf dieses Amt. In der Abstimmung über die beiden Kandidaten stimmten gleichviele Personen für Herrn Amberg wie für Herrn Messer. Die SP-Fraktion verzichtete sowohl auf einen Los- wie auch auf einen Stichentscheid. Wir haben uns für eine Stimmfreigabe entschieden.

Haller (Thun). Zuerst zur Wahl des Präsidenten und der beiden Vizepräsidenten des Grossen Rates: Die SVP-Fraktion unterstützt die Wahlvorschläge für das Präsidium und das zweite Vizepräsidium. Ich möchte Herrn Bieri und Herrn Emmenegger an dieser Stelle bereits jetzt alles Gute wünschen. Gleichzeitig schlage ich Ihnen im Namen der SVP-Fraktion Herrn Alfred Marthaler für das Amt des ersten Vizepräsidenten vor. Die Fraktion hat sich einstimmig für ihn ausgesprochen. Es ist für mich persönlich und für die Fraktion eine grosse Freude, unseren Fraktionspräsidenten für dieses hohe Amt vorschlagen zu können. Sie alle kennen Alfred Marthaler. Herr Seiler sprach soeben von einem Formtief der SVP-Fraktion. Diese Bemerkung mag vielleicht vorübergehend zutreffen. An dieser Stelle sei aber erwähnt, dass eben unser Kandidat Alfred Marthaler in jüngster Zeit bewiesen hat, dass er es wagt, unpopuläre Entscheide mitzutragen und Sachen beim Namen zu nennen. Er hat auch in schwierigen Phasen den Überblick nicht verloren. Er ist ein geradliniger und kompetenter Mann. Er hat die SVP-Fraktion sowohl gegen innen als auch gegen aussen gut vertreten. Er wird dies auch weiterhin, als erster Vizepräsident des Grossen Rates tun.
Wir freuen uns, dass mit Herrn Marthaler ein aktiver Gewerbler in dieses Amt gewählt wird. Er ist bekanntlich eidgenössisch diplomierter Spenglermeister und übt seinen Beruf – in Abwandlung eines bekannten Spruchs ausgedrückt – nicht immer, aber vielleicht in zwei Jahren wieder immer öfter aus. Wir bitten Sie höflich, die Wahl von Alfred Marthaler zu unterstützen. Er verdient ein gutes Resultat.
Zur Wahl eines Ersatzmitgliedes für das Obergericht: Wir möchten Ihnen einstimmig Herrn Hanspeter Messer zur Wahl vorschlagen. Sie haben seinen Lebenslauf erhalten. Ich gehe also nicht mehr näher auf seine Person ein. Sie hatten ja die Gelegenheit, den Kandidaten in den Fraktionen näher kennenzulernen. Herr Messer ist ein ausgewiesener, kompetenter Jurist und bringt ideale Voraussetzungen für dieses hohe Amt mit sich. Wie er uns mitteilte, möchte er gerne die Arbeit in einem Profi-Kollegialgericht kennenlernen, weil sich diese stark von der einzelrichterlichen Tätigkeit und der Arbeit eines Amtsgerichts unterscheidet. Unser Kandidat ist sich bewusst, dass die Wahl zum Suppleanten ein zeitliches und berufliches Engagement erfordert und ist gerne bereit, sich darauf einzustellen. Er schiebt übrigens als Gerichtspräsident keine Pendenzenberge vor sich hin, was von seiner speditiven Arbeitsweise zeugt. Herr Messer verfügt im übrigen über ausgezeichnete Referenzen. Der Anspruch der SVP auf dieses Amt wird von keiner Seite in Frage gestellt. Ich bitte Sie höflich, Herrn Hanspeter Messer zu wählen.
Eine Bemerkung zu der Wahl der Stimmenzähler: Werte Anwesende, Sie würden einen grossen Fehler begehen, wenn Sie den Strich hinter dem Namen Rosmarie Merki als Minuszeichen interpretieren würden. Die Unterstützung wird unsererseits lediglich nicht verbal ausgedrückt. Wir spielen mit offenen Karten, weshalb ich Ihnen auch mitteilen kann, dass der Entscheid über Frau Merki knapp ausgefallen ist. Nur eine geringe Mehrheit unterstützt ihre Wiederwahl nicht. Es sind also – um in den Worten von Herrn Seiler zu sprechen – keine Hekkenschützinnen und -schützen am Werk. Es gibt ganz bestimmte, meines Erachtens gerechte Gründe, warum nicht alle SVP-Vertreter ihr die Stimme geben konnten. Es würde aber zu weit führen, wenn ich heute morgen, im Rahmen dieses würdigen Wahlaktes näher auf diese Gründe eingehen würde. Ich bin aber gerne bereit, die Argumente Frau Merki persönlich mitzuteilen. Auch den Fraktionspräsidenten der SP werde ich auf Wunsch darüber unterrichten. Ich möchte aber jetzt meine Ausführungen beenden. Im übrigen weise ich den Vorwurf von mir, Frau Merki sei die Unterstützung versagt worden, weil sie eine Frau sei. Sollte die SP-Fraktion auf der Bekanntgabe der Gründe beharren, bin ich bereit, darauf einzugehen. Meines Erachtens gehört es sich aber nicht, dass ich hier in aller Öffentlichkeit an Frau Merki Kritik anbringe. *(Unruhe im Saal. Viele Ratsmitglieder verlangen die Offenlegung der Ablehnungsgründe.)*

Bangerter. Die FDP-Fraktion unterstützt die Wahl von Peter Bieri zum Präsidenten und von Alfred Marthaler zum ersten Vizepräsidenten des Grossen Rates. Es freut mich, dass ich heute ein Mitglied unserer Fraktion als Kandidat für das Amt des zweiten Vizepräsidenten vorschlagen kann. Wir alle kennen unseren Grossrat Guy Emmenegger. Wir kennen auch seine politische Haltung, seine klaren Aussagen und seine logischen Argumentationen. Er ist fähig, auch Unangenehmes beim Namen zu nennen, ohne dabei jemanden zu verletzen. Er kann Unangenehmes ertragen, ohne dabei seine positive Haltung aufzugeben.
Zu seiner Person: Guy Emmenegger wurde 1945 hier in Bern als Sohn französischsprachiger Eltern geboren. Er wuchs in Bern zweisprachig auf; er ist also ein echter «Bilingue». Herr Emmenegger besuchte in Bern die Schulen und absolvierte sein Studium an der Rechts- und Wirtschaftswissenschaftlichen Fakultät der Universität Bern. Er verdiente sich sein Studium zum Teil selber, indem er bei verschiedenen Tageszeitungen als Journalist tätig war. Seit 1979 führt er ein eigenes Anwaltsbüro. Er ist verheiratet und hat drei Kinder. Die Familie Emmenegger wohnt in Bern. Herr Emmenegger engagiert sich seit Jahren politisch stark. So war er Mitglied des Berner Stadtrates und Präsident der FDP-Stadtpartei. Dem Grossen Rat gehört er seit 1990 an und ist Mitglied der Justizkommission. Er verfügt also über grosse politische Erfahrung.
Wer sich für das Amt des zweiten Vizepräsidenten interessierte, konnte sich in der Fraktion zur Wahl stellen. Aus einer demokratischen Ausmarchung ging Guy Emmenegger als Wahlsieger hervor. Er übernimmt stets eher eine integrierende und nicht eine polarisierende Funktion. Er scheint uns die neue Aufgabe bestens erfüllen zu können. Wie er uns auch zusicherte, wird er seine berufliche Tätigkeit entsprechend organisieren, damit er die zusätzliche Zeit aufbringen kann, die dieses Amt erfordert. Im Namen der FDP-Fraktion bitte ich Sie, Guy Emmenegger zu unterstützen.
Bei dieser Gelegenheit möchte ich noch kurz unserem Regierungspräsidenten Peter Widmer für das vergangene Regierungsjahr herzlich danken. Nach der Meinung der FDP-Fraktion und der Partei hat er sein Regierungspräsidentenamt umsichtig, gut und ausgleichend ausgeübt. Bei seiner Wahl äusserte er das Anliegen, Brücken schlagen zu können. Er hat diesem Vorsatz nachgelebt.
Heute stellt sich unser Kandidat, Herr Mario Annoni, für das Amt des Regierungs-Vizepräsidenten zur Verfügung. Er bewies in den letzten drei Jahren, dass er sein Amt als Regierungsrat zielgerichtet und kompetent ausübt. Insbesondere in den letzten Wochen bewies er im Zusammenhang mit dem Jurabericht sein politisches Gespür. Er hat in dieser sensitiven Angelegenheit gut reagiert. Ich bitte Sie, Herrn Mario Annoni bei der Wahl zum Vizepräsidenten des Regierungsrates zu unterstützen.
Was die Wahl des Ersatzmitgliedes für das Obergericht und die Wahl der Stimmenzählerinnen und -zähler anbelangt, verweise ich auf die Unterlage über die Wahlvorschläge.

Gugger Fritz. Frau Grossratspräsidentin, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, wir blicken nochmals auf das vergangene Jahr zurück. Für die EVP/LdU-Fraktion handelte es sich um eine besondere Situation, konnten wir doch die Präsidentin des Grossen Rates stellen. Mit ein wenig Bangen fragten wir uns vor einem Jahr, wie der Ratsbetrieb wohl funktionieren werde, wenn er von einer Minderheitsvertreterin präsidiert wird. Wir fragten uns, wie sich wohl die Mehrheit in dieser Situation verhalten werde. – Ich danke im nachhinein allen ganz herzlich für Ihre Kollegialität.
Unsere Meinung über die Wahlvorschläge können Sie der Liste entnehmen. Ich möchte mich nur zur Ersatzrichterwahl für das Obergericht äussern: Heute wird wieder einmal das Ritual einer Richterwahl durchgeführt. Häufig handelt es sich dabei ja nicht um Wahlen, sondern vielmehr um Konfirmationen. Heute kommt es aber zu einer echten Wahl. Wir können Ihnen Herrn Vincenzo Amberg vorstellen. Sicher sind beide zur Wahl stehenden Kandidaten bestens qualifiziert. Mit den Richterkandidaten verhält es sich aber meistens wie mit den neuen Autos, die auf den Markt gelangen: Es sind alle gut, gewisse Modelle weisen aber aussergewöhnliche Merkmale auf. Herr Amberg qualifiziert sich mit folgenden drei Markenzeichen: Erstens ist er mutig, weil er es wagt, sich ohne politische Hausmacht hier in diese Arena zu begeben. Wir kennen die Gesetzmässigkeiten des Parlaments. Es braucht Zivilcourage, sich diesen zu entziehen. Zweitens ist Herr Amberg unparteiisch, er gehört keiner Partei an. Er bezeichnet sich nur als «dem LdU nahestehend». Er ist also nicht farblos, sondern steht an einem bestimmten Ort. Parteizugehörigkeit ist normalerweise eine Voraussetzung für eine Richterkarriere. Es zeugt von einer starken Persönlichkeit, wenn es jemand wagt zu kandidieren, ohne einer Partei anzugehören. Drittens braucht Herr Amberg keine Normleiter. Seine berufliche Laufbahn unterscheidet sich von derjenigen anderer Richterkandidaten. Meistens dient eine Gerichtspräsidentenstelle als Sprungbrett. Man erachtet die Erfahrung aus der Anwaltspraxis für Obergerichtssuppleanten als vorteilhaft.
Heute könnte der Grosse Rat eine Sternstunde erleben: Wir haben jetzt die Chance, ein hartnäckiges Gerücht zu entkräften, wonach Richterwahlen nach politischen Grundsätzen entschieden würden. Wir bitten Sie, dieses Vorurteil heute zu widerlegen, indem Sie Herrn Amberg die Stimme geben.

Wahl des Präsidenten des Grossen Rates für das Amtsjahr 1993/94

Bei 183 ausgeteilten und 182 eingelangten Wahlzetteln, wovon leer und ungültig 18, in Betracht fallend 164, wird bei einem absoluten Mehr von 83 Stimmen im ersten Wahlgang gewählt:

Grossrat Peter Bieri mit 156 Stimmen.

Auf verschiedene entfielen 8 Stimmen.

Präsidentin. Ich gratuliere unserem neuen Präsidenten herzlich! *(Beifall)*

Wahl des ersten Vizepräsidenten des Grossen Rates für das Amtsjahr 1993/94

Bei 183 ausgeteilten und 180 eingelangten Wahlzetteln, wovon leer und ungültig 42, in Betracht fallend 138, wird bei einem absoluten Mehr von 69 Stimmen im ersten Wahlgang gewählt:

Grossrat Alfred Marthaler mit 110 Stimmen.

Auf verschiedene entfielen 28 Stimmen.

Präsidentin. Ich gratuliere auch Alfred Marthaler zu seiner Wahl.

Wahl des zweiten Vizepräsidenten des Grossen Rates für das Amtsjahr 1993/94

Bei 183 ausgeteilten und 182 eingelangten Wahlzetteln, wovon leer und ungültig 17, in Betracht fallend 165, wird bei einem absoluten Mehr von 83 Stimmen im ersten Wahlgang gewählt:

Grossrat Guy Emmenegger mit 101 Stimmen.

Auf Grossrat Hansruedi Wyss entfielen 32 Stimmen, auf Grossrat Peter Rychiger 16 Stimmen und auf verschiedene 16 Stimmen.

Präsidentin. Ich gratuliere auch Guy Emmenegger zu seiner Wahl.

Wahl des Präsidenten des Regierungsrates für das Amtsjahr 1993/94

Bei 183 ausgeteilten und 183 eingelangten Wahlzetteln, wovon leer und ungültig 19, in Betracht fallend 164, wird bei einem absoluten Mehr von 83 Stimmen im ersten Wahlgang gewählt:

Regierungsrat Hermann Fehr mit 155 Stimmen.

Auf verschiedene entfielen insgesamt 9 Stimmen.

Präsidentin. Ich wünsche dem neuen Regierungspräsidenten alles Gute. *(Beifall)*

Wahl des Vizepräsidenten des Regierungsrates für das Amtsjahr 1993/94

Bei 183 ausgeteilten und 182 eingelangten Wahlzetteln, wovon leer und ungültig 16, in Betracht fallend 166, wird bei einem absoluten Mehr von 84 Stimmen im ersten Wahlgang gewählt:

Regierungsrat Mario Annoni mit 157 Stimmen.

Auf Regierungsrat Ueli Augsburger entfielen 8 Stimmen und auf verschiedene 1 Stimme.

Präsidentin. Ich wünsche dem neuen Regierungsvizepräsidenten alles Gute. *(Beifall)*

Wahl eines Ersatzmitgliedes ins Obergericht

Bei 183 ausgeteilten und 182 eingelangten Wahlzetteln, wovon leer und ungültig 11, in Betracht fallend 171, wird bei einem absoluten Mehr von 86 Stimmen im ersten Wahlgang gewählt:

Herr Hanspeter Messer mit 100 Stimmen.

Auf Herrn Vincenzo Amberg entfielen 71 Stimmen.

Wahl von sechs Stimmenzählerinnen und -zählern

Bei 183 ausgeteilten und 183 wieder eingelangten Wahlzetteln, wovon leer und ungültig keine, werden bei einem absoluten Mehr von 92 Stimmen im ersten Wahlgang gewählt:

Susanne Albrecht mit 119 Stimmen,
Kurt Dysli mit 138 Stimmen,
Peter Hofer mit 125 Stimmen,
Rosmarie Merki mit 123 Stimmen,
Fabio Tanner mit 158 Stimmen,
Karl Weidmann mit 150 Stimmen.

Auf diverse entfielen 41 Stimmen.

Bieri, Vizepräsident. Ich danken Ihnen ganz herzlich für die Wahl und Ihr Vertrauen, das Sie mir entgegenbringen. Ich freue mich darauf, im letzten Jahr dieser Legislaturperiode mit Ihnen zusammenarbeiten zu dürfen. Bevor wir uns aber an die Arbeit machen, werden wir heute noch zusammen feiern. Im Moment haben wir zwar noch Fischerwetter. Ich gehe aber davon aus, dass im Verlauf des Nachmittags und des Abends schönes Grossratswetter einsetzen wird – Sie sind heute alle ganz herzlich nach Oberdiessbach eingeladen. *(Beifall)*

Bern Inselspital: Neubau Frauenklinik; Ausführungskredit, Verpflichtungskredit und Anleihensermächtigung

Beilage Nr. 21, Geschäft 3227

Fortsetzung

Präsidentin. Wir begannen gestern mit der Beratung dieses Geschäfts. Einige Fraktionssprecher haben sich bereits dazu geäussert. Ich gebe noch den übrigen Fraktionssprecherinnen und -sprechern das Wort.

Hirschi. Je considère comme prétexte pour un renvoi aux calendes grecques toute demande de réétude de l'emplacement de la nouvelle maternité cantonale. On ne peut non plus balayer ce projet en gestation depuis vingt ans avec l'argumentation de l'excédent de lits d'hôpitaux en soins médicaux de base dans l'ensemble du canton. Le nombre de lits sera tout au plus maintenu et non pas augmenté avec la réalisation de la maternité cantonale.
S'il s'agissait uniquement du seul hôpital public en gynécologie et en obstétrique, on pourrait sans doute entrevoir une solution avec des capacités disponibles à l'Hôpital de l'Ile, ou même dans d'autres hôpitaux. Mais ce ne sont pas que les heureux événements, les naissances de bébés en pleine santé, qui occupent principalement le corps médical et le personnel soignant de la maternité. Il s'agit de remplacer une clinique universitaire de bientôt 120 ans d'âge qui doit assurer des prestations médicales hautement spécialisées, qui accueille aussi les patientes gravement atteintes ou des futures mères cas de risque envoyées par nos autres hôpitaux déjà maintenant. Clinique universitaire, elle le sera encore plus ostensiblement pour tout le monde quand l'intégration juridique et administrative sera réalisée dès 1997. Si l'on ne veut pas reconnaître les besoins d'une clinique universitaire, il ne reste plus qu'à supprimer cette spécialisation à l'Université de Berne et à envoyer les étudiants à Zurich, Bâle, Lausanne ou encore à l'étranger. Il faut alors espérer que dans ces universités-là le numerus clausus se fera après l'accueil des Bernois et que, par la suite, quelques-uns des bons médecins formés

ailleurs nous reviendront quand même pour assurer les soins dans nos hôpitaux restants.
J'ai entendu la question «Warum brauchen wir ein Frauenspital?» Autant demander pourquoi ce n'est pas l'oculiste ou l'urologue qui traite un cancer du sein. Dans la médecine de pointe, on ne peut remplir un mandat d'enseignement en s'arrêtant aux connaissances d'il y a dix ans. Fort heureusement pour les patients concernés, on pratique aussi en Suisse la transplantation d'organes: se rend-on assez compte que cela est de la médecine de pointe pour une petite minorité de la population comparée à celle des patientes en gynécologie et des naissances compliquées, voire à haut risque. Je cite la plaquette du centenaire de 1976 de la maternité cantonale: «Dem Geschäft erwuchs im Kantonsparlament, wo es sehr gründlich behandelt wurde, keine Opposition. Es fand am 19. Dezember 1872 einhellige Zustimmung. Der Grosse Rat erachtete eine kantonale Entbindungsanstalt, die nach den Forderungen der Wissenschaft eine akademische Anstalt zur Aufnahme von Wöchnerinnen, eine Bildungsanstalt für Hebammen und ein gynäkologisches Spital für Frauenkrankeiten zu umfassen hatte, als eine Pflicht der Humanität, der Moral und der Sittlichkeit.» Ne retenons que le devoir d'humanité: le parlement d'alors, purement masculin, aurait-il été plus humain que celui d'aujourd'hui, avec quelques femmes en son sein? Les tâches du canton sont devenues plus nombreuses, il faut fixer des priorités me direz-vous. Concernant les priorités, je cite encore au sujet du projet de 1872: «Das Bauvorhaben konkurrierte mit der ebenso dringlichen Erweiterung der Bezirksgefängnisse, der baulichen Verbesserung der Erziehungsanstalten und der Seminarien Hofwil und Hindelbank, der Taubstummenanstalt Frienisberg und den Umbauten der Staats- und Domänialgebäude.» Les finances cantonales étaient dans une meilleure situation en 1872 – je cite – «weil die Finanzlage des Kantons durch die Veräusserung bisher unabträglicher Domänen verbessert werden konnte». Si nous le voulons, nous pouvons fixer la priorité au profit de la maternité et nous pouvons convaincre le souverain de ce devoir d'humanité toujours valable.
Le peuple a refusé en 1984 le premier crédit d'élaboration de projet parce que le Grand Conseil ne l'a accepté que du bout des lèvres et parce que les caisses-maladie ont, honteusement sur le dos des femmes, joué les avertisseurs au sujet de l'accroissement inquiétant des coûts de la santé. Nous l'avons vu: ce n'est pas en repoussant le projet que cette évolution a pu être freinée, elle le peut seulement si on travaille rationnellement et si on évite le double emploi. C'est ce que la nouvelle construction veut atteindre. Je ne sais pas où certains responsables d'hôpitaux de district sont allés chercher le spectre d'une fermeture de leur maternité en cas de construction d'une nouvelle clinique universitaire. Ce qui est vrai, c'est que les activités de ces maternités ne seront pas étendues, que les patientes nécessitant des soins et interventions spécialisés seront traitées à la clinique universitaire qui, elle seule, disposera de l'infrastructure de la médecine de pointe. Si une maternité devait être fermée un jour, elle ne le serait pas à cause de la construction de la clinique universitaire, mais pour des raisons de restructuration, de rationalisation de l'ensemble des hôpitaux régionaux et de district. En 1990, le peuple a accepté le crédit d'élaboration de projet; il sera donc aussi prêt, si nous lui disons que le projet est bon et nécessaire, d'accorder aux femmes ce qu'il a accordé depuis vingt ou trente ans à la population de toutes les régions du canton. soit un hôpital adapté aux besoins actuels et futurs. Si l'on ne veut pas de ce projet, il resterait la solution, pas heureuse du tout mais toujours meilleure que toute autre modification du projet soumis, de laisser la maternité où elle est et d'y injecter encore 50, 60 ou 70 millions, que sais-je, pour le rendre viable. On créerait des conditions pénibles de travail pour le personnel et des séjours pour les patientes pendant une durée interminable de construction, mais on aurait au moins l'assurance de maintenir l'unité gynécologie-obstétrique reconnues indissociables dans toutes les universités d'Europe. Le bâtiment éventuellement disponible à l'Hôpital de l'Ile ne le permettrait pas.
Il est un fait qui mérite encore d'être mentionné: en 1963 déjà, le professeur Kaiser, internationalement connu, auquel l'Université de Berne a fait appel, a renoncé au poste, jugeant les conditions de travail inacceptables dans cette maison vétuste et ces installations. C'était en 1963! Venant de Francfort, il s'est installé à Bâle. Essayons de garder les chefs compétents actuels, l'attente de l'œuvre terminée sera déjà assez longue. Il n'est pas question ici de prestige, mais de renommée pour l'Université, renommée qui ne peut que faire que du bien au canton de Berne.
Concernant la limite absolue des coûts, le Kostendach, proposée par Madame Streit: les premiers essais avec ce mode de procédé n'ont pas été particulièrement concluants. La solution d'un contrat d'entreprise devrait au moins être examinée. Nous sommes cependant tout à fait d'accord que, quelle que soit la voie choisie, elle devra garantir une surveillance sévère tout au long de l'avancement des travaux quant au respect des plans et des crédits.
Le succès de cette votation populaire dépend directement de l'engagement des parlementaires. Je vous prie de poser aujourd'hui la première pierre en approuvant le projet. Le souverain nous suivra uniquement si nous lui recommandons le projet à une très large majorité. Nous nous opposons donc au renvoi et acceptons le projet.

von Escher-Fuhrer. Sie kennen sicher alle aus Ihrer Kindheit das Margerite-Spiel: Der Blume wird ein Blütenblatt nach dem anderen ausgerissen – «er liebt mich», «er liebt mich nicht», «er liebt mich» ... Beim letzten Blütenblatt entscheidet sich, ob man bei seinem Liebsten noch in Gnade steht oder nicht. – Mit dem vorliegenden Geschäft wird ein ähnliches Spiel getrieben. Wir wollen ein neues Frauenspital, wir wollen es nicht, wir wollen es... Das Spiel dauert jetzt bereits ein Jahrzehnt. Ich persönlich habe 1980 in der allgemeinen Abteilung des Frauenspitals unser erstes Kind geboren. Wenn wir Frauen duschen wollten, mussten wir zwei Stockwerke hinunter in den Keller steigen, weil auf der Abteilung nicht genügend Duschen vorhanden waren. Auf die Frage, ob nicht in der allgemeinen Abteilung noch eine zusätzliche Dusche eingerichtet werden könnte, wurde uns wie folgt geantwortet: Dies lohne sich nicht mehr, weil sich im Frauenspital ohnehin bald alles ändern werde. Diese Antwort erhielten wir vor 13 Jahren. Heute liegt endlich ein Projekt vor, welches viel Beachtung gefunden hat. Es ist breit abgestützt, die Fehler der letzten Vorlage wurden ausgemerzt. Nichts desto trotz beantragt Herr Reber, das Geschäft zurückzuweisen. Er verbindet seinen Rückweisungsantrag mit einer Auflage. Sein Vorschlag wurde aber im Rahmen der Projektierung seitens der Regierung bereits einmal geprüft. Wie sich gezeigt hat, wäre es nicht möglich,

das Frauenspital baulich ins Inselspital zu integrieren. Ich verweise auf Seite 2 des Vortrags.
Frau Bittner wies gestern bereits auf die Folgen einer Rückweisung hin: Das Geschäft würde weiter verzögert. Die unhaltbaren Zustände im alten Frauenspital müssten für unbestimmte Zeit hingenommen werden, was für uns Frauen nicht zumutbar ist. Es erstaunt mich nicht, dass diejenige Partei, die in der Mitte dieses Saals sitzt, gerade bei diesem Geschäft eingehakt. Die nämliche Partei stellte selber keine Stimmenzählerin zur Wahl und versagt den Frauen, die von den anderen Fraktionen vorgeschlagen werden, ihre Unterstützung. Die SVP-Fraktion hat also heute bereits bewiesen, was sie von Frauenfragen hält.
Zum Antrag Streit: Ein Kostenvoranschlag ist seriös auszuarbeiten, so dass auf ein Kostendach verzichtet werden kann. Wie wir wissen, wurden oft die Kostenvoranschläge zu wenig sorgfältig ermittelt, so dass immer wieder Nachkredite beantragt werden mussten. Wenn wir aber im Zusammenhang mit diesem Geschäft ein Kostendach beschliessen, könnten wir damit einen gefährlichen Präzedenzfall schaffen: In Zukunft müssten nur noch diejenigen Kreditlimiten eingehalten werden, die auf einem Kostendach basieren. Kreditlimiten, die auf normalen Beschlüssen basieren, müssten wohl nicht mehr eingehalten werden. Dies wäre wohl nicht sinnvoll, weshalb wir vom Antrag Streit nicht begeistert sind. Wenn die bürgerlichen Grossratsmitglieder dem Geschäft aber nur zustimmen können, wenn ein Kostendach beschlossen wird, sind wir bereit, den Antrag Streit zu unterstützen.
Die FL/JB-Fraktion steht also für einen möglichst raschen Neubau des Frauenspitals ein und kann dem Antrag Streit zustimmen.

Präsidentin. Die Einzelsprecherinnen und -sprecher haben das Wort.

Blaser (Uettligen). Ich ersuche Sie, den Rückweisungsantrag Reber abzulehnen. Der Neubau der Frauenklinik ist überfällig. Es braucht dazu keine Abklärungen mehr. Nachdem das Volk 1985 den ersten Projektierungskredit von notabene 3,27 Mio. Franken abgelehnt hatte, wurden alle Aspekte des Bauvorhabens nochmals gründlich überprüft. Der zweite Projektierungskredit von brutto 2,95 Mio. Franken wurde am 10. Juni 1990 genehmigt. Das Volk demonstrierte mit der Bewilligung dieses Kredits sein Einverständnis mit dem neuen Projekt.
Ich forderte kürzlich mit einer Motion, dass die Spitalplanung überarbeitet werde. Es geht in diesem Zusammenhang um die Aufwertung der Spitalregionen, mit dem Ziel, eine vermehrte Zusammenarbeit auf regionaler Ebene zu erreichen. Dadurch soll eine wertvolle Rationalisierung erreicht werden. Die Überarbeitung bezieht sich aber nicht auf das medizinische Zentrum.
Bei allen anderen Universitätsspitälern der Schweiz sind übrigens die Frauenkliniken in die medizinischen Zentren integriert. Diese Integration bringt nur Vorteile. Mit einer Belegung von rund 85 Prozent ist das Inselspital ausgelastet. Es ist kaum möglich, 100 Betten für die Frauenklinik zur Verfügung zu stellen. Jede Klinik und Abteilung des Inselspitals hat ihre Funktion und kann nicht einfach geschlossen oder verlegt werden. Im übrigen hat das Universitätsspital einen Auftrag zu erfüllen. Nebst der Patientenbehandlung hat es auch einen Lehr- und Forschungsauftrag. Zudem muss es jederzeit zur Aufnahme von Notfällen bereit sein, weshalb eine gewisse Anzahl Betten immer frei sein muss. Das erste Projekt sah übrigens noch 120 Betten für die Frauenklinik vor. Demgegenüber sind jetzt nur noch 100 Betten geplant. Das neue Projekt ist hingegen teurer als das erste, welches 75 Mio. Franken gekostet hätte. Heute wird mit Kosten weit über 100 Mio. Franken gerechnet.
Wir sollten heute die Geduld der Frauen nicht noch einmal strapazieren. Sie mussten bereits genügend lange warten. Auch wenn wir dem Geschäft heute zustimmen, werden sie sich noch bis zum nächsten Jahrzehnt gedulden müssen. – Ich ersuche Sie, dem Geschäft zuzustimmen und den Rückweisungsantrag Reber abzulehnen.

Gurtner. Es geht darum, nach einem fast 20 Jahre dauernden Hin und Her in Sachen Frauenspital einen definitiven Entscheid zugunsten eines Neubaus zu treffen. Es wäre für die Bevölkerung nicht nachvollziehbar, wenn diese Vorlage noch einmal zurückgestellt würde. Sie basiert auf vielen Untersuchungen und Analysen. Die Projektplanung dauerte bereits sehr lange. Wer das Geschäft aus finanziellen Gründen zurückweisen will, sollte bedenken, mit welchen Kosten eine Rückweisung verbunden wäre. Es würde Jahre dauern, bis wieder eine neue Vorlage unterbreitet werden könnte. Inzwischen müsste das bestehende Frauenspital für einige Millionen Franken renoviert werden. Sie alle wissen um den desolaten Zustand des alten Spitals. Im Sinn einer Überbrückungsmassnahme wurde für Renovationsarbeiten vorläufig ein Kredit von 5,37 Mio. Franken bewilligt. Dieser Betrag reicht nur für die dringendsten Sanierungsmassnahmen aus. Im Jahr 2001 sollte schliesslich das neue Frauenspital bezogen werden können. Das Personal des Frauenspitals muss unter unhaltbaren Bedingungen arbeiten. Auch den Patientinnen ist dieser Betrieb nicht mehr zumutbar. Wie der Regierungsrat im Vortrag erwähnt, genügen die bestehenden Gebäude den Anforderungen an eine zeitgemässe Universitätsklinik nicht mehr. Sie sind sanierungsbedürftig.
Wird der Antrag Reber gutgeheissen, weisen wir heute ein Projekt zurück, über welches sich eigentlich seit Jahren alle einig waren. Es war bisher allen klar, dass es einen Neubau braucht. Die Planung des neuen Frauenspitals entwickelte sich seit den siebziger Jahren immer mehr zu einer komplexen Materie, weil sich zeigte, dass nicht nur bauliche Probleme zu lösen, sondern auch die Organisationsstrukturen anzupassen sind. Während der langen Planungsphase wurden immer wieder wichtige und nötige Diskussionen geführt, und zwar über Spitalplanung, über Spitalbauten, über Spitzenmedizin, über Neonatologie sowie Gebär- und Frauenheilkunde. Diese Diskussionen rund um ein Bauvorhaben sind wichtig. Bauen ist eben nicht nur eine technische Angelegenheit. Das Projekt wurde immer wieder stark kritisiert, weshalb es ständig neu überdacht wurde. Während der Planungsphase wurden also immer wieder Notwendigkeiten, Belegungsfragen und neue Bedürfnisse abgeklärt. Es handelt sich wahrscheinlich um eines der meistüberprüften Bauprojekte der letzten Jahre. Das Projekt sei überdimensioniert, wird zum Teil behauptet. Insbesondere von grüner und linker Seite wurden überdimensionierte Spitalbauten immer wieder kritisiert. Vielleicht könnte auch beim Frauenspital das eine oder andere weggelassen werden, was aber noch lange nicht eine Rückweisung rechtfertigt.
1989 kam der Regierungsrat zum Schluss, dass der vorgesehene Neubau am besten auf dem Areal der alten Kinderklinik zu realisieren sei. Im gleichen Jahr genehmigte der Grosse Rat den Projektierungskredit. Gegen diesen Beschluss wurde bekanntlich das Referendum

ergriffen. Das Volk stimmte dem Projektierungskredit 1990 zu. Das vorliegende Projekt ist in diesem Sinn also mehrheitsfähig.

Hutzli. Ich habe einige Fragen betreffend die Finanzierung und die Folgekosten: Wie im Vortrag erwähnt wird, soll zur Finanzierung dieses Projekts der Spitalsteuerzehntel herangezogen werden. Was gedenkt man aber zu tun, wenn dieser plötzlich nicht mehr erhoben wird? Es geht immerhin um die Zahlungsraten bis ins Jahr 2001. Im Vortrag ist die Rede von einer Anleihe in der Höhe von maximal 130 Mio. Franken, die zur Finanzierung aufgenommen werden kann. Wurde der Zinsendienst für eine derartige Anleihe bei den Gesamtkosten bereits mit einbezogen? Eine Frage zu den Folgekosten: Diese werden im Vortrag nur mit einem Satz erwähnt. Sie werden nach Abzug der Einnahmen aus dem Spitalsteuerzehntel im Jahr 9,8 Mio. Franken betragen. Diese Aussage ist zu rudimentär ausgefallen. Meines Erachtens sollten die Leistungen und die Betriebskosten des alten beziehungsweise des neuen Spitals aufgeführt werden. Im weiteren sollten die Synergieeffekte aufgezeigt werden, die durch die Verlegung des Spitals in das Inselareal zu erwarten sind. Kann Herr Gesundheitsdirektor Fehr sich zu diesen Punkten äussern und mir zusichern, dass in der Abstimmungsbotschaft diese Fragen noch beantwortet werden?

Fuhrer. Ich gebe keine Abstimmungsempfehlung ab. Gestern bezeichnete Herr Jenni das Vorhaben von Herrn Reber als unehrlich. Herr Jenni hat unfair reagiert. Ich spreche als Kollege von Jürg Reber. Ich habe mit ihm in den letzten drei Jahren wahrscheinlich mehr Spitäler besucht als Sie alle zusammen, weil wir als Mitglieder der Finanzkommission das Gesundheits- und Fürsorgewesen zu bearbeiten haben. Ich sehe, wie gründlich und sauber Herr Reber arbeitet. Sein Verhalten kann nicht als unehrlich bezeichnet werden. Ich muss diesen Vorwurf mit aller Schärfe zurückweisen! Wir mussten im Rahmen unserer Tätigkeit zum Teil auf ketzerische Fragen antworten. So fragten uns namentlich Vertreter der kleinen Bezirksspitäler auf dem Land, ob mit dem Neubauprojekt nicht Königreiche verteilt würden. Weiter wollte man wissen, ob das Frauenspital nicht in den bestehenden Gebäuden des Inselspitals untergebracht werden könnte. Immerhin umfasst dieses 1100 Betten, wobei diese nur zu 80 Prozent besetzt sind. Durchschnittlich stehen also 220 Betten leer. Bei den kleineren Bezirksspitälern geht es normalerweise um mittlere Investitionen, die getätigt werden müssen. Im Fall des neuen Frauenspitals sollen aber pro Bett 1330000 Franken ausgegeben werden. Inwieweit treibt diese Investition nicht die Versicherungs- und Krankenkassenprämien in die Höhe? Normalerverdienende Leute können die Prämien bereits heute kaum mehr bezahlen.
Mit derartigen Bemerkungen werden wir also konfrontiert. Aufgrund dieser Überlegungen hat Herr Reber seinen Rückweisungsantrag gestellt. Ihn deshalb der Unehrlichkeit zu bezichtigen, ist nicht anständig.

Streit. Herr Fahrni begründete gestern meinen Antrag. Ich möchte mich für meine Abwesenheit noch entschuldigen. Mit dem beantragten Kostendach soll eine Kreditlimite gesetzt werden. Ich überlasse es den Juristen abzuklären, welche Folgen mein Antrag für andere Projekte hätte. Mit anderen Worten kann ich das Unbehagen von Frau von Escher nicht aus dem Weg räumen. Meines Erachtens dürfen wir aber unseren Stimmbürgern nicht mehr derart riesige Projekte vorlegen, im vollen Bewusstsein, dass die Endabrechnung nach zehn oder fünfzehn Jahren nochmals einige Millionen höher ausfallen wird. Wir müssen heute ein Zeichen setzen und die über zehnjährige Projektierungs- und Leidensgeschichte beenden. Der Neubau sollte jetzt realisiert werden. – Ich bitte Sie, das Geschäft und meinen Antrag zu unterstützen.

Reber. Ich habe natürlich mit Einwänden gegen meinen Antrag gerechnet. Insbesondere rechnete ich mit dem Vorwurf, ich würde eine frauenfeindliche Politik vertreten. Darauf gehe ich gar nicht ein. Aus naheliegenden Gründen kann ich, was den Aufenthalt in einem Frauenspital anbelangt, nicht aus eigenen Erfahrungen sprechen. Trotzdem erlaube ich mir folgende Bemerkung: Frauen aus der Stadt oder deren näheren Umgebung gehen häufig freiwillig ins Frauenspital, um zu gebären. Wenn aber eine Frau aus dem Oberland oder aus dem Emmental das Frauenspital aufsucht, macht sie dies nicht freiwillig. Diese Frauen gehen nur ins Spital, wenn sie müssen, weil sie beispielsweise mit Komplikationen rechnen. Es ist ihnen nicht so wichtig, ob das Bett im Frauenspital oder im Inselspital-Hochhaus steht. Für sie steht die ärztliche Betreuung im Vordergrund. Ich betone nochmals, dass ich nicht gegen ein Frauenspital schlechthin bin. Dieses könnte aber in das Inselspital integriert werden. Es wurde bisher nicht geprüft, ob zu diesem Zweck eine andere Abteilung ausgelagert werden könnte.
Frau Bittner, mein Votum von gestern war recht moderat, weshalb ich wirklich eine schärfere Antwort erwartete. Ich möchte aber nochmals mit aller Deutlichkeit ein Missverständnis aus dem Weg räumen: Es geht nicht darum, das bestehende Frauenspital zu renovieren und umzubauen. Dies bringt nichts. Vielmehr ist es in die Gebäude des Inselspitals zu integrieren, was nicht eine von Grund auf neue Projektierung erfordert. Diese Verlegung wird nicht wieder Jahre dauern. Sind Sie im übrigen wirklich sicher, dass das Volk dem 130-Millionen-Projekt zustimmen wird? Was tun wir, wenn das Volk nein sagt? Wenn wir meine Idee jetzt konsequent weiterverfolgen würden, hätten wir innert kürzester Zeit eine saubere Lösung. Wir hätten 100 Betten weniger, was aber sicher vertretbar wäre.

Vizepräsident Bieri übernimmt den Vorsitz.

Jost, Sprecher der Geschäftsprüfungskommission. Wie ich bereits gestern erwähnte, beantragt Ihnen die GPK einstimmig bei einer Enthaltung, den Kredit zu bewilligen und dem Geschäft zuzustimmen. Wir brauchen ein neues Frauenspital einerseits, weil es sich um eine Universitätsklinik handelt, anderseits, weil es zur Grundversorgung der Region Bern dient. Der heutige Zustand des Frauenspitals ist nicht mehr haltbar. Die Integration der Frauenklinik in das Inselspital ist eine rationelle und kostengünstige Lösung. Wie wir aufgrund von verschiedenen Zahlen feststellen konnten, sind die Baukosten vergleichsweise sehr günstig. Im übrigen sollte das Projekt jetzt realisiert werden, weil es beschäftigungswirksam ist.
Herr Hutzli, mit der erwähnten Integration ist natürlich in verschiedenen Bereichen eine Rationalisierung möglich: Die Administration und die allgemeinen Infrastrukturen des Inselspitals können besser ausgelastet werden, das Rechnungswesen wird zusammengelegt. Auch die medizinisch-therapeutischen Infrastrukturen wer-

den besser ausgelastet. Das Inselspital übernimmt die Intensivpflege, die Röntgendiagnostik, die Strahlenbehandlung und die Physiotherapie. Die Kinderklinik führt eine Abteilung Neonatologie gemeinsam für das Kinder- und das Frauenspital. Das Frauenspital führt nur spezialisierte Labors. Die allgemeinen Laboruntersuchungen nimmt das Zentrallabor des Inselspitals vor. Die Gynäkopathologie wird in das pathologische Institut integriert. Die Versorgung in den Bereichen Zentralsterilisation, Apotheke, Hausdienst, Wäsche, Verpflegung, Einkauf, technischer Dienst und so weiter erfolgt durch das Inselspital. – Ich bitte Sie, den Rückweisungsantrag von Herrn Reber abzulehnen. Er selber bestreitet weder das Bedürfnis nach einer neuen Lösung noch den Lehr- und Forschungsauftrag des Frauenspitals. Er will lediglich die Frauenklinik in die bestehenden Gebäude des Inselspitals integrieren. Ich verweise in diesem Zusammenhang auf die Antwort von Herrn Blaser. Aufgrund der Auslastungen des Inselspitals lässt sich dieser Vorschlag nicht verwirklichen. Herr Reber, Sie können natürlich nicht einfach verlangen, es sei abzuklären, welche Abteilung des Inselspitals ausgelagert werden könnte. Wenn Sie schon diese Idee verfolgen, sollten Sie etwas konkretere Vorschläge unterbreiten. Man sollte jetzt nicht – im übertragenen Sinn ausgedrückt – mit der Fahne im Nebel «herumfuchteln» und einen Anhaltspunkt für die Rückweisung des Projekts suchen.
Zum Antrag Streit: Wenn wir den vorliegenden Kredit bewilligen, beschliessen wir ohnehin auch gleich ein Kostendach. Der Regierungsrat wird diesfalls beauftragt, das Projekt zum vorgesehenen Betrag zu realisieren. Ich begreife an sich Frau Streit. Bei einem derartigen Projekt müssen wir die Kosten im Griff behalten. Dies umso mehr, als die Bauarbeiten sehr lange, das heisst vielleicht sogar zehn Jahre dauern werden. Die GPK hat den Antrag Streit nicht diskutiert. Ich persönlich möchte Ihnen aber beliebt machen, diesem Antrag zuzustimmen, wobei noch folgendes zu beachten ist: Der Kanton ist Bauherr dieses Projekts. Der Antrag Streit ändert meines Erachtens an der rechtlichen Situation insofern nichts, als wir bei allfälligen Mehrkosten trotzdem über einen Nachkredit entscheiden müssen. Wir wissen beispielsweise nicht, wie sich die Teuerung entwickelt. Bei den Mehrkosten, die aufgrund der Teuerung anfallen, handelt es sich zwar um eine gebundene Ausgabe. Mit dem Antrag Streit kann aber der Grosse Rat klar zu verstehen geben, dass er den Regierungsrat mit Nachdruck ersucht, die Kosten im Griff zu behalten und das Projekt, wenn immer möglich, mit den vorgesehenen Mitteln zu realisieren. Wird der Antrag Streit in diesem Sinn interpretiert, kann er unterstützt werden.

Die Präsidentin übernimmt wieder den Vorsitz.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr und Energie. Ich erlaube mir, zu Beginn meines Votums einige allgemeine Überlegungen anzustellen. Wenn die Baudirektion ein tragfähiges Projekt erarbeiten soll, muss sie mit der Gesundheitsdirektion zusammenarbeiten. Wir müssen uns gründlich mit inhaltlichen Fragen auseinandersetzen. Auch die Baudirektion muss sich in die Materie «einfühlen». Frau Hirschi stellte in sehr überzeugender Weise dar, welche Aufgaben das Frauenspital als Universitätsklinik – also als Klinik tertiärer Medizin – zu erfüllen hat. Diese Aufgaben dürfen nicht mit denjenigen eines Bezirks- oder Regionalspitals durcheinandergebracht werden. Die Universitätsklinik hat stationäre und ambulante Aufgaben wahrzunehmen. Im weiteren hat sie Forschung zu betreiben und muss Leute ausbilden. Sie hat aber auch eine Menge unliebsamer Arbeiten zu übernehmen, die man gerne dem Frauenspital überlässt: Ich spreche von problematischen oder unerwünschten Schwangerschaften, von Risikogeburten und von schwierigen gynäkologischen Fällen. Es geht im weiteren um ein riesiges Spektrum von wenig lukrativen Beratungen. Im Frauenspital werden auch zunehmend schwere Krebsfälle behandelt. Die Poliklinik übernimmt in all diesen Bereichen eine ausserordentlich wichtige Funktion. Die medizinisch-technische Entwicklung erlaubt eine differenziertere Betrachtung der sogenannten Krankheiten. Entsprechend haben sich auch die Behandlungsmethoden differenziert. Eine breitangelegte Sichtweise im Diagnose- und Behandlungsbereich muss darum einerseits von der Öffentlichkeit und anderseits von einer Institution, die von wissenschaftlicher Forschungstätigkeit gestützt wird, getragen werden. Das Frauenspital ist eine Uniklinik und bringt als solche die genannten Voraussetzungen mit sich. Eine zentrale Institution verfügt immer auch über viel Macht. Wie Sie alle wissen, verfügen die medizinischen Institutionen über besonders viel Macht. Die Öffentlichkeit muss deshalb ein kritisches Bewusstsein und ein aufmerksames Interesse gegenüber diesen Institutionen entwickeln. Namentlich die Frauen reagieren zunehmend sensibler auf die Thematik Macht, insbesondere auf die Macht der Medizin – es handelt sich dabei immer noch um eine Männerdomäne. Es ist wichtig, dass der Kanton Bern die Institution Frauenspital erhält und dieser wieder eine tragfähige Basis verschafft. Diese Basis sollte die Chance bieten für eine Stärkung des Einflusses der Frauen. Dieser Einfluss sollte in ein ausgewogeneres Gleichgewicht mit anderen bestimmenden Faktoren gebracht werden.
Wieweit gibt es noch andere Möglichkeiten, das Frauenspital zu erneuern? Herr Reber schlägt beispielsweise vor, das Frauenspital in das Inselspital zu integrieren. Im Raum stand auch der Vorschlag, das Frauenspital am alten Standort zu belassen. Der heutige Bau vermag den technischen Anforderungen, die heute an ein Frauenspital gestellt werden, nicht mehr zu genügen. Er wurde vor über 100 Jahren errichtet. Sie wissen alle, wie sich seither die Medizin gewandelt hat. Eine grundlegende Sanierung des alten Gebäudes wäre in keiner Art und Weise sinnvoll. Eine gute Infrastruktur lässt sich in diesem Gebäude nicht aufbauen. Zudem müsste der Betrieb während der Renovationszeiten in eine provisorische Unterkunft verlegt werden. Niemand weiss, wie dies organisiert werden könnte. Hält man am alten Standort fest, könnten die Vorteile einer Integration nicht genutzt werden. Es wurden mindestens vier Varianten geprüft. Herr Reber, man hat sich also auch mit anderen Vorschlägen auseinandergesetzt. Aufgrund sorgfältiger Abklärungen hat sich gezeigt, dass keine dieser Varianten eine Alternative zum vorliegenden Projekt sein kann. Wenn wir uns jetzt wieder für eine andere Lösung entscheiden, muss eine neue Projektierung ausgearbeitet werden. Wir hätten also nicht innert kürzester Zeit eine saubere Lösung, wie Herr Reber behauptete. Würden wir den Vorschlag Reber verwirklichen, die Frauenklinik also in die bestehenden Gebäude des Inselspitals integrieren, könnte die Neonatologie aus räumlichen Gründen nicht in die Frauenklinik integriert werden. Für das Frauenspital müssten etwa 14000 Quadratmeter zur Verfügung gestellt werden. Diese Fläche könnte seitens des Inselspitals aber nirgends abgetreten werden. Eine Bemerkung zuhanden von Herrn Grossrat Blatter:

In der Neonatologie gibt es keine Doppelspurigkeiten. Die leichten Fälle werden in der kleinen, einfachen neonatologischen Abteilung des Frauenspitals behandelt. Die Bébés bleiben also nahe bei den Müttern. Wir diskutierten vor einigen Jahren eingehend über die Wichtigkeit dieser Nähe zur Mutter. Schwere Fälle hingegen werden wie bereits heute im Kinderspital behandelt. Diese Bébés müssen in der Regel auch länger im Spital verweilen als ihre Mütter.
Ich komme wieder zum Antrag Reber: Sehr wahrscheinlich könnten die nötigen Betten auf irgendeine Art «zusammengekratzt» werden. Es wäre aber unmöglich, die Gynäkologie und die Geburtshilfe beieinander zu belassen. Werden diese beiden Abteilungen getrennt, hat dies nicht nur einige ideelle Nachteile für die Frauen, wie Herr Fuhrer es schilderte. Die Synergien, die zwischen diesen beiden Bereichen spielen, könnten nicht mehr genutzt werden. Oft steht auch nicht klar fest, ob ein Fall der Gynäkologie oder der Geburtshilfe zuzuordnen ist. Es kann vorkommen, dass eine Frau, die ein Kind geboren hat, nach ein paar Tagen sich einer gynäkologischen Behandlung unterziehen muss. Es wäre diesfalls von Vorteil, wenn sie nicht zu weit transportiert werden müsste. Wir sollten also weiterhin über ein integrales Frauenspital verfügen.
Gestern wurde auch noch auf die Möglichkeit hingewiesen, das Frauenspital in das Zieglerspital auszulagern. Diese Lösung darf wirklich nicht in Betracht gezogen werden, weil das Frauenspital in das Inselspital integriert werden sollte. Ich sprach vorher von technischer Medizin – ob man Freude an dieser hat oder nicht, sie existiert. Zudem handelt es sich dabei um eine teure Medizin, weshalb die Apparate des Inselspitals auch für die Frauenmedizin sollten benutzt werden können.
Was den Neubau anbelangt, haben wir es mit drei Verantwortungsbereichen zu tun. Das Projekt kostet 130 Mio. Franken. Es handelt sich also um eine grosse Investition. Die Kosten sind aber im Vergleich zu den Kosten anderer Bauten, insbesondere von Spitalbauten in anderen Ländern, angemessen. Mit einer systematischen Detailplanung versuchen wir, langfristig eine gute Bauqualität zu erzielen. Das Baukonzept ermöglicht, dass das Spital später einfach und gut saniert werden kann. In diesem Bereich liegt eine erste, sehr entscheidende Verantwortung: Bei einem Neubau muss die Chance zur Erzielung einer guten Bauqualität genutzt werden, damit die Folgekosten reduziert werden können.
Im weiteren übernehmen wir in folgendem Bereich Verantwortung: Wir müssen möglichst langfristig gute und flexible Nutzungsbedingungen schaffen. Niemand in diesem Saal kann in guten Treuen voraussagen, wie sich die einzelnen Abteilungen einer Frauenklinik nach dem Bezug des Neubaus entwickeln werden, weshalb heute ein Bau zu planen ist, der eine Anpassung an veränderte Bedingungen zulässt. Das bestehende Projekt wurde entsprechend konzipiert. Die Tragstrukturen und die technischen Installationen lassen einen späteren Umbau ohne weiteres zu. Die Nutzung kann später auch anders organisiert werden, wenn es zu Interessenkonflikten kommen sollte. Zudem kann das Gebäude auch zu anderen Zwecken benutzt werden. Das Konzept taugt also nicht ausschliesslich für die Nutzung als Frauenspital.
In folgendem Bereich ist eine weitere Verantwortung zu übernehmen: Wir wollen nicht einfach irgendein Spital bauen. Es soll sich vielmehr um ein wohnliches Gebäude handeln. Die Patientinnen, Besucher und Besucherinnen sowie das Personal sollen sich darin wohl fühlen. Dafür bürgt neben dem Projekt auch das grosse Einfühlungsvermögen und Engagement der Architektin Marie-Claude Bétrix und ihres Teams.
Ich komme nochmals auf das alte Frauenspital zurück und möchte noch einen Eindruck weitergeben, der mir von den Krankenschwestern vermittelt wurde: Diese müssen immer öfter schwerkranke Krebspatientinnen pflegen, was – Sie erlauben mir den Ausdruck – zum Teil nicht sehr angenehm ist. So müssen sie auch Körperteile und Geschwüre abtasten, die die meisten in diesem Saal nicht berühren würden. Die Schwestern haben kaum die Möglichkeit, danach ihre Hände zu waschen. Dieses Beispiel zeigt, dass wir so schnell wie möglich diesem desolaten Zustand Abhilfe leisten müssen, was wir nur mit dem Neubau tun können.
Unter anderem tauchte gestern die Frage einer Redimensionierung des Projekts auf: Der Neubau sei viel zu gross geplant worden. Das neue Frauenspital wird aber kleiner sein als das alte. Es wird weniger Betten umfassen. Es werden also keine zusätzlichen Kapazitäten geschaffen – im Gegenteil. Es gibt für ein Spital eine optimale Grösse, was den Betrieb und die Rentabilität einerseits, das Verhältnis von Bau und zur Verfügung stehender Bodenfläche anderseits anbelangt. Das vorliegende Projekt ist in bezug auf diese beiden Aspekte optimal konzipiert. Wir müssten noch nach Rationalisierungsmöglichkeiten suchen, wurde gefordert. Ich bitte Sie jetzt wirklich, zur Kenntnis zu nehmen, dass das Projekt diesbezüglich bereits überprüft wurde. Wir haben uns jetzt zehn Jahre lang über das Frauenspital Gedanken gemacht. Die Rationalisierungsmöglichkeiten wurden insbesondere im Rahmen des Integrationsberichts über das Inselspital geprüft. Wer immer noch daran zweifelt, soll doch endlich einmal diesen Bericht lesen.
Die Realisierung dieses Neubaus wird auch nicht mit höheren Krankenkassenprämien verbunden sein. Wir betreiben ja bereits heute ein Frauenspital und wollen, wie gesagt, nicht mehr Kapazitäten schaffen. Die Finanzierung wird sich also auf die Prämien nicht niederschlagen.
Zum Antrag Streit: Ich danke Frau Streit für ihre Bemühungen. Sie hat versucht, einen Weg vorzuschlagen, der zur grösseren Akzeptanz des Projekts führen könnte. Ich muss aber meinerseits auch noch festhalten, was der Sprecher der GPK bereits angedeutet hat: Bauherr ist der Kanton. Die beantragte Limitierung der Kosten ist deshalb formell gesehen nicht möglich. Eine Kostenüberschreitung kann nicht in jedem Fall ausgeschlossen werden. Es wäre nicht ehrlich, wenn ich Ihnen, Frau Streit, heute versprechen würde, dass die Kosten keinesfalls überschritten werden. Wer bereits einmal ein Haus gebaut hat, weiss, dass im Verlauf der Bauarbeiten aufgrund unvorhergesehener Fakten die Baukosten noch ansteigen können. So kann sich beispielsweise bei den Aushubarbeiten zeigen, dass der Baugrund viel schlechter ist als vermutet. Die Mehrkosten können auch nicht jemand anderem übertragen werden, weil der Kanton Bauherr ist. Wir müssen also allenfalls einen Nachkredit beantragen. Hingegen will ich mit aller Deutlichkeit betonen, dass sich erstens die Baudirektion bei jedem Vorhaben bemüht, die Kreditlimite einzuhalten. Zweitens wird sie bei diesem Riesenprojekt ganz besonders auf die Einhaltung der Limite achten. Wir nehmen dieses Anliegen als Auftrag entgegen. Wir werden also alles tun, um den Bau zu überwachen und zu begleiten. Der Projektleiter sitzt übrigens heute auf der Tribüne. Es handelt sich um einen Mann, der für eine seriöse Arbeit

Gewähr bietet. Wenn der Antrag Streit in diesem Sinn verstanden werden kann, bitte ich Sie, diesem zuzustimmen. Sie müssen sich aber der rechtlichen Situation bewusst sein.
Abschliessend möchte ich Sie auch in meinem persönlichen Namen nochmals inständig bitten, den Entscheid nicht wieder hinauszuzögern. Stimmen Sie dem neuen Frauenspital heute zu! Es kostet uns viel Geld. Es handelt sich aber um eine sinnvolle Investition, selbst wenn wir dazu Geld aufnehmen müssen. Ich werde tagtäglich mit der Bitte konfrontiert: «Bitte Staat, investiere jetzt endlich.» Wir dürfen jetzt nicht einfach aufgrund der schlechten finanziellen Situation alle Projekte fallenlassen.

Fehr, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Herr Reber will das Geschäft zurückweisen und das Frauenspital in die bestehenden Gebäude des Inselspitals integrieren. Mit dem Neubau wird ermöglicht, die Frauenklinik rechtlich, betrieblich und baulich zu integrieren. Wie bereits gesagt wurde, ist der Vorschlag von Herr Reber nicht realistisch. Wie Sie in den letzten Tagen der Presse entnehmen konnten, waren im vergangenen Jahr die 1000 Betten des Inselspitals zu rund 85 Prozent ausgelastet. Dieser Wert ist hervorragend. Er entspricht ziemlich genau dem Idealwert. Bei dieser Belegung ist es nicht möglich, das Frauenspital auch noch in die Insel zu integrieren. Der Antragsteller schlägt vor, eine bestehende Abteilung des Inselspitals auszugliedern, damit das Frauenspital in die Insel integriert werden kann. Herr Reber, was erhoffen Sie sich davon? Sehr wahrscheinlich liessen Sie sich von einer Antwort inspirieren, die wir der Finanzkommission am 11. März erteilten. Wir wurden gefragt, ob das Frauenspital nicht allenfalls auch im Bezirksspital Belp oder in den Regionalspitälern Tiefenau und Ziegler untergebracht werden könnte. Sie kennen die Antwort, wir teilten Ihnen mit, warum dies nicht möglich ist. Wenn wir anstatt das Frauenspital eine andere Abteilung ausgliedern, stellen sich dieselben Probleme für diese Abteilung. Ich zitiere kurz aus dem betreffenden Schreiben: «Ein Standort ausserhalb des Inselspitals würde die Integration klar in Frage stellen und die Zusammenarbeitsmöglichkeiten verunmöglichen oder zumindest stark erschweren. Eine solche Lösung ist daher sowohl aus der Sicht der medizinischen Versorgung wie auch der Betriebskosten abzulehnen. Zusätzlich ist festzuhalten, dass die Bezirks- und Regionalspitäler durch eigenständige Spitalverbände geführt und getragen werden. Ein Rückgriff des Staates oder gar des Inselspitals auf diese Gebäude wäre mit erheblichen rechtlichen, politischen und finanziellen Schwierigkeiten und entsprechend langwierigen Abklärungen verbunden.» Eine Trägerschaft eines Bezirk- oder Regionalspitals ist doch nicht einfach ohne weiteres bereit, ihre Gebäude zur staatlichen Nutzung zur Verfügung zu stellen. Dies bedingte eine relativ komplexe Regelung und hätte einen erheblichen Zeitverlust zur Folge.
Es wurde unter anderem gefragt, ob in Anbetracht von gegenwärtig laufenden Überprüfungen nicht zugewartet werden sollte. So wird zurzeit der stationäre Bereich integral überprüft. Es geht also um die Vernetzung. Sicher hängt immer alles von allem ab. In gewissen Phasen müssen aber auch Entscheide getroffen werden, denn die Entwicklung steht nicht still. Wenn wir nochmals drei, vier oder fünf Jahre warten, werden wir es in verschiedenen Bereichen wieder mit neuen Voraussetzungen zu tun haben. Das vorliegende Geschäft ist wirklich entscheidungsreif. Inbesondere was das Projekt «integrale Überprüfung des stationären Bereichs» anbelangt, ist es wichtig, dass ein Entscheid über das Frauenspital vorliegt. Je rascher der Grosse Rat und anschliessend das Volk entscheiden, desto besser ist die Ausgangssituation für die Überprüfungsarbeiten. Eine Klammerbemerkung zur Frage von Herrn Blatter: Selbstverständlich ist das Projekt aufgrund der aktuellen Erkenntnisse auf die Insel-Gesamtplanung abgestimmt.
Welche Folgen hätte die Rückweisung des Geschäfts? Erstens würde die rechtliche, betriebliche und bauliche Integration des kantonalen Frauenspitals in das Inselspital um mindestens fünf bis sechs Jahre verzögert. Entsprechend würden auch die kostensparenden Synergieeffekte in den Bereichen Administration, Betrieb, Dienste und medizinische Infrastruktur erst mit Verzögerung eintreten. Der Integrationsprozess würde im weiteren unterbrochen und könnte später möglicherweise nur mühsam wieder in Gang gesetzt werden. Zweitens wäre es äusserst unbefriedigend, wenn das Frauenspital bis zum Jahr 2007 oder noch länger in den alten Gebäuden verbleiben müsste. Dies würde auch namhafte betriebliche Investitionen erforderlich machen. Sinnvollerweise sollte jetzt in ein gutes Definitivum und nicht in ein Provisorium investiert werden. Drittens stellt das kantonale Frauenspital die Grundversorgung in der Region Bern sicher. Es ist zudem auch für den ganzen Kanton Zentrums- und Universitätsspital. Wenn wir keine bessere Lösung für dieses Spital finden, riskieren wir, dass die Stellung der Forschung, der Lehre und Ausbildung in medizinischen und pflegerischen Berufen geschwächt wird. Immerhin handelt es sich um einen Bereich, der den Frauen unseres Kantons anspruchsvolle Dienstleistungen bieten muss.
Wie bereits die Baudirektorin erwähnte, wird die Regierung immer wieder gebeten, nun endlich zu investieren. Wenn Sie der Vorlage jetzt zustimmen, können Sie die Realisierung eines Projekts mit einer beachtlichen Bausumme auslösen. Die Finanzierung ist sichergestellt. In diesem Zusammenhang komme ich zu den Fragen von Herrn Hutzli: Soweit das Projekt Spitalsteuerzehntel-finanziert ist, sind die Mittel heute vorhanden. Wir setzten im Rahmen der Spitalsteuerzehntel-Planung entsprechende Prioritäten und sparten sozusagen die benötigten Mittel vor. Die Finanzierung ist also nicht von der zukünftigen Erhebung des Spitalsteuerzehntels abhängig. Sollte dieser entgegen unserer Absicht wegfallen, müssten zukünftig die entsprechenden Investitionen aus allgemeinen Staatsmitteln finanziert werden. – Dies als allgemeine Bemerkung. Die Mittel für das Neubauprojekt sind wie gesagt bereits vorhanden, sind – bildlich ausgedrückt – bereits im Topf. Zum Zinsendienst und den Folgekosten: Bei den ausgewiesenen 9,8 Mio. Franken Folgekosten handelt es sich ausschliesslich um die Kapitalfolgekosten, die sich aus rund 4 Mio. Franken Zinsen und 5,8 Mio. Franken Abschreibungen zusammensetzen. Betriebsfolgekosten gibt es keine. Allfällige Mehrkosten werden durch die Synergieeffekte kompensiert. Beachten Sie auch die psychologischen Aspekte dieser Angelegenheit. Vor der Märzsession, als das Geschäft erstmals traktandiert wurde, erhielten Sie von sieben Frauenorganisationen ein gemeinsames Schreiben. Es wurde zum Ausdruck gebracht, wie wichtig das Vorhaben für die Frauen im Kanton Bern ist. Meines Erachtens sollte das Geschäft jetzt dem Souverän zum Entscheid vorgelegt werden. Im Interesse der Frauen sollte diese Vorlage nicht blockiert werden. Wie Sie sehen, vertreten heute Frau Baudirektorin Schaer und ich das Geschäft

gemeinsam. Die Vorlage wird also von einer Frau und einem Mann verteidigt. Als Mann möchte ich Sie, meine lieben Damen und Herren, darauf aufmerksam machen, dass heute meines Erachtens die Stunde der Frauen und des Frauenspitals ist. – Lehnen Sie den Rückweisungsantrag Reber ab und stimmen Sie dem Geschäft zu.

Präsidentin. Bevor wir über das Geschäft befinden, lese ich Ihnen einen Brief von Frau Bundesrätin Ruth Dreifuss vor. Ich schrieb ihr nach ihrer Wahl in den Bundesrat eine Gratulationskarte. Sie antwortete wie folgt: «Die Zeichen der Verbundenheit sind mir zusätzlich Ansporn und Verpflichtung, in meiner neuen Aufgabe im Dienst unserer Bevölkerung und unseres Landes mein Bestes zu geben. Gerne benütze ich die Gelegenheit, um Ihnen und allen Mitgliedern des Grossen Rates für den grossen Einsatz und für die Arbeit zugunsten unseres föderalistischen Staates und unserer Heimat zu danken. Mit freundlichen Grüssen, Ruth Dreifuss, Bundesrätin.» Wir werden zuerst über den Rückweisungsantrag Reber befinden. Wird dieser abgelehnt, stimmen wir über den Antrag Streit ab. Weil das Geschäft dem obligatorischen Referendum untersteht, werden wir anschliessend über das Geschäft als solches abstimmen.

Abstimmung

Für den Antrag Reber (Rückweisung)	43 Stimmen
Dagegen	112 Stimmen
Für den Antrag Streit	Mehrheit
Für Genehmigung des Geschäfts 3227	126 Stimmen
Dagegen	11 Stimmen

Köniz: Schulheim Landorf, Sanierung mit Teilneubau; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 1418

Antrag Lüthi

Rückweisung mit Auflagen
Das Geschäft ist zurückzuweisen und der Regierungsrat zu beauftragen, vor der Behandlung dieses Geschäfts im Grossen Rat:
1. Das Projekt kostenmässig zu überarbeiten und zu kürzen. Wünschbares ist vom Notwendigen zu trennen.
Die Punkte 1–3 aus der Begründung Kilchenmann sind zu berücksichtigen.
2. Ein Konzept vorzulegen, welches aufzeigt, wo die Aufgabenerfüllung bei den vier staatlichen Schulheimen aufgabenbezogen und kostenmässig am günstigsten erfüllt werden können.
3. Den Bericht der Arbeitsgruppe 2 für die Erarbeitung einer Anschlusslösung beim Schulheim Oberbipp vorzulegen, im Sinn des im Dezember 1991 überwiesenen Postulates Hurni-Wilhelm.
4. Die Weiterverwendung des Schulheims Oberbipp aufzuzeigen.

Zaugg, Sprecher der Geschäftsprüfungskommission. 1991 bewilligte der Grosse Rat einen Kredit von 7 Mio. Franken für die Sanierung des Schulheims Landorf. Während der Planung zeigte sich, dass eine Gesamtsanierung vorzunehmen ist. Der Heim- und Landwirtschaftsbetrieb muss entflechtet werden, weshalb ein zusätzlicher Kredit von 4 Millionen beantragt wird. Der Vortrag zu diesem Geschäft wurde seit der letzten Session abgeändert. Ursprünglich ging es um einen Sanierungskredit von rund 6 Mio. Franken, heute wird ein Kredit von rund 4 Mio. Franken beantragt. In der Zwischenzeit hat der Bund dem Geschäft zugestimmt. Es wurde ein Bundesbeitrag von 4 Mio. Franken zugesichert. Dieser Beitrag war ursprünglich weniger hoch veranschlagt.
Das Schulhaus und das Stöckli sind bereits renoviert worden. Die anderen Gebäude sind in einem schlechten Zustand. In der schönsten Wohnlage wurde eine unpraktische Remise erstellt. Diese muss nun abgebrochen werden, damit an ihrer Stelle ein Gruppenhaus erstellt werden kann. Das Heimkonzept wurde in den letzten Jahren stark abgeändert. Die Jugendlichen werden heute in Gruppen von je sechs bis acht Personen untergebracht. Aufgrund dieses neuen Konzepts ist der Raumbedarf gestiegen. Die heutigen Verhältnisse im Schulheim Landorf sind nicht mehr tragbar. Eine Gruppe ist im Bauernhaus untergebracht, in welchem nur eine provisorische Heizung eingerichtet ist, die zudem Brandschutzvorschriften nicht genügt. Das alte Heimkonzept ist überholt. Die Kinder sollten möglichst familiär aufwachsen können, damit sie sich später im Leben zurechtfinden. Sie können übrigens nach Absolvierung der Schule im Heim wohnen und auswärts eine Lehre machen. Das Heim war bisher immer voll belegt. Aufgrund der fehlenden Stellenpunkte ist gegenwärtig eine Gruppe weniger in diesem Heim untergebracht. Zurzeit wohnen nur 30 Kinder dort. Zum Heim gehört ein Landwirtschaftsbetrieb von 13 Hektaren, welcher im Interesse einer besseren Tierhaltung angepasst werden muss. Es ist für die Kinder gut, wenn die Tiere in ihrer Nähe sind, weshalb der Landwirtschaftsbetrieb erhalten werden sollte.
Der Grosse Rat beschloss 1991, das Schulheim Oberbipp 1994 zu schliessen, weshalb wir das Schulheim Landorf brauchen. Die Nachfrage ist vorhanden. Die beiden Heime sollten nicht gegeneinander ausgespielt werden. Ich empfehle Ihnen, das Geschäft zu unterstützen.

Präsidentin. Ich gebe Herrn Lüthi das Wort zur Begründung seines Antrages.

Lüthi. In Anbetracht der gelichteten Reihen und der allgemeinen Aufbruchstimmung hier in diesem Saal stelle ich den Ordnungsantrag auf Unterbrechung der Beratungen. Ich werde meinen Rückweisungsantrag am Nachmittag begründen.

Präsidentin. Herr Lüthi, die Sitzung ist erst in zehn Minuten beendet. Als wir gestern über das Frauenspital verhandelten, war der Saal viel schlechter besetzt. Wir unterbrachen die Beratungen trotzdem nicht. Sie haben aber einen Ordnungsantrag auf Unterbrechung der Beratungen gestellt. Wir stimmen darüber ab.

Abstimmung

Für den Ordnungsantrag Lüthi	46 Stimmen
Dagegen	51 Stimmen

Lüthi. Es sind weniger als 100 Mitglieder anwesend, weshalb der Rat nicht mehr beschlussfähig ist. Ich begründe meinen Antrag heute morgen nicht mehr.

Präsidentin. Wir werden heute morgen auch nicht mehr beschliessen. Herr Lüthi, ich bitte Sie, jetzt ihren Antrag zu begründen.

Lüthi. Ich will dies gerne tun. – Dieses Geschäft zeigt einiges auf über die Fürsorgedirektion: Diese bereitet die Geschäfte konzeptlos, unsorgfältig, oberflächlich und irreführend vor. Was die Planung und Ausführung von staatlichen Bauprojekten anbelangt, ist sie nach wie vor zu grosszügig. Der Sparauftrag wird äusserst eigenartig verstanden. Leider muss ich ausgerechnet im Zusammenhang mit dem Schulheim Landorf auf diese Verhältnisse hinweisen. Mein Antrag richtet sich in diesem Sinn nicht grundsätzlich gegen das Schulheim.
Zum Sparauftrag: Mit einem Kostenaufwand von rund 14 Mio. Franken – ursprünglich waren es 14,47 Mio. Franken – soll dieses Schulheim saniert und erneuert werden. Wie der Pressemitteilung des Regierungsrates zu entnehmen war, drängt sich die Sanierung auf, weil der Grosse Rat die Schliessung des Schulheims Oberbipp beschlossen hat. Wie Sie sich erinnern, erfolgt die Schliessung aus Kostengründen, aufgrund der vorgesehenen Sanierung und der geographischen Lage. Es sei ein Standort zu bevorzugen, der näher bei den grösseren Agglomerationen liege. Das vorliegende Geschäft bedingt aber ein Mehrfaches der Kosten, die für das Schulheim Oberbipp angefallen wären. Die Kosten wurden im Vergleich zur ersten Vorlage zwar gesenkt. Es handelt sich aber nach wie vor um ein überrissenes Projekt, insbesondere was den Landwirtschaftsbetrieb und den Innenausbau angelangt.
Die Sanierung des Schulheims Landorf kostet rund 14 Mio. Franken. Der Grosse Rat habe die Regierung zu dieser Ausgabe gezwungen, indem er die Schliessung des Schulheims Oberbipp anordnete. Diese Begründung ist nicht haltbar.
Zur oberflächlichen und irreführenden Geschäftsvorbereitung der Fürsorgedirektion: Herr Kilchenmann beantragte in der Märzsession als Mitglied der Aufsichtskommission, die für das Schulheim Landorf zuständig ist, eine zahlenmässige Korrektur der Kosten und Beiträge. Diesem Begehren wurde in der neuen Vorlage Rechnung getragen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, was wäre geschehen, wenn Herr Kilchenmann damals keinen entsprechenden Antrag gestellt hätte? Wozu wären die zusätzlichen Mittel verwendet worden? An dieser Stelle sind Fragezeichen sicher erlaubt.
Zur Konzeptlosigkeit: Wir dürfen nicht in einem der Schulheime teure Infrastrukuren aufbauen und gleichzeitig andernorts vorhandene Infrastrukturen ungenutzt lassen. Der Betrieb in Oberbipp könnte mit einem Bruchteil der Kosten erneuert werden, die bei einer Sanierung von Landorf anfallen. Es ist zu verhindern, dass aufgrund der Konzeptlosigkeit dieser Direktion noch weitere staatliche Betriebe Kosten in Millionenhöhe verursachen, nur weil andere Betriebe ungenutzt bleiben. Massnahme Nr. 30 des Massnahmenplans II zum Haushaltgleichgewicht schreibt die Überprüfung der staatlichen Landwirtschaftsbetriebe vor. Der Landwirtschaftsbetrieb des Schulheims Landorf sollte deshalb nicht jetzt noch schnell saniert werden. Die Städte und Agglomerationen dürfen nicht auf Kosten der ländlichen Gegenden und der Randregionen laufend bevorzugt werden. Wir müssen uns der wirtschaftlichen Bedeutung bewusst sein, die derartige Standortentscheide für die ländlichen Gegenden und die Randregionen haben.
Ich habe meinen Antrag in zwei Punkten abgeändert: Den dritten Satz von Ziffer 1 («Die Punkte 1–3 aus der Begründung Kilchenmann sind zu berücksichtigen») habe ich gestrichen, weil dieser Punkt erfüllt und abgeschrieben ist. Ziffer 2 habe ich ergänzt: Es sind die Erkenntnisse zu berücksichtigen aus Massnahme Nr. 30 des Massnahmenplans II zum Haushaltgleichgewicht. Die Ziffern 3 und 4 bleiben unverändert. – Ich wünsche Ihnen einen guten Appetit und bitte Sie, heute nachmittag meinem Rückweisungsantrag zuzustimmen.

Präsidentin. Herr Lüthi hat seinen Antrag abgeändert. Die Ziffern 1 und 2 lauten neu wie folgt:
1. Das Projekt kostenmässig zu überarbeiten und zu kürzen. Wünschbares ist vom Notwendigen zu trennen.
2. Ein Konzept vorzulegen, welches aufzeigt, wo die Aufgabenerfüllung bei den vier staatlichen Schulheimen aufgabenbezogen und kostenmässig am günstigsten erfüllt werden können, unter Berücksichtigung der Erkenntnisse aus der Massnahme Nr. 30 des Massnahmenplans II zum Haushaltgleichgewicht.

Hier wird die Beratung dieses Geschäfts unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 12.00 Uhr

Die Redaktorinnen:

Annette Fröhlicher (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Elfte Sitzung

Mittwoch, 12. Mai 1993, 13.45 Uhr

Präsidentin: *Eva-Maria Zbinden-Sulzer,* Ostermundigen

Präsenz: Anwesend sind 176 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Allenbach, von Allmen, Bartlome, Bay, Bhend, Gerber (Bienne), Hari, Heynen, Imdorf, Kaufmann (Bremgarten), König (Bigenthal), Omar-Amberg, Portmann, Rickenbacher, Rychiger, Schibler, Schmid (Frutigen), Sinzig, Stettler, Sutter, Voiblet, Waber, Wasserfallen, Wenger (Thun).

Köniz: Schulheim Landorf, Sanierung mit Teilneubau; Verpflichtungskredit

Fortsetzung

Präsidentin. Zu diesem Geschäft gab es noch einen Antrag von Herrn Kilchenmann aus der Märzsession. Dieser Antrag ist, soweit ich es einschätzen kann, jetzt überholt; er ist beim vorliegenden Geschäft im neuen Regierungsbeschluss aufgenommen worden. Herr Kilchenmann ist im Moment nicht anwesend. Ich gebe jetzt zuerst den Fraktionssprechern das Wort.

Wyss (Langenthal). Ich rede hier als Fraktionssprecher für die FDP und gleichzeitig in Vertretung des Präsidenten der Region Oberaargau.
Wir unterstützen mehrheitlich den Rückweisungsantrag von Herrn Lüthi. Die Region Oberaargau kommt sich tatsächlich verschaukelt vor. An sich hat man zur Kenntnis genommen, dass Überkapazitäten bestehen; eine Randregion wie die unsere muss sich diesen Gegebenheiten schlussendlich unterziehen. Man hat seinerzeit gesagt, in Oberbipp brauche es Investitionen in der Höhe von 8 Mio. Franken. Das ist sicher ein hoher Betrag. Im Vortrag zu Landorf steht jetzt aber, der Ausbau von Landorf sei nötig, weil Oberbipp geschlossen werde. Das zeigt, dass man offenbar zu diesen Schulheimen keine Konzepte hat. Ich erinnere daran, dass man hier im Rat einmal Aarwangen gegen Oberbipp ausmehrte. Danach wurde das Heim in Aarwangen geschlossen. Was dort passieren soll, steht nach wie vor in den Sternen. Man hat zwar die Räume verschiedentlich nutzen können, aber ein grosser Teil steht leer. Wir haben im Rat auch über den Bauernbetrieb gesprochen; jetzt ist offenbar entschieden worden, wer die Pacht weiterführen soll.
Mit der Rückweisung wird verlangt, dass ein Konzept für die Schulheime vorgelegt werde. Ich persönlich finde, es gehe nicht an, dass man einfach in den Randregionen Schulheime schliesst und gleichzeitig in den Zentren höhere Investitionen tätigt, ohne zu sagen, was mit den leerstehenden Räumlichkeiten geschehen soll.

Hess. Beim Geschäft Landorf bin auch ich zum Schluss gekommen, dass verschiedene Dinge nicht sehr vertrauensbildend gelaufen sind. Herr Lüthi hat gefragt, was am Ende der letzten Session passiert wäre, wenn wir noch genug Zeit gehabt hätten, dieses Geschäft zu verabschieden. Diese Frage ist berechtigt. Die GPK hat eine Zusatzsitzung abgehalten, das Geschäft noch einmal angeschaut, und es ist schon ein wenig erstaunlich, dass man innerhalb kurzer Zeit verschiedenste Zahlen zu den finanziellen Berechnungen bekommen hat. Für mich ist es auch schwer zu verstehen, dass man uns in der Sitzung am Morgen sagte, gewisse Zahlen werde man uns am Nachmittag noch sagen können. Das erschwert es mir grundsätzlich, Vertrauen in die Vorbereitung und in die Darlegung des Geschäfts haben zu können.
Ich habe mich intensiv mit der bernischen Schulheimszene auseinandergesetzt. Ich hatte Gespräche mit Leitern von staatlichen Schulheimen, sprach auch mit dem Geschäftsführer des Verbands der bernischen Heime. Ich sah, dass es in der bernischen Heimszene verschiedenste offene Fragen gibt. Die Grundfrage ist die: Was will der Kanton mit seinen drei eigenen Schulheimen in Köniz und Erlach? Es gibt neben den staatlichen Schulheimen noch fünf staatlich subventionierte Schulheime, die wahrscheinlich einen grösseren Handlungsspielraum haben als die drei staatlichen. In der Presse war etwas über die Situation in Erlach zu lesen. Man hat dort eine Übergangslösung gewählt. Es stellt sich die Frage, ob im Zusammenhang mit teuren baulichen Sanierungen – die Heime in Erlach und in Köniz sind zum Teil in alten Schlossanlagen untergebracht – immer auch das Bestehen der Heime grundsätzlich in Frage gestellt werden muss. Es ist die Rede gewesen von Aarwangen und Oberbipp, und es ist zu befürchten, dass es so weitergehen wird, dass man, sobald bauliche Massnahmen anstehen, sagen wird, man habe wieder eine Bedarfsanalyse gemacht und festgestellt, es bestünden Überkapazitäten. Man fragt nie, wie diese Überkapazitäten zustande kommen. Meine These ist, es bestehe das langfristige Ziel, die staatlichen Heime überflüssig zu machen. Die Leiter und Leiterinnen oder Leiterehepaare in den staatlichen Heimen sind zum Teil familiengeschichtlich mit diesen Heimen verbunden. In den Heimen haben sich kleine Königreiche entwickelt, und man lässt die Könige gewähren, solange die Sache rund läuft. Bei der Vielfalt von Aufgaben, die sie übernehmen sollten – pädagogische Führung der Schule, pädagogische Führung der Betreuer und Betreuerinnen, Entscheide bei der Aufnahme der einzelnen Kinder, finanzielle Entscheide und Management –, sind die Leiter und Leiterinnen der Heime wohl ein wenig überfordert. Es braucht andere strukturelle und führungstechnische Strukturen. In der GPK habe ich auch die Frage gestellt, ob man die drei verbleibenden Heime nicht unter ein gemeinsames Dach stellen müsste. Ist es richtig, dass die Heime direkt dem Direktionssekretariat der Fürsorge- und Gesundheitsdirektion unterstellt sind?
Wenn die landwirtschaftlichen Betriebe der Heime eine pädagogische Aufgabe erfüllen, sollte man sie wahrscheinlich bestehen lassen. Aber wo und wie wird diese Aufgabe noch wahrgenommen? Im Heim Landorf hat man sich sehr intensiv mit dem landwirtschaftlichen Konzept auseinandergesetzt. Man sieht dort klar, dass der Landwirtschaftsbetrieb eine integrierte pädagogische Aufgabe wahrnehmen soll und muss. Ob der Rebbergbetrieb in Erlach aber nötig ist, scheint dagegen sehr fraglich zu sein.
Schulheime stehen immer in einem gesellschaftspolitischen Brennpunkt, denn in ihnen kristallisieren sich allgemeine gesellschaftliche Probleme. Die FL/JB-Fraktion kann dem generellen Rückweisungsantrag von Herrn Lüthi nicht zustimmen. Wir wissen, dass der Um- und Ausbau des Heims Landorf notwendig ist. Wir wären aber einverstanden mit dem Punkt 2 des Rückweisungsantrags, der ein Konzept verlangt, in dem aufgezeigt wird, was man mit den staatlichen Schulheimen will. Herr Lüthi möchte Schulheime nur dort, wo sie am

günstigsten zu stehen kommen. Das scheint uns problematisch. Man muss sich wohl überlegen, wo man die Aufgabe am günstigsten wahrnehmen kann, aber auch, wo man sie am effektivsten wahrnehmen kann. Das gehört dazu, denn die Schulheime haben einen pädagogischen Auftrag, der nicht nach rein marktwirtschaftlichen Zielsetzungen wahrgenommen werden kann. Ich wäre froh, wenn man den Punkt 2 so ergänzen könnte. Wir sind auch zum Ergebnis gekommen, dass ein Führungs- und Handlungsbedarf vorhanden ist.
Dem generellen Rückweisungsantrag können wir nicht zustimmen, pflichten aber dem Punkt 2 bei.

Blatter (Bolligen). Die EVP/LdU-Fraktion stimmt dem Geschäft zu.
Leider ist es eine Binsenwahrheit, dass die Heimszene in Bewegung ist, dass die Verantwortlichen Schwierigkeiten haben, gewissen Entwicklungen einigermassen sinnvoll zu begegnen. Ich denke etwa an die Früheinsteiger in die Drogenszene. Ich weiss, wovon ich rede; ich bin Mitglied der Beobachtungsstation Bolligen. Praktisch an jeder Sitzung müssen wir uns die Frage stellen, ob unser Konzept und unsere ursprüngliche Heimphilosophie noch stimmen. Ich weiss, dass das in andern Heimen auch der Fall ist. Man sagt sich nicht etwa, man habe jetzt einmal eine bestimmte Struktur, und die wolle man beibehalten. Die Bemerkung von Hanspeter Hess wegen der kleinen Königreiche hat mir nicht gefallen. Ich finde es auch schlecht, wenn man ein Heim gegen ein anderes ausspielt. Wir wissen heute von den Jugendgerichten her, wie nötig es ist, dass die Kinder und Jugendlichen, die in ein Heim kommen, dort eine einigermassen stabile Atmosphäre vorfinden. Wenn wir Politiker wegen Kapazitätsüberhängen usw. die einzelnen Heime destabilisieren, ist dies sicher nicht im Interesse der Jugendlichen, die in ein solches Heim eingewiesen werden.
Auch wenn man beim Heim Landorf den Kredit ein wenig hat zurückschrauben können, war das für uns doch sekundär. Für uns ist wichtig, dass wir auch in der Agglomeration Bern ein Heim haben, bei dem Behörden und Eltern wissen, womit sie rechnen können und nicht durch einen politischen Kraftakt gezwungen werden, den Blick in eine ganz andere Region wenden zu müssen.
Ich weiss, dass im Oberaargau gewisse Dinge nicht rund gelaufen sind, aber wir finden es einfach deplaziert, dass jetzt ein anderes Heim diese Suppe auslöffeln soll. Das Bedürfnis für das Schulheim Landorf ist nachgewiesen, und ich bitte Sie, dem Geschäft zuzustimmen.

Lutz. Ich äussere mich im Namen der SP-Fraktion zu diesem Geschäft. Wir stimmen in einem Punkt dem Antrag von Herrn Lüthi zu, weil wir die Problematik auch sehen. Ein solches Konzept, wie wir es zum Beispiel auch beim Umbaukonzept in Erlach sehen, ist ja immer auch ein pädagogisches Konzept. Darauf möchten wir den Finger legen. Ich kann bei dieser Frage einigermassen aus dem vollen schöpfen, nicht nur weil ich vor etwa 20 Jahren selber an so einem Schulheim unterrichtete, sondern auch, weil ich vor ein paar Jahren im Auftrag der Fürsorge- und Gesundheitsdirektion statistische Erhebungen zuhanden des Bundes gemacht habe.
Es zeichnet sich folgende Problematik ab: Wir dürfen nicht nur von den Schulheimen reden, sondern wir müssen generell über die heimmässige Betreuung von Jugendlichen reden. Es gibt eine ganze Reihe von Kinderheimen, die unter staatlicher Aufsicht stehen und vom Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement oder vom Departement des Innern beziehungsweise von der Invalidenversicherung finanziert werden. Daneben haben wir auch noch das Jugendgefängnis in Richigen und die Beobachtungsstationen in Prêles und in Richigen, die der Polizeidirektion unterstellt sind, sowie die Beobachtungsstation Bolligen. Ausserdem gibt es eine ganze Reihe von Lehrlingsheimen, wo Lehrlinge sozusagen als Wochenaufenthalter betreut werden. Unserer Meinung nach ist die Forderung nach einem Gesamtkonzept sinnvoll. Das hat auch etwas mit der Frage nach der Koordination der Trägerschaften zu tun, die Herr Hess aufgeworfen hat. Es ist eine wichtige Frage; aber ich muss Ihnen sagen: Seit mindestens zehn Jahren sind auf eidgenössischer Ebene im Rahmen einer kantonalen Koordination Bestrebungen im Gang, die Jugendbetreuung in Heimen gesamthaft anzuschauen. Der Bund hat das verlangt, weil er seine Subventionsbedingungen anpassen wollte. Ich war an diesen Koordinationsbemühungen am Rande beteiligt, und deshalb kann ich Ihnen sagen: Es ist sehr problematisch, über verschiedene Kantone hinweg zu koordinieren. Aber das wäre eigentlich nötig, weil wir Wanderungsbewegungen von Kanton zu Kanton haben. Wir haben Heime, die, etwas brutal ausgedrückt, sehr stark von kantonalen Importen abhängig sind. Wir exportieren aber auch Zöglinge in ausserkantonale Heime. Im ganzen importiert der Kanton Bern mehr Zöglinge, als er exportiert. Das zeigt, dass wir im Kanton Bern eine sehr reichhaltige Heimszene haben, was teilweise zu Auslastungsproblemen geführt hat. Deshalb hat man beispielsweise beschlossen, das Heim in Oberbipp zu schliessen.
Es würde also nicht ausreichen, ein Konzept zu machen, das nur die bernischen Schulheime betrifft. Es geht um die Problematik der Einweisungen, und da hat es in den letzten Jahren starke Verschiebungen gegeben. Erstens einmal hat der Anteil der weiblichen Jugendlichen, die durch zivil- oder strafrechtliche Beschlüsse in ein Heim eingewiesen werden, ständig zugenommen. Es hat auch eine Verschiebung gegeben, die darauf zurückzuführen ist, dass unsere Lehrpersonen besser zur Früherkennung von geistigen Behinderungen ausgebildet sind. Kinder, die aufgrund einer frühkindlichen Hirnschädigung nicht in der Lage sind, dem normalen Schulunterricht zu folgen, werden in Schulheime eingewiesen, wodurch diese Heime neue pädagogische oder sonderpädagogische Aufgaben bekommen haben.
Ich habe das Umbauprojekt Landorf ziemlich genau verfolgt. Unserer Meinung nach wäre es falsch, an einem einzelnen Heim, das so oder so umgebaut werden muss, quasi ein Exempel zu statuieren und das Projekt zu verschieben, bis wirklich ein Gesamtprojekt der Jugendbetreuung vorliegt. Ich sehe natürlich das Problem, das sich der Region Oberaargau stellt. Es ist schwierig zu akzeptieren, dass man mit einem Massnahmenbeschluss ein Heim schliesst und dabei irgendwelche Anschlusslösungen verspricht, um dann zum Zeitpunkt von Neuinvestitionen in diesem Bereich feststellen zu müssen, dass offenbar die Koordination noch nicht so weit fortgeschritten ist. Aber im Hinblick auf das Schulheim, über das wir heute reden, wäre es stossend und unwirtschaftlich, den Rückweisungsantrag in dieser Form zu akzeptieren, in der Hoffnung, es werde dann plötzlich ein Konzept vorliegen, das erst noch zur Erhaltung des Schulheims Oberbipp führen könnte. Oberbipp ist nicht aus Zufälligkeiten heraus zur Diskussion gestanden, sondern weil es eines der am schlechtesten ausgelasteten Heime war.

Wenn sich auch beim Schulheim Landorf Auslastungsprobleme zeigen würden, so hätte dieses Heim, weil es sich in Stadtnähe befindet, die Möglichkeit, andere Betreuungsfunktionen zu übernehmen. Ganz einfach durch die Masse der Leute und der Kinder in den Agglomerationen sind hier mehr Betreuungsbedürfnisse vorhanden, so dass ein Heim auch andere Funktionen wie Tagesschulfunktion oder Lehrlingsheimfunktion übernehmen könnte. Man kann also nicht behaupten, dass ein unwirtschaftlicher Akt passiere, wenn man die vorgesehenen Investitionen jetzt genehmige. Das Heim Landorf ist weiterhin nötig, und es muss jetzt umgebaut werden. Diese Investitionsfrage muss abgelöst werden von der Konzeptfrage. Dabei anerkenne ich durchaus, dass die Konzeptfrage im Rahmen der kantonalen und der interkantonalen Betreuung von Jugendlichen in Heimen nicht gelöst ist.
Ich bitte Sie, den Rückweisungsantrag in dieser Form abzulehnen. Ich empfehle Ihnen aber, die konzeptionelle Frage sozusagen als Auflage zu diesem Ausbauprojekt mit aufzunehmen. Wenn Herr Lüthi das entsprechend formulierte, könnte der Grosse Rat einen Anstoss zu einem Koordinationskonzept geben. Wir sollten aber nicht aufgrund von regionalpolitischen Differenzen den Ausbau des Heims verhindern.

Hurni-Wilhelm. Weil ich heute im Zusammenhang mit diesem Geschäft erwähnt wurde, möchte ich auch noch dazu Stellung nehmen. Ich werde mich bei der Abstimmung der Stimme enthalten. Im Prinzip bin ich nicht gegen den Ausbau des Heims Landorf. Bei den Ausbaukosten setze ich allerdings auch ein grosses Fragezeichen. Ich finde aber, das Schulheim Landorf habe seine Berechtigung, genau so wie das Schulheim Oberbipp. Ich bin entschieden dagegen, die verschiedenen Schulheime gegeneinander auszuspielen. Wichtig ist, dass wir im Kanton eine Gesamtplanung haben und eine Koordination zwischen den verschiedenen betroffenen Direktionen. Es geht um Jugendliche, die sich am Rand der Gesellschaft befinden, die in dieser Gesellschaft ihren Weg nicht finden, die kaum motiviert sind, die suchtgefährdet oder verhaltensgestört sind. Für diese jungen Menschen brauchen wir tragfähige Institutionen, und das kostet Geld.
Ich bin mir bewusst, dass härter gewordene Anforderungen das Alltagsleben bestimmen. Der Spielraum für das Handeln ist sehr eng geworden. Wir alle wissen aber, dass sich die Jugendprobleme oder, genauer gesagt, die Probleme eines Teils unserer Jugend, in den letzten Jahren deutlich verschärft haben. Gleichzeitig nimmt der Spardruck auf öffentliche soziale Institutionen zu. Unser Kanton braucht eine gezielte Planung, um diesen Anforderungen gerecht werden zu können. Ich vermisse ein taugliches Konzept im Bereich der Heimplanung. Ein konkretes Konzept würde sicher auch dazu beitragen, dass bestehende Institutionen wie Oberbipp nicht vorübergehend geschlossen werden müssten.
Im Dezember 1991 ist ein Vorstoss von mir als Postulat überwiesen worden, in dem ich den Regierungsrat bitte, eine Anschlusslösung für das Sonderschulheim Oberbipp zu suchen, und zwar im Bereich der Jugendhilfe. Bis jetzt ist eine Arbeitsgruppe der Fürsorgedirektion eingesetzt worden, die zuständig gewesen ist für die Auflösung des Schulbetriebs. Mitte April 1993 ist eine zweite Arbeitsgruppe eingesetzt worden, die sich mit der neuen Nutzung des Schulheims beschäftigt. Diese Arbeitsgruppe besteht aus Fachleuten, die mit der Problematik schwieriger Jugendlicher vertraut sind. Ich finde, die Einsetzung dieser zweiten Arbeitsgruppe sei reichlich spät erfolgt, denn sie muss jetzt ein Schnellzugstempo einschlagen, um einen Bedürfnisnachweis und einen Bericht dem Grossen Rat unterbreiten zu können. Ursprünglich hätte das ja schon in dieser Session passieren sollen. Ich setze jetzt grosse Hoffnungen in diese zweite Arbeitsgruppe. Ich hoffe, sie arbeite seriös, so dass der Regierungsrat dem Grossen Rat eine annehmbare Lösung für das Schulheim Oberbipp vorlegen kann. Es darf einfach nicht weiterhin mit den Schulheimen so experimentiert werden, wie es mit Aarwangen und seinerzeit auch mit Brüttelen passiert ist.

Schaad. Ich bin Gemeindepräsident von Oberbipp und auch Mitglied der Aufsichtskommission unseres Heims. Mit meinem Anliegen habe ich immer ein wenig Pech. Im Dezember 1991, als ich zu diesem Geschäft redete, wollte man sparen, und heute will man investieren. Ich halte fest, dass ich nach wie vor Verständnis habe für die Schliessung eines Schulheimes, wenn offensichtlich nur noch ein Bedürfnis für drei Heime vorhanden ist. Kein Verständnis habe ich allerdings, wenn die Schliessung von Oberbipp dadurch provoziert wird, dass man unter anderem sagt, die Sanierung würde rund 7 bis 8 Mio. Franken kosten, und jetzt kommt man mit der Vorlage Landorf und will für das gleiche Bedürfnis beinahe die doppelte Summe investieren. Darüber sind wir alle bei uns zuhause sehr verärgert. In der Pressemitteilung des Regierungsrates kann man lesen: «Eine Sanierung drängt sich nicht zuletzt auch wegen der vom Grossen Rat beschlossenen Schliessung des Schulheims Oberbipp auf.» Dieser Satz hat mich empört, und ich bitte Sie um Verständnis dafür, dass wir uns jetzt verschaukelt vorkommen. Die Verantwortung wird ganz einfach auf den Grossen Rat abgeschoben. Es liegt jetzt an Ihnen, die Weichen wieder richtig zu stellen.
Diejenigen, die bei der Besichtigung unseres Heims dabei waren, können bestätigen, dass die Gebäude in Oberbipp in gutem Zustand sind. Wenn wir bei uns nur die Hälfte dessen einsetzen wollten, was im Heim Landorf investiert werden soll, wären wir beinahe gezwungen, noch einen Neubau zu errichten. Auch bei uns wären im gleichen Verhältnis Bundessubventionen zu erwarten.
Die ganze Geschichte ist unter dem Titel «Massnahmenpaket zur Wiederherstellung des Haushaltgleichgewichts» gelaufen. Wir haben uns und der Verwaltung einen Sparauftrag gegeben, aber das, was jetzt daraus entstanden ist, kann ich beim besten Willen nicht als Sparmassnahme bezeichnen. Kein Privater würde unter diesen Voraussetzungen für das gleiche Bedürfnis die doppelt so teure Variante wählen. Mit einer Zustimmung zum Projekt Landorf werden wir unglaubwürdig. Wir wissen heute schon, dass es in Oberbipp keine Übergangs- oder Anschlusslösung geben wird. Wenn schliesslich bei uns doch noch etwas Neues zustande kommen wird, werden die gut erhaltenen Räume und Gebäude durch das Leerstehen Schaden genommen haben, und wenn man dann wieder etwas daraus machen will, wird es viel teurer sein als heute. Wir haben das im Fall Aarwangen gesehen: Das leerstehende Heim in Aarwangen hat uns in den letzten Jahren über eine Million Franken gekostet. Dieses Geld könnte man im Fürsorgewesen sicher für Gescheiteres brauchen.
Bis jetzt hat nur die Jugendpsychiatrische Klinik der Universität Bern ein Bedürfnis angemeldet, aber verständlicherweise in der Nähe der bestehenden Institutionen, also in der Region Bern. Bevor man jetzt ins Heim Lan-

dorf investiert, sollte man dieses Bedürfnis prüfen. Eventuell käme man dann zum Schluss, dass das Bedürfnis der Jugendpsychiatrie in Köniz abgedeckt werden könnte. Damit wäre auch Oberbipp geholfen. Trotz der Finanzknappheit dürfen wir nicht vergessen, dass bei uns zwanzig Angestellte ihre Stelle verlieren und es wegen der Distanz zu Bern schwer haben werden, etwas Neues zu finden.
Ich bitte Sie um Verständnis dafür, dass ich diese Problematik noch einmal aus unserer Sicht erklärt habe. Im Interesse der Sache und im Interesse unserer Finanzen bitte ich Sie, dem Rückweisungsantrag von Fred Lüthi zuzustimmen. Die eingesetzte Arbeitsgruppe soll jetzt die Bedürfnisse einmal aufnehmen und uns die kostengünstigste, effizienteste Variante vorschlagen. Was im vorliegenden Geschäft beantragt ist, entspricht nicht der kostengünstigsten und effizientesten Variante.

Kilchenmann. Ich möchte meine Interessen offenlegen: Ich bin Vizepräsident der Aufsichtskommission des Schulheims Landorf. Seit zwei Jahren bin ich in dieser Aufsichtskommission, bin also genau in die Phase hineingekommen, in der das Projekt überarbeitet und abgeschlossen wurde. Ich intervenierte in dem Sinn, dass ein Projekt präsentiert werden konnte, das nicht überrissen ist. Wenn gewisse Sachen teurer sind, als wenn jemand von uns es realisieren würde, dann deshalb, weil der Kanton eben gewisse Auflagen macht. Dabei geht es beispielsweise um den Holzbau bei den Häusern, die für die Wohngruppen neu gebaut werden sollen, oder es geht um die Holzschnitzelheizung, die in Bau und Unterhalt teuer ist. Aber wir haben diese Auflagen so gewollt, und sie sind vernünftig.
Es wäre schade, wenn jetzt hier nach dem Motto «Man schlägt den Sack und meint den Esel» ein Projekt zurückgestellt würde, das seit Jahren verfolgt wird und mehrmals überarbeitet worden ist. Man stellt fest, dass man mit Aarwangen und mit Oberbipp offensichtlich noch nicht soweit ist, wie man gerne möchte. Herr Schaad hat vorhin gesagt, eine zweite Arbeitsgruppe sei am Werk, und er möchte ihr Dampf aufsetzen. Ich bin froh, dass Herr Regierungsrat Fehr heute anwesend ist. Ich hoffe, er wird uns nachher befriedigende Auskünfte geben, so dass wir sagen können, es laufe etwas.
Ich danke für die Ausführungen von Res Lutz und von Herrn Hess. Die pädagogischen Probleme sind tatsächlich schwierig. Ich habe sehen können, wie im Heim mit kleinen Gruppen gearbeitet werden muss, damit die Jugendlichen doch noch möglichst gute Mitglieder unserer Gesellschaft werden. Ich möchte allen danken, die sich dieser Arbeit annehmen.
Im Rückweisungsantrag ist die Rede davon, dass ein Konzept fehle. Meines Wissens haben wir aber ein Konzept verabschiedet. Im Heim Landorf gibt es auch ein Konzept; wir haben das diskutiert und verabschiedet. Dabei haben wir auch geschaut, wie die Führungsstrukturen neu gestaltet werden sollen. Dabei haben wir festgestellt, dass im Zusammenhang mit der Neuorganisation der Direktionen gewisse Punkte unklar sind. Aber die Aufgabe ist ganz klar formuliert. Es geht jetzt um die Frage, was die Aufsichtskommission und was den Direktionssekretär betreffe. Ich war der Meinung, wir müssten als Aufsichtskommission halt eine grössere Verantwortung übernehmen. Wir haben das so eingegeben, und wir werden dann sehen, was dabei herauskommt. Das Konzept für das Heim Landorf ist klar, der Bedarf ist vorhanden. Auch der Bauernhof – es handelt sich um einen kleinen Betrieb, auf dem ein bis zwei Personen arbeiten – ist Bestandteil des Heimkonzepts. Die Kinder müssen beschäftigt werden, damit sie am Abend auch müde sind. Wir sind darauf angewiesen, dass sie sinnvolle Arbeitsmöglichkeiten haben. Die Arbeit mit den Tieren ist sehr wertvoll.
Das Projekt ist viele Jahre zurückgestellt worden. Sie haben in den Unterlagen gesehen, dass wir etwa 7 Mio. Franken an Rückstellungen haben, mit denen man immer wieder Renovationen vornehmen wollte. Man sagte aber, man wolle das Konzept abwarten und erst investieren, wenn man genau wisse, wie es weitergehen soll – auch mit der Landwirtschaft. Jetzt liegt das Konzept vor. Ich bitte Sie, das so zu akzeptieren. Die Finanzierung ist zugesichert.
Wenn ich bei der ersten Traktandierung des Geschäfts einen Antrag stellte, so deshalb, weil wir erfahren hatten, dass mehr Geld von der Eidgenossenschaft beziehungsweise von der Invalidenversicherung zugesichert worden war. Wir sagten, man solle das berücksichtigen und den Staatsbeitrag entsprechend reduzieren.
Das Projekt ist dringend; man hat lange damit gewartet. Die Bausubstanz steht kurz vor dem Verlottern. Ich bitte Sie, das Projekt nicht zurückzuweisen; es löst Investitionen aus, über die wir in der Gemeinde froh sind. Ich bin zuversichtlich, dass die Regierung die Fragen, die mit dem Rückweisungsantrag gestellt worden sind, abklären wird.

Jungi. Das Projekt Landorf dauert nun schon zehn Jahre oder länger. Das ist nicht allein die Schuld der Verwaltung oder der Heimleitung. Es gab in dieser Zeit verschiedene Planungen – unter anderem die Ortsplanung Köniz –, die zu einer Verzögerung führten. Ich möchte jetzt das Projekt nicht noch einmal in allen Details auseinandernehmen. Herr Lutz hat die Probleme sehr gut dargestellt, und Herr Kilchenmann, der sich noch nicht so lange damit beschäftigt, hat gesagt, wie es von der finanziellen Seite her jetzt aussieht.
Wir haben hier wohl ein 14-Millionen-Projekt, aber denken Sie daran: Die Hälfte davon ist ein Investitionsbedarf an einem historischen Gebäude, das von denkmalpflegerischer Bedeutung ist und das man mit kaum einem andern Bau im Kanton Bern vergleichen kann. Das Gebäude ist aber am Verlottern, und die Mitglieder der Geschäftsprüfungskommission, die das Heim besuchten, stellten fest, das die herrschenden Zustände unhaltbar geworden sind.
Der Landwirtschaftsbetrieb wird immer wieder angesprochen; ich habe aber niemanden sagen hören, er müsse weg. Ich bin der Meinung, dass eine Entflechtung vom Heim notwendig sein wird, wenn dessen Nutzung geändert wird. Dass der Landwirtschaftsbetrieb jetzt soviel kostet, ist zum Teil auf die Vorbereitung der Entflechtung zurückzuführen. Heute stehen die Ökonomiegebäude mitten im Betrieb; sie sind nach dem letzten Brandfall wahrscheinlich am falschen Ort aufgebaut worden. Da gilt es, Korrekturen anzubringen. Diese Korrekturen braucht es auch, wenn man den Betrieb vielleicht einmal verpachten will und er dann nicht mehr eine Aufgabe des Heims ist. Der Landwirtschaftsbetrieb soll an einen Ort zu stehen kommen, wo er für sich abgegrenzt werden könnte.
Wir haben eine Zusicherung für Bundessubventionen von 4 Mio. Franken, und wir haben einen dringenden Investitionsbedarf von 7 Mio. Franken; die Differenz hat der Kanton zu bezahlen. Das Heim soll in der Umbauzeit weiter betrieben werden. Es wird keine Grossbaustelle geben wie bei einem Neubau. Wir können in der langen

Zeit der Umbauphase für sehr viele Gewerbebetriebe Aufträge auslösen, was wir bei der heutigen Wirtschaftslage im Kanton Bern dringend nötig haben.
Ich ersuche Sie, den Rückweisungsantrag von Herrn Lüthi abzulehnen. Die beiden letzten Punkte in seinem Antrag wären eine Motion. Man sollte jetzt hier nicht ein Geschäft mit einem andern vermischen, so dass wir am Schluss nur ein weiteres Konzept haben und die Sanierung noch einmal hinausgeschoben ist. Als langjähriges Mitglied der Aufsichtskommission des Schulheims Landorf ersuche ich Sie, dem Projekt zuzustimmen.

Fuhrer. Auch der heute morgen schon angegriffene Jürg Reber und ich haben das Heim mit der Geschäftsprüfungskommission angeschaut. Ich rede nicht zum Heimbetrieb, sondern zum Landwirtschaftsbetrieb. Im Massnahmenpaket II steht unter anderem, es solle geprüft werden, was mit den Landwirtschaftsbetrieben in den Heimen zu geschehen habe. Hier will man noch 900000 Franken – vorher war es sogar eine Million – hineinstecken. Wenn man allenfalls wird entflechten müssen, wie es Herr Jungi vorhin angedeutet hat, so sollte die Spurgruppe im Zusammenhang mit dem Massnahmenpaket dahintergehen, bevor man die 900000 Franken investiert.
Ich war auf der Rüti in Zollikofen und liess mir Zahlen geben von der Fachschule in Tänikon. Es handelt sich beim Heim Landorf um einen 15-ha-Betrieb mit 17 Grossvieheinheiten. Auf dem Betrieb erwirtschaftet der Bauer ein jährliches Bruttoeinkommen von 80000 Franken; er hat einen Nebenerwerb von 10000 Franken, so dass er im Jahr 90000 Franken hat. Davon legt er 30000 Franken als Vermögensvermehrung beiseite. Aber wenn Sie die Kapitalkosten der 900000 Franken rechnen, dann macht das auf 50 Jahre Abschreibung gerechnet jährlich 45000 Franken, also die Hälfte dessen, was er erwirtschaften kann. Ich frage deshalb Herrn Regierungsrat Fehr, ob es nicht klug wäre, ein wenig zu warten, bis die Spurgruppe die Sache abgeklärt hat.

Siegenthaler (Oberwangen). Ich will vor allem als Gemeinderat von Köniz noch etwas zu diesem Geschäft sagen. Bei mir schlagen nämlich verschiedene Herzen in der Brust. Herr Hess hat gesagt, man solle ein Gesamtkonzept für die Kinder- und Jugendbetreuung im Kanton Bern oder sogar interkantonal erarbeiten. Dabei müssten auch die privaten Schulheime einbezogen werden, zum Beispiel das Knabenheim Auf der Grube in Niederwangen, das nur einen Kilometer Luftlinie vom Heim Landorf entfernt ist. Es darf nicht darauf hinauslaufen, dass in erster Linie die kantonalen Heime durch die zuweisenden Organe bestückt werden und die Stiftungen dadurch ins Hintertreffen kommen. Das darf nicht passieren, weil eine gesunde Konkurrenz zu den kantonalen Heimen erwünscht ist und weil die privaten Heime immer noch günstiger zu stehen kommen als die kantonalen Heime.
Für mich ist unbestritten, dass die sanitären Einrichtungen im Heim Landorf so schlecht sind, dass die Sanierung unumgänglich ist, wenn der Betrieb weitergeführt werden soll. Aber ich möchte die Zusicherung des Regierungsrates, dass Landorf nicht gegen das Knabenheim Auf der Grube ausgespielt wird und dass man alles daransetzt, beide Heime weiterhin zu erhalten. Es ist mir klar, dass das Knabenheim Auf der Grube von den verkehrstechnischen Verhältnissen her nicht so günstig gelegen ist, aber das ist noch kein Grund, diesem Heim das Todesurteil zu sprechen. Wenn ich diese Zusicherung habe, werde ich dem Geschäft Landorf zustimmen.

Lüthi. Mit meinem Rückweisungsantrag will ich nicht zerstören und nicht verhindern, sondern ich will, dass man sich Zukunftsperspektiven zurechtlegt, ein Konzept ausarbeitet und erst dann das Projekt realisiert. Ich will verhindern, dass jetzt Tatsachen geschaffen werden, um die herum man dann planen und Konzepte schaffen muss. Ich will nicht, wie gesagt worden ist, dass ein Heim gegen ein anderes ausgespielt wird. Aber ich will, dass die bestehenden Infrastrukturen den Bedürfnissen entsprechend genutzt werden. Ich bin wirtschaftsfreundlich, aber ich warne Sie davor, von jetzt an jedes Geschäft mit dem neuen Mode- und Standardargument zu bewilligen, dass wegen der Krise Investitionen ausgelöst werden müssen. Die Rechnung wird Ihnen später präsentiert werden.
Ich möchte das Votum von Herrn Hess in meinem Rückweisungsantrag im Punkt 2 aufnehmen. Ich will nicht nur, dass die Schulheime ihre Aufgaben günstig erfüllen können, sondern auch, dass sie, wie Herr Hess gesagt hat, ihre Aufgaben optimal erfüllen können. Deshalb soll es im Punkt 2 heissen: «ein Konzept vorlegen, welches aufzeigt, wo die Aufgabenerfüllung bei den vier staatlichen Schulheimen aufgabenbezogen, optimal und kostenmässig am günstigsten erfüllt werden können.» Es käme also noch das Wort «optimal» dazu.
Sollte mein Rückweisungsantrag abgelehnt werden, so würde ich die Stimmung aufnehmen, der Herr Lutz und Herr Hess Ausdruck gegeben haben. Ich stelle für den Fall der Ablehnung meines Antrags den Eventualantrag, dass das Geschäft zwar genehmigt wird, aber mit der Auflage, dass die Punkte 2, 3 und 4 aus meinem Rückweisungsantrag erfüllt werden müssen.

Hess. Kollege Lüthi hat mein Votum aufgenommen und seinen Antrag entsprechend geändert; ich finde das sehr gut. Aber es gibt noch ein Problem im Antrag, nämlich dass Herr Lüthi von vier staatlichen Heimen ausgeht. Wir sind für den Rückweisungsantrag von Herrn Lüthi, aber nach unserer Auffassung geht es um drei staatliche Heime. Wir dürfen hier nicht ein Bubentricklein anwenden und das Heim Oberbipp durchs Hintertürlein hereinschmuggeln.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr- und Energie. Herr Lüthi, ich wollte das Argument, wir müssten wegen der Krise Investitionen auslösen, bei diesem Geschäft nicht vorbringen, weil mir scheint, es handle sich um ein Geschäft, das so oder so nötig ist. Wenn Sie aber das Thema schon angeschnitten haben, muss ich dazu sagen, dass es sich um ein Projekt handelt, das praktisch ausführungsreif vorliegt und sehr rasch arbeitswirksam würde.
Ich rede jetzt als Baudirektorin nur von der bautechnischen Seite. Die ganze Frage bezüglich Konzept wird nachher der Herr Fürsorgedirektor beantworten. Die Sanierung des Heims Landorf ist dringend nötig. Herr Kilchenmann hat vorhin gesagt, die Bausubstanz sei verlottert. Ich kann das nur unterstreichen. Ich möchte zu bedenken geben: Die Bausubstanz noch mehr verlottern lassen, ist keine Sparmassnahme. Die Heizung ist völlig veraltet, erfüllt die Luftreinhaltevorschriften in keiner Art und Weise und müsste so oder so saniert werden. Vorgesehen ist eine Holzschnitzelheizung. Sie kostet 300000 Franken mehr als eine Ölheizung. Ich weiss nicht, ob dies etwas von dem ist, was Herr Lüthi als Luxus

bezeichnet. Die Holzschnitzelheizung hat eine Fernleitung, durch die alle Gebäude des ganzen Areals versorgt werden.
Mit einer Sanierung bekommen wir eine weit bessere Auslastung und Nutzung des bestehenden umbauten Raums. Wir können neu eine Wohnung für den Leiter des Landwirtschaftsbetriebs einbauen. Ich denke, gerade die Bauern hier im Saal werden einsehen, dass ein Bauer auf den Hof gehört. Der Betriebsleiter sollte im Landorf wohnen, das wäre auch für die betreuten Jugendlichen ein Vorteil.
In den Sanierungsarbeiten ist auch die Umgebungsgestaltung eingeschlossen, und zwar einerseits nach ökologischen Kriterien, anderseits aber auch gemäss den Bedürfnissen der Jugendlichen. Der Umbau wird bewirken, dass der Unterhalt, der Betriebs- und Reinigungsaufwand wesentlich kleiner werden. Damit können wir mindestens die höheren Kosten der Holzschnitzelheizung kompensieren.
Mit der Sanierung wird man eine bauliche Entflechtung zwischen Heim und Landwirtschaftsbetrieb herbeiführen. Man hat also das Problem des Landwirtschaftsbetriebs angeschaut, und zwar nicht nur, was den erzieherischen Bereich angeht. Man hat die Sache so konzipiert, dass der Landwirtschaftsbetrieb jederzeit für sich allein geführt und der Hof auch verpachtet werden könnte. Ich bin sehr froh, dass Herr Grossrat Hess anerkennt, dass die Sache mit der Landwirtschaft gut überlegt worden ist. Ich bin persönlich überzeugt, dass der Bauernbetrieb immer noch einen Sinn hat.
Es ist gesagt worden, bei den Kostenberechnungen sei unsorgfältig gearbeitet worden, sonst hätte man von Anfang an die richtigen Zahlen geliefert. Dazu muss ich folgendes sagen: Es geht beim Bund immer lange, bis man die definitiven Zusicherungen hat und genau weiss, wie hoch die Subventionen wirklich sein werden. Vor einem Jahr, als das Projekt in den Grossratsablauf eingespiesen wurde, lag die provisorische Zusicherung vor, und man konnte annehmen, dass wirklich eine Subvention gesprochen werde; man wusste aber noch nicht, wieviel. Deshalb war die Zahl noch nicht enthalten. Das Geschäft war, nach diversen Verschiebungen, für die letzte Session traktandiert. In der Woche vor der Session bekamen wir die definitive Zusicherung für eine Subvention von 4 Mio. Franken. Meines Wissens ist das der Maximalbetrag. Dank der Verschiebung in die jetzige Session konnten wir den Vortrag noch überarbeiten, so dass Sie jetzt die definitiven Zahlen haben. Dass die beiden Bundesämter den Maximalbeitrag gesprochen haben, ist ein Zeichen dafür, dass es sich nicht um ein konzeptloses Projekt handelt, wie es gesagt worden ist.
Als Baudirektorin kann ich nur zum Punkt 1 des Rückweisungsantrags sprechen. Wenn Herr Lüthi in diesem Punkt verlangt, das Projekt sei kostenmässig zu kürzen, Wünschbares sei vom Notwendigen zu trennen, dann muss ich sagen, dass wir genau das getan haben. Wir haben das Projekt in zwei Phasen kostenmässig überarbeitet. Insbesondere im Landwirtschaftsbetrieb haben wir Dinge, die die Geschäftsprüfungskommission zu Recht bemängelt hat, noch einmal durchgekämmt. Mir scheint, der Punkt 1 von Herrn Lüthi sei damit erfüllt. Ich möchte Herrn Lüthi bitten – das gehört zwar jetzt nicht zum Baubereich –, nicht die Heime gegeneinander auszuspielen. Versuchen Sie nicht, Regionalpolitik und Finanzpolitik auf dem Rücken der Schwächsten in unserer Gesellschaft zu betreiben. Ich behaupte, das Heim Landorf sei weder grosszügig noch luxuriös. Von Anfang an ist seriös geplant worden.
Was passiert, wenn das Projekt Landorf zurückgewiesen wird? Von der Baudirektion her werden wir trotzdem einzelne Unterhaltsprojekte machen müssen. Sanierungsmassnahmen im Baulichen, im Heizungs- und im Sanitärbereich werden wir auf jeden Fall vornehmen müssen. Wir würden das einzelbauweise tun müssen, und ich bezweifle, ob das günstiger zu stehen käme. Wir würden es dann eben konzeptlos machen müssen und ohne auf die Gesamtbedürfnisse des Betriebs Rücksicht zu nehmen.
Ich bitte Sie, dem vorliegenden Projekt zuzustimmen.

Fehr, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Wenn ich heute noch vor Ihnen erscheinen darf, möchte ich nicht unterlassen, Ihnen herzlich zu danken für die Wahl zum Regierungspräsidenten. Die Wahl hat mich sehr gefreut, und ich werde mich bemühen, Ihr Vertrauen zu rechtfertigen.
Zum Geschäft Landorf: Ich habe ein gewisses Verständnis dafür, dass man aus dem Raum Oberaargau einen weiteren Versuch unternimmt, gefällte Entscheide umzukehren. Aber es ist nötig, dazu eine klare Haltung einzunehmen. Ich will mich klar ausdrücken und hoffe, der Grosse Rat werde seinerseits diese klare Haltung bestätigen.
Die Annahme des Antrags von Herrn Lüthi würde zwar die Sanierung des Schulheims Landorf verzögern, würde aber nichts an der Schliessung des Schulheims Oberbipp ändern. Der Grosse Rat hat wiederholt diese Schliessung beschlossen beziehungsweise bestätigt, und zwar erstmals beim Massnahmenpaket I zur Wiederherstellung des Haushaltgleichgewichts Anfang 1991. Herr Schaad stellte damals einen andern Antrag, blieb aber chancenlos. Ebenfalls 1991 erklärten Sie eine Motion von Frau Steiner-Schmutz für erheblich, die die Schliessung eines Schulheims verlangte. In der Antwort des Regierungsrats zu dieser Motion wurde gesagt, das Schulheim Oberbipp werde geschlossen, und in Kenntnis dieser Antwort erklärten Sie die Motion für erheblich. Schliesslich war im Organisationsdekret der Gesundheits- und Fürsorgedirektion im Jahr 1992 das Schulheim Oberbipp nicht mehr aufgeführt, und Sie verabschiedeten das Dekret in dieser Form. Auf diese Entscheide sind unsere Arbeiten seit 1991 ausgerichtet. Gestützt auf einen Auftrag der damaligen Staatswirtschaftskommission gibt es einen Bericht der Fürsorgedirektion zur Lage der Schulheime für verhaltensbehinderte und sozial beeinträchtigte Kinder im Kanton Bern vom März 1992. Aus diesem Bericht geht hervor, dass auch nach der Schliessung des Schulheims Oberbipp der Bedarf an Schulheimplätzen gedeckt werden kann, wenn das Schulheim Landorf nach der Sanierung im Vollbetrieb geführt werden kann. Die Vorstellung, Landorf im Vollbetrieb zu führen, ist aber älter. Sie bestand schon im Zeitpunkt der Genehmigung des Projektierungskredits, also vor meinem Amtsantritt. Diese Vorstellung galt auch, als die Schliessung des Schulheims Oberbipp beschlossen wurde. Es gibt also von seiten der Regierung keine Änderung der Argumentation.
Herr Fuhrer will zum Landwirtschaftsbetrieb genauere Abklärungen. Dies ist auch ein Punkt im Antrag von Herrn Lüthi und betrifft die Massnahme 30 im Massnahmenpaket II. Dazu muss ich sagen: Man soll weitere Abklärungen treffen bei den Institutionen, bei denen man sie nicht jetzt gerade getroffen hat. Beim Heim Landorf ist das im Zusammenhang mit dem Konzept geschehen. Vorläufig soll der Landwirtschaftsbetrieb ins pädagogische Konzept integriert sein. Sollte das einmal ändern,

dann könnte man den Landwirtschaftsbetrieb problemlos abkoppeln und als Nebenerwerbsbetrieb verpachten. Da werden also keine weiteren Abklärungen gemacht. Das gleiche gilt – damit Sie einen Vergleichsfall haben – bei der Waldau. Auch dort sind die Abklärungen gemacht worden, und die Sache wird jetzt so betrieben. Bei andern Institutionen steht die Abklärung noch bevor. Das beinhaltet die Massnahme 30, die Ausfluss der Motion von Herrn Hutzli ist.
Zu den Kostenvergleichen: Für Oberbipp hat das Hochbauamt eine Kostenschätzung gemacht. Beim Heim Landorf haben wir einen präzisen Kostenvoranschlag. Es ist nicht selten, dass es zwischen Kostenschätzung und Voranschlag noch Sprünge nach oben gibt.
Zur Frage von Herrn Siegenthaler (Oberwangen) betreffend die Konkurrenzierung des Heims Auf der Grube kann ich nur folgendes sagen: Im Bericht gehen wir aus von der Weiterexistenz des Heims Auf der Grube. Von unserer Seite her ist also Ihr Anliegen vollständig erfüllt. Ich muss einfach die Einschränkung machen, dass die Einweiser letztlich entscheiden, wo ein Kind hinkommt. Diesen Entscheid fällen nicht wir. Aber nach unserer Auffassung haben beide Heime ohne weiteres Platz.
Zum vielbesprochenen Konzept: Es gibt das Konzept für das Schulheim Landorf. Dann gibt es konzeptionelle Vorstellungen bezüglich des Betriebs von Schulheimen im Kanton Bern, die in diesem Bericht niedergelegt sind. Dann gibt es Vorstellungen von interkantonaler Zusammenarbeit, wie sie Herr Lutz angesprochen hat. Das ist jeweils auf unterschiedlichen Ebenen niedergelegt. Wenn das Bedürfnis vorhanden ist, dass diese Vorstellungen, ergänzt allenfalls durch weitere Überlegungen, dem Grossen Rat vorgelegt werden, bestehen unsererseits keine Probleme; diesem Anliegen kann man ohne weiteres stattgeben. Aber wir können nur das machen, was in unserer Kompetenz liegt. Wir können nicht interkantonale Regelungen allein bewerkstelligen.
Weitergehende Massnahmen, wie sie Herr Hess angesprochen hat, sind teilweise im Gang, beispielsweise die Prüfung der Frage, ob man nicht eine gemeinsame Führung der drei Heime einsetzen könnte, oder der Frage nach der Unterstellung bei uns in der Zentrale. Ich bin auch der Meinung, dass man in dieser Beziehung Veränderungen ins Auge fassen muss; ich halte die heutige Regelung nicht für optimal. Ich würde aber die These von Herrn Hess nicht stützen, dass wir darauf hinarbeiteten, die staatlichen Schulheime zu schliessen. Nach heutigen Erkenntnissen ist das nicht der Fall. Was spätere Erkenntnisse sein werden, kann ich nicht voraussagen. Die Nachfrage nach Schulheimplätzen hängt von gesellschaftlichen Entwicklungen ab, aber auch von erzieherisch-pädagogischen Entwicklungen, die wir nicht antizipieren können.
Noch ein Postskriptum zu Oberbipp: Bei den Schliessungsgründen spielten die Kosten wohl eine Rolle. Man muss aber feststellen, dass auch das Konzept überprüfungsbedürftig ist. Es gibt in diesem Heim beispielsweise keine Koedukation, sondern es ist ein Knabenheim. Die Veränderung des Konzepts wäre nur mit hohen Investitionen möglich gewesen. Im übrigen spielte auch die Lage des Schulheims eine Rolle. Was die Projektorganisation bezüglich Schliessung und Zukunft des Heims anbelangt, kann ich folgendes mitteilen: Die Projektorganisation steht seit gut einem Jahr. Erste Priorität hatte das Problem der Schliessung. Man musste die Aufnahmepolitik so definieren, dass am Ende der Existenz des Heims nicht noch viele Kinder umplaziert werden müssen. Man musste Lösungen finden für die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter. Bezüglich der künftigen Nutzung sind auch schon drei Schritte vollzogen: Zuerst klärten wir ab, ob eine andere Direktion die Liegenschaft beanspruchen könnte. Das ist nicht der Fall. Zweitens klärten wir im Sinn des Postulats von Frau Hurni-Wilhelm und auch aufgrund einer Anregung von Jugendgerichtspräsidenten ab, ob eine Institution für Adoleszentenpsychiatrie dort untergebracht werden könnte. Es hat sich gezeigt, dass der Standort dafür nicht günstig ist. Jetzt läuft die dritte Abklärung, ob eine Institution für Jugendliche mit Drogenproblemen dort untergebracht werden könnte. Der Schlussbericht in dieser Frage wird mir im Sommer unterbreitet werden. Im günstigen Fall wird man dann eine Trägerschaft finden müssen. Sollte sich aber auch ein solches Projekt als unrealistisch erweisen, müsste man nach weiteren Möglichkeiten suchen.
Zum Schluss noch eine Bemerkung zum Eventualantrag von Herrn Lüthi. Wir widersetzen uns nicht dem Begehren, dem Grossen Rat konzeptuelle Vorstellungen zu unterbreiten. Aber ich möchte sehr unterstreichen, was Herr Hess in seinem letzten Votum gesagt hat: Sie dürfen sicher nichts überweisen, was von vier Schulheimen ausgeht. Das wäre auch unfair gegenüber den Betroffenen in Oberbipp, denn man würde damit wieder eine völlig unklare Situation schaffen, man würde den Leuten in Oberbipp wieder die Taube auf das Dach stellen, aber die Taube würde davonfliegen; man wird sie nie greifen können. Deshalb wäre es nicht ehrlich, wieder von vier Schulheimen zu sprechen. Man muss dem Personal in Oberbipp klar sagen – und wir haben das immer wieder getan –, dass der Schliessungsbeschluss zwar schmerzlich sei, dass das Heim aber als Schulheim sicher geschlossen und danach einer neuen Nutzung zugeführt werde. Also fassen Sie bitte keinen Beschluss, der wieder Unklarheit schafft, denn sonst wird es kaum möglich sein, am Nutzungsprojekt weiterzuarbeiten.
Noch etwas zur Form: Ich will nicht kleinlich sein, aber ich denke doch, Sie können nicht mit einem Geschäft beliebige weitere Zusatzpunkte verknüpfen. Mir scheint, das Anliegen des Eventualantrags wäre eigentlich Gegenstand einer Motion oder allenfalls eines separaten Beschlusses. Aber verknüpfen Sie es bitte nicht mit dem Beschluss zum Geschäft, sonst bekommen wir Unklarheiten, die niemandem nützen, aber viel Ärger schaffen. Ich ersuche Sie, den Rückweisungsantrag abzulehnen und beim Eventualantrag einen Beschluss zu fassen, der nicht neue Unklarheiten schafft.

Baumann (Uetendorf), Präsident der Geschäftsprüfungskommission. Ich möchte den Rat darauf hinweisen, dass der Eventualantrag von Herrn Lüthi nach unserer Geschäftsordnung nicht möglich ist. Im Artikel 83 wird das Antragsrecht umschrieben. Im Absatz 4 heisst es: «Anträge, die nicht in unmittelbarem Zusammenhang mit einem hängigen Geschäft stehen, werden zurückgewiesen.» Wir können den Eventualantrag von Herrn Lüthi nicht überweisen. Ich bitte Herrn Lüthi, den Antrag zurückzuziehen. Er kann ja, wie der Herr Regierungsrat schon gesagt hat, in dieser Sache eine Motion einreichen.

Lüthi. Die Juristen sind sich in diesem Punkt nicht einig. Ich habe mich erkundigt, ob mein Eventualantrag möglich sei. Eine Seite sagt, es gehe, die andere sagt, es gehe nicht. Ich will die Sache nicht verlängern und Unsicherheiten schaffen. Ich ziehe deshalb meinen Even-

tualantrag zurück. Den Rückweisungsantrag halte ich aufrecht.

Präsidentin. Wir kommen zur Abstimmung. Ich rufe noch einmal in Erinnerung, dass es bei den Auflagen zum Rückweisungsantrag folgende Änderungen gegeben hat: Im Punkt 1 ist der zweite Satz gestrichen. Beim Punkt 2 ist das Wort «optimal» eingefügt; es heisst also: «... aufgabenbezogen, optimal und kostengünstig». Dazu kommt noch der Zusatz: «... unter Berücksichtigung der Erkenntnisse aus Massnahme Nr. 30 des Massnahmenplans II zum Haushaltgleichgewicht.»

Abstimmung

Für den Rückweisungsantrag Lüthi	37 Stimmen
Für Genehmigung des Geschäfts 1418	108 Stimmen

Verkauf der Parzelle Nr. 1453 in der Gemeinde Lützelflüh (Kiesgrube im Pfaffenboden) an die Stämpfli AG, Bauunternehmung in Langnau i.E.; Genehmigung des Kaufvertrages

Beilage Nr. 21, Geschäft 0565

Genehmigt

Wasserbau: Ausarbeitung des Gewässerrichtplanes Worble; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 4267

Genehmigt

Wasser- und Energiewirtschaftsamt: Wasserversorgung der Region Erlach (WARE), Teilausbau 1993; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0945

Genehmigt

Gemeindeverband ARA Mittleres Emmental: Regenbecken Hasle und Erweiterung Pumpwerk Hasle I; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0946

Genehmigt

Wasser- und Energiewirtschaftsamt: Vennersmühle Wasserversorgung (VWV) Gemeindeverband, Ausbau der Wasserversorgung, 2. Etappe; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0947

Genehmigt

Lützelflüh: Kanalisation Birkenweg–Bahnhofplatz und Alpenstrasse; Verpflichtungskredit

Beilage Nr. 21, Geschäft 0948

Genehmigt

Hochbauamt: Nachkredit 1992 auf Konto «Unterhalt von Liegenschaften des Verwaltungsvermögens» (mit haushaltneutraler Kompensation)

Beilage Nr. 21, Geschäft 0763

Genehmigt

Hochbauamt: Nachkredit 1992 auf Konto «Umbau von Liegenschaften des Verwaltungsvermögens» (mit haushaltneutraler Kompensation)

Beilage Nr. 21, Geschäft 0764

Genehmigt

Die Präsidentin ehrt die Leiterin der Telefonzentrale Frau Margrit Howald, die seit 30 Jahren im Dienst des Grossen Rates steht.

190/92

Motion Haller (Biel) – N5 Vingelz-Tunnel vor dem Variantenentscheid

Wortlaut der Motion vom 16. September 1992

Der Regierungsrat wird aufgefordert, unabhängig von allen Planungsvarianten für die Stadtumfahrung der N5, alles mit seinem Einfluss Mögliche zu veranlassen, dass so rasch wie möglich ein Langtunnel zur Umfahrung des Vingelz-Quartiers, d.h. vom Seefels bis Rusel (Tüscherz), geplant bzw. erstellt wird.

Begründung: Alle Planungen für die zukünftige N5-Umfahrung der Stadt Biel zeigen, dass ein Verkehrsknoten im Raum Seefels entstehen wird. Es soll deshalb unabhängig von sämtlichen Planungsmassnahmen im Raume Biel ein Vingelz-Tunnel im Detail geplant und unabhängig von der Entwicklung frühzeitig mit den Bauarbeiten begonnen werden.

Es werden heute immer noch vier verschiedene Tunnelvarianten für die Umfahrung des Vingelz-Quartiers bearbeitet. Für die betroffene Bevölkerung des Vingelz-Quartiers kommt nur die Langtunnellösung in Frage, da jede Offenlegung der Durchgangsstrasse auf der Höhe des Quartiers erhebliche Lärmimmissionen mit sich bringen würde.

Seit Jahrzehnten wurden im Teilabschnitt der N5 in der Gemeinde Biel, Quartier Vingelz, keine Verbesserungen oder Anpassungen zur Bewältigung des Durchgangsverkehrs vorgenommen. In Neuenburg steht die Stadtumfahrung vor der Vollendung. Der neue Ligerz-Tunnel ist in Betrieb, und in Twann wird schon die zweite verbesserte N5-Umfahrung ausgebaut. Aufgrund dieser Verbesserungen ist zusehends Mehrverkehr auf der Neuenburgstrasse zu erwarten. Die Wohnqualität im Vingelz-Quartier wird durch die Neuenburgstrasse im heutigen Zustand unverhältnismässig beeinträchtigt. Die heutige Situation ist unerträglich und gefährlich geworden. Ein rasches Vorgehen drängt sich auf.

(10 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 16. Dezember 1992

Gemäss Nationalstrassengesetz ist der Bund für die Festlegung der generellen Linienführung einer Nationalstrasse zuständig. In diesem Rahmen ist auch der vom

Motionär angesprochene Variantenentscheid zu fällen. Es ist dem Regierungsrat deshalb nicht möglich, in eigener Kompetenz einen Variantenentscheid zu treffen. Die generelle Projektierung hat allerdings in Zusammenarbeit mit den Kantonen zu erfolgen. In Rahmen dieser Zusammenarbeit ist der Regierungsrat bereit, sich für einen Langtunnel, wie er vom Motionär gefordert wird, einzusetzen.
Antrag: Annahme als Postulat

Präsidentin. Herr Haller (Biel) ist bereit, seine Motion in ein Postulat umzuwandeln; damit besteht keine Differenz mehr zum Regierungsrat.

Abstimmung

Für Annahme des Postulats Mehrheit

234/92

Motion Juillerat – Amélioration de l'axe routier Bellelay–Moutier et les gorges du Pichoux

Texte de la motion du 12 novembre 1992

Le Petit-Val situé à l'extrémité nord du canton de Berne est coupé au trafic lourd par un tunnel inadapté par ses dimensions. Les tunnels du Pichoux limités à une hauteur de 3,1 et 3,4 mètres ne permettent pas au trafic poids lourds de transiter dans cette région.
Je demande au Conseil-exécutif de porter au programme routier du IIIe arrondissement les agrandissements de ces tunnels à 4,1 mètres et enfin permettre des conditions de trafic acceptables.
Ce projet est nécessaire pour la sécurité routière et pour garantir les livraisons par la route étant donné que le Petit-Val n'a pas de liaison ferroviaire.

(10 cosignataires)

Réponse écrite du Conseil-exécutif du 3 février 1993

Les deux tunnels du Pichoux ont une hauteur de respectivement 3,1 et 3,5 mètres. Si ces dimensions empêchent le passage des poids lourds, elles ne font en revanche pas obstacle au trafic des véhicules de tourisme et de livraisons pesant jusqu'à 3,5 tonnes.
Selon les données recueillies en novembre 1990, le trafic journalier moyen est de 850 véhicules pour le tunnel inférieur et de 700 pour le tunnel supérieur. Cette faible fréquence est avant tout due aux sinuosités du parcours, dictées par la topographie difficile des gorges du Pichoux, et indique qu'il ne s'agit pas d'une route de transit. Pour permettre le passage des poids lourds, il conviendrait de porter la hauteur des deux tunnels à 4,10 mètres, ce qui obligerait à refaire entièrement ces ouvrages souterrains, tout comme leurs accès amont et aval. De tels travaux seraient particulièrement onéreux. Or, le 1er avril 1992, tenant compte de la précarité des finances cantonales, le Conseil-exécutif a limité à 160 millions de francs les crédits nets destinés aux investissements routiers dans le plan financier 1993–1996. Il a donc fallu se restreindre à inscrire au programme 1993–1996 – et à les réaliser pendant cette période – les projets visant à maintenir la qualité des routes existantes, à éliminer les points dangereux et à protéger les usagers les plus vulnérables. L'aménagement demandé par l'auteur de la motion ne remplit pas ces conditions.
Proposition: pour les motifs exposés ci-dessus, nous vous proposons de rejeter la motion.

Juillerat. On a mal compris ou on n'a pas voulu comprendre le texte de ma motion. Je ne suis satisfait ni de la réponse ni du classement.
J'avais pourtant bien expliqué à Monsieur Schwab les raisons d'augmenter ces ouvrages à 4,10 mètres, mais l'exécutif ne cite aucune de ces raisons dans sa réponse à ma motion. Je n'ai pas exigé de modifier systématiquement les deux tunnels des gorges du Pichoux, bien que cela fasse partie d'un tout. Ce projet peut être exécuté ultérieurement: je pense bien que le programme routier soit assez chargé pour la période 1993–1996. Quant à la sécurité routière, je ne demande pas un axe de transit dans les gorges du Pichoux, direction le Jura, mais une amélioration de l'axe entre Moutier et Bellelay, pour ceux qui connaissent ce petit vallon. Nous savons tous que nos livreurs doivent grouper au maximum leurs livraisons; ce problème sera à l'avenir encore plus important, vu l'augmentation des carburants et la taxe de relevance sur les poids lourds. Or, ces divers livreurs, tels que camions à ordures, alimentation USEGO, alimentation bovins, exploitation forestière, bus d'excursion, etc. effectuent tous leurs transports avec des véhicules de plus de 3,50 mètres. Ils empruntent la petite route communale de Sornetan pour détourner ces obstacles du Pichoux. C'est bien là que le danger se situe, car notre village et notre route ne sont surtout pas adaptés à des tonnages et des gabarits pareils. Plusieurs accidents sur le tronçon communal ont déjà effrayé nos concitoyens. Si la Direction des travaux publics ne fait rien pour améliorer cette situation, la commune de Sornetan se voit dans l'obligation de fermer cette route ou limiter le tonnage. Nous irions à l'encontre de l'économie et, par analogie, de l'écologie, car ces véhicules effectueraient un détour d'environ 40 kilomètres pour arriver dans notre petit village en passant par la vallée de Tavannes. Dans son allocution lors du percement du tunnel du Pierre-Pertuis, Madame Schaer a déclaré être très heureuse chaque fois qu'elle pouvait supprimer un obstacle routier. Vous n'avez certainement jamais passé par là, Madame, ou vous n'avez pas eu le temps d'analyser la situation: ici l'obstacle existe bel et bien.
Il reste deux éléments importants à citer, qui devraient être connus de la Direction des travaux publics. Le premier point est l'implantation de la future station d'épuration du Petit-Val, qui est au stade d'avant-projet. Elle devrait être située à 200 mètres du tunnel en question, avec le passage de la conduite des eaux usées dans la route. Les problèmes de réalisation pourront être écartés, si ce passage routier est revu et corrigé. Le deuxième point est la suppression des ouvrages militaires dans ce secteur, qui doit être coordonnée avec le Département militaire fédéral.
Pour ces diverses raisons, que beaucoup d'entre vous ne connaissez pas, je vous invite à accepter ma motion sous forme de postulat, en demandant à la Direction des travaux publics de planifier correctement ces divers éléments pour donner satisfaction à notre petite région.

Benoit. La fraction UDC est contente que notre collègue Lucien Juillerat ait transformé sa motion en postulat.
Vous avez entendu, dans les détails, la présentation de cet agrandissement du tunnel du Pichoux, qui cause un obstacle tout à fait artificiel dans la liaison de toute une région. Nous sommes conscients que le canton de Berne doit faire face à des problèmes financiers, mais nous ne comprenons pas, Madame la Conseillère d'Etat, pourquoi la Direction des travaux publics n'a pas daigné au moins se pencher sur le problème. Nous sommes

également conscients qu'il y a plusieurs autres priorités, mais nous estimons que la transformation de cette motion en postulat donnerait la possibilité à la Direction des travaux publics d'inscrire cet objet au prochain programme des routes 1995–1998 que nous traiterons l'année prochaine. A ce titre, j'aimerais vous inviter à soutenir le postulat.

Graf (Moutier). Le groupe socialiste a aussi examiné la motion du député Juillerat et arrive à la conclusion que le rapport coût/avantage résultant d'un aménagement nouveau du tunnel du Pichoux n'est pas du tout favorable. Il n'aurait pas pu soutenir la motion en tant que telle. En revanche, le groupe est conscient des inconvénients découlant de cet obstacle et il est prêt à soutenir le postulat. Il espère par là faciliter une autre solution pour permettre un bon transit dans cette région défavorisée. Nous vous recommandons de soutenir le postulat de Monsieur Juillerat.

Schaer-Born, Direktorin Bau, Verkehr- und Energie. Herr Juillerat, ich muss zugeben, dass ich tatsächlich noch nie über diese Strasse gefahren bin, werde das aber in diesem Sommer einmal tun. Es ist gesagt worden, auf dieser Strasse passierten viele Unfälle, und es sind mögliche Massnahmen genannt worden. Unfälle kann man natürlich nicht einfach nur durch Strassenausbauten beheben. Zunächst gilt es, vernünftig zu fahren, und es gibt noch eine ganze Reihe anderer Massnahmen.
Die Gründe für die Ablehnung der Motion durch die Regierung will ich nicht noch einmal aufzählen; Sie können sie in der schriftlichen Antwort nachlesen. Es sind vor allem Kostengründe. Wir haben im Strassenbau nicht einmal mehr genug Geld für den normalen Unterhalt. Bei neuen Projekten müssen wir eine absolute Prioritätenliste einhalten. Trotzdem: Wenn der Rat ein Postulat überweisen möchte, habe ich nichts dagegen. Wir werden uns tatsächlich überlegen, ob wir das Projekt ins nächste Strassenbauprogramm für die Jahre 1994 bis 1997 aufnehmen wollen. Wir haben uns kürzlich an einer Sitzung auch überlegt, ob es möglich wäre, diese Strasse in ein Sonderinvestitionsprogramm, das im Moment zur Diskussion steht, aufzunehmen.
Bei dieser Gelegenheit kann ich noch folgendes ankündigen: Ich möchte, voraussichtlich nach den Sommerferien, einen Informationsabend im Berner Jura durchführen, um dort mit den Leuten aus der Region über die Strassenbauprobleme zu reden, ihre Anliegen entgegenzunehmen, aber auch zu erklären, wie die Sache aus unserer Sicht aussieht. Ich hoffe, dass wir an dieser Veranstaltung zu einvernehmlichen Lösungen kommen werden.

Abstimmung

Für Annahme des Postulats Mehrheit

011/93

Motion Walker – Zuteilung des 8. Rahmenkredites für Investitionsbeiträge an Privatbahnen

Wortlaut der Motion vom 18. Januar 1993

Der Regierungsrat wird beauftragt, die definitive Zuteilung des 8. Rahmenkredites für Investitionsbeiträge an Privatbahnen so vorzunehmen, dass die erste Etappe des Ausbaus des Bahnhofes Zweisimmen im Betrag von 9,4 Mio. Franken realisiert werden kann.
Begründung: Der Bahnhof Zweisimmen vermag dem vermehrten Gästeaufkommen vor allem aus Sicherheitsgründen bei weitem nicht zu genügen. Eine Sanierung ist deshalb dringend notwendig. Die Notwendigkeit wird im Bericht des Regierungsrates an den Grossen Rat vom Oktober 1992 auch bestätigt. Das Sanierungskonzept der Spiez-Erlenbach-Zweisimmen-Bahn (SEZ) über einen Gemeinschaftsbahnhof mit der Montreux-Oberland-Bahn (MOB) liegt vor, und das Plangenehmigungsverfahren wird demnächst eingeleitet.

(12 Mitunterzeichner/innen)

Dringlichkeit abgelehnt am 21. Januar 1993

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 3. März 1993

Das von den Transportunternehmen angemeldete Investitionsvolumen für den 8. Rahmenkredit überstieg die finanziellen Möglichkeiten von Bund und Kanton bei weitem. Es mussten deshalb sehr strenge Prioritäten gesetzt werden; eine Reihe von Vorhaben wurden gestrichen, gekürzt oder zeitlich verschoben. Der Bahnhof Zweisimmen ist deshalb nur eines von verschiedenen Vorhaben, die nicht in den 8. Rahmenkredit aufgenommen werden konnten.
Zweisimmen ist ein Gemeinschaftsbahnhof der Montreux-Oberland-Bahn (MOB) und der Simmentalbahn (SEZ). Es ist dem Regierungsrat bekannt, dass die grösstenteils aus der Zeit des Bahnbaus stammenden Anlagen den Bedürfnissen des Verkehrs und des Betriebes nicht mehr genügen und in bezug auf die Sicherheit und den Komfort der Reisenden nicht befriedigen. Im Hinblick auf einen optimalen Einsatz der beträchtlichen Mittel, die für eine Modernisierung des ganzen Bahnhofes notwendig sein werden, und um Fehlinvestitionen zu vermeiden, ist eine Gesamtplanung unerlässlich. Diese muss gemeinsam durch die beiden beteiligten Bahnunternehmungen durchgeführt werden.
Beim Vollzug der letzten Rahmenkredite sind erhebliche Schwierigkeiten entstanden, weil mehrere Projekte angemeldet worden waren, die nicht rechtzeitig zur Baureife gebracht werden konnten. Dadurch wurden über viele Jahre ungenutzt Mittel gebunden, die anderswo zum Einsatz hätten gelangen können. Das bewog das Bundesamt für Verkehr – unterstützt durch die Kantone –, für den 8. Rahmenkredit 1993–1997 die strikte Weisung zu erlassen, dass in diesen nur Vorhaben aufgenommen werden, für welche die Vorprojektierung soweit gediehen ist, dass die Ausführung mit grosser Wahrscheinlichkeit während der Geltungsdauer des Rahmenkredites in Angriff genommen werden können. Diese Voraussetzung war bei der Vorbereitung des 8. Rahmenkredites in bezug auf den Bahnhof Zweisimmen nicht erfüllt, umsoweniger als für dieses Vorhaben wohl die SEZ, nicht aber die mitbeteiligte MOB einen Finanzierungsbedarf für die Periode 1993–1997 angemeldet hatte. Das Begehren der SEZ konnte deshalb nicht in den 8. Rahmenkredit aufgenommen werden. Es wurde ihr jedoch ein Projektierungskredit von zwei Millionen Franken in Aussicht gestellt, der für die erwähnte Gesamtplanung beansprucht werden kann.
Erst in der Schlussphase der Verhandlungen über die Zuteilung der Mittel des 8. Rahmenkredites hat die SEZ für die Sanierung der Bahnanlagen die Möglichkeit einer Etappierung ins Gespräch gebracht, ohne aber in der Lage zu sein, die erforderlichen Grundlagen recht-

zeitig vorlegen zu können. Nach unsern Informationen wäre die Aufhebung eines Niveauüberganges und dessen Ersatz durch eine Unterführung Hauptbestandteil der ersten Sanierungsetappe. Es ist nicht erwiesen, ob und wieweit dieses Vorhaben Gegenstand einer Finanzierung über den Rahmenkredit sein könnte. Voraussichtlich werden dafür in erster Linie Treibstoffzollmittel sowie Gemeindebeiträge zum Einsatz kommen. Angesichts dieser Unsicherheiten wurde der SEZ in Aussicht gestellt, dass für den Fall, dass für die Realisierung des Teilprojektes Mittel aus Eisenbahnkrediten erforderlich wären, dieses im Abtausch gegen ein anderes Objekt nachträglich in den 8. Rahmenkredit aufgenommen werden könnte.
Die eidgenössischen Räte haben den 8. Rahmenkredit 1993–1997 für Investitionsbeiträge an konzessionierte Transportunternehmungen am 16. Dezember 1992 beschlossen. Abgesehen vom erwähnten Projektierungskredit enthält er keine Mittel für den Bahnhof Zweisimmen. Es liegt nicht in der Macht des Regierungsrates, diesen Bundesbeschluss abzuändern. Der Regierungsrat ist jedoch bereit, sich für eine Teilsanierung des Bahnhofes Zweisimmen während des Vollzugs des 8. Rahmenkredits einzusetzen, sofern dies die Gesamtsanierung nicht beeinträchtigt und zusammen mit dem Bund und der Bahnunternehmung eine tragbare Finanzierungsmöglichkeit gefunden werden kann. Dies hängt nicht zuletzt auch davon ab, welche finanziellen Mittel der Grosse Rat für den öffentlichen Verkehr bewilligt.
Antrag: Annahme als Postulat

Präsidentin. Herr Walker ist bereit, seine Motion in ein Postulat umzuwandeln. Es besteht somit keine Differenz mehr zum Regierungsrat.

Abstimmung

Für Annahme des Postulats Mehrheit

Schluss der Sitzung um 15.24 Uhr

Der Redaktor/
die Redaktorin:

Tobias Kästli (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Zwölfte Sitzung

Donnerstag, 13. Mai 1993, 09.00 Uhr

Präsidentin: *Eva-Maria Zbinden-Sulzer,* Ostermundigen

Präsenz: Anwesend sind 168 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aebi, Allenbach, von Allmen, Bay, Blatter (Bern), Brawand, Daetwyler, Emmenegger, Flück (Brienz), Galli, Graf (Moutier), Hari, Heynen, Imdorf, Juillerat, Kilchenmann, Lüthi, Lutz, Metzger, Rychiger, Schibler, Schläppi, Sidler (Port), Sinzig, Studer, Vermot-Mangold, Voiblet, Walker, Wehrlin, Widmer, Wülser, Wyss (Langenthal).

263/92

Motion Schmidiger – Umweltgerechte Entsorgung von ausgedienten Computern der Staatsverwaltung

Wortlaut der Motion vom 9. Dezember 1992

Ich bitte den Regierungsrat, ein Konzept vorzulegen, wie ausgediente Computer der Staatsverwaltung umweltgerecht entsorgt werden können.
Begründung: Mit den immer vielfältiger gewordenen Anwendungsmöglichkeiten der EDV in der Staatsverwaltung wächst auch die Menge der ausgedienten Geräte, die in den Abfall gelangen. (Eine Buwal-Studie aus dem Jahre 1992 schätzt die Computerabfälle in der Schweiz insgesamt auf 10000 Tonnen.) Diese Fracht ist nicht unbedenklich.
Wie eine Studie des Buwal (Anorganische Zusammensetzung von Computer-Einzelteilen, April 1992) zeigt, tragen diese Geräte «zu einem beträchtlichen Teil an die Fracht von Kupfer, Zinn und Nickel im Siedlungsabfall bei». Bei vielen Computern muss zudem ein Nickel-Cadmium-Akku entsorgt werden, und bei ältern Modellen können PCB-haltige Kondensatoren auftreten. Es scheint mir deshalb unerlässlich, dass der Kanton das Entsorgungsproblem nicht einfach unkontrolliert den Lieferfirmen überlässt, sondern auf diesem Gebiet seine Verantwortung wahrnimmt und – allenfalls zusammen mit den Lieferanten – ein Konzept erarbeitet, das die umweltverträgliche Entsorgung der ausgedienten Computer verwirklicht.

(9 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 17. März 1993

Der Motionär verlangt vom Regierungsrat die Ausarbeitung eines Konzepts, wie ausgediente Computer der Staatsverwaltung umweltgerecht entsorgt werden können.
1991 war in der Schweiz die Interessengemeinschaft Elektronikapparate-Entsorgung (IGEE) gegründet worden. In der IGEE waren alle wichtigen Unternehmen der Unterhaltungselektronik sowie der Büroelektronik, deren Verbände, die heute aktiven Entsorgungsbetriebe, die Schweizerische Gesellschaft für Sonderabfallwirtschaft und die Stiftung Entsorgung Schweiz vertreten. Die IGEE erarbeitete ein «Konzept für die flächendeckende Entsorgung von Elektronikapparaten in der Schweiz», welches am 31. Januar 1992 in die Vernehm-

lassung geschickt wurde. Mit Schreiben vom 18. März 1992 äusserte sich das bernische Gewässerschutzamt weitgehend positiv zu diesem Konzept.
Am 30. September 1992 wurde die IGEE aufgelöst. An ihrer Stelle wurde am 16. November 1992 die «Recycling-Genossenschaft» (Regeno) gegründet, welche das von der IGEE aufgestellte Entsorgungskonzept weiterbearbeiten und verwirklichen will. Das Konzept enthält unter anderem eine von allen Verkäufern erhobene vorgezogene Entsorgungsgebühr, welche in der ganzen Schweiz erhoben werden soll. Der Kanton Bern hat Kontakt mit der Regeno und wird die Arbeiten mitverfolgen und unterstützen.
Der Regierungsrat ist der Meinung, dass es nicht Sache der bernischen Verwaltung sein kann, im heutigen Zeitpunkt ein eigenes Konzept für die Computerentsorgung aufzustellen. Das Problem muss vielmehr gesamtschweizerisch gelöst werden. Insbesondere muss das Problem der vernünftigen Wiederverwertung und Entsorgung angegangen werden. Dagegen wird das für die Abfallentsorgung zuständige GSA in einem Rundschreiben alle Verwaltungsstellen auf die Problematik aufmerksam machen und sie dazu auffordern, ausgediente Geräte vermehrt der Wiederverwertung zuzuführen, zum Beispiel durch Abgabe oder Verkauf an Private und gemeinnützige Organisationen.
Antrag: Ablehnung der Motion.

Schmidiger. Ich möchte mit meiner Motion erreichen, dass der Regierungsrat ein Konzept vorlegt, wie ausgediente Computer der Staatsverwaltung umweltgerecht entsorgt werden könnten. Das schroffe Nein der regierungsrätlichen Antwort kann ich in dieser Form nicht akzeptieren. Es setzt von mir aus gesehen ein falsches Zeichen.
Der Kanton Bern kauft jährlich Computer für Millionen von Franken, benutzt sie und gibt sie nach vier bis sechs Jahren im besten Fall dem Verkäufer zurück, ohne allerdings zu wissen, was der damit machen wird. So darf es nicht ablaufen. Der Kanton und die Verwaltung als grosse Käufer und Konsumenten müssen ihre Verantwortung wahrnehmen. Was in der Privatwirtschaft in bezug auf Entsorgung von Computern im Gang ist oder nicht, deutete der Regierungsrat in seiner Antwort an. Die Privatwirtschaft ist heute – trotz mehrerer Anläufe – noch nicht in der Lage, ein funktionierendes Entsorgungskonzept vorzulegen. Die Interessengemeinschaft Elektronikapparate-Entsorgung IGEE, ein erster Schritt dazu, wurde 1992 wieder aufgelöst. Die Regeno, Recycling-Genossenschaft, als Nachfolgerin weiss nicht, wie und wann sie Entsorgungsgebühren erheben soll und will und ob alle grossen, wichtigen Unternehmen mitmachen – was aus wettbewerbstechnischen Gründen natürlich zwingend ist. Sie sind wahrscheinlich mit mir einverstanden, dass diese Situation unbefriedigend ist. Mein Wunsch nach einem Konzept zielt nun nicht in die Richtung, dass der Staat selbst eine Regeno gründen solle. Es ist richtig, wenn die Privatwirtschaft die umweltgerechte Entsorgung selbst organisiert. Aber ich erwarte vom Kanton, dass er erstens die Ware nicht konzeptlos an den Verkäufer zurückschiebt und zweitens die Privatwirtschaft dazu anhält, dafür endlich eine befriedigende Lösung zu finden.
Wie könnte der Kanton Bern dabei vorgehen? Er könnte beispielsweise in den Arbeitsgruppen der Regeno Einsitz nehmen und aktiv mitarbeiten. Heute lässt sich der Kanton lediglich über den Stand der Arbeiten informieren, was meiner Ansicht nach nicht ausreicht. Er könnte sogar Mitglied der Genossenschaft werden. Zwar konnte ich in der noch neuen Informatikstrategie des Kantons Bern gar nichts lesen über die Entsorgung von EDV-Geräten. Trotzdem widerspiegelt das schroffe Nein der Regierung eigentlich falsch, was in der Verwaltung selbst ansatzweise bereits im Tun ist. Zwei Beispiele dazu: Das Gewässerschutzamt verfasste am 6. Mai 1993, notabene nachdem ich meinen Vorstoss eingereicht hatte, ein Rundschreiben, das besagt, ausgediente, irreparable Geräte sollten so lange zurückbehalten werden, bis die Regeno funktionieren werde. Das ist ein guter Ansatz. Zweitens beschäftigt sich auch die Arbeitsgruppe RESA – eine Arbeitsgruppe für die Erarbeitung von Richtlinien für EDV-Standardarbeitsplätze der Verwaltung – unter anderem mit der Entsorgungsproblematik. Als Fazit aus meinen Ausführungen resultiert, dass ein von mir verlangtes Konzept mindestens beinhalten müsste, dass erstens gegenwärtig die ausgedienten Computer nicht einfach blind zurückgeschoben, sondern zurückbehalten werden, bis die Regeno funktioniert oder die Computer anderweitig verwendet werden können. Zweitens müsste der Kanton in der Regeno aktiv werden. Ich erwarte vom Kanton, dass er das mindestens prüft und nicht einfach ablehnt. Wenn die Form des Postulates der Sache eher dient, bin ich bereit, meine Motion umzuwandeln.

Schaer-Born, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektorin. Was Herr Schmidiger als schroffes Nein bezeichnet, mag zugegebenermassen schroff tönen. Wäre es aber nicht ein wenig unehrlich gewesen, wenn wir gesagt hätten, wir nähmen ein Postulat an, aber mit der gleichen Antwort? Ich glaube, diese Antwort war ehrlicher. Was Sie, Herr Schmidiger, als schroffes Nein bezeichnen, ist überhaupt nicht ein Nein zum Anliegen an sich, sondern bloss zum Vorgehen. Sie verlangen im Motionstext, es sei «ein Konzept vorzulegen». Dazu sagten wir nein, und dies in der Meinung, es bestünden bereits Konzepte oder würden erarbeitet und es sei nutzlos, wenn die Verwaltung doppelspurig dazu auch noch eines aufstelle. Das Gewässerschutzamt machte sehr gute Erfahrungen in der Zusammenarbeit mit privaten Entsorgungsunternehmungen. Es wird sicher auch mit der Regeno zusammenarbeiten. Sie sagten, es müssten Anstösse gegeben werden. Wir sind dazu durchaus bereit, sind aber der Meinung, das müsse nicht durch die Erarbeitung eines eigenen Konzeptes passieren, sondern in Zusammenarbeit mit der Regeno. Wie gesagt, machten wir gute Erfahrungen mit den bisherigen Formen von Zusammenarbeit.
Sie sagten auch, seitens des Kantons sollte man in der Regeno Einsitz nehmen. Ich muss nun aber auf die Personalknappheit hinweisen. Die Regeno ist nicht die einzige Entsorgungsunternehmung oder -gruppierung; wenn wir überall Einsitz nehmen wollen, kostet es uns viel Arbeitszeit. Ich sichere Ihnen aber zu, dass man es tun wird, wenn es sich tatsächlich als nötig erweisen sollte. Ich überlasse dem Rat, ob er das Postulat überweisen will oder nicht; mich dünkt, es entspräche nicht dem Motionstext, weil der ein Konzept verlangt. Hingegen betone ich nochmals, dass wir bereit sind zur Zusammenarbeit und dazu, Anstösse zu geben. Wir sind uns auch der absoluten Notwendigkeit bewusst, dieses Anliegen an die Hand zu nehmen.

Schmidiger. Danke für die Antwort! Ich glaube, wir streiten momentan um den Begriff «Konzept», welcher von mir einfach anders verwendet wurde. Ich meinte

nicht, der Kanton müsse eine eigene Entsorgung organisieren. «Konzept» bedeutete für mich, Vorstellungen zu entwickeln, wie es vermieden werden könnte, dass die Entsorgung einfach blind dem Zufall überlassen wird. Meine Motion ist damit umgewandelt in ein Postulat, so dass die Regierung Gelegenheit zur Prüfung bekommt und allenfalls zum nötigen Zeitpunkt nachstossen kann. Das Buwal signalisiert, es wäre gut, wenn die Kantone der Regeno auf einen grünen Zweig verhülfen, den sie sonst vielleicht nicht erreichen wird. Ich bitte Sie, mein Postulat zu überweisen.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates	53 Stimmen
Dagegen	53 Stimmen

Präsidentin. Das Resultat ist unentschieden. Ich fälle den Stichentscheid zugunsten des Postulates.

180/92

Postulat Erb – Beschränkung des Ortsbildschutzes

Wortlaut des Postulates vom 10. September 1992

Der Regierungsrat wird ersucht, die Zweckmässigkeit der allgemeinen Ortsbildschutzklausel (Art. 9 BauG) in Relation zur besonderen Schutzklausel in Artikel 10 Baugesetz (BauG) zu prüfen und Bericht darüber zu erstatten, inwieweit der allgemeine Ortsbildschutz nicht zu beschränken, eventuell das Anrufen dieser Klausel bloss den mit der Baupolizei betrauten Organen vorzubehalten sei.
Begründung: Der Schutz besonderer Objekte, Ortsteile oder Landschaften ist grundsätzlich nicht bestritten. Problematisch ist die Möglichkeit, die allgemeine Ortsbild- und Landschaftsschutzbestimmung praktisch in jedem Fall und durch jedermann anrufen zu können, womit häufig zeitraubende und letztlich verteuernde Verzögerungen entstehen. Ist ein Objekt oder ein Landschaftsbild schützenswert, ist dies an sich heute bereits bekannt. Eine allgemeine Schutzklausel erübrigt sich unter diesem Gesichtspunkt, da praktisch kaum neue schützenswerte Objekte auftauchen können. Sonst wäre es den mit der Baupolizei beauftragten Organen anheimgestellt, in diesen Fällen den Schutz noch speziell zu prüfen.
Die freie Nutzung des vorhanden Bauvolumens sowie des heute eingezonten Landes wird langfristig zur Schicksalsfrage werden. Erweiterungen der Bauzonen geraten meist in einen Zielkonflikt mit anderen Nutzungs- und Schutzinteressen. Somit bleibt hauptsächlich die intensivere Nutzung der bestehenden Baukörper oder des eingezonten und erschlossenen Landes. Die Bestimmungen des Ortsbildschutzes schränken nun aber die Realisierbarkeit dieser Nutzung in unzumutbarer Weise ein. Die Interessen des Orts- und Landschaftsschutzes geniessen oft gegenüber ebenso berechtigten Interessen einer wohnlichen Ausgestaltung des Wohnraumes, einer flexibleren Nutzung von Gewerbe- und Industrieräumen sowie einer freieren Gestaltung der Umgebung eine nicht gerechtfertigte Priorität. Diese Interessenabwägung ist neu und grundsätzlich zu prüfen, und es sind Lockerungen, allenfalls sogar die Abschaffung der allgemeinen Schutzklausel in Erwägung zu ziehen.

(21 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 9. Dezember 1992

Mit der Motion Schmid (M 208/90) wurde der Regierungsrat beauftragt, zum Interessenkonflikt zwischen dem Ortsbildschutz und der Nutzung vorhandener Bauzonen in einem umfassenden Bericht Stellung zu nehmen. Das vorliegende Postulat beschlägt die gleiche Problematik. Der Regierungsrat ist deshalb bereit, das Postulat anzunehmen und im Rahmen des Berichtes zur Motion Schmid darauf einzugehen.
Antrag: Annahme des Postulates

Präsidentin. Das Postulat wird von Herrn Jenni (Bern) bestritten. Herr Erb, bitte formulieren Sie Ihr Postulat!

Erb. Ich bin erstaunt, dass das Postulat noch bestritten wird, nachdem die Regierung es entgegennehmen will. Ich bitte Sie, es zu überweisen. Die Anwendungsbereiche besonderer Schutzklauseln im Ortsbildschutz sind so weitgehend und greifen derart dicht, dass eigentlich für die allgemeine Schutzklausel kein sinnvoller Anwendungsbereich mehr bleibt. Darum muss das Verhältnis nun eingehend untersucht und die eine oder die anderen neu umschrieben werden. Wir deponierten bereits vor einiger Zeit mit der Motion Schmid ein ähnliches Anliegen. Aus der Antwort des Regierungsrates geht hervor, dass daran gearbeitet wird. Wir möchten die Sache beschleunigen und wünschen, dass man sich an den neuen Gegebenheiten orientiert. Ich vertrete hier auch die Meinung der geschlossenen freisinnigen Fraktion und bitte Sie, das Postulat zu überweisen.

Jenni (Bern). Ich erlaube mir, zu den drei Postulaten Erb, Haller und Schmid zu sprechen, da ich bei den beiden andern nicht nochmals ans Rednerpult treten werde. Ich bitte Sie, alle drei Postulate abzulehnen. Zwar hätten wir uns auf den Standpunkt stellen können, alle drei Postulate passieren zu lassen und zu warten, bis die entsprechende, jetzt in der Vernehmlassung befindliche regierungsrätliche Vorlage über die Änderungen im Bau- und Planungsrecht bereit ist, und zu sagen, wir würden uns in Philippi wiedersehen. Wenn aber praktisch keine Session vorbeigeht, ohne dass solche, vor allem im Bau- und Planungsrecht wirkende Deregulationsvorstösse eingebracht werden – die drei zur Diskussion stehenden gehören zu einer ganzen Serie, die teilweise schon behandelt wurden und teilweise noch anstehen –, ist es vielleicht doch nötig, etwas dazu zu sagen. Es erstaunt einigermassen, dass zu einer Zeit, da Deregulierungsstrategien beispielsweise durch die neue Regierung Clinton in Amerika völlig anders beurteilt werden und überholt sind, bei uns gewisse Leute und gewisse massgebende politische Kräfte in der Schweiz und im Kanton Bern immer noch meinen, sie müssten in den alten Hüten des Gemischtwarenladens von Frau Thatcher herumwühlen und in den eingetrockneten Überresten der Schminktiegel der reagan'schen Westernfabrik noch etwas Brauchbares herauszuklauben suchen. Weit und breit wird das mit der Erhaltung von Arbeitsplätzen gerechtfertigt. Wie ich bereits in der Debatte über die Schneekanonen sagte, bleiben aber gerade diese Arbeitsplätze nicht erhalten. Arbeitsplätze gehen in erster Linie nicht durch die gegenwärtige Rezession verloren, sondern durch Rationalisierungen. Selbst wenn die Konjunktur wieder anziehen würde, könnten diese Arbeitsplätze nicht mehr in der selben Form geschaffen werden. Unter diesen Umständen sind gerade im Bau- und

Planungsrecht nicht umweltfeindliche Deregulierungen erforderlich, sondern andere Massnahmen wie Verteilung von Arbeit auf mehr Personen durch Reduktion der Arbeitszeiten, Verteilung der Belastung durch Steuern und Abgaben, Reorganisation in dem Sinn, dass nicht mehr Arbeit, sondern Ressourcen und Energie besteuert und belastet werden. Das wäre der Weg!
Zu den einzelnen Postulaten: Dass Organisationen und Private nicht mehr die Möglichkeit haben sollten, in Bauverfahren die allgemeine Schutzklausel anzurufen, ist völlig verfehlt. Nicht immer werden bei einer Planung schutzwürdige Objekte richtig erfasst. Die Meinungen darüber, was schutzwürdig sei, ändern sich im Lauf der Zeit; die Planungen sind teilweise recht alt, und es ist unter Umständen erforderlich, ein Baugesuch neu zu prüfen. Abgesehen davon, dass es auch aus anderen Gründen nicht funktionierte, geben die Kocherhäuser in Bern dazu ein Beispiel ab. In der Planung wurde ihr Schutzfaktor seinerzeit viel zu tief eingestuft. Erst seither wurde man sich bewusst, dass man sie in viel höherem Mass hätte schützen müssen. Wenn der Vorstoss Herrn Erbs in der vorliegenden Form angenommen und im Gesetz verankert würde, wäre es überhaupt nicht mehr möglich, solche früheren Fehleinschätzungen durch die Planung zum aktuellen Zeitpunkt zu korrigieren.
Wenn Frau Haller in ihrem Vorstoss sagt, sie wolle die Wohn- und Arbeitszonen vermischen, tönt das schön und bestechend. Nun geht aber in der Realität die Vermischung zu Lasten der Wohnfunktion. Bekanntlich haben wir ein Problem mit Wohnungen, und mit solchen Vermischungen werden bloss Büronutzungen gefördert. Was schliesslich die Abschaffung der Zonen für die Planungspflicht betrifft, ist es natürlich erforderlich, dass delikate Gebiete durch eine Überbauungsordnung individuell erfasst werden können und eine gute Lösung erarbeitet wird, statt dass sie einfach grundordnungsmässig verhäuselt, verkleckert und verklotzt werden können. Gerade deshalb ist es nötig, diesen und auch den Vorstoss Herrn Schmids zu bekämpfen. Hinter all diesen Vorstössen erkennt man eine gemeinsame Strategie, die sich offenbar teilweise in den Gesetzesvorlagen niederschlagen soll, die nun in Vernehmlassung sind und uns bevorstehen. Wir werden uns ganz energisch dagegen wenden. In unserem Land ist es nicht unbekannt, dass man mit zehnjähriger Verspätung gegenüber dem Ausland Sachen, die mittlerweile alte Fasnacht sind, als Innovationen verkaufen will. In diesem Bereich machen wir nicht mit zu Lasten der Umwelt, der Bevölkerung und der Raumordnung. Wir bekämpfen solche Nachzugsfunktionen und Unterzüge grundsätzlich. Aus diesem Grund entschlossen wir uns, die drei Postulate nicht einfach passieren zu lassen, sondern sie effektiv zur Diskussion zu stellen.

Seiler (Bönigen). Im Namen der SP-Fraktion kündige ich an, dass wir sowohl das Postulat Erb als auch die beiden Postulate Haller (Thun) und Schmid (Rüti) gleich wie der Regierungsrat behandeln möchten.

Schaer-Born, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektorin. Dazu müsste ich vor allem Herrn Jenni sagen, dass die Motion Schmid (Rüti), worauf wir uns in der Antwort beziehen, einen Bericht zu diesem Thema verlangt. Dieser liegt im Entwurf vor, ist noch im direktionsinternen Mitbericht und wird dem Rat in der September-, spätestens aber in der Novembesession vorgelegt. Noch eine Information zuhanden Herrn Jennis: Wir machen den erwähnten Bericht. Selbstverständlich wird in der Vorlage, die sich jetzt in der Vernehmlassung befindet, das Thema «unter Schutz stellen» auch noch behandelt. Wir nahmen alle drei vorliegenden Vorstösse an, weil wir die Anliegen im Bericht und in der Verfahrensvorlage angehen. Wenn sich die Frage stellen sollte, ob man die Postulate – abgesehen von diesem einen – auch abschreiben könne, müsste ich dazu sagen, dass die Regierung sich in der Meinung, sie habe die Sache an die Hand genommen und ausgearbeitet, für Abschreibung entschloss. Wenn der Rat aber meint, er wolle zuerst die endgültige Fassung der Vorlage zur Kenntnis nehmen können und darum die Postulate nicht abschreiben, bringe ich dafür Verständnis auf.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates Mehrheit

179/92

Postulat Haller (Thun) – Erweiterung der Nutzung in Bauzonen

Wortlaut des Postulates vom 10. September 1992

Der Regierungsrat wird eingeladen, in einem Bericht dazu Stellung zu nehmen, wie die Bauvorschriften abzuändern sind, damit
- das bestehende Bauvolumen (Dachgeschosse, Kellerräume, etc.) besser genutzt werden kann,
- die «reinen Nutzungen» (reine Wohnzonen, reine Industriezonen etc.) relativiert und eine Nutzungsvermischung ermöglicht werden kann, womit das bestehende Volumen und die Infrastruktur vielfältiger nutzbar werden.

Begründung: Die bestehende Bausubstanz kann nur über eine verbesserte Nutzung der umbauten Volumen dank Lockerungen von Vorschriften über äussere Fassadengestaltung, wie Lukarnen, Fenstereinbau etc., sowie über eine Lockerung der häufig sehr artreinen Nutzungsvorschrift besser genutzt werden. Bereits nach der ersten Handänderung ist nämlich die Interessenlage der Eigentümer oft verändert, und selbst eine emissionsarme gewerbliche Tätigkeit kann dann wegen einschränkender Nutzungsvorschriften nicht bewilligt werden. Bei Gewerbe- oder Industriezonen wird häufig die stereotype Vorschrift verwendet, wonach nur «das an den Standort gebundene Personal» in diesen Gebieten wohnen dürfe. Dies sogar in Zonen, in denen keine Nachtarbeit verrichtet wird (z.B. Werkhof bei einer Baufirma) oder bei Betrieben, die selbst Emissionen an der Quelle nachhaltig bekämpfen.
In vielen Fällen sind derartige Zonen weit ruhiger als ein Stadtquartier. Derartige Bestimmungen sind vor dem Hintergrund optimaler Ausnutzung bestehender Infrastrukturen unzweckmässig. Der Regierungsrat wird deshalb eingeladen, diese Problematik in einem Bericht zu behandeln und allfällige Änderungen von Erlassen, eventuell entsprechende Empfehlungen an die Gemeinden vorzuschlagen, beziehungsweise die Weisung zu erteilen, solche Bauvorschriften wegen fehlender Zweckmässigkeit inskünftig nicht mehr zu genehmigen.

(22 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 6. Januar 1993

Die Gemeinden sind beim Erlass der Vorschriften für ihre verschiedenen Zonen weitgehend frei. Das kanto-

nale Baugesetz stellt einzig in Artikel 21 einen wohnhygienischen Grundsatz auf, der in den Artikeln 62ff der kantonalen Bauverordnung präzisiert wird.
Nach Artikel 72 Absatz 4 Baugesetz ist es ausdrücklich zulässig, das Baugebiet in gemischte Zonen einzuteilen. Das Anliegen der Postulantin ist somit in erster Linie auf Gemeindeebene zu lösen, und zwar durch Erlass geeigneter Nutzungsvorschriften im Rahmen der Ortsplanung.
Das kantonale Raumplanungsamt unterstützt Bestrebungen der Gemeinden zur Erweiterung der Nutzung von Bauzonen. Es hat deshalb in der Arbeitshilfe «Bauvorschriften für Arbeitszonen» (Schriftenreihe Arbeitshilfen für die Ortsplanung; Juni 1992) detailliert ausgeführt, wie Bauvorschriften für Arbeitsplatzzonen offener ausgestaltet werden können, um eine bessere Nutzungsdurchmischung zu erzielen. Grundgedanke ist dabei, nur zu regeln, was zwingend geregelt werden muss. Dies sind in der Regel die zwingenden Bestimmungen der eidgenössischen Umweltschutzgesetzgebung.
In der Arbeitshilfe «Die Ausnützungsziffer» (Schriftenreihe Arbeitshilfen für die Ortsplanung; Dezember 1988) hat das Raumplanungsamt differenzierte Möglichkeiten dargestellt, wie bestehende Bauvolumen (Dachgeschosse, Kellerräume usw.) besser genutzt werden können.
Der Regierungsrat beantragt, das Postulat anzunehmen und gleichzeitig als erfüllt abzuschreiben.

Haller (Thun). Vorerst nehme ich Stellung zu Herrn Jennis Bemerkungen. Ich bleibe auf dem Boden der Eidgenossenschaft beziehungsweise des Kantons Bern. Ich möchte also weder die Administration Clinton, Mr. Reagan noch Maggie Thatcher zitieren. Wenn eine gemeinsame Strategie, wie Sie sie vorher darstellten, schliesslich zum Ziel führen kann, herauszufinden, was im Kanton Bern bezüglich erwünschter Deregulierung, Beschleunigung und Verbesserung – beispielsweise eben im Bausektor – unternommen werden kann, ist eine gemeinsame Strategie meines Erachtens absolut sinnvoll. Wenn es überdies dazu führen könnte, vielleicht nicht im klassischen Sinn Arbeitsplätze zu erhalten, jedoch möglicherweise Arbeitsaufträge auszulösen, sollte hier innen eigentlich niemand dagegen sein. Ich hörte mit grosser Freude, die Baudirektorin würde sich der Nichtabschreibung nicht widersetzen, wenn wir zuerst das Resultat, die endgültige Fassung des Berichtes sehen möchten.
Ich lege nun dar, weshalb ich meine, das Postulat sei nicht abzuschreiben. Es ist richtig, dass entsprechende Vorschriften zu diesem altbekannten Problemkreis bestehen. Ich besitze sie selbst und habe sie seriös studiert. Solche Weisungen sind aber vor allem dann sinnvoll, wenn der Kanton auch immer wieder versucht, deren Umsetzung konkret zu überwachen, laufend die mögliche Handhabung instruiert und damit einen sanften – ich betone, einen sanften – Druck auf die Gemeinden ausübt. Die Baudirektorin und – wie ich glaube – auch wir setzten uns wiederholt für die Vereinfachung des Baubewilligungsverfahrens und damit für die Deregulierung ein – auch bei mir ist dieses Modewort nicht sehr beliebt. Gerade beim aktuellen Thema der Ausnutzungsziffer, speziell in Gemeinden, wo sie allzu strikt gehandhabt wird, ist die Einflussnahme im beratenden Sinn wichtig. Im beratenden Sinn deshalb, weil ich meine, wir sollten unsere Gemeindeautonomie nach wie vor hoch und in Ehren halten. Gerade dann ist eine solche Beratung seitens des Kantons wichtig und in Zukunft nötig. Ich möchte es hier vermeiden, eine lange Diskussion auszulösen über den Sinn oder manchmal auch Unsinn bestehender Ausnutzungsziffern, vor allem bei vorhandener Bausubstanz. Ich bin aber der festen Überzeugung, dass gerade dieses Planungsinstrument von den Gemeinden überdacht und allenfalls nicht ersatzlos, aber teilweise durch geeignetere Möglichkeiten ersetzt werden muss. Andere Möglichkeiten bestehen und sollten permanent geprüft werden. Gerade da hat es der Regierungsrat in der Hand, allfällige Änderungserlasse entsprechend den Empfehlungen respektive Weisungen vorzuschlagen. Er kann den Gemeinden Weisung erteilen, unzweckmässige Bauvorschriften inskünftig nicht mehr zu genehmigen. Ich könnte Ihnen darüber berichten, welchen «Kampf» wir in der Stadt Thun wegen der Ausnutzungsziffer fechten. Die bürgerlichen Parteien reichten vor mehr als zwei Jahren ein entsprechendes Postulat im Stadtrat ein. Es wurde überwiesen, und der Gemeinderat tut sich nun mehr als schwer mit seinen Überlegungen, ob er für die Ausnutzungsziffer in sinnvollen Fällen nicht einen anderen Wert setzen könnte. Das betrifft jedoch nicht die sehr delikaten Planungsgebiete. Ich glaube, der aktuelle Hypothekarzinsmarkt wie auch die leider sehr darbende Bauwirtschaft wären äusserst froh, wenn der Kanton hier ein vor allem psychologisches Zeichen setzen würde. Schliesslich würden die Gemeinden den sanften Druck spüren. Ich bin sicher, dass heute viele Leute sehr bauwillig sind und handeln würden, wenn beispielsweise die Ausnutzungsziffer fiele.
Es ist deshalb eine dauernde Aufgabe, die den Kanton verpflichtet, in engem Kontakt mit den Gemeinden zusammenzuarbeiten. Ich bitte Sie, das Postulat zu überweisen, es aber nicht abzuschreiben, da wir das Resultat der in Aussicht gestellten Vorlage noch nicht kennen.

Sutter. Was Frau Haller in ihrem Postulat aufgreift, ist ein grosses Problem für die Bauwirtschaft, vor allem der erste Punkt bezüglich Dachausbauten, der einen immer wieder in Konflikt bringt mit dem Ortsbild- und Heimatschutz. Die FDP meint eindeutig, man sollte das Postulat überweisen. Wir würden uns aber der Abschreibung widersetzen und empfehlen es auch Ihnen, bis die gesetzlichen Grundlagen bezüglich Vereinfachungen des Baubewilligungsverfahrens, die jetzt in der Vernehmlassung sind, definitiv vorliegen. Wir kennen das Resultat noch nicht und möchten uns nichts verbauen.
Wir geben die gleiche Empfehlung für das Postulat Schmid ab: Überweisung, aber keine Abschreibung.

Hauswirth. Auch die SVP-Fraktion unterstützt dieses Postulat mit der Empfehlung, nicht abzuschreiben. Die Begründungen wurden bereits angeführt. Wir wissen wohl, dass die Regierung das Thema bearbeitet hat und das Resultat umsetzen wird. Aber die aus der Antwort auf das Postulat ersichtliche Handhabung der Regierung lässt ein langes Verfahren in den Gemeinden voraussehen. Zonenplanänderungen sind nötig. Die Zwischenzeit ist verloren, Arbeiten können nicht vergeben werden, und somit ist kein kurzfristiger Erfolg zu erwarten. Frau Hallers Postulat zeigt auf, dass man unverzüglich handeln können sollte, um sofort solche Ausnutzungen ermöglichen zu können. Herr Jenni, ich begreife nicht ganz, wie man die Spekulation fördert mit den Ausbauten bestehender Bausubstanz. Wir bauen ja nur etwas aus, was bereits besteht, wofür die Infrastruktur vorhanden ist. Dem wollen wir doch nicht zuvor sein. Ich glaube, auch bei den Gemeinden ist der Wunsch

generell vorhanden, die Massnahmen zur Ausnutzung der Bausubstanz zu fördern und raschestmöglich in Kraft zu setzen.

Schaer-Born, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektorin. Frau Haller, ich muss mich löffeln. Vorher habe ich Ihr Postulat in meine Gesamtbeurteilung einbezogen. Ihr Anliegen wird in der Verfahrensvereinfachung nicht direkt behandelt. Wir plädierten für Abschreibung, weil wir meinen, die Baudirektion und das Raumplanungsamt täten diesbezüglich bereits das Nötige. Ich möchte nicht wiederholen, was in der schriftlichen Antwort steht. Wir haben die schriftlichen Arbeitshilfen, beraten in letzter Zeit schon sehr ausgiebig mündlich, im Rahmen der personellen Kapazität natürlich. Wir meinen, Ihre Forderungen würden erfüllt und im Baugesetz seien die nötigen Grundlagen vorhanden, so dass die Gemeinden aktiv werden könnten. Wir sind bereit, weiterhin in dieser Richtung beratend zu wirken. Aus diesem Grund plädiere ich bei Ihrem Vorstoss nach wie vor für Abschreibung.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates	Mehrheit
Für Abschreibung des Postulates	48 Stimmen
Dagegen	83 Stimmen

178/92

Postulat Schmid (Rüti) – Zone für Planungspflicht

Wortlaut des Postulates vom 10. September 1992

Der Regierungsrat wird ersucht zu prüfen, die in Artikel 73 Absatz 2 Baugesetz (BauG) vorgesehene Zone für Planungspflicht abzuschaffen, eventuell den Artikel insoweit zu ergänzen, als Zonen mit Planungspflicht nur auf begründetes Gesuch hin genehmigt werden. An die Bewilligung sind hohe Anforderungen zu stellen.
Begründung: In zahlreichen Ortsplanungen greifen die Behörden, oft auf Anraten der Planer, bei etwas heikel zu planenden Ortsteilen leichtfertig zum «Trick» der Zone mit Planungspflicht. Das allenfalls bestehende Planungsproblem wird damit bloss aufgeschoben. Damit bleiben diese Gebiete formell Bauzone, sind aber für Bauwillige oft während Jahren unüberbaubar, da noch spezielle Überbauungsordnungen geschaffen werden müssen. Geht man davon aus, dass eingezontes Land grundsätzlich mit der Erschliessung auch baureif sein sollte, ist eine derartige Praxis unzweckmässig und dürfte eigentlich nur ausnahmsweise genehmigt werden.
Der Regierungsrat wird deshalb zur Prüfung dieses Institutes veranlasst und zur Formulierung einer einschränkenden Praxis in der ihm geeigneten Erlass eingeladen.

(5 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 20. Januar 1993

Die Zone mit Planungspflicht (ZPP) gemäss Artikel 73 Absatz 2 BauG soll den Gemeinden vermehrte Einflussnahme auf die Überbauung heikler oder für die Ortsentwicklung wichtiger Gebiete verschaffen. ZPP's sollen demnach dort ausgeschieden werden, wo gestützt auf die Grundordnung keine sachgerechten Lösungen gefunden werden können. In diesem Sinn eingesetzt, hat sich das Instrument der ZPP in der Praxis bewährt. Allerdings sind die in der Begründung des Vorstosses genannten Fälle recht häufig. Der Regierungsrat geht daher mit dem Postulanten einig, dass solch zweckwidrige ZPP's verhindert werden müssen. Die Kommission für Verfahrensvereinfachungen hat einen Bericht verfasst, der unter anderem die Planungszone zum Gegenstand hat und Änderungsvorschläge enthält, die solche Zweckwidrigkeiten verhindern sollen. Mit Beschluss vom 24. Juni 1992 hat der Regierungsrat die Baudirektion beauftragt, gestützt auf diesen Bericht eine Teilrevision des Bau- und Planungsrechts an die Hand zu nehmen. Das Anliegen des Postulanten ist somit bereits erfüllt.
Der Regierungsrat beantragt, das Postulat anzunehmen und gleichzeitig als erfüllt abzuschreiben.

Schmid (Rüti). Ich bitte Sie, das Postulat zu überweisen und nicht abzuschreiben. Im Grundsatz geht es um Ähnliches wie in den beiden vorigen, wo man bereits so entschied. Man kann sich überlegen, Herr Jenni, ob das, was ich Ihnen gleich beantworten werde, in der heutigen Zeit eine Antwort wert sei. Mir scheint es zynisch, vor dem Hintergrund Tausender arbeitsloser Familien, alte, und zwar nicht nur zehn, sondern siebzig Jahre veraltete Ideen der Planwirtschaft hier darzulegen. Darum halte ich es eigentlich nicht für nötig, materiell auf Ihre Argumente einzugehen.
Die Regierung selbst nimmt den Vorstoss an. Sie erteilte, wie erwähnt von Frau Regierungsrätin Schaer, in der Vernehmlassungsvorlage eine Antwort, wobei sich erst in der parlamentarischen Debatte beziehungsweise bereits im Vernehmlassungsverfahren zeigen wird, ob sie genügend ist. Im Vortrag der Vernehmlassung lese ich, dass bereits nach geltendem Recht die Sachlage in bezug auf die Planungszonen klar sein müsste. Anderseits steht, man könne der irrigen Meinung sein, eine Zone mit Planungspflicht sei praktisch voraussetzungslos möglich. Also wäre dies ein Irrtum. Ich stelle jedoch fest, dass es die Praxis zulässt; und Praxis ist, was die Baudirektion genehmigt – nämlich diejenigen Zonen für Planungspflichten, die die Gemeinden beantragen. Sie werden problemlos genehmigt, obwohl offenbar die Baudirektion schon jetzt, das heisst schon seit Jahren, die Möglichkeit hätte zu sagen, es seien unzweckmässige Planungen. Folglich muss ich mich schon fragen, warum denn nicht beispielsweise durch eine Anhebung der Praxis, ohne den Gesetzestext zu ändern, bereits etwas getan wurde. Jetzt ist man bereit, den Text zu ändern, gebraucht aber zumindest in der Vernehmlassung eine Formulierung, über die man auch diskutieren kann, ob sie genügend weit gehe, nachdem man heute scheinbar den Irrtümern huldigt. Sie besagt nämlich, dass «Teile der Bauzone als Zone mit Planungspflicht ausgestaltet werden können, wenn es nicht möglich ist, die nötigen Vorschriften zu erlassen». Die Idee des Vorstosses zielt darauf ab, dass die Hürde für eine solche Zone mit Planungspflicht recht hoch sein muss, respektive dass man sich überhaupt überlegen sollte, ob sie absolut nötig sei. Jedenfalls muss die Hürde hinaufgesetzt werden, und wenn es die Praxis nicht zulässt, muss es durch den Gesetzgeber geschehen. Aus diesem Grund erachten wir es als nicht angebracht, dass man jetzt allein auf die Vernehmlassungsvorlage gestützt sagt, man habe zu Ende gedacht. Das weitere wird sich ergeben. Wir meinen, dass das Parlament seinen Schuh in diesem Punkt in der Tür behalten und die Sache zu Ende verfolgen solle. Wenn die Gesetzesberatung vorbei ist, kann ab-

geschrieben werden. Ich bitte Sie deshalb, den Vorstoss zu überweisen und nicht abzuschreiben.

Sidler-Link. Ein Teil der SP-Fraktion ist der eindeutigen Meinung, das Postulat Herrn Schmids sei abzulehnen und keinesfalls abzuschreiben. Unsere Fraktion hält die ZPP für ein wichtiges Planungsinstrument, das es den Gemeinden ermöglicht, bereits vor der Überbauung für die grösseren Planungsgebiete entsprechende Auflagen machen zu können. Das Instrument der ZPP erlaubt aber auch, frühzeitig auf die Bauwilligen zuzugehen, und bietet grosse Flexibilität. So gesehen können die nötigen Planungsschritte gemeinsam, statt gegeneinander angegangen werden. Im Vorfeld der Überbauungsordnung können Gespräche mit der Nachbarschaft oder mitbetroffenen Instanzen, beispielsweise dem Naturschutz, geführt werden. Damit können Einsprachen vermieden werden.
Wir erfuhren, dass zurzeit ein Vernehmlassungsverfahren punkto Änderung des Baugesetzes läuft. Unter anderem liegt in bezug auf Artikel 73 Absatz 2 Baugesetz schon eine revidierte Fassung vor. Herr Schmid las sie Ihnen vorhin vor. Meines Erachtens geht der Wortlaut nicht zu wenig, sondern bereits zu weit und ist auch sehr gummig. Er leistet also wieder Streitigkeiten Vorschub. Die Vernehmlassung der SP steht noch aus. Ohne ihr vorgreifen zu wollen, möchte ich signalisieren, dass wir im Rahmen dieser Vernehmlassung unsere Argumente einfliessen lassen werden. Es sind eben Argumente, die dafür sprechen, die ZPP beizubehalten. Ich bitte Sie, den Vorstoss abzulehnen und nicht abzuschreiben.

Jenni (Bern). Im Gegensatz zu Ihnen ging ich schon vorher materiell auf Ihre Argumentation ein, Herr Schmid. Immerhin möchte ich mein Erstaunen darüber ausdrükken, dass es Vorschläge zur Lösung, für eine Behebung, eine Erleichterung der Arbeitslosigkeit über den Weg der Besteuerung von Ressourcen und Energie, über den Weg der Verteilung der Arbeit auf mehr Personen schon vor siebzig Jahren gegeben haben soll. Ich denke, ich kenne mich in der Geschichte als Laie ein wenig aus. Ich habe das Gefühl, ideologische Scheuklappen seien durch Sie – auch wenn das ein wenig komisch tönen sollte – auf andere projiziert worden. So dürfte man wohl nicht argumentieren.

Haller (Biel). Ich nehme an, Frau Sidler-Link habe sich versprochen. Dagegen sein und doch nicht abschreiben, geht nicht auf. Ich nehme an, sie hält an «nicht abschreiben» fest. Wenn nicht abgeschrieben wird, werden wir allerseits unsere Einwände noch einbringen können, andernfalls nicht. Ich finde es sehr gut, dass der Regierungsrat auf das Postulat Schmid (Rüti) eingeht. Man signalisierte, dass man das Baubewilligungsverfahren vereinfachen wolle, und dieses Postulat will dazu beitragen. Wenn das Verfahren vereinfacht wird, ist das ein Schritt darauf hin, dass schneller gebaut werden kann. Sie wissen, dass mit jedem vertanen Jahr das Bauland teurer wird und die Mietzinse entsprechend ansteigen. In diesem Sinn unterstützen wir das Postulat und sind gegen die Abschreibung.

Sidler-Link. Herr Haller hat recht, ich habe mich tatsächlich versprochen, wofür ich mich entschuldige. Ich wollte sagen, die SP-Fraktion befürworte die Abschreibung.

Bohler. Ich verweise auf sehr gute Erfahrungen, die die Gemeinde Belp mit den Zonen mit Planungspflicht machte. Herr Haller hat recht – es kann länger dauern, bis etwas realisiert wird, aber die schlüssigen Resultate sind eindeutig, günstiger und besser, sind Teil eines grösseren Konzeptes und passen letztlich besser zusammen, als wenn man alles puzzleweise der freien Hand überlässt. Folglich lehnen wir das Postulat Schmid (Rüti) ab.

Schaer-Born, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektorin. Zuerst eine Anmerkung zu den Bemerkungen Herrn Schmids zur gängigen Praxis: Herr Schmid, was würden die Gemeinden sagen, wie würde gegen eine Praxis gewettert, die die Gemeindeautonomie umgeht und durch Gemeinden erlassene ZPP reihenweise als unzweckmässig erklären würde? Ich möchte meine vorherigen Ausführungen nicht wiederholen, einzig noch etwas zur Verfahrensvorlage sagen, die sich in der Vernehmlassung befindet. Wir überlegten uns lange, ob die ZPP ganz abgeschafft werden könnten, und kamen zu einem negativen Schluss, setzten aber die Hürden höher. Ich möchte im Rahmen der Gesamtvorlage gern darüber weiterdiskutieren.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates	79 Stimmen
Dagegen	52 Stimmen
Für Abschreibung des Postulates	52 Stimmen
Dagegen	77 Stimmen

237/92

Postulat Ruf – Förderung der emissionsfreien Kehrichtentsorgung

Wortlaut des Postulates vom 12. November 1992

Der Regierungsrat wird beauftragt, im Hinblick auf die Erstellung neuer oder den Ersatz bzw. die Aufrüstung bestehender Abfallentsorgungsanlagen im Kanton Bern dahingehend zu wirken, dass jene Kehrichtentsorgungstechnologien gefördert werden, die keine deponierten Abfälle und nur ein Minimum an Schadstoffemissionen produzieren, wie zum Beispiel das System «Thermoselect» (Verfahren zur emissionsfreien Rohstoffrückgewinnung).
Begründung: Konventionelle Kehrichtentsorgungsanlagen – basierend auf dem Prinzip der Abfallverbrennung – produzieren Unmengen an Schadstoffen, die unsere Umwelt stark belasten. Eine mittlere Anlage gibt zum Beispiel jährlich über 500 Tonnen Schadstoffe wie Stäube, Salzsäure, Flussäure, Schwefel, Schwermetalle, Dioxine und Furane an die Luft ab, welche die Gesundheit von Mensch, Tier und Pflanzen beeinträchtigen. Zudem weisen bisherige Kehrichtverbrennungsanlagen eine weitere, nicht zu verachtende Schwachstelle auf: Rund 40 Prozent des bearbeiteten Kehrichts wandern in Form von z.T. hochgiftiger Schlacke auf Deponien. Diese stellen eine grosse Hypothek für die kommenden Generationen dar.
Dank neuester Technologien besteht dagegen heute mit dem System «Thermoselect» die Möglichkeit, den Kehricht (Haus- und Spezialkehricht) praktisch emissionsfrei zu entsorgen, und zwar ohne dass zusätzlich Deponien verwendet werden. Das nach der Entsorgung übrig bleibende Material (ca. 30 Prozent) ist völlig inert und

kann zu Sand, Kies oder zu einem durchaus verwendbaren Isolationsmaterial verarbeitet werden. Eine «Thermoselect»-Anlage kostet überdies, was die Herstellungs- und Unterhaltskosten betrifft, nur etwa die Hälfte jeder konventionellen Anlage.
In seiner Antwort vom 21. Oktober 1992 auf einen Vorstoss aus dem Nationalrat, der eine Förderung des Systems «Thermoselect» verlangt, schreibt der Bundesrat: «Das Verfahren zeichnet sich durch sehr geringe Emissionen sowie durch weitgehende Verwertungsmöglichkeiten der Verbrennungsrückstände aus. Bei diesen Rückständen handelt es sich vor allem um verwertbare Metalle sowie glasartige Schlacken. Das Verfahren weist somit in dieser Hinsicht gegenüber konventionellen Verbrennungsverfahren klare Vorteile auf. Nach heutigem Stand der Kenntnisse sind tiefere Bau- und Betriebskosten zu erwarten als bei konventionellen Anlagen.»
Im Kanton Bern steht der Entscheid über eine zweite Kehrichtverwertungsanlage in der Region Bern bevor. Auch andere Regionen (z.B. das Berner Oberland) werden sich in absehbarer Zeit mit der Erstellung neuer oder dem Ersatz bzw. der Aufrüstung bestehender Kehrichtentsorgungsanlagen zu befassen haben. Der Regierungsrat soll deshalb alle im Rahmen seiner Zuständigkeit liegenden Massnahmen ergreifen, um der revolutionären Art der emissionsfreien Kehrichtentsorgung im Interesse eines bestmöglichen Umweltschutzes auch im Kanton Bern zum Durchbruch zu verhelfen.
Der Motionär erklärt sich bereit, den Vorstoss in ein Postulat zu wandeln.

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 3. Februar 1993

Der Regierungsrat ist wie der Postulant der Meinung, dass das «Thermoselect»-Verfahren eine interessante, zukunftsgerichtete Abfallbehandlungstechnologie darstellt. Seine Praxistauglichkeit muss allerdings noch im Langzeitbetrieb bewiesen werden.
Der Kanton Bern verfolgt seit Frühjahr 1992 den Betrieb der ersten Grossanlage nach dem Thermoselect-Verfahren in Fondotoce, Italien. Einerseits ist er zusammen mit Bund und weiteren Kantonen an einer Untersuchung des Thermoselect-Prozesses beteiligt – diese Arbeiten sind im Frühjahr 1993 abgeschlossen –, anderseits hat eine Besichtigung der Anlage durch die Arbeitsgruppe Siedlungsabfälle des Kantons Bern einen positiven Eindruck vermittelt.
Falls sich die von der Herstellerfirma angegebenen Daten in der Praxis bestätigen, wird der Regierungsrat prüfen, ob Verfahren wie «Thermoselect» aufgrund der geltenden Vorschriften unterstützt werden können.
Antrag: Annahme und Abschreibung des Postulates

Präsidentin. Das Postulat Ruf wird durch Herrn Brönnimann vertreten.

Brönnimann. Ich bekam von Herrn Ruf den Auftrag, sein Postulat zu vertreten, das an sich unbestritten ist. Einzig bat mich Markus Ruf, nicht abschreiben zu lassen. Ich verfolgte die Sache, konnte mich darüber vergewissern, was die Baudirektion gemacht hatte, und konnte feststellen, dass sie in der Erfüllung weit über die durch Ruf gestellten Forderungen hinausgegangen war. Ich sehe überhaupt keinen Grund dafür, dass man das Postulat nicht abschreiben könnte. Die Baudirektorin und eine Mitarbeiterin leisteten sehr gute Arbeit. Es wäre ein Glücksfall, wenn sich das System «Thermoselect» auch im Dauerbetrieb bestätigen würde. Das würde es sehr stark erleichtern, den Standort zu bestimmen und eine Trägerschaft zu finden, was bisher gescheitert ist. Die neue Kehrichtverbrennungsanlage wird ohnehin noch zur Diskussion stehen im Grossen Rat. Ich danke der Baudirektorin und ihrer Mitarbeiterin für den grossen Einsatz.

Präsidentin. Die SVP bestreitet die Abschreibung. Herr Oesch hat das Wort.

Oesch. Der Postulant weist mit seinem Vorstoss sicher in die richtige Richtung. Es geht um eine neue Abfallentsorgung, einerseits soll sie emissionsfreier sein, sicher weniger schadstoffbelastend, anderseits soll sie einen Gewinn an Rohstoffen erbringen. Deshalb scheint es mir gut, dass wir uns an dieser Studie beteiligen, die unsererseits noch nicht ganz abgeschlossen ist. Es ist ein neues Verfahren, woraus eine Verbesserung resultieren könnte. Da es aber kein Langzeitverfahren ist, dessen Auswirkungen man kennt, scheint der SVP, man sollte das Postulat noch nicht abschreiben. Aus der Studie ist ersichtlich, dass sich der Kanton mit 65000 Franken daran beteiligt. Es ist sehr wertvoll, mit dem Bund und andern Kantonen zusammen diese Studie zu geringen Kosten an einem neuen Abfallentsorgungsverfahren durchführen zu können. Aus den praktischen Erfahrungen mit dem System in Italien weiss man, dass mit ihm die Entsorgung bei uns in der Schweiz verbessert werden könnte. Wenn wir an die nachfolgenden Generationen denken, die an unserem Kehricht zugrunde gehen könnten, ist es wichtig, dass etwas Neues eingesetzt wird. Die SVP tritt aus den dargelegten Gründen auf das Postulat ein ohne Abschreibung.

Merki. Die SP-Fraktion ist ebenfalls sehr interessiert an diesem Projekt. Ich muss weiter nichts dazu sagen, als dass die SP-Fraktion anlässlich des Fraktions-Ausflugs vom 7. September das Projekt besichtigen geht. Aus den gleichen Gründen wie die SVP widersetzen wir uns der Abschreibung. Sie sollte nicht vorgenommen werden, bevor endgültig geprüft ist, was mit dem Projekt weiter geschieht.

Schaer-Born, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektorin. Ich danke zuerst Herrn Brönnimann für seinen Dank und seine Komplimente. Ich werde sie gerne vor allem ans Gewässerschutzamt weitergeben. Gerade das Verfahren «Thermoselect» wurde von uns mit sehr grosser Aufmerksamkeit verfolgt. Ich könnte auch zuhanden jener, die nicht abschreiben wollen, sagen, dass der Schlussbericht der Firma, die das Verfahren «Thermoselect» macht, vorliegt und äusserst positiv ausfällt. Wenn es sich langfristig bewahrheitet, haben wir wohl einen Riesenschritt in eine bessere Abfallzukunft getan. Wir werden Ihnen voraussichtlich in der Septembersession eine Vorlage zur KVA 2 präsentieren. Darin werden Sie nähere Angaben auch zu dieser Frage finden. Von da her gesehen, könnte man abschreiben. Es ändert nichts für die Arbeit meiner Verwaltung, ob Sie jetzt den Vorstoss abschreiben oder nicht. Wir werden so oder so daran weiterarbeiten.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates	Mehrheit
Für Abschreibung des Postulates	Minderheit
Dagegen	Mehrheit

233/92

Postulat Voiblet – Répercussions négatives des lenteurs administratives sur les projets de construction

Texte du postulat du 12 novembre 1992

Actuellement en matière de construction, il existe un dysfonctionnement entre les exigences en matière de construction et l'économie. Les entrepreneurs de l'industrie, du commerce ou de l'artisanat se trouvent confrontés à une législation en constante croissance dans le domaine des procédures d'octroi de permis de construire et législation annexe. Les lenteurs dans les procédures d'autorisation de construire dans notre canton ont des incidences néfastes sur l'économie.
Des études réalisées dans certains cantons montrent que des coûts supplémentaires dépassant 20 pour cent des coûts initiaux de projets peuvent être attribués à ces lenteurs administratives et au traitement des oppositions. Ces coûts supplémentaires fréquents se répercutent sur les futurs loyers. Il est du devoir de notre canton de tenir compte des impératifs de notre époque en permettant à l'économie d'évoluer plus rapidement dans ce domaine ceci en regard de la situation économique.
Nous mandatons le Conseil-exécutif pour établir un plan de mesures visant à régionaliser les tâches ayant trait à l'examen des permis de construire.
Nous demandons que le gouvernement prenne toutes les mesures propres à améliorer la coordination des procédures au sein de l'administration.

(19 cosignataires)

Réponse écrite du Conseil-exécutif du 24 mars 1993

Les lenteurs administratives ont un effet négatif, c'est également l'avis du Conseil-exécutif. La commission chargée de la simplification des procédures a donc établi un rapport mettant tout particulièrement l'accent sur la coordination, la simplification et l'accélération des procédures. Ce document suggère aussi certaines modifications. Le 24 juin 1992, le Conseil-exécutif a, par arrêté et sur la base de ce rapport, chargé la Direction des travaux publics d'entamer une révision partielle du droit sur les construction et l'aménagement du territoire qui sera encore traitée durant la présente législature du Grand Conseil.
La meilleure procédure ne saurait toutefois dispenser de l'obligation de respecter les prescriptions en vigueur en matière de constructions. Même dans le meilleur des cadres juridiques, la procédure sera plus longue si le projet de construction est complexe ou si les documents que le requérant est tenu de fournir sont incomplets. Si la simplification des procédures est importante, ce n'est toutefois pas la panacée.
La commission a entrepris des études visant à simplifier les procédures puis, sur ces bases, l'administration a procédé à des travaux préliminaires. Au vu de cela, il semble inopportun de prévoir, dans le domaine de l'octroi du permis de construire, une régionalisation parallèlement à l'institution préfectorale. Cette dernière est l'instance régionale décentralisée toute indiquée pour coordonner la procédure d'octroi du permis de construire. L'amélioration de la coordination est au centre des préoccupations du projet de révision mentionné ci-dessus. Le train de mesures prévues dans le cadre de la régionalisation des procédures d'examen des demandes de permis de construire apparaît donc sans objet.
Le Conseil-exécutif propose d'adopter le postulat tout en le classant comme étant déjà réalisé.

Präsidentin. Das Postulat Voiblet ist unbestritten.

Abstimmung

Für Annahme und Abschreibung des Postulates Mehrheit

219/92

Postulat Hess – Kein Abbruch der Kocherhäuser

Wortlaut des Postulates vom 2. November 1992

Der Regierungsrat des Kantons Bern wird aufgefordert, die Schutzwürdigkeit der Kocherhäuser Laupenstrasse 25/27 in Bern gemäss Hinweisinventar Villette (Quartierinventar Monbijou/Mattenhof, genehmigt vom Gemeinderat der Stadt Bern am 18.11.87) zu bestätigen, aufrecht zu erhalten und den Abbruch in Wahrnehmung und Ausschöpfung seiner rechtlichen Möglichkeiten und Mittel zu verhindern.
In der Antwort auf die Frage Omar-Amberg/Laupenstrasse 25/27 gab Regierungsrat Schmid am 25. März 1992 bekannt, dass im Moment ein Verfahren laufe und danach das weitere Vorgehen beurteilt werde. Dieser Zeitpunkt ist heute gegeben. Seinerseits hat der Gemeinderat der Stadt Bern die Präsidialdirektion mit der Ausarbeitung eines Quartierinventars Monbijou-Mattenhof beauftragt. Dazu wurde ein Nachkredit von 71 000 Franken bewilligt, mit dem Auftrag, die Ausarbeitung sei unter Aufsicht eines Beamten (des städtischen Denkmalpflegers) zu erfolgen. Das Quartierinventar Monbijou-Mattenhof ist am 3. Juli 1987 (ein Jahr vor der zweiten Villettenabstimmung) gemäss Artikel 75 der Bauordnung als Ergänzungsinventar erstellt und am 18. November 1987 vom Gemeinderat der Stadt Bern genehmigt worden. Die Villette mit Einschluss der Schutzwürdigkeit der Kocherhäuser ist aus politischen Gründen nicht öffentlich aufgelegt worden. Das kantonale Baugesetz vom 9. Juni 1985 (Art. 10; besonders schutzwürdige Objekte, Abs. 3) verlangt: Die Inventare sind öffentlich bekannt zu machen und haben jedermann zugänglich zu sein.
Die Baubewilligung wurde am 4. Juni 1991 der Berner Versicherung erteilt, ohne dass die Unterlagen des Quartierinventars 1987, welche die Schutzwürdigkeit der Kocherhäuser von Amtes wegen dokumentieren, öffentlich aufgelegt wurden, was vom Verein zur Erhaltung des Kocherhauses in seiner Beschwerde anlässlich der Baupublikation festgehalten wurde. Schon am 8. März 1989 hatte der Verein eine Petition an den Gemeinderat der Stadt Bern gerichtet. Stadtbauinspektor Graf hatte dem Kocherhausverein mitgeteilt (3.3.89), die Bestätigung der Schutzwürdigkeit der Kocherhäuser «sei ohne Auftrag seitens der Stadt erfolgt». Durch die Vorenthaltung der Schutzwürdigkeit der Kocherhäuser haben die Gemeindebehörden und die Burgergemeinde die Willensbildung in unerlaubter Weise beeinflusst. Sie haben im Rahmen einer Sachabstimmung ihre Pflicht zur objektiven Information verletzt und die Bürgerinnen und Bürger nicht objektiv informiert (BGE 105 Ia 153) und würden bei einem allfälligen Abbruch die Verantwortung für einen unwiderbringlichen Verlust von Kulturgut zu tragen haben.

Die rechtliche Situation wird nicht bestritten (Entscheid des Verwaltungsgerichtes), umstritten aber ist, ob in beiden Abstimmungen die Bevölkerung Kenntnis hatte, dass ein historisches Bauwerk von einmaliger, kultureller Bedeutung für die Stadt Bern geopfert wird, zugunsten eines städtebaulich fragwürdigen, kolossalen Bürokomplexes. Der städtebauliche Aspekt *ohne* die Kocherhäuser ist bisher von den Gemeindebehörden weder geprüft noch veröffentlicht worden.

Dringlichkeit abgelehnt am 5. November 1992

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 24. März 1993

Das Verwaltungsgericht des Kantons Bern hat mit Entscheid vom 26. Oktober 1992 die Beschwerde des Berner Heimatschutzes betreffend Abbruch- und Neubaubewilligung Kocherhaus abgewiesen. Auf eine dagegen gerichtete staatsrechtliche Beschwerde ist das Bundesgericht nicht eingetreten. Gestützt auf die aktuelle planungsrechtliche Situation, deren allfällige Änderung Sache der Stadt Bern wäre, stehen dem Abbruch der Kocherhäuser somit keine rechtlichen Hindernisse im Weg.
Mit Entscheid vom 2. Dezember 1992 hat der Regierungsrat den Antrag der Kunstdenkmälerkommission auf Unterschutzstellung der Kocherhäuser nach eingehender Prüfung abgelehnt. Ausschlaggebend war dabei insbesondere die lange Vorgeschichte und das Verwaltungsgerichtsurteil von Ende Oktober 1992. Der Regierungsrat sieht keine Veranlassung, auf diesen erst kürzlich getroffenen Entscheid zurückzukommen.
Antrag: Ablehnung des Postulates

Präsidentin. Herr Hess, der sein Postulat begründen wird, ist gerade noch in einer GPK-Sitzung. Darum haben die andern Wortmeldungen dazu Vorrang.

Horisberger. Ich nehme vorweg, dass unsere Fraktion wie der Regierungsrat das Postulat Hess ablehnt. Erstens ist die Angelegenheit schon Geschichte. Wie Sie gelesen oder sogar gesehen haben mögen, wurde letzte Woche mit dem Abbruch der Kocherhäuser begonnen. Zweitens hatten die Gegner des Abbruchs sämtliche Rechtswege beschritten bis vor Bundesgericht und waren überall abgewiesen worden. Ich nahm die Sache trotzdem ein wenig unter die Lupe. Es ist ein Musterbeispiel dafür, mit welchen Problemen ein bauwilliger Bauherr konfrontiert wird, der in einer bestehenden Bauzone, wo allerdings gewisse Planungsgrundlagen noch fehlen, bauen will. Anderseits zeigt es auf, wie aufgrund des Gefühls, in der Abstimmung sei über die Vorgeschichte der Kocherhäuser zu wenig gesagt worden, die Demokratie strapaziert werden kann. Bereits 1976 wurden im Villettequartier erste Baugesuche eingereicht. Daraufhin wurde eine Petition zur Erhaltung der Villette lanciert, die Ursache dafür war, dass eine Planung eingeleitet wurde. 1980 fand eine Volksabstimmung statt, die mit 70 zu 30 Prozent die Planung guthiess. 1984 wurde die Villette-Initiative eingereicht mit dem Ziel, die 1980 beschlossene Planung wieder aufzuheben. 1986 und 1987 wurde zwischen den Bernburgern und der Berner Versicherung ein Baurechtsvertrag abgeschlossen und 1987 ein Tausch-Vorvertrag. 1988 war eine zweite Volksabstimmung über die bereits bewilligte Planung aus dem Jahr 1980 vorgesehen. Ein Verein für die Erhaltung der Villette beanstandete wohl vier Jahre hinterher, jedoch kurz vor der neuen Abstimmung, dass der Text in der Abstimmungsbotschaft zu wenig aussage über den allfälligen Wert zur Erhaltung der Kocherhäuser. Der Gemeinderat der Stadt Bern wies den Einwand als unbegründet ab. Ebenfalls beurteilte der Regierungsstatthalter, es seien keine aufsichtsrechtlichen Massnahmen im Hinblick auf die Volksabstimmung nötig. 1988 wurde das Projekt wieder mit einem Resultat von 55 zu 45 Prozent angenommen. In der Folge wurden Abstimmungsbeschwerden eingereicht, einerseits von einzelnen Politikern, anderseits eine Gemeindebeschwerde vom Verein zur Erhaltung der Villette. Im August 1988 wurden beide Beschwerden vom Statthalter abgelehnt mit der Begründung, die Botschaften hätten genügend objektiv orientiert. Noch im gleichen Jahr wurde der Verein zur Erhaltung der Kocherhäuser gegründet. 1988 erteilte die Berner Versicherung mehreren Architekten einen Studienauftrag, der anschliessend von einer hochkarätigen Expertenkommission beurteilt wurde, in der auch der städtische Denkmalpfleger vertreten war. Das Projekt wurde überarbeitet, und im Mai 1990 wurde das Baugesuch eingereicht.
1990 machten der Heimatschutz und der städtische und der kantonale Denkmalpfleger erneut Einsprachen. Sie stellten ein Gegenprojekt vor, das von der Berner Versicherung abgelehnt wurde. Im Juni 1991 erteilte die Einwohnergemeinde Bern der Berner Versicherung die Abbruch- und Baubewilligung. Daraufhin reichte der Verein eine Baubeschwerde ein gegen die Baubewilligung. Aber damit fand die Sache immer noch kein Ende. Im Juli 1991 legten die Denkmalpflege und der Berner Heimatschutz bei der Baudirektion Beschwerde ein gegen die Baubewilligung. Beide Beschwerden wurden von der kantonalen Baudirektion abgelehnt. Schliesslich reichte der Berner Heimatschutz 1992 eine Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen die Berner Versicherung und die kantonale Baudirektion ein, die wiederum noch im gleichen Jahr vom Verwaltungsgericht abgelehnt wurde. Ganz am Schluss lehnte der Regierungsrat einen letzten Antrag der Kunstaltertümerkommission ab, der dafür plädierte, die Häuser unter Schutz zu stellen. Auf die darauffolgende staatsrechtliche Beschwerde trat das Bundesgericht gar nicht ein.
Entschuldigen Sie, dass ich so weit ausholte. Ich wollte Sie damit aufrütteln. Denken Sie daran, wenn wir im Grossen Rat die Revision des Bau- und Planungsrechts im Zusammenhang mit den Baubewilligungsvereinfachungen besprechen werden! Ich denke, so dürfte das Bauen nicht vor sich gehen.

Hess. Ich möchte auf den ganzen juristischen Ablauf, den Herr Horisberger eben aus seinem Blickwinkel darlegte, nur teilweise eingehen. Ich ging gestern an den Häusern vorbei. Ein erster Teil ist angeschlagen. Sie wurden durch die Bagger beschädigt und ausgeräumt. Wie lange sie so stehen bleiben werden, wird sich weisen. Am 23. April 1993 schrieb die Journalistin Katharina Matter, die sich sehr intensiv mit der Frage der Kocherhäuser auseinandersetzte, einen Nachruf im «Bund», den ich als sehr gut und würdig erachte, Ihnen vorzulesen. «Das Äussere der Kocherhäuser, das sei zugestanden, ist schlicht, manche mögen gar behaupten schäbig. Die Fassade erscheint in verrusstem Grau, einige Fenster sind eingebrochen, die Umgebung ist ungepflegt. Die Liebe zu diesem mehr als hundertfünfzigjährigen

Gebäude wird darum nur entdecken, wer das Innere besucht. Viele werden dies in den kommenden Tagen noch tun, um die Neugierde zu befriedigen oder um zu entfernen, was noch an Brauchbarem vorhanden ist. Dabei werden sie vielleicht noch etwas mitbekommen von der Würde, die dieses Haus ausstrahlt. Bereits die Eingangspartie führt in eine andere Welt, losgelöst vom Lärm der Laupenstrasse und von den städtebaulichen Wunden, die die City West geschlagen hat. Die Wohnräume mit den Cheminées, den Kachelöfen, den Stuckverzierungen, der Holztäferung, dem Gobelinfries, der Eichentüre, der wunderschönen Sicht auf den Kocherpark nehmen gefangen. Mit den Kocherhäusern stirbt ein Stück des alten Bern. Es sei hier nicht, wie unzählige Male zuvor, auf die Geschichte eingegangen, die zum Abbruch dieses Doppelmiethauses führt. Sie ist ohnehin umstritten und enthält zu viele Schuldzuweisungen und zu viele Freisprüche in eigener Sache. Allein die Frage stellt sich, warum gerade dieses wertvolle Gebäude geopfert wird. Wäre es einer herrschaftlichen Villa oder einem imposanten zeichenbeladenen Zeugen unserer Geschichte gleich ergangen? Vermutlich nein. Die Kocherhäuser fallen der eigenen Schlichtheit zum Opfer. Sie werden einem Gebäude Platz machen, das sich nahtlos in die heute bestehende nachbarliche Bausubstanz einfügt. An ihrer Stelle wird ein markanter, aufgeschlossener, dynamischer Bau entstehen.Die Kocherhäuser haben ihm nichts entgegenzuhalten.»

Meine Damen und Herren, das Verdienst des Vereins zur Erhaltung der Kocherhäuser, dessen Mitglied ich bin, ist sicher das, dass man zumindest jetzt wusste, was man mit den Kocherhäusern besessen hatte. Die Kocherhäuser wurden aus unserer Sicht leider in der Verwicklung von Burgergemeinde, Stadtverwaltung und Berner Versicherung zu einem Prestigeobjekt, so dass nur noch der Abbruch übrigblieb. Wie zynisch ist es doch, wenn man schliesslich das sogenannte Kocherzimmer noch in den Neubau integrieren will.

Der Heimatschutz hatte der Berner Versicherung eine praktisch fertige Baustudie, ein praktisch fertiges Projekt mit der genau gleichen Bruttogeschossnutzungsfläche vorgelegt, hatte versucht, inhaltlich mit der Versicherung zu verhandeln, worauf diese nicht im geringsten einging. Wie nett wird es sein, vom Direktor der Berner Versicherung im ehemaligen Kocherzimmer empfangen zu werden, und wie interessant, wenn er mit einem Hinweis auf die alten Täfer seine Geschichtsverbundenheit mit Bern dokumentiert! Das erscheint mir wirklich als sehr zynisch. Es fragt sich auch, weshalb in unserer Zeit, da genügend, ja überflüssiger Büroraum vorhanden ist, neuer erstellt werden muss, den der Bauherr nicht einmal selbst nutzen will. Die letzte Möglichkeit zur Rettung hätte – wie Herr Horisberger bereits erwähnte – bei der Regierung gelegen. Die kantonale Kunstaltertümerkommission, zumindest eine Kommission von Fachleuten, beantragte dem Regierungsrat kurz nachdem ich mein Postulat eingereicht hatte, die Kocherhäuser in die Inventare der geschützten Kunstaltertümer aufzunehmen. Es ist klar, dass dies Auswirkungen gehabt, Umtriebe verursacht hätte. Leider verlor die Berner Regierung den Mut, da ein Zeichen für ein Kulturdenkmal zu setzen.

Nach allem, was geschehen ist, und nachdem die Baggerführer nun mit Vergnügen das Haus zusammenschlagen werden, kann und will ich mein Postulat nicht zurückziehen. Eigentlich ist es sinnlos, aber es zeigt ein wenig meine Hilflosigkeit, denn wenn man das Haus statt nur von aussen auch von innen betrachtet, hätte man zum Abbruch nein sagen müssen. Es soll Ihnen zeigen, dass im Filz der Burgergemeinde, Stadtpolitik und Berner Versicherung die inhaltlichen Argumente und der Wert des Hauses leider untergingen.

Teuscher. Zum letzten Mal also haben wir in diesem Rat Gelegenheit, über die Kocherhäuser der Stadt Bern zu sprechen. Mein Votum für die grüne und autonomistische Fraktion ist eher eine Trauerrede als ein engagiertes Votum für den Schutz der Kocherhäuser. Bereits wurde gesagt, dass die Patientin klinisch tot ist; ein Teil wurde letzte Woche amputiert, und die Beerdigung steht kurz bevor. Die Behörden auf Gemeinde-, Kantons- und Bundesebene verpassten es während der vielen Jahre, ein besonders schutzwürdiges Denkmal zu retten. Auch dem Büro des Grossen Rates kommt von mir aus gesehen eine gewisse Schuld zu, da es im November 1992 ablehnte, das Postulat von Hanspeter Hess als dringlich zu erklären. Aus politischen Gründen wurde der Bevölkerung die Schutzwürdigkeit der Häuser lange vorenthalten. Damit wurde das kantonale Baugesetz von 1985 verletzt, das nämlich verlangt, dass auf besonders schöne und kulturgeschichtlich wertvolle Landschaften, Ortsbilder, Bauten und Anlagen in besonderem Mass Rücksicht zu nehmen sei und die Inventare öffentlich aufgelegt werden müssten. Der Regierungsrat liess damit zu, dass kantonales Recht missachtet wurde.

Den Kocherhäusern wurde in Fachkreisen ein sehr hoher baukünstlerischer und geschichtlicher Wert attestiert, und es heisst im Gutachten, der Abbruch würde für die Stadt Bern einen eminenten Verlust bedeuten. Ich frage mich, ob die Bevölkerung der Stadt Bern gleich abgestimmt hätte, wenn ihr der besondere denkmalschützerische Wert von Anfang an bekannt gewesen wäre. Ich denke es nicht, denn beispielsweise hätte auch das Restaurant «Innere Enge» dem Bagger geopfert werden sollen. Aufgrund der Opposition der Bevölkerung konnte die «Innere Enge» nicht abgerissen werden, denn deren Schutzwürdigkeit war allgemein anerkannt. Im Fall des Kocherhauses wollten sich aber weder die städtischen noch die kantonalen Behörden einmischen. Sie hörten es bereits: es besteht halt Vetternwirtschaft zwischen dem Gemeinderat der Stadt Bern, der Burgergemeinde und der Berner Versicherung. Der Berner Heimatschutz und der Kocherhaus-Verein kämpften jahrelang erfolglos dafür, dass wenigstens die Schutzwürdigkeit nochmals in die Diskussion einbezogen werde. Die Begründung der Regierung bezüglich ihres Nichteintretens auf den Antrag der Kunstdenkmälerkommission und der Verweigerung einer weiteren Diskussion über die Kocherhäuser empfinde ich als sehr kurzsichtig. Sie stellt nicht den historischen Wert der Kocherhäuser in Frage, sagt aber, wegen der allzu langen Vorgeschichte müssten die Häuser abgerissen werden. Die Regierung verpasste es überdies, beim Bundesrat wenigstens einen provisorischen Schutz zu beantragen. Auch zum Abbruch, der letzte Woche in Angriff genommen wurde, schwieg sie; nicht so aber Bundesrätin Dreifuss, die sich in ihrer erst kurzen Amtszeit nochmals mit dem Schutz der Kocherhäuser auseinandersetzte. Sie sagte persönlich vor der Presse, sie bedauere den Abbruch und habe sogar nochmals das Bundesamt für Kultur mit der Prüfung der Angelegenheit beauftragt. Aber von Bundesseite sei leider nichts mehr zu machen. Hanspeter Hess sprach vorhin den Artikel von Katharina Matter im «Bund» an. Sie kam zum Schluss, dass eine herrschaftliche Villa aus jener Zeit wahrscheinlich geschützt worden wäre im Vergleich zu den Mietkasernen der Kocherhäuser. Das zeigt, dass auch beim Schutz soziale Unter-

schiede zwischen Villen und Miethäusern gemacht werden. Das Äussere zählt offenbar mehr als das Innere. Ausgerechnet eine Versicherungsgesellschaft, die Personen und Güter längerfristig versichern will, reisst die Kocherhäuser ab! Sie lehnte den Vorschlag des Denkmalschutzes ab, ihre Räume im Kocherhaus einzurichten. Damit wäre sie zu Repräsentationsräumen von einmaliger Bedeutung gelangt. Mir ist nicht einsichtig, weshalb eine Versicherung nicht auf solches einsteigt, wahrscheinlich aus Prestigegründen. Die Berner Versicherung zeigt mit ihrer Haltung wenig Verständnis für die Erhaltung ideeller und kultureller Werte. Aber damit lässt sich natürlich kein grosses Geld machen wie mit der Versicherung von Personen und Gütern. Ein Unternehmen, das in seiner Unternehmensstrategie ideelle Werte vernachlässigt, gräbt sich meines Erachtens mittelfristig selbst das Grab. Von mir aus gesehen baut die Berner Versicherung auf Sand.

Christen (Bern). Die SP unterstützt dieses Postulat im Sinn der Ausführungen von Herrn Hess und Frau Teuscher. Es soll ein Protest gegen das traurige Verfahren im Zusammenhang mit den Kocherhäusern sein. Zur Zeit, als die Überbauungsordnung Villette ausgearbeitet wurde, war ich Mitglied der Planungskommission. Wir wussten damals, dass die Kocherhäuser etwas Einmaliges, etwas Kostbares seien. Als man uns vorstellte, dass sie die Stadt zwischen 10 und 20 Mio. Franken kosten würden, wurde halt darauf verzichtet, die Häuser unter Schutz zu stellen. In der Diskussion erfuhren wir vom städtischen Denkmalpfleger, die Berner Versicherung könnte sich allenfalls einverstanden erklären, die Häuser in ihr Bauprojekt einzubeziehen und somit in der alten Form zu erhalten. Wir waren offenbar sehr naiv und bedauern dies nun.

Schaer-Born. Bau-, Verkehrs- und Energiedirektorin. Es ist wohl müssig, noch lange über das Postulat zu diskutieren. Wie bereits gesagt wurde, hat der Abbruch der Häuser bereits begonnen. Ich habe aber durchaus Verständnis dafür, wenn man das Postulat nun doch noch sozusagen als Protestdemonstration überweisen will.
Ich bin eigentlich recht froh, dass hier noch etwas Ähnliches wie eine Trauerfeier für die Kocherhäuser stattfand, persönlich wäre mir lieber gewesen, wenn es keine hätte geben müssen. Herrn Hess und Herrn Horisberger danke ich dafür, dass sie uns die Geschichte der Häuser darbrachten. Persönlich – mit der Betonung auf persönlich – bin ich überzeugt, dass viele Fehler gemacht wurden. Ich stiess erst in der letzten Phase dazu, aber es war für mich bemühend zu sehen, dass solche Geschichten irgendwann einmal aus finanziellen Gründen – hier geht es um Millionen – eine Eigendynamik entwickeln, Stichwort Rechtssicherheit, und dass man von einem bestimmten Punkt an aus juristischen Überlegungen Fehler, die man durchaus erkennt, nicht mehr korrigieren kann. Wenn ich von Fehlern spreche, muss ich präzisieren, dass die Dringlichkeitserklärung des Postulates Hess durch das Büro nichts geändert hätte. Folglich kann man dies nicht als Fehler bezeichnen.
Noch etwas zur Rolle der Regierung, die als nicht mutig bezeichnet wurde. Der Regierungsrat anerkannte den Wert und die Schutzwürdigkeit der Kocherhäuser, wollte sie aber nur im Einvernehmen mit der Berner Versicherung und der Burgergemeinde ins Inventar der schutzwürdigen Bauten aufzunehmen. In einem langen Gespräch konnten wir dieses Einvernehmen nicht erreichen, darum waren die Regierung sowie die Bundesbehörden nicht bereit, gegen die Burgergemeinde und die Versicherung etwas zu unternehmen.

Abstimmung

Für Annahme des Postulates	Minderheit
Dagegen	Mehrheit

181/92

Interpellation von Allmen – Beschränkung der Einsprachelegitimation

Wortlaut der Interpellation vom 10. September 1992

1. Ist der Regierungsrat nicht auch der Ansicht, dass die Einsprachelegitimation bei Bauvorhaben auf die virtuell betroffenen Nachbarn beschränkt werden sollte? Welche Massnahmen müssten hiezu ergriffen werden?
2. Welche Möglichkeiten sieht der Regierungsrat, das Kostenrisiko für abgewiesene Einsprachen im Baubewilligungsverfahren einzuführen?
Begründung: Sehr oft werden ohne sachliche Begründungen gegen Bauvorhaben Einsprachen erhoben, mit der einzigen Absicht, diese zu verhindern oder zumindest zu verzögern. Den Bauherrschaften entstehen dadurch unnötige Kosten, welche die Bauvorhaben zum Teil enorm verteuern. Durch die zeitliche Verzögerung und die finanzielle Mehrbelastung werden oft gute und notwendige Bauvorhaben nicht realisiert. Der Wirtschaft entstehen dadurch Ausfälle, die sich letztlich auch auf die Steuereinnahmen der öffentlichen Haushalte auswirken. Durch die unnötigen Einsprachen wird im weiteren auch die Verwaltung übermässig belastet, in personeller und finanzieller Hinsicht. Eine Kostenbeteiligung der Verursacher von unnötigen und widersinnigen Einsprachen würde hier Abhilfe schaffen.

(15 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Antwort des Regierungsrates vom 16. Dezember 1992

1. Der Interpellant wirft die Frage nach dem Nutzen und der Berechtigung der Verbandseinsprache und der Verbandsbeschwerde auf. Die Erfahrungen der Baudirektion als erste Beschwerdeinstanz zeigen, dass die von den Verbänden erhobenen Beschwerden eine höhere Erfolgsquote haben als Beschwerden Privater. Dies ist ein Indiz dafür, dass die Verbände in der Regel ihre Rechtsmittel nicht missbräuchlich, sondern wohlüberlegt einsetzen. Sollten – als Ausnahme von der Regel – je einzelne Missbräuche vorgekommen sein, wäre dies kein Grund, die Institute der Verbandseinsprache und der Verbandsbeschwerde, die bereits im Bundesrecht weitgehend vorgeschrieben sind, generell in Frage zu stellen.
2. Die Kommission für Verfahrensvereinfachungen hat sich in ihrem Bericht auch mit der Abwälzung des Kostenrisikos für abgewiesene Einsprachen im Baubewilligungsverfahren auseinandergesetzt und einen Änderungsvorschlag unterbreitet. Dieser wird im Rahmen der vom Regierungsrat beschlossenen Teilrevision des Bau- und Planungsrechtes weiterbearbeitet.

Präsidentin. Da keine anderslautende Meldung vorliegt, nehme ich an, Herr von Allmen sei von der Antwort befriedigt.

157/92

Interpellation Boillat – A chacun son métier!

Texte de l'interpellation du 7 septembre 1992

Dans le cadre des travaux de la Transjurane, à la sortie de Sonceboz en direction de Pierre-Pertuis, une petite combe a été remplie l'année passée de matériaux (roches, gravier) puis replantée, ce printemps, en épicéas. Si l'aménagement d'un nouveau tracé de chemin se justifiait à cet endroit, par contre il est permis de douter du sérieux des travaux de «finition» et de ceux qui l'ont fait. D'où mes questions:

- Qui a décidé de planter une vingtaine d'épicéas de 3 à 4 m de hauteur dans ces roches? (A relever qu'à ce jour, la moitié de ces arbres a déjà séché, ce qui était prévisible, malgré les trous creusés à la pelle mécanique et les quelques mottes de terre garnissant ces plants.)
- Quel a été le coût total de cette «plantation»?
- Pourquoi n'avoir pas averti et surtout pas confié des travaux aux gens de métier, c'est-à-dire les forestiers de l'arrondissement?

Si nous nous permettons de poser ces quelques questions, c'est qu'il en va de la crédibilité de nos «décideurs». Planter et arboriser ce virage tel que cela a été fait témoigne d'un gaspillage évident des deniers publics. A chacun son métier: la route aux entrepreneurs, mais la forêt aux forestiers!

Réponse écrite du Conseil-exécutif du 27 janvier 1993

1. A l'échelon national, les autoroutes sont arborisées selon un plan approuvé par la Confédération. Au niveau de chaque tronçon, cette planification est, depuis des années, confiée à un architecte-paysagiste, qui collabore avec l'Office des ponts et chaussées. Enfin, un ingénieur forestier affecté à ce dernier prépare et exécute les travaux de plantation proprement dits.
Le boisement effectué près de Sonceboz l'a été dans une perspective utilitaire: il s'agit de recouvrir le plus vite possible la zone défrichée, qui forme une plaie bien visible dans un paysage jurassien supportant mal ce genre d'atteinte. La formule choisie dans le cas particulier a été celle des grands arbres isolés. Vu le risque d'échec relativement élevé de cette méthode, notamment dans les sols pauvres en humus tels que ceux du Jura, son application s'était, jusqu'ici, limitée au Plateau et à l'Oberland. En l'occurrence, c'est dans des trous soigneusement creusés dans un remblai de marne jurassique riche en minéraux qu'ont été plantés les arbres. En dépit d'une irrigation supplémentaire, cette action n'a pourtant été que partiellement couronnée de succès. Toutefois, il n'en découle aucun dommage pour le canton de Berne, lequel bénéficie de la garantie – usuelle dans ce domaine – de remplacement des plants en cas d'insuccès. Ces travaux sont prévus pour le printemps 1993. L'Office des ponts et chaussées est disposé à renforcer sa collaboration avec les organes forestiers dans des cas semblables à l'avenir, afin de trouver la solution optimale du point de vue sylvicole.
2. Le coût total de l'opération s'élève à 17000 francs (20 arbres à 550 francs la pièce, 20 trous à 300 francs chacun).
3. L'Office des ponts et chaussées dispose de son propre ingénieur forestier, qui est compétent pour l'aménagement des espaces verts dans le cadre de la construction de routes nationales. Ce spécialiste coopère étroitement avec ses collègues de l'arrondissement des forêts. C'est ainsi que le reboisement de 8,3 hectares destiné à compenser les défrichements opérés dans le secteur de La Heutte – Sonceboz – Tavannes pour la N 16 ares été effectué par les offices forestiers concernés et leur personnel spécialisé.

Boillat. Je ne suis pas satisfait de la réponse à cette interpellation, parce que cette réponse confirme, une fois de plus, le gaspillage des deniers publics et parce qu'on se contente de constater la situation sans envisager de la corriger.
L'objet de mon interpellation peut paraître mineur, puisqu'il s'agit d'une plantation d'arbres dans le cadre des travaux de la Transjurane. Une première plantation d'arbres qui a coûté 17000 francs pour 20 arbres, des épicéas bien de chez nous. De ces arbres il en reste 3 ou 4. Tous les autres ont déjà été remplacés, parce qu'ils avaient séché et péri, ayant été plantés à une taille beaucoup trop élévée – ces arbres avaient 3 à 4 mètres de hauteur – Ensuite on a planté des arbres plus petits, d'où une nouvelle facture à charge de la communauté. Ces plantations sont des échecs, parce qu'on a gaspillé de l'argent: on a perdu à ce jour plus de 17000 francs, alors que le même travail aurait pu être fait par des forestiers de notre région pour un prix que j'estime à 2000 francs au maximum. C'est une absurdité que je dénonce aujourd'hui par mon interpellation. Voilà bien des histoires pour moins de 20000 francs, diront certains. Il en va de la crédibilité de nos autorités, de ceux qui décident et font exécuter. En ces temps de disette financière, de tels gaspillages effectués sur le dos de la communauté ne sont plus admissibles.

208/92

Interpellation Wyss (Langenthal) – Versorgungsrouten für Ausnahmetransporte

Wortlaut der Interpellation vom 2. November 1992

In der Verordnung vom 19. Dezember 1979 über die «Offenhaltung der Versorgungsrouten für Ausnahmetransporte» werden Strassenstrecken bezeichnet, die offensichtlich vor allem der Elektrowirtschaft dienen. Sie führen oft mitten durch Siedlungen und verhindern mit ihren Projektierungsvorgaben häufig eine ortsbildgerechte Gestaltung der Innerortsstrecken.
Der Regierungsrat wird darum um die Beantwortung folgender Fragen gebeten:

1. Sind alle Versorgungsrouten, die in der oben erwähnten Verordnung festgelegt worden sind, heute noch notwendig?
2. Warum werden für die Ausnahmetransporte nicht die Autobahnen benützt?
3. Wieviele begleitete Schwertransporte zirkulieren auf den bernischen Versorgungsrouten für Ausnahmetransporte pro Jahr?

Schriftliche Antwort des Regierungsrates vom 3. Februar 1993

Zu Frage 1: Bei den Versorgungsrouten handelt es sich um ein zusammenhängendes Strassennetz von gesamtschweizerischer Bedeutung, das nach einheitlichen Kriterien festgelegt wurde. Strassenstrecken, die

diesen Kriterien nicht genügen, sollen entsprechend ausgebaut werden.
Eine Überprüfung des Netzes ist für 1993 vorgesehen. Die Notwendigkeit und die Bedeutung einzelner Verbindungen werden dabei nicht nur aus der Sicht des Kantons Bern zu beurteilen sein.
Die technische Entwicklung ging in den letzten Jahren in Richtung möglichst grosser Einheitsleistungen, was entsprechende Dimensionen bei den Produkten zur Folge hatte. Ob die Herstellung solcher Erzeugnisse in der Schweiz auch künftig möglich ist, hängt nicht zuletzt von der Sicherung geeigneter Transportwege ab. Die Erhaltung bzw. der schrittweise Ausbau von klar definierten Transportmöglichkeiten im Sinne der Normen der Routen für Ausnahmetransporte bildet eine unerlässliche Voraussetzung dafür, dass Transporte im Zusammenhang mit der Rückführung oder Ersetzung überschwerer und überdimensionierter Güter (z.B. Transformatoren, Tanks, usw.) auch künftig gewährleistet bleiben. Eine Blockierung der Verkehrswege infolge ungenügender Dimensionierung oder Belastbarkeit würde sich ungünstig auf viele industrielle Arbeitsplätze und auf die Energieversorgung auswirken. Insbesondere die Bereiche Maschinen- und Metallindustrie sowie Elektrizitätswirtschaft sind auf Versorgungsrouten für schwere und grosse Güter angewiesen.
Zu Frage 2: Transporte werden wenn immer möglich über Autobahnen geleitet.
Gesamtschweizerisch wurde das Lichtraumprofil von Kunstbauten im Bereich der Nationalstrassen in der Regel auf eine lichte Höhe von 4.50 m festgelegt. Diese Höhe genügt jedoch nur für die Versorgungsroute Typ 3. Die Typen 1 und 2 benötigen eine lichte Höhe von 5.20 m bzw. 4.80 m. Ein erheblicher Teil der Ausnahmetransporte wickelt sich deshalb auf den übrigen Strassen ab, wobei bei der Bewilligungserteilung in erster Linie die Versorgungsrouten berücksichtigt werden.
Zu Frage 3: Diese Frage lässt sich nicht genau beantworten. Die im Bereich der Sonderbewilligungen zur Verfügung stehenden personellen Kapazitäten lassen entsprechende statistische Auswertungen nicht zu.
Das Strassenverkehrs- und Schiffahrtsamt hat im vergangenen Jahr gesamthaft rund 6000 Sonderbewilligungen für Ausnahmetransporte erteilt. Ein Teil dieser Bewilligungen berechtigte auch zu mehreren Fahrten. Ca. 3500 dieser Sonderbewilligungen entfielen auf Transporte, die entweder mit Privat- oder Polizeibegleitung verkehren mussten.

Präsidentin. Herr Wyss ist von der Antwort befriedigt.

260/92

Interpellation Schober – Zuström-Schutzbereiche

Wortlaut der Interpellation vom 8. Dezember 1992

Die revidierte eidgenössische Gewässerschutzverordnung wird vorsehen, dass künftig die Zuströmbereiche zu Grund- und Quellwasserfassungen geschützt werden sollen. Die Zuström-Schutzbereiche müssen ausgeschieden und die zugehörigen Reglemente mit den der Gebietsnutzung entsprechenden Geboten und Verboten aufgestellt werden. Je nach Dimensionierung dieser Zonen sind für Industrie, Gewerbe und Landwirtschaft wesentliche Nutzungsbeschränkungen zu erwarten.
Der Regierungsrat wird deshalb beauftragt, zu folgenden Fragen Auskunft zu geben:
– Wie sollen diese Zuström-Schutzbereiche dimensioniert werden? Welche Dimensionen erachtet der Regierungsrat als verhältnismässig?
– Welche Nutzungsbeschränkungen sind für Industrie, Gewerbe und Landwirtschaft zu erwarten? Welche Nutzungsbeschränkungen erachtet der Regierungsrat als zumut- und verkraftbar?
– Sollen in diesem Zusammenhang weitere Perimeter-Schutzzonen von bestehenden Wasserwerken in einer weit über die heutigen Bedürfnisse hinausgehenden Weise ausgedehnt werden, wie dies etwa beim SWG Worben der Fall ist? Welche Kosten sind für den Kanton von solchen Ausdehnungsprojekten in den nächsten Jahren zu erwarten (das Projekt SWG Worben kostet die Seeländer-Verbandsgemeinden etliche 100000 Franken für Gutachten, Entschädigungen, Realersatz usw.)?

(10 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Antwort des Regierungsrates vom 3. März 1993

Der Begriff «Zuströmbereiche» sowie alle hydrogeologischen Aspekte der eidgenössischen Gewässerschutzverordnung sind nicht Teil der «Allgemeinen Gewässerschutzverordnung», die kürzlich in der Vernehmlassung war. Diese Aspekte sollen entweder in einer eigenen Verordnung oder in einer zu erweiternden «Allgemeinen Gewässerschutzverordnung» geregelt werden. Das wird nach Angaben Buwal jedoch frühestens 1995 der Fall sein. Vorläufig wird der Begriff «Zuströmbereich» in Arbeitsgruppen mit dem Buwal diskutiert, die Definition des Begriffs ist provisorisch, die im Schutzbereich vorzusehenden Nutzungsbeschränkungen sind noch nicht bestimmt.
Die Fragen des Interpellanten können daher nur annäherungsweise beantwortet werden.
1. Frage: Es besteht die Absicht, in den Zuströmbereich denjenigen Geländeabschnitt einzugliedern, aus welchem 90 Prozent oder mehr des Grundwassers stammt, sofern er nicht schon zur Schutzzone gehört. Infiltrierende Oberflächengewässer werden dabei nicht berücksichtigt. Diese neuen Bereiche könnten sehr gross werden. Der Regierungsrat behält sich vor, sich eine eigene Meinung zu bilden, sobald die neue Verordnung konkret zur Vernehmlassung vorliegt.
2. Frage: Diese Frage kann vorläufig nicht beantwortet werden. Der Regierungsrat ist der Meinung, dass es möglich sein muss, Industrie, Gewerbe und Landwirtschaft zu entwickeln und gleichzeitig dem Grundwasserschutz die grösstmögliche Beachtung zu schenken.
3. Frage: Das Verfahren der Schutzzone der SWG ist hängig, deshalb kann sich der Regierungsrat dazu nicht äussern. Es kann jedoch davon ausgegangen werden, dass der Regierungsrat Schutzzonen nur genehmigt, wenn sie verhältnismässig, zweckmässig und notwendig sind.

Schober. Ich bin mir bewusst, dass meine Anfrage in bezug auf Zuström-Schutzbereiche hinsichtlich der Revision der eidgenössischen Gewässerschutzverordnung ein wenig früh kam. Ich danke aber der Regierung, dass sie bereit ist, dieser Angelegenheit die notwendige Aufmerksamkeit zu schenken, sobald die neue Verordnung vorliegt.
Zu Punkt 3, betreffend die Schutzzonenerweiterung der Seeländischen Wasserversorgung Worben: Bereits sind Verhandlungen zwischen Landbesitzern, Gemeinde,

Kanton und SWG im Gang, und ich hoffe auf einen verhältnismässigen Ausgang.
Von der Interpellationsantwort bin ich teilweise befriedigt.

220/92

Interpellation Hess – Kocherhäuser

Wortlaut der Interpellation vom 2. November 1992

In der Antwort auf die Frage Omar-Amberg/Laupenstrasse 25/27 gab Regierungsrat Schmid am 25. März 1992 bekannt, dass im Moment ein Verfahren laufe und danach das weitere Vorgehen beurteilt werde. Dieser Zeitpunkt ist heute gegeben, und es drängen sich Fragen an den Regierungsrat des Kantons Bern auf:
Stimmt es, dass
1. die Berner Denkmalpfleger und Stadtplaner die Planung der Villetten-Überbauung als überholt und veraltet bezeichnen und die Planung für heutige Verhältnisse als völlig unverständlich halten mit der Bewilligung eines kolossalen Bürobaus, der die Villette verschandelt?
2. die Kocherhäuser Laupenstrasse 25/27 schon 1977 für das «Quartierbild als wesentlich schutzwürdig» bezeichnet worden sind, was in der Abstimmungsbotschaft 1980 unterschlagen wurde (erste Villette Gemeindeabstimmung)?
3. die Schutzwürdigkeit der von Amtes wegen im Quartierinventar Monbijou-Mattenhof schon 1987, also vor der zweiten Gemeindeabstimmung über die Villette in erhöhtem Mass festgehalten wurde und dies der Bevölkerung in Missachtung von Artikel 10 (Baugesetz, besonders schutzwürdige Objekte: «sind öffentlich bekannt zu geben und jedermann zugänglich zu machen) nicht bekannt gegeben wurde?
4. in der Abstimmungsbotschaft 1988 der Gemeinderat der Stadt Bern ausführte, die Berner Versicherung könne bei Ablehnung ihr Bauvorhaben nicht verwirklichen? Heute baut die Berner Versicherung aber bereits das kolossale Bürogebäude Effingerstrasse 34, so dass für den zweiten Kolossalbau kein Eigenbedarf mehr vorhanden ist.
5. die Denkmalpfleger dem Bauinspektorat der Stadt Bern schriftlich mitgeteilt haben: «Das völlige Übergehen von grösseren geschichtlichen und städtebaulich historischen Zusammenhängen sei unakzeptabel»?
6. dass die Abstimmungsbotschaft über die Villette wohl eine erhöhte Nutzung für Büro- und Wohnzwecke vorsah, aber ohne Hinweise auf Quartierplanung oder städtebauliche Aspekte?
7. dass die geplanten Bürogebäude eine fast brutal zu nennende Unverträglichkeit gegenüber dem auf alle Zeiten zugänglichen Kocherpark aufweisen?
8. dass dieser städtebaulich fremde Komplex die letztwillige Verfügung des Dr. med. Albert Kocher, Theodor sel. missachtet, die besagt: «Dieser Park darf unter keinen Umständen je überbaut werden», und den notwendigen Umgebungsschutz massiv in Frage stellt?
9. die Eidgenössische Kommission für Denkmalpflege zum Schluss kommt, dass aus gesamtschweizerischer Sicht die Kocherhäuser einen besonderen Schutz verdienen.

Dringlichkeit abgelehnt am 5. November 1992

Schriftliche Antwort des Regierungsrates vom 24. März 1993

Das Doppelwohnhaus an der Laupenstrasse 25/27 (Kocherhäuser) liegt im Perimeter des von der Stadt Bern erlassenen Überbauungsplanes mit Sonderbauvorschriften Villette. Das Verwaltungsgericht des Kantons Bern hatte sich am 26. Oktober 1992 mit dessen Abbruch auseinanderzusetzen. Umstritten war dabei, ob die Schutzwürdigkeit des Doppelwohnhauses aufgrund neuer denkmalpflegerischer Erkenntnisse im Rahmen des Baubewilligungsverfahrens nochmals überprüft werden kann, obwohl die Kocherhäuser in der entsprechenden bau- und planungsrechtlichen Ordnung der Stadt Bern, die gestützt auf eine frühere denkmalpflegerische Beurteilung erlassen worden war, als nicht erhaltenswert eingezeichnet sind. Das Verwaltungsgericht verneinte diese Frage und lehnte die Beschwerde des Berner Heimatschutzes betreffend Abbruch- und Neubaubewilligung Kocherhaus ab. Auf eine dagegen gerichtete staatsrechtliche Beschwerde ist das Bundesgericht nicht eingetreten.
Mit Entscheid vom 2. Dezember 1992 hat der Regierungsrat den Antrag der Kunstdenkmälerkommission auf Unterschutzstellung der Kocherhäuser nach eingehender Prüfung abgelehnt. Ausschlaggebend war dabei insbesondere die lange Vorgeschichte und das Verwaltungsgerichtsurteil von Ende Oktober 1992.
Die vom Interpellanten aufgeworfenen Fragen betreffen fast ausschliesslich Gegenstände, die im Zusammenhang mit der Ortsplanung der Stadt Bern bzw. den entsprechenden Volksabstimmungen stehen. Es betrifft dies die Fragen 1 bis 8. Es ist nicht Sache des Regierungsrat, diese Fragen zu beantworten.
Zur Beantwortung der Frage 9 verweist der Regierungsrat auf den Brief von Bundesrat Flavio Cotti vom 15. Januar 1992 an den Verein zur Erhaltung des Kocherhauses. Darin führt Bundesrat Cotti unter Bezugnahme auf Abklärungen seiner zuständigen Dienste aus: «Das Areal des Kocherhauses in Bern ist Bestandteil des sogenannten Überbauungsplanes Villette mit Sonderbauvorschriften, der das Ergebnis eines jahrelangen Planungsverfahrens darstellt. Der Überbauungsplan ist vom Berner Souverän bei zwei Gelegenheiten bestätigt worden und ebenfalls von den kantonalen Behörden auf Rechtmässigkeit und Zweckmässigkeit überprüft worden. Bei der Planung und Projektierung des Areals wurden die denkmalpflegerischen Gesichtspunkte mehrstufig begutachtet und zur Geltung gebracht. Für das Kocherhaus wurden damals offensichtlich keine Schutz- oder Erhaltungsmassnahmen wie für andere Gebäude und Liegenschaften im Überbauungsareal vorgesehen. Es bestand daher für die Denkmalpflege des Bundes kein Anlass, in die kantonalen und kommunalen Verfahren und denkmalpflegerischen Bewertungen einzugreifen, und ihre Mitwirkung wurde auch gar nicht verlangt. Sollte jedoch die Bauherrschaft von sich aus auf ihre Baupläne zurückkommen und zu einer Erhaltung des Kocherhauses Hand bieten, könnte der Bund im Rahmen seiner gesetzlichen Grundlagen eine Beteiligung an den entstehenden Kosten prüfen.
Allein nach Würdigung aller Umstände und der bisherigen Vorgänge sieht das Eidgenössische Departement des Innern keine Möglichkeit, aber auch keinen Anlass, diese Angelegenheit neu aufzurollen und in hängige Verfahren einzugreifen. Dazu fehlen unter anderem Elemente der oben erwähnten speziellen Voraussetzungen und der ausserordentlichen Situation.»

Präsidentin. Herr Hess ist von der Antwort nicht befriedigt.

231/90

Parlamentarische Initiative Hirt – Artikel 10a Baugesetz

015/93

Dringliche Motion Nydegger – Schutzwürdigkeit von Bauten und Anlagen

---

Wortlaut der parlamentarischen Initiative vom 7. November 1990 siehe Jahrgang 1990/Seite 852

Wortlaut der Motion Nydegger vom 19. Januar 1993

Der Regierungsrat wird beauftragt, eine Vorlage zur Änderung des Baugesetzes vorzulegen, welche folgendes vorsieht:
a) Der Schutz von besonders schutzwürdigen Objekten und ihrer Umgebung ist nicht erst im Baubewilligungsverfahren, sondern bereits im Planerlassverfahren festzulegen.
b) Die Gemeinden sind zu verpflichten, die in ihrem Gebiet vorhandenen schutzwürdigen Objekte in Zusammenarbeit mit der kantonalen Denkmalpflege in einem Bauinventar systematisch zu erfassen und deren Schutz in der Bauordnung sicherzustellen.
c) Dabei ist anzustreben, dass die staatlichen und privaten Organe der Denkmalpflege ihre Überlegungen zur Schutzwürdigkeit schon im Planungsverfahren systematisch und in der Regel abschliessend einbringen, vorbehältlich der Rechte im Baubewilligungsverfahren.

(16 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 24. Februar 1993

1. Zu Buchstabe a: Der Regierungsrat geht mit dem Motionär einig, dass der Schutz von besonders schutzwürdigen Objekten nicht erst im Baubewilligungsverfahren, sondern bereits im Planerlassverfahren festzulegen ist. Die Kommission für Verfahrensvereinfachungen hat einen Bericht verfasst, der unter anderem auch den besonderen Schutz des Orts- und Landschaftsbildes zum Gegenstand hat und Änderungsvorschläge enthält, die den besonderen Schutz ins Planerlassverfahren verlegen wollen. Mit Beschluss vom 24. Juni 1992 hat der Regierungsrat die Baudirektion beauftragt, gestützt auf diesen Bericht eine Teilrevision des Bau- und Planungsrechtes an die Hand zu nehmen, welche noch in dieser Legislatur im Grossen Rat behandelt werden soll.
2. Zu Buchstabe b: Der Schutz von besonders schutzwürdigen Objekten kann nur geplant werden, wenn ein entsprechendes Inventar vorhanden ist. Das Inventar bildet mithin die Grundlage der Planung. Allerdings muss ein Inventar nicht zwingend von der kantonalen Denkmalpflege erarbeitet werden. Dies kann auch durch andere Fachleute geschehen. Wichtig ist vielmehr, dass das Inventar fachkundig und sachgerecht erstellt wird. Hingegen nimmt die kantonale Denkmalpflege im Rahmen der Vorprüfung der kommunalen Vorschriften und Pläne zum Inventar Stellung. In der darauf abgestützten Planung sind alsdann die richtigen Schlüsse aus den Inventaren zu ziehen, und es hat eine korrekte Interessenabwägung zwischen Ortsbildschutz und allenfalls entgegenstehenden Interessen zu erfolgen. Beides ist Gegenstand der Prüfung der Recht- und Zweckmässigkeit im Rahmen der kantonalen Genehmigung der kommunalen Vorschriften und Pläne gemäss Artikel 61 des Baugesetzes vom 9. Juni 1985.
3. Zu Buchstabe c: Die Vorschläge zur Verfahrensvereinfachung geben vor, dass der Schutz der besonders schutzwürdigen Objekte im Planerlassverfahren geregelt werden muss. Das hat zur Folge, dass im Baubewilligungsverfahren nur noch geprüft wird, ob die Regeln, wie sie in der Planung festgehalten sind, im konkreten Fall auch eingehalten werden. Neue schutzwürdige Objekte können demzufolge nur nach den Regeln der Planänderung bezeichnet und geregelt werden.
Antrag: Die Motion ist anzunehmen und gleichzeitig als erfüllt abzuschreiben.

Nydegger, Präsident der Kommission parlamentarische Initiative Hirt. Dies ist ein denkwürdiger Augenblick, indem die erste parlamentarische Initiative, die in diesem Rat von Grossrat Hirt eingereicht wurde, nach nun 32 Monaten behandelt wird. Bis zum heutigen Zeitpunkt belaufen sich die Kosten für sie auf zirka 15000 bis 20000 Franken. Der Grund für die lange Dauer bis zur Behandlung liegt darin, dass zuerst die verschiedenen Abteilungen der Verwaltung begrüsst und deren Stellungnahmen erlangt werden mussten. Anderseits liessen sich im ganzen schweizerischen Raum fast keine Juristen gewinnen, die das allem Anschein nach nicht sehr begehrte Eisen anfassen wollten. Nach alt Bundesrichtern und alt Regierungsräten fand man schliesslich in Dr. Peter Hänni aus Murten eine Person, die die Aufgabe übernahm.
Die Absicht der Initiative Hirt ist nach wie vor richtig, indem ein Volksentscheid in den nachfolgenden, oft langen und steinigen Bewilligungswegen als verbindlich erklärt werden sollte. Im Gutachten Dr. Peter Hännis ist überzeugend dargelegt, dass ein kommunaler Volksentscheid nicht als unumstösslich erklärt werden kann, weil in Artikel 33 des Raumplanungsgesetzes eine kantonale Beschwerdebehörde mit voller Überprüfungsbefugnis vorgesehen ist.
Aus dem sehr umfangreichen Bericht kam die Kommission zur Erkenntnis, dass wir auf dem Weg, wie ihn Herr Hirt vorgesehen hatte, nicht ans Ziel gelangen würden. Aus diesen Gründen darf oder muss ich Ihnen beantragen, auf die parlamentarische Initiative nicht einzutreten und sie abzulehnen. Die Kommission ist aber nach wie vor überzeugt, dass das Problem besteht, und beschloss deshalb, eine Kommissionsmotion unter meinem Namen mit dem entsprechenden Auftrag an den Regierungsrat zu überweisen. Das ist bereits geschehen.
Nun zur Motion: Die Kommission stellte drei Punkte fest. Wer auf Gemeindeebene mit dem Planungsverfahren zu tun hat, erinnert sich bestens an sie oder wird sie noch zur Kenntnis erhalten. Die Antwort des Regierungsrates sagt ganz klar, dass er mit der Zielsetzung einverstanden ist. Er verspricht auch zu Punkt a, dass ein besonderer Schutz von Objekten nicht im Baubewilligungs-, sondern bereits im Planerlassverfahren festzulegen sei. Das entspricht genau unseren Wünschen und der Absicht Herrn Hirts. Anschliessend werden wir darauf vertröstet, eine Teilrevision des Bau- und Planungsrechts stehe bevor und werde noch in dieser Legislaturperiode des Grossen Rates behandelt. Meine persönliche Meinung dazu: mir fehlt der Glaube!
Zu Punkt b: Der Kommission und allen anderen ist klar, dass auf Gemeindeebene ein Inventar erforderlich ist. Wenn man die Ortsplanungsrevision einmal abschliessen will, muss man das Inventar heute schon machen. Der Kanton ist begreiflicherweise vielerorts nicht in der Lage, die Inventarisierung flächendeckend durchzuführen. Jedoch gibt es auch in den Planungsbüros Perso-

nen mit den nötigen Fachkenntnissen. Sodann ist es Aufgabe des Gemeindesouveräns zu bestimmen, was in seiner Gemeinde ins Gemeindeinventar aufgenommen werden soll. Die Schutzwürdigkeit auf eidgenössischer und kantonaler Ebene ist ausgeklammert, da sie bereits besteht.
Auf Punkt c wird geantwortet, in der Zwischenzeit könnten ja neue Objekte als schutzwürdig erachtet werden, oder die Interessen der Schutzwürdigkeit könnten sich verändern. Aus diesem zutreffenden Grund steht in diesem Absatz «in der Regel abschliessend einzubringen, vorbehältlich der Rechte im Baubewilligungsverfahren». Die Kommission liess also da in ihrer Kommissionsmotion ein Türchen offen.
Nun möchte die Regierung die Motion annehmen und zugleich als erfüllt abschreiben. Dem widersetze ich mich, denn im November 1991 wurde der Kommission versprochen, das Denkmalpflegegesetz werde vorgezogen und in einem Jahr, nämlich zirka Ende 1992, im Grossen Rat behandelt. In Tat und Wahrheit wird aber erst demnächst einem Juristen der Auftrag für die Ausarbeitung eines Gesetzesentwurfes erteilt, und in der zweiten Hälfte dieses Jahres soll er ins Vernehmlassungsverfahren überführt werden. Diese Auskünfte bekam ich von der ED.
Vom Baugesetz war im Zusammenhang mit verschiedenen Postulaten bereits die Rede. Das Verfahren soll beschleunigt werden. Dieser Tage erhielten wir ebenfalls das Baugesetz und die Änderungen, die nun in die Vernehmlassung gehen. Diesbezüglich erhielt ich von der Baudirektion folgenden Zeitplan: von Mitte April bis Sommer läuft die Vernehmlassung. Im Lauf des Herbstes sollte die grüne Vorlage vorliegen, und wenn alles rund läuft, könnte im März 1994 die erste Lesung durchgeführt werden. Das wird zugleich in der letzten Session des jetzigen Parlamentes sein, denn danach finden Wahlen statt.
Aus den dargelegten Gründen widersetze ich mich der Abschreibung und beantrage Ihnen, die Kommissionsmotion zu überweisen.

Schwarz. Ich war auch Mitglied jener Kommission. Schon damals gerieten Ueli Hirt und ich ein wenig aneinander, weil ich den Eindruck hatte, es hätte eine einfachere Lösung gegeben. Die vorgängigen Diskussionen zeigten jetzt, wo der Hund begraben liegt. In den Beratungen der Kommission wurde und wird hier im Rat oft von Gemeindeautonomie gesprochen. Aber wenn es darum geht, sie umzusetzen, Verantwortung zu übernehmen, wenn Inventare erstellt werden sollten, sieht es weniger erfreulich aus. Ich lebte selbst in einer Gemeinde, in der wir die Inventarisierung an die Hand nahmen. Die Denkmalpflege und auch private Organisationen bieten Hilfe an. Wenn man den Willen dazu hat, ist die Inventarisierung zu bewältigen; und zwar kann man sie auch sehr selektiv durchführen. Aber diese Grundlage muss unbedingt geschaffen werden. Darauf möchte ich materiell nicht weiter eingehen. Seit November 1990 bis heute üben wir mit der vorliegenden parlamentarischen Initiative, und auch durch die Gutachten trat zutage, dass sie noch viele Lücken aufweist. Aber die heutige Praxis befriedigt schlicht und einfach nicht. In der Praxis werden in den Plangenehmigungsverfahren x Dinge festgelegt und im Baubewilligungsverfahren wieder in Frage gestellt. So geht es nicht! Vor allem deshalb nicht, weil in der Regel die denkmalpflegerischen Massnahmen grösstenteils auf dem Buckel der Eigentümer ausgetragen werden. Die SVP ist der Meinung, den beiden Anträgen, Nichteintreten auf die parlamentarische Initiative und Überweisung der Kommissionsmotion Nydegger, sei stattzugeben.
Wir reichten die Motion schliesslich ein in der Meinung, in diesem Bereich müsse nun endlich etwas geschehen, damit nicht die gesamte Vorarbeit, die in der Kommission geleistet worden ist, und die Gutachten bloss irgendwo abgelegt würden. Ich möchte der Verwaltung danken für die vielen Informationen. Bei unserer Arbeit stellten wir fest, dass Anpassungen im Baugesetz unbedingt notwendig sind. Walter Nydegger erklärte Ihnen vorhin, weshalb man die Motion nicht abschreiben sollte. Ich bin der selben Meinung. Die SVP schlägt Ihnen vor, die Motion anzunehmen, sie jedoch nicht abzuschreiben. Wohl ist das Baugesetz mit den Änderungen jetzt in der Vernehmlassung, aber bezüglich Denkmalpflegegesetz ist momentan überhaupt noch nichts vorhanden. Uns war versprochen worden, wenn das Baugesetz zum Abschluss komme, werde das Denkmalpflegegesetz vorliegen, so dass wir in diesem Bereich wüssten, wovon wir sprächen. Ich bin dafür, schutzwürdige Bauten zu erhalten und sanfte Renovationen durchzuführen, aber der jetzige Zustand ist unhaltbar.

Jenni (Bern). Auch wir sind der Meinung, auf die parlamentarische Initiative Hirt sei nicht einzutreten. Das ist die einzige rechtlich korrekte Schlussfolgerung, und wir sind froh, dass auch die Kommission sie zog. Das wäre eigentlich schon zum vornherein abzusehen und vielleicht zu überlegen gewesen bei der Frage bezüglich Überweisung der parlamentarischen Initiative.
Betreffend die Motion sind wir mit den Punkten a und b einverstanden, nämlich dass der Schutz schutzwürdiger Objekte bereits im Planerlassverfahren festzulegen sei und dass die Gemeinden zu verpflichten seien, entsprechend systematisch die Objekte zu erfassen. Jedoch hegen wir Skepsis gegenüber Punkt c. Zwar liess die Kommission in ihrer Motion diesen Punkt ziemlich offen. Sie sagt, bereits im Planungsverfahren seien die Überlegungen der Gemeinden, was zu schützen sei, systematisch festzuhalten, und zwar «in der Regel abschliessend». Was dies konkret heisst, ist ziemlich fraglich und liesse sich erst entscheiden, wenn wir den entsprechenden Gesetzesentwurf einsehen könnten. Mit Bestimmtheit könnten wir nicht darauf eintreten, dass normalerweise nur schützenswert wäre, was effektiv vorher im Planerlassverfahren erfasst worden war. Gerade das Beispiel der Kocherhäuser zeigt, wohin es unter Umständen führen kann, wenn ein Objekt oder ein Kontext im Planerlassverfahren nicht richtig oder nicht in seiner vollen Bedeutung erfasst worden war und man im Baubewilligungsverfahren nicht mehr intervenieren oder, wenn es nötig sein sollte, wegen eines bestimmten Objektes keine Neuplanung machen kann. Auch das wäre ziemlich langwierig. In diesem Sinn werden wir gegen Punkt c stimmen. Sicher werden wir auch im kommenden Gesetz jeden Versuch, die Möglichkeiten in der konkreten Bauausführung zu reduzieren, bekämpfen.
Die Abschreibung finden wir gerechtfertigt, da die Gesetzgebung in Aussicht steht. Wir sind also einverstanden mit dem Nichteintreten auf die parlamentarische Initiative Hirt, mit den Punkten a und b der Kommissionsmotion und mit der Abschreibung, jedoch nicht mit Punkt c der Motion.

Christen (Bern). Die SP empfiehlt Nichteintreten auf die parlamentarische Initiative Hirt; sie ist offensichtlich bundesrechtswidrig. Jedoch empfiehlt sie Annahme

der Motion Nydegger in allen drei Punkten. Ich erlaube mir noch drei Bemerkungen zur Motion. Zu Punkt c: Die eben von Herrn Jenni dargelegte Problematik veranlasste die SP in der Kommission zur Intervention, so dass die Formulierung dieses Punktes so offen belassen wurde, dass man diesen Bedenken allenfalls bei der Gesetzesberatung noch Rechnung tragen kann. Weiter steht für die SP fest, wie offensichtlich auch für die SVP, dass ein gutes Bauinventar Voraussetzung ist für die Neuregelung. Ebenso klar ist, dass der Denkmalpflege zusätzliche finanzielle Mittel und zusätzliches Personal zur Verfügung gestellt werden müssen, um das Bauinventar innert nützlicher Frist, nämlich innert fünf bis sechs Jahren zu erstellen. Drittens meine ich als Kommissionsmitglied, man sollte bei der Beratung der Gesetzesvorlage nochmals gründlich diskutieren, ob sich der Aufwand für die neu vorgesehene Lösung der abschliessenden Festsetzung der Schutzwürdigkeit im Planerlassverfahren lohnt. Offenbar wird das Konfliktpotential der heutigen Regelung masslos überschätzt, weil zwei, drei spektakuläre Fälle in der Presse sehr ausgeschlachtet wurden. Anderseits muss man sich überlegen, ob die langjährigen Einsprache- und Beschwerdeverfahren nicht einfach ins Planerlassverfahren vorverlegt werden und folglich die Ortsplanungen erst nach jahrelangen rechtlichen Auseinandersetzungen in Kraft gesetzt werden können. In diesem Sinn weise ich darauf hin, dass die Gesetzesvorlage nochmals gründlich diskutiert werden muss.

Horisberger. Trotz der guten Vorsätze der Verwaltung sind wir der Meinung, man sollte die Motion nicht abschreiben. Das Inventar allein reicht nicht, wie wir ganz offensichtlich am Beispiel der Kocherhäuser erfuhren. Bereits im Planerlassverfahren müssen die Spielregeln festgesetzt werden, was bezüglich eines erhaltens- oder schützenswerten Gebäudes zulässig sei oder nicht, so dass sich dessen die Architekten schon bei der Einreichung eines Baugesuches bewusst sind. Dieser Punkt scheint mir entscheidend. Zweitens revidieren momentan sehr viele Gemeinden die Planung ihrer Bauzonen, und es wäre von Vorteil, wenn sie früh genug zu wissen bekämen, wie das in Zukunft gehandhabt werden soll. Für die Inventaraufnahme muss man nicht auf die kantonalen Instanzen warten; die Gemeinden können es mit ihren Kommissionen selbst bewerkstelligen. Das Inventar muss nachher dem Kanton ohnehin zwecks einer Vorprüfung eingereicht werden. Aus diesem Grund sollte hier keine Zeit verloren werden.

Schaer-Born, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektorin. Ich denke, die Dauer der Behandlung dieser parlamentarischen Initiative dürfte nicht der Verwaltung angelastet werden. Möglicherweise habe ich aber Herrn Nydegger falsch verstanden. Die Abklärungen dauerten – nicht bei uns – halt einfach so lange. Betreffend Denkmalpflegegesetz wäre auch die Baudirektion sehr froh, wenn es endlich fertiggestellt würde. Inhaltlich möchte ich mich nicht weiter äussern. Was wir zu sagen haben, steht in der Antwort; die Vorlage befindet sich in der Vernehmlassung. Höchstens kann ich Herrn Nydegger versichern, dass wir Sie nicht vertrösten wollen. Es liegt nach der Vernehmlassung am Büro und am Grossen Rat, dass die Vorlage tatsächlich noch in dieser Legislatur im Rat abschliessend behandelt werden kann. Bezüglich Abschreibung bleibt mir dasselbe zu sagen wie heute morgen: ich überlasse die Entscheidung dem Rat; auf das Vorgehen in der Verwaltung hat es keinen Einfluss, wenn nicht abgeschrieben wird, ist höchstens der Verwaltungsaufwand etwas grösser.

Präsidentin. Wir haben nun fünf Abstimmungen durchzuführen. Als erstes kommt die parlamentarische Initiative zur Abstimmung; die Kommission empfiehlt Nichteintreten. Nachher stimmen wir einzeln über die drei Buchstaben der Motion Nydegger ab und schliesslich noch über die Abschreibung der Motion.

Abstimmung

Für den Antrag der Kommission (Nichteintreten auf die parlamentarische Initiative)	Mehrheit
Für Annahme von Bst. a der Motion	Mehrheit
Für Annahme von Bst. b der Motion	Mehrheit
Für Annahme von Bst. c der Motion	Mehrheit
Für Abschreibung der Motion	Minderheit
Dagegen	Mehrheit

047/93

Motion urgente Boillat – Pour le maintien d'un réseau CFF attractif dans le Jura bernois

Texte de la motion du 15 mars 1993

Le Conseil-exécutif est chargé d'intervenir énergiquement auprès de la Direction générale des CFF et de l'Office fédéral des transports pour le maintien d'un réseau CFF attractif dans le Jura bernois.
Développement: Le Conseil-exécutif disait dans sa réponse du 9 décembre 1992 à l'interpellation Merki qu'il «met en œuvre pour qu'une offre attrayante de transport ferroviaire soit maintenue au niveau régional, conformément au mandat de prestation confié aux CFF en 1987».
Après le démantèlement des prestations qu'amènera le nouvel horaire de 1993, nous ne pouvons admettre que pour des critères d'économie d'entreprise, on continue de détruire une infrastructure de transports publics laborieusement mise en place au cours de plusieurs décennies.
Le peuple suisse, en acceptant Rail 2000 en décembre 1987 a donné mandat à la Confédération, donc aux CFF, non seulement de maintenir l'acquis, mais de développer un réseau de transport public étendu à l'ensemble du pays. Cela s'inspire des principes de solidarité confédérale et permet de respecter l'équilibre nécessaire entre les différentes régions du pays.
Les propositions contenues dans le livre vert sur l'avenir des CFF découlent uniquement de critères économiques. Les exigences de la protection de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'économie régionale ne sont pas prises en compte. La notion de service public est remise en cause au profit des exigences du marché. C'est un virage à 180 degrés par rapport à Rail 2000!
La Confédération ne saurait limiter son activité aux centres du plateau, soit la Suisse rentable. En outre, le livre vert des CFF est basé pour l'essentiel sur les comptes de résultat par ligne, établis par l'entreprise, sur la base de critères qu'on se garde bien de préciser.

(14 cosignataires)

Réponse écrite du Conseil-exécutif du 7 avril 1993

Le Conseil-exécutif a déjà exprimé, dans sa réponse à l'interpellation urgente présentée le 27 janvier 1993 par Monsieur le député Daetwyler (031/93), son avis au sujet du rapport intermédiaire du Groupe de réflexion institué par le chef du Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie. Il se permet de renvoyer à cette réponse.
Le Groupe de réflexion avait pour mandat d'analyser la situation des chemins de fer fédéraux et de montrer par quels moyens elle pouvait être améliorée ou assainie. Le rapport intermédiaire contient d'une part une appréciation défavorable de la situation, d'autre part une série de solutions imaginables. Comme le motionnaire le constate à juste titre, celles-ci reposent sur des réflexions ressortissant exclusivement à l'économie d'entreprise. On ne saurait donc les considérer comme des propositions, dès lors que les aspects de l'économie publique, de l'aménagement du territoire, de la politique des transports et de l'environnement ont été totalement négligés. En l'état, le Conseil-exécutif n'est guère en mesure de prendre position définitivement au sujet de ce document. Il ne pourra le faire qu'en présence d'un rapport final tenant compte des critères précités.
Le Conseil-exécutif ne parvient pas à s'imaginer que la Confédération pourrait avoir l'intention de sacrifier des éléments essentiels du réseau suisse de chemins de fer. Il n'en est pas moins préoccupé par le contenu du rapport provisoire présenté par le Groupe de réflexion. Il comprend parfaitement la profonde inquiétude que la publication de ce rapport a suscitée dans les régions excentrées, et ce non seulement dans le canton de Berne, mais dans tout le pays. Certes, le Conseil-exécutif est d'avis que les transports publics devront eux aussi être soumis à d'autres mesures de rationalisation et d'optimisation. Cela ne l'empêchera cependant pas de s'engager de toutes ses forces en faveur du maintien d'un réseau de transports publics performant et répondant aux besoins de toutes les régions. Il procédera aux interventions nécessaires en collaboration avec d'autres cantons, notamment dans le cadre de la Conférence des directeurs cantonaux des transports publics.
Proposition: adoption de la motion

Abstimmung

Für Annahme der Motion Mehrheit

059/93

Dringliche Motion Aeschbacher – Gesetz über die Abfälle, Gesetz über die Nutzung des Wassers, Wasserbaugesetz

---

Wortlaut der Motion vom 15. März 1993

Diese Gesetze sind soweit zu ändern, dass der Kanton nur noch den Leistungsauftrag festlegt, die Koordination unter den Regionen und die gesetzliche Kontrolle ausübt. Die neue Bundesgesetzgebung ist zu berücksichtigen (Nationale Abwasserabgabe). Die Trägerschaften zur Ausübung des Leistungsauftrags organisieren und finanzieren sich je nach Organisationsmodell selbst. Zur Deckung ihrer Kosten erheben sie Gebühren. Sie entrichten dem Kanton einen festzulegenden Gebührenanteil und andere zweckgebundene Abgaben auf ein Konto im Finanzausgleich, damit finanzschwache Gemeinden die von Gesetzes wegen auferlegten nötigsten Investitionen realisieren können.
Das Wasserbaugesetz ist soweit zu revidieren, dass die Unterhaltskosten angemessen von Kanton und Gemeinden zu tragen sind und dass die Unterhaltsarbeiten von den mitzahlenden Gemeinden übernommen werden können.
Begründung: Die jetzige Revision dieser Gesetze befriedigt nicht, weil der Grundsatz «wer zahlt befiehlt» nicht mehr gewährleistet ist. In diesen Bereichen lässt sich eine Entflechtung und Auslagerung von Kantonsaufgaben effizient realisieren. Die Entscheidungskompetenz muss mit der Finanzkompetenz verschoben werden. Entsorgungen müssen soweit möglich regional und damit rationell gelöst werden (aber immer nach gesetzlichen Massstäben). Das Prinzip des Leistungsauftrages funktioniert bereits bei der Energie- und Wasserversorgung.

(44 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 7. April 1993

Die Motion steht in einem engen Zusammenhang mit der parlamentarischen Beratung der drei erwähnten Gesetze. Der Regierungsrat ist grundsätzlich bereit, die in der Motion enthaltenen Anliegen bei der weiteren Bearbeitung der Gesetze zu prüfen; beim Abfallgesetz und beim Wassernutzungsgesetz sind allerdings die nächsten Vorentscheide durch die vorberatende Kommission zu treffen.
Zu den Punkten 1 bis 3: Der Kanton beschränkt sich im Bereich der Abfall- und Abwasserentsorgung sowie der Wasserversorgung bereits heute weitgehend auf die Koordination und die gesetzliche Kontrolle. In der Regel wird allerdings den regionalen Trägerschaften nicht ein expliziter Leistungsauftrag erteilt. Der Leistungsauftrag ist vielmehr in Gesetzen und Leitbildern (z.B. Abfall-Leitbild) enthalten. Ebenfalls weitgehend verwirklicht ist die selbständige Organisation der regionalen Trägerschaften; über das Ausmass der kantonalen Subventionen wird die vorberatende Kommission des Grossen Rates in nächster Zeit zu entscheiden haben. Die Frage des interregionalen Ausgleichs bzw. der Schaffung eines besonderen Fonds wird ebenfalls Gegenstand der Kommissionsberatungen sein.
Der Regierungsrat ist bereit, die in Punkt 1 bis 3 der Motion enthaltenen Anliegen zu prüfen, möchte jedoch den Entscheiden der vorberatenden Kommission nicht vorgreifen.
Punkt 4: Die Formulierung entspricht dem Beschluss des Grossen Rates, die Revision des Wasserbaugesetzes an den Regierungsrat zurückzuweisen.
Antrag: Punkte 1 bis 3: Annahme als Postulat
Punkt 4: Annahme als Motion

Präsidentin. Die dringliche Motion Aeschbacher wird in Punkt 1–3 als Postulat angenommen, in Punkt 4 als Motion. Herr Aeschbacher ist damit einverstanden.

Abstimmung

Für Annahme von Pkt. 1–3 als Postulat
und Pkt. 4 als Motion Mehrheit

228/92

Dringliches Postulat Albrecht – NEAT: Einflussnahme auf eine möglichst umwelt- und landschaftschonende Linienführung

Wortlaut des Postulates vom 10. November 1992

Am 27. September 1992 haben Volk und Stände dem Kredit für den Bau einer neuen Alpentransversale zugestimmt. Die direktbetroffenen Gemeinden im Amtsbezirk Frutigen haben (wie auch der direktbetroffene Kanton Uri und gewisse betroffene Gemeinden im Kanton Tessin) die NEAT abgelehnt. Die Direktbetroffenen befürchten – nicht ganz zu unrecht – eine Gefährdung ihrer wirtschaftlichen Existenz durch den Kulturlandverlust. Weiter befürchten sie zusätzliche übermässige Lärmimmissionen durch den Bau und Betrieb der neuen Bahnlinie, eine Zerstörung der Landschaft und eine Gefährdung des lokalen ökologischen Gleichgewichtes. Der Regierungsrat des Kantons Bern hat sich (bisher leider ohne namhaften Erfolg) im Rahmen der Bahn 2000 für eine kulturland- und umweltschonende Streckenführung eingesetzt. Nun gilt es, bei der NEAT dasselbe zu tun. Da als Bauherr der NEAT im Kanton Bern vorallem die BLS auftreten werden, deren Mehrheitsaktionär der Kanton Bern ist, besitzt der Regierungsrat erhebliche Einflussmöglichkeiten.
Der Regierungsrat wird deshalb eingeladen, sich für eine kulturland- und umweltschonende Streckenführung der NEAT einzusetzen,
a) als Gesamtbehörde und durch seine Direktionen im Rahmen der bundesrechtlichen Bewilligungsverfahren,
b) durch seine Vertreter im Verwaltungsrat der BLS.

(11 Mitunterzeichner/innen)

Schriftliche Stellungnahme des Regierungsrates vom 3. Februar 1993

Der Regierungsrat und die Mitglieder der Behördendelegation «NEAT-Lötschbergachse» haben bisher alles unternommen, dass die Anliegen der Region Kandertal bei der Projektierung der geplanten Neubaustrecke berücksichtigt werden. Resultat dieser Anstrengungen war die Ausdehnung des Perimeters in den Raum Heustrich und die Aufnahme von Bestimmungen zum Umweltschutz. Die entsprechenden Artikel des Alpentransitbeschlusses lauten:
Art. 4 Anliegen der Kantone
Den Anliegen der betroffenen Kantone nach schonender Linienführung ist im Rahmen der Planung und Realisierung der Werke angemessen zu entsprechen.
Art. 6 Lötschberg-Basislinie
1 Das Netz der Berner Alpenbahn-Gesellschaft Bern-Lötschberg-Simplon (BLS) wird durch eine mit einem Basistunnel vorgesehene neue Linie aus dem Raum Frutigen/Heustrich in den Raum Gampel/Steg/Raron/Mundbach erweitert. Bei der Wahl der endgültigen Linienführung werden nebst der Umweltverträglichkeit die technische Machbarkeit, die Bauzeit, der Bau- und Betriebskostenvergleich berücksichtigt.
Art. 11 Vorprojekte
1 Die Vorprojekte für die neuen Linien am Gotthard, am Lötschberg und am Zimmerberg/Hirzel geben Aufschluss insbesondere über die Linienführung, die Anschlussstellen, das Ausmass der Bahnhof- und Terminalbereiche, die Autoverladeanlagen und die Kreuzungsbauwerke.
2 Die Vorprojekte haben den Belangen der Raumplanung, des Umweltschutzes, des Natur- und Heimatschutzes und der Landesverteidigung Rechnung zu tragen.
3 Die Vorprojekte sind dem Bundesamt für Verkehr vorzulegen.
4 Das Bundesamt für Verkehr hört zu den Vorprojekten die interessierten Bundesbehörden, Kantone und Eisenbahnunternehmungen an. Die Gemeinden werden vom Kanton angehört.
5 Die Vorprojekte bedürfen der Genehmigung des Bundesrates. Dieser bestimmt die Linienführung, die Bauetappen und den zeitlichen Ablauf.
6 Die Prüfung und Genehmigung der Vorprojekte umfasst auch die Umweltverträglichkeitsprüfung nach der Umweltschutzgesetzgebung.
Der Regierungsrat und die Mitglieder der Behördendelegation werden darauf achten, dass die Bestimmungen des Alpentransitbeschlusses eingehalten werden. Dafür sorgt unter anderem die aufgrund des RRB vom 4. April 1990 gewählte dreistufige Projektorganisation mit Behördendelegation, Projektkommission und regionaler Projektgruppe. Damit ist eine offene Planung sichergestellt, in der die Anliegen der Betroffenen jederzeit in die Projektierungsarbeit einfliessen können.
Der Regierungsrat wird im Rahmen dieser Projektorganisation alle Möglichkeiten ausschöpfen, damit eine kulturland- und umweltschonende Streckenführung der NEAT realisiert wird. Dagegen ist die Einflussnahme über den Verwaltungsrat BLS relativ gering. Die BLS erarbeiten das NEAT-Projekt im Auftrag des Bundes. Zurzeit wird durch den Bund eine Zuständigkeitsverordnung erarbeitet, die die Abwicklung des Projektes regelt. Die Oberaufsicht über die Finanzen und die definitiven Entscheidbefugnisse liegen in jedem Fall beim Bund. Für das Vorprojekt bestimmt, gemäss Artikel 11.5 des Alpentransitbeschlusses, der Bundesrat die Linienführung, die Bauetappen und den zeitlichen Ablauf.
Antrag: Annahme des Postulats

Abstimmung

Für Annahme des Postulates	Mehrheit

230/92

Interpellation urgente Verdon – Arrêt des travaux de remblaiement de deux dolines

Texte de l'interpellation du 11 novembre 1992

La presse régionale (le Journal du Jura et l'Express) d'octobre 1992 révélait un conflit concernant le remblaiement de deux dolines situées sur le territoire de Nods, à proximité de la métairie de Prêles. La discorde opposait notamment les transporteurs de la N16, le Syndicat des eaux de Douanne-Gléresse avec le Conservateur des forêts du Jura bernois et l'Association de protection de la nature du Jura bernois.
A la fin de l'été, la Directrice des travaux publics a débloqué, par sa signature, un crédit (suite à la demande de la Direction des travaux de la N16) permettant la couverture des frais de transport nécessaires à ce remblaiement: 30 000 m^3 de marne issue du creusement des tunnels de la N16. Le 26 août dernier, des groupements régionaux manifestaient leur opposition à la demande du permis de construire déposée par le Syndicat des eaux de Douanne-Gléresse.

Le 22 octobre, la Direction des travaux publics stoppait le chargement des camions; la décision émanait d'un haut fonctionnaire de ladite Direction. Entre-temps, les multiples efforts de conciliation ont échoué.
Questions:
1. Le seul remblaiement de deux dolines exige-t-il réellement un permis de construire?
2. En pâturage boisé, est-il nécessaire d'obtenir un permis de défrichement pour couper quelques arbres, quand bien même ceux-ci seront remplacés sur les lieux-mêmes?
3. La protection de la nature doit-elle prévaloir sur la protection des eaux?
4. Les travaux ont été ajournés au printemps, en raison des oppositions d'une part et des conditions climatiques d'autre part. Ne fallait-il pas éviter un gaspillage financier et une perte de temps inutile?
5. N'était-il pas du devoir de l'Etat de tout mettre en œuvre pour profiter de la proximité d'une roche géologiquement adaptée et des travaux de transport de la N16 (recherche d'une synergie)?
6. N'y a-t-il manifestement pas excès de zèle de certains employés cantonaux pour une affaire aussi banale?
Nous prions le gouvernement de nous fournir toutes les explications sur cette question.

(5 cosignataires)

Réponse écrite du Conseil-exécutif du 17 février 1993

Question n° 1: Aux termes de l'article 4, 1er alinéa, lettre d, et 2e alinéa, lettre b, du décret du 10 février 1970 concernant la procédure d'octroi du permis de construire, un permis de construire est nécessaire notamment pour la construction et l'agrandissement de lieux de dépôt pour matériaux de construction et de lieux de décharge pour déchets, gravats et matériaux d'excavation de tout genre, ainsi que pour les modifications de plus de 1,20 mètre de hauteur apportées au terrain par le fait de le combler. En application de ces dispositions, le remblaiement des dolines en cause est donc soumis à la procédure d'octroi du permis de construire.
Il convient d'ajouter que, en outre, le remblayage en question requiert une autorisation en matière de protection des eaux et, vu l'emplacement en zone agricole, une dérogation au sens de l'article 24 de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT). L'assujettissement à autorisation de défrichement fait l'objet du chiffre 2 ci-dessous.
Question n° 2: En vertu de l'article 2, 2e alinéa de la loi fédérale concernant la haute surveillance de la Confédération sur la police des forêts (LFor), en vigueur jusqu'au 31 décembre 1992, les pâturages boisés sont considérés comme forêt. L'aire forestière de la Suisse ne doit pas être diminuée et tout défrichement requiert une autorisation soumise en principe à la condition d'un reboisement de compensation (art. 31 LFor). L'ordonnance d'application de la loi précitée (OFor) précise à cet égard que toute diminution de l'aire forestière est considérée comme défrichement, même s'il s'agit de surfaces entièrement ou partiellement déboisées à titre transitoire (art. 25, 1er al. OFor). La nouvelle loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les forêts, entrée en vigueur le 1er janvier 1993, ne change rien à ce qui précède. Ainsi, une autorisation de défrichement est également nécessaire en l'occurrence.
Question n° 3: Lorsque plusieurs intérêts dignes de protection sont en jeu, ceux-ci doivent être pondérés et, dans ce cadre, le projet doit être examiné à la lueur du principe de la proportionnalité. Plus concrètement, il y aura lieu dans le cas particulier de juger si la protection des eaux justifie les atteintes que le comblement de dolines et ce que cela implique (défrichement, accès, etc.) porteront à la nature et si l'objectif (protection des eaux) ne pourrait pas être atteint par des mesures moins incisives. Cela sera toutefois l'affaire non du Conseil-exécutif, mais bien de l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire.
Questions nos 4 et 5: Il ne saurait être question, même pour des questions financières, d'éluder des dispositions légales de procédure à seule fin de gagner du temps. Au reste, une perte de temps inutile aurait été évitée si un dossier complet avait été présenté dès le début avec les diverses requêtes nécessaires. En fait, selon nos informations, le Syndicat des eaux de Douanne-Gléresse projette de combler les dolines en question aux «Prés d'Orvin» depuis 1983 déjà. Depuis mai 1992, il savait que du matériau adéquat en provenance du chantier de la route nationale N16 serait disponible jusqu'au printemps 1993. Ce n'est toutefois que le 7 août 1992 que l'Office de l'aménagement du territoire, arrondissement Jura bernois / Seeland, a été informé du projet par le préfet du district de La Neuveville, qui l'a invité à une séance sur place organisée le 17 août suivant. Cette séance fut aussi la première occasion donnée aux organes compétents en matière forestière de faire valoir leur point de vue au sujet du projet. Quant à la demande de permis de construire, elle n'a été publiée que le 22 août 1992. De plus, aucune demande de dérogation au sens de l'article 24 LAT et d'autorisation de défricher n'a été présentée.
Question n° 6: Force est de constater que, objectivement, l'affaire n'est pas très banale. D'une part, s'il est vrai que l'une des deux dolines qu'il s'agit de combler ne présente pas de grande valeur sur le plan du paysage, de la nature et de la géomorphologie, il en va autrement pour celle située en forêt. En raison de son aspect paysager, de la qualité des éléments biologiques qu'elle comprend et de sa configuration géomorphologique, cette doline est un exemplaire remarquable qu'il faut ranger parmi les objets méritant une protection particulière (art. 10 de la loi sur les constructions, LC). En principe, un objet de cette qualité ne doit être ni défiguré, ni démoli, ni altéré par une modification apportée à son environnement (art. 9, 2e al. LC). D'autre part, l'appréciation ne peut pas être limitée au cas d'espèce isolé. La région du Jura bernois compte des centaines de dolines plus ou moins remarquables certes, mais qui ne constituent pas moins des éléments marquants de son site. Admettre que leur comblement s'impose unilatéralement au titre de la protection des eaux reviendrait à créer un précédent, auquel de nombreux services d'alimentation en eau pourraient se référer à l'avenir.

Verdon. J'aimerais d'abord rappeler quelques faits historiques au sujet de cette affaire liée aux dolines. En 1979, une expertise a été demandée pour une protection des eaux des sources dites de Brunnmühle. Les deux dolines, qui sont situées à proximité de la métairie de Prêles, ont été testées plusieurs fois au moyen de colorants. Le résultat fut sans appel: l'eau était teintée après chaque expérience. En 1983, le Conseil d'Etat valida un plan de zones, où les sources Brunnmühle furent placées en zone de protection 1. Il faut savoir que ces emposieux que certains fonctionnaires veulent à tout prix protéger, ont toujours été utilisés comme endroits de décharge. En 1978, il fallut procéder au nettoyage et le

18 août 1992, on y prélevait 3500 kilos de déchets, qui vont du bidon d'huile au cadre de vélo, en passant par les spoilers. C'est dans ce cadre très insolite que le géologue, le Syndicat des eaux de la commune de Prêles ont demandé le comblement de ces deux dolines. C'est certainement face à ces éléments qu'à la fin de l'été 1992, vous avez, Madame la directrice, débloqué un crédit qui permettait la couverture nécessaire à ce remblaiement.
Il me paraît évident qu'un fonctionnaire doive respecter le cadre légal d'un objet, mais nous savons tous qu'une loi doit être interprétée et appliquée avec bon sens et sans excès de zèle, sans quoi notre administration ressemblerait à une instance de blocage, procédurière et paralysant tous projets ou travaux. Je vous rappelle les articles 36 et 13 de la loi fédérale sur la protection des eaux et l'article 7 de l'ordonnance cantonale sur la protection des eaux. On nous parle ici d'un permis de défrichement: il ne s'agit pas de la forêt jurassienne entière, mais de huit arbres! Je regrette que l'on ait été trop procédurier dans cette affaire et que l'on ait gaspillé un temps qui me paraissait précieux. Il ne faut pas protéger seulement la nature, mais aussi les eaux.

Präsidentin. Herr Verdon ist von der Antwort nicht befriedigt.

031/93

Interpellation urgente Daetwyler – Livre vert des CFF

Texte de l'interpellation du 27 janvier 1993

Le groupe de réflexion sur l'«avenir» des CFF a publié son rapport intermédiaire. La composition de ce groupe n'est pas représentative: elle est fortement biaisée en faveur des économistes d'entreprise. L'aménagement du territoire, l'économie régionale ne sont pas représentés. En outre, ce rapport propose notamment la suppression des lignes suivantes, qui priverait quasiment tout le Jura bernois et le canton de Neuchâtel de desserte CFF, avec au passage la troisième ville de Suisse romande:
Reuchenette–Péry–La Chaux-de-Fonds
Sonceboz–Moutier
Neuchâtel–La-Chaux-de-Fonds–Le Locle
Auvernier–Neuchâtel
Ces lignes intéressent directement le canton de Berne. Dans les deux derniers cas, elles alimentent la BN.
Ce rapport est dirigé unilatéralement contre le trafic régional. Le choix des lignes à supprimer est symptomatique. Un autre exemple absurde concerne la région zurichoise, avec la ligne Niederhasli–Niederweningen, appartenant à la ligne S5 du RER zurichois. En revanche, des lignes où le trafic de transit ou le trafic marchandises sont plus importants échappent à la hache, par exemple Péry–Bienne (ciment) ou Vallorbe–Lausanne, alors que le potentiel de trafic régional est bien plus important, par exemple entre Bienne et La Chaux-de-Fonds.
Les lignes du Jura bernois et du canton de Neuchâtel sont donc considérées comme non rentables simplement parce que la situation géographique le veut, et aussi la politique de concentration du trafic de transit sur quelques axes (fermeture du Col-des-Roches au trafic marchandises). S'il en va de la volonté du groupe de réflexion, le Jura bernois entre autres deviendra un désert ferroviaire.

Questions:
Le canton de Berne a-t-il été consulté au sujet de ce livre vert?
Comment les coûts des différents trafics et des différentes lignes ont-ils été calculés? Les exigences de transparence ont-elles été remplies?
Quelle est la position du canton vis-à-vis de la méthode de calcul employée?
Le rapport évoque le transfert aux cantons et à d'autres du trafic régional: les bases légales existent-elles pour cela? Les conséquences financières ont-elles été étudiées, voire réglées?
Le Jura bernois serait quasiment privé de chemins de fer: le canton est-il disposé à s'engager sans restriction en vue du maintien du réseau actuel, de la qualité de la desserte et de son amélioration?
Le canton envisage-t-il de prendre contact avec les cantons voisins, notamment au sein de la CITAJ?

(3 cosignataires)

Réponse écrite du Conseil-exécutif du 24 mars 1993

Le rapport intermédiaire du groupe de réflexion (livre vert) analyse les problèmes posés aux CFF et énumère les possibilités d'intervention permettant d'assainir les finances des CFF. Les instances compétentes sont donc appelées à répondre à des questions concrètes, concernant notamment:
- la politique des transports,
- la délimitation des tâches et le dimensionnement du réseau,
- la réforme de cette entreprise de transport,
- la relation entre la politique et cette entreprise de transport.

Le rapport intermédiaire sera remanié lorsque les auditions seront achevées (notamment dans les cantons). Un rapport final sera ensuite établi, qui sera soumis aux autorités fédérales. Comme le rapport intermédiaire indique uniquement les marges de manœuvre possibles, on ne peut pas tirer de conclusions concrètes pour le moment. Les propositions vont d'une modification fondamentale de la politique des transports (répercussion des coûts de transport sur les usagers/baisse importante de la charge financière des pouvoirs publics) à une réduction substantielle du réseau de transports publics et à la répercussion des dépenses de transport de la Confédération sur les cantons. Mais le livre vert ne donne aucune indication sur les développements futurs, car le groupe de réflexion n'a procédé à aucune évaluation des mesures proposées ni tiré de conclusions.
Concernant les questions soulevées, la position du Conseil-exécutif est la suivante:
1. Le canton de Berne n'a pas été consulté sur la rédaction du rapport intermédiaire (livre vert). Il pourra toutefois s'exprimer dans le cadre des auditions prévues et se prononcer sur les résultats du rapport final.
2./3. Les coûts occasionnés par les différents types de transport ont été établis sur la base du décompte des frais afférents aux différentes lignes des CFF. Concernant la nature des frais fixes et les modalités de répartition de ceux-ci (infrastructures, personnel des stations, administration), les opinions peuvent diverger. Les méthodes de calcul appliquées ne pourront être évaluées que lorsque le rapport final sera disponible.
4. Le Conseil-exécutif est prêt à examiner sans parti pris le transfert des lignes régionales des CFF aux entreprises de transport concessionnaires. Il reconnaît qu'il

existe de bonnes raisons justifiant un tel transfert. Mais il est d'avis qu'une telle régionalisation des transports ferroviaires ne peut se faire que si elle remplit des conditions très précises qu'il reste à définir cas par cas. Dans la situation actuelle, il faut surtout observer les conditions suivantes:
– La régionalisation ne doit pas affecter le budget des cantons, ce qui signifie que les charges de la Confédération ne peuvent être allégées aux dépens des cantons.
– Il faut fixer des règles précises régissant l'attribution des capacités et la fixation des tarifs des usagers là où des lignes régionales reprises par des chemins de fer privés continueront à emprunter des rails des CFF. Pour les cantons, il est inacceptable que ces règles soient fixées par les CFF eux-mêmes.
– Quant aux lignes régionales des CFF qui doivent être reprises entièrement par des chemins de fer privés (y compris l'infrastructure), elles devront être préalablement remises en état par la Confédération et les CFF, afin que leur exploitation puisse être rationnelle.
La révision de la loi fédérale sur les chemins de fer (LCF) créera les bases légales d'une adaptation des responsabilités dans le domaine des transports régionaux. A cet égard, la nouvelle loi cantonale sur les transports publics est compatible avec la LCF révisée.
5. Le livre vert indique les tronçons générant directement des frais qui ne peuvent être couverts (p.ex. conducteur de locomotive, contrôleur et usure du matériel roulant). Cette catégorie recouvre 17 pour cent du réseau CFF actuel, notamment les lignes La Chaux-de-Fonds–Reuchenette/Péry et Sonceboz–Moutier. Il faudra manifestement soumettre ces tronçons à un examen plus détaillé. Le Conseil-exécutif ne donnera cependant son accord que si certaines conditions sont remplies:
– En premier lieu, il convient d'adapter les conditions-cadre en matière de politique des transports. Il s'agit notamment d'introduire graduellement la vérité des coûts dans le domaine des transports et de prendre des mesures coercitives à cet effet. L'introduction de la vérité des coûts améliore considérablement la position des CFF sur le marché. L'étendue des tâches des CFF et la conception du système Rail 2000 doivent tenir compte de l'amélioration des conditions-cadres.
– Aucune discussion ne sera engagée concernant la modification des conditions d'exploitation à moins qu'il ne soit nécessaire d'intervenir malgré l'introduction de la vérité des coûts et que les objectifs de la politique de l'environnement et de l'aménagement du territoire ne soient remplis.
– Le système des transports en commun doit être considéré dans sa globalité. Il faut viser à atteindre un taux élevé de couverture des frais non pas dans chaque secteur en particulier, mais pour le système des transports publics dans sa globalité.
– Outre les considérations microéconomiques, d'autres critères doivent être appréciés tels que l'économie générale, la politique régionale, l'aménagement du territoire, la compatibilité avec l'environnement et la politique financière.
– Le canton et les régions concernées doivent être associés aux études réalisées dans ce domaine.
6. Le canton de Berne précisera sa position en concertation avec la Conférence des directeurs cantonaux des transports fondée en 1992.

Präsidentin. Herr Daetwyler ist von der Antwort befriedigt.

Damit sind wir am Ende der Geschäfte der Baudirektion angelangt. Ich danke der Baudirektorin. Ebenfalls geht damit die Session zu Ende, und ich stehe am Ende meines Präsidialjahres. Ich danke allen, die mich mit gutem Zuspruch, Disziplin, Lob und allem unterstützten, was man braucht, um ein solches Amt gut ausüben zu können. Herzlichen Dank; ich freue mich auch wieder darauf, auf der andern Seite dabeisein zu können.

Die Präsidentin wird vom Rat stehend und mit anhaltendem Applaus verabschiedet.

Schluss der Sitzung und der Session um 11.00 Uhr.

Die Redaktorinnen:

Rosmarie Wiedmer-Pfund (d)
Catherine Graf Lutz (f)

Parlamentarische Eingänge
Maisession 1993

M = Motionen
P = Postulate
I = Interpellationen

M 088/93 Bangerter. Bericht Jurakonsultativkommission
I 089/93 Waber. Einführung in die anthroposophische Pädagogik
M 090/93 Buser. Teilprivatisierung der Berner Kantonalbank
I 091/93 Buser. Berner Kantonalbank
M 092/93 von Gunten. Projekte im Drogenbereich für neue Suchtgewohnheiten, z.B. für FolienraucherInnen
M 093/93 Teuscher. Kampf der Drucksachenflut
M 094/93 Kiener (Heimiswil). Förderung alternativer Vollzugsformen im Strafvollzug
I 095/93 Hurni-Wilhelm. Wird die Halbgefangenschaft ein Privileg für finanziell Bessergestellte?
P 096/93 Lüthi. Schliessung der Kaufmännischen Berufsschule Herzogenbuchsee
P 097/93 Hurni-Wilhelm. Schliessung der Kaufmännischen Berufsschule Herzogenbuchsee
M 098/93 Juillerat. Contributions pour terrains secs, zones humides
P 099/93 Wyss (Langenthal). Moratorium bei Berufsschulneubauten
M 100/93 Jost. Kantonales Polizeikorps, Stützpunkt Langenthal
I 101/93 Boillat. Qu'advient-il du lièvre?
M 102/93 Gerber (Thun). Gemeindegesetz: Einflussnahme der Gemeinden auf die Gemeindeverbände; Abstufung der Stimmkraft
I 103/93 Knecht-Messerli. Kaufmännische Berufsschule Spiez
M 104/93 Teuscher. Betriebe mit radioaktiven Emissionen
M 105/93 Bigler. Benachteiligung von Holzfeuerungen
I 106/93 Houriet. N16 et Jura
M 107/93 Schläppi. Gemeindeverbände: Abstufung der Stimmkraft und Verstärkung der Einflussnahme
M 108/93 Koch. Sensetalbahn
M 109/93 Wenger (Thun). Gemeindegesetz: Mehr Einflussnahme von Gemeinden auf die Gemeindeverbände
P 110/93 Graf (Moutier). Renforcement du rôle de la Délégation pour les affaires jurassiennes
M 111/93 Verdon. Mise sur pied d'un concours, afin de promouvoir des économies
M 112/93 Guggisberg. Beschleunigung und Unterstützung der Realisierung des Lötschbergastes der Neuen Alpentransversale NEAT
I 113/93 Graf (Moutier). Avenir du domaine agricole de Bellelay
M 114/93 Benoit. Réorganisation de l'administration de la justice et des tribunaux du canton de Berne
I 115/93 Aellen. «Fête de la Jeunesse jurassienne» à Tavannes
I 116/93 Benoit. Commandement de la police cantonale, réorganisation et représentation des Romands
M 117/93 Joder. Überarbeitung und Neugestaltung der Spitalplanung
I 118/93 Verdon. Pourvoir à l'urgent besoin de formation horlogère

Bestellung von Kommissionen

Gesetz über die politischen Rechte (GPR) (Änderung)
Dekret betreffend die Einteilung des Staatsgebietes in Abstimmungskreise

Loi sur les droits politiques (LDP) (Modification)
Décret concernant la division du territoire cantonal en circonscriptions politiques

von Gunten Peter, Bern, Präsident, FL
Christen Alice, Bern, Vizepräsidentin, SP
Gerber Jürg, Bienne, PS
Graf Paul, Ursenbach, SVP
Horisberger Alfred, Uettligen, FDP
Jaggi Heinz, Thun, SP
Jenni Daniele, Bern, GPB
Kiener Ulrich, Heimiswil, SP
Margot Daniel, Mörigen, FDP
Möri-Tock Beatrice, Studen, SP
Neuenschwander Heinz, Rüfenacht, FDP
Reinhard Andreas, Oberburg, SP
Rey-Kühni Anne-Marie, Zollikofen, SP
Rychen Thomas, Affoltern i.E., SVP
Schmid Alfred, Frutigen, SVP
Siegenthaler Hans, Münchenbuchsee, SVP
Stämpfli-Racine Silvia, Ligerz, SVP
Studer Hans, Vechigen, SVP
Sumi Hans, Zweisimmen, SVP
Sutter Robert, Niederbipp, FDP
Voiblet Claude-Alain, Reconvilier, UDC

Feuerschutz- und Wehrdienstgesetz (FWG)

Loi sur la protection contre le feu et les services de défense (LPSD)

Salzmann Hans Ulrich, Oberburg, Präsident, SVP
König Ernst, Grafenried, Vizepräsident, FDP
Berger Hans, Fahrni, SVP
Berthoud Jean-Pierre, Bienne, PRD
Glur-Schneider Marianne, Roggwil, SVP
Guggisberg Ulrich, Biel, FDP
Hurni-Wilhelm Gertrud, Oberönz, SP
Juillerat Lucien, Sornetan, UDC
Jörg Andreas, Seftigen, SP
Margot Daniel, Mörigen, FDP
Marthaler Alfred, Oberlindach, SVP
Marti-Caccivio Arlette, Ipsach, SP
Morgenthaler Rudolf, Orpund, SP
Reinhard Andreas, Oberburg, SP
Reist-Weber Heidi, Bern EVP
Rey-Kühni Anne-Marie, Zollikofen, SP
Schmid Alfred, Frutigen, SVP
Stettler Heinz, Eggiwil, SVP
Widmer Martin, Biel, SVP
Wülser Willy, Steffisburg, SP
Zbären Ernst, St. Stephan, FL

Gesetz über die politische Mitwirkung des Berner Jura und der Bieler Romands (MBJG)

Loi sur la participation politique du Jura bernois et de Bienne romande (LPJB)

Benoit Roland, Corgémont, président, UDC
Matti Roland, La Neuveville, vize-président, PRD
Aebi Heinz, Nenzlingen, SP
Barth Heinrich, Burgdorf, SVP
Bohler Hansjürg, Belp, FL
Büschi Hans-Ulrich, Bern FDP
Daetwyler Francis, St-Imier, PS
Graf Frédéric, Moutier, PS
Haller Hans-Rudolf, Biel, FDP
Hirschi Ruth, Bienne, PRD
Ith Susanne, Münsingen, SP
Joder Rudolf, Belp, SVP
Juillerat Lucien, Sornetan, UDC
Kaufmann Michael, Bern, SP
Michel Alexander, Meiringen, SVP
Pétermann Antoine, Bienne, PS
Schärer Jürg, Dentenberg-Worb, SP
Schwarz Gottfried, Pieterlen, SVP
Siegrist Roger, Corgémont, PSA
Stämpfli-Racine Silvia, Ligerz, SVP
Voiblet Claude-Alain, Reconvilier, UDC

Gesetz über die Tierseuchenkasse

Loi sur la caisse des épizooties (LCE)

König Ernst, Grafenried, Präsident, FDP
Sumi Hans, Zweisimmen, Vizepräsident, SVP
Aebersold Charles, Treiten, SVP
Balmer Walter, Rosshäusern, SVP
Bartlome Hansueli, Münsingen, FDP
Baumann-Bieri Stefanie, Suberg, SP
Beutler Andreas, Interlaken, SVP
Bigler Hans Ulrich, Ried/Worb, FL
Blaser Albert, Uettligen, FDP
Bärtschi Ernst, Madiswil, SVP
Büschi Hans-Ulrich, Bern, FDP
Christen Walter, Rüedisbach, SVP
Geissbühler Hans, Schwarzenbach, SVP
Hari Konrad, Adelboden, EVP
Kaufmann Michael, Bern, SP
Koch Thomas, Laupen, SP
Marti-Caccivio Arlette, Ipsach, SP
Schütz Heinrich, Lützelflüh, SP
Seiler Roland, Moosseedorf, SP
Wenger Theo, Thun, SP
Zbinden Werner, Rüschegg-Gambach, SVP

Gesetz über die Universität (Änderung)

Loi sur l'Université (Modification)

Gallati Renatus, Oberbottigen, Präsident, FDP
Stoffer Ursula, Biglen, Vizepräsidentin, SP
Barth Heinrich, Burgdorf, SVP
Christen Alice, Bern, SP
Gerber Jürg, Bienne, PS
Graf Frédéric, Moutier, PS
Holderegger Walter, Spiez, SP
Hutzli Martin, Pieterlen, FDP
Knecht-Messerli Susanna, Spiez, SVP
Lack Daniel, Gümligen, FDP
Oesch Christian, Eriz, SVP
Schibler Heinz, Burgdorf, FDP
Schmid Samuel, Rüti bei Büren, SVP
Schmidiger Toni, Langenthal, FL
Schärer Jürg, Dentenberg-Worb, SP
Schütz Heinrich, Lützelflüh, SP
Sidler Roland, Biel, GB
Siegenthaler Hans, Oberwangen, SVP
Steiner-Schmutz Mariann, Utzenstorf, SVP
Streit Kathrin, Zimmerwald, SVP
Zesiger Rudolf, Schangnau, SVP

Gesetz über Jugendhilfe und Koordination durch die Kantonale Jugendkommission (JKG)

Loi sur l'aide à la jeunesse et sa coordination par la Commission cantonale de la jeunesse

Möri-Tock Beatrice, Studen, Präsidentin, SP
Hirschi Ruth, Bienne, vice-présidente, PRD
Aeschbacher Hans, Gümligen, SVP
Berthoud Jean-Pierre, Bienne, PRD
Blatter Rolf, Bolligen, EVP
Christen Alice, Bern, SP
von Escher-Fuhrer Barbara, Seedorf, FL
Glur-Schneider Marianne, Roggwil, SVP
Guggisberg Ulrich, Biel, FDP
Hurni-Wilhelm Gertrud, Oberönz, SP
Jenni-Schmid Vreni, Kappelen, SVP
Liniger Walter, Lyss, SP
Matti Roland, La Neuveville, PRD
Salzmann Hans Ulrich, Oberburg, SVP
Schläppi Walter, Gwatt, SVP
Schärer Jürg, Dentenberg-Worb, SP
Stettler Heinz, Eggiwil, SVP
Stoffer Ursula, Biglen, SP
Studer Hans, Vechigen, SVP
Voiblet Claude-Alain, Reconvilier, UDC
Wülser Willy, Steffisburg, SP

Gesetz über die Berner Kantonalbank (Änderung)

Loi sur la Banque cantonale bernoise BCBE (Modification)

Lutz Andreas, Bern, Präsident, SP
Buser Erich, Burgdorf, Vizepräsident, EVP/LdU
Allenbach Peter, Reichenbach, FDP
Bähler-Kunz Gertrud, Thun, SP
Balmer Walter, Rosshäusern, SVP
Bangerter Käthi, Aarberg, FDP
Bhend Samuel, Urtenen-Schönbühl, SP
Dysli Kurt, Bern, SVP
Erb Christoph, Burgdorf, FDP
Hess Hans Peter, Bern, FL
Hofer Peter, Schüpfen, SVP
Lüthi Fred, Herzogenbuchsee, SVP
Mauerhofer Jürg, Dentenberg-Vechigen, SP
Morgenthaler Rudolf, Orpund, SP
Reinhard Andreas, Oberburg, SP
Rychen Thomas, Affoltern i.E., SVP
Sidler Josef, Port, FDP
von Siebenthal Walter, Saanenmöser, SVP
Steinlin Christoph, Muri,SP
Sterchi Max, Bern, SVP
Weyeneth Hermann, Jegenstorf, SVP

Dekret über die Anpassung von Dekreten ans Volksschulgesetz
Dekret über den schulzahnärztlichen Dienst

Décret fixant les modifications apportées à des décrets par suite de l'adoption de la loi sur l'école obligatoire
Décret sur le service dentaire scolaire

Aebersold Charles, Treiten, Präsident, SVP
Schütz Heinrich, Lützelflüh, Vizepräsident, SP
Aellen Jean-Pierre, Tavannes, PSA
Blaser Albert, Uettligen, FDP
Eggimann Ernst, Langnau, FL
Gerber Hansrudolf, Thun, FDP
Graf Paul, Ursenbach, SVP
Heynen Arnold, Wiedlisbach, SP
Holderegger Walter, Spiez, SP
Pétérmann Antoine, Bienne, PS
Schibler Heinz, Burgdorf, FDP
Schläppi Walter, Gwatt, SVP
Schmid Alfred, Frutigen, SVP
Stirnemann Bernhard, Bern, SP
Streit Kathrin, Zimmerwald, SVP
Trüssel-Stalder Margrit, Biel, SP
Verdon Jean-Pierre, La Neuveville, SVP
Vermot-Mangold Ruth-Gaby, Bern, SP
Wyss Hansruedi, Langenthal, FDP
Zaugg Walter, Rüderswil, SVP
Zesiger Rudolf, Schangnau, SVP

Grossratsbeschluss betreffend den Beitritt des Kantons Bern zur Interkantonalen Vereinbarung über Beiträge der Kantone an die Kosten des beruflichen Unterrichts (Schulgeldvereinbarung)

Arrêté du Grand Conseil concernant l'adhésion du canton de Berne à la convention intercantonale sur les contributions des cantons aux écoles professionnelles (Convention sur les écolages)

Grossratsbeschluss betreffend den Beitritt des Kantons Bern zur Interregionalen Vereinbarung über Beiträge an ausseruniversitäre Bildungsanstalten im tertiären Bereich (Fachschulvereinbarung)

Arrêté du Grand Conseil concernant l'adhésion du canton de Berne à la convention interrégionale sur les contributions aux institutions extra-universitaires du degré tertiaire (Convention sur les écoles spécialisées)

Grossratsbeschluss betreffend den Beitritt des Kantons Bern zum erweiterten Regionalen Schulabkommen 1993 der Nordwestschweizerischen Erziehungsdirektorenkonferenz

Arrêté du Grand Conseil concernant l'adhésion du canton de Berne à la convention scolaire régionale de 1993, élaborée par la Conférence des directeurs de l'instruction publique du Nord-Ouest de la Suisse

Mauerhofer Jürg, Dentenberg-Vechigen, Präsident, SP
Lack Daniel, Gümligen, Vizepräsident, FDP
Albrecht Susanne, Burgdorf, FL
von Allmen Paul, Wengen, SVP
Bartlome Hansueli, Münsingen, FDP
Gerber Hansrudolf, Thun, FDP
Gerber Jürg, Bienne, PS
Gilgen-Müller Elisabeth, Ostermundigen, SP
Haller Hans-Rudolf, Biel, FDP
Kiener Ueli, Heimiswil, SP
Möri-Tock Beatrice, Studen, SP
Nydegger Walter, Schwarzenburg, SVP
Nyffenegger Walter, Rüegsau, SVP
Probst Heinz, Finsterhennen, SVP
Reist-Weber Heidi, Bern, EVP
Schaad Ernst, Oberbipp, SVP
Schneider Marcel, Langnau, SP
Schwarz Gottfried, Pieterlen, SVP
Seiler Herbert, Bönigen, SP
Streit Kathrin, Zimmerwald, SVP
Verdon Jean-Pierre, La Neuveville, UDC

Berner S-Bahn: Realisierung der vier Durchmesserlinien

RER bernois: réalisation des quatre radiales

Begert Urs, Oberbottigen, Präsident, SVP
Kaufmann Michael, Bern, Vizepräsident, SP
von Allmen Paul, Wengen, SVP
von Arx Peter, Kirchlindach, FL
Balmer Walter, Rosshäusern, SVP
Berthoud Jean-Pierre, Bienne, PRD
Daetwyler Francis, St-Imier, PS
Fahrni Hans, Oberthal, SVP
Geissbühler Hans, Schwarzenbach, SVP
Holderegger Walter, Spiez, SP
Juillerat Lucien, Sornetan, UDC
Kiener Ulrich, Heimiswil, SP
Merki Rosmarie, Corgémont, SP
Nydegger Walter, Schwarzenburg, SVP
Portmann Rolf, Bern, FDP
Rey-Kühni Anne-Marie, Zollikofen, SP
Siegenthaler Hans, Münchenbuchsee, SVP
Sinzig Ulrich, Langenthal, SP
Teuscher Franziska, Bern, GB
Wasserfallen Kurt, Bern, FDP
Wyss Hansruedi, Langenthal, FDP